LES GRANDS PROBLEMES INTERNATIONAUX

CESARE SANTORO

QUATRE ANNEES D'ALLEMAGNE D'HITLER

VUES PAR UN ETRANGER

Avec 10 Graphiques et une Annexe :
« La nouvelle Allemagne en images »



1938



ADOLF HITLER
le Führer et Chancelier du Reich

LES GRANDS PROBLÈMES INTERNATIONAUX

CESARE SANTORO

Quatre Années d'Allemagne d'Hitler

vues par un Etranger

Avec 10 Graphiques et une Annexe:
« La nouvelle Allemagne en images »

«Je me sépare de mon peuple allemand dans l'espoir que tout ce que j'ai souhaité en 1919 et ce qui par une lente succession a conduit au 30 janvier 1933 mûrisse pour la pleine réalisation et l'accompli-sement de la mission historique de notre peuple.» Paul von Hindenburg

1 9 3 8

= Grenze eines Gebietes mit zwei landeskirchlichen Regierungen (reformiert u. lutherisch) — Hann
= Grenzen der Landeskirchen einer Kirchengemeinsch
= Grenzen der Kirchenprovinzen der evangelischen Kirche der altpreußischen Union

= Gebiet der evangelischen Kirche der altpreuß. U (eingeteilt in 8 Kirchenprovinzen)
= Durch den Versailler Vertrag abgetrennte, ab Verbindung mit der evang. Kirche d. altpr. U stehende Gebiete

Landeskirchlich selbständige Gebiete, die jedoch graphisch zu Preußen gehören:
= Schleswig-Holstein
= Hannover
= Hessen-Cassel
= Nassau
= Waldeck-Pyrmont
= Pfalz, Baden, Hessen.

Die deutschen ev. Landeskirchen:

1 PR. = Evang. Kirche der altpreußischen Union und ihre Kirchenprovinzen:
a) PR 1 = Ostpreußen
b) PR. 2 = Brandenburg
c) PR. 3 = Pommern
d) PR. 4 = Grenzmark Posen-Westpreußen
e) PR. 5 = Schlesien
f) PR. 6 = Sachsen
g) PR 7 = Westfalen
h) PR 8 = Rheinland u. die drei Stolbergischen Grafschaften
i) (W) = Wernigerode (in der Zeichnung nicht sichtbar)
j) R = Roßla
k) St. = Stolberg und die abgetrennten Gebiete.
l) U 1 = Evangelische Kirche des Memelgebietes
m) U 2 = Freie Stadt Danzig
n) U 3 = Unierte evangelische Kirche in Posen
o) U 4 = Unierte ev. Kirche i. Poln.-Oberschlesien

2 = Evang.-luth. Landeskirche Hannover
3 = Evang.-reform. Landeskirche der Provinz Hannover
4 = Evang.-luth. Landeskirche Schleswig-Holsteins
5 = Evang. Landeskirche in Hessen-Cassel
6 = Evangelische Landeskirche in Nassau
7 = Evang. Landeskirche Frankfurt a. M.
8 = Evang.-luth. Landeskirche in Bayern r. d. Rh.
9 = Vereinigte protestantisch-evangelisch christliche Kirche der Pfalz
10 = Evangelisch-luth. Landeskirche des Freistaats Sachsen
11 = Evang.-luth. Landeskirche i. Württemberg
12 = Verein. ev.-prot. Landeskirche Baden
13 = Evangelische Landeskirche in Hessen
14 = Thüringer evangelische Kirche
15 = Evang.-luther. Kirche in Reuß ä. L.
16 = Evangelisch-lutherische Landeskirche von Mecklenburg-Schwerin
17 = Mecklenburg-Strelitzer Landeskirche
18 = Evangelisch-lutherische Kirche des Landesteils Oldenburg
19 = Evang.-luther. Kirche des Landesteils Lübeck im Freistaat Oldenburg
20 = Evangelische Kirche des Landesteils Birkenfeld
21 = Braunschw. ev.-luth. Landeskirche
22 = Evangelische Landeskirche Anhalts
23 = Evang. Landeskirche v. Waldeck u. Pyrmont
24 = Lippische (ref. u. luth.) Landeskirche
25 = Evangelisch-lutherische Landeskirche des Freistaates Schaumburg-Lippe
26 = Ev.-luth. Kirche i. Lübeckischen Staate
27 = Bremische Evangelische Kirche
28 = Evang.-luth. Kirche im hamburgischen Staate

LEGENDE DE LA CARTE PAGE 297

TABLE DES MATIÈRES

Deuxième Partie

Annexe

LA NOUVELLE ALLEMAGNE EN IMAGES

L'ACTE SOLENNEL D'ÉTAT DANS L'ÉGLISE DE GARNISON A POTSDAM A L'OCCASION DE LA FONDATION DU III[E] REICH

1. Le chancelier Adolf Hitler, en présence du président von Hindenburg, lit son discours de fondation.

PERSONNALITÉS DIRIGEANTES DU PARTI ET DE L'ÉTAT

2.—37. Portraits.

38. La jeunesse allemande le jour anniversaire de la naissance du Führer, 20 avril 1937.

LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DE DROITS)

39. Le cabinet du Reich après la séance du 16 mars 1935, où fut décidée la réintroduction du service militaire obligatoire.
40. La séance du Reichstag du 7 mars 1936, où Adolf Hitler proclama le rétablissement de la suprématie militaire dans la zone démilitarisée du pays rhénan.
41. Des régiments d'infanterie allemande traversent un pont dans la zone précédemment démilitarisée du pays rhénan.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

42. Hitler et Mussolini à Venise, mi-juin 1934.
43. Goering et le Prince héritier d'Italie à Capri, janvier 1937.
44. Visite des hommes d'Etat britanniques, Sir John Simon et Anthony Eden chez le Führer, en présence du ministre des Affaires étrangères v. Neurath, de l'ambassadeur v. Ribbentrop et d'autres diplomates.
45. Le ministre polonais des Affaires étrangères, colonel Beck, accompagné de l'ambassadeur de Pologne à Berlin, M. Lipski, rend visite au ministré de la Guerre.

L'ASSEMBLÉE DU PARTI A NUREMBERG EN 1936

46. Défilé des formations des SA. devant le Führer.
47. Suivent les formations des SS.
48. Les formations des NSKK. terminent le cortège.
49. Les formations du parti devant le parterre à la mémoire des héros.
50. La démonstration de nuit des 100.000 dirigeants politiques du NSDAP. sur la Zeppelinwiese, éclairée par la voûte lumineuse de 150 projecteurs.
51. Vue extérieure de la voûte.
52. La démonstration solennelle du Service de travail devant le Führer.

L'ARMÉE NOUVELLE

53. Défilé devant le Führer, le ministre de la guerre, v. Blomberg, et les commandants en chef de l'armée, de la marine et de la force aérienne.
54. Artillerie lourde motorisée.
55. Pièce de défense contre les chars d'assaut.
56. Le traité de Versailles n'autorisait à l'armée d'autre emploi aux manœuvres que celui de chars d'assaut-joujoux.
57. A leur place aujourd'hui paraissent des régiments de rapides et puissantes voitures blindées.

LA RECONSTRUCTION DE LA FLOTTE ALLEMANDE

58.—59. Lancement du vaisseau de ligne «Scharnhorst» de 26.000 tonnes (à gauche) et du croiseur cuirassé «Blücher» de 10.000 tonnes (à droite).

LA MARINE DU REICH

60. Le croiseur cuirassé «Deutschland».
61. Un contre-torpilleur dans la mer du Nord.
62. Le croiseur «Nürnberg» à son lancement à Swinemünde.
63. Torpilleurs au quai à Swinemünde.

L'ARMÉE AÉRIENNE

64. Le ministère de l'Air.
65. L'escadrille Richthofen à l'aérodrome de Staaken, près Berlin.
66. Le colonel-général Hermann Goering parcourt le front de la compagnie d'honneur au ministère de l'Air, le 16 mars 1935, jour anniversaire du rétablissement de la liberté allemande de défense.
67. Artillerie lourde anti-aérienne.

LA POLITIQUE SOCIALE

68. Un million de travailleurs rassemblés le 1er mai 1933 sur le terrain de Tempelhof pour entendre le discours du Führer.
69. Le Führer, accompagné de son représentant Rudolf Hess et du chef d'organisation du Reich Dr Ley, parcourt le front d'une section de «troupes d'usine».
70. Le Führer et un petit tambour de ces troupes.
71.—72. Un réfectoire d'une exploitation, tel qu'il était autrefois (en haut), et tel qu'il est aujourd'hui (en bas).
73. Un festival des travailleurs allemands.
74. Modèle de deux grands transatlantiques destinés aux voyages de vacances de la communauté «Force par la joie» (KdF.).
75. Le «Wilhelm Gustloff», un des transatlantiques de la KdF., déjà lancé.
76. Travailleurs à bord d'un bateau pour la KdF., en partance pour Madère.
77. Comment ils sont soignés et servis.
78. Passagers enthousiastes de la KdF. à l'arrivée dans le port de Ponta Delgada (Ile St. Michel, Açores).
79. Bavarois au couvent Jeronimo à Lisbonne. Au lieu de gentiane et de fleurs des Alpes, des giroflées.
80. Scène ambulante pour les travailleurs aux autostrades du Reich.
81. Sport à la voile avec un des nombreux yachts de la KdF.
82. La communauté KdF. prend même soin d'un enseignement équestre.
83. ... et de celui de l'escrime.
84. Une piscine pour les ouvriers dans une exploitation allemande.
85. Joyeuse réunion de paysans et de travailleurs à l'occasion d'une course de skis organisée par la KdF.

AU SERVICE DE L'ŒUVRE DE SECOURS D'HIVER (WHW.)

86. Le ministre-président Goering fait une collecte pour la WHW.
87. Le président de la Reichsbank, Dr Schacht, ... dévalise les gens de finance.
88. Entrée de Fridel Schumann à Berlin après sa chevauchée de 3.700 kilomètres à travers toute l'Allemagne en vue de récolter des dons gratuits. Elle a rapporté 130.000 marks.
89. Distribution du «plat unique» le premier dimanche de chaque mois.

LA BIENFAISANCE POPULAIRE (NSV.)

90. A l'instigation de l'œuvre de bienfaisance NSV., des milliers d'enfants partent à la campagne.
91. ... et les mères se délassent dans les foyers de la maternité.

LES HABITATIONS

92. Nouvelles habitations populaires à un étage en rase campagne.
93. Habitations de travailleurs des champs.

LA COLONISATION INTÉRIEURE

94. La petite colonie.
95. ... et le foyer propre.

POUR L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

96. Une usine de la Société I. G. Farbenindustrie où se fabrique la benzine synthétique.
97. Dépôt et emballage de «Buna» (caoutchouc synthétique).
98. Une rue de l'installation d'hydratation des usines Leuna de la Société I. G. Farbenindustrie.
99. Finissage du «Buna».
100. Une machine à travailler la cellulose.
101. Une vue de l'exposition textile à Berlin.

LES COMMUNICATIONS

102. Vue de l'avant d'une automotrice à traction.
103. Locomotive lourde à trois cylindres et à vapeur surchauffée avec revêtement aérodynamique (Rendement 2.700 C.V. pour 150 kilomètres à l'heure, vitesse maxima 175 kilomètres à l'heure.)
104. Le train Henschel-Wegmann aérodynamique en pleine marche.
105. Un accouplement du train volant de Munich, avec celui de Stuttgart.

LES ROUTES D'ADOLF HITLER

106. En donnant le premier coup de pelle sur la rive du Main à Francfort, le 23 septembre 1933, le Führer inaugura la mise en œuvre des autostrades du Reich par ces paroles: «Au Travail!»
107. Une autostrade du Reich.

LES BEAUTÉS DE L'ALLEMAGNE

108. Le «Berghof», séjour du Führer à Berchtesgaden (Alpes bavaroises).
109. Le château de «Sanssouci», séjour de prédilection de Frédéric le Grand.
110. Cologne sur le Rhin. Vue d'une terrasse sur le fleuve.
111. Berchtesgaden et le Königssee.
112. Le château de Neuschwanstein près Füssen (Bavière méridionale).
113. Le printemps à Heidelberg. Vue du château par delà le Neckar.

L'AVIATION CIVILE

114. Un avion Junker, type Ju 86 de la Lufthansa allemande.
115. L'hydravion Ha 139 à quatre moteurs, pour longs parcours, construit par la Société Hamburger Flugzeugbau d'Hambourg, sur commande de la Lufthansa allemande.
116. Le navire à moteur «Friesenland», quatrième point d'appui de la Lufthansa allemande pour le service postal aérien de l'Atlantique.
117. Le bateau volant Dornier Do 18, sur la catapulte de «L'Ostmark» avant son départ.
118. Arrivée du «Zephir» dans le port de New-York après sa traversée de l'Atlantique septentrional.
119. Modèle du nouvel aérodrome central de Berlin, à Tempelhof.

L'AGRICULTURE

120. La fête de la moisson sur le Bückeberg.
121. Une maison de paysan dans la Haute-Bavière.
122. Une maison de paysan de la Forêt Noire.

LE SERVICE DE TRAVAIL

123. Défilé du Service de travail devant la tribune d'honneur sur la Zeppelinwiese, à Nuremberg.
124. Vue de baraquemente dans les montagnes de la Bavière. Un groupe d'hommes du Service de travail rentre, sa journée terminée.
125. Des hommes du Service se rendent en chantant à leur ouvrage.
126. Leur travail est dur dans les marais du pays d'Ems.
127.—128. Des hommes du Service de travail creusent des canaux d'écoulement ... et débarrassent le terrain de blocs de pierre.

SERVICE DE TRAVAIL DES FEMMES

129. Jeunes filles du Service de travail lors d'un court repos dans le champ.
130. ... et lors de la danse en plein air.

LA JEUNESSE ALLEMANDE

131. Le chef de la jeunesse allemande, Baldur v. Schirach, parcourt le front d'une formation de drapeaux à l'occasion de sa visite à un campement de la HJ.
132. Exercices sportifs de la Jeunesse hitlérienne.
133. Exercices libres de jeunes filles de l'Union allemande (BDM.)
134. Un nouveau refuge de la jeunesse à Fribourg en Brisgau.
135. Foyer pour jeunes filles à Binow en Poméranie.
136. Le concours professionnel de la HJ.: un jeune hitlérien occupé à souder.
137. La jeunesse hitlérienne de marine à un exercise à voiles.
138. von Schirach assiste à un concours pour la profession de maçon.
139. Des jeunes filles dans un campement écoutent une conférence de leur directrice.

LA NOUVELLE CULTURE

140. Le Wilhelmplatz à Berlin, avec la Chancellerie du Reich et le ministère de la Propagande.
141. Le ministre de la Propagande, Dr Goebbels, en présence du secrétaire d'Etat Funk, remet au compositeur Joseph Reiter, à l'occasion de son 75ème anniversaire de naissance, une lettre autographe du Führer.
142. La culture allemande sous la République de Weimar. Cette monstruosité doit soi-disant représenter une femme assise ...!
143. La culture allemande de nos jours. Une œuvre d'art du professeur Seeger, laquelle mérite à bon droit son titre: «La joie de vivre.»

LES NOUVEAUX BATIMENTS DANS LE IIIE REICH

144. La Place Royale à Munich. Les temples de l'honneur, la maison du Führer et le bâtiment de l'administration.
145. Vue à vol d'oiseau du champ de sport du Reich (Reichsportfeld) à Berlin.
146. Modèle des constructions projetées pour l'assemblée du parti à Nuremberg.
147. Maison de l'art allemand, à Munich.
148. Le Pavillon allemand de l'Exposition universelle de 1937, à Paris.

LES JEUX OLYMPIQUES, BERLIN 1936

149. Des formations de la HJ. reçoivent le porteur du feu olympique, dans le Lustgarten, à Berlin.
150. Le jour de l'ouverture. Défilé de l'équipe norvégienne (au premier plan la tribune du Führer).
151. Le Stade la nuit pendant la présentation de la ronde olympique.
152. Les jeux d'hiver à Garmisch-Partenkirchen.
153. La scène en plein air «Dietrich-Eckart» pendant la représentation d'«Héraclès».

LE JOUR DE FÊTE NATIONALE DU PEUPLE ALLEMAND

154. L'arbre de mai et la décoration du Lustgarten.

Avant-Propos

En suivant l'ordre chronologique des révolutions, après celles de France, de Russie, et sur la trace du mouvement fasciste, la révolution nationale-socialiste, survenue en quatrième lieu, représente sans contredit, par son caractère social et politique, un des événements les plus saillants de notre époque contemporaine. Le sens moral profond et l'œuvre organisatrice grandiose de cette dernière révolution n'ont pas eu seulement pour effet la transformation complète de l'Allemand en tant que personnalité individuelle, ainsi qu'une mise du Reich sur un pied entièrement nouveau, mais constituent encore un facteur d'une importance capitale dans la vie internationale, et marquent en même temps un tournant décisif de l'histoire européenne.

Pendant ses douze années de préliminaires, d'active propagande, de lutte pour la conquête du pouvoir par voie plébiscitaire, la révolution nationale-socialiste a offert au monde un spectacle dont l'extraordinaire ampleur devait attirer l'attention générale. Elle a suscité une curiosité non exempte cependant d'un certain sentiment d'appréhension quant à son développement futur. L'œuvre accomplie au cours des quatre premières années du régime, les efforts fournis, les résultats obtenus, ont pleinement justifié ce que cette curiosité laissait à entendre. L'Histoire a vu s'ouvrir un premier chapitre marquant d'une réalité dont l'existence défie toute velléité négative, quel que soit le point de vue moral sous lequel on la considère.

Dans son premier appel au peuple allemand, aussitôt après la prise du pouvoir, le 1er février 1933, le nouveau chancelier du Reich sollicita

une période de quatre ans pour l'accomplissement de son œuvre de reconstitution nationale. Quelques jours plus tard, au Palais du Sport, dans son premier discours comme chef du gouvernement, il renouvelait sa demande en ces termes:

«Durant quatorze années, les partis de décadence ont dirigé et abusé le peuple allemand. Durant quatorze années, ils ont détruit, désagrégé, dissous. Ce n'est donc point témérité ni présomption, si je me présente aujourd'hui devant la nation et si je m'écrie: '*Peuple allemand, accorde-nous quatre années de temps, et alors tu nous traduiras devant ton tribunal et tu nous jugeras, peuple allemand, donne-nous quatre années, et je te jure, aussi vrai que vous et moi-même nous sommes entrés en fonctions, je partirai.* Je n'ai pas fait cela en vue d'une récompense ou d'un bénéfice quelconque, mais je l'ai fait selon la propre volonté. Cela a été la décision la plus grave de ma vie . . .

Je ne saurais me libérer de la foi en mon peuple, ni perdre la persuasion que cette nation se relèvera un jour; je ne saurais me priver de l'amour de ce peuple qui est le mien, et je nourris la conviction, ferme comme le roc, que l'heure viendra où les millions d'hommes qui nous maudissent actuellement, se rangeront derrière nous pour saluer le *nouveau Reich*, création commune, issu d'une lutte pénible et d'une conquête difficile, *Reich de la grandeur, de l'honneur et de la force, de l'honnêteté et de la justice, Amen*'.»

Il n'est certes nullement exagéré de constater aujourd'hui que le travail accompli en Allemagne au cours de ces quatre années représente une transformation de l'Etat et de l'ordre social, qui, en temps normal, eût sans doute exigé une longue période. Toutes les promesses du Führer ont été exactement remplies, car le jour de la prise de pouvoir le parti national-socialiste était mûr pour la tâche que la volonté populaire lui avait confiée.

Quatre années sont un simple épisode dans la vie d'un peuple comme le peuple allemand, d'histoire millénaire, et pourtant il n'en a pas fallu davantage au gouvernement national-socialiste. Cette période a vu naître un ordre radicalement nouveau des formes politiques, des organisations sociales et économiques, des organes juridiques et administratifs, en même temps que la libération des chaînes de

Versailles, le rétablissement de la puissance militaire et la parité parmi les grandes nations, toutes entreprises que les gouvernements de la république de Weimar avaient tentées sans succès.

Le secret de cet heureux résultat réside dans la confiance qu'une nation a mise en celui considéré par la masse populaire comme l'envoyé de la Providence, comme le véritable et réel sauveur.

Assurément, pareil développement, d'un caractère nettement révolutionnaire, exige du temps et de graves décisions. Que de traditions surannées à remplacer en effet par des phénomènes nouveaux, que d'institutions vieillies, que de conditions personnelles d'existence à supprimer, que de critiques à braver, que de mécontentements à supporter, surtout dans les premiers temps, de la part de ces éléments dont le scepticisme se laissait difficilement convaincre. Mais ces obstacles furent surmontés à la longue, ainsi qu'il ressortit du résultat des élections du 29 mars 1936, où sur 44.955.000 votants, 44.412.000 voix se déclarèrent en faveur du gouvernement, contre 543.000 voix hostiles ou invalidables. Des adversaires déclarés du national-socialisme, tels que l'ex-ministre marxiste de l'intérieur, Severing et l'ancien président du Reichstag, Löbe, et d'autres hautes personnalités s'étant écartées du mouvement, comme le général Ludendorff, ont dû finalement reconnaître les bienfaits du nouveau régime.

Une réaction beaucoup plus vive se manifesta à l'étranger, et cela pour deux raisons: d'abord et surtout à cause d'une connaissance insuffisante de la situation réelle de l'Allemagne lors de l'arrivée au pouvoir du parti national-socialiste, et de l'activité déployée par ce gouvernement pendant les quatre premières années; en second lieu, par suite de la campagne de haine qu'entreprirent, et que continuent encore contre le troisième Reich et contre son gouvernement, des adversaires personnels de la conception nationale-socialiste.

Mais même sous ce rapport, un remarquable progrès s'est accompli dans ces derniers temps. Bien des préjugés se sont évanouis, surtout grâce aux voyages d'étrangers dans la nouvelle Allemagne. Toutefois des préventions subsistent encore, et la campagne de haine poursuit son œuvre en prenant occasion de chaque événement qui se présente. Un pareil état de choses, en maintenant l'opinion publique mondiale

dans la méfiance constante, dans la mésintelligence perpétuelle, engendre une inquiétude générale, extrêmement nuisible aux bons rapports entre les Etats et funeste à la paix européenne.

Les pages qui suivent ont pour but de contribuer à la juste connaissance de l'Allemagne d'Hitler, et de mettre au point certaines assertions de sources internationales intéressées. On s'y est abstenu de tout jugement subjectif, en se contentant d'énumérer exclusivement les faits démontrés et en laissant parler les chiffres. Au lecteur d'en tirer lui-même les conclusions logiques et naturelles.

Dans une brochure publiée il y a quatre ans sous le titre: «Le Réveil national de l'Allemagne vu par un étranger», *Spectator*, Genève, 1933, nous nous sommes efforcé, en vertu de nos propres observations et d'un long séjour en Allemagne comme représentant de presse étranger, de mettre en pleine lumière l'origine, les principes fondamentaux et le programme du mouvement créé par Adolf Hitler (cet «enfant du dictum de Versailles», selon le mot du sénateur américain Borah). Le présent ouvrage n'est autre que la continuation de la brochure en question, destiné qu'il est à résumer les résultats du premier plan de quatre ans établi par le Führer, et à exposer le but véritable du second plan, celui-ci ayant pour objet de rendre l'Allemagne indépendante de l'étranger soit économiquement, soit en ce qui concerne les besoins de l'alimentation.

La situation internationale présente, si embrouillée, si incertaine, si grosse de dangers, impose à tout journaliste conscient de sa mission le devoir de se consacrer de toutes ses forces à l'œuvre de mutuel éclaircissement, d'écarter toute cause de friction, de mésintelligence entre les peuples, et d'encourager la bonne entente sur la base d'une réelle communauté des Etats.

Nous nous croyons en ceci en plein accord de sentiments avec ceux de nos collègues de la presse qui, séjournant depuis des années en Allemagne, ont eu l'occasion de constater le degré d'avilissement moral et matériel où le peuple allemand était tombé dans les dures années d'après-guerre, mais aussi ses gigantesques efforts pour se relever et se créer une existence nouvelle. Chacun de nous a partagé la douleur dont il voyait les autres accablés, chacun de nous a également ressenti

leurs espoirs, la joyeuse confiance qui peu à peu s'implantait dans les cœurs.

Il faut être homme entre les hommes. Si l'on vit au milieu d'un grand peuple en train de lutter pour son existence, il n'est pas permis de se retirer dans son coin, de refuser de reconnaître la valeur reconstructive de son travail, la grandeur de ses efforts pour atteindre l'égalité des droits parmi les autres nations civilisées, et de rester aveugle devant sa bonne volonté de vivre en paix avec elles, de collaborer au bien général.

La nature grandiose des événements dont nous avons été les témoins immédiats ne nous a cependant nullement empêché de voir clair, n'a influencé en rien nos efforts pour chercher la vérité, et notre objectivité de jugement sur les résultats obtenus. Certes, des fautes ont été commises, surtout au point de vue tactique; de là, dans certains milieux étrangers, une répulsion, une résistance, envers l'Allemagne nouvelle. Et pourtant, pareilles fautes sont inévitables dans une révolution d'aussi vaste envergure et d'importance éthique aussi profonde, dans une révolution marquée de méthodes propres et livrée à des voies nouvelles en vue de remanier, jusque dans ses racines, toute l'existence politique, économique et culturelle de la nation.

On trouvera ci-après, conformément aux buts exposés plus haut, un résumé de nos recherches au cours des quatre premières années d'existence du III° Reich, recherches livrées à l'impression à un moment où l'Exposition universelle de Paris a fourni à ce Reich l'occasion de mettre sous les yeux du monde les fruits de son activité nouvelle et de sa multiple énergie de travail.

Berlin, novembre 1937 — CESARE SANTORO

PREMIÈRE PARTIE

Ce que la nation allemande a désiré avec ardeur pendant des siècles est désormais une réalité: un seul peuple de frères, libres des préjugés et des entraves réciproques du temps passé. *Adolf Hitler*

I.

Héritage et Programme

Lorsque le 30 janvier 1933, le Président du Reich, feld-maréchal von Hindenburg, appela le chef du parti national-socialiste pour lui confier la responsabilité du pouvoir, l'état de la nation allemande était celui d'un profond désespoir.

Les villes voyaient leurs rues encombrées par des millions de chômeurs, à l'affût des quelques marks dus à l'assistance sociale, mais tout juste suffisants pour subvenir aux besoins les plus indispensables de la vie quotidienne de l'assisté et de sa famille. A peine trouvait-on une maison où le père ou le fils, si ce n'est même les deux, ne fussent sans travail. Les statistiques nous offrent un vivant tableau de cette situation tragique, et chiffrent à plus de 6 millions le nombre des chômeurs, soit plus d'un quart des 21 millions de travailleurs et d'employés formant le contingent dont l'économie allemande pouvait disposer. A ce nombre venaient s'ajouter 3 millions d'hommes occupés seulement pendant un temps de travail réduit. C'était donc, en y comprenant les membres des familles, 20 millions de citoyens, chiffre rond, représentant environ un tiers de la population totale de l'Allemagne, qui se voyaient directement frappés par le chômage et par la misère qu'il entraîne avec lui. Pour y subvenir, le budget de l'Etat et celui des communes se grevaient annuellement de la somme fantastique de plus de 3 milliards de marks, pour un soutien insuffisant et humiliant à la fois. La situation des artisans n'était pas moins désolante, et l'Allemagne assistait ainsi à l'effondrement de cette force de travail qui constitue son trésor le plus cher et le plus précieux.

Dans les campagnes, le cultivateur avait perdu l'amour de sa terre, accablé qu'il était par le cauchemar d'une vente aux enchères toujours menaçante. Les paysans allemands, pour une grande part, ne jouissaient plus de la libre propriété du sol. Sous le poids d'une dette atteignant des milliards, ils voyaient souvent leur maison et leur ferme saisies pour passer aux mains des créanciers ou du fisc. Des milliers de cultivateurs allemands avaient été chassés de leurs biens, devenus la possession de nouveaux maîtres incapables d'en tirer le profit convenable. Les autres se trouvaient réduits à une situation hors d'état de leur offrir un

moyen d'existence assuré. On faisait bien miroiter aux yeux des paysans des prix qui devaient être cotés en Bourse et qui l'étaient en effet, mais la spéculation s'en emparaît au détriment du cultivateur et du consommateur. La base d'alimentation allemande fut transférée sur une vaste échelle à l'étranger, et une grande partie des travailleurs se voyait sans ouvrage, faute de trouver acheteur chez les paysans.

Comme il est facile de se le représenter, l'économie traversait une crise exceptionnellement sévère, partie en raison de celle affectant le monde entier, partie à cause de la politique de déflation du gouvernement de Brüning, dont la conséquence, en réduisant dans une forte proportion le pouvoir d'achat des fonctionnaires, des employés et des travailleurs, se manifestait par un affaiblissement du marché intérieur. La production industrielle de l'Allemagne, depuis son point culminant en 1929 jusqu'à la chute de Brüning en 1932, avait subi une baisse de 40%; mais plus forte encore était la baisse en valeur, laquelle, d'une moyenne mensuelle du produit brut de 7 milliards en 1928, était tombée peu à peu 3,5 milliards, soit un recul de 50%. Les revenus des fonctionnaires, des employés et des travailleurs, estimés à 43 milliards en 1929, ne se chiffraient plus que par 33 milliards, soit une perte de 25%[1]).

Un pareil mouvement rétrograde est sans exemple dans la série des crises, et l'on ne saurait s'étonner si la vague montante d'écroulement n'épargna pas même alors d'anciennes et solides maisons jouissant d'une réputation bien établie. Qu'il nous suffise de citer entre autre la suspension des paiements de la Société A. Borsig à Berlin-Tegel.

En ce qui concerne les banques, on se rappelle les sacrifices que dut s'imposer l'Etat afin d'empêcher la débâcle de quelques-uns des plus importants instituts de crédit. L'Allemagne, saignée à blanc, voyait, à la fin de janvier 1933, l'état d'or et de devises de la Reichsbank réduit à 439 millions de marks. On ne peut faire entrer dans cet état le crédit des banques d'émission de 70 millions de dollars accordé à la Reichsbank, non plus que le crédit étranger de 45 millions de dollars de la Golddiscontobank, soit un total de 483 millions de marks, que l'Allemagne dut rembourser promptement pour ne pas perdre sa liberté de commerce. Les dettes privées à l'étranger atteignaient plus de 25 milliards, dont plus de deux millions à payer au titre d'intérêts quotidiens, et cela, sans qu'un excédent d'exportation permît de se procurer les devises nécessaires à la liquidation de ces monstrueux paiements.

La situation économique de nombreuses communes touchait à la catastrophe financière, en raison des charges énormes de l'appareil administratif. Le Reich comptait un chiffre total de fonctionnaires supérieur à 95.000, outre 72.000 employés et ouvriers, en dehors des 250.000 fonctionnaires et 44.000 employés et ouvriers du service postal, sans compter les chemins de fer, entreprise indépendante, avec laquelle le Reich n'était lié que par de forts intérêts financiers. Les différents pays comptaient ensemble environ 275.000 fonctionnaires, les corporations autonomes et les communes environ un demi-million. En dépit de ces charges prodigieuses des finances de l'Etat et des communes, la partie de la classe moyenne appartenant au personnel de l'administration publique devait se considérer comme un prolétariat. Les petits commerçants se trouvaient d'ailleurs dans le même cas.

1) Le gouvernement suivant, celui de Papen, grâce à l'effet de ses bons d'impôts, s'efforça de rehausser de plus de 2 milliards la liquidité de l'économie et de réaliser par là une augmentation des sources de travail. Mais une faible partie seulement de ces bons a été pratiquement mise en circulation, avec la charge de produire une augmentation immédiate des forces de travail.

Que dire de la situation politique et législative du Reich?

Outre le Président du Reich, le chancelier d'Empire, un ministère d'Empire comprenant au moins dix membres, un Reichstag de 500 députés et un Conseil d'Etat de 68 membres, une organisation analogue existait dans chacun des 18 Pays, à savoir: un ministre président, un gouvernement et un parlement. L'Allemagne était donc gouvernée par un Président du Reich, 11 ministres du Reich, 59 ministres d'Etat (auxquels s'ajoutaient encore les 42 sénateurs des villes libres) et par 3.000 députés environ!

Ces derniers ne représentaient pas moins de 27 partis de toute nuance politique au Reichstag et aux divers Landtags, des nationaux-socialistes aux nationaux-allemands, du centre aux démocrates, des démocrates-socialistes aux communistes, avec tous les échelons intermédiaires et les partis en sous-ordre. Comme leurs rapports numériques et leur prépondérance variaient dans les différentes parties du Reich, il en résultait des gouvernements régionaux de couleur politique très diverse, parfois même en opposition absolue avec celui du Reich, de sorte que ce dernier manquait souvent de l'autorité nécessaire pour faire valoir sa volonté. On a donc ainsi le spectacle d'une désunion sociale dynastique, idéologique, religieuse et politique, outre la discrimination des différents états, des classes sociales et des professions, d'où une impuissance totale de la nation entière.

Un mécanisme aussi compliqué ouvrait nécessairement la voie à la corruption politique et économique. L'histoire allemande d'après-guerre n'est en réalité qu'une longue série de scandales et de malversations, auxquels participèrent, il est triste de le constater, un grand nombre de détenteurs des fonctions publiques. Un essaim d'hommes d'affaires véreux parvint à se glisser dans les gouvernements et dans les autres places officielles, en exploitant les relations politiques pour des spéculations personnelles. Et cela à un moment où la détresse économique du peuple avait revêtu le caractère de catastrophe, grâce au chômage et à la déflation.

Un pareil état de choses devait naturellement favoriser et entretenir la propagande de Moscou parmi les classes populaires, où elle prenait particulièrement pied, d'où les grèves, les fermetures d'usines et les bagarres de la rue. L'attitude si faible du gouvernement et le manque de moyens de défense chez le parti bourgeois facilitaient au communisme le maintien de la population entière sous son régime de terreur.

Peut-on s'étonner alors si quelques semaines avant la prise du pouvoir par Hitler, 6 millions d'électeurs communistes environ purent envoyer au Reichstag pas moins de cent députés, qui formèrent ainsi le troisième parti en ordre d'im-

portance numérique, et, de concert avec les socialistes, occupèrent 40% des sièges du parlement allemand? N'est-ce pas se conformer à la stricte vérité que de regarder l'avènement du national-socialisme, juste au bon moment, comme ayant empêché une «bolchévisation» de l'Allemagne?

En ce qui concerne la culture, rappelons que presque toutes les manifestations de la vie intellectuelle, théâtres, concerts publics, maisons éditrices et diffusion d'organes de presse, se trouvaient aux mains d'Israélites, c'est-à-dire d'une race dont les tendances sont complètement opposées à la conception nationale-socialiste. Sur 29 théâtres de Berlin, 23, soit 80%, comptaient des directeurs juifs, et une grande partie des pièces représentées dans les dernières années avaient pour auteurs des écrivains de la même race. Le film, ce grand moyen de propagande dans les masses, subissait également l'influence juive; dans la production cinématographique en 1931, pas moins de 70% des régisseurs et des compositeurs étaient d'origine sémite. Les nombreux organes de l'opinion publique se trouvaient financiellement contrôlés, dirigés et rédigés par des journalistes juifs. Tel était particulièrement le cas pour la presse de Berlin et de Francfort.

Mais le pire en Allemagne, au commencement du mois de janvier 1933, était la perte de toute considération pour les traditions nationales, de la foi en sa propre force, et de la confiance dans l'avenir. Cet état de prostration morale affectait spécialement la jeunesse, aussi bien celle qui, de retour du front, respirait au foyer domestique une atmosphère antipatriotique, que celle de la génération nouvelle, née et nourrie au milieu de cette atmosphère.

Ce sont là des constations qu'ont pu faire tout ceux ayant vécu en Allemagne pendant les années qui précédèrent l'avènement d'Hitler au pouvoir. Le défaut de tout élément d'éducation important, comme, par exemple, le service militaire, d'une part, et le chômage, d'autre part, avaient eu pour conséquence un relâchement regrettable dans le domaine moral et dans l'amour de la patrie. Un observateur étranger devait en concevoir des doutes sérieux quant à l'avenir du peuple allemand, et se sentir affecté dans sa considération pour lui, malgré les preuves de vaillance, de discipline et de force de résistance données pendant la guerre mondiale, et les qualités propres à la race germaine.

A cela rien de surprenant, car la jeune génération avait poussé à une époque où, par exemple, il était permis à un professeur de philosophie de l'Ecole supérieure de Hanovre non seulement d'insulter grossièrement le Président Hindenburg, docteur honoraire de cette même école, mais encore de se vanter d'avoir recouru à toutes les ruses pour éviter d'aller au front. En même temps un de ses collègues de l'université d'Heidelberg, dans une société pour la paix, s'emportait jusq' à parler de «ceux qui sont tombés au champ du déshonneur, oserais-je à peine dire ...».

Tel est, esquissé à grands traits, le véritable aspect de la république allemande de Weimar, sous le masque trompeur d'une grande puissance florissante en apparence, masque servant à couvrir la détresse réelle d'une population de 67 millions d'âmes.

Quant à ses relations et à sa situation dans le concert des grands Etats, il suffit de rappeler le traitement de nation de second ordre dont l'Allemagne fut l'objet de la part des dirigeants de la politique mondiale, et le rôle de «Cendrillon» qui lui fut dévolu à Genève. Incapable de faire valoir ses revendications avec l'appui d'une force militaire, elle dut se renfermer sans cesse dans une attitude de postulante, et s'accomoder finalement des fins de non recevoir répétés des puissances fortement armées, en endossant leurs jugements subjectifs, et parfois arbitraires. Sans parler de l'occupation de la Ruhr, on n'a pas oublié, par exemple, l'effet que produisit à l'étranger, lors de la réception de nouvel an en janvier 1931, le vœu exprimé par le Président Hindenburg que l'année nouvelle épargnât au peuple allemand d'autres cruelles et douloureuses désillusions. Dans sa réponse, le général Groener, représentant à ce moment-là le chancelier Dr Brüning, allégua que le principe d'égalité de droit entre les peuples était encore loin d'être assuré, et que les obligations en vue du désarmement, solennellement garanties par les autres puissances, attendaient toujours leur accomplissement. C'est pourquoi le gouvernement allemand se réservait d'insister énergiquement en faveur de l'application de la thèse fondamentale «d'égale sécurité pour tous», sans laquelle aucune pacification réelle ne serait possible. Le ministre de la guerre d'une puissance étrangère se hâta de déclarer à la Chambre que les clauses militaires du traité de Versailles ne devaient subir de modifications d'aucune sorte, et réédita l'ancienne distinction entre «vainqueurs» et «vaincus». Cela quatre années après Locarno!

Quelques mois plus tard, lorsque fut connu le projet allemand d'union douanière entre le Reich et l'Autriche sur la base du principe de Briand des conventions particulières entre Etats, l'étranger se déclara hostile à ce plan, sous prétexte qu'il se trouvait en opposition avec les traités existants, et qu'il constituait même un danger pour la paix.

Le 13 juillet de la même année, par suite du retrait soudain des crédits et des dépôts, une des banques allemandes les plus importantes ayant fermé ses guichets, et d'autres banques se voyant dans la nécessité d'agir de même, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris entama, en vue d'un emprunt, une démarche dont le résultat fut une échec complet. Les voyages par avion du président de la Reichsbank, Dr Luther, à Paris, à Londres et à Bâle, de même que la visite du chancelier Dr Brüning et du ministre des Affaires étrangères, Dr Curtius, dans les capitales française et britannique n'obtinrent pas un meilleur succès.

Toutefois, l'exemple le plus marquant de l'attitude méprisante, et même hostile à l'occasion, de certains gouvernements étrangers envers le Reich, réside dans l'opposition faite en 1932, au sein de la Conférence du désarmement, à la reconnaissance de l'égalité de droits pour l'Allemagne en vue de sa sécurité. Grâce à l'influence britannique, cette reconnaissance fut admise à la fin de l'année, mais avec des conditions tellement restrictives, qu'elle perdait toute valeur pratique.

Désarroi, misère, troubles à l'intérieur, manque de prestige à l'extérieur, tel est le bilan de l'Allemagne d'après-guerre. Hitler avait donc absolument raison, dans son appel du 1er février 1933 au nom du gouvernement, de s'écrier: «*Terrible est l'héritage que nous assumons!* ...».

Le Programme du Gouvernement

Quel programme de gouvernement le national-socialisme a-t-il formulé en prenant le pouvoir?

Hitler a déjà répondu à cette question dans son discours au Reichstag du 30 janvier 1937, quand il a dit: «Lorsqu'il y a quatre ans, le 30 janvier, le vénéré Président du Reich m'appela et me confia la formation et la direction d'un nouveau gouvernement allemand, nous venions de traverser une période de lutte acharnée pour la prise du pouvoir, lutte que nous avons menée avec les moyens les plus strictement légaux. Le parti national-socialiste en fut le champion. Avant d'être solennellement constitué, le nouvel Etat a depuis longtemps déjà tiré de ce parti son idéal et sa substance formelle. *Toutes les lignes fondamentales et les principes du nouveau Reich étaient les lignes fondamentales, les idées et les principes du parti national-socialiste*».

On connaît ces lignes fondamentales, ces idées et ces principes, qui furent publiés en 25 points à l'une des premières réunions importantes du parti, à Munich, le 25 février 1920. (Nous renvoyons aux pages 64 à 68 de notre brochure: «Le Réveil national de l'Allemagne vu par un étranger»).

Mais à la prise du pouvoir, il était nécessaire d'intercaler ces 25 points dans un programme de gouvernement, comme le fit Hitler après les élections au Reichstag du 5 mars 1933. A ces élections, les partis représentés dans le gouvernement de relèvement national, à savoir: les nationaux-socialistes, le parti noir-blanc-rouge (nationaux-allemands, Casque d'acier, Landbund de Thuringe et Landvolk) et le parti des vignerons wurtembergeois, avaient réuni ensemble environ 20.500.000 voix contre les 15 millions obtenus aux élections précédentes, et s'assuraient au Reichstag 341 sièges sur 647, soit la majorité absolue.

On se rappelle qu'à l'occasion de l'ouverture du nouveau parlement, le 21 mars 1933, une cérémonie solennelle de l'Etat fut célébrée dans l'église de garnison de Potsdam, cérémonie à laquelle assistaient le Président du Reich, von Hindenburg, le chancelier Hitler, le président du Reichstag Goering, les députés, et les plus hautes personnalités de l'Etat, du parti et de la vie publique. Le Président v. Hindenburg prononça une allocution de bienvenue, en insistant sur les tâches à la fois sévères et multiples incombant au nouveau gouvernement, et en rappelant que le lieu de la présente réunion évoquait le souvenir de la vieille Prusse «devenue grande dans la crainte de Dieu, par la fidélité au devoir, par un courage jamais abattu, par un amour sans bornes de la patrie, et ayant réuni sur ces bases fondamentales les races germaines». Sur quoi, le chancelier Hitler procéda à la lecture du discours d'ouverture du Reichstag:

«*Depuis des années, de graves soucis pèsent sur notre peuple. Après une période de fier relèvement, d'une prospérité féconde et d'une riche efflorescence dans tous les domaines de notre vie, nous avons connu — comme cela est arrivé si souvent dans notre histoire — une ère de détresse et de pauvreté.*

En dépit de leur application et de leur volonté de travail, en dépit de leur énergie, de la richesse de leur savoir et de leur meilleure volonté, des millions d'Allemands cherchent vainement aujourd'hui à gagner leur pain quotidien. L'économie languit, les finances sont délabrées, des millions d'êtres sont sans travail. Le monde ne connaît que l'aspect extérieur et apparent de nos villes; il ne voit ni la désolation, ni la misère!»

Hitler fit ensuite remarquer que depuis deux mille ans, le peuple allemand a subi une destinée sujette à de fréquents changements, et dont les causes ont toujours été les mêmes, c'est-à-dire la désunion des esprits et l'éparpillement des volontés. Même après l'unité politique réalisée par Bismarck, ce désaccord des conceptions de la communauté allemande a subsisté, et l'Allemagne en souffre encore en ce jour d'acte solennel de l'Etat.

Puis l'orateur poursuivit son discours en ces termes:

«*La révolution de novembre 1918 marqua la fin d'une lutte dans laquelle la nation allemande était entrée avec l'intime et sacrée conviction de défendre seulement sa liberté et son droit à la vie: en effet, ni l'empereur, ni le gouvernement, ni le peuple n'ont voulu cette guerre . . . Cette débâcle fut suivie d'un écroulement dans tous les domaines. Au point de vue de la politique de puissance, au point de vue moral, culturel et économique, notre peuple tomba dans une déchéance de plus en plus profonde . . .*

L'absurdité de la théorie consistant à maintenir d'éternels vainqueurs et d'éternels vaincus, a engendré la folie des réparations et, dans la suite, la catastrophe de notre économie.»

Après avoir rappelé qu'en ce triste temps allait commencer le nouveau rassemblement des citoyens allemands, résolus, en pleine confiance dans leur propre peuple, à former une communauté nouvelle, comment le 30 janvier 1933, dans un élan magnanime et résolu, le Président du Reich avait confié à la jeune Allemagne la direction du Reich, et que le 4 mars, le peuple s'était prononcé en majorité en faveur du nouveau régime, Hitler exprima au nom de son gouvernement l'inébranlable volonté «de prendre en main la grande œuvre de réorganisation du peuple allemand et du Reich et de la mener résolument à sa fin». Puis il établit comme il suit les principes fondamentaux de cette œuvre:

«Nous voulons restaurer l'unité d'esprit et de volonté de la nation allemande!

Nous voulons sauvegarder les fondements éternels de notre vie, c'est-à-dire notre personnalité ethnique, avec les énergies et les valeurs qui lui sont inhérentes.

Nous voulons soumettre à nouveau l'organisation et la direction de notre Etat aux principes qui, de tout temps, ont été les conditions primordiales de la grandeur des peuples et des Etats.

Nous voulons allier la confiance que nous avons dans les principes sains — parce que naturels et justes — qui doivent dominer la vie, avec un développement stable de la politique tant intérieure qu'extérieure.

Nous voulons remplacer l'éternelle fluctuation par la fermeté d'un gouvernement qui devra rendre ainsi à notre peuple une autorité inébranlable.

Nous voulons prendre en considération toutes les expériences qui ont été faites tant dans la vie individuelle et collective que dans notre économie — j'insiste sur ce point — et qui, au cours de milliers d'années, se sont révélées utiles au bien-être de l'humanité.

Nous voulons restaurer la primauté de la politique appelée à organiser et à diriger la lutte de la nation pour la vie.

Mais nous voulons aussi saisir toutes les forces vraiment vivantes du peuple en tant que facteurs primordiaux de l'avenir allemand; nous voulons faire un loyal effort pour unir tous les gens de bonne volonté, et pour rendre inoffensifs ceux qui s'efforcent de nuire au peuple allemand.

Nous voulons organiser une véritable communauté des origines allemandes, des groupes sociaux, des professions et des anciennes classes. Cette communauté doit être rendue capable d'assurer entre les intérêts vitaux du pays ce juste équilibre que réclame le développement futur de notre peuple tout entier.

Nous devons reconstituer, avec les paysans, les bourgeois et les ouvriers, un peuple allemand. Il devra alors être et rester, pour tous les temps à venir, le gardien fidèle de notre foi et de notre culture, de notre honneur et de notre liberté.

Mais en ce qui concerne le monde extérieur, eu égard aux sacrifices que la guerre a entraînés, nous voulons nous montrer les amis sincères d'une paix destinée à guérir enfin les blessures dont tous saignent encore.

Le gouvernement du relèvement national est décidé à remplir la tâche qu'il a assumée par devers le peuple allemand.»

Après ces paroles le chancelier, d'un geste entraînant, invita toute l'assistence à se lever devant le maréchal incorporant aux yeux des Allemands toutes les vertus prussiennes de la fidélité au devoir, de la droiture et de la discipline. Lorsque Hitler eut repris sa place, Hindenburg lui serra la main avec une visible émotion.

Le IIIe Reich était fondé! . . .

Telles sont les grandes lignes de la politique du gouvernement de relèvement national proclamées à Potsdam. Claires et précises, elles devaient déterminer la conduite à suivre dans l'œuvre de réforme et de réorganisation de la nation.

Hitler considéra toutefois comme indispensable de tenir un langage plus explicite sur les différents problèmes de politique intérieure et extérieure. C'est ce qu'il fit deux jours plus tard, le 23 mars 1933, en présentant au Reichstag la loi pour l'élimination de la misère du peuple et du Reich (*loi des pleins pouvoirs*).

Le chancelier s'exprima essentiellement comme il suit:

«**Suppression du Marxisme.** Le programme de relèvement du peuple allemand et de l'Allemagne résulte de l'immensité même de la détresse de notre vie politique, morale et économique . . .La décomposition de la nation, systématiquement provoquée par l'erreur marxiste, qui a créé des antagonismes inconciliables d'idées, constitue un véritable anéantissement de la base de toute vie collective possible. Cette œuvre de dissolution s'attaque à tous les fondements de notre ordre social.

Emanant du libéralisme du siècle écoulé, ce processus de destruction doit se terminer, avec la fatalité d'une loi naturelle, par le chaos communiste. La mobilisation, connexe à cette doctrine, des instincts les plus primitifs, conduit à lier les conceptions d'une théorie politique à des actes véritablement criminels . . . La méthode de terrorisme

tant individuel que collectif a coûté, à elle seule, au mouvement national-socialiste, en l'espace de quelques années, plus de 300 morts et des dizaines de milliers de blessés.

L'incendie criminel du Reichstag, tentative échouée d'une vaste action d'ensemble, ne donne qu'une faible idée de ce que l'Europe aurait à attendre de la victoire de cette diabolique doctrine de destruction . . . Par son intervention foudroyante, le gouvernement a empêché un développement qui aurait pu ébranler toute l'Europe; nombre de ceux qui, à l'heure actuelle, par haine contre le relèvement national, se solidarisent, en Allemagne et au dehors, avec les intérêts du communisme, seraient devenus eux-mêmes les victimes d'un tel développement.

Le devoir suprême du gouvernement national sera d'extirper sans réserve et d'éliminer du pays ce fléau, non seulement dans l'intérêt de l'Allemagne, mais encore dans celui du reste de l'Europe.

Pour une véritable communauté du peuple. Seule la construction d'une véritable communauté populaire, dépassant les intérêts et les antagonismes de caste et de classe, est capable de ravir, à la longue, à cette aberration de l'esprit humain, les éléments fondamentaux d'où elle tire sa force. La réalisation d'une telle unité d'idées dans l'organisme social allemand est d'autant plus importante qu'elle seule peut fournir la possibilité de maintenir des relations amicales avec les puissances extérieures, quels que soint les tendances et les principes ou conceptions qui les dominent. En effet, l'élimination du communisme en Allemagne est seulement une affaire intérieure allemande. Le reste du monde y est sans aucun doute intéressé pour autant que le déclanchement d'un chaos communiste dans un pays à population aussi dense que l'Allemagne, aboutirait, particulièrement dans le reste de l'Europe occidentale, à des conséquences politiques et économiques dont on ne peut mesurer l'étendue.

Unité dans la direction de l'Etat. La division intérieure de notre communauté sociale a forcément amené un affaiblissement toujours plus inquiétant de l'autorité suprême de l'Etat. La diminution de prestige du gouvernement du Reich — conséquence fatale d'une telle insécurité de notre situation intérieure — a éveillé, chez différents partis et dans les divers pays, des idées incompatibles avec l'unité de l'Allemagne. Toute la considération que méritent les valeurs traditionnelles des pays allemands ne peut écarter cette amère constatation que l'exagération de morcellement qui caractérisait la vie autonome de ces Etats dans le passé, non seulement n'a pas été utile, mais au contraire a été souvent très funeste à la position de notre peuple dans le monde, et même aux conditions essentielles de sa vie intérieure . . .

Le gouvernement allemand ne prétend point supprimer les pays par cette loi des pleins pouvoirs. Mais il prendra des mesures qui, dès aujourd'hui et pour toujours, assurent *l'uniformité des intentions politiques dans le Reich et dans les pays . . .*

Une réforme plus étendue de l'Allemagne ne pourra résulter que du développement même de son évolution vivante. Le but de cette réforme doit être de créer une constitution qui combine la volonté du peuple avec l'autorité d'une direction réelle.

Eloignement des éléments d'opposition. Le gouvernement de la révolution nationale considère à cet égard, comme étant de son devoir fondamental — conformément à l'esprit de confiance qui lui a été exprimée par le vote du peuple, — d'empêcher qu'*aucune influence ne soit exercée sur les formes de la vie nationale par les éléments qui, consciemment et avec intention, nient cette vie allemande.* L'égalité théorique devant la loi ne peut aboutir à tolérer ceux qui, par principe, méprisent les lois et l'égalité; elle ne peut aboutir qu'à leur livrer, en fin de compte, la liberté de la nation sous

couleur d'une doctrine démocratique quelconque. Mais il accordera l'égalité devant la loi à tous ceux qui, en ce qui concerne le moyen de sauver notre peuple de ce danger, se solidarisent avec les intérêts nationaux et ne refusent point leur soutien au gouvernement.

Il va de soi que le plus haut devoir de ce gouvernement doit être de placer devant les responsabilités qui leur incombent les chefs spirituels de cette tendance destructive, et de sauver les victimes qu'ils ont séduites . . .

La question d'une restauration monarchique. En prenant ces mesures, le gouvernement national s'inspire uniquement de l'idée de préserver d'une misère sans nom le peuple allemand, et tout particulièrement les millions d'hommes qui constituent sa classe laborieuse. C'est pourquoi il considère, à l'heure actuelle, en raison déjà de cette situation, la question d'une restauration monarchique comme *ne pouvant entrer en discussion.* Il devrait considérer comme une atteinte à l'unité de l'Allemagne l'effort que feraient certains pays allemands de résoudre ce problème par leurs propres moyens, et il règlerait son attitude en conséquence.

La culture. Parallèlement à cette désintoxication politique de notre vie publique, le gouvernement national procédera à un assainissement moral complet de notre organisme social. L'ensemble de nos institutions éducatives — le théâtre, le film, la littérature, la presse, la radiophonie — tout cela sera considéré comme moyens d'atteindre ce but et apprécié en conséquence. Ils ont tous à contribuer au maintien des valeurs éternelles qui résident dans l'existence de notre personnalité ethnique; l'art sera constamment l'expression et le miroir des aspirations ou de la réalité d'une époque. Le monde de la passivité bourgeoise est en train de disparaître rapidement. L'héroïsme se dresse passionément pour donner sa forme et sa direction futures au destin des peuples. C'est le devoir de l'art d'être l'expression de cet esprit caractéristique du temps.

Le *sang* et la *race* redeviendront la source de l'intuition artistique. Ce sera le devoir du gouvernement de rélèvement national de veiller à ce que, précisément à une époque de puissance politique restreinte, la valeur vitale intérieure et la volonté de vie de la nation trouvent une expression culturelle d'autant plus énergique.

La religion. Le gouvernement national considère les deux confessions chrétiennes comme *les facteurs les plus importants du maintien de notre personnalité ethnique.* Il respectera les contrats conclus entre elles et les pays allemands; il ne devra être porté aucune atteinte à leurs droits.

Mais le gouvernement attend et espère que l'activité qu'il consacrera au relèvement national et moral de notre peuple, et qu'il s'est assignée pour tâche, trouvera une considération égale et réciproque. Il prendra à l'égard de toutes les autres confessions une attitude de justice objective. Mais il ne pourra jamais tolérer que *le fait d'appartenir à une confession ou à une race déterminées puisse dispenser de remplir des obligations légales générales, ou puisse constituer un blanc-seing d'impunité pour certains crimes.* Tout son souci est de garantir une collaboration sincère entre l'Eglise et l'Etat. La lutte dirigée contre une conception matérialiste et l'effort visant à créer une communauté populaire réelle, servent également les intérêts de la nation allemande et ceux de notre religion chrétienne.

Le droit. Notre organisation judiciaire doit servir, tout d'abord, au maintien de cette communauté populaire. A l'inamovibilité des juges, d'une part, doit correspondre, d'autre part, l'élasticité de la jurisprudence qui devra poursuivre le but de maintenir

l'ordre social. Le souci principal de la loi ne peut être l'individu, mais le peuple. Toute trahison à l'égard du pays ou du peuple devra être, à l'avenir, flétrie avec la plus extrême rigueur. La base même de l'existence de la justice ne peut être que la base de l'*existence de la nation.*

L'économie. Des tâches bien grandes incombent au gouvernement national dans les domaines de la vie économique. Une loi aura ici à déterminer tous les actes; le peuple n'est point fait pour l'économie, et l'économie n'est point faite pour le capital, mais *c'est le capital qui doit servir à l'économie et l'économie au peuple.* Le principe du gouvernement sera d'assurer les intérêts économiques du peuple allemand, non point par le détour d'une bureaucratie économique à organiser par l'Etat, mais en prêtant l'aide la plus énergique à l'initiative individuelle, la propriété privée étant respectée. Seulement, entre l'intention productive, d'une part, et le travail productif, d'autre part, on doit établir un juste équilibre et l'administration doit respecter les résultats de l'intelligente application et du travail, en se montrant elle-même économe.

Les finances. La réforme de notre système fiscal, désormais inévitable, doit aboutir à simplifier la taxation, la perception fiscale, et conséquemment, à diminuer les frais généraux. Il faut que la meule des impôts fonctionne dans le courant, et non plus aux sources. Conjointement à une simplification générale de notre administration, doit s'opérer une diminution de nos charges publiques.

Le gouvernement aura pour principe d'éviter des *expériences monétaires.*

Alimentation et agriculture. Mais deux problèmes économiques de capitale importance se posent en première ligne. Il faut en tout état de cause procéder au *sauvetage du paysan allemand.* L'anéantissement de cette classe sociale au sein de notre peuple aboutirait aux pires conséquences imaginables. Il est possible que la restauration de la rentabilité des exploitations agricoles soit pénible pour le consommateur, mais le sort qui serait réservé à tout le peuple allemand si le paysan allemand sombrait, serait incomparablement plus pénible que cette rigueur passagère. On ne peut résoudre la question d'une protection à organiser contre les exécutions forcées et la question d'un allègement des dettes, qu'en connexion avec la rentabilité de notre agriculture, rentabilité qui doit absolument être rétablie. Si l'on n'y réussissait point, l'anéantissement de notre classe paysanne aboutirait nécessairement non seulement à la débâcle de l'agriculture allemande en général, mais surtout à la débâcle de l'organisme populaire allemand. Or, le maintien de la santé économique constitue la première condition de la prospérité et du développement de notre industrie, du commerce intérieur allemand et de l'exportation allemande. C'est pourquoi on devra, à l'avenir, attacher la plus grande importance à poursuivre la colonisation du sol allemand.

Suppression du chômage. Au surplus, le gouvernement national se rend parfaitement compte que le remède définitif à la détresse, tant de notre économie agricole que de notre économie urbaine, dépend de la *réintégration de l'armée des chômeurs dans le processus de la production.* Le gouvernement considère cette réintégration comme étant, par ordre d'importance, le second de ses grands et essentiels devoirs économiques. Ce problème ne peut être résolu qu'en connexion avec l'apaisement politique général, avec le rétablissement de l'autorité d'un régime capable de réaliser des principes économiques sains, parce que naturels, ainsi que de prendre toutes les mesures nécessaires, même si dans la conjoncture présente, elles ne peuvent bénéficier d'aucun espoir de popularité. La création de travail et le service obligatoire du travail,

ne sont à cet égard que des mesures de détail dans le cadre d'une entreprise d'ensemble.

L'attitude du gouvernement national à l'égard des paysans allemands a pour corollaire son attitude à l'égard de nos classes moyennes. Celles-ci ne peuvent non plus être sauvées qu'en connexité avec l'action économique générale. Le gouvernement national est décidé à apporter une solution fondamentale et radicale à ces questions. Il reconnaît en cela le devoir historique qui s'impose, de soutenir et de seconder les millions d'ouvriers allemands dans le combat qu'ils livrent pour obtenir leurs droits à la vie. En ma qualité de chancelier et de national-socialiste, je me sens moi-même lié à eux comme aux anciens compagnons de ma jeunesse.

Le commerce extérieur. Nous savons que la situation géographique d'un pays comme l'Allemagne, pauvre en matières premières, ne nous permet pas un régime d'autarchie complète. On ne doit cesser de souligner que *rien n'est plus éloigné de la pensée du gouvernement allemand que de se montrer hostile à l'exportation.* Nous savons que nous avons besoin de relations avec le monde, et que le travail destiné à écouler des marchandises allemandes dans tout l'univers nourrit des millions de compatriotes.

Mais nous savons aussi quelles sont les conditions préalables d'un sain échange de prestations entre les peuples. Pendant des années, l'Allemagne a été forcée à des prestations sans contre-partie. La conséquence en est aujourd'hui que le devoir de maintenir l'Allemagne en tant que participant à l'échange international des marchandises, soulève moins un problème de politique commerciale qu'un problème de politique financière. Aussi longtemps qu'on ne nous aura pas accordé un mode de règlement des dettes étrangères qui soit vraiment pratique et corresponde à notre capacité de payement, nous serons malheureusement forcés de maintenir notre régime de réglementation des devises.

Le gouvernement allemand est tenu pour la même raison d'endiguer l'écoulement des capitaux au delà des frontières; il considère le maintien de la valeur du mark comme un devoir important.

Les transports. L'aide prêtée au développement des transports doit aboutir à équilibrer raisonnablement les intérêts afférents aux divers moyens du trafic. Dès le début du mois prochain, un premier pas dans cette voie sera réalisé par la réforme de l'impôt sur les automobiles. La conservation de la «Reichsbahn» et sa *réintégration aussi rapide que possible* en la possession du Reich constitue un devoir, non seulement au point de vue économique, mais encore au point de vue moral. Le gouvernement allemand poussera avec ardeur le développement du trafic aérien en tant que moyen de liaison pacifique entre les peuples.

La défense nationale. Le gouvernement national a le désir sincère de pouvoir s'abstenir d'augmenter l'armée allemande et ses armements, *pour autant que les autres pays soient disposés à remplir également leur obligation de désarmement radical.* Car l'Allemagne ne veut autre chose que des droits égaux à la vie et une égale liberté. En tout cas, le gouvernement national éduquera le peuple allemand dans l'esprit de cette volonté de liberté. L'honneur de la nation, l'honneur de notre armée, l'idéal de la liberté, doivent redevenir sacrés pour le peuple allemand.

L'Allemagne veut la paix. Le peuple allemand veut vivre en paix avec le monde. Mais précisément pour cette raison, le gouvernement est décidé à intervenir par tous les moyens pour faire disparaître définitivement la discrimination des nations

du monde en deux catégories. La conception de «pays vainqueurs» et de «pays vaincus» ne peut former la base de rapports amicaux des peuples entre eux. Le fait de tenir ouverte cette blessure conduit l'un à la méfiance, l'autre à la haine, et crée par conséquent une insécurité générale.

Le gouvernement national est prêt à tendre la main, en vue d'une entente sincère, à tous ceux ayant la volonté de rompre radicalement une fois pour toutes avec ce triste passé. La détresse universelle ne peut prendre fin que si la confiance est rétablie au sein des peuples eux-mêmes et dans leurs relations mutuelles.

Le désarmement. Nous nous trouvons malheureusement en présence du fait que malgré de longues négociations, la conférence de Genève n'a atteint jusqu'ici aucun résultat pratique. La décision relative à la promulgation de réelles mesures de désarmement a constamment été retardée parce qu'on n'a cessé de soulever des questions techniques de détail, et de jeter dans le débat des problèmes n'ayant rien à voir avec le désarmement. *La situation contraire au droit, créée par un désarmement unilatéral, et l'état d'insécurité nationale qui en résulte pour l'Allemagne ne peuvent se prolonger . . .* Le gouvernement allemand soutiendra tout effort tendant à contribuer effectivement à un désarmement général et à satisfaire ainsi à la revendication que l'Allemagne est déjà depuis longtemps en droit de faire valoir, à la parité des droits.

Le pacte à quatre. De plus large envergure encore est le plan proposé par le chef du gouvernement italien qui, avec générosité et clairvoyance, s'efforce d'assurer à l'ensemble de la politique européenne un développement paisible et logique. Nous attribuons à ce plan la plus sérieuse importance. Nous sommes prêts à collaborer en pleine sincérité, sur cette base, à l'effort tendant à unir quatre puissances, Angleterre, France, Italie et Allemagne, en vue d'une coopération politique pacifique qui permette d'aborder courageusement et résolument les problèmes d'où dépend le destin de l'Europe.

Les rapports avec l'Italie. A cette occasion, nous ressentons d'une façon particulièrement reconnaissante la compréhension cordiale avec laquelle le relèvement national de l'Allemagne a été salué en Italie. Nous désirons et espérons que la similitude des idéaux constituera la base d'une consolidation de plus en plus accentuée des relations amicales entre les deux pays.

Les rapports avec le Vatican. De même, le gouvernement allemand, qui considère le Christianisme comme le fondement inébranlable de la vie éthique et morale de notre peuple, attache la plus grande importance à la continuation d'entretien et de développement de *relations amicales* avec le Saint-Siège.

Les rapports avec l'Autriche. En ce qui concerne le peuple-frère d'Autriche, nous partageons de la façon la plus sincère ses soucis et ses détresses. Dans ses actes, le gouvernement allemand s'inspire de la claire conviction de la *solidarité de destin qui unit toutes les branches de la race allemande.*

Les rapports avec les autres nations. Notre attitude à l'égard des puissances étrangères ressort déjà de ce que j'ai dit antérieurement. Mais même là où les relations mutuelles rencontrent encore aujourd'hui des difficultés, nous voulons nous efforcer loyalement de trouver un accord. En tout cas, nous ne pourrons jamais admettre comme base d'une entente le maintien de la distinction entre vainqueurs et vaincus.

Nous sommes en effet persuadés que dans nos relations avec la *France*, un tel accord est possible, si les gouvernements abordent avec un réelle clairvoyance, de

part et d'autre, les problèmes qui les concernent. En ce qui regarde l'Union des Républiques Soviétiques, le gouvernement allemand est disposé à entretenir des relations amicales profitables aux deux parties. Le gouvernement — précisément parce qu'issu d'une révolution nationale — se reconnaît capable de cette politique positive à l'égard de la *Russie soviétique*. La lutte contre le communisme en Allemagne est une affaire intérieure, qui ne concerne que nous, et dans laquelle nous ne tolérerons jamais aucune immixtion étrangère.

Les relations que nous entretenons avec d'autres puissances auxquelles nous unissent des intérêts communs, ne subiront de ce fait aucune atteinte.

Nos relations avec les autres pays méritent, également à l'avenir, la plus sérieuse attention de notre part, tout particulièrement en ce qui concerne les grands Etats d'outre-mer, auxquels l'Allemagne est depuis longtemps unie par des rapports d'amitié et par les plus importants intérêts économiques.

Les Allemands à l'étranger. Le sort des Allemands vivant en dehors des frontières de l'Allemagne, et qui, en tant que groupes ethniques particuliers au milieu de peuples étrangers, luttent pour assurer le sauvegarde de leur langue, de leur culture, de leurs mœurs et de leur religion, nous amènera toujours à intervenir, par tous les moyens dont nous disposons, en faveur des droits garantis par des conventions internationales aux minorités allemandes.

Pour une conférence économique mondiale. Nous accueillons avec sympathie le plan d'une conférence économique internationale et nous sommes d'accord pour souhaiter sa réunion prochaine. Le gouvernement allemand est disposé à y collaborer pour aboutir enfin à des résultats positifs.

La dette extérieure. La question la plus importante est le problème de nos dettes privées, à court et à long terme, envers l'étranger. La modification complète des rapports entre les valeurs des marchandises exige une adaptation des dettes privées à cette modification, et cela dans l'intérêt commun du créancier et du débiteur.

Pour une coopération internationale. C'est seulement par une *coopération confiante* qu'on peut arriver à remédier vraiment aux soucis généraux. Dix ans d'une paix sincère seront plus utiles à la prospérité de toutes les nations qu'une obstination de trente ans à s'attacher à la conception de vainqueurs et de vaincus.»

Comme on le sait, par 441 voix contre 94 (celles des socialistes-démocrates), donc une majorité de plus des 4/5, le Reichstag adopta la loi changeant en partie la Constitution. La présence des communistes n'eût même modifié en rien la majorité exigée des deux tiers. Cette loi autorisait le gouvernement à prendre toutes les dispositions, fussent-elles même contraires à la Constitution, en tant que ces dispositions ne portassent atteinte ni à l'institution du Reichstag, ni à celle du Conseil d'Empire. Les droits du Président du Reich demeuraient intacts. La loi perdait sa mise en vigueur en cas de remplacement du présent gouvernement par un autre, mais au plus tard le 1er avril 1937.

Ainsi furent légalement accordées au cabinet Hitler les 4 années qu'il avait sollicitées pour l'exécution du *premier plan de quatre ans* en vue de la nouvelle organisation de l'Allemagne.

II.

Ordre, unité et organisation nouvelle à l'Intérieur

Comme nous venons de la dépeindre brièvement, la situation politique intérieure de l'Allemagne, à la date du 30 janvier 1933, rend compréhensible jusqu'à l'évidence que parmi tous les problèmes dont la solution s'imposait au gouvernement de relèvement national pour satisfaire l'anxieuse attente de millions d'Allemands, celui de la politique intérieure exigeait tout particulièrement un dénouement rapide et énergique sur la plus large base.

Il est donc tout naturel qu'Hitler ait confié cette lourde tâche à l'un de ses collaborateurs les plus fidèles, le Dr Wilhelm Frick, un apôtre du national-socialisme de la première heure, ayant pris part au soulèvement du 9 novembre 1923 à Munich, et subi une condamnation prononcée dans le procès qui s'ensuivit. Fonctionnaire par sa profession, le Dr Frick ne devint pas seulement un des premiers représentants du parti au Reichstag, où il figura longtemps comme chef de la fraction nationale-socialiste, mais il fut encore le premier partisan d'Hitler à revêtir les fonctions de ministre. Il se fit remarquer par son attitude ferme et résolue comme dirigeant de la politique intérieure de Thuringe, de même que par sa résistance d'alors à la pression et aux menaces du ministre marxiste Severing.

Fort d'une expérience de plus de vingt années dans l'administration des affaires de l'Etat, le Dr Frick peut à bon droit être regardé comme le véritable conseiller et collaborateur du Führer dans son œuvre législative, de même que le ministre président Hermann Goering, auquel, selon une expression d'Hitler lui-même, le mot «cela ne se peut pas» est inconnu, a été celui qui dans les premiers temps si difficiles, a su transformer en actes énergiques et rapides les mesures du nouveau chef du gouvernement.

Quatre grandes lignes de développement, qui trouvent leur expression dans une série de lois et de décrets fondamentaux, caractérisent cette politique: la suppression du marxisme, la création d'une véritable communauté du peuple, l'unification du Reich et la question de race, c'est-à-dire l'assurance de la saine intégrité héréditaire et de la pureté du sang allemand. A ses tâches fondamentales d'autres viennent se joindre, toutes également vitales, comme la restauration des fonctionnaires, la nouvelle organisation de la police allemande, l'ordre communal nouveau, le service du travail du Reich, celui de l'hygiène publique, les sports, etc.

Suppression du Marxisme

Le jour où Hitler, devant le Reichstag, proclama comme premier devoir la suppression du marxisme et l'anéantissement du communisme, la question n'était pas sans antécédents.

Déjà le 2 février 1933, donc trois jours seulement après la prise du pouvoir, le gouvernement du Reich avait jugé nécessaire, pour le maintien de la sûreté et de l'ordre publics, d'interdire toute démonstration du parti communiste (KPD.), interdiction suivie, après l'incendie du Reichstag, le 27 février de la même année, d'un décret du Président du Reich «pour la protection du peuple et de l'Etat» en vue de parer aux dangereuses violences communistes. Ces mesures furent complétées le 1er mars 1933 par la prohibition de toute propagande de ce parti.

Le décret stipulait que des restrictions de la liberté individuelle, du droit de libre manifestation d'opinion, y compris la liberté de la presse, du droit de réunion et d'association, que des intrusions dans le secret de la correspondance, des télégrammes et des conversations téléphoniques, des ordres de perquisitions et saisies à domicile ainsi que des limitations de la propriété, pouvaient être effectués même en dehors des limites légales ordinaires. Les Pays et les communes avaient à donner suite aux dispositions du gouvernement du Reich. Si, dans un Pays, les mesures nécessaires au rétablissement de la sûreté et de l'ordre publics n'étaient pas édictées, le gouvernement était autorisé à disposer provisoirement des droits des autorités supérieures de ce Pays. Toute résistance et toute excitation à la résistance contre ces dispositions étaient menacées de peines rigoureuses d'emprisonnement. En outre, la haute trahison, les tentatives d'empoisonnement, les tentatives incendiaires, le fait de déterminer une explosion ou une inondation, la détérioration de la voie ferrée et l'emploi de poisons nuisibles à la communauté, étaient punis de la peine de mort. Cette même peine ou celle des travaux forcés frappaient tout auteur d'un attentat contre la vie du Président du Reich, contre celle des membres du gouvernement du Reich ou des gouvernements des Pays. Il en était de même pour complot et excitation au meurtre, pour soulèvement, pour grave rupture de la paix du pays, et pour rapt de la liberté à l'effet de fournir un otage.

Afin de justifier les mesures énoncées dans ce décret, mesures que la presse avait qualifiées «d'état civil d'exception», le ministre d'Etat Goering, chargé, en sa qualité de ministre prussien de l'Intérieur, de l'exécution de cet acte anticommuniste, prononça un discours radiodiffusé à l'occasion de la publication de documents saisis au cours des perquisitions domiciliaires chez des communistes:

«Les découvertes provenant des documents communistes saisis, dit entre autres le ministre, ont fourni la preuve évidente que les gens de ce parti veulent poursuivre leur action et qu'il existe dans le Reich différents foyers de communisme. Des mesures ont été prises aux frontières pour rendre impossible toute liaison des communistes avec l'étranger. Le 23 février, on a constaté que ceux du parti sont occupés à former des groupes terroristes comptant jusqu'à 200 hommes, lesquels, en uniforme de SA.[1]) et

1) Ce sont les «Sections d'assaut» du parti national-socialiste.

de Casques d'acier, devaient se livrer en camions à des attaques contre les boutiques, les grands magasins et les dépôts du parti national. Des ordres falsifiés des chefs des SA. et du Casque d'acier enjoignaient l'emploi des armes sans hésitation ni scrupule ainsi que l'insurrection, pendant que des ordres également falsifiés feraient livrer par la police des voitures blindées. Des femmes et des enfants de personnalités en vue et de fonctionnaires de la police devaient être saisis comme otages.

Le 23 février, des instructions étaient données pour armer les travailleurs et faire régner la terreur sous toutes les formes. L'instruction sur «L'art de l'insurrection armée» établit que des groupes de terroristes à 8.000 différents endroits de la campagne auraient à incendier des fermes, afin d'attirer la police hors des villes. En même temps, sur 8.000 autres points, il s'agissait de faire sauter des voies ferrées et des ponts, de détruire des exploitations importantes pour la vie publique. Comme instruments servant d'armes, on devait provisoirement employer tous les moyens, depuis le couteau et le coup-de-poing jusqu'à l'eau bouillante et aux briques. Pas d'humanité à témoigner, même envers les femmes et les enfants. On a trouvé des instructions pour le mélange de poison aux mets servis dans les locaux fréquentés par des partisans du gouvernement, et pour des attentats contre les personnalités dirigeantes.»

A la suite d'une injonction du gouvernement du Reich, tous les gouvernements des Pays ont immédiatement prohibé écrits, placards et réunions communistes, et même interdit le parti. La Prusse d'abord, puis d'autres Pays également, procédèrent à la formation d'une police de secours, recrutée parmi des membres du parti national-socialiste et du Casque d'acier. Des arrestations de chefs communistes, dont le nombre total atteint plusieurs milliers, furent opérées dans tout le Reich. Tous les députés et fonctionnaires communistes furent mis sous bonne garde. On procéda à des perquisitions dans les locaux du parti, et l'on y saisit un nombreux matériel de propagande.

La maison Karl Liebknecht, à Berlin, point de réunion central du parti communiste, fut occupée par les SA. et rebaptisée sous le nom de maison Horst Wessel[1]). On constata qu'il existait dans cette maison des voûtes souterraines avec des galeries conduisant dans toutes les directions. La visite des locaux fit découvrir plusieurs centaines de quintaux d'imprimés constituant le crime de haute trahison. Un signal d'alarme très bien imaginé servait, en cas de perquisition, à prévenir immédiatement tous ceux alors présents dans la maison. Quelques jours plus tard, la police parvint à arrêter à Berlin Thälmann, chef communiste jusque là recherché en vain.

Les émoluments des députés communistes du Reichstag, échus le 1er mars, furent l'objet d'une interdiction de paiement. De nombreux chefs communistes, parmi lesquels Münzenberg, regardé comme l'instigateur des menées terroristes, se virent contraints de chercher un refuge à l'étranger.

Après les élections du 5 mars 1933, le ministre de l'Intérieur du Reich déclara que lors de la réunion du Reichstag, les communistes seraient empêchés d'y prendre part, à cause d'un travail urgent et plus utile. On leur donnerait dans les camps de concentration l'occasion de s'habituer à de profitables ouvrages.

1) Horst Wessel est le martyr dont le nom symbolise la foi nationale-socialiste, résumée dans l'hymne, désormais officiel, qu'il composa lui-même.

S'ils devenaient, par cette éducation, des membres utiles de la nation, ils seraient de nouveau les bienvenus, sinon on saurait les rendre inoffensifs pour toujours!... Les représentations populaires des Pays, hors la Prusse, furent dissoutes et reformées sur la base du nombre des voix aux élections du Reichstag du 5 mars. Les sièges communistes ne furent pas répartis. C'est ainsi qu'en quelques semaines, la vie politique de l'Allemagne se trouva délivrée de toute pression communiste. L'ordre et la tranquillité régnaient enfin de nouveau dans le pays.

Vers la communauté du peuple

Les mesures du gouvernement contre l'autre branche du marxisme, c'est-à-dire contre la sociale-démocratie, furent un peu moins rigoureuses et moins rapidement exécutées. En vue d'éliminer les éléments marxistes, on adopta pour ligne de conduite de considérer comme tels, outre les communistes, les fonctionnaires du parti socialiste-démocrate, mais non les membres de ce parti jugés susceptibles de conversion. Le parti lui-même fut dissous seulement au mois de juin 1933, en motivant cette mesure par l'action hostile de quelques chefs de ce parti, réfugiés d'Allemagne à l'étranger, principalement en Tchécho-slovaquie. La suppression de la sociale-démocratie peut donc être envisagée comme un chapitre du programme général du gouvernement, programme visant à se débarrasser des nombreux partis, et à réaliser ainsi une véritable communauté du peuple chez la nation allemande.

On procéda néanmoins à de nombreuses arrestations de socialistes-démocrates, leur presse et leur propagande furent supprimées, leurs organisations, telles la «Bannière du Reich noir-rouge-or» et le «Front de fer», furent dissoutes, et l'adhésion à ce parti fut déclarée inadmissible pour les fonctionnaires. En raison du grand nombre de cas de malversation découverts lors de la prise en main des syndicats par le nouveau gouvernement, le procureur général ordonna la saisie de tous les biens du parti, de la Bannière du Reich et de leurs journaux. Quelques chefs décidèrent de transférer à Prague le siège de la direction du parti, mais les membres du comité directeur demeurés en Allemagne, qui formaient selon leur propre assertion la majorité, répondirent, sous l'impulsion de l'ancien président du Reichstag Löbe, que ce siège ne pouvait être établi ailleurs qu'en pays allemand. La presse nationale-socialiste déclara qu'on ne se laisserait pas égarer par le double jeu de la sociale-démocratie. Au mois de juin, un décret ordonna que les mandats des socialistes-démocrates fussent considérés comme expirés dans toutes les représentations populaires.

L'action d'Hitler contre la sociale-démocratie se trouva d'ailleurs considérablement facilitée par l'attitude passive des chefs de ce parti et par leur hâte à franchir la frontière. Il en résulta de la part des masses ouvrières, jusque là pleines de foi dans ces chefs, la perte de toute confiance. La chronique journalière citait à profusion les cas de socialistes-démocrates transfuges passés aux chemises brunes. Une foule de marxistes rompirent aussitôt tout contact avec leurs organisations, et refusèrent le versement de leur cotisation. Dans les entreprises industrielles, les conseils du travail marxistes cédèrent volontairement leurs places aux chefs nationaux-socialistes des groupes de travailleurs[1]).

Ainsi privée de l'appui de la classe ouvrière, la sociale-démocratie avait perdu sa propre force et se trouvait irrévocablement vouée à son sort, celui de disparaître de la scène politique allemande. Etrange destinée, justement dans le pays qui avait été le berceau de sa doctrine et d'où elle avait pris son essor vers le monde entier!

La suppression définitive de la sociale-démocratie, en juillet 1933, toujours dans le cadre du plan de la communauté du peuple, fut le signal de la dissolution volontaire des autres partis.

Les nationaux-allemands avaient suivi dès le premier moment le cours du mouvement hitlérien, et, comme le Casque d'acier, étaient passés dans le camp d'Hitler. Mais on constata plus tard que quelques organisations se rattachant au front national allemand avaient accueilli des éléments marxistes. En conséquence, les chefs nationaux-allemands, en plein accord avec le chancelier, prirent l'initiative de la dissolution du parti. Les ci-devant membres du front national allemand furent reconnus par le chancelier comme «champions absolus et attitrés de l'Allemagne nationale».

Le Centre, forteresse jusqu'alors imprenable du catholicisme allemand, qui dans la séance du Reichstag du 23 mars 1933, s'était prononcé en faveur de la loi des pleins pouvoirs, suivit cet exemple, inspiré qu'il était par le souci traditionnel de sauver ses intérêts confessionnels.

Il en fut de même chez les petits partis. Puis survint la dissolution des syndicats ouvriers marxistes, et plus tard celle des autres corps ainsi que des associations ouvrières; tous les Allemands travailleurs de l'esprit et du bras trouvant accueil dans le «*Front allemand du travail*» nouvellement fondé.

La loi du 14 juillet 1933 prohibe la formation de nouveaux partis sous peine de châtiment. Finalement, le 1er décembre 1933, fut promulguée la loi de «*sûreté de l'unité du parti et de l'Etat*», dont le paragraphe 1 proclame l'Etat national-socialiste comme le résultat de la révolution nationale-socialiste, d'après laquelle «le parti national-socialiste allemand des travailleurs (NSDAP.) est le représentant de l'idée allemande d'Etat, indissolublement lié avec ce dernier.»

L'unité morale, politique et de volonté du peuple allemand se trouvait ainsi rétablie. Elle reçut deux années plus tard, au mois de septembre 1935, à la réunion annuelle du parti à Nuremberg, son règlement d'ordre intérieur par la «*loi civique du Reich*» ainsi que par les dispositions complémentaires pour sa mise à exécution. Comme on le sait, cette loi stipule que le citoyen du Reich est le seul et unique possesseur des pleins droits politiques; n'est citoyen que celui de nationalité et de race allemandes, témoignant par sa conduite la volonté et

1) Le journal de Stockholm «Sozialdemokraten» écrivait à la date du 29 mars 1933: «Le mouvement des syndicats allemands s'adapte aux nouvelles conditions politiques. Il est non seulement prêt à supporter le nouveau gouvernement, mais il est encore résolu à travailler de pair avec lui. Nous regrettons profondément d'avoir à constater cet empressement servile, ce zèle du mouvement des syndicats allemands envers ses adversaires politiques.»

la capacité de servir fidèlement le peuple allemand et le Reich. D'autre part, est considéré comme de nationalité allemande quiconque jouit de la protection du Reich et en remplit les obligations particulières.

Le complément le plus important de cette loi est le décret exécutoire du 14 novembre 1935, en vertu duquel un Juif ne peut être citoyen du Reich; il ne jouit pas du droit de vote dans les affaires politiques et ne peut revêtir aucune fonction publique. Le paragraphe 5 du décret définit exactement l'acception à donner à la qualité de Juif. Est considéré comme tel celui issu d'au moins trois ancêtres appartenant à la race sémite pure. Mais est également considéré comme Juif, selon des circonstances particulières, un bâtard issu de deux ancêtres de race sémite pure, si par exemple il appartient à la communauté religieuse israélite ou s'il est uni en mariage à quelqu'un de sa race.

L'étroite union de la nation ainsi réalisée a trouvé son expression la plus symptomatique dans les différentes consultations populaires depuis la prise du pouvoir, surtout par le vote du 29 mars 1936, où le peuple allemand s'est prononcé pour Hitler et sa politique dans la proportion de 99%. En faisant même entrer en ligne de compte dans ce vote la masse de ceux qui, comme d'ailleurs dans chaque élection, donnent leur voix pour des raisons d'opportunisté personnele ou d'influence supérieure, il n'en resterait pas moins une majorité écrasante comme preuve de l'union actuelle du peuple allemand.

L'unification du Reich

La réforme des gouvernements des Pays fut entreprise dès les premiers jours avec une rapidité et une énergie non moins égales. Le premier début consista dans l'envoi de commissaires du Reich aux Pays où n'existait encore aucun gouvernement de droit, avec mission d'y prendre en main l'autorité pour le maintien de la sûreté et de l'ordre publics, en même temps que les pouvoirs de police. Tout se passa sans le moindre froissement, et la formation d'une police auxiliaire s'effectua ainsi partout. En quelques semaines, presque tous les gouvernements des Pays furent déposés ou capitulèrent; la résistance à vaincre n'existait plus que dans l'Allemagne du Sud.

Après l'élection du 5 mars, le ministre du Reich Goering déclara que l'énorme supériorité du Front national ne donnait plus aux gouvernements du Sud le droit d'exercer leur autorité au nom du peuple. Il en résulta des pourparlers entre quelques gouvernements des Pays et les chefs nationaux-socialistes, pourparlers qui aboutirent à de nouvelles soumissions. L'incident le plus dramatique fut le renversement du gouvernement de Bavière, depuis quarante-deux ans sous la domination du parti populaire bavarois. Le ministre président, Dr Held, occupait son poste depuis 1924. Ce parlementaire intelligent, doué du talent de la parole, habile tacticien, avait assuré à plusieurs reprises qu'il ne tolérerait aucune immixtion dans la politique de son pays. Son fidèle collaborateur, le Dr Schaeffer, avait juré l'arrestation immédiate de tout commissaire du Reich assez hardi pour fouler le sol de la Bavière.

Des bruits circulèrent, selon lesquels les deux ministres, d'accord avec le baron von Guttenberg, président de l'association monarchique «Königsbund», projetaient la restauration des Wittelsbach avec le prince Rupprecht de Bavière. Pareille monarchie eût constitué un danger pour l'unité du Reich; il fallait agir promptement. Après l'échec d'une première tentative d'union et la signification d'un ultimatum de quelques heures, les formations nationales-socialistes occupèrent la ville et les édifices publics. Le soir, le président v. Hindenburg nomma le général-lieutenant v. Epp commissaire du Reich, et l'on procéda à la formation d'un nouveau cabinet bavarois, composé des députés nationaux-socialistes Siebert, Wagner et Frank.

Ainsi le drapeau à la croix gammée flottait désormais partout, dans les grandes villes comme dans le moindre village.

Le 23 mars, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, le Reichstag vota la loi des pleins pouvoirs, et l'unification du Reich put faire en peu de temps de rapides progrès.

Dejà huit jours plus tard, fut publiée la loi «d'égalisation (*Gleichschaltung*) des Pays avec le Reich», laquelle consacrait l'étroite concordance de volonté politique dans le Reich, dans les Pays et dans les communes, sur la base du résultat des élections au Reichstag. Huit jours se passèrent encore, et, le 7 avril 1933, parut la loi dite «des Représentants du Reich» (*Reichsstatthalter*). Cette loi marquait un pas décisif dans le nouvel ordre des rapports de droit public entre le Reich et les Pays; par l'institution des Reichsstatthalters comme hommes de confiance du chancelier, elle rendait encore plus proche de sa réalisation l'unité de direction politique dans le Reich et dans les Pays.

D'après cette loi, les Reichsstatthalters ont à veiller au maintien des directives politiques établies par le chancelier. Ils ont entre autres les pouvoirs de nommer et de déposer le président du gouvernement du Pays et, sur la proposition de ce dernier, les autres membres du gouvernement; ils possèdent en outre le droit de dissoudre le gouvernement du Pays et de faire procéder à de nouvelles élections, celui d'édicter et de promulguer des lois, de nommer et de déposer les fonctionnaires de l'Etat et les juges; ils jouissent du droit de grâce. En Prusse, le chancelier détient lui-même les fonctions de Statthalter, et les ministres prussiens peuvent être en même temps ministres du Reich.

«Que serait-il advenu de l'Allemagne — déclarait le Führer à l'assemblée du parti à Nüremberg en 1935 — si déjà plusieurs générations avant nous n'avaient mis fin au criant scandale du système des Etats minuscules, nulle part profitable au peuple allemand, mais au contraire à ses ennemis? Un peuple parlant la même langue, possédant une culture unique, un peuple dont la destinée se fond dans la communauté de son histoire, comment pourrait-il faire autrement que de tendre à une unité de direction? Il perdrait en outre les avantages que lui donnent le nombre, pour s'en réserver uniquement les désavantages.

Les événements de janvier, de février, et de mars 1933 nous ont montré à quel ridicule amoindrissement du caractère et de la force peuvent conduire pareilles conditions, alors que d'étroits égoïsmes de parti confondent froidement les traditions des différents Pays avec leurs intérêts de parti contraires à ces traditions, et s'efforcent ainsi de mettre en danger l'unité du Reich. La loi des Statthalters a été la première réponse de la nation allemande à ces réclameurs contre son unité et contre sa grandeur.»

Le 7 avril 1933 fut également promulguée la loi de «*rétablissement du fonctionnarisme professionnel*» par laquelle étaient éliminés tous les fonctionnaires insuffisamment instruits, incapables, communistes ou étrangers. Pareille loi était nécessaire à la sûreté de conduite de l'Etat, car l'éloignement des éléments en question pouvait seul assurer au gouvernement du Reich un lot de fonctionnaires sur lesquels il pût se reposer en toute sécurité.

Le 30 janvier 1934, premier anniversaire de la prise de pouvoir, un autre pas important fut fait vers l'unité nationale, par la loi sur la «*reconstruction du Reich*». Les représentations des Pays étaient supprimées, leurs droits de souveraineté passant au Reich, les gouvernements des Pays étaient placés sous la dépendance de ce dernier et les Reichsstatthalters soumis à la surveillance administrative du ministre de l'Intérieur d'Empire. Cette loi peut à juste titre être désignée comme réalisant le rêve millénaire de tous les Allemands, car elle fait disparaître la dernière trace de la souveraineté des Pays. Il n'existe plus qu'un seul pouvoir dans toute l'Allemagne, celui du Reich. Plus de contrastes entre le gouvernement d'Empire et ceux des Pays: toute puissance repose sur le Reich, puissance incarnée dans la pensée et dans la volonté du Führer.

Cette loi marque la clôture définitive de la révolution politique par le gouvernement d'Hitler, et accomplit l'unité d'Etat conforme à l'exigence de son programme. Tous ceux qui ont vécu en Allemagne au cours des dernières années, et qui ont eu par suite l'occasion de constater les énormes difficultés qu'une structure politique aussi compliquée pouvait susciter dans l'acceptation d'une loi quelconque du Reich, sont à même de mesurer l'immense progrès réalisé par cet acte d'autorité.

L'œuvre fut parachevée peu à peu par la promulgation d'autres lois. Celle sur «*le Chef de l'Etat*» en date du 1er août 1934, à l'occasion de la mort d'Hindenburg, ne faisait que confirmer pour l'avenir, au point de vue légal, la position déjà établie d'Hitler. Les deux fonctions de président et de chancelier du Reich se confondaient dans le titre de «*Führer-Chancelier*». L'importance et le caractère historique qu'Hitler lui-même attachait à cette loi ressortent de son message du 2 août 1934 au ministre de l'Intérieur, message dans lequel le chancelier, après avoir exalté la grandeur du défunt, qui a donné au titre de président du Reich un prestige unique, inséparable du nom de l'illustre disparu, recommandait de soumettre au libre suffrage du peuple allemand la «confiance en sa personne», décidée par le cabinet et légalement conforme à la Constitution. On sait comment cette consultation populaire sanctionna le choix d'Hitler comme chef de l'Etat par *38.362.760 oui*, contre *4.294.654 non*. Dans sa proclamation de remerciement, Hitler exprima l'avis que s'il avait été possible au parti de conquérir 90% du peuple allemand en faveur du national-socialisme, il serait et il devrait être possible d'y gagner les derniers 10%.

Les événements lui ont donné effectivement raison, car, ainsi que les élections au Reichstag du 29 mars 1936, dont il a été déjà fait mention, en fournirent la preuve, le Führer réunit sur sa personne *44.412.000 oui*, contre seulement *543.000 non*, soit 99%, pour une participation au scrutin de 99% environ.

Le deuxième anniversaire de la prise de pouvoir par le national-socialisme,

le 30 janvier 1935, fut promulguée la «*seconde loi des Statthalters*». Par cette loi, les Statthalters prenaient rang dans l'organisme administratif, de telle façon que ces hauts fonctionnaires sont subordonnés d'une part au gouvernement et aux divers ministres du Reich, tandis que d'autre part, en leur qualité de délégués de l'autorité supérieure, ils marchent à la tête de toute l'administration d'un district.

Une autre loi sur «*le règlement des communes allemandes*» assurait en même temps l'étroite collaboration entre les communes, le parti et l'Etat, avec un maximum de travaux en commun en vue d'atteindre le but de ce dernier.

La législation que l'on vient d'exposer fut accompagnée d'autres mesures d'une importance non moins fondamentale. Citons parmi celles-ci: la suppression de la nationalité particulière de Pays et son remplacement par la nationalité du Reich, la suppression des représentations des Pays auprès du Reich, la transmission au gouvernement central de l'administration de la justice, la réunion du ministère prussien de l'Intérieur à celui du Reich, l'unification des polices des Pays en une police d'Empire, la création d'un ministère du Reich de l'Instruction publique, et finalement «la loi des fonctionnaires».

Tout cet ensemble de lois et de mesures permet de résumer l'idée nationale-socialiste dans la formule suivante, devenue désormais une réalité: «*Un seul peuple, un seul Reich, un seul Führer.*»

En même temps, les lois du 1er décembre 1936 sur le «*statut et l'administration de la capitale*», et du 26 janvier 1937 sur «*Hambourg et autres corrections de territoires*», établissaient les limites des districts futurs de Berlin et d'Hambourg. Ces mesures et les modifications de certaines frontières de l'Allemagne du Nord ouvrent la voie à la suppression définitive des Pays et à la répartition du Reich en districts de la même forme politique et administrative.

Il serait injuste, en terminant ce chapitre consacré à la reconstitution intérieure de l'Allemagne, de négliger la mention de la discipline, qui, malgré la rapidité et l'étendue de ce mouvement vraiment révolutionnaire, y a présidé d'un bout à l'autre.

A ce point de vue, dans son discours au Reichstag du 30 janvier 1936, où le Führer a passé en revue les événements des quatre dernières années et les résultats atteints par son gouvernement, Hitler a qualifié la révolution nationale-socialiste de «*révolution des révolutions*», fier qu'il était d'avoir accompli ce mouvement, sans contredit le plus grandiose chez le peuple allemand, avec un minimum de sacrifices et de pertes.

«Nous n'avons répondu par la force, et naturellement avec la rapidité de l'éclair, — dit le chancelier — que là où l'instinct bolchéviste meurtrier croyait, même après le 30 janvier 1933, pouvoir s'opposer par la violence à la victoire ou à la réalisation de l'idée nationale-socialiste. Quant à d'autres éléments, dont la résistance nous paraissait comme le fruit d'un manque absolu de sens politique, nous nous contentâmes de les mettre en sûreté, en nous réservant de leur rendre déjà la liberté au bout de peu de temps. Il en était quelques-uns chez qui l'activité politique servait uniquement à couvrir une attitude criminelle, confirmée par de nombreuses peines

précédentes d'emprisonnement ou de réclusion. Ceux-là nous virent aussi plus tard mettre un terme à leurs menées pernicieuses, en leur procurant, peut-être pour la première fois de leur vie, une occupation utile . . .

C'est ainsi que toute la révolution nationale-socialiste a fait moins de victimes que dans la seule année 1932, et cela sans révolution, nos adversaires bolchévistes en ont sacrifiées par l'assassinat de nationaux-socialistes.

Mais — a poursuivi Hitler — tout cela n'était possible que grâce à l'observation d'un principe directeur de notre action dans le passé, principe auquel nous voulons demeurer fidèles dans l'avenir: le but d'un gouvernement et surtout celui d'une révolution ne consiste pas à créer le chaos, mais seulement à remplacer ce qui est mauvais par le meilleur.»

Quiconque a eu l'occasion d'assister aux journées de la prise de pouvoir nationale-socialiste, peut affirmer en toute conscience, contrairement aux bruits en circulation à l'étranger, que cet événement s'est accompli presque sans effusion de sang et sans le moindre dommage matériel. Sans doute, d'inévitables chocs ont eu lieu entre de petits groupes politiques adverses: mais là où des excès se sont produits, le gouvernement a tout fait pour y mettre fin aussi vite que possible. Par une communication de la radio, le chancelier ordonna la plus stricte discipline, et interdit toute action isolée: le pouvoir exécutif résidant désormais entre les mains du gouvernement national-socialiste, de pareilles actions ne pouvaient être considérées que comme de petits actes de vengeance personnelle, uniquement capables de troubler la victoire remportée et de nuire au nouveau régime devant l'opinion mondiale. Des membres de formations nationales s'étant rendus coupables d'excès, furent punis et congédiés.

III.

Parité de droits entre les Etats. Politique de liberté et de paix

La révolution idéologique, telle qu'elle s'est manifestée dans la transformation de la vie intérieure du Reich, n'a pas manqué naturellement d'exercer son influence sur le développement de ses relations avec l'étranger et sur la solution des problèmes intérieurs qui concernent directement les obligations de l'Allemagne dans le domaine international. Pour bien comprendre l'attitude du Reich envers le reste du monde, attitude qui ne pouvait que susciter au dehors des critiques de presse et provoquer des réactions diplomatiques chaque fois que le Führer mettait l'étranger en présence de nouveaux faits accomplis, de nouvelles «*surprises*», il importe de se former une idée exacte des buts de la politique hitlérienne, de ses revendications au point de vue du droit des gens et des résultats réellement obtenus.

Les buts de la politique étrangère nationale-socialiste

Le programme de politique extérieure développé par le Führer dans son discours du 23 mars 1933 au Reichstag, et confirmé par de nombreuses déclarations subséquentes, laisse clairement entrevoir les buts que, dès son avènement au pouvoir, le gouvernement de relèvement national s'est proposés pour sa politique étrangère. Ces buts sont les suivants:

1. Abolition de toute discrimination avilissante de l'Allemagne vis-à-vis des autres grands peuples, c'est à dire établissement d'une *parité de droits effective et sans condition* du Reich sur le terrain international, suppression définitive de la distinction entre vainqueurs et vaincus, ayant servi de base au traité de Versailles, distinction malheureusement toujours régnante au temps d'après-guerre dans une certaine acception mentale, et formant par suite obstacle au retour d'une paix véritable. Cela signifie en d'autres termes la libération de toutes les clauses du traité incompatibles avec l'honneur de l'Allemagne et avec son prestige comme grande puissance: d'abord et avant tout la clause du désarmement unilatéral, celle de la démilitarisation de la zone rhénane, et celle consacrant l'uniculpabilité allemande dans la guerre mondiale.

2. Rétablissement de *relations amicales* avec chaque peuple résolu à rompre une bonne fois pour toutes avec le passé, à reconnaître les droits des autres

nations à la vie, comme le Reich le fait lui-même, et à servir ainsi la cause de la paix. Une seule exception est faite à ce principe général, concernant la Russie bolchéviste, dont le suprême dessein vise constamment à soutenir de tout son pouvoir politique les menées révolutionnaires du communisme dans les autres pays. Dans la conception nationale-socialiste, le régime soviétique n'est nullement un Etat auquel il convient d'appliquer la règle ordinaire des conventions entre les peuples, mais est l'inspirateur d'un mouvement international ayant pour but la destruction et l'anéantissement de la culture européenne.

Examinons maintenant de plus près la valeur et l'importance de ces deux objets principaux de l'activité diplomatique de la nouvelle Allemagne.

Dans l'opinion d'Hitler, tous les problèmes concernant l'insécurité actuelle ont leur source dans les défauts du traité de Versailles, qui n'a pas su résoudre, d'une façon claire et raisonnable pour l'avenir, les questions les plus importantes et les plus décisives de caractère national et économique. Le premier de ces problèmes était celui de la nouvelle formation et de l'ordre nouveau des Etats européens d'après les idées nationales et le principe de nationalité, auxquels a donné naissance le siècle dernier. Plus un pareil règlement eût fait concorder les frontières des peuples avec celles des Etats, et plus on pouvait écarter par là une longue série de conflits futurs. Tout au contraire, — en partie par ignorance, en partie par haine et par passion — on adopta des solutions dont le défaut de logique et d'équité portait le germe permanent de nouveaux antagonismes.

Le problème économique attendait lui aussi une solution au sein de la conférence de la paix, mais celle-ci ne fut pas plus heureuse sur ce terrain. Pour réaliser une véritable pacification de l'Europe, loin de s'attacher aux stériles et dangereuses notions d'expiation, de châtiment, de réparation, etc., mieux eût valu s'approfondir dans la conviction que les difficultés d'existence ont toujours été et seront toujours une source de conflits entre les peuples. Au lieu de prôner la destruction, il fallait procéder à un nouvel ordre, mûrement réfléchi, des rapports internationaux, politiques et économiques, en tenant compte, dans la plus large mesure, des possibilités d'existence des différents peuples.

L'idée que l'anéantissement économique d'une nation de 67 millions d'âmes rendrait un appréciable service aux autres peuples, est tellement absurde, que personne aujourd'hui n'ose plus s'aviser de la soutenir. Mais plus absurde encore était la mise à exécution de cette idée par des méthodes qui, grâce à la loi naturelle des causes et des effets, devaient fatalement aboutir tôt ou tard à la même catastrophe pour les vainqueurs eux-mêmes. Parmi ces méthodes, une mention particulière est due aux réparations. En exigeant de l'Allemagne des paiements en argent, on la mettait dans l'obligation d'un développement anormal de son exportation pour se procurer les devises nécessaires, ce qui devait porter de nouveau préjudice à l'économie des autres nations. Si, d'autre part, on voulait limiter ses devoirs des réparations à des prestations en nature, cela devait déterminer alors un dommage non moins grand de la production intérieure.

Le traité de Versailles n'a pas su davantage reconnaître l'importance du rétablissement d'un sentiment international du droit, car afin de motiver toutes

les mesures de ce dictum, il fallait stigmatiser l'Allemagne en la flétrissant par l'accusation de responsabilité pour la guerre mondiale. Ce procédé, qui doit être constaté dans le passé et servir de leçon dans l'avenir, résume une fois pour toutes et de la façon la plus simple la cause des conflits et des guerres entre les peuples, à savoir: le vaincu a tous les torts, le vainqueur ayant toujours le loisir d'exiger cette constatation lors des préliminaires d'un traité de paix.

C'est là un fait d'une redoutable importance, car il a par suite servi en même temps de base, à la fin de la guerre, à la transformation en règle de droit des rapports de forces existants. La distinction entre vainqueurs et vaincus devint formellement le principe d'un nouveau code de droit international et d'un ordre nouveau de la société, en reléguant un grand peuple au rang de puissance de second ordre et de classe inférieure, à un moment où devait surgir une Ligue des nations.

Ce traitement infligé à l'Allemagne ne pouvait à la longue donner satisfaction au monde. Le désarmement et l'impuissance militaire des vaincus, actes sans précédent dans l'histoire des nations européennes et considérés alors comme nécessaires, étaient encore moins propres à diminuer les dangers généraux et à tarir les sources de conflits, car ils ne faisaient au contraire qu'entretenir ce perpétuel état de menaces, d'exigences et de sanctions, cause de troubles incessants et de permanente insécurité, et créer un péril d'anéantissement pour l'économie tout entière. Des traités conclus en vue de donner satisfaction à l'existence mutuelle des peuples n'ont de sens par eux-mêmes que s'ils s'inspirent d'une réelle et franche égalité de droits.

En ce qui concerne particulièrement la question du désarmement unilatéral imposé à l'Allemagne, l'opinion du national-socialisme, lors de son avènement au pouvoir, était que la volonté de maintenir plus longtemps en état d'infériorité militaire une nation de 67 millions d'âmes représentait non seulement une injustice flagrante, mais constituait aussi un sérieux danger pour la paix. Une pareille situation ne peut en effet qu'éveiller chez les peuples voisins un penchant à des actes de violence, d'où la possibilité de réactions et de complications internationales. «L'impuissance militaire d'un peuple — a dit une fois le représentant du Führer, le ministre du Reich Rudolf Hess — n'excite que trop souvent chez les armées étrangères l'envie de risquer une «promenade». Cette impuissance militaire d'un peuple au milieu d'autres fortement armés ne peut que susciter chez des hommes ambitieux le désir de conquérir des lauriers à bon compte, et chez les gouvernements, celui de donner le change à leur propre peuple en se lançant dans la périlleuse aventure d'une guerre étrangère.»

Si, depuis des années, l'Allemagne réclame sans cesse le désarmement général, le motif en est que, d'après les déclarations précises du Führer: 1) c'est là une simple exigence de la morale, du droit et de la raison, d'ailleurs reconnue dans le traité de paix même, exigence en relation indissoluble avec celle du désarmement de l'Allemagne comme prélude à ce désarmement général, 2) et qu'inversement, la disqualification d'un grand peuple ne saurait être maintenue à perpétuité et doit prendre fin un jour ou l'autre.

L'Allemagne avait désarmé sous le contrôle international le plus rigoureux. Une quantité considérable de matériel avait été anéantie, des casernes et des fabriques avaient été démolies, des rampes d'embarquement transportées, la Rhénanie démilitarisée, les fortifications allemandes rasées, les ouvrages détruits par explosion, presque toute la flotte allemande livrée, des milliers d'avions réduits à néant, le système militaire abandonné, et par suite la formation de réserves empêchée. Les armes les plus nécessaires à la défense furent même interdites à la petite armée de 100.000 hommes, seule autorisée.

Par contraste, les Etats voisins de l'Allemagne avaient augmenté leurs armements dans des proportions monstrueuses au cours de la période d'après-guerre. Alors que, par exemple, aucun avion n'était toléré à l'Allemagne, la France à elle seule en comptait 3.046 en service, la Belgique 350, la Pologne 700, la Tchécoslovaquie 670. A ces chiffres s'ajoutaient une quantité incalculable d'aéroplanes de réserve, des milliers de chars d'assaut, des pièces de gros calibre, ainsi que tous les moyens techniques de conduite de la guerre, avec des gaz empoi-sonnés. L'Allemagne, s'est demandé le Führer, désarmée et militairement impuissante, n'est-elle donc pas plus en droit de réclamer sa sécurité que les Etats en armes unis entre eux par des coalitions ?

Pourtant, elle était en tout temps disposée à renoncer à son organisation militaire et à détruire les armes en petit nombre qui lui restaient, si les nations voisines procédaient de même sans restriction. Mais si ces nations n'étaient pas dans la volonté de mettre à exécution le désarmement auquel les obligeait le traité de paix, l'Allemagne devait alors pour le moins persister dans sa revendication d'égalité de droits.

Un seul désir animait le Reich, celui de maintenir son indépendance et de pouvoir protéger ses frontières. Il était prêt à renoncer à toute intention agressive, si le reste du monde en faisait autant; il était prêt à se déclarer d'accord avec le plan MacDonald de désarmement, alors débattu à Genève, et disposé en outre à adhérer à chaque pacte solennel de non-agression, sa seule pensée étant, non de projeter une attaque, mais de veiller à sa sécurité.

Nous arrivons maintenant au second but principal de la politique étrangère de la nouvelle Allemagne, celui de nouer des relations amicales avec les autres peuples, c'est à dire à sa *politique de paix*.

Nous trouvons la divulgation de ce programme pacifique dans presque tous les discours du Führer et de ses collaborateurs; c'est là, on peut le dire, le «leit-motiv» de ses épanchements oratoires. Rappelons-nous quelques-unes des manifestations en cause.

Dans le chapitre précédent, on a déjà signalé les premières déclarations d'Hitler à cet égard, entre autres celle à l'occasion de l'acte d'Etat solennel à Potsdam, et celle devant le Reichstag le 23 mars 1933. Mais une importance beaucoup plus grande s'attache au discours de paix que le Führer prononça le 17 mai 1933, discours adressé, selon son propre mot, non seulement au peuple allemand, mais au monde entier.

Après avoir donné l'assurance «qu'aucune nouvelle guerre européenne ne serait en état d'apporter une amélioration quelconque à la situation actuelle si insatisfaisante», le Führer poursuivit en ces termes:

«Si je parle en ce moment en pleine conscience de national-socialiste allemand, je tiens à proclamer, au nom du gouvernement national et de tout le mouvement de relèvement national, que dans cette jeune Allemagne, nous sommes animés de la plus profonde disposition à reconnaître les sentiments et les convictions des autres peuples, ainsi que leurs prétentions à la vie. La jeune génération allemande, qui jusqu'à présent n'a connu que la détresse, la misère et l'affliction de son propre peuple, a trop souffert pour rêver d'infliger aux autres un sort semblable.

Tout en professant pour notre patrie un amour et une fidélité sans bornes, nous savons respecter les droits nationaux des autres pour la même raison, et nous souhaitons du plus profond du cœur de vivre avec eux en paix et amitié.

C'est pourquoi nous ne connaissons pas non plus l'idée de «germanisation». La mentalité du siècle passé, selon laquelle on croyait pouvoir faire peut-être un Allemand d'un Polonais ou d'un Français, nous est tellement étrangère, que nous repoussons avec une ardeur passionnée toute tentative inverse du même genre.»

Le Reichstag accueillit ces déclarations avec enthousiasme et exprima à l'unanimité, devant l'opinion mondiale, la ferme volonté de paix de toute la nation.

Au congrès du parti, à Nuremberg, au mois de septembre 1933, M. Alfred Rosenberg, directeur de l'Office de politique étrangère du parti national-socialiste, proclama ouvertement que le véritable national-socialiste est en même temps un réel apôtre de la paix, car il n'est pas de bien plus précieux pour lui que le sang de son peuple, et ce bien ne doit être exposé que dans le cas de nécessité absolue.

Un mois plus tard, lorsque le Reich se retira de la SDN. et de la conférence du désarmement, Hitler crut de son devoir d'expliquer devant l'opinion publique les motifs de cette importante décision: c'est ce qu'il fit dans son discours radiodiffusé du 14 octobre, discours dans lequel il s'expliqua, sous une forme nette et précise, sur les relations avec la France, en s'inspirant de quelques déclarations du chef du gouvernement français.

«Je considère — dit le Führer — comme un signe d'un noble sentiment de justice les paroles qu'a prononcées dans son dernier discours le président français du conseil, M. Daladier, paroles empreintes d'un esprit de conciliation pour lequel d'innombrables millions d'Allemands lui sont intimement reconnaissants. L'Allemagne nationale-socialiste ne nourrit pas de désir plus cher que celui de ramener la concurrence des peuples européens sur le terrain où, dans une rivalité de la plus noble allure, ils ont assuré à l'humanité tout entière les biens inestimables de la civilisation, de la culture et de l'art, dont s'enrichit et s'embellit le tableau du monde.

Nous prenons également note, avec une émotion pleine d'espoir, de l'assurance que le gouvernement français, sous son chef actuel, n'a aucune intention de froisser et d'humilier le peuple allemand. Nous sommes saisis à la pensée d'une vérité trop triste hélas! celle que ces deux grands peuples n'ont que trop souvent, dans l'Histoire, sacrifié sur les champs de bataille la fleur de leur jeunesse et de leur âge mûr. Je me fais l'interprète du peuple allemand tout entier, en assurant *notre sincère désir à tous de mettre fin à une inimitié dont les sacrifices ne correspondent sous aucun rapport à un bénéfice quelconque.*

Le peuple allemand est convaincu d'avoir maintenu pur et sans tache son honneur militaire dans mille batailles, de même que nous ne voyons dans le soldat français qu'un adversaire ancien, mais glorieux. Le peuple allemand tout entier et nous-mêmes, nous serions unanimement heureux à la pensée d'épargner à nos enfants et à nos petits-enfants les souffrances et les tourments dont nous avons été témoins en gens d'honneur, et que nous avons éprouvés pour notre propre compte au cours de longues et dures années. L'histoire d'un siècle et demi, avec ses alternatives si variées, devrait avoir instruit les deux peuples sur l'impossibilité de réaliser par l'effusion du sang d'importants changements durables. Mais en ma qualité de national-socialiste, je me refuse, et tous mes partisans avec moi, en vertu de nos principes nationaux, à vouloir gagner les citoyens d'un peuple étranger, qui ne nous en aimeront pas davantage, avec le sang et la vie de ceux que nous chérissons. *Quel événement grandiose aux yeux de l'humanité entière, si les deux peuples bannissaient une bonne fois pour toutes la violence de leur existence commune! Le peuple allemand est prêt à s'y conformer.*

Tout en faisant franchement valoir les droits qui nous sont dévolus par les traités mêmes, je tiens à déclarer avec la même franchise que, pour l'Allemagne, *il n'existe plus de conflits territoriaux entre les deux pays.* Après le retour du territoire de la Sarre au Reich, il faudrait avoir perdu la raison pour songer à la possibilité d'une guerre d'un Etat contre l'autre, car aucun motif moral ou plausible ne saurait justifier à nos yeux pareille éventualité. *Personne en effet ne pourrait souhaiter la perte de millions de vies humaines florissantes en vue d'une rectification des frontières actuelles, rectification problématique quant à son étendue et à sa valeur.*»

Afin de témoigner à l'étranger la parfaite concordance du peuple allemand avec les vues exprimées par son gouvernement, Hitler sollicita alors le Président du Reich, von Hindenburg, de prescrire pour le 12 novembre suivant une nouvelle élection au Reichstag, jointe à une consultation populaire sur la base d'un appel du gouvernement, où celui-ci posait au peuple la question de confiance quant à la politique préconisée.

Cet appel insistait entre autres sur la volonté du cabinet de suivre une politique de paix, de conciliation et d'entente, et de repousser la force comme moyen impuissant à étouffer les différends entre les Etats de la communauté européenne.

«Le gouvernement du Reich et le peuple allemand — est-il dit plus loin dans l'appel — sont unis dans le sincère désir d'examiner et de résoudre sans passion, par voie de négociations, toutes les questions pendantes, de concert avec les autres nations, sans en excepter leurs anciens adversaires. Cela dans un esprit contraire à la psychose de guerre et pour le rétablissement définitif de loyaux rapports. En conséquence, ils se déclarent prêts en tout temps, par la conclusion de pactes continentaux de non-agression: à assurer pour une très longue période la paix de l'Europe, à favoriser sa prospérité économique, et à collaborer à une reconstruction générale de la culture.»

Le suffrage populaire réunit 40.632.628 adhésions sur 43.491.575 votants, soit 95% en faveur du gouvernement.

Au cours d'une interview accordée le 18 octobre 1933 par Hitler au correspondant spécial du *Daily Mail*, Ward Price, le Führer répondit comme il suit à une question du journaliste anglais, qui avait fait allusion à un discours du sous-secrétaire d'Etat au ministère britannique de la guerre, Mr. Duff Cooper:

«Prétendre que le peuple allemand se prépare avec enthousiasme à la guerre est tout simplement méconnaître d'une singulière façon le caractère de la révolution allemande. Nous autres, chefs du mouvement national-socialiste, nous avons été presque sans exception des soldats du front. Or, je voudrais connaître le soldat du front en train de préparer «avec enthousiasme» une nouvelle guerre! ... Nous professons un amour fanatique pour notre peuple, tout comme chaque bon Anglais le professe pour le sien. Nous élevons la jeunesse allemande pour la lutte contre les vices intérieurs et en premier lieu contre le danger communiste, dont on n'avait et dont on a encore aujourd'hui d'ailleurs aucune idée en Angleterre. Nos hymnes révolutionnaires ne sont nullement dirigés contre les autres peuples, ce sont des chants pour la fraternité intérieure, contre la lutte de classes et l'obscurantisme, pour le travail, pour le pain quotidien et pour l'honneur national.»

Dans un appel du 8 juillet 1934, adressé de Königsberg aux anciens combattants du monde entier, M. Rudolf Hess, représentant du Führer, s'exprimait en ces termes:

«Notre peuple a aujourd'hui le bonheur d'avoir en majorité à sa tête des combattants, qui appliquent les vertus du front à la conduite de l'Etat, qui ont réédifié le Reich en s'inspirant de l'esprit du front, car c'est de cet esprit-là qu'est issu le national-socialisme ...

... Quiconque a pris part à la lutte, se représente aisément ce que serait une guerre moderne avec les engins perfectionnés dont on dispose. Je m'adresse ici à tous les camarades du front et de la guerre mondiale, de ce côté-ci et de l'autre.»

Après avoir retracé la vie du front, en paroles émouvantes et en impressionnants tableaux, M. Rudolf Hess poursuivit:

«Soyez francs! Chacun de vous ne s'est-il pas posé parfois cette question: '*A quoi bon tout cela? Est-ce donc bien nécessaire? Pareil malheur ne peut-il être évité à l'humanité dans l'avenir?*' Nous avons cependant tenu bon de part et d'autre. Nous avons tenu bon en hommes fidèles à leur devoir, à la discipline, à leur foi, en hommes exécrant la lâcheté. Pourtant, je reprends ma question et je lance ma plainte dans le monde, ancien combattant aux anciens combattants, dirigeant d'un peuple aux chefs des autres peuples: «*Est-ce donc bien nécessaire? Ne pouvons-nous pas, avec de la bonne volonté, éviter d'un commun accord pareil malheur à l'humanité?!*»... *Les anciens combattants veulent la paix. Les peuples veulent la paix. Le gouvernement allemand veut la paix* ... J'en appelle aux anciens combattants des autres Etats, j'en appelle aux hommes de bonne volonté des gouvernements pour nous seconder dans la réalisation de ce but.»

Le 26 août 1934, donc 8 jours après la consultation populaire par laquelle le peuple allemand consacrait la nomination d'Hitler comme successeur du président Hindenburg, une démonstration de fidélité du Reich pour le territoire de la Sarre eut lieu à la forteresse d'Ehrenbreitstein, près Coblence, en présence de 600.000 assistants environ, accourus du Reich et du pays sarrois. Dans un grand discours célébrant l'étroite union entre le Reich et ce dernier pays, Hitler s'exprima en sa nouvelle qualité de chef suprême de l'Etat, et déclara entre autres:

«Le problème de la Sarre est la seule question territoriale qui nous sépare encore de la France. Cette question une fois tranchée, aucune cause raisonnable n'existe plus pour que deux grandes nations continuent à se combattre dans l'avenir. *L'Allemagne*

espère voir augmenter en France le bon vouloir à conclure avec elle une paix sincère et loyale. C'est pourquoi le peuple de la Sarre aura à accomplir une bien grande et pacifique mission le 13 janvier 1935.»

On se souvient que sur 528.005 votants, le plébiscite de la Sarre donna à l'Allemagne 477.119 voix, soit 90,5%.

Le même jour, 26 août 1934, dans la partie politique de son discours à Cologne, lors de l'ouverture de l'exposition de la Sarre, le Dr Goebbels, ministre de la Propagande, avait insisté sur les intentions pacifiques du IIIe Reich. «L'Allemagne — déclarait-il — ne réclame que son droit, et rien de plus... Le peuple allemand vaque à son travail journalier et demeure *étranger à toute idée de revanche.*» D'autre part, à Coblence, le délégué de la Sarre, Bürckel, s'exprimait ainsi: «Le 13 janvier, le peuple de la Sarre, conscient de sa mission historique, poussera ce cri par delà la frontière: «*La voie est désormais libre pour l'entente!*»

Le ministre des Affaires étrangères du Reich, lui aussi, n'a pas manqué de proclamer les vues pacifiques de l'Allemagne. Dans un discours du 17 septembre 1934, au congrès international de la route, il répondit au sujet des affirmations d'une certaine presse étrangère:

«Après tout ce que nous avons déclaré et proposé dans la question du désarmement, après tout ce que nous avons dit et fait pour la satisfaction politique de l'Europe, nous reprocher de faire sonner nos intentions pacifiques uniquement à titre de pause momentanée, avant de passer, une fois assez forts, à la réalisation de nos projets agressifs, est une supposition tellement contraire au bon sens, que nous ne pouvons y voir autre chose qu'une intention perfide et calomnieuse.»

Le 28 février 1935, la commission des trois de la SDN. transmit au Reich les pouvoirs du gouvernement sur le territoire de la Sarre. Trois jours plus tard, dans un discours, Hitler déclara que le retour de la Sarre était non seulement un jour de bonheur pour l'Allemagne, mais aussi pour l'Europe tout entière, car les rapports entre le Reich et la France pouvaient prendre par là une tournure définitivement meilleure. Il exprima la même idée dans sa proclamation du 16 mars 1935 pour le rétablissement du service militaire obligatoire, en ajoutant:

«Le gouvernement du Reich a donné à la France l'assurance solennelle qu'après le règlement de la question de la Sarre, l'Allemagne ne formulera plus aucune revendication territoriale vis-à-vis de sa voisine de l'Ouest. *Par un lourd sacrifice politique et matériel, sous une forme de rare solennité, il croit avoir ainsi préludé à la clôture d'une rivalité séculaire entre deux grandes nations.*»

Hitler se prononça dans le même sens devant le Reichstag, dans son allocution du 21 mai 1935 sur la politique de paix de l'Allemagne, et également dans de nombreuses déclarations ultérieures, dont la citation sortirait du cadre que nous nous sommes tracé. Nous ne saurions toutefois passer sous silence l'entretien du Führer, au mois de février 1936, avec M. Bertrand de Jouvenel, quelques jours avant la ratification par la Chambre française du pacte d'assistance franco-soviétique. Dans sa réponse à plusieurs questions de son interlocuteur sur sa politique vis-à-vis de la France, le Führer s'exprima ainsi:

«Je veux montrer à mon peuple la folie de cette idée d'une inimitié héréditaire entre la France et l'Allemagne. Le peuple m'a compris. Il m'a suivi alors que j'ai entrepris une action incomparablement plus difficile, celle d'une réconciliation entre l'Allemagne et la Pologne... Je parle au nom du peuple allemand tout entier, en déclarant à la France que si seulement elle le voulait, elle pourrait mettre fin pour toujours à ce prétendu danger allemand, car *le peuple allemand professe une aveugle confiance en son Führer, et celui-ci souhaite l'amitié avec la France.*»

L'insistance d'Hitler à prôner sans cesse une entente définitive avec Paris n'a en somme rien de surprenant; on sait en effet quelle immense satisfaction il éprouverait à pouvoir inscrire son nom dans les fastes de l'Histoire comme ayant réalisé une œuvre que d'autres hommes d'Etat avant lui ont opiniâtrement tentée, mais en vain. Le problème franco-allemand étant sans contredit la clef de voûte du repos et de la prospérité de l'Europe, on peut tirer de ce vif désir d'Hitler la conclusion logique de la sincérité de ses démonstrations en faveur de la paix.

Berlin—Moscou

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, que le programme de politique étrangère du IIIe Reich, visant à nouer des relations amicales avec les autres nations, comporte toutefois une seule exception concernant la Russie bolchéviste.

On conçoit aisément qu'il devait en être ainsi.

Le mouvement national-socialiste avait inscrit sur sa bannière la lutte contre le communisme et la délivrance du peuple allemand de cette «maladie contagieuse», ainsi qu'il l'appelle. Après la prise du pouvoir — peut-être au dernier moment opportun — Hitler réussit à atteindre entièrement son but: le bolchévisme fut rapidement et énergiquement attaqué, abattu, extirpé, et la tentative de Moscou pour semer la révolution à l'intérieur du Reich subit un échec complet.

Le national-socialisme aurait pu se contenter de ce succès, et peut-être fut-ce en effet le cas au début[1]). Mais on dut bientôt constater que, malgré leur défaite, les gouvernants soviétiques réitéraient leurs tentatives en vue de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Force était donc, pour les nationaux-socialistes, de voir dans le bolchévisme un ennemi mortel même en dehors des frontières du Reich, et de reconnaître en lui un danger non moins menaçant pour ce dernier. C'est pourquoi au congrès annuel du parti, en 1935, les différents orateurs s'élevèrent, non seulement contre la IIIe Internationale, mais contre l'Union soviétique, deux conceptions entre lesquelles l'Allemagne ne voit pas de différence, l'une et l'autre représentant une seule et même doctrine: celle du bolchévisme.

1) Dans l'exposé de son programme devant le Reichstag, le 23 mars 1933, le Führer s'exprimait ainsi: «Le gouvernement du Reich est disposé à entretenir avec l'Union soviétique des relations amicales profitables aux deux parties. Le gouvernement de la révolution nationale se considère justement en situation d'adopter une pareille politique positive à l'égard de la Russie des Soviets. La lutte contre le communisme en Allemagne est pour nous une affaire intérieure, dans laquelle nous ne souffrirons jamais une intrusion étrangère.»

Un discours particulièrement violent et exempt de détours fut celui du ministre de la Propagande, le Dr Goebbels, l'orateur le plus fécond de la nouvelle Allemagne, un maître de la polémique et de l'ironie, dont l'éloquence persuasive a joué un rôle capital dans le développement du parti, surtout à Berlin. Dans son discours sur le «Bolchévisme sans masque», le Dr Goebbels saisit l'occasion de l'éditorial d'un des journaux anglais les plus influents, paru sous le titre «Deux dictatures» et établissant une certaine analogie entre le bolchévisme russe et le national-socialisme allemand. Le ministre en tira profit pour démontrer que l'auteur de l'article ne s'était même pas donné la peine d'étudier les principes et les méthodes les plus essentiels et les plus fondamentaux du national-socialisme et du bolchévisme, et qu'il n'était certes pas en état d'en juger la différence.

Selon le Dr Goebbels, cette différence réside avant tout en ce que le bolchévisme vise consciemment à la révolution chez tous les peuples. Sa tendance internationale intrinsèque est agressive. Par contre, le national-socialisme se limite à la seule Allemagne et n'est un *article d'exportation*, ni dans l'idéal ni dans la pratique. Alors que le national-socialisme ouvre la voie à une conception et à une forme nouvelles de la culture européenne, le bolchévisme est un défi porté à cette culture ... Le bolchévisme n'est pas seulement antibourgeois, il est hostile à la culture. Ses dernières conséquences aboutissent à l'anéantissement total de toutes les conquêtes économiques, sociales, politiques et civilisatrices de l'occident, en faveur d'une clique internationale de conspirateurs nomades et sans racine profonde, dont le Juif est le premier représentant.

Ces dernières paroles du chef de la Propagande du Reich initient le lecteur à une autre raison de l'hostilité de la nouvelle Allemagne contre le bolchévisme, raison due à la prédominance des éléments sémites, que le national-socialisme considère comme la cause de tout les maux dont a souffert le Reich dans l'après-guerre, et qu'il a éliminés complètement de la vie publique allemande. En d'autres termes, Hitler combat le bolchévisme russe pour le même motif qui lui a fait combattre en Allemagne la marxisme, également soumis à l'influence juive.

Un détail intéressant au point de vue international dans le discours du Dr Goebbels, c'est que pour la première fois il y est question de la «mission mondiale» du Führer comme champion de la campagne antibolchéviste en dehors des frontières de l'Allemagne. «Si le Reich — a déclaré l'orateur — en signe d'épuration et d'unité du national-socialisme, prend la tête de tous les groupes animés du même esprit dans cette lutte contre la bolchévisation du monde, il est parfaitement convaincu d'être appelé à une mission dépassant de beaucoup le but national, mission dont l'heureuse issue consacrera le sort de tous les peuples civilisés.»

Le Dr Goebbels envisage surtout la nécessité de cette mission, parce qu'à son avis la prétendue politique de paix de l'Union soviétique se manifeste par des menées révolutionnaires dans tous les pays, par l'excitation sans scrupule à des conflits entre Etats, le tout joint à un armement gigantesque en vue de guerres offensives. En terminant son discours, l'orateur exprima le vœu que non seulement la postérité, mais aussi la génération présente, reconnaissent la grandeur

de cette mission historique et se décident à agir conformément à l'enseignement qu'elle comporte.

Hitler lui-même ne manqua pas de se prononcer sur ce thème dans son discours à Nuremberg au mois de septembre 1935, lors de la séance du Reichstag où furent proclamées la loi sur le drapeau à la croix gammée comme emblème du Reich et emblème national, la loi civique du Reich, et la loi de protection du sang et de l'honneur allemands, dont il sera question plus tard.

Concernant la Russie soviétique, le Führer se plaignit de ce que juste au moment où l'accord entre les peuples serait plus nécessaire que jamais, l'Internationale bolchéviste ait de nouveau ouvert et poursuivi systématiquement sa propagande révolutionnaire, c'est à dire le soulèvement des peuples. Le spectacle du congrès du Komintern, à Moscou, dans lequel a été ouvertement proclamé le but de l'armement formidable de l'armée soviétique, but consistant à «*ouvrir — si nécessaire — par la force, le chemin de la révolution à d'autres peuples*», souligne d'une façon singulièrement frappante la sincérité de la politique de «non-intervention» dont cette puissance fait parade.

Au mois de juillet 1936, éclata la révolution en Espagne; les atrocités dont elle fut le théâtre ne pouvaient que renforcer le gouvernement national-socialiste dans la conviction de sa mission mondiale. On en eut la preuve évidente lors de l'assemblée générale du parti au mois de septembre, où la lutte contre le bolchévisme en tant que danger européen fut le thème de politique dominant les discours du Führer et des autres orateurs. Le ministre Rudolf Hess, représentant d'Hitler, le ministre de la Propagande, Dr Goebbels, et Alfred Rosenberg, se distinguèrent tout particulièrement à cet égard. Tous mirent en complète lumière les événements d'Espagne, en insistant sur leur exemple plein d'avertissements pour le monde entier.

Hitler s'exprima en ces termes: «Nous avons dû combattre en Allemagne le bolchévisme comme une doctrine tendant à empoisonner, et par suite à détruire notre peuple. Et nous le combattrons comme puissance mondiale, s'il continue à s'efforcer d'infliger à l'Allemagne le sort malheureux de l'Espagne par de nouvelles méthodes, plus violentes encore. Nous ne nous laisserons pas troubler par le bavardage des pusillanimes qui ne croient au danger que lorsqu'il les a dévorés ...» (Applaudissemente chaleureux.) «*Je poursuis aujourd'hui ce péril de l'infection bolchéviste dans le monde, exactement comme je l'ai vue il y a des années infecter notre peuple, auquel mes avertissements n'ont pas manqué.*»

Après avoir exposé les différents contrastes politiques, sociaux, économiques, militaires et culturels qui séparent le national-socialisme du communisme, Hitler les proclama *infranchissables*. Il s'agit réellement là de deux mondes, qui ne font que s'éloigner l'un de l'autre sans pouvoir jamais parvenir à une union quelconque. *Tout pacte entre eux est hors de cause.*

La dernière preuve flagrante de l'impossibilité d'un compromis de quelque nature entre le bolchévisme et la national-socialisme ressort d'ailleurs de l'indignation de la presse allemande tout entière, lorsque récemment diverses feuilles étrangères lancèrent la nouvelle tendancieuse d'un certain rapprochement entre les deux gouvernements. Une protestation unanime s'éleva en Allemagne pour

attribuer cette campagne à l'influence soviétique, soucieuse de renforcer par là l'alliance franco-russe, à un moment où son impopularité en France devenait de jour en jour plus manifeste. On affirma que les traités signés à Rapallo en 1922 et en 1926 à Berlin par la république de Weimar avec les Soviets n'avaient nullement la signification d'un contrat d'assistance mutuelle comme celui de Paris—Moscou, mais étaient de simples accords de neutralité. Tout a revêtu une nouvelle forme en Allemagne depuis l'avènement du national-socialisme; seule, son attitude envers le bolchévisme et le pouvoir que cette idée incorpore, n'a pas varié, et ne peut faire l'objet d'un retour quelconque. Berlin n'ajoute aucune foi aux bruits mis en circulation depuis quelque temps, d'après lesquels Staline serait prêt à abandonner la III[e] Internationale et à se libérer des Juifs occupant en grand nombre les charges publiques dans l'Union soviétique. Il ne s'agit ouvertement ici que d'un subtil expédient de la propagande bolchéviste poursuivie sous d'autres formes.

Ces manifestations de la presse allemande sont plus que suffisantes pour lever les doutes qui pourraient subsister encore quant à l'incompatibilité absolue de vues entre Allemands et Sowiets.

Les postulats d'Hitler en matière de politique étrangère

Les directives de la politique étrangère d'Hitler et les méthodes envisagées pour atteindre ses buts appellent différents postulats qui se complètent les uns les autres; il semble opportun de les remettre ici en mémoire en puisant dans la littérature national-socialiste où est traitée la question[1]).

Le premier est que les rapports entre Etats doivent s'inspirer du principe de l'*honneur national*; à cette condition, seulement, ces rapports pourront être loyaux, durables et réellement profitables à la cause de la paix.

Un traité de paix ne doit pas être uniquement une cessation des hostilités, mais un accord pour le règlement des relations entre les adversaires de la veille, et cela dans l'intérêt des deux parties, un accord sans la moindre passion susceptible d'annuller la saine raison et le sens de la justice. Il est donc absolûment nécessaire avant tout que le traité ne devienne pas pour le vaincu une cause d'humiliation et d'infériorité marquée, situation intolérable à la longue, et renfermant par suite le germe de conflits ultérieurs et de guerres nouvelles.

Qu'il suffise de rappeler ici le point de vue qu'adopta Bismarck après les campagnes de 1866 et de 1870/71, c'est-à-dire celui d'un traité de paix tenant compte des nécessités vitales et de l'honneur des vaincus. Le chancelier de fer s'exprimait comme il suit dans son discours du 1[er] septembre 1866 devant la Chambre des députés:

1) On trouve un exposé clair et précis du sujet dans l'ouvrage du D[r] Heinrich Rogge, chargé de cours de droit international et de philosophie du droit à l'Université de Berlin. L'ouvrage a pour titre: «Hitlers Friedenspolitik und das Völkerrecht.» Les directives en question ressortent également de la feuille officieuse de la Wilhelmstrasse, la «Correspondance diplomatique et politique allemande».

«Un traité de paix n'arrivera jamais que difficilement à terme, même dans les affaires extérieures, si l'on exige que l'une des deux parties commence par avouer: Je reconnais maintenant d'avoir eu tort».

Le même chancelier écrit dans ses «Souvenirs et Mémoires»:

«J'eus à cœur, dans nos relations ultérieures avec l'Autriche, d'éviter autant que possible des souvenirs mortifiants, quand la chose était possible sans préjudice pour la politique allemande. Une entrée victorieuse dans la capitale ennemie fût devenue naturellement pour nos militaires l'objet d'un souvenir flatteur: Notre politique ne l'exigeait nullement. Elle eût imprimé au sentiment d'amour-propre autrichien un froissement qui, sans la moindre nécessité pressante pour nous, eût inutilement augmenté les difficultés de nos rapports futurs. Mais, dans tous les cas, il était de la plus haute importance que l'état d'esprit suscité par nous chez nos adversaires, en devenant irréconciliable, ne rendît pas incurable la blessure causée à leur amour-propre.»

C'est ainsi qu'il devint même possible de réaliser une alliance avec l'Autriche, cet ancien adversaire de la Prusse.

Le 25 octobre 1871, à propos des rapports franco-allemands après la guerre, Bismarck déclara devant le Reichstag:

«Nous ne croyons pas de notre devoir de causer à nos voisins d'autre dommage plus qu'il n'est absolument nécessaire pour nous assurer l'exécution du traité de paix. Mieux encore, nous nous considérons comme obligés de lui être utiles, de le mettre en état de réparer le malheur qui a accablé son pays, autant que la chose nous est possible sans compromettre nos propres intérêts.»

Un diplomate allemand ayant suggéré à Bismarck d'imposer à la France des conditions exceptionnellement dures, le chancelier répondit qu'elle devait rester une grande nation, pour que le concert européen ne fût pas troublé. On sait d'ailleurs que Bismarck était opposé à l'annexion de la Lorraine, et qu'il céda uniquement devant l'insistance du parti militaire qui tenait à la possession de Metz. Après les guerres de 1866 et de 1870/71, en honorant l'adversaire vaincu, il s'efforça ainsi d'étouffer chez lui tout sentiment de revanchet et d'empêcher en même temps le vainqueur de s'enorgueillir, deux états d'esprit également nuisibles au maintien de la paix.

Cette largeur de vues a fait malheureusement défaut aux hommes d'Etat réunis dans la galerie des glaces, à Versailles, à l'issue de la grande guerre, avec l'unique souci de garantir leur sécurité future par une complète oppression matérielle et morale de l'Allemagne.

Un autre postulat de la politique d'Hitler est que des traités durables sur la sécurité et la limitation des armements ne puissent avoir d'autre base que *le droit légitime et égal de la défense nationale*. L'Allemagne est prête à participer à toutes les limitations d'armement acceptées par les autres puissances, mais elle demeure fermement attachée à son droit de défense dans la mesure nécessaire.

Ce principe n'est nullement inédit, car il a ses précédents historiques. Dans son message du 22 juin 1932 à la conférence du désarmement, le président

américain Hoover avait déjà insisté sur le fait que les armements des Etats doivent être réglés selon le droit ou la morale de la défense. Lorsque, le 16 mars 1935, par la loi sur l'organisation de l'armée, le gouvernement allemand procéda de lui-même aux mesures nécessaires destinées à mettre fin à l'état d'impuissance militaire, aussi indigne que menaçant pour la paix, infligé à un grand peuple et à un grand empire, ce gouvernement s'inspirait des mêmes considérations que celles mises en avant par le Premier britannique Baldwin dans un discours sur les armements de la Grande-Bretagne:

«Un pays qui refuse de recourir aux mesures de précaution nécessaires pour sa propre défense, n'aura jamais en ce monde ni puissance matérielle, ni pouvoir moral».

Ce principe de la nécessité de la défense est encore plus explicitement exposé dans le Livre blanc anglais du 4 mars 1935, publié pour justifier les armements britanniques, et l'Allemagne d'Hitler ne fait que s'approprier les paroles du général Weygand, quand il a dit: «*Nous voulons être forts, non pour menacer, mais pour nous défendre.*»

La proclamation du gouvernement du Reich au peuple allemand lors du rétablissement du service militaire obligatoire, donne à cette pensée la même expression, quand il y est dit:

«Le désir du gouvernement, en sa qualité de gardien de l'honneur et de l'intérêt de la nation allemande, est d'assurer la mesure des moyens de puissance nécessaires non seulement au maintien de l'intégrité du territoire du Reich, mais aussi au respect et à la considération de l'Allemagne comme garante de la paix générale.»

En ce qui concerne la mesure des armements, Hitler croit qu'elle doit être en rapport avec les dangers qui menacent le pays. C'est l'affaire de chaque peuple lui-même, affaire dépendant de sa seule compétence.

«Si donc la Grande-Bretagne fixe aujourd'hui la mesure de son armement — dit le Führer — chacun le comprend en Allemagne, car il se conçoit aisément que la détermination du degré de protection nécessaire à l'Empire britannique dépend exclusivement de Londres. Mais pour une raison semblable, la détermination du degré de protection, et par suite des mesures défensives du peuple allemand, sont affaire allemande et ressortent de la seule compétence de Berlin.»

Un troisième postulat de la politique étrangère d'Hitler est qu'une *entente directe* est le meilleur moyen d'assurer la paix.

Le Führer lui-même a formulé à maintes reprises et développé ce principe dans des discours et des jugements, en particulier dans sa conversation du 4 avril 1934 avec le représentant de *l'Associated Press* à Berlin, Lochner, où Hitler déclara n'avoir pas de plus cher désir que celui de pouvoir s'expliquer en tête à tête avec les chefs des autres nations.

Ce désir a déjà trouvé sa réalisation dans les rapports avec la Pologne, avec l'Italie, dans la mission conciliatrice de l'ancien chancelier von Papen en Autriche, dans le compromis de la Sarre, dans la convention navale germano-britannique, tous accords diplomatiques conclus en dehors de la SDN. De ce principe, Hitler tire la conséquence que des traités de sécurité bilatéraux, et

même des traités de non-agression et de neutralité, sont préférables à ceux entre participants plus nombreux.

Le national-socialisme s'est pénétré de cette manière de voir en constatant l'échec de la SDN. aussi bien sur le terrain de «l'accord médiat» que dans le domaine de la «sécurité collective», échec qui a déjà amené l'opinion publique mondiale à la conviction unanime de la nécessité d'une réforme de l'institution génevoise. Hitler n'ajoute surtout aucune foi à l'impartialité de cet aréopage. Dans sa réponse à une question du journaliste anglais Ward Price, au cours de l'interview déjà citée, au mois d'octobre 1933, le Führer exprima ouvertement son scepticisme à l'égard d'un avenir de la SDN. si celle-ci, comme dans les derniers temps, se préoccupe toujours plus de la communauté d'intérêts de certains Etats bien définis, au détriment des intérêts des autres.

Le ministre des Affaires étrangères du Reich, baron v. Neurath, lui aussi, dans son discours au Congrès international de la route, exposa le point de vue selon lequel des réformes radicales sont nécessaires pour faire de la SDN. ce qu'elle devrait être d'après son statut, c'est à dire un instrument de paix véritablement utile. Le ministre en vint ensuite à la méthode de processus collectif inaugurée à Versailles, et continua:

«J'avoue franchement que les idées de pacte les plus variées, comme ces dernières années en ont vu éclore, que cette «pactomanie», selon une expression qui ne manque pas de justesse, ne représentent nullement à mes yeux un symptôme favorable à l'esprit qui préside à la politique européenne dans bien des cas. Le salut de l'Europe ne saurait exister dans des alliances, ni dans des groupements de puissances sujets à variations d'après les conjonctures du moment. Les tendances politiques en ce sens sont tout simplement une preuve de plus en plus fortement manifeste du défaut de système politique dont les traités de 1919 ont affligé l'Europe.

Il serait dangereux et même puéril à la longue de vouloir fermer les yeux sur ce défaut et de se refuser à le reconnaître ouvertement. Aussi longtemps qu'on n'aura pas le courage d'envisager face à face les faits et les nécessités inéluctables, en s'efforçant de réaliser, pour le règlement des intérêts contraires en présence, une franche explication d'Etat à Etat sur la base de la considération mutuelle et de l'égalité des droits, il est inutile de songer à une amélioration quelconque de la situation générale.»

A l'égard des intérêts, dont la nature ne concorde pas toujours, Hitler pense que le mieux consiste à se contenter chaque fois du *minimum* d'une entente bilatérale, au lieu de risquer un échec de cette œuvre commune en recourant au *maximum* irréalisable des exigences des contrats collectifs. Une entente pour la poursuite d'un grand but ne peut naturellement s'effectuer que progressivement.

Toutefois, le national-socialisme ne refuse pas d'admettre le principe de sécurité collective à l'empreinte de Genève, mais seulement si cette sécurité collective doit être obtenue à la manière de Locarno, ou si elle est considérée comme l'association d'un pacte d'assistance et d'un dispositif de révision, d'une aide défensive raisonnable et d'un contrôle de paix de l'allié. Dans son discours du 21 mai 1935 sur les 13 points en vue d'empêcher la guerre, le chancelier déclara:

«Le gouvernement du Reich est prêt en tout temps à collaborer à un système de collectivité pour assurer la paix européenne, mais il regarde alors comme nécessaire d'opposer à la loi des clauses éternelles l'ouverture de révisions conciliantes. Il voit dans la possibilité d'un développement régulier des contrats un élément de garantie de la paix, et dans les obstacles à tout changement devenu nécessaire, un principe d'explosion future.»

La politique allemande professe en outre l'opinion que le centre de gravité des traités à plusieurs ne doit pas reposer sur l'obligation automatique d'une assistance militaire en cas de guerre, mais sur celle de *non-agression* et sur le devoir, pour les puissances intéressées dans un conflit, de recourir à un échange de vues. Ces obligations, dans le sens d'empêcher la guerre, peuvent devenir de réelles garanties de paix, sans susciter le danger de complications sérieuses, telles que le pacte d'assistance (le soi-disant «pacte de l'Est»), proposé par certaines puissances, devrait fatalement les avoir pour conséquence.

Quant à l'autre principe de Genève, bien connu, celui de la «*paix indivisible*», le Führer estime regrettable qu'une pareille thèse soit prise abusivement comme prétexte à des constructions qui, selon lui, «servent moins à la sécurité collective que plutôt à la préparation, volontaire ou involontaire, d'une collectivité belliqueuse. La guerre mondiale devrait faire résonner ici un retentissant avertissement.»

Ces paroles d'Hitler renferment une allusion à quelques alliances militaires, selon lui en contradiction avec l'esprit de la SDN., car cette dernière ne peut reconnaître un devoir d'assistance pour un de ses membres qu'à la condition pour celui-ci de se soumettre au contrôle de paix de la Société.

«Je ne crois pas — a poursuivi Hitler dans son discours mentionné plus haut — que l'Europe puisse subir une seconde fois une paraille catastrophe sans en éprouver le plus formidable ébranlement. Mais cette catastrophe peut se produire d'autant plus facilement, qu'un réseau d'obligations à tort et à travers atténue la possibilité d'une localisation de petits conflits éventuels, en augmentant pour de nombreux Etats et groupes d'Etats le danger d'y être entraîné.

Nous croyons mieux servir aussi par là la cause de la paix, car le sentiment de sa responsabilité, sentiment nécessaire à chaque Etat, ne peut qu'être rehaussé, si cet Etat ne se sait pas d'avance soutenu dans un conflit, grâce à de puissantes alliances militaires.»

Selon le point de vue national-socialiste, une pareille idéologie de l'indivisibilité de la paix «donne aux grandes puissances intéressées la possibilité d'adopter dans toutes les affaires de politique mondiale l'unique souci de leurs intérêts personnels, et de pouvoir couvrir cette politique d'intervention du masque de la sécurité collective».

L'Allemagne ne voit donc aucune garantie de paix dans les pactes collectifs incontrôlables, se surchargeant mutuellement, et son appréciation se résume dans le «bon mot» de l'ambassadeur Joachim von Ribbentrop, suivant lequel les grandes phrases «d'invisibilité de la paix» et de «sécurité collective» signifient en réalité «*indivisibilité de la guerre*» et «*insécurité collective*».

Les résultats obtenus

Après avoir illustré de cette façon les buts de la politique étrangère d'Hitler et ses revendications fondamentales, il ne reste plus qu'à exposer, dans un ordre chronologique, les événements les plus caractéristiques, ainsi que les résultats acquis au cours des premiers quatre ans de national-socialisme.

Année 1933

Le premier événement important de cette année-là est l'adhésion de l'Allemagne au «*pacte à quatre*» proposé par le chef du gouvernement italien, M. Mussolini, pacte que le Führer, dans son discours-programme au Reichstag, le 21 mars 1933, désigna comme «un essai de vaste envergure et d'une grande largeur de vues, afin d'assurer à toute la politique européenne un développement paisible et efficace». Le pacte fut signé à Rome, au Palazzo Venezia, le 7 juin. On sait que cette convention scellait l'accord des quatre grandes puissances européennes: Allemagne, Angleterre, France, Italie, sur toutes les questions les concernant, ainsi que sur toutes celles de nature économique et d'intérêt général pour l'Europe et pour la reconstitution de sa richesse. Les contractants s'engageaient à faire tous leurs efforts en vue de mettre en train, dans le cadre de la SDN., une politique d'active collaboration entre les puissances pour le maintien de la paix, et d'assurer le succès de la conférence du désarmement. Concernant le statut de la SDN., en particulier l'article 10 (respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tout membre de la Société), l'article 16 (sanctions) et l'article 19 (révision des traités), les quatre puissances résolurent d'examiner entre elles, sous réserve de décisions appartenant aux organes réguliers de la SDN., toutes les propositions relatives aux méthodes et aux procédés jugés aptes à assurer à ces articles leur pleine efficacité.

La participation à ce pacte, valable pour une durée de dix années, était d'une importance particulière pour l'Allemagne, car pour la première fois depuis la guerre mondiale, elle était appelée à signer une convention internationale en qualité de grande puissance à l'égal des autres, sans être obligée à des concessions ou à des renonciations quelconques. En outre, le pacte, en rappelant l'article 19 du statut de la SDN., laissait entrevoir la possibilité d'une révision des clauses de Versailles devenues inapplicables.

Les milieux politiques berlinois avaient donc tout lieu de se montrer satisfaits, bien qu'ils fissent observer avec juste raison que le nouveau document n'était en somme qu'un acte diplomatique, dont la vraie valeur dépendait de négociations futures. Ils nourrissaient en outre l'espoir que la France, elle aussi, se réjouirait de trouver dans le pacte à quatre, après les conventions de Genève, de Locarno et de Paris, un nouvel élément de sécurité lui permettant de procéder peu à peu à son désarmement. On partageait en tout cas à Berlin la conviction d'avoir donné une preuve de bon vouloir et de sincère amour de la paix, juste à un moment où circulaient dans le monde entier des bruits d'après lesquels Hitler signifiait la guerre.

La signature du pacte par l'Allemagne réduisait ces bruits à néant, en l'affi-

chant comme collaboratrice réelle et nécessaire au maintien de la paix européenne et à la reconstitution économique du vieux continent. Le pacte à quatre donnait en même temps au gouvernement national-socialiste la possibilité d'entamer avec Rome cette politique d'entente qui a conduit à la création de l'«*axe Berlin—Rome*», réalisation du désir constant d'Hitler d'un accord entre les deux grands pays à régime autoritaire, accord auquel les événements d'Autriche en 1934/35 ont fait seulement subir une interruption momentanée.

La visite du vice-chancelier v. Papen à Rome, à la suite de celle du ministre-président Goering, donna occasion à une conversation avec le Saint-Siège, laquelle se poursuivit par les négociations et la conclusion du *Concordat* avec l'Eglise catholique, le 20 juillet. Par ce concordat, le Reich octroie à la religion catholique la liberté de conscience et d'exercice public du culte; il reconnaît à l'Eglise catholique, dans les limites des lois en vigueur, le droit de régler et d'administrer ses propres affaires en toute indépendance, et d'édicter pour ses membres des préceptes et des mandements dans le cadre de sa compétence. Les rapports entre Berlin et le Vatican se trouvaient ainsi réglés.

Le succès diplomatique réalisé par là paraît d'autant plus remarquable, si l'on se souvient que jusqu'alors, le mouvement national-socialiste s'était heurté à l'attitude hostile d'un grand nombre d'évêques allemands, qui avaient même excommunié les nationaux-socialistes de leurs diocèses, leur avaient interdit la visite des églises en groupes revêtus d'uniforme, et leur avaient refusé la communion. Le Concordat, sur lequel nous aurons occasion de revenir, ouvrait la voie à une collaboration pacifique de l'Etat et de l'Eglise, collaboration que certains incidents troublèrent plus tard, mais qui précise encore l'exercice du culte catholique en Allemagne.

Au mois de juillet de la même année, le président de la conférence du désarmement, Mr. Henderson, se rendit à Berlin et à Munich, et au mois de septembre, le Dr Goebbels assista à une réunion de la SDN., où il tint devant les représentants de la presse mondiale un discours dans lequel il exposa en termes clairs le point de vue allemand, et justifia la lutte du Reich pour l'égalité des droits.

«Il n'est de l'intérêt d'aucun peuple — dit le ministre — que l'Allemagne soit traitée plus longtemps en puissance de second ordre et demeure privée de tout pouvoir pour sa défense, pouvoir si nécessaire pourtant au maintien de sa sécurité nationale. Vouloir en conclure à sa volonté de guerre, alors qu'ailleurs, loin de désarmer, on arme au contraire partout, est d'une singulière étroitesse de vues en même temps que décourageant...

Puissent tous les hommes de bonne volonté s'unir dans le noble dessein d'apaiser les inquiétudes des peuples et de servir le bien général. En ce qui concerne l'Allemagne, elle est prête d'un cœur loyal à collaborer à la paix de l'Europe.»

Ce discours fut le dernier avertissement du gouvernement national-socialiste à la SDN. avant de se retirer de la Ligue génevoise, ainsi qu'il arriva, comme on sait, le 14 octobre de la même année. Le Führer et le gouvernement du Reich exposèrent tout au long les motifs de cette retraite dans leur adresse au peuple allemand, et dans le discours radiodiffusé d'Hitler le même jour. Ces motifs peuvent se résumer comme il suit:

«Pénétrés de la légitimité de son désir d'accomplir l'œuvre de relèvement intérieur pacifique du peuple allemand, de la reconstitution de sa vie politique et économique, les gouvernements du Reich, confiants dans l'octroi d'une égalité de droits conforme à leur dignité, s'étaient jadis déclarés prêts à adhérer à la SDN. et à participer à la conférence du désarmement. Mais d'amères désillusions étaient réservées à l'Allemagne. Malgré sa disposition à pousser en tout temps jusqu'aux dernières conséquences, si nécessaire, son désarmement déjà effectué, d'autres gouvernements ne purent se résoudre à satisfaire à une assurance pourtant souscrite dans le traité de paix. Le refus conscient d'une égalité de droits réelle, morale et pratique à l'Allemagne, constituait pour son peuple et pour ses gouvernants une humiliation de plus en plus sensible.

Le gouvernement du Reich ayant fait connaître récemment, après la reconnaissance expresse de son égalité de droits, le 11 décembre 1932, sa disposition à participer de nouveau aux pourparlers de la conférence du désarmement, les représentants officiels des autres Etats, dans des discours publics et par des déclarations directes au ministre des Affaires étrangères du Reich et aux délégués allemands, leur firent savoir que cette égalité de droits ne pouvait plus pour le moment être reconnue à l'Allemagne actuelle.

Comme le gouvernement du Reich voit dans ce procédé une discrimination aussi inique que blessante du peuple allemand, il se considère dans ces conditions comme hors d'état de participer plus longtemps, en tant que nation privée de ses droits et de nation de second ordre, à des pourparlers ne pouvant que conduire à un nouveau dictum. Tout en renouvelant son inébranlable volonté de paix, le gouvernement du Reich, en raison de ces suppositions outrageantes pour sa dignité et pour son honneur, exprime le profond regret de devoir quitter la conférence du désarmement. Il n'en proclame pas moins sa ferme volonté de paix, disposé qu'il est, en dehors de la SDN., à participer à toutes les initiatives entre Etats ayant pour objet l'assurance de la paix européenne.»

Quatre jours plus tard, en effet, le gouvernement allemand soumit un mémorandum dans lequel, entre autres choses, il proposait la réduction de l'armée du Reich à *300.000 hommes*, pourvu que les autres puissances limitassent elles-mêmes leurs armements d'après la situation présente.

Ainsi qu'il a été mentionné déjà, le peuple allemand presque à l'unanimité et pour la seconde fois dans un espace de huit mois à peine, manifesta sa complète conformité de vues avec la politique du gouvernement national-socialiste. L'Allemagne donnait par là devant le monde entier une expression énergique du sentiment de sa fierté, et recouvrait en même temps sa pleine liberté d'action, liberté dont elle devait faire bientôt un large usage comme on le verra plus loin.

Tandis que le monde se trouvait encore sous la forte impression de l'énergique résolution de l'Allemagne, et de l'issue de la récente consultation populaire, une grande sensation fut causée par un bref communiqué sur une conversation du Führer, le 15 novembre, avec le nouveau ministre polonais à Berlin, Lipski. Il y était dit que l'entretien sur les *relations germano-polonaises* avait confirmé le complet accord des deux gouvernements et leur intention de traiter les questions d'intérêt mutuel par voie de négociations immédiates, en renonçant en outre

à tout emploi de la force dans leurs rapports communs, afin de consolider la paix de l'Europe.

Quelques jours plus tard, Hitler recevait l'ambassadeur de France, M. François-Poncet, et s'entretenait avec lui dans une atmosphère de cordialité sur la question du désarmement et sur celle de la Sarre. Le 11 décembre, le secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères italien, Suvich, arrivait en visite à Berlin.

La première année de conduite nationale-socialiste de l'Etat est donc marquée ainsi au signe d'une activité politique extérieure visant au rétablissement de l'honneur allemand et de l'égalité de droits pour l'Allemagne.

Année 1934

Cette année fut inaugurée au début (26 janvier) par la conclusion de l'*accord germano-polonais*, qui fixe les trois points suivants:

1) «Les deux gouvernements déclarent leur intention de s'entendre sans intermédiaire dans les questions concernant leurs rapports mutuels, de quelque nature qu'elles soient.

2) Si des différends s'élevaient entre eux sans pouvoir être aplanis par des négociations immédiates, les deux gouvernements, dans chaque cas particulier et sur la base d'une entente mutuelle, envisageraient une solution par d'autres moyens pacifiques, sans préjudice de la possibilité d'employer au besoin ceux prévus pour de pareils cas par leurs accords déjà en vigueur. Mais en aucune circonstance, ils n'auront recours à l'emploi de la force pour le règlement de ces différends.

3) La garantie de paix créée par ces principes fondamentaux facilitera aux deux gouvernements la tâche si lourde de trouver des solutions pour des problèmes de nature politique, économique et culturelle, reposant sur une transaction juste et équitable des intérêts mutuels.»

L'accord était accompagné d'un protocole économique sur la suppression de la guerre douanière et pour l'établissement d'une base de trafic commercial ultérieur. Quatre jours plus tard, dans son discours au Reichstag, le Führer rappelait que les rapports entre les deux pays avaient été plus qu'insatisfaisants au moment de la prise du pouvoir, et comment avait subsisté le danger que des différences mutuelles, fruit des clauses territoriales du traité de Versailles, dégénérassent peu à peu en une hostilité pouvant revêtir à la longue un caractère d'inimitié héréditaire de part et d'autre.

Il était donc plus rationnel de donner à un état de choses rebelle aux efforts de milliers d'années, une tournure telle que les deux nations pussent en tirer chacune le plus grand profit possible. Hitler jugeait en outre nécessaire de démontrer, par un exemple concret, comment des différences existant incontestablement ne doivent pas éliminer de la vie des peuples cette forme de rapports mutuels si favorable à la paix, et par suite au bien-être commun. De plus, il lui paraissait juste de chercher en pareil cas, grâce à une explication

franche et loyale à deux, une solution des problèmes intéressant les deux pays, au lieu de s'en remettre constamment à l'arbitrage d'un troisième ou d'un quatrième.

Aussi le gouvernement allemand était-il heureux de rencontrer la même largeur de vues chez le chef de l'Etat polonais, le maréchal Pilsudski, et de consigner cette mutuelle conception dans un traité, utile non seulement au peuple polonais et au peuple allemand, mais représentant encore une contribution importante au maintien de la paix générale.

D'autre part, dans un avant-propos, le ministre polonais des Affaires étrangères, M. Beck, exprimait l'opinion qu'une nouvelle et meilleure époque avait commencé dans les rapports avec l'Allemagne. Il éprouvait une satisfaction toute particulière à voir dans cet accord un exemple de travail constructif, en opposition avec la vague toujours croissante de pessimisme qui envahit de plus en plus les relations internationales. (Voir fig. 45.)

Hitler eut d'autant plus de raison de se réjouir du traité, cause de surprise dans le monde entier, que cet accord confirmait sa manière de voir, selon laquelle les pactes directs sont préférables aux pactes collectifs.

Les autres événements de cette année 1934 à mentionner sont l'accord réalisé à Genève pour les mesures préparatoires au plébiscite de la Sarre, fixé au 13 janvier 1935, et la rencontre d'Hitler avec Mussolini à Venise. (Voir fig. 42.)

Année 1935

Parmi les nombreux événements de politique extérieure qui illustrèrent cette année-là, ouverte par le plébiscite de la Sarre et son résultat presque unanime, quelques-uns méritent une citation particulière, en raison de leur importance caractéristique pour la politique étrangère du Reich.

Le 15 mars, la Chambre française adopta la loi sur le service militaire de deux ans. Au reçu de cette nouvelle à sa résidence bavaroise de Berchtesgaden, Hitler accourut par avion à Berlin et convoqua d'urgence un conseil des ministres. Dans l'aprèsmidi du 16 mars, fut décidée et promulgée la loi sur «*l'organisation de l'armée*». Cette lois comporte trois simples articles, mais d'une importance historique:

§ 1. Le service militaire s'effectue sur la base du service obligatoire.

§ 2. L'armée allemande du temps de paix, en y comprenant les groupes policiers, comprend douze corps d'armée répartis en 36 divisions.

§ 3. Des lois complémentaires sur le règlement du service militaire obligatoire seront prochainement soumises par le Ministre de la guerre au gouvernement du Reich.

C'est ainsi que l'Allemagne reprenait son rang de puissance militaire, et rompait la première et la plus forte chaîne du traité de Versailles. (Voir fig. 39.)

Cette décision, le gouvernement d'Hitler en proclama devant le peuple allemand et à la face du monde le sens et l'importance, malgré la vaine protestation des autres grandes puissances européennes et malgré la vaine résolution de la SDN., par laquelle l'Allemagne était convaincue d'une rupture de ses obli-

gations envers la communauté des Etats. Dans une note adressée aux membres de la Ligue génevoise, le gouvernement du Reich protesta à son tour contre cette résolution, qu'il qualifiait de nouvelle discrimination de l'Allemagne, en contestant aux gouvernements faisant partie de la Ligue, le droit de s'ériger en juges.

Entre-temps, également au mois de mars, avait lieu la visite à Berlin de deux hommes d'Etat britanniques; le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Sir John Simon, et le Garde des Sceaux Mr. Anthony Eden. Le communiqué germano-anglais publié à la suite des conversations, énonce «qu'un éclaircissement complet des mutuelles manières de voir» est advenu, et souligne comme point décisif que les «deux gouvernements poursuivent comme but de leur politique celui d'assurer et d'affermir la paix de l'Europe en encourageant la coopération internationale».

Au cours des entretiens dont cette réunion fut l'occasion, Hitler exposa entre autres le point de vue allemand quant au plan de pacte oriental, proposé par le ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou, et appuyé par Sir John Simon. On sait qu'il s'agissait d'un pacte de garantie des cinq puissances orientales (Tchéchoslovaquie, Pologne, Etats Balkaniques, Russie et Allemagne), pacte prévoyant une mutuelle garantie de l'inviolabilité des frontières, et en outre d'un pacte entre la France, l'Allemagne et l'Union soviétique se portant mutuellement secours contre «l'agresseur».

Le Führer se refusa à adhérer à un pacte qui, fût-ce pour tous ou pour chacun en particulier, comportait des obligations plus ou moins automatiques d'assistance militaire. Il ne voyait pas là un élément de paix, mais bien plutôt un élément de menace pour la paix. Hitler entama alors pour la première fois la question de la restitution des anciennes colonies allemandes et d'un accord naval avec la Grande-Bretagne. (Voir fig. 44.)

Le 21 mai, dans son discours au Reichstag déjà mentionné, le Führer formula un grand projet de paix sur la base des treize points suivants:

1) Pas de retour à Genève sans égalité de droits.
2) Révision uniquement par voie d'entente pacifique.
3) Pas de signature de traités jugés inexécutables.
4) Facilité d'un développement réglé des traités.
5) Pas de nouvelle organisation de la collaboration européenne dans la forme de décisions émanant d'un seul côté.
6) Disposition fondamentale à la conclusion de pactes de non-agression.
7) Disposition complémentaire du pacte de Locarno par un accord sur l'aviation.
8) Publication de l'étendue d'organisation de la force militaire allemande.
9) Disposition à la limitation des armements.
10) Suppression des armes offensives.
11) Limitation du calibre des pièces d'artillerie.
12) Effort pour désempoisonner l'opinion publique.
13) Eclaircissement de la notion d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Etat.

Hitler termina en disant:

«Nous savons tous combien de millions d'audacieux et vaillants adversaires se sont trouvés en face de nous dans la guerre mondiale. Mais à nous, Allemands, l'Histoire

décernera sûrement le témoignage réitéré que nous avons moins compris l'art de vivre selon la saine raison que celui de mourir en honnêtes gens ... Je ne saurais mieux terminer ce discours qu'en insistant de nouveau sur notre profession de foi pacifique ... Celui qui allumerait en Europe le flambeau de la guerre, ne peut désirer que le chaos. Cependant nous vivons dans la ferme conviction que notre temps ne verra pas la ruine de l'occident, mais sera au contraire témoin de son nouvel essor. Puisse l'Allemagne apporter à cette grande œuvre une contribution impérissable: tel est notre espoir le plus fier, telle notre croyance inébranlable!»

Quatre jours se passèrent, après lesquels le gouvernement du Reich transmit aux puissances de Locarno un mémorandum sur l'incompatibilité du pacte franco-russe du 9 mai 1935 avec le pacte rhénan, en faisant ressortir le principe fondamental selon lequel aucun changement ou aucune interprétation des stipulations de ce pacte n'est légalement possible à l'un des partenaires par un traité avec une tierce puissance. Il souligna, particulièrement à propos de l'article 1. du pacte franco-russe, que l'assistance mutuelle a lieu même si le conseil de la SDN. ne parvient à aucune recommandation ni à un avis unanime.

Les pourparlers commencés au mois de juin avec l'Angleterre à l'effet d'une convention navale, prirent fin le 18 du même mois par un échange de notes qui fixait les accords intervenus.

La convention prévoit pour la force future de la flotte allemande un rapport constant de 35/100 avec celle des membres du Commonwealth britannique. Ce rapport ne doit pas être influencé par les mesures navales éventuelles d'autres pays. En cas de mesures anormales ou exceptionnelles en ce sens, l'Allemagne est autorisée à réclamer de l'Angleterre un examen de la situation. L'Allemagne se déclare prête en outre à appliquer à chaque catégorie particulière d'unité navale le rapport de force établi, le gouvernement allemand (comme d'ailleurs le gouvernement anglais) favorisant ce système de limitation des armements navals, lequel prévoit un maximum de tonnage et un maximum de calibre pour chaque catégorie de vaisseaux.

Concernant les sous-marins, l'accord donne à l'Allemagne le droit fondamental de posséder 100% du tonnage en sous-marins du Commonwealth britannique, mais elle s'engage en même temps à ne pas dépasser en tonnage de ses sous-marins 45% de celui de la flotte anglaise. Si la situation exigeait que le gouvernement du Reich jugeât nécessaire de dépasser cette limite, l'Allemagne a alors le droit d'en donner avis au gouvernement britannique, et se déclare en même temps d'accord pour une discussion amicale.

La conclusion de cette convention, signée au nom du Reich par le président de la délégation allemande, Joachim von Ribbentrop, ambassadeur et plénipotentiaire extraordinaire, a bien pour effet de limiter d'une part la possibilité de développement de la marine allemande, mais présente d'autre part à la politique d'Hitler les avantages suivants:

1) La reconnaissance formelle de l'armement allemand est atteinte par là pour la première fois, et toute réaction de l'étranger contre cette démarche hardie est par suite écartée.

2) Tout sentiment de méfiance, toute angoisse devant une nouvelle rivalité militaire de l'Allemagne sur mer (une des causes, et non la dernière, de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la guerre mondiale) disparaissent de l'autre côté de la Manche.

3) Le monde acquiert une fois de plus la preuve que les accords directs à deux sont plus faciles à réaliser que les accords collectifs.

4) Un exemple a été effectivement donné d'un traité conclu en dehors de la SDN. au sujet de la limitation des armements, exemple apportant par là une réelle contribution à la paix.

La convention anglo-allemande, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, impose incontestablement un sacrifice au Reich, mais le peuple allemand a compris la portée de ce sacrifice et l'a accepté comme une nécessité pour les bons rapports entre les deux pays intéressés, dans le cadre de la politique de paix du Führer. Cette nécessité des relations cordiales avec Londres est en effet exposée en termes clairs et précis dans le livre d'Hitler «Mein Kampf» et continue à former une des bases fondamentale de sa politique étrangère.

Année 1936

Le 27 février, par 353 voix contre 164, la Chambre française ratifiait le pacte franco-russe. Le 7 mars, des troupes allemandes occupaient la zone rhénane primitivement démilitarisée, et l'Allemagne informait les puissances signataires du traité de Locarno, c'est-à-dire la France, la Belgique, l'Italie et la Grande-Bretagne, que par suite de cette ratification, *«elle avait rétabli la pleine et entière souveraineté du Reich sur la zone rhénane démilitarisée, et cela dans l'intérêt primitif d'un peuple à la sécurité de ses frontières et au maintien de sa défense»*. (Voir fig. 40, 41.)

Il était dit dans le mémorandum allemand que le pacte Paris—Moscou avait soustrait au traité de Locarno toute sa raison d'être et mettait pratiquement fin à son existence. L'Allemagne ne se considérait donc plus liée pour sa part à ce pacte, et cela d'autant plus que l'accord franco-russe venait de trouver exactement son parallèle dans une convention récente entre la Tchéchoslovaquie et l'Union soviétique.

Afin de ne laisser subsister aucune méprise quant à ses intentions et quant au caractère purement défensif des mesures en question, et pour confirmer une fois de plus son immuable aspiration vers un véritable pacification de l'Europe, le gouvernement allemand se déclarait prêt à soumettre de nouvelles propositions d'accords pour l'établissement d'un système propre à assurer la paix européenne.

Ces propositions peuvent se résumer ainsi:

1) Délimitation mutuelle d'une zone démilitarisée entre la France et l'Allemagne.
2) Conclusion pour 25 années d'un pacte de non-agression entre l'Allemagne, la France et la Belgique.
3) Signature de ce pacte par l'Angleterre et par l'Italie comme puissances garantes.

4) Participation des Pays-Bas à ce pacte.
5) Conclusion d'un pacte aérien entre les puissances occidentales.
6) Conclusion d'un pacte de non-agression analogue à celui avec la Pologne, entre les Etats limitrophes de l'Allemagne à l'est, y compris la Lithuanie.
7) Retour de l'Allemagne à la SDN., dans l'attente que dans un délai convenable et par voie de négociations amicales, la question de l'égalité de droits en matière coloniale et celle de la séparation du statut de la SDN. de ses attaches avec Versailles, recevront leur solution.

De cette façon, tout en brisant une seconde des chaînes de Versailles, et en mettant le monde en présence d'une nouvelle «surprise», Hitler offrait la branche d'olivier sous forme d'un plan de paix complet, qu'à l'étranger on a peut-être eu le tort de ne pas prendre suffisamment en considération. Ce plan déchaîna par contre, tout comme l'année précédente l'introduction du service militaire obligatoire, un assaut diplomatique contre l'Allemagne. Mais à l'opposé de son attitude en 1935, l'Italie n'y prit part qu'au début, la neutralité complète de l'Allemagne dans la guerre contre l'Abyssinie produisant en la circonstance tout son effet.

Par une résolution du Conseil de la SDN., prise à Londres le 19 mars, l'Allemagne fut de nouveau «frappée de sentence» pour violation de l'article 43 du traité de Versailles. L'ambassadeur v. Ribbentrop éleva de suite une protestation. Le 3 avril, Mr. Eden, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, communiqua à la Chambre des Communes que le gouvernement britannique, bien que n'ayant pu pour le moment procéder qu'à une étude préliminaire, considerait comme «de la plus haute importance» les propositions d'Hitler.

De son côté, par la mémorable élection du 29 mars au Reichstag, élection qui assurait au gouvernement une majorité encore jamais atteinte de 99%, le peuple allemand témoigna son accord complet avec la décision de son chef.

La joute diplomatique des puissances signataires de Locarno détermina, comme on sait, des conversations entre les états-majors français, anglais et belge et se termina, le 23 juin, par la conférence de Londres entre ces puissances, sans la participation de l'Italie. On décida la convocation d'une conférence à cinq, dont les préparatifs durent encore à l'heure actuelle, car deux événements d'une capitale importance pour la politique étrangère vinrent captiver l'attention générale: la guerre d'Abyssinie victorieusement conduite et terminée par l'Italie, et l'explosion de la guerre civile en Espagne.

L'attitude neutre, et même encourageante, adoptée par l'Allemagne à l'égard de l'Italie, engagée en Ethiopie et en lutte contre les sanctions, devait naturellement amener un rapprochement entre Rome et Berlin. Le premier symptôme se manifesta dans une détente de la politique italienne au sujet de la question autrichienne, ce qui permit à l'Allemagne de conclure avec Vienne l'*accord du 11 juillet*. Par cet accord, les deux gouvernements déclaraient s'entendre pour la reprise de relations normales et amicales, dans l'espoir de servir le plus utilement par là les multiples intérêts réciproques des deux Etats allemands, et de donner ainsi un gage précieux à la paix européenne. L'Allemagne reconnaît la pleine

et entière souveraineté de l'Etat confédéré d'Autriche, et ce dernier, dans sa politique générale comme dans sa politique particulière vis-à-vis du Reich, maintiendra constamment la ligne fondamentale conforme à sa situation reconnue d'Etat allemand.

Les protocoles italiens des années 1934 et 1936, ainsi que la position de l'Autriche à l'égard de l'Italie et de la Hongrie comme partenaires de ces protocoles, ne subissent par là aucune atteinte. Chacun des deux gouvernements considère le régime politique intérieure existant dans l'autre pays, y compris la question du national-socialisme autrichien, comme une affaire de cet autre pays, affaire où il n'a à s'immiscer ni directement, ni indirectement.

L'accord mettait finalement terme à un dissentiment qui, à une époque de générale tension, avait éloigné l'un de l'autre les deux Etats. Le caractère allemand des deux partenaires justifiait largement des sacrifices mutuels, car le but ainsi atteint avait son prix, en faisant cesser un état de choses dont le poids grevait si lourdement la population frontière de l'un et de l'autre pays, non seulement au point de vue politique, mais aussi au point de vue moral.

Un autre symptôme caractéristique qui saute aux yeux à propos de cet accord, est le nouveau succès de la méthode d'entente directe à deux, méthode déjà éprouvée dans la conclusion de l'accord germano-polonais et dans celle de la convention navale anglo-allemande. Cette entente avec l'Autriche n'implique d'ailleurs en rien la formation d'une «constellation nouvelle». Elle prévoit expressément que les protocole romains de 1934 et 1936 signés par Vienne avec l'Italie et la Hongrie ne subissent aucune atteinte. Vienne n'a donc à s'écarter en quoi que ce soit de cette ligne politique. Il en va de même pour l'Allemagne, qui n'a pas à modifier la politique jusque là suivie: rechercher et établir amitié avec tous ses voisins, écarter successivement tout élément de trouble en tant que l'Allemagne entre en cause, et réaliser ainsi une paix collective justement comprise.

Une autre conséquence du changement d'attitude de Rome envers l'Allemagne fut la visite du jeune ministre italien des Affaires étrangères, le comte Ciano, arrivé le 19 octobre à Berlin et solennellement reçu. Lors de son séjour, il eut un échange détaillé de vues avec le ministre des Affaires étrangères du Reich, v. Neurath, ainsi qu'avec d'autres personnalités marquantes. Reçu à Berchtesgaden par le Führer, celui-ci lui fit savoir que l'Allemagne reconnaît en bonne et due forme l'empire italien d'Ethiopie.

Une réception de la presse fournit au comte Ciano l'occasion de s'exprimer sur la teneur de ces conversations politiques. Il révéla que les négociations en train pour un nouveau Locarno et pour les différents côtés du problème de la SDN. avaient été examinées, et que l'on avait décidé de se maintenir en une étroite et amicale liaison relativement à ces questions. En outre, on s'était occupé de la situation dans la région danubienne à la lumière des protocoles romains et de l'accord germano-autrichien du 11 juillet 1936, en constatant les avantages pratiques et réels en faveur de l'Autriche. Les deux gouvernements traiteraient les problèmes danubiens dans un esprit de collaboration amicale.

La situation en Espagne avait été également mise sur le tapis, et l'on avait reconnu de part et d'autre que le gouvernement national du général Franco était soutenu par la ferme volonté du peuple espagnol dans la plus grande partie du territoire de l'Etat. Le principe de la non-intervention avait été de nouveau confirmé. L'Italie et l'Allemagne nourrissaient le commun désir de voir l'Espagne reprendre bientôt le rôle qui lui convient dans sa complète intégrité nationale et coloniale. Quant à la structure sociale de l'Europe, les deux gouvernements étaient énergiquement résolus à défendre de toutes leurs forces l'héritage de la civilisation européenne. Cet esprit avait inspiré la création de relations plus étroites à cet égard entre l'Allemagne et l'Italie. En conséquence de la reconnaissance de l'empire d'Ethiopie, les rapports économiques entre les deux pays avaient été également réglés relativement à ce nouveau territoire[1]).

Le comte Ciano prit part à Berlin à une démonstration de la jeunesse hitlérienne dans laquelle fut décidée la création, à Rome et à Berlin, d'un Institut germano-italien pour la direction de la jeunesse. Cette visite marque le point de départ d'une série de voyages que les personnalités éminentes de la politique, de l'économie, de la force militaire, etc. entreprendront de Berlin à Rome et vice versa.

Dans son discours de Milan, le 1er novembre, Mussolini expliqua que «la verticale Berlin—Rome n'est pas une ligne tranchante, mais plutôt un axe auquel peuvent se rattacher tous les Etats européens animés de la volonté de collaboration et de paix.»

Ainsi se trouvait réalisé un autre vœu exprimé par Hitler dans «Mein Kampf», celui d'une entente cordiale avec l'Italie.

Le mois de novembre fut marqué par trois événements importants pour la politique allemande:

Le premier est le rétablissement de la *suprématie du Reich sur les fleuves allemands.*

Le 15 novembre, la Wilhelmstraße adressa une note aux gouvernements représentés, en vertu du traité de Versailles, dans la Commission internationale de surveillance des fleuves tels que le Rhin, le Danube, l'Elbe et l'Oder. Cette note spécifiait que les dispositions y relatives du traité se trouvaient en contradiction avec l'idée fondamentale de l'égalité de droits en matière de navigation intérieure, et représentaient un système unilatéral au détriment de l'Allemagne. Les efforts de celle-ci, au cours de longues années, afin de se délivrer de ce joug insupportable, étant demeurés sans succès, le gouvernement allemand ne peut

1) De fait, au mois de janvier 1937, a été fondée à Milan la «Società Anonima Mineraria Africa Orientale Italiana» (Société anonyme minière de l'Afrique orientale italienne) au capital de 50 millions de lires, augmentable jusqu'à 200 millions, pour l'exploitation des richesses du sol éthiopien. La technique et la finance allemandes ont assuré leur coopération dans la plus large mesure, et jouissent d'un droit de préférence de 25% sur les exploitations. La Société projette particulièrement l'exploration des territoires de Wollega, et de ceux de l'Harar occidental et oriental, producteurs de charbon, de fer, de cuivre et de plomb, sous la direction du géologue allemand bien connu, le professeur Leo von zur Mühlen.

prendre sur lui de tolérer plus longtemps un pareil état de choses. C'est pourquoi il se voit dans l'obligation de ne plus se considérer comme lié par les prescriptions du traité de Versailles concernant les cours d'eau qui traversent le territoire allemand et l'administration du canal de Kiel. Le gouvernement du Reich dénonça en même temps l'acte de navigation du Rhin signé le 4 mai.

L'Allemagne se désistait par là de sa participation à la Commission de surveillance des fleuves instituée par le traité. La navigation sur les cours d'eau allemands est désormais accessible à tous les Etats, sans aucune distinction de traitement des bateaux allemands ou étrangers.

Nouvelle libération des chaînes de Versailles réalisée par cette démarche d'Hitler.

Le second événement de ce mois de novembre est la visite officielle du secrétaire d'Etat autrichien des Affaires étrangères, le Dr Guido Schmidt, qui eut de longues conversations avec le ministre allemand v. Neurath, puis fut reçu par le Führer. Au cours de ces entretiens, on traita à fond tous les problèmes actuels de politique, d'économie et de culture. L'esprit le plus amical y présida, les opinions échangées se trouvèrent concordantes, et il fut convenu que l'on procéderait sous peu à un règlement des relations commerciales. On constata en outre que le maintien des principes de l'accord du 11 juillet dans d'autres domaines ouvrait la possibilité d'une fructueuse collaboration.

Le troisième événement digne de mention est l'accord signé le 25 novembre à Berlin entre l'ambassadeur du Japon et M. v. Ribbentrop *contre l'Internationale communiste*. Comme il ressort du texte de cet accord, les deux Etats reconnaissent que le but de l'Internationale communiste vise à la dissolution et à l'oppression violente des Etats existants, et ils sont convaincus de l'impossibilité de tolérer une immixtion du Komintern dans les affaires intérieures de leurs nations, ce qui constitue un danger non seulement pour leur paix particulière et leur bien-être social, mais encore et surtout pour la paix du monde. En conséquence, les deux gouvernements ont résolu d'échanger mutuellement des informations sur l'activité de l'Internationale, de se concerter sur les mesures de défense nécessaires, et de pourvoir d'un commun accord à leur mise à exécution. D'autres Etats dont la paix intérieure est menacée par le travail dissolvant de l'Internationale, sont invités à participer au présent accord, dont la durée est fixée à cinq ans.

Un protocole additionnel instituait la formation d'une commission permanente des deux pays, par laquelle les autorités compétentes s'engageaient à recourir à des mesures sévères contre tous ceux qui, à l'intérieur ou à l'extérieur, mettraient directement ou indirectement leur activité au service de l'Internationale ou en favoriseraient l'action destructive.

Pour bien comprendre les motifs de cet accord, il convient de rappeler que le septième congrès du Komintern avait décidé la création d'un «front unique pour la lutte contre le fascisme et l'impérialisme» qui visait surtout le Japon, l'Allemagne et la Pologne. La preuve étant faite par là du caractère international de l'action du Komintern, les mesures défensives devaient donc revêtir, elles aussi, le même caractère.

Les idées émises deux mois auparavant, à Nuremberg, par Hitler et par les autres orateurs, lors du congrès annuel du parti, se trouvaient donc pour la première fois et rapidement confirmées.

Parmi les événements importants de cette année, il convient de mentionner l'accord commercial du 5 août avec la Lithuanie. On a voulu par là amener une détente entre les deux Etats et encourager leurs rapports mutuels. La politique pacifique de l'Allemagne à l'égard de ses voisins trouva aussi sa confirmation dans l'offre de garantie de neutralité à la Belgique, à la Hollande, au Luxembourg et à la Suisse.

Année 1937 (jusqu'au 30 janvier).

L'année courante débuta par un voyage en Italie du ministre-président général Goering, accompagné de son épouse, voyage qualifié de «nature privée», mais qui avait en réalité un caractère politique important. Le fidèle collaborateur d'Hitler fut reçu par le roi, et eut avec le Duce et le comte Ciano plusieurs entretiens dans lesquels on examina, à un point de vue général, tous les problèmes internationaux actuels, et en particulier la guerre civile d'Espagne. Un accord complet présida à ces réunions. A l'occasion d'une réception de la presse, à Capri, le général Goering souligna la création de l'«axe Berlin—Rome» comme destinée à cimenter pour l'avenir l'œuvre de construction de la paix. (Voir fig. 43.)

La conséquence pratique immédiate de ces conversations se révéla dans l'unanimité complète des réponses de l'Italie et de l'Allemagne, le 25 janvier, au mémorandum britannique relatif à l'interdiction de volontaires pour l'Espagne. Il convient de rappeler que déjà auparavant, les deux gouvernements avaient proposé une défense d'immixtion indirecte (assistance financière, propagande, envoi de volontaires), mais qu'il n'en avait été tenu aucun compte. Ils se déclaraient prêts maintenant à préparer une loi prohibant l'enrôlement et le voyage de personnes voulant se rendre en Espagne dans le but de prendre part à la guerre civile. Des notes rappelaient en outre les propositions des deux gouvernements relatives au retrait hors d'Espagne de tous les participants non espagnols, y compris les agitateurs et les agents de propagande.

Cette réponse parvint juste à un moment où l'Allemagne faisait l'objet d'une campagne de fausses accusations de la part d'une certaine presse étrangère, en raison de la soi-disant présence de troupes allemandes au Maroc espagnol. La réponse fut accueillie avec grande satisfaction et produisit dans le monde entier un sentiment d'apaisement. Il importe de ne pas passer sous silence à ce propos, que si cette campagne n'entraîna aucune conséquence grave dans le domaine international, cet heureux résultat est uniquement dû à une conversation personnelle du Führer avec l'ambassadeur de France, Monsieur François-Poncet, à l'occasion de la réception annuelle du corps diplomatique, ainsi qu'à l'attitude objective des gouvernements français et anglais en cette circonstance. A partir de ce moment-là Berlin et Rome ont suivi la même voie et procédé en plein accord dans la question espagnole.

Les quatre années de gouvernement national-socialiste furent clôturées le 30 janvier 1937 par un autre discours de paix d'Hitler devant le Reichstag, discours dans lequel le Führer rendit compte de sa mission et des résultats obtenus en l'exécution du premier plan de quatre ans dans toutes les branches de la vie nationale.

Relativement à la politique étrangère, le Führer constata tout d'abord qu'à son avènement, le national-socialisme a accompli une œuvre véritablement merveilleuse, et que l'ordre intérieur du peuple allemand ainsi que la reconstitution de son armée lui ont rendu possible de se dégager de liens figurant pour l'Allemagne l'ignominie la plus profonde dont un peuple ait jamais été affligé. Puis le Führer annonça son intention d'en finir avec la question de l'égalité de droits pour le Reich, ce qui n'était réalisable que moyennant deux autres décisions préalables, à savoir:

1) Dépouiller les *chemins de fer* et la *Banque du Reich* de leur caractère actuel, pour les placer sans restriction sous la suzeraineté de l'Etat.

Cette décision a fait tomber les dernières attaches internationales qui tenaient encore enchaînée la législation du système monétaire allemand; il importait en effet de clore une période féconde en amers souvenirs pour la Banque du Reich, car toute dépendance de la Banque d'Etat envers l'étranger constitue un avilissement pour un peuple conscient de son caractère national. D'autre part, les chemins de fer allemands sont devenus une institution de l'Etat par la suppression de tout intérêt privé.

2) Retirer solennellement la signature de *l'aveu de culpabilité de la guerre mondiale*, arraché en son temps, et contre sa conscience, à un gouvernement allemand faible.

Bien que cette décision d'Hitler n'eût d'autre signification qu'un geste purement théorique, son effet moral fut immense, car par l'article 231 du traité de Versailles, l'Allemagne se reconnaissait «responsable, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis en conséquence de la guerre imposée par son agression», accusation qui a toujours pesé lourdement sur le sentiment national du peuple allemand. En Allemagne, des historiens et des écrivains politiques, dans de nombreux ouvrages s'appuyant principalement sur les documents des archives secrètes russes publiées par les Soviets, se sont efforcés de démontrer l'erreur de cette accusation injurieuse pour le Reich. Des enquêtes ont été également conduites dans le même sens à l'étranger, avec des résultats favorables au Reich. L'erreur a continué néanmoins à fausser le jugement de nombreux hommes d'Etat, et chaque tentative pour obtenir la révision de l'article 231 a échoué. Il n'est donc que tout à fait naturel que les Allemands aient témoigné une grande joie de cette démarche hardie du Führer.

Ainsi se trouve close l'ère des «surprises», comme Hitler l'a déclaré dans son discours. Etant rentrée en possession de l'égalité de ses droits, l'Allemagne, consciente de sa mission européenne, contribuera loyalement désormais à la solution des problèmes qui la touchent elle-même ainsi que les autres nations.

Ces paroles du Führer, terminent la période historique commencée le 28 juin 1914, période remplie pour l'Allemagne et pour toute l'Europe par des guerres et des révolutions, par des souffrances et des misères morales et matérielles dont les annales de l'Histoire n'offrent aucun précédent. Une ère nouvelle s'ouvre qui donne à chacun l'espoir d'un temps meilleur, en dépit des difficultés internationales de l'heure présente.

Quant au peuple allemand lui-même, il lui reste à constater ceci: le Führer a tenu sa promesse de rendre à l'Allemagne l'égalité de droits, sa liberté et son honneur.

IV.

Politique démographique et Souci de la race

Ce n'est point sans raison qu'après avoir traité la politique intérieure et extérieure, nous entamons la question démographique et du souci de la race qui s'y rattache. Tout d'abord parce que la solution de ce problème constitue une des bases fondamentales de la doctrine nationale-socialiste, ensuite parce que cette question a soulevé des discussions passionnées dans l'opinion publique mondiale.

La chose n'a pas lieu de surprendre, car la nouvelle Allemagne poursuit ici un cours non seulement original et sans précédent, du moins à un pareil degré, mais dont le but final présente une certaine contradiction avec les principes des autres pays. Il est donc tout naturel que ce développement du Reich ait provoqué à l'étranger la mésintelligence, la méfiance et même l'hostilité, comme il arrive d'ailleurs pour toutes les innovations de caractère révolutionnaire dans l'ordre humain, innovations dont on méconnaît la véritable nature aussi bien que les motifs qui les ont dictées.

La réaction fut d'autant plus vive, que la politique démographique et de race d'Hitler a frappé en réalité l'élément juif, uni par des liens de consanguinité à de nombreux et puissants milieux étrangers, où son sort devait naturellement éveiller un sentiment de compassion et de solidarité. A cela s'ajoute la circonstance qu'une partie importante de cet élément sémite émigra d'Allemagne, d'où naturellement une propagande contre le gouvernement qui, indirectement du moins, avait provoqué cette action. C'est ainsi que l'opinion publique resta dans l'ignorance sur le véritable caractère de cette politique nationale-socialiste, et accueillit de fausses informations sur la situation de la population juive demeurée dans le Reich.

Il semble donc nécessaire de résumer dans un exposé essentiellement objectif les recherches entreprises sur ces deux objets. Nous nous bornons ici à présenter des faits dûment établis, en nous abstenant de toute opinion personnelle dans cette question si délicate tant au point de vue social qu'au point de vue humain.

La théorie nationale-socialiste sur l'hygiène de race

Dans l'idée nationale-socialiste, une «*race*» représente un groupe d'hommes qui se distingue des autres groupes par des propriétés physiques et intellectuelles communes, propriétés n'existant nulle part ailleurs et résultant de la consanguinité. Plus les propriétés des différentes races s'harmonisent, plus ces races sont

apparentées. C'est ainsi qu'en Europe, les races de ce continent, race du nord, race de l'ouest, race dinarique, race de l'est et de la Baltique orientale, possèdent toutes des qualités physiques et intellectuelles de même nature.

Tandis que la «race» est une conception purement biologique, l'idée de «*peuple*» a une signification historique et culturelle. Pour les nationaux-socialistes, le mot «peuple» signifie un groupe d'hommes unis entre eux par les liens du sang, par une destinée semblable, par la communauté de migration, de langage et de culture, et conscients de cette parenté. Jamais par conséquent ne peut être considéré comme appartenant à un peuple, celui dont la race ne présente aucun lien de consanguinité ou d'alliance avec celles qui composent ce peuple.

L'unité de race et de peuple n'a jamais existé dans la période des connaissances historiques humaines. Le peuple allemand lui-même ne forme pas une race germaine proprement dite, car on trouve chez lui toutes les races européennes. La race du nord constitue cependant son élément fondamental de liaison commune, elle imprime au peuple allemand son caractère particulier et la marque qui le distingue. La notion de «race du nord» ne doit pas être prise ici en tant qu'acception locale ou géographique, mais elle ressort du berceau primitif de cette race. Les Scandinaves, les Hollandais, les Anglais et les Américains du Nord représentent d'autres types de races du nord, et l'on peut leur appliquer à tous la qualification de «Germains». Les Germains appartiennent à leur tour à la grande famille indo-germaine, qui a pour ancêtres les «Aryas» et à laquelle appartiennent également en Europe les Romans, les Grecs, les Slaves et les Celtes.

Selon la doctrine des biologues nationaux-socialistes, tous les attributs d'un homme se transmettent à sa descendance, de sorte que les attributs des parents se retrouvent chez leurs enfants. Le mélange de sang entre gens de la même race ne fait que perpétuer les qualités propres à cette race. Les individus issus de ce mélange jouissent par conséquent de propriétés physiques et intellectuelles semblables: cette harmonie de leur être devient la source de leur force et de leur énergie.

Il en va absolument de même pour les conditions du mélange de sang entre races apparentées: les propriétés normales s'accordant ensemble et se complétant, leurs possesseurs tirent de cette heureuse intimité un développement complet de leur force. Par contre, le mélange de sang entre gens de races différentes aboutit à un tout autre résultat. Il en surgit des propriétés incompatibles, et par suite les possesseurs deviennent victimes de tensions intérieures qui les privent d'une entière capacité d'énergie et les rendent peu désirables pour la communauté, en raison du manque de fond solide, malgré une possible capacité d'action dans le détail.

Le maintien de la pureté du sang est donc pour la nouvelle Allemagne, dans la conception nationale-socialiste, la *condition primordiale de la force intérieure et de l'énergie du peuple allemand*. Hitler a donné à ce devoir bien clair toute son expression en disant: «La faute contre le sang et contre la race est le péché originel de ce monde, et la fin d'une humanité épuisée.» Dans son livre «Mein Kampf», cet évangile du national-socialisme, il a écrit:

«Le mélange du sang, d'où l'abaissement forcé du niveau de la race, est la cause exclusive de la décadence de la vieille culture. Les hommes ne périssent pas en effet par suite de guerres perdues, mais par suite de la perte de cette force de résistance que peut seule assurer la pureté du sang. *Tout ce qui n'est pas race pure en ce monde est menu fretin.* Tous les événements historiques ne sont que la manifestation, dans un sens bon ou mauvais, de cette poussée vers la conservation des races.»

La nécessité de mesures politiques à ce propos dans le programme d'Hitler a été également inspirée par le fait que la population allemande décroit en nombre plutôt qu'elle augmente, et que le chiffre des naissances surtout marque une diminution.

On nourrit aujourd'hui encore en grande partie à l'étranger de fausses idées à cet égard. Certes la population de l'Allemagne, de 47 millions d'âmes en 1870, s'est accrue jusqu'à présent au chiffre de 67 millions. Mais il est apparu depuis longtemps déjà que les naissances diminuaient en même temps sans interruption, de sorte qu'un excédent sous ce rapport ne pouvait être atteint que moyennant une diminution simultanée du chiffre des décès, c'est à dire par une prolongation moyenne de la vie de chacun. Or, comme ce chiffre des décès ne se laisse pas toujours abaisser, il devait fatalement survenir un moment où le continuel déclin des naissances entraverait l'accroissement de la population, et rendrait même un jour difficile le simple maintien de son état numérique.

En 1900, l'Allemagne a compté 2 millions de naissances, chiffre rond, et en 1933, pour la première fois, moins d'un million, ce qui, calculé sur la base d'un millier de la population, représente une diminution du chiffre des naissances de plus de 30 à 15. (La France, soi-disant pays classique du déclin des naissances, comptait encore à la même époque 17,3%.)

Si l'on compare ces chiffres des naissances avec ceux des décès au cours des années en question — en tenant compte en même temps de l'état physique de la vieillesse en Allemagne, lequel amènera automatiquement dans les temps prochains une très forte augmentation du chiffre des décès — il en résulte que depuis l'année 1926 déjà, l'Allemagne ne compte plus d'excédent effectif, mais un réel déficit de naissances. Cette diminution atteignit un tel degré, qu'en 1933, le chiffre des naissances manquait même du tiers nécessaire rien qu'au maintien permanent de celui de la population.

Dans de pareilles conditions, il était de toute évidence que les années suivantes amenassent infailliblement une sensible diminution de la population allemande. Les calculs officiels du Bureau de statistique du Reich, d'après les données relatives au développement des naissances fournies par le gouvernement national-socialiste, laissaient prévoir le fait troublant que jusqu'en l'an 2000, la population du Reich s'abaisserait jusqu'à 47 millions, chiffre rond.

En présence d'une situation aussi menaçante, d'énergiques mesures s'imposaient dans l'idée national-socialiste en vue de parer à un mélange des races, c'est à dire d'empêcher un de ces processus biologiques qui conduisent à l'anéantissement de la force de race d'un peuple, et par suite à la ruine des fondements de l'Etat et de la culture.

Les Juifs constituant la seule race non arienne vivant en Allemagne, et la question de race se confondant ainsi avec la question sémitique, différentes mesures, sous forme de programme politique de race, furent prises au cours des deux premières années du gouvernement national-socialiste. Ces mesures visaient à séparer l'élément sémite de l'élément arien, et à mettre par là obstacle à une fusion possible des deux races.

Mais la solution définitive de cette question raciste et de la question sémitique en Allemagne date de la loi du 15 septembre à Nuremberg «*pour la protection du sang et de l'honneur allemands*» et des dispositions en vue de sa mise à exécution. Cette loi, précédée d'une circulaire du ministre du Reich pour la science, l'éducation et l'instruction du peuple, sur l'érection d'écoles juives spéciales, stipule l'interdiction d'unions matrimoniales entre Juifs et nationaux allemands ou leurs consanguins, et frappe de nullité les mariages conclus malgré cela, même à l'étranger, à l'effet de tourner la loi. Les contrevenants deviennent passibles de la réclusion. Le commerce avec des Israélites en dehors du mariage est interdit dans la même mesure, et le partenaire du sexe masculin encourt la même peine que pour le mariage. De cette interdiction découle la prohibition pour les ménages juifs de toute servante de sang allemand ou apparenté, au-dessous de 45 ans. Une autorisation spéciale est obligatoire pour le mariage entre Juifs de demi-sang et Allemands: les Israélites d'un quart de sang ne peuvent épouser que des personnes de nationalité allemande.

Les enfants issus d'unions entre Juifs de demi-sang et Allemands passent déjà à la génération suivante au rang de Juifs d'un quart de sang, et les enfants de ces derniers, auxquels il n'est permis d'épouser que des Allemands, deviennent Juifs d'un huitième de sang, et sont considérés comme de sang allemand dans le sens de la loi sur les citoyens du Reich, dont il a été déjà fait mention.

Lors de l'avènement des nationaux-socialistes au pouvoir, on comptait en Allemagne 500 000 Juifs, 200 000 Juifs de demi sang, et 100 000 d'un quart de sang. Ces chiffres montrent dans quelles fortes proportions le mélange avec le sang juif avait augmenté dans les derniers temps.

Le ministre du Reich, Dr Frick, à l'initiative duquel est due cette loi, déclara devant le Conseil des experts que la jeunesse instruite doit considérer comme de son devoir de prendre conscience de la race, et de favoriser, par le choix opportun d'un conjoint, un développement plus élevé de la propre nature et de la famille. Des unions mixtes avec des personnes de race étrangère doivent être qualifiées pour ce qu'elles sont, c'est à dire pour la source d'une dégénérescence morale et intellectuelle, et pour une abjuration vis-à vis de son propre peuple. Le culte de la famille et de la race doit être entretenu de telle façon, que la prospérité de la famille semble un bien plus précieux que la richesse et le bien-être. Aux Allemands d'avoir le courage de façonner leur structure biologique selon sa valeur héréditaire, afin de préparer à l'Etat des chefs dignes de lui.

Telles sont les mesures décisives adoptées pour la séparation complète des deux races.

L'organisation sanitaire

La politique de race du nouveau gouvernement ne s'est pas limitée à la prohibition du mélange de sang, mais a dû aussi prendre soin d'assurer une postérité saine et nombreuse, en s'attaquant aux deux autres causes de destruction de la force de la race, à savoir: l'accroissement des tares héréditaires et le déclin du chiffre de la population.

Le Dr Frick a progressivement appliqué à cet effet différentes mesures indispensables, dont nous rappelons ci-après les plus importantes.

Dans la conviction qu'il ne saurait être question de temps nouveau et de politique démographique et de race, si l'Etat ne se préoccupe pas du soin de la génération encore à naître, la loi dite «*d'hygiène matrimoniale*» fut promulguée le 18 octobre 1935. Cette loi interdit les mariages auxquels la maladie de l'un des futurs conjoints implique d'avance le germe d'une existence malheureuse et misérable des époux et de leur progéniture. A l'avenir, aucun mariage ne sera plus contracté sans la présentation d'un certificat du service de santé compétent, attestant l'état sain des deux futurs époux et leur aptitude à une union légale.

Afin de réduire les dépenses pour les malades par hérédité insociables, dégénérés et incurables, et pour empêcher la reproduction d'êtres atteints de défectuosités physiques héréditaires, la loi «*pour la préservation d'une postérité contaminée*», du 14 juillet 1935, autorise la stérilisation volontaire ou proposée par le médecin de l'office compétent, chez les personnes chargées de tares héréditaires constatées.

On sait que cette loi a soulevé au début de vives protestations dans le monde. Par ignorance du procédé très exactement stipulé, d'après lequel chaque décision pour la stérilisation dépend du jugement concordant de spécialistes appartenant au corps médical et à la magistrature, on redoutait un abus des prescriptions de la loi. On mettait en doute le droit de l'Etat de pénétrer aussi profondément dans la vie privée. Les nationaux-socialistes répondent à cela que la stérilisation empêche justement l'homme souffrant lui-même d'une maladie héréditaire, de voir son triste sort se reproduire dans ses enfants. La pratique des premiers temps depuis l'existence de la loi a démontré que la grande majorité des personnes stérilisées se sont soumises de leur plein gré et volontairement à la loi et à ses prescriptions, des protestations n'ayant été élevées que dans un très petit nombre de cas.

«La loi — a dit le Dr Frick au Congrès international de science démographique, au mois d'août 1935 — vise à préserver de tares et de maux non seulement la génération actuelle, mais aussi les générations futures, et dépasse moralement de beaucoup le but de la charité chrétienne, qui se limite à la génération présente . . . On nous a reproché d'inaugurer un culte de race spécial et de violer par notre eugénisme les préceptes de la charité chrétienne. Pourtant, s'il n'était pas téméraire d'intervenir dans l'ordre primitif du monde, de telle sorte que les progrès de la science rendent possible la prolongation de la vie à un grand nombre de malades, il ne peut être injuste d'empêcher que ce bienfait acquis en faveur des malades devienne un mal pour ceux jouissant d'une parfaite santé.»

Cette pratique, connue depuis des années sous le nom «d'eugénisme», a d'ailleurs été répandue par l'Anglais Galton depuis le milieu du siècle dernier. Un fait typique pour le jugement à porter sur son développement s'est produit lors de la séance de l'Union internationale des organisations eugéniques, à Zurich, le 21 juillet 1934, où après quatre journées de débats, la décision suivante a été adoptée relativement à la loi allemande:

«Les membres présents à la réunion, représentants des pays les plus divers, et malgré la divergence de leur points de vue politiques ou de leurs idées générales, se déclarent unis dans la ferme conviction que la recherche et la pratique de l'hygiène de race sont d'un puissant intérêt vital et inéluctable pour tous les pays civilisés. Le Congrès recommande aux gouvernements du monde entier d'étudier les questions de biologie héréditaire, de politique démographique et d'hygiène de race, ainsi qu'il a déjà été fait dans quelques pays d'Europe et d'Amérique, et d'en appliquer les résultats pour le bien de leurs peuples.»

Les statistiques allemandes estiment à environ 400.000 le nombre des personnes qui ont été soumises à la stérilisation en vertu de la loi. Elles se répartissent comme il suit, d'après les maladies héréditaires: faiblesse d'esprit native, 200.000; schizophrénie, 80.000; démence maniaque dépressive, 20.000; épilepsie, 60.000; chorée, 600; cécité héréditaire, 4.000; surdité héréditaire, 16.000; graves défectuosités physiques, 20.000; alcoolisme héréditaire, 10.000.

Ces mesures eugéniques de précaution contre l'hérédité de la descendance furent complétées le 24 novembre 1935 par d'autres mesures de sûreté visant les criminels invétérés, en vertu de la loi «*contre les criminels invétérés et les auteurs d'attentats aux mœurs, par la castration de ces derniers.*» Il s'agit en l'espèce non seulement de protéger le peuple contre des malfaiteurs dangereux, mais encore de le délivrer peu à peu de cette criminelle engeance.

Si l'on veut bien comprendre pourquoi il est parlé des «dépenses pour les malades héréditaires insociables, dégénérés et incurables», il est bon de rappeler qu'à l'époque où des millions de familles allemandes ne savaient comment se procurer le pain pour leurs enfants en bonne santé, l'Etat dépensait annuellement un milliard de marks pour les soins aux idiots et aux dégénérés. Alors que les jeunes Allemands sains de corps n'arrivaient pas à pouvoir se placer en apprentissage, des administrations communales annonçaient pompeusement y avoir placé tous les écoliers jouissant d'un secours[1]).

Un autre fait digne de remarque est celui-ci: tandis que de 1870 à nos jours, le peuple allemand s'est accru de 50%, le nombre des malades héréditaires s'est élevé de 45%.

Mais les mesures purement négatives de l'Etat devaient être complétées par des mesures essentiellement positives.

Parmi ces dernières, il convient de citer le «*prêt de mariage*», dans la loi pour la diminution du chômage; ce prêt n'est accordé qu'aux nationaux de sang alle-

1) L'Allemagne entretient 44 asiles d'estropiés, 42 maisons de santé pour maladies sexuelles, 123 hospices d'incurables, 243 asiles pour faibles d'esprit, 57 pour maladies nerveuses et 19 pour ivrognes invétérés. 300.000 affectés d'infériorité physique sont internés. Les infirmes atteignent le chiffre de 713.571.

mand et exempts de tares héréditaire, et seulement si la future épouse, jusque-là retenue par une occupation quelconque, décharge par son mariage le marché du travail. Le prêt (600 à 1000 Mk.) est sans intérêts, et amortissable mensuellement en raison de 1%, sur lequel il est fait remise d'un certain montant partiel à la naissance de chaque enfant. Cette mesure a déjà produit son effet en Allemagne par une augmentation nouvelle des naissances. Jusqu'à la fin de 1936, il a été fait au total 694.357 prêts aux gens mariés, et de ces mariages sont issus environ 485.285 enfants vivants.

On a inauguré des *diminutions d'impôts* aux ménages et aux familles possédant de nombreux enfants, pour en rejeter le poids sur les célibataires et les ménages sans enfants. Dans le même ordre d'idées, les impôts sont diminués pour les petits logements nouvellement installés et pour les domiciles propres. Finalement, un décret facilite la concession de gardiennes d'enfants aux familles nombreuses.

Un autre progrès important dans l'intérêt de l'accroissement et de la conservation de la race a été accompli par la loi sur les «*fermes héréditaires*», qui a pour but de conserver la population rurale en tant que source vitale du peuple, par l'application de la coutume allemande de succession. Les fermes doivent être protégées contre l'endettement exagéré et contre le morcellement par suite de partage, afin de demeurer constamment l'héritage de main en main de paysans libres. On sait que dans beaucoup de pays, le partage de la propriété est une des causes de décroissance des mariages.

La législation sur la *colonisation intérieure* et sur les *habitations ouvrières* encourage la fondation de familles, auxquelles la loi assure la possession d'un logement sous le ciel libre où elles peuvent commodément et sainement se développer.

L'ensemble des mesures est complété par un nouveau décret et une unification de l'hygiène allemande, et par une extension des devoirs du médecin. Un office de santé a été créé dans chaque ville et dans chaque arrondissement (on en compte actuellement 742) avec un personnel en conséquence et des installations techniques, dont les fonctions principales se répartissent ainsi: enseignement populaire de l'hygiène; soins à donner tant aux personnes en bonne santé qu'à celles menacées de maladies ou déjà malades, à l'exclusion du traitement; affaires d'hérédité et de race, y compris les conseils pour le mariage. Le travail des offices de santé a donc son utilité pour la génération future, grâce à cette dernière fonction.

Le national-socialisme fait marcher la sollicitude pour les malades de pair avec l'hygiène de race et le souci du peuple entier. Il veut un médecin plus heureux de voir un enfant sain et joyeux accourir vers lui à sa venue, qu'au chevet d'un malade, si intéressant que soit le cas de ce dernier, bref un bon et vrai médecin de la famille, ami fidèle et conseiller, même dans les jours de pleine santé.

Le décret sur les «*médecins du Reich*», en date du 13 décembre 1935, et ses dispositions exécutoires, ont modifié de fond en comble les bases anciennes de la profession médicale dans le sens national-socialiste. Ce décret place le simple médecin et tout l'ensemble du corps médical au service de l'hygiène publique, sans pour cela porter atteinte au libre caractère de l'exercice de la profession. Le médecin est appelé au service de la santé du particulier et de celle du peuple tout entier; son rôle devient un devoir public réglé par la loi. Il se transforme en un fonctionnaire de l'Etat, chargé du soin de la santé publique.

La «Chambre médicale du Reich» nouvellement créée, a pour mission de pourvoir à l'existence d'un corps médical de la plus haute valeur morale et scientifique, de veiller sur l'honneur de la profession et sur l'accomplissement des devoirs qu'elle comporte, d'encourager la formation et le progrès des médecins, d'entretenir leurs bons rapports entre eux, d'effectuer leur juste répartition sur le territoire du Reich, et de créer pour les médecins des organisations de prévoyance. Le directeur de la Chambre médicale est le chef des médecins du Reich. Il est nommé par le Führer-Chancelier et peut être révoqué par lui. Le directeur est secondé et soutenu par un Conseil d'assistance.

Le citoyen allemand trouve aujourd'hui une aide hygiénique dès son premier âge. La Jeunesse hitlérienne (HJ.), organisation du parti national-socialiste, a inauguré le certificat de santé, et l'admission dans ses rangs comporte des visites médicales préliminaires. Un contrôle sanitaire courant s'exerce sur les membres de cette jeunesse, et se poursuit lors du service du travail et du service militaire. Les aptitudes physiques de l'homme sont développées par des exercices corporels chez la HJ., au Service de travail, plus tard parmi les Sections d'assaut et les Echelons de protection et dans l'Union du Reich pour exercices physiques; seules, les exigences de l'école et de la profession ultérieurement suivie, y apportent quelque modification.

Une importance toute particulière s'attache à l'assistance au travailleur allemand dans les industries, assistance dont est chargé l'office d'hygiène populaire du Front du travail, en liaison personnelle avec l'office principal d'hygiène populaire du parti. L'année dernière, les médecins allemands ont visité plus de 3000 industries, et dans 2000 ils ont pu constater d'assez graves lacunes. De même, l'année dernière, ont eu lieu des enquêtes en série, au nombre de plus de 2 millions dans les entreprises allemandes.

Il ne s'agit pas uniquement d'attendre que l'homme soit malade, mais il importe de le soustraire en temps opportun à son travail et d'aviser aux mesures nécessaires avant la maladie. Ces devoirs incombent tout d'abord à l'assurance sociale; les mesures sont secondées par l'organisation du parti et du Front allemand du travail, par les envois de la part de l'organisation de bienfaisance populaire national-socialiste (NSV.), par les voyages en congé dans l'organisation «Force par la Joie» et par l'établissement du sport dans les industries, grâce aux soins de l'office sportif du Front du travail. Rien que dans le cadre des congés organisé par la NSV. l'année dernière, il a été procédé à 660.000 enquêtes en vue d'envois en villégiature.

Alors que dans tous les autres pays, la femme est soumise à de durs et très pénibles travaux, en Allemagne, elle est tenue à l'écart des industries pour lesquelles elle ne convient pas. Pour des motifs capitalistes, le national-socialisme repousse l'emploi de la femme dans les usines, son travail étant moins cher. La femme allemande doit être femme et mère, se consacrer tout entière à ce

devoir, diriger le ménage, mettre au monde et élever des enfants. Une femme qui remplit cette mission pour le bien de la communauté du peuple, ne doit avoir ni le besoin, ni le temps d'adopter un métier. Il y aura naturellement toujours des femmes qui, pour des raisons particulieres, ne se conforment pas à ce devoir, de même que certains travaux conviennent aux femmes et constituent leur spécialité. Elles ne sont employées à des ouvrages de cette nature qu'autant qu'ils ne présentent aucun danger pour leur santé.

La jeunesse fait également l'objet d'une attention spéciale dans les industries. On se guide ici sur le principe que l'important ne réside pas dans le rendement du travail de la jeunesse, mais dans le progrès de sa formation morale et physique, afin que dans l'âge mûr elle puisse devenir une force véritablement précieuse de travail.

Le 30 janvier 1937, dans son discours au Reichstag, le Führer s'exprimait ainsi: «Conjointement au plan de quatre ans, on vaquera avant tout aux devoirs destinés à rendre le peuple allemand plus sain et plus heureux de vivre.» Aujourd'hui déjà, le travailleur allemand voit les centres de son activité embellir. Il sait que sa force fait la richesse de l'Allemagne, et comment l'Etat et le parti s'efforcent de maintenir cette richesse. Alors qu'autrefois la possibilité d'un séjour de repos à des villes d'eau quelconques constituait le monopole de la fortune, le travailleur allemand peut aujourd'hui voyager en bateau, se rendre par chemin de fer à la mer ou aux montagnes, et la jeunesse, condamnée jadis à l'aride pavé des grandes villes, se livre maintenant à des marches en plein air et jouit de la riante nature. La mère sait qu'elle donnera le jour à des enfants en pleine santé.

L'avenir du peuple allemand — enseignent les nationaux-socialistes — suit une voie que parsème *un essaim d'enfants sains et joyeux.*

Les statistiques montrent de la façon la plus claire les heureux résultats de la politique démographique que nous venons d'exposer. Le nombre des mariages augmenta en 1934 à 740.165 comparativement à 516.793 en 1932; il est descendu en 1935 à 650.851 et à 611.114 en 1936, mais il resta néanmoins toujours supérieur à celui de 1929, c'est à dire à la meilleure année de conjoncture après la guerre. Le chiffre des naissances, détail important, monta de 971.174 en 1933 à 1.198.350 en 1934, à 1.261.273 en 1935 et à 1.279.025 en 1936, ce qui prouve une augmentation continuelle. L'excédent des naissances au nombre de 233.297 en 1933 a atteint 473.592 en 1934, 469.361 en 1935 et même 482.054 en 1936, soit plus du double.

Les mesures politiques de race

L'Allemagne aux Allemands sous un chef allemand: ces quelques mots résument l'esprit de la politique intérieure du IIIe Reich. Autrement dit, être maître chez soi à l'exclusion de tous les éléments étrangers, ou, selon l'expression connue de Frédéric le Grand «être bienheureux à sa façon.»

C'est pourquoi les gouvernements doivent veiller, dans l'intérêt de l'ensemble, à ce que seuls, des hommes de pur sang allemand exercent une influence sur la destinée du peuple.

Il était donc tout naturel, en vertu de ce principe, que les mesures d'hygiène de race contre les Juifs, mesures dont la nomenclature précède, fussent complétées par d'autres dispositions dans le domaine politique. Ces dispositions de nature révolutionnaire, de même que tout le nouvel ordre de choses inauguré par Hitler, provoquèrent en raison de leur caractère à la fois décisif et tranchant, une vive réaction à l'étranger, réaction dont les conséquences sont très sensibles pour la nouvelle Allemagne.

En dépeignant la situation du Reich au moment de l'arrivée du national-socialisme au pouvoir, nous avons déjà eu occasion de signaler la mesure de l'influence sémitique sur la culture allemande. Cette influence se manifestait non moins fortement dans la politique, dans l'économie, dans la finance, dans les fonctions publiques et dans les professions libérales. Elle n'était nullement en proportion avec le pourcentage juif en Allemagne (environ 1%). Le nombre extraordinairement élevé des députés et fonctionnaires dans les partis social-démocratique et communiste donnent une image de cette situation, dont l'effet se faisait sentir en politique par la présence de ministres sémites dans le Reich et dans les Pays, et surtout dans l'administration. Les grands établissements financiers étaient sous la direction juive ou enjuivés. Les conseils de surveillance des banques laissaient figurer plus de cent fois les noms de divers banquiers israélites. La présidence de la bourse des produits, à Berlin, comptait 16 membres, dont 12 de race sémitique. Parmi les médecins privés, 48%, et parmi ceux des bureaux de bienfaisance, 62%, représentaient la même race. Sur mille Israélites exerçant une activité industrielle en Prusse, 315 occupaient des situations dirigeantes dans le commerce et dans le trafic, contre 37 sur mille industriels ariens de ce même pays. Leur participation à la direction était donc relativement presque dix fois plus forte que celle des Allemands.

Ces quelques chiffres suffiront à donner la note de la pénétration juive dans tous les domaines de la vie allemande et de la réaction qui s'ensuivit. Il est à remarquer que cette réaction a été surtout provoquée par la présence de ceux appelés «Juifs de l'Est», c'est à dire par les nombreux éléments qui, dans l'après-guerre émigrèrent en Allemagne de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et d'autres pays de l'Europe orientale.

D'après le point 6 du programme du parti national-socialiste des travailleurs[1]) du 25 février 1920, «toute fonction publique, de quelque nature qu'elle soit, dans le Reich, dans les Pays ou dans les communes, ne peut être occupée que par des nationaux allemands». Or le point 4 du même programme précise que la qualité de national allemand peut être attribuée seulement à des concitoyens; n'est concitoyen que le natif de sang allemand, d'où l'exclusion de tous les Juifs. Ces maximes forment la base de tout le droit de la politique de race du national-socialisme, politique, dont nous croyons devoir rappeler ci-après les prescriptions principales:

La première est formulée dans le § 3 de la loi sur «*le rétablissement des fonctionnaires de profession*», du 7 avril 1933, paragraphe selon lequel les fonctionnaires

1) Nous indiquons dorénavant ce parti par les initiales en usage en Allemagne (NSDAP.).

d'origine non aryenne sont congédiés. Exception est faite pour les fonctionnaires qui occupent déjà leur emploi depuis le 1er août 1914, ou qui, pendant la guerre mondiale, ont combattu au front pour l'Allemagne, qui ont été blessés, et ceux dont le père ou les fils ont péri sur les champs de bataille. La même exception est appliquée aux veuves des combattants tombés pour la patrie. Cette loi provisoire fut remplacée le 30 juin 1933, par celle, alors définitive, des fonctionnaires, laquelle dépassa la précédente en rigueur, en interdisant non seulement le mariage entre un fonctionnaire et une non aryenne, mais en menaçant encore de renvoi le fonctionnaire qui contreviendrait à cette prescription de la loi.

Des lois et des décrets réglèrent peu à peu le nombre (*numerus clausus*) des avocats, médecins, agents consultatifs des contributions, etc., et étendirent les clauses aryennes et les clauses matrimoniales concernant les fonctionnaires, aux instituteurs, aux militaires, aux hommes de lettres, à la noblesse, et indirectement aussi aux artistes, qui doivent appartenir à la Chambre de culture[1]).

Le loi sur le «*retrait de la naturalisation et sur la dépossession de la nationalité allemande*», du 14 juillet 1933, permettait d'éliminer les éléments de nationalité allemande ayant émigré à l'étranger et y déployant leur activité contre le IIIe Reich. Une autre loi modifie les prescriptions pour l'obtention de la naturalisation allemande.

Finalement, la loi sur les «*citoyens du Reich*», édictée à Nuremberg le 15 septembre 1935, loi dont il a été déjà fait mention au chapitre II, accorde bien aux Juifs la nationalité, mais les prive du droit de citoyen, ce qui implique leur exclusion absolue de tout développement politique de la nation. Ils ne peuvent arborer aucun pavillon allemand, mais seulement un drapeau juif, et il leur est interdit bien entendu de devenir membres des forces armées, du Service de travail, du parti et des associations qui s'y rattachent, de la Jeunesse hitlérienne etc.

L'activité des Sémites dans l'économie n'a subi foncièrement une atteinte qu'en ce qu'ils ont été écartés de toute influence dans l'économie politique. L'activité économique particulière leur est laissée libre, de sorte qu'aujourd'hui encore un grand nombre de maisons juives peuvent vaquer tranquillement à leur commerce à l'instar des maisons aryennes. Pas un homme à la chemise brune n'empêche les gens d'acheter dans les magasins juifs; sur le Kurfürstendamm, à Berlin, chaque quatrième magasin est encore toujours une maison juive. Aucun restaurateur juif n'est inquiété; on se contente, surtout en province, d'un écriteau apposé aux portes des établissements publics, avec ces mots: «Les Juifs sont indésirés». Dans le commerce, les affaires avec les maisons juives marchent aussi bien qu'auparavant. Le premier ministre national-socialiste de l'économie du Reich, Dr Schmitt, déclarait à l'occasion d'un discours sur la morale en affaires et sur l'honneur commerçant dans la nouvelle Allemagne

---

1) Nous croyons devoir faire remarquer ici que ces lois ont été appliquées dans la pratique en tenant largement compte des cas particuliers, et que des admissions ont eu lieu qui dépassent de beaucoup le pourcentage de la population juive par rapport à la population allemande. C'est ainsi qu'à Berlin, après la mise en vigueur de la loi, pas moins de 1.158 avocats non aryens sur un nombre total d'environ 3.500, soit par conséquent 30%, et 2.549 médecins sur 6.203, soit près de 41,2%, continuent à exercer leur profession.

qu'une séparation entre maisons ariennes et non ariennes n'est pas réalisable dans la marche des relations commerciales.

A côté des écoles israélites de nature très diverse, les Juifs ont toute liberté culturelle dans leurs milieux. Sur l'initiative du directeur de la Chambre de culture du Reich, Hans Hinkel, s'est fondée, il y a trois ans, «L'Union de la culture israélite» organisation d'artistes et d'adhérents de race sémitique. Déjà au commencement de l'hiver 1933/34, le théâtre de l'Union de culture, installé dans le local de l'ancien Berliner Theater, représentait des opéras, des opérettes et des drames. Des personnages marquants du monde israélite déployèrent bientôt leur activité. Quelques mois seulement s'écoulèrent, et le mouvement de culture juive s'étendit dans d'autres villes de la Prusse. Une année plus tard, deux douzaines environ de groupes locaux se trouvaient déjà formés. Pendant l'hiver de 1934/35, rien qu'à Berlin, les théâtres, concerts et conférences réunissaient près de 500000 visiteurs israélites. Plus tard, toutes les anciennes et nombreuses organisations de culture juive se confondirent avec l'Union culturelle en une «Association du Reich», dont la direction passa de plus en plus aux mains de personnalités marquantes du mouvement sioniste. Dix membres appartiennent actuellement à l'Association du Reich, où de nombreux artistes sémites trouvent leur occupation. Outre le théâtre fixe, des théâtres et des orchestres juifs ambulants circulent de ville en ville; les Juifs ont également la possibilité, grâce à des conférences du soir, à de petits jeux d'adresse, etc. de cultiver entre eux leurs goûts artistiques. L'art sémitique trouve à s'exercer sur un vaste champ d'action.

De même la liberté du culte religieux n'a subi aucune atteinte.

A toutes les critiques passionnées que la question de la race juive a suscitées contre l'attitude du IIIe Reich, on répond en Allemagne par les arguments justificatifs suivants:

1. Si l'Etat national-socialiste a pris des mesures octroyant aux personnes de sang étranger des droits moindres que ceux dont jouissent les Allemands pur sang, cela n'implique pas la «dévaluation» d'une race étrangère. Le motif de la différence de traitement ne se base pas sur la *moins value* des races étrangères, mais sur la divergence de leur nature. L'unique désir de la nouvelle Allemagne est l'épuration de son peuple, la libération de l'influence politique d'une race étrangère et le développement de la vie nationale sous un chef allemand.

2. On sait que la loi de limitation de l'immigration aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord envisage de façon différente la participation de certains pays européens à l'immigration, selon qu'au point de vue de la race, cette immigration paraît désirable ou non. L'«Immigration Restriction League» a très formellement reconnu la question de race, en interdisant à des races bien définies la faculté d'immigrer. De même le gouvernement australien fixe dans sa législation des prohibitions catégoriques dans le même sens.

3. D'autres pays ont souvent cherché à atteindre et ont même atteint par des détours le même résultat que l'Allemagne, et ont pratiquement éliminé de la vie

publique les Juifs et les appartenants à d'autres races, sans recourir pour cela au législateur. Le III[e] Reich a jugé préférable la voie législative.

En Allemagne, tout en éprouvant un certain sentiment de compassion pour ceux que frappe cette loi, on estime que de pareils sacrifices sont nécessaires pour la santé, pour la force et pour l'avenir du peuple lui-même. «*L'intérêt général passe avant l'intérêt particulier.*» Ce principe moral forme la base de l'idée nationale-socialiste, et c'est aussi à ce principe que répond la législation de race de la nouvelle Allemagne.

V.

L'Etat et le Parti national-socialiste[1])

Hitler n'a encore donné à la nation allemande aucune constitution définitive, ce qui s'effectuera peut-être après l'achèvement complet de la réforme du Reich. En attendant, en vertu des lois que nous avons mentionnées au chapitre de la politique étrangère, et d'autres dont nous parlerons plus tard, l'Allemagne vit dans un ordre politique de fait, que les nationaux-socialistes considèrent comme la constitution réelle du III[e] Reich. Cet ordre fondamental repose naturellement sur les principes constitutionnels nationaux-socialistes qui gouvernent et règlent toute la vie allemande.

Il ressort de ces principes constitutionnels, que le parti est l'*arbitre de la direction politique et de l'idée constructive de l'unité du peuple et du Reich.* Il constitue, en tant que communauté politique et représentant du peuple dans le nouveau Reich, un centre de force morale et idéale, une source d'énergie intellectuelle et sentimentale, en même temps qu'un instrument réel de pouvoir dans la main du Führer. Le parti est le représentant de l'idée nationale-socialiste du peuple et de l'Etat, la force impulsive de l'un et de l'autre. Il donne au Reich son Führer, qui est en même temps le commandant en chef de l'armée. De son côté, le Führer possède l'autorité sur le parti, sur l'Etat et sur l'armée. Le parti, le Reich et l'armée forment un tout indissolublement uni, sans être cependant la même chose. Ils ont leur fondement dans le peuple allemand unifié. Ils ont à leur tête le Führer, et cette fonction de Führer est par suite le foyer central de toute la vie politique allemande.

La primauté du parti et son indivisible union avec le Reich ont été proclamées solennellement par Hitler le 8 avril 1933 dans un appel aux SA. berlinois, et ont été juridiquement confirmées plus tard par la loi «*sur l'assurance de l'unité du parti et de l'Etat*» du 1[er] décembre de la même année. Cette loi contient le passage suivant:

«Après la victoire de la révolution nationale-socialiste, *le NSDAP. est le représentant de l'idée politique allemande, indissolublement lié à l'Etat.* Il est une corporation de droit public. Ses statuts sont réglés par le Führer . . . Afin d'assurer la plus étroite collaboration des services du parti et des SA. avec les autorités publiques, le représentant du Führer et le chef d'état-major des SA. sont membres du gouvernement.»

1) Voir à l'annexe (fig. 2 jusqu'à 37) les portraits des personnalités dirigeantes du parti et de l'Etat.

Par cette reconnaissance de la primauté du parti, l'intention d'Hitler a été d'écarter de sa personne toute apparence de dictature. «Nous avons commencé — a-t-il déclaré dans son discours aux SA. — à mettre sur pied une organisation qui ne comporte pas un dictateur, mais en comprend dix mille! Si l'adversaire nous crie: — Cela vous est facile à dire, mais vous êtes dictateur! — nous lui répondrons: — Non, Messieurs, vous faites erreur. Il n'y a pas ici *un* dictateur, il y en a *dix mille*, chacun à sa place! —»

Hitler n'avait sans doute à ce moment-là dans l'esprit aucun sentiment de sujétion entre le parti et l'Etat; il pensait au contraire, comme le prouve la loi assurant l'unité entre ces deux organisations, à leur vive action réciproque et à leur fructueux travail en commun. La pratique a révélé et laisse paraître cependant encore aujourd'hui des conflits de compétence et des divergences d'opinion formant parfois obstacle à un prompt règlement des affaires de l'Etat et au traitement uniforme que réclame le libre cours des intérêts publics.

Le droit de souveraineté du parti et sa fusion croissante avec l'Etat se sont de plus en plus affirmés dans les premières années du gouvernement d'Hitler, et tout laisse à supposer que ce processus n'a pas encore atteint son apogée. Il a trouvé son expression évidente dans les formes extérieures, comme dans le rescrit du 12 mars 1933, par lequel il est stipulé que le drapeau à la croix gammée sera hissé à côté de l'ancien drapeau noir-blanc rouge jusqu'au règlement définitif des couleurs du Reich. Cette première décision reçut plus tard son couronnement par la loi du 15 septembre 1935 sur «*les emblèmes du Reich*», loi qui fait du pavillon à la croix gammée le seul et unique emblème national. Un décret ultérieur sur l'insigne de souveraineté du Reich adoptait finalement celui du NSDAP. comme marque de cette souveraineté.

A côté du parti, qui incarne l'idée nationale-socialiste, comme étant l'éternel et indestructible rempart du Reich, la *force armée* représente la nation en armes. Tous deux sont les soutiens de l'Etat national-socialiste, le IIIe Reich.

Et le peuple? Dans l'acception hitlérienne, le peuple est le fondement du parti, du Reich et de l'armée; ceux-ci ne peuvent remplir leur mission et réaliser les buts que leur assigne le national-socialisme sans une confiance aveugle du peuple en ceux qui le conduisent. Sur cette base, Hitler considère son régime comme absolument démocratique.

«On parle de démocraties et de dictatures — proclamait le Führer dans un de ses derniers discours au Reichstag — et l'on n'a pas encore compris que ce pays-ci a été le théâtre d'une évolution dont le résultat peut être qualifié de *démocratique* dans toute l'acception du terme, si le mot démocratie doit avoir un sens quelconque. Nous voguons avec une infaillible sûreté vers un ordre de choses qui, de même que dans tout le reste de la vie, garantisse également à la conduite politique de la nation un processus naturel et raisonnable de sélection. Grâce à lui, les véritables et éminentes capacités de notre peuple seront appelées à cette conduite, sans distinction de naissance, d'origine, de nom ou de fortune. La belle parole du grand Corse, affirmant que chaque soldat porte le bâton de maréchal dans son sac, trouvera dans notre pays son complètement politique!...»

Les nationaux-socialistes établissent ici une différence très nette entre démocratie et parlementarisme; ces deux désignations sont, à leur avis, trop souvent confondues, surtout dans l'acception erronée que le parlementarisme est la seule forme possible de démocratie. Mais en supprimant les partis, le national-socialisme a ramené la démocratie à son origine première, la communauté du peuple dans le sens de Périclès, en lui donnant pour ainsi dire son caractère «plébiscitaire», c'est à dire celui du vote populaire.

Hitler, lui-même enfant du peuple, s'appuie directement sur le peuple, et de tous les gouvernements, le sien est peut-être celui qui s'efforce le plus de maintenir un étroit et ferme contact avec la grande masse des travailleurs et des ruraux. Par un mouvement populaire tel qu'un parti à la tête de l'Etat ne l'avait encore jamais tenté à ce point, Hitler a consulté le peuple à différentes reprises, en faisant appel à sa voix pour obtenir l'approbation de ses graves et importantes décisions.

Le nouvel ordre du NSDAP.

L'Allemagne possède donc désormais un représentant de la souveraineté, qui est le peuple allemand lui-même, dont la volonté a son expression dans le parti, en tant qu'organisation politique.

La période de lutte politique étant maintenant surmontée par l'avènement au pouvoir, le NSDAP. se trouve en présence de nouveaux devoirs, qui selon les paroles du Führer, se répartissent ainsi:

1. Edification de l'organisation intérieure pour l'établissement d'un élément solide, soutenu en propre et durable, de la doctrine nationale-socialiste.
2. Education du peuple dans l'esprit de cette idée.
3. Délégation des mieux doués à la conduite de l'Etat et en qualité de partisans.

L'accomplissement de ces devoirs exigeait une nouvelle disposition dans l'organisation du parti, surtout dans le cadre de l'éducation des futurs chefs, et cela en vertu du principe proclamé par Hitler que «*les meilleurs nationaux-socialistes deviennent des partisans et que finalement les meilleurs partisans soient appelés à la conduite de l'Etat.*»

De grands progrès ont été effectivement réalisés dans le domaine éducatif, en particulier depuis la création de la direction d'organisation du Reich, sous la conduite du Dr Ley, de sorte qu'à l'heure actuelle tous les districts ont leur école, et que des milliers de cours d'instruction contribuent au perfectionnement de la pensée et du savoir des chefs nationaux-socialistes et à leur instruction idéologique.

La fondation de séminaires de l'ordre constitue selon la conception hitlérienne une importante pépinière de futurs chefs. Dans ces établissements, à Crossinsee, à Vogelsang et à Sonthofen, une élite de nationaux-socialistes de tous les districts est soumise à une instruction approfondie et à une règle sévère pendant deux à trois ans.

La prise du pouvoir a contraint le NSDAP. à consacrer une grande partie de ses meilleures forces à l'Etat. Si ces hommes continuaient à occuper leurs charges dans le parti, ils n'étaient plus à même de mettre toute leur activité à son service.

Le représentant du Führer se vit donc obligé de procéder à une nouvelle organisation du parti et à mobiliser des forces nouvelles.

Des améliorations et des réformes étaient dictées par les expériences pas toujours heureuses du passé, et de fait, un grand acte d'épuration a été accompli. Les tâches principales du parti furent réparties en raison de leur importance, et le nouveau système de blocs et de cellules régla l'organisation jusque dans les juridictions les plus basses de la hiérarchie. A cela s'ajoutent la reconstruction de toutes les charges du parti, l'apaisement et la suppression des jalousies précédemment existantes entre ses formations et ses organisations, de sorte que le NSDAP. présente aujourd'hui une cohésion bien plus étroite.

La formation du parti est établie sur le principe du Führer, c'est à dire à base de pyramide dans le détail et dans l'ensemble. Au sommet se trouve le Führer, qui désigne les chefs des différents ressorts pour la conduite du Reich et pour le fonctionnement du parti. Ce dernier étant l'arbitre des directives politiques de l'administration de l'Etat, ces ressorts s'étendent à toutes les branches de la vie publique: c'est ainsi que l'on trouve un bureau des Affaires étrangères, un bureau de Propagande du Reich (sous la direction personnelle du ministre de la Propagande), un bureau de politique agrarienne, un bureau de droit, un bureau de politique coloniale, un bureau d'hygiène publique, un bureau de politique de race, un bureau de technique, un bureau de bienfaisance, etc. . . . Viennent s'ajouter encore: la *NS. Frauenschaft* (Association nationale-socialiste des femmes) avec le *Deutsche Frauenwerk* (Œuvre des femmes allemandes), qui s'y rattache, l'Union des étudiants nationaux-socialistes, l'Union des professeurs, et les services intérieurs pour l'organisation, la formation, l'administration, et les questions personnelles du parti. Les Sections d'assaut, les Echelons de protection, le Corps automobiliste et la Jeunesse Hitlérienne forment des organisations indépendantes, de même que le Front allemand du travail et la corporation d'alimentation du Reich *(Reichsnährstand)*.

En direction verticale, les bureaux du parti et les associations adjacentes ont une hiérarchie analogue à celle de la direction générale d'Empire, c'est à dire: districts, au-dessous de ceux-ci arrondissements, et plus bas, groupes locaux (ou points d'appui). Chez l'Association nationale-socialiste des femmes, chez le DAF. et chez le NSV. (bienfaisance nationale-socialiste) on descend encore jusqu'aux blocs et aux cellules. Finalement, vient le tribunal du parti, qui occupe une situation à part, allant de la direction d'Empire à celle d'arrondissement.

Les récentes prescriptions permettent à tout citoyen sans reproche, d'origine allemande pure, n'appartenant à aucune loge maçonnique ou à une organisation similaire, et âgé de 18 ans accomplis, de devenir membre du NSADP. Malgré cela, la direction du parti a maintes fois arrêté l'admission de membres ou limité cette admission à une certaine catégorie de personnes.

Le nouvel élu national-socialiste ne doit pas se croire admis dans une organisation quelconque, mais doit se considérer comme «*soldat du mouvement allemand de liberté*». Il endosse par là le devoir de renoncer à son propre «moi», et de consacrer

au bien du peuple sa propre personne et sa fortune. Ne peut devenir national-socialiste que celui qui satisfait à ces conditions.

L'aptitude à la lutte, l'esprit de sacrifice, la force de caractère, sont les qualités préalables d'un vrai national-socialiste. Seule, l'action dans la lutte pour l'Allemagne décide. Le bien se sépare de lui-même du mal, si la volonté pour le bien est démontrée par une conduite et par une activité en conséquence. Ce ne sont donc point des considérations futiles et surannées, mais des considérations analogues à celle de d'ordre militaire, où le caractère se juge et s'affirme devant l'ennemi, qui décident de l'admission dans le parti.

Le NSDAP. doit toujours demeurer l'élite du peuple. C'est pourquoi la prévoyance s'impose dans l'admission des membres, et l'on doit en écarter ou même congédier tous les petits bourgeois et les propres à rien, gens sans caractère et égoïstes. En vue de parer à l'introduction d'éléments indignes, chaque candidat ne peut être admis qu'au lieu de sa résidence.

La carte de membre est solennellement remise au nouvel élu. La remise est effectuée par le chef du groupe local ou par le chef du point d'appui, à la réunion des membres. Dans une courte allocution, il rappelle les devoirs des membres du parti et insiste sur l'importance du serment de fidélité. Puis il donne lui-même mot pour mot connaissance du texte de ce serment. Les nouveaux élus répètent phrase par phrase la formule de serment en présence du drapeau, en levant le bras droit comme pour le salut allemand.

La formule du serment est la suivante:

«*Je jure fidélité à mon Führer Adolf Hitler. Je promets de lui prêter en tout temps respect et obéissance, ainsi qu'aux chefs qu'il me destine.*»

La qualité de membre se perd par la mort, par démission volontaire ou par exclusion. Cette dernière est la plus sévère punition que connaisse le parti. Elle est prononcée sur la décision légale d'un tribunal du NSDAP.

Les commandements du national-socialiste:

Le Führer a toujours raison.
Ne viole jamais la discipline.
Ne perds pas ton temps en bavardage, en critiques sans consistance, mais agis et crée.
Sois fier, mais non présomptueux.
Que le programme soit ton dogme: il exige de toi une dévotion entière au mouvement.
Tu es représentant du parti, règle d'après cela ta conduite et ton attitude.
Fidélité et abnégation: tel est ton plus haut devoir.
Pratique la vraie camaraderie, alors tu es un vrai socialiste.
Traite tes concitoyens comme tu voudrais être traité toi-même.
Sois tenace et discret dans la lutte.
Courage ne veut pas dire rudesse.
Juste est tout ce qui sert l'intérêt du mouvement, et par suite de l'Allemagne, c'est à dire de son peuple.

Quiconque agit conformément à ces commandements est dans l'idée nationale-socialiste un vrai champion de son Führer.

Les Sections d'assaut (SA.)

La prise de pouvoir du NSDAP. a également apporté un changement dans la mission des *Sections d'assaut* (*SA*). On sait que depuis les premiers temps de l'action politique d'Hitler, ces soldats du mouvement prennent leur origine dans la nécessité de combat que le parti éprouvait alors, en vue de résister aux attaques de ses adversaires. Sous la conduite de son chef, Hermann Göring, les premières SA. ont réellement occupé le front le plus avancé dans la lutte des années 1922 et 1923, jusqu'aux coups de fusil du 9 novembre 1923, devant la Feldherrnhalle, à Munich, après lesquels cette formation fut interdite et le parti dissous.

La reconstitution du parti, au mois de février 1925, après la libération d'Hitler de la forteresse de Landsberg, amena automatiquement aussi une nouvelle formation des SA. Mais en raison des expériences acquises lors de la débâcle, il fallait leur tracer un but de combat parfaitement clair, et créer en même temps une organisation qui plaçât la section d'assaut, grâce à son instruction et à sa structure, à hauteur de toutes les exigences de la lutte à venir. C'est pourquoi Hitler lui imposa le devoir de former des lutteurs fanatiques pour l'idée nationale-socialiste, capables de la représenter non seulement moralement, mais encore d'assurer l'appui du mouvement par la force du bras.

Les SA. ont rempli cette mission avec une fidélité, une discipline, un esprit de camaraderie, qu'attestent les 400 morts et les 40000 blessés d'innombrables combats de salle et de rue au cours d'une lutte de douze années, d'où la fantaisie populaire selon laquelle les SA. représentent quelque chose comme les grenadiers de Frédéric le Grand, ou comme la garde impériale de Napoléon!...

La prise de pouvoir politique n'impliqua pas pour les SA. le repos après la bataille, mais leur imposa la mission d'assurer et de maintenir pour le Führer la position acquise, en achevant la défaite complète de l'adversaire. Cette formation devint police auxiliaire, avec des obligations politiques nouvelles, et l'on doit à son esprit d'obéissance que la révolution nationale-socialiste se soit accomplie, selon l'ordre du Führer, presque sans effusion de sang.

D'après les instructions d'Hitler à l'assemblée du parti dite de la liberté (1935), les SA. sont devenus «la troupe politique volontaire», et comme telle garante de la révolution nationale-socialiste et du relèvement du peuple allemand. Par suite, dans ses rangs, le jeune Allemand se fortifie en premier lieu quant à l'idéologie et au caractère, pour devenir un champion de l'idée nationale-socialiste. Les chefs des SA. ont en outre la charge d'encourager l'esprit combattant par la pratique des vertus militaires, et d'entretenir l'activité physique par des exercices réguliers de sport.

Une égale importance doit être attribuée à la mission éducatrice et instructive incombant aux SA. ayant accompli leur devoir militaire. Ils doivent garder intactes jusqu'à un âge avancé leurs forces morales, intellectuelles et physiques

pour le bien du mouvement, du peuple et de l'Etat. Ils trouvent dans les SA. leur meilleur asile. L'esprit de camaraderie et de discipline surmonte dans ces soldats politiques d'Hitler tout ce qui pourrait les éloigner, soit au point de vue de la fortune, soit à celui de la culture, soit en raison de la profession ou de l'origine. La formation constitue donc un facteur décisif vers l'idéal de la communauté du peuple.

Un corps de supérieurs choisis pour leur éducation et leur instruction assure la capacité d'action des SA. Ce corps est également appelé à fournir des forces appropriées pour la conduite des organisations politiques du parti.

Les SA. se répartissent sur toute l'étendue du territoire du Reich. Ils se divisent, selon les points de vue politiques et territoriaux, en 21 groupes. Chaque groupe comprend: 1. des unités actives composées d'hommes de 18 jusqu'à 35 ans accomplis. 2. des unités de réserve formées des hommes ayant dépassé 35 ans.

Un groupe de SA. comporte de 2 à 7 brigades. Une brigade est formée de plusieurs régiments (*Standarte*) actifs et de réserve. Les régiments portent les numéros des anciens régiments de toutes armes de l'armée active et de la réserve du temps d'avant-guerre. Les unités de marine des SA. sont désignées par des numéros de régiments de marine ou par des noms de sous-marins et de torpilleurs connus dans l'histoire de la guerre. Les SA. perpétuent donc de la sorte les traditions de l'armée et de la marine allemandes d'avant-guerre.

Les régiments comprennent 3 à 5 échelons d'assaut, chacun de 3 à 5 fractions. La fraction comporte généralement 3 sections, réparties chacune en 3 à 5 escouades.

Afin de répondre aux exigences multiples auxquelles ils doivent satisfaire, manifestations, marches, catastrophes, accidents, les SA. possèdent une formation spéciale d'unités techniques: éclaireurs, pionniers, cyclistes et infirmiers. Un *corps de cavalerie* (*NSRK.*) a été récemment créé.

Les Echelons de protection (SS.)

Le 30 janvier 1933, jour de la prise de pouvoir, 100000 hommes des *Echelons de protection* participèrent à la célébration de la victoire, comme formation d'élite du mouvement et comme premier corps de la garde du Führer. C'est avec, cet effectif que l'échelon de protection, formation dépendant alors du commandement suprême des SA., prit l'extension et l'essor qui le met aujourd'hui en état de remplir in extenso les nouvelles tâches qu'Hitler lui a spécialement assignées, en particulier celle de *garantir la sûreté intérieure de l'Allemagne.*»

Une étape de la plus grande importance dans cette voie est l'ordre du Führer par lequel, au mois de juillet 1934, les SS. devinrent une formation indépendante du NSDAP. Les SS., à l'effectif de 200000 hommes, sont répartis en fractions principales, en fractions et en régiments (Standarte), auxquels s'ajoutent les troupes auxiliaires et les services de garde.

Ces échelons de protection font l'objet de directives très précises quant à leur formation et à leur caractère, ainsi qu'il convient moralement et physique-

ment pour un corps d'élite. Le choix porte en effet sur une sélection d'hommes se rapprochant le plus par leur stature du type caractéristique de l'homme du nord. La taille et l'apparence extérieure de la race jouent ici un rôle important. La constatation de la qualité du sang et du sol natal préside au recrutement du «*Corps noir*», car, ainsi que le proclame son chef, Heinrich Himmler, l'idée du sang pur que représentent les SS. serait dès le début réduite à néant, si elle n'était pas indissolublement liée à la conviction de la valeur sacrée du sol. Mais la sélection ne se borne pas seulement aux hommes, car on exige de chaque membre des SS. qu'il épouse une femme de sa propre nature. La loi rend nécessaire pour lui une autorisation de se fiancer et d'épouser.

L'autre vertu que l'on s'efforce d'inculquer aux hommes des échelons de protection, est l'esprit combatif. Grâce à une école des plus dure, à des exigences d'activité poursuivies, on veille à ce que le courage et l'esprit combatif de chacun, surtout chez les chefs, soient constamment soumis à l'épreuve. On s'efforce en outre d'empêcher l'esprit débonnaire de pénétrer dans les rangs des SS. et d'y importer sa simplicité caractéristique au détriment de l'esprit de combat.

La troisième qualité de l'homme des SS. doit être le sentiment de la fidélité et de l'honneur, inséparables l'une de l'autre. Le couteau-poignard des SS. porte gravée l'inscription suggérée par Hitler lui-même: «*Mon honneur s'appelle fidélité.*» Beaucoup de choses — enseigne-t-on aux SS. — peuvent être pardonnées en ce monde, mais l'infidélité, jamais. La fidélité est en effet affaire de cœur, et non produit de l'intelligence. Celle-ci peut trébucher, ce qui est parfois fâcheux, mais pas irrémédiable. Le cœur, lui, au contraire, bat sans cesse d'une égale impulsion.

Par fidélité, les nationaux-socialistes entendent la fidélité au Führer, au peuple allemand, au sang, à la race, aux camarades, et aux lois imprescriptibles de la bienséance: propreté et esprit chevaleresque. Finalement, l'obéissance est exigée du Corps noir, obéissance absolue, mais volontaire au suprême degré, prête au sacrifice de toute affection et de toute préférence personnelles, et même des sentiments les plus intimes.

Outre la loi sur le mariage, citée plus haut, une autre loi de 1935 donne à l'homme des SS. le droit et lui impose le devoir de défendre son honneur les armes à la main, ainsi que de respecter l'honneur des autres. Elle exige strictement de lui bonté et grandeur d'âme envers ses camarades, ses concitoyens et ses semblables.

Dans une brochure ayant pour titre: «50 questions et réponses pour l'homme des SS.» la première question est celle-ci: «Quelle est la formule de ton serment?» Réponse: «*Nous te jurons, Adolf Hitler, Führer et chancelier du Reich allemand, fidélité et vaillance. Nous te promettons obéissance jusqu'à la mort, à toi et aux supérieurs que tu nous destineras. Aussi vrai que Dieu nous est témoin!*»

La seconde question se pose ainsi: «Croyez-vous à un Dieu?» Réponse: «Oui, je crois à un Dieu tout-puissant.»

Ces deux réponses marquent la situation du Corps noir à l'égard de la religion, ce qui n'empêche pas les Jésuites et le clergé politiquant d'être considérés par les SS. comme les plus dangereux ennemis de l'Etat, outre les Juifs et les Francs-Maçons.

En vue de l'accomplissement du devoir consistant à garantir la tranquillité intérieure de l'Allemagne, un service de sûreté a été créé à la direction des SS.; le corps met aussi des hommes à la disposition de la police secrète *(Gestapo)*. Le Führer des SS., Himmler, a été d'abord nommé chef de cette police, et finalement chef de toute la police allemande.

Le Corps automobiliste national-socialiste (NSKK.)

A côté des SA. et des SS., une formation indépendante du NSDAP. est son unité motorisée, le *Corps automobiliste national-socialiste* (*NSKK.*). C'est, depuis la prise de possession du pouvoir, la formation du parti la plus largement développée, car son extension a marché étroitement de pair avec la motorisation de l'Allemagne, évènement grandiose, dont nous aurons occasion de parler à propos des moyens de communication.

Le NSKK. comptait au début un petit groupe de chauffeurs et de possesseurs d'autos, partisans du national-socialisme, dont Hitler confia la direction à l'ex-major d'état-major Hühnlein. Ce dernier est un des plus anciens et des plus fidèles compagnons de lutte du Führer: il prit part au putsch de Munich et subit à la suite six mois de détention.

Le NSKK. s'est acquis une tradition toute particulière dans l'histoire du mouvement hitlérien par sa valeur combative: nombreuses sont parmi lui les victimes de cette ardeur au combat. Mais le corps eût perdu beaucoup de son importance, si Hitler n'avait pas modifié de fond en comble les bases de la motorisation allemande. Grâce à la force, à la ferme volonté et à l'expérience de ses hommes, Hühnlein put transformer la machinerie du NSKK. en un instrument précieux de l'économie et de la puissance défensive allemandes.

Si l'on songe que le NSKK., qui comptait environ 30000 membres au commencement de 1933, entretient aujourd'hui 4 groupes motorisés supérieurs, 3 groupes motorisés et 21 brigades, soit approximativement 500000 automobilistes en service volontaire, il n'est pas surprenant que cette gigantesque organisation se soit élevée à la troisième place parmi les formations du parti, à côté des SA. et des SS.

Une nouvelle et importante tâche du NSKK. est d'assurer le recrutement de successeurs parmi la jeunesse hitlérienne et les jeunes gens du service du travail, pour en faire des conducteurs parfaitement dressés au point de vue technique et pénétrés du sentiment de leur responsabilité. Le NSKK. s'est ménagé dans les écoles du sport automobiliste réparties sur tout le Reich, des instructeurs qui se chargent, dans des cours d'une durée de six semaines, de former systématiquement, tant au point de vue technique que sous le rapport du sport et des sentiments nationaux-socialistes, un contingent de remplaçants futurs.

Le sport en terrain varié occupe une place importante dans les exercices du NSKK. Ces exercices exigent de l'endurance, du courage, de la promptitude de décision, et de l'aptitude à s'orienter, le tout joint à l'habileté physique et à un bon esprit de camaraderie. La statistique enregistre ici des résultats dont

les Allemands sont fiers. Qu'il suffise de rappeler la journée des automobilistes allemands, la course des 2000 kilomètres à travers l'Allemagne, la course internationale de six jours pour motocycles dans la région des contreforts des Alpes bavaroises, les épreuves dans la Prusse Orientale et dans les montagnes du Centre, sans parler des victoires remportées dans le domaine du sport automobile international.

Ces succès sportifs ont été en dernier ressort la meilleure propagande en faveur de l'exportation par les fabriques allemandes d'automobiles. Les expériences et les innovations recueillies par les chefs du NSKK. au cours des innombrables organisations sportives, ont donné les impulsions nécessaires et un champ fertile d'exploitation ouvert à la technique allemande.

De concert avec l'Automobil-Club allemand, le NSKK. possède encore un autre terrain d'action. Il s'agit avant tout d'introduire dans le pays motorisé une rigoureuse discipline de circulation. La chose n'est pour le mieux réalisable que moyennant une soumission volontaire telle que le NSKK. l'exige de tous ses membres.

Les Congrès annuels du parti

Il a toujours été dans les habitudes du parti national-socialiste d'organiser ses démonstrations sur la plus vaste échelle, et de leur conférer un caractère esthétique bien déterminé, à seule fin de produire une vive et frappante impression sur les assistants comme sur les membres du parti eux-mêmes. A cet effet, la répartition et la mise en mouvement des masses, les contrastes des couleurs, l'harmonieuse combinaison des discours, des chants et de la musique, sont l'objet constant d'une étude des plus approfondie.

Loin d'atténuer en quoi que ce soit cette habitude, la prise du pouvoir n'a fait que lui donner une force nouvelle, en raison des moyens beaucoup plus puissants dont dispose le parti. Le congrès annuel a revêtu des formes de plus en plus imposantes.

Adolf Hitler a choisi la ville de Nuremberg pour siège permanent de cette assemblée. Des constructions spéciales ont été édifiées sur la vaste plaine qui s'étend autour de la ville; chacun d'eux répond à un but particulier auquel sa dimension sert de mesure, comme par exemple le gigantesque amphithéâtre de la *Zeppelinwiese*. Il offre à 100000 spectateurs la possibilité d'assister au déploiement et aux manœuvres de 150000 membres du parti ou soldats. Il s'agit en l'espèce d'un terrain d'une superficie de 9 kilomètres carrés, entouré alternativement de trois côtés par 34 tours et par des tribunes pour le public, pendant que le quatrième côté est occupé par les tribunes réservées aux membres d'honneur, avec la plate-forme surélevée d'où le Führer prend la parole.

A proximité de cet édifice aux proportions si énormes, s'étend la grandiose arène *Luitpold*, où se dresse le monument consacré aux morts de la guerre mondiale. Là peuvent se réunir 100000 chemises brunes, sur l'appel de leur chef suprême, qui trouve également, parmi les tribunes d'honneur, la plate-forme destinée à son expansion oratoire.

La salle pour les séances officielles s'étant révélée insuffisante, un hall nouveau est en construction. Il pourra contenir 60000 personnes, avec une salle de concert, ainsi que des salles de dimensions plus restreintes pour séances spéciales. Ce nouveau hall du congrès forme une partie de l'installation d'ensemble, laquelle comprend en outre une maison de la culture, une gigantesque arène de sport (la plus grande du monde), un vaste champ de Mars (pour 2 millions de personnes), un terrain de campement d'énorme étendue et une imposante route de déploiement, de 100 mètres de large (voir fig. 128).

Ces courtes indications peuvent donner une image du caractère grandiose imprimé à la réunion annuelle d'un demi-million de nationaux-socialistes, appartenant à toutes les formations du parti, SA., SS., NSKK., au Service de travail, à la Jeunesse hitlérienne et au DAF.

La journée du parti comprend deux séries alternatives de manifestations: les rassemblements en masse dans les constructions à ciel ouvert décrites ci-dessus, et les séances dans la salle du congrès. Les premières fournissent à toutes les députations accourues des différentes régions de l'Allemagne avec leurs drapeaux, l'occasion de voir le Führer, d'entendre sa parole enflammée, et de communiquer à leurs concitoyens, lors du retour, l'impression inoubliable rapportée de Nuremberg. Les séances dans la salle permettent de traiter les grandes questions de politique, d'économie sociale, de culture, et celles concernant le parti. Les orateurs, qui sont des ministres du Reich ou des chefs nationaux-socialistes, rendent compte des résultats obtenus, pendant que le Führer, après avoir résumé les progrès accomplis, établit dans une proclamation les nouvelles tâches nécessaires à l'intérêt du parti et de l'Etat.

Tout l'ensemble de la solemnité répond, dans son imposante majesté, à la vaste dimension du cadre et au nombre des participants. Les années dernières, le défilé du Service de travail produisit une impression toute particulière à cet égard. 45000 jeunes gens de cette organisation, la plupart le buste nu jusqu'à la ceinture comme dans leur travail, après le défilé devant le Führer, prirent position sur la Zeppelinwiese. Ils tenaient en main le manche de la pelle reposant entre leurs pieds (voir figure 52).

Le chef du Service de travail, secrétaire d'Etat Hierl, s'avance vers le Führer qui a pris place sur sa tribune, et lui annonce la présence d'un corps formé de détachements accourus de toutes les régions d'Allemagne pour participer à cette fête solennelle. Hitler, évidemment ému, lui tend la main et la serre longuement, après quoi il adresse à la formation la formule habituelle: «*Heil, Arbeitsleute!*» (Salut, hommes du travail.)

Comme d'une seule voix, jaillit la réponse: «*Heil, mein Führer*» (Salut, mon Führer). Une sorte de cérémonie mystique commence alors, entremêlée de batteries de tambour, de fanfares éclatantes, de drapeaux agités, d'acclamations et de chants.

L'hymne du travail y domine, en proclamant que la pelle est symbole de paix, d'honneur et de foi, que les divisions du passé, désormais bannies, ont fait place à la solidarité et au labeur en commun, que l'on veut rendre plus fertile et augmenter la terre des ancêtres, en préservant la patrie des tourments de la faim.

Dans le refrain qui termine chaque strophe sont célébrées la fidélité au Führer, l'amour de la patrie et la foi en l'avenir.

Après le dépôt de quatre couronnes au catafalque des héros de la guerre, de ceux du mouvement, des victimes du travail, et des camarades tombés en service, la cérémonie prend fin avec une invocation à Dieu, pour qu'il veuille bénir le travail, et qu'il donne la force nécessaire à la fertilisation du nouveau sol, pour le bien de la patrie. Tout coup donné avec la pelle doit être une prière pour l'Allemagne.

M. Hierl prend alors la parole pour exprimer au Führer que ses hommes ne se sentent nullement sous l'oppression d'un labeur forcé, mais se considèrent comme de joyeux et conscients soldats du travail, fiers de répondre à l'appel en faveur de leur peuple. Lorsque, dans quelques semaines, ils quitteront le service, ils emporteront avec eux la compréhension de la haute valeur morale du travail.

Toute la nation, de génération en génération, passera par cette école, qui répond à l'esprit du national-socialisme, et est indissolublement liée à la personne de son créateur.

Le Führer, interrompu par des applaudissements sans fin, prononce son discours et termine ainsi:

«Vous êtes devant nous non seulement comme les représentants de votre propre foi inébranlable dans l'avenir de notre peuple, mais aussi comme interprètes de la nôtre. Nous croyons en vous! Nous croyons en notre jeunesse allemande, et par là nous retrouvons la foi en notre peuple dont vous êtes la plus belle expression.»

Cette cérémonie, si imposante dans sa simplicité, laisse l'impression la plus profonde chez tous ceux qui en ont été témoins.

Un autre spectacle non moins imposant fut le serment des fonctionnaires du mouvement. 150 projecteurs, par une nuit obscure, jetaient vers le ciel autour de la Zeppelinwiese, des rayons lumineux atteignant des kilomètres en hauteur, et formaient au-dessus de l'amphithéâtre, éclairé à jour, un dôme de lumière d'une magnificence enchanteresse. Cet appel fantastique de centaines de milliers d'hommes présents avec leurs 25000 drapeaux, s'accomplit dans une brillante symphonie de bannières, de lumière et de colonnes de chemises brunes, que surmontait de ses lignes tranquilles la tribune en marbre des orateurs (voir figure 50, 51).

Après un défilé des diverses formations devant le Führer (voir Fig. 46, 49) les fêtes sont habituellement clotûrées par des exhibitions militaires, destinées à montrer la bonne instruction de la troupe, son armement conforme au progrès moderne, et à attester l'étroite union existant entre le parti et l'armée, ces deux colonnes de l'édifice national-socialiste.

Le corps diplomatique ainsi que les représentants de la presse allemande et étrangère, toujours invités par Hitler à cette assemblée du parti, sont unanimes à reconnaître le caractère grandiose, l'organisation parfaite, la haute valeur politique et le succès de popularité qui marquent cette fête annuelle de la nouvelle Allemagne.

L'organisation du NSDAP. à l'étranger (AO.)

Outre les 31 districts qui forment le parti national-socialiste dans le Reich, il en est un autre, le plus récent, embrassant les citoyens du Reich résidant à l'étranger, soit trois millions de personnes, ainsi que les 70.000, chiffre rond, appartenant au personnel maritime.

De même qu'à l'intérieur, par la suppression des partis et l'extinction de la lutte de classe, le national-socialisme a réalisé l'unité du peuple, la communauté populaire, de même il s'est hâté de créer, par un procédé semblable, la direction centrale de tous les nationaux vivant hors des frontières ou dans les pays les plus éloignés. Cette direction fut fondée au printemps de 1931 par quelques Allemands alors à l'étranger, sous le titre: «Section étrangère de la direction du NSDAP.» avec son siège à Hambourg; son rôle se bornait alors naturellement à gagner de nouveaux adhérents au parti. Mais déjà en 1931, grâce à un travail tenace et patient, on réussit à fonder de nombreux points d'appui et des groupes locaux, qui rendirent possible en 1932 la formation des premiers groupes de pays.

Après l'avènement au pouvoir, Mr. Ernst Wilhelm Bohle prit la direction de l'organisation, et fut appelé, au mois d'octobre 1933, dans l'état-major du représentant du Führer avec le titre officiel de chef de district. Son office reçut plus tard la dénomination d'«*Organisation du NSDAP. à l'étranger*» (*AO.*) Sous l'impulsion de Mr. Bohle, le mouvement des membres chez les Allemands de l'étranger et dans la navigation prit un essor considérable. L'AO. ne comprend aujourd'hui pas moins de 548 groupes locaux et points d'appui à l'étranger, lesquels, exception faite d'un grand nombre d'indépendants, se répartissent en 45 groupes et cercles de pays et en 1097 groupes de la navigation.

Les *commandements* de l'AO., devenus depuis 1937 obligatoires pour tous les Allemands de l'étranger, se formulent ainsi:

1. Obéis à la loi du pays dont tu es l'hôte.
2. Laisse aux habitants du pays qui te donne l'hospitalité le soin de la politique. La politique intérieure d'un pays étranger ne te regarde en rien. Ne t'en mêle pas en conversation.
3. Fais partout et toujours profession de membre du parti.
4. Parle et agis toujours de manière à faire honneur au mouvement national-socialiste, et par là à la nouvelle Allemagne. Sois juste, honnête, vaillant et fidèle.
5. Considère chaque Allemand du dehors comme ton congénère, comme un homme de ton sang, de ta nature et de ton espèce. Tends-lui la main, sans souci de sa position sociale. Nous sommes tous «créateurs» parmi notre peuple.
6. Viens de tout cœur et spontanément en aide à tes compagnons allemands, s'ils se trouvent dans l'embarras sans leur faute.
7. Ne sois pas seulement membre du parti, sois aussi et surtout un champion. Prends exactement connaissance de la nature du caractère intrinsèque, et du but de notre mouvement.

8. Cherche et lutte jour par jour pour l'adhésion de tout Allemand comme il faut à notre mouvement. Persuade-le de la supériorité et de la justesse de ce mouvement, de la nécessité de notre victoire pour l'existence future de l'Allemagne. Emploie les armes spirituelles.
9. Lis l'organe de notre parti, nos imprimés et nos livres.
10. Joins-toi à nos partisans du lieu de ta résidence. S'il y existe un point d'appui ou un groupe local, deviens son collaborateur discipliné et actif. Ne sème aucun élément de discorde, mais efforce-toi de tout ton pouvoir d'écarter les dissentiments possibles.

Ces dix commandements résument l'esprit nouveau dont le IIIe Reich a animé la vie des Allemands de l'étranger, et la grande valeur qu'il attache à leur activité. Il n'est plus question seulement de confiance, mais de devoir, d'efforts à produire et de la conduite à tenir.

Les résultats atteints permettent d'affirmer que les groupes allemands de l'étranger ont rempli parfaitement leur tâche. L'œuvre du secours d'hiver de l'AO. a fourni en 1934—35 une contribution de 1,1 million de marks, et de 1,8 million pour l'hiver de 1935—36. La direction de l'AO. surveille la répartition et prend soin de l'assistance spéciale en faveur des régions nécessiteuses du Reich et de l'étranger. C'est ainsi qu'un donataire des Indes contribue à assurer une chambre chaude à son compatriote allemand sans travail de la Haute-Silésie orientale ou du Luxembourg. 880 mères allemandes de l'étranger ont pu venir l'année dernière se reposer un mois au pays natal, et 10.000 enfants passer leurs vacances dans le Reich.

L'AO. s'est particulièrement préoccupée de la situation sociale des gens de mer allemands. Elle a beaucoup contribué à la réalisation du dispositif de tarifs ainsi qu'à l'introduction des premiers dons aux enfants et des cadeaux de Noël. C'est à l'instigation de l'AO. que sont dues «l'œuvre des victimes du travail sur mer», et la création de foyers propres pour les familles des gens de mer. Un appel de Mr. Bohle pour un action de secours en faveur des Allemands d'Espagne a rapporté en quelques mois 2,4 millions de marks.

Au sein des groupes allemands de l'étranger, des orateurs ont mission de parler des idées et des conquêtes du IIIe Reich. A l'occasion de jours de fête nationaux, comme par exemple à la Fête de la moisson, des Allemands en vue, venus de la patrie, tiennent des conférences dans ces milieux. Les groupes les plus importants, comme au Brésil, éditent des journaux et des revues.

On projette l'édition d'un grand journal de l'AO. Provisoirement paraît aux soins de l'AO. du DAF. la revue mensuelle «Der Deutsche im Auslande». L'office maritime publie «Seefahrt ist not» et «Der Deutsche Seemann». L'«Association des unions allemandes de l'étranger», envoie «Den Heimatbrief» et l'annuaire «Wir Deutsche in der Welt».

La radio et le film servent à l'AO. de liaison avec la patrie. Un récepteur spécial à ondes courtes doit également donner aux Allemands résidant dans les pays les plus éloignés la facilité d'entendre les transmissions du Reich. Entre-

temps, l'AO. leur fait parvenir des disques de gramophone et des extraits des films d'actualité, qui sont reproduits dans des milieux allemands fermés.

L'AO. encourage les relations entre les Etats, en s'inspirant surtout du point de vue culturel et économique. De concert avec le ministère des Affaires étrangères, elle a, par exemple, organisé l'année dernière le voyage en Allemagne de groupes d'étudiants ibéro-américains et des manifestations à l'occasion de la semaine du Livre, en suscitant un intérêt tout particulier à l'étranger.

A chaque fin de saison d'été a lieu à Stuttgart, la «Ville des Allemands de l'étranger», sous l'égide du chef de district, l'assemblée des Allemands de l'étranger, auquel accourent des camarades de toutes les parties du monde. C'est une démonstration grandiose de la solidarité du peuple allemand.

Lors du quatrième anniversaire de la prise du pouvoir, Adolf Hitler institua au ministère des Affaires étrangères le poste de chef de l'organisation à l'étranger, et le confia à Mr. Bohle, qui reste cependant directeur de l'AO. du parti national-socialiste. Le Führer a voulu par là raffermir encore une fois l'unité du parti et de l'Etat, et reconnaître en même temps les mérites d'un de ses collaborateurs les plus actifs et les plus intelligents.

VI.

Les Forces militaires de l'Allemagne

La force armée est un domaine de la politique dans lequel Hitler avait à déployer tout son talent d'homme d'Etat, tout son tact, et toute son énergie; mais elle représente effectivement un de ses plus brillants succès.

Quant le jeune chancelier du Reich prit en main le gouvernail, le problème militaire lui apparut dès le premier moment sous le double point de vue de la politique intérieure et de la politique extérieure. De sérieuses difficultés surgissaient devant lui dans un cas comme dans l'autre. Pour s'en faire une juste idée, il importe de ne pas perdre de vue quel était alors l'état militaire de l'Allemagne.

Celle-ci possédait à ce moment-là les faibles forces militaires que lui avait imposées le traité de Versailles, soit 100.000 hommes et quelques navires, mais pas un avion, c'est à dire une force absolument hors d'état de pouvoir remplir son devoir de protection envers le peuple et le Reich, en dépit de son excellent esprit et de son haut degré d'instruction. Mais fidèle à ses vieilles traditions, et en raison de la forme d'armée de métier à laquelle elle se trouvait réduite, l'armée avait occupé une situation toute particulière dans la république de Weimar. Cela tenait tout d'abord à ce que le président du Reich, ce chef militaire si vénéré de la guerre mondiale, demeuré indépendant de toutes les intrigues parlementaires, était en même temps le chef suprême de l'armée; en second lieu, celle-ci était l'instrument du fameux article 48 de la Constitution de Weimar, article par lequel cette Constitution pouvait pratiquement cesser d'exister, comme le fait se produisit, par exemple, dans l'été de 1932, à l'occasion de la déposition manu militari du gouvernement de Prusse.

Appuyée sur ces deux facteurs, l'armée inaugura et conserva pendant ces sombres années une attitude de neutralité au-dessus des partis, vis-à-vis d'un système parlementaire où elle comptait beaucoup d'adversaires imbus de l'esprit dit pacifiste; cette attitude constituait une garantie pour son existence, en même temps qu'elle protégeait les intérêts de l'Etat. L'Histoire nous enseigne quelles tristes conséquences pour une armée et pour la nation elle-même peut entraîner la participation du soldat à la lutte intérieure du pays. On n'a pas encore perdu le souvenir de la résolution avec laquelle Mussolini, le jour de la marche sur Rome, congédia du haut du balcon de l'hôtel Savoja les officiers réunis dans la rue pour lui apporter leurs hommages. L'armée allemande est redevenue ce que son fondateur, le général von Seeckt, voulait qu'elle fût, c'est à dire «le crampon de fer du Reich». Grâce à son désistement de tous les luttes de parti,

elle a pu maintenir intact son esprit militaire, et «demeurer un symbole et un solide rempart protecteur de l'Etat, en un temps où le peuple devait être conduit, sans danger pour son existence, à travers une vallée de pressions et d'humiliations, de détresse et de déchirement intérieurs.» C'est en ces termes qu'Hindenburg s'exprime dans son testament politique.

Hitler se trouvait donc en présence d'une entreprise peu facile, en sa qualité de chancelier et en même temps de chef du parti national-socialiste, pour arracher l'armée à une attitude qualifiable «d'Etat dans l'Etat», et pour écarter tous les malentendus existant entre elle et le mouvement, bien que leurs buts fussent communs en ce qui concerne le legs du soldat allemand du front: la lutte contre les chaînes de Versailles, et la négation du système de Weimar.

Un pareil résultat ne pouvait être atteint qu'en attribuant à l'armée un rôle fondamental dans l'établissement du nouvel Etat, et en transformant l'armée de métier en une armée nationale. Hitler s'est acquitté avec beaucoup de tact de cette tâche difficile.

Déjà avant sa prise de possession du pouvoir, dans une conversation avec un officier de haut grade, le futur chancelier avait précisé que l'Allemagne d'après-guerre n'avait que deux grandes missions à accomplir: l'organisation du mouvement national-socialiste et la création de l'armée. Il s'efforça de tout son pouvoir de gagner la sympathie des milieux militaires, en quoi il fut sûrement aidé par sa propre qualité de vaillant combattant du front. Il chercha en outre à s'assurer leur concours pour la mise à exécution de son idée; saisir en main le pouvoir par des moyens révolutionnaires, mais légaux. Quelques jours après la réalisation de ce but, Hitler prit occasion de s'adresser à tous les chefs de l'armée et de la marine, pour leur exposer clairement ses vues politiques et les assurer de son constant souci pour la défense du pays. Au mois de septembre 1933, il put proclamer solennellement: «Si l'armée n'avait pas été avec nous aux jours de la révolution, nous ne serions pas ici.» Et il affirma s'incarner de tout son cœur dans l'esprit de cette armée.

Lors de son grand discours au Reichstag en janvier 1934, une année après la prise du pouvoir, il constata avec satisfaction: «C'est un événement unique dans l'Histoire, qu'entre les forces de la révolution et les chefs responsables d'une armée où règne une discipline sévère, une union cordiale s'établisse au service du peuple, comme c'est le cas entre le parti national-socialiste, dont je suis le chef, d'une part, et les officiers et soldats de l'armée et de la marine allemandes, d'autre part. L'armée et ses chefs ont assuré au nouvel Etat leur fidélité et leur concours sans condition, et nous ont surtout rendu possible devant l'Histoire le succès de notre œuvre.»

D'un autre côté, ce succès n'a rien de surprenant, si l'on réfléchit que le Führer, comme nous en avons déjà fait mention, est soldat dans l'âme; dans son article de fond du *Völkischer Beobachter* en date du 29 juin 1934, le général von Blomberg, alors ministre de la guerre, en a donné la confirmation en ces termes: «*En étroite liaison avec le peuple entier, l'armée est fière de porter sur le casque d'acier et sur l'uniforme le signe de la renaissance de l'Allemagne, et de marcher, disciplinée et fidèle, derrière le chef de l'Etat, le feldmaréchal de la grande guerre,*

le président v. Hindenburg, et derrière le chef du Reich, Adolf Hitler, sorti de nos rangs et qui restera toujours un des nôtres[1]).»

Une condition préalable, sûre et nécessaire de cet harmonieux accord, était et demeure toujours que chacune des deux institutions, l'Etat et le parti, se renferment dans les devoirs qui leur incombent. La preuve en est fournie par la crise du 30 juin 1934: des tentatives furent faites alors pour que la défense du pays passât de l'armée à d'autres organisations (les SA.) — le Führer y mit promptement un terme.

Hitler a fait de l'armée un des piliers de l'Etat, en proclamant solennellement qu'elle est la *seule représentante de la puissance armée de la nation*, le parti demeurant celui de la *volonté politique*. L'armée recevait ainsi une base constitutionnelle bien définie, et la séparation des devoirs mutuels des deux grandes institutions se précisait de la façon la plus claire.

Cette nouvelle situation de l'armée trouva son expression historique et sa confirmation dans deux documents fondamentaux: tout d'abord dans celui qu'au mois de mai 1934, Hindenburg désigna comme son testament: le règlement sur «Les nouveaux devoirs du soldat allemand», où est exposé en termes laconiques la doctrine militaire nationale-socialiste. Alors qu'en 1930, le code militaire contenait la phrase: «L'armée est l'instrument du pouvoir légal du Reich, elle en protège les frontières et l'intégrité à l'extérieur et à l'intérieur», cette phrase est modifiée actuellement dans la teneur suivante: «L'armée est la mandataire du peuple allemand. Elle protège le Reich et la patrie, le peuple uni dans le national-socialisme et son territoire.»

Ainsi le pouvoir légal du Reich, toujours sujet à des changements, est remplacé par la désignation du «peuple allemand», incarné dans le national-socialisme.

Les deux textes montrent encore d'autres différences dignes de remarque; on lisait par exemple précédemment: «L'armée sert l'Etat, et non les partis»; aujourd'hui cela s'exprime comme il suit: «Le service militaire est un service d'honneur au peuple allemand.» En 1930, tous les articles du code militaire se limitaient à la tradition, très peu familière à la plupart en dehors de l'armée: en 1934, à côté d'un glorieux passé, la force militaire a sa source dans la terre allemande et dans le travail allemand.

La disparition du vieux feld-maréchal fut l'occasion d'une seconde manifestation historique. Le soir même de sa mort, l'armée prêta le serment dans la formule suivante: «*Je fais devant Dieu le serment solennel de prêter obéissance absolue au chef du Reich et du peuple allemand, Adolf Hitler, chef suprême de l'armée, et je suis prêt, en vaillant soldat, à engager en tout temps ma vie pour ce serment.*»

C'était là le couronnement du développement politique de l'armée, développement déjà en train avant la prise de possession du pouvoir; c'était la solution

1) Depuis le commencement de l'année 1934, les soldats portent sur l'uniforme l'emblème du NSDAP. La même année, on vit pour la première fois, à l'assemblée du parti, de forts contingents militaires côte à côte avec les combattants politiques d'Hitler.

définitive du problème intérieur de la force armée. Il n'existe plus désormais de contraste entre le parti et l'armée, mais un parallélisme, un ensemble, et une prestation d'assistance mutuelle.

«*Aussi clairement que sont distincts les devoirs du parti et ceux de l'armée, aussi solide et ferme doit être leur confiance réciproque. Nous tirons tous sur la même corde et nous poursuivrons tous le même but. Mais la base de la confiance mutuelle ne peut être que l'idée nationale-socialiste, car nous sommes tous les soldats d'Adolf Hitler. Un bon militaire doit être en même temps un bon national-socialiste ... C'est honorer nos camarades morts que de saluer et de servir Adolf Hitler.*»

(v. Blomberg.)

Une fois le problème militaire intérieur ainsi résolu, Hitler pouvait se consacrer au problème extérieur, celui de la libre défense.

En octobre 1933, quelques jours après sa sortie de la SDN., le gouvernement du Reich émit dans un memorandum la proposition d'une armée forte de 300.000 hommes; dans les premiers mois de l'année 1934, des pourparlers eurent lieu à différentes reprises pour un accord d'armement, de la durée de dix ans, sur la base d'un memorandum britannique du 22 janvier, envoyé, outre qu'à Berlin, à Paris, à Rome, à Bruxelles et à Varsovie. Dans ce document, on exprimait entre autres la satisfaction que les propositions d'Hitler ne s'occupassent pas uniquement de questions techniques de désarmement, mais aussi de garanties politiques contre une agression.

Les pourparlers demeurèrent cependant sans succès, et le Führer en prit occasion pour préparer, de concert avec le ministre de la Reichswehr, le passage de l'armée au système à court terme et au service obligatoire général, en vue de former une armée nationale. L'adoption en France du service de deux ans hâta la décision, qui tomba à l'improviste le *16 mars 1935*.

Dans un appel au peuple allemand, le gouvernement du Reich fit connaître les motifs de sa décision. Après avoir rappelé comment, en novembre 1918, l'Allemagne, confiante dans les assurances données par les 14 points de Wilson et dans la croyance à un règlement nouveau des relations entre les peuples, avait déposé les armes au bout de quatre années et demie de glorieuse résistance, le gouvernement exposait le traitement infligé au peuple allemand par le traité de Versailles, qui lui imposait le désarmement complet, mais avec la promesse qu'un désarmement général serait mis en train et garanti. D'après les constatations de la commission de contrôle interalliée, l'Allemagne a rempli les obligations de désarmement auxquelles elle était astreinte:

Furent détruits, en armes de guerre: 39.897 bouches à feu, 130.558 mitrailleuses, 31.470 lance-mines, 6.007.000 fusils et carabines, 243.937 canons de mitrailleuses, 28.001 affûts, 4.390 affûts de lance-mines, 38.750.000 projectiles, 16.550.000 grenades à main et grenades à fusil, 60.400.000 fusées, 491.000.000 munitions d'arme à feu, 335.000 tonnes de douilles d'obus, 23.515 tonnes de douilles de cartouches, 37.600 tonnes de poudre, 79.500 vide-munitions, 212.000 téléphones, 1.072 lance-flammes, 31 trains blindés, 59 chars d'assaut, 1.762 voitures d'observation, 8.982 postes émetteurs de télégraphie sans fil, 1.240 boulangeries de campagne,

2.199 pontons, 981,7 tonnes d'effets d'équipement pour soldats, 8.230.350 sacs militaires, 7.300 pistolets et revolvers, 180 skis pour mitrailleuses, 21 ateliers roulants, 12 voitures d'artillerie aérienne, 11 caissons d'artillerie de campagne, 64.000 casques d'acier, 174.000 masques à gaz, 2.5000 machines de la précédente industrie guerrière, 8.000 canons de fusil.

Furent détruits en armes aériennes: 15.714 avions de chasse et de bombardement, 27.757 moteurs d'avions.

Furent détruits en armements maritimes: 26 grands navires de combat, 4 cuirassés garde-côtes, 4 croiseurs cuirassés, 19 petits croiseurs, 21 navires-écoles et navires spéciaux, 83 torpilleurs, 315 sous-marins.

Durent être en outre détruits: Véhicules de toute nature, moyens de combat par les gaz et de protection contre les gaz, appareils de choc et explosifs, projecteurs, appareils de pointage, appareils de mesures des distances et du son, appareils optiques de tout genre, harnachements, matériel de voie étroite, imprimeries de campagne, cuisines de campagne, ateliers, armes tranchantes et armes à pointe, casques d'acier, moyens de transport de munitions, machines d'usage courant et d'usage spécial de l'industrie guerrière, dispositifs d'attelage à un cheval, croquis à cet effet, hangars d'aviation et pour dirigeables, etc.

Après cette exécution des clauses d'un traité sans précédent dans l'Histoire, l'Allemagne avait le droit d'attendre de l'autre partie le même accomplissement des obligations endossées, mais elle fut déçue. On dut constater au contraire que toute une série d'Etats procédaient à leur armement. Ce que la guerre avait produit de nouveaux engins de destruction trouva son achèvement par un travail méthodique et scientifique en pleine paix. Les puissants chars d'assaut et les nouveaux avions de combat et de bombardement subirent des perfectionnements ininterrompus, des pièces d'artillerie gigantesques furent construites, de nouvelles bombes explosives, incendiaires et à gaz, fabriquées.

Au milieu de ces Etats belliqueux, armés jusqu'à l'extrême et utilisant toujours davantage la motorisation, l'Allemagne n'était qu'un pays réduit à l'impuissance, exposé à chaque menace et à tout péril. Il était donc bien naturel qu'elle commençât à solliciter des autres Etats l'accomplissement de leur promesse de désarmement.

Il en résulta les tentatives de réaliser par voie de conférences une réduction générale des armements. C'est ainsi que naquirent les premiers projets d'accord international de désarmement, projets parmi lesquels le plan MacDonald mérite une mention spéciale. L'Allemagne était prête — disait-on dans l'appel au peuple — à accepter ce plan et à en faire la base d'un entente. Mais le plan échoua devant le refus d'autres puissances.

L'égalité de droits solennellement assurée au peuple allemand dans la déclaration du mois de décembre 1932 ne se trouvant pas réalisée par là, le nouveau gouvernement allemand, gardien dans sa pensée de l'honneur et du droit à l'existence de la nation, se voyait hors d'état de prolonger sa participation à ces conférences ou de continuer à faire partie de la SDN.

Même après avoir quitté l'aréopage génevois, le gouvernement allemand se déclara disposé, non seulement à examiner les projets d'autres Etats, mais aussi à présenter des propositions propres. Toutefois, le refus de ces propositions et des projets italiens et anglais, conçus dans le même esprit, évoquèrent la conviction que les autres partenaires du traité n'étaient plus disposés à remplir les prescriptions de désarmement formulées dans le traité.

Il ne restait donc plus au gouvernement allemand qu'à aviser aux mesures nécessaires en vue de mettre un terme à l'état d'impuissance d'un grand peuple, état humiliant et menaçant à la fois.

L'appel faisait ressortir ici que le gouvernement du Reich ne nourrit qu'un seul et unique désir de pouvoir matériel, celui de maintenir la paix pour le Reich et par suite pour l'Europe entière. On en donnait la preuve en énumérant les démarches déjà entreprises par l'Allemagne en vue d'assurer la paix, surtout les projets de pactes de non-agression avec les Etats voisins, l'accord germano-polonais et les solennelles assurances données au voisin de l'ouest, après le règlement de la question de la Sarre, de ne plus élever ou susciter aucune revendication territoriale.

Mais à son grand regret, le gouvernement allemand doit constater — ainsi s'exprime plus loin l'appel — que les armements continuent sur une vaste échelle dans le reste du monde. Il voit dans la création d'une armée russe soviétique de 101 divisions, soit 960.000 hommes comme effectif présent du temps de paix, un danger que le traité de Versailles ne pouvait pas prévoir. Le gouvernement allemand doit établir en outre que l'adoption récente en France du service de deux ans substitue au principe du service à court terme celui du service de longue durée.

Le gouvernement allemand ressent l'impossibilité dans laquelle de pareilles conditions le mettent de retarder plus longtemps ou même de cacher les mesures jugées nécessaires pour la sécurité du Reich. En sa qualité de gardien de l'honneur et de la considération de la nation allemande, il désire assurer ces moyens de puissance à un degré qui serve au maintien de l'intégrité du pays et qui contribue au respect de l'Allemagne dans le monde en tant que coopératrice à la paix générale.

L'appel se termine par ces mots:

«A cette heure solennelle, le gouvernement allemand renouvelle devant le peuple allemand et devant le monde entier l'assurance de sa résolution de ne chercher dans son armement aucun moyen d'agression quelconque, et de n'y voir qu'une garantie pour sa défense et pour le maintien de la paix. Il exprime ici le ferme espoir qu'il sera permis au peuple allemand, rendu à son honneur et jouissant en toute indépendance de la parité de droits, d'apporter sa contribution à la pacification du monde par une collaboration franche et loyale avec les autres nations et les autres gouvernements.»

La loi du 16 mars 1935 sur l'organisation de la force armée, en promulguant le service général obligatoire, a été le berceau de la puissance militaire du

IIIᵉ Reich. Dès le 21 mai, suivit la loi du service militaire, dont les paragraphes principaux sont ainsi conçus: 1. Le service militaire est un service d'honneur au peuple allemand. 2. Chaque Allemand a le devoir de servir; 3. En cas de guerre, et en dehors du devoir militaire, chaque homme allemand et chaque femme allemande ont l'obligation de prêter leurs services à la patrie; 4. L'armée est la représentante de la force, et l'école d'éducation militaire du peuple allemand. Elle comprend l'armée de terre, la marine de guerre et l'aviation militaire. 5. Le chef suprême de l'armée est le Führer-chancelier du Reich. 6. Sous ses ordres, le ministre de la guerre exerce le commandement en chef des forces armées.

Le 18 juillet de la même année fut signé l'accord naval avec la Grande-Bretagne, accord qui annulait au point de vue du droit international la partie V. du traité de Versailles. Pendant l'été eut lieu la revue d'appel du premier contingent de recrues, et au mois de novembre, la classe 1914 (celle des jeunes gens nés l'année où éclata la guerre mondiale) prêta le serment au Führer, à l'ombre du nouvel étendard de guerre du Reich, symbole de l'unité de l'Etat et du peuple, du parti et de l'armée.

L'année 1936 vit s'accomplir une autre action importante. Comme réponse à la conclusion de l'alliance militaire entre la France et l'Union soviétique, des régiments allemands pénétrèrent, le 7 mars, dans la zone rhénane démilitarisée, et abolirent par là le dernier vestige de limitation unilatérale de la force militaire allemande. Et lorsqu'au mois d'août, les détenteurs du pouvoir moscovite eurent de nouveau poussé plus loin le fiévreux armement de l'armée bolchéviste en abaissant l'âge de l'appel sous les drapeaux, le service actif de deux ans fut décrété en Allemagne.

Un décret du Führer-chancelier en date du 26 février 1935 mit, à partir du 1ᵉʳ mars de cette même année, l'*arme aérienne* sur le même pied que l'armée et que la marine, comme troisième partie de la force militaire.

Ainsi font officiellement pour la première fois leur apparition les forces de combat aériennes; c'est l'œuvre personnelle du ministre actuel de l'Air, le général Göring, qui avait déjà pris de lui-même cette initiative lors de la formation du cabinet Hitler, en la tenant strictement secrète jusqu'à la fin du mois de février 1935. Pour parler plus exactement, Hermann Göring, aviateur décoré de l'ordre Pour le Mérite pendant la guerre mondiale, successeur de Manfred von Richthofen dans la conduite de la célèbre escadrille de chasse, avait insisté depuis des années, avec la collaboration de ses anciens camarades, pour l'organisation de groupes d'aviateurs des SA. et des SS. Ces groupes, d'un caractère sportif, étaient destinées à maintenir vivante en Allemagne l'idée de l'aviation, et à préparer des pilotes pour le jour où l'aviation allemande serait enfin délivrée des chaînes de Versailles. Après la prise du pouvoir, les membres des groupes d'aviateurs furent accueillis dans la Société allemande de sport aérien, la seule grande organisation du IIIᵉ Reich pratiquant ce genre de sport, et de là passèrent pour la plus grande partie dans l'aviation militaire.

Le 11 mars 1935, quelques jours après la promulgation du service obligatoire, le général Göring communiquait au correspondant du *Daily Mail*, Ward Price,

que l'Allemagne avait institué une aviation militaire, parce que sa sécurité nationale exige aussi qu'il soit pris soin de celle dans l'air.

«Je me suis limité en cela — déclara le ministre — à la mesure la plus indispensable. Ma ligne de conduite ne consistait pas à créer une arme offensive contre les autres peuples, mais seulement à ériger une aviation militaire assez forte pour parer en tout temps à des attaques contre l'Allemagne.»

D'après ces déclarations l'exécution avait eu lieu jusque là dans le cadre général, sans brusque séparation au point de vue militaire. La Grande-Bretagne avait ensuite invité l'Allemagne à adhérer à un pacte de l'air, et Berlin s'était déclaré prêt à mettre ses propres forces aériennes à la disposition du pays menacé; de là, nécessité d'établir une distinction bien nette entre l'aviation civile ou sportive, d'une part, et l'aviation militaire, de l'autre. Une partie des personnes activement vouées à l'aviation étaient devenues des soldats, et quelques-unes même des officiers.

Les forces aériennes sont soumises au ministre de l'Air en sa qualité de général des aviateurs[1]). Le ministre contrôle également l'aviation civile. L'uniforme des aviateurs ressemble à celui de la Société sportive aérienne, mais avec les insignes militaires de grade. Des postes d'attaché-aviateur à l'étranger sont en préparation.

On ne pouvait encore — selon l'interviewé — donner de chiffres précis en ce qui concerne les forces aériennes militaires allemandes, mais toute personne douée d'un esprit clair et réfléchi devait convenir que l'Allemagne, tout particulièrement menaçée, a le droit de prétendre à un effectif garantissant absolument sa sécurité. Il n'était pas possible pour le moment d'apprécier nettement le rôle de l'aviation dans l'ensemble de la force militaire. Elle offre en tout cas le même sécurité, que l'armée et la marine.

Le général Göring s'est également chargé de répondre à la question si l'aviation allemande est en état de repousser des attaques contre l'Allemagne. Il dit en propres termes: «L'aviation allemande est aussi passionnément pénétrée du sentiment de la défense de la patrie jusqu'au dernier enjeu, qu'elle est persuadée d'autre part de n'avoir jamais à être engagée pour menacer la paix d'autres peuples.»

Quelques jours plus tard, grâce à la réintroduction du service général obligatoire, l'aviation put s'augmenter de l'artillerie anti-aérienne, et le 21 mai 1935, elle fut définitivement comprise dans la loi militaire. Le 17 juillet de la même année, l'organisation de la protection contre l'agression aérienne fut soumise au ressort du ministère de l'Air, lequel réunissait ainsi sous sa direction toute l'aviation allemande.

Nous dépasserions les limites du présent ouvrage, consacré à l'œuvre totale d'Hitler au cours des quatre premières années de son gouvernement, si nous

1) Une année plus tard, le ministre Göring, ayant été promu général de corps d'armée, le grade de «Général des aviateurs» fut dévolu au secrétaire d'Etat de l'aviation, le général-lieutenant Milch.

voulions nous livrer à une description complète et détaillée de l'organisation de la force militaire allemande. Nous nous bornerons donc à quelques indications capables cependant de donner au lecteur une idée générale de l'appareil militaire de la nouvelle Allemagne.

A la tête de toutes les forces de terre, de mer et de l'air marche leur *chef suprême*, Adolf Hitler. Il a sous ses ordres immédiats le *ministre de la guerre et commandant en chef des forces armées*, le général feld-maréchal von Blomberg, responsable de la conduite militaire des trois différentes parties composant le système national de défense. Les commandants en chef de l'armée, de la marine et de l'aviation reçoivent de lui leurs instructions. Il représente l'armée et ses aspirations dans le gouvernement, et est compétent pour tout ce qui concerne la législation militaire. Une section spéciale du ministère de la guerre, sous les ordres directs du ministre, est le Bureau militaire *(Wehrmachtamt)* réparti en divers sections telles que les suivantes: Intérieur (avec le groupe de la presse), étranger, protection du pays, section de la défense, etc.

L'Armée

Le commandant en chef de l'armée est le colonel-général baron von Fritsch, qui a sous ses ordres le grand état-major de nouveau rétabli, dont le chef est le général d'artillerie Beck, puis le bureau général de l'armée, le bureau du personnel, etc.

L'armée comprend trois *groupes d'armée* sous le commandement supérieur de chefs de groupes, à savoir: le groupe I, avec son état-major à Berlin, le groupe II, avec son état-major à Cassel, le groupe III, avec son état-major à Dresde et le groupe IV avec son état-major à Leipzig. Chaque groupe comprend un nombre de corps d'armée et des troupes spéciales. Le commandant en chef d'un groupe est soit un général d'infanterie (de cavalerie ou d'artillerie) soit un lieutenant-général.

L'échelon suivant de la composition de l'armée est formé par les 12 *corps d'armée*, placés chacun sous le commandement en chef d'un général d'infanterie (de cavalerie ou d'artillerie). Les chefs-lieux de ces corps d'armée sont: Koenigsberg, Stettin, Berlin, Dresde, Stuttgart, Münster, Munich, Breslau, Cassel, Hambourg, Hanovre et Wiesbaden. Le général commandant en chef un corps d'armée est en même temps commandant supérieur territorial.

Le corps d'armée se compose de plusieurs divisions ainsi que de troupes d'artillerie, de cavalerie, et des services de renseignements qui en dépendent directement. En raison du développement technique de l'armée et de l'augmentation d'effectif de chaque régiment résultant forcément de l'adjonction d'armes modernes, telles que mitrailleuses, canons d'infanterie et pièces contre les chars blindés (PAK.), l'infanterie actuelle ne comporte plus la précédente formation en brigades.

Il importe d'établir ici la distinction entre *divisions normales* (infanterie) et *divisions blindées*. Chaque division a d'ordinaire à sa tête un général-major ou un général-lieutenant. La division est l'unité de formation la plus basse, qui

comprend des corps de troupes de différentes armes. La division (infanterie) est formée d'un certain nombre de régiments d'infanterie, et d'artillerie légère et lourde. Elle dispose en outre de différentes unités spéciales: service des renseignements, pionniers, éclaireurs, observateurs, sections de défense contre les chars d'assaut et sections d'infirmiers. La division blindée, complètement motorisée, comprend des régiments de tirailleurs montés sur voitures automobiles adaptables au terrain, puis des régiments de chars d'assaut, de l'artillerie, un service d'éclaireurs et de renseignements, des sections de défense contre les chars d'assaut, et de pionniers.

Comme il a été déjà mentionné, le grand état-major, interdit à l'Allemagne, a été rétabli. Il se recrute d'officiers ayant suivi pendant deux et jusqu'à trois ans avec succès les cours de l'Académie de guerre. Des officiers provenant des trois groupes d'armée, et dont la capacité particulière est reconnue, généralement du grade d'officiers supérieurs, sont détachés à l'Académie militaire pour y suivre des cours spéciaux en vue de servir d'auxiliaires au haut commandement.

Le régiment d'*infanterie* est formé de trois bataillons, et comprend en outre une compagnie de lance-mines, une compagnie de défense contre les chars d'assaut, un peloton de cavalerie et un service de renseignements. Le bataillon comprend trois compagnies de fusiliers et une compagnie de mitrailleuses. La compagnie de lance-mines a trois sections légères et une section moyenne; chaque section comporte deux appareils de lancement. La compagnie de mitrailleuses se répartit en trois sections de deux demi-sections chacune, soit deux machines lourdes et un peloton de servants pour trois machines lourdes. La compagnie de fusiliers a trois sections de trois groupes chacun. Un groupe comporte 4 hommes de la troupe de mitrailleuses légères et 8 à 10 fusiliers. La composition d'un régiment d'infanterie présente ce détail intéressant, qu'il dispose de près de 400 chevaux.

La motorisation et le progrès mécanique font que la *cavalerie* a été en partie transformée en unités motorisées. Un régiment comprend 4 escadrons et un escadron d'instruction. La cavalerie possède également des sections de mitrailleuses, un service de renseignements et dispose presque des mêmes armes que l'infanterie. Des escadrons spéciaux sont attachés comme cavalerie divisionnaire à l'infanterie ou comme service de renseignements au corps d'armée. Les cavaliers sont bons tireurs, prompts télégraphistes, et habiles pionniers. L'esprit cavalier et l'art équestre sont l'objet d'un soin conforme aux vieilles traditions de l'arme, comme le prouvent les prix remportés par l'école de cavalerie tant en Allemagne qu'à l'étranger.

Le régiment d'*artillerie* est formé de trois fractions à 3 batteries chacune. Les batteries sont dites légères ou lourdes selon le calibre des pièces. La motorisation joue ici le rôle décisif; l'artillerie légère est pour la plus grande partie conduite par attelages de chevaux; l'artillerie lourde attelle des chevaux ou est motorisée. La batterie comprend deux sections de deux pièces chacune. Comme nous l'avons vu, la masse de l'artillerie est répartie entre les divisions d'infanterie et de cavalerie, mais il existe cependant en outre une artillerie de

corps, dite de renforcement, c'est à dire des régiments ou des sections directement attachés au corps d'armée.

Si, dans les autres armes, le moteur n'est employé que comme moyen de mouvement, il devient l'instrument de combat, chez la *troupe motorisée*. On peut distinguer ici: 1. Des sections d'exploration, dont la compagnie comprend des cyclistes, des voitures d'observation blindées et des voitures mitrailleuses; plus une section de lance-mines et une de pionniers; 2. des régiments de chars d'assaut, consistant en voitures blindées et ne faisant partie que des divisions blindées; 3. des sections de défense contre les chars d'assaut ennemis: chaque division d'infanterie et de chars d'assaut dispose d'une pareille section, laquelle comprend trois compagnies. En outre, comme nous l'avons vu, chaque régiment d'infanterie possède une compagnie équipée de la même façon; 4. des régiments de fusiliers montés sur voitures automobiles adaptables au terrain. Ils sont attachés aux divisions blindées, et sont employés dans les mêmes conditions que la cavalerie, sauf que leur rayon d'action est considérablement plus étendu; 5. des bataillons de cyclistes sur machines adaptables au terrain et avec voitures auxiliaires. A côté de la troupe d'assaut motorisée, il convient de mentionner les colonnes de troupe cycliste, qui ont à fournir les renforts au besoin.

Une division blindée — en tant qu'il est connu — comprend 500 voitures. Les chars de combat blindés appartiennement au type léger (8 tonnes environ) sont très rapides, et possèdent un vaste rayon d'action; des expériences sont actuellement en train pour l'adaption de types plus lourdes.

A côté des services de *transmissions* faisant partie des différentes armes, fonctionnent les troupes de ce service réparties en compagnies de télégraphistes et de téléphonistes, réunies en sections de renseignements et mises à la disposition des chefs de grandes unités militaires. Le soldat de la troupe de renseignements connaît bien des moyens de transmission des ordres, tels que téléphone, transmetteur par l'écriture, télégraphe, appareils éclairs, lance-signaux, drapeaux, et pistolets lumineux; l'appareil Morse fait égalment partie de son bagage, mais est souvent complété encore par des chiens messagers et des pigeons voyageurs.

Les *pionniers* sont réunis en bataillons de pionniers, comprenant des compagnies pourvues de l'armement de l'infanterie et des colonnes munies du matériel de construction de ponts et de remplacement.

Le corps du service de *santé* se divise en compagnies réunies pour former des sections sanitaires. Les échelons de santé, établis d'après des considérations de territoire, sont répartis entre les corps de troupe, les hôpitaux et les autorités. Chaque division possède une section d'infirmiers propre. Le service de santé travaille en étroite liaison avec la Croix Rouge allemande.

La Marine de Guerre

Le commandant en chef de la marine de guerre est l'amiral général Dr h. c. Raeder, primitivement chef de la direction de la marine, et qui, depuis presque 8 ans, a dans ses mains la conduite de la marine de guerre allemande.

Pour l'exécution des tâches multiples qui lui incombent, le «*haut commandement*» comprend l'état-major du commandant en chef sous la direction du chef d'état-major, la section générale, 7 grands offices et diverses sections directement rattachées. L'Office de commandement de la marine travaille les questions d'organisation et de formation. On y recueille les observations les plus importantes en matière d'opérations et de tactique; on y réunit toutes les nouvelles importantes pour la conduite de la guerre navale et pour le développement de l'instruction militaire.

L'Office maritime de défense s'occupe des affaires du personnel de la marine de guerre, (discipline, congés, mutations et autres situations du même genre, organisation des tribunaux militaires et toutes questions de droit). L'Office général de la marine veille à la préparation matérielle des forces navales. Il a directement sous sa compétence les chantiers navals de Wilhelmshafen et l'arsenal maritime de Kiel. Il est responsable de l'approvisionnement nécessaire en combustible et autre matériel, ainsi que du maintien en état au point de vue technique de l'activité des chantiers. Tout ce qui concerne la partie topographique, les cartes marines, les ouvrages sur la navigation, etc. rentre dans le domaine de l'Office général de la marine, de même que les questions touchant la préparation de l'économie de guerre, les bâtiments auxiliaires de la marine, et la liaison avec la marine marchande. L'Office d'administration de la marine est l'autorité supérieure pour les affaires de solde, de vivres, d'habillement et de logement. Les intendances lui sont soumises pour l'accomplissement de sa tâche. L'Office des armes de la marine veille à la construction et aux progrès de l'armement, comprenant les pièces de canon, les torpilles, les mines et les munitions. L'Office du personnel des officiers de marine règle les missions spéciales, l'avancement, les réformes et les affaires d'honneur des officiers. Finalement, l'Office de construction de la marine n'a pas une moindre importance que les précédents: on y établit les plans de construction de navires, et l'on y travaille les questions de la conduite et de l'installation des machines.

Outre ces Offices, d'autres sections importantes sont sous les ordres du commandant en chef. La section du budget de la marine a à se procurer les fonds, à les répartir, et à trancher les questions de budget. La section militaire pour l'exploitation des machines est responsable de la marche des installations techniques à bord. La section du personnel médical de la marine est chargée du service de santé, et la section scientifique tire de l'Histoire la leçon des expériences auxquelles les guerres navales ont donné lieu dans le passé.

Les forces navales de combat — à l'exception des navires-écoles et de ceux nécessaires aux autorités pour leurs expériences — sont placées sous les ordres du «*commandement de la flotte*», ayant à sa tête le chef de la flotte. Son état-major s'occupe de toutes les questions relatives à la conduite des forces navales de combat, telles que la tactique navale, l'armement, l'instruction, le service des renseignements, la marche du service à bord et bien d'autres choses encore. Le vaisseau-amiral est le cuirassé «Admiral Graf Spee», stationné à Kiel, sur lequel sont aménagées les cabines de travail et de séjour pour l'état-major de la flotte. Les cuirassés sont réunis sous les ordres du commandant des vais-

seaux de ligne. La division comprend actuellement les cuirassés «Admiral Graf Spee», «Admiral Scheer», et «Deutschland».

Les croiseurs, torpilleurs, bateaux rapides et les cherche-mines sont sous les ordres du commandant des forces d'exploration. Outre le vaisseau amiral, le croiseur «Nuremberg», les croiseurs «Leipzig», «Köln» et «Karlsruhe» sont attachés à cette division navale. Celle-ci comprend en outre les 1ère, 2ème et 3ème divisions de contre-torpilleurs, la 4ème et la 6ème divisions étant en voie d'achèvement, plus deux flottilles de torpilleurs.

Pour la conduite des contre-torpilleurs, torpilleurs et bateaux rapides, le chef des torpilleurs est sous les ordres du commandant en chef des forces navales d'exploration, et pour celle des cherche-mines, ce dernier a sous ses ordres le chef des cherche-mines. Celui-ci dispose pour l'accomplissement de sa tâche de la 1ère et de la 2ème flottilles de conserve, et de la 1ère flottille de râtisseurs avec le navire d'appui «Zieten». Les flottilles de conserve se composent de navires d'appui, de 600 tonnes et très rapides.

Les sous-marins, sous les ordres directs du chef de la flotte, actuellement la flottille de sous-marins «Weddigen», avec le navire d'appui «Donau», la flottille de sous-marins «Saltzwedel» avec le navire d'appui «Saar», et la flottille de sous-marins «Lohs» avec les navires d'appui «Weichsel» et «Mosel», sont sous les ordres du chef des sous-marins. A cette division appartient entre autres la division des sous-marins de conserve.

Les cuirassés et les croiseurs sont répartis sur les ports principaux de la marine de guerre, Kiel et Wilhelmshaven. Les contre-torpilleurs et torpilleurs séjournent à Wilhelmshaven et à Swinemünde, les pose-mines à Kiel, à Pillau et à Cuxhaven. Les sous-marins ont également pour ports d'attache Wilhelmshaven et Kiel; les bateaux rapides seulement Kiel (voir fig. 58 à 63).

Toute la défense des côtes et les détachement de marine à terre sont sous les ordres des «*commandements de stations navales*» de la Baltique et de la mer du Nord, à Kiel et à Wilhelmshaven. Ces deux autorités correspondent aux commandements généraux de l'armée de terre; elles ont à leur tête des amiraux.

Quelques mots touchant les services les plus importants du rayon de commandement de la station navale de la *mer Baltique*:

Les fortifications à l'est de la mer Baltique, à la côte de Poméranie, et celles de Pillau, servent à la défense des côtes. Kiel, Swinemünde et Pillau sont les lieux de garnison des 1ère, 3ème et 5ème sections d'artillerie de marine. La 1ère section navale, à Kiel, les 2ème et 3ème sections à Stralsund, et la 4ème section à Saßnitz, veillent au remplacement du personnel des forces navales à bord et à terre, ainsi qu'à l'instruction militaire des renforts dans l'infanterie. Les 2ème et 4ème sections, réunie à Stralsund, forment le 1er régiment de marine. Le chef direct de ces services est le 2ème amiral de la mer Baltique, à Kiel, qui dispose en outre de la division navale de la Baltique, avec Kiel comme port d'attache.

L'inspection de l'instruction, à Kiel, a pour mission la formation de futurs chefs, l'instruction théorique des soldats de carrière et l'enseignement du sport.

Elle a dans son rayon les écoles de marine de Flensburg-Mürwik, l'Académie de marine de Kiel, les sections d'enseignement des sous-officiers de la marine à Friedrichsort et à Wesermünde, toutes les écoles spéciales de marine existantes, et l'école de sport naval, à Flensburg-Mürwik. Pour l'instruction à bord, on a les navires-écoles «Schleswig-Holstein», «Schlesien», le croiseur «Emden» et les navires-écoles à voiles «Gorch Fock» et «Horst Wessel».

L'inspection des torpilleurs s'occupe des questions d'instruction et de développement dans le domaine de l'arme sous-marine; elle a sous elle l'école de sous-marins, à Neustadt, avec la division-école des sous-marins; en outre l'école de torpilleurs de Flensburg-Mürwik, l'école navale de protection contre les gaz, à Kiel et le commandement d'essais de barrage, également à Kiel.

L'inspection de l'artillerie de marine, siégeant à Kiel, est chargée de tout ce qui concerne le développement et l'instruction de cette arme. Elle a sous ses ordres le croiseur «Königsberg» et divers navires-écoles d'artillerie, ainsi que l'école de défense contre les avions, l'école d'artillerie de côte, et le commandement des expériences d'artillerie navale.

L'inspection du barrage, aussi à Kiel, s'occupe du développement et de la formation des moyens de barrage. Elle a sous ses ordres l'école de barrage, à Kiel, avec la division-école, le commandement des expériences et les offices navals d'instruments servant au barrage.

L'inspection du service des renseignements a sous ses ordres le commandement d'expérimentation des moyens de renseignements, l'école de renseignements à Mürwik et l'établissement de recherche des moyens de renseignements, à Kiel.

Il en est de même pour les services de la station navale de la *mer du Nord:*

Les questions de défense des côtes sont travaillées aux chefs-lieux de commandement de la Frise orientale et septentrionale. Les 2ème, 4ème et 6ème sections d'artillerie de marine tiennent garnison à Wilhelmshaven, à Cuxhaven, et à Emden. Les sections navales de Wilhelmshaven, de Glückstadt, de Brake et de Wesermünde sont sous le commandement du 2ème amiral de la mer du Nord. Les 2ème et 4ème sections navales sont réunies pour former le 2ème régiment de marine, à Wesermünde.

L'inspection des machines à bord, à Wilhelmshaven, avec les établissements d'enseignement et de réparation à Kiel-Wik et à Wilhelmshaven, est compétente pour toutes les questions concernant le fonctionnement des machines. Elle a sous ses ordres les écoles de marine de Kiel et de Wesermünde.

Le soin du ravitaillement de l'artillerie en munitions et la préparation de mines sont l'affaire de l'inspection des arsenaux de la marine, qui a son siège à Wilhelmshaven.

Le tonnage total de la marine de guerre allemande a été, comme on le sait déjà fixé «définitivement et obligatoirement» à 35% de celui de la flotte anglaise; la parité du Reich avec la Grande-Bretagne n'est accordée qu'en ce qui concerne les sous-marins. Toutefois, l'Allemagne s'est déclarée prête à se contenter tout d'abord de 45% du tonnage total des sous-marins anglais. Comme depuis l'accord naval germano-britannique de 1933, les plans de la marine anglaise se sont

modifiés en faveur d'un armement, la voie est également ouverte à la marine allemande pour une augmentation ultérieure.

Le programme de 1935 pour la construction de la flotte allemande *comprenait:* 2 navires cuirassés (appelés maintenant «bateaux de ligne») de 26.000 tonnes chacun, avec 9 pièces de 28 cm enfermées dans des tourelles tournantes, et 12 pièces de 15 cm; 2 croiseurs de 10.000 tonnes chacun avec des pièces de 20 cm (croiseurs lourds); 16 contre-torpilleurs de 1625 tonnes chacun avec des pièces de 12,7 cm; 20 sous-marins de 250 tonnes chacun, 6 sous-marins de 500 tonnes chacun et 2 de 750 tonnes chacun. A cela, le programme de 1936, en exécution de l'accord naval germano-britannique, ajoutait: 2 bateaux de ligne de 35.000 tonnes, 1 porte-avion de 19.250 tonnes, 1 croiseur lourd de 10.000 tonnes, 6 contre-torpilleurs de 1.811 tonnes, 4 sous-marins de 500 tonnes et 4 de 250 tonnes. En outre, un lot de petits bâtiments de combat, comme: 12 torpilleurs, 12 cherche-mines, 4 râtisseurs, 2 bateaux rapides et un navire-école à voiles. Parmi les grands navires prévus, le «Scharnhorst» et le «Gneisenau», tous deux de 26.000 tonnes, ont été lancés au mois d'octobre et au mois de décembre 1936. Le lancement du croiseur lourd «Admiral Hipper» s'est effectué au mois de février 1937 et celui de son jumeau, le «Blücher» en juin de cette année.

Le programme par lequel la marine militaire allemande atteindra la force que lui concède l'accord naval avec l'Angleterre sera achevé en six ans. A cette époque-là, la flotte allemande disposera de: 5 bateaux de ligne, 3 croiseurs-cuirassés du type «Deutschland», 2 porte-avions, 14 croiseurs, 40 contre-torpilleurs ou torpilleurs et un nombre de sous-marins pour un tonnage total de 23.000 tonnes environ.

L'Arme aérienne

Le chef suprême de l'aviation est le ministre de l'Air, le général de corps d'armée Goering; son représentant attitré est le secrétaire d'Etat de l'aviation, général Milch.

La formation du ministère de l'aviation du Reich est la suivante: 1. Section centrale; 2. Office de commandement de l'air (auquel sont soumises des inspections pour les différentes armes); 3. Office général de l'air (trafic aérien, surveillance de l'air, service météréologique, et sûreté du vol); 4. Office technique de l'aviation (recherches, examen et création); 5. Office d'administration (budget, solde, habillement, logement, personnel des fonctionnaires et employés); 6. Office de ravitaillement de l'aviation (avions, armes, munitions et appareils); 7. Office du personnel de l'aviation (soldats); 8. Inspection de l'artillerie anti-aérienne et de la protection contre les attaques aériens; 9. Inspection de la sûreté de vol et des appareils; 10. Inspection des écoles.

Le ministre de l'Air a sous sa dépendance directe: l'Académie militaire d'aviation, l'Académie technique d'aviation, le commandement des écoles d'aviation militaire.

Les commandements des cercles de l'air sont sous la dépendance directe du ministre de l'aviation. Les généraux et chefs des cercles de l'air ont le même rang que les généraux et commandants des cercles militaires ou des stations navales.

Les commandements de cercles de l'air ont sous leurs ordres: un commandant en chef des aviateurs, un commandant en chef de l'artillerie antiaérienne, le commandant du groupe d'aviation, le commandement des écoles d'aviation, et des sections d'aviation de réserve.

Les commandements de cercles de l'air ont leur siège à Königsberg, à Berlin, à Dresde, à Münster en Westphalie, à Munich, à Kiel et à Brunswick. Les districts de l'air sont soumis aux commandements des cercles de l'air.

Le ministère de l'Air a directement sous ses ordres pour l'administration de l'aviation civile: l'office météréologique du Reich, l'école de surveillance de l'air, l'Institut de protection contre les attaques aériens, l'observatoire maritime. L'administration de l'aviation civile a des offices dans les villes ci-après: Königsberg, Stettin, Hambourg, Berlin, Hanovre, Breslau, Dresde, Weimar, Nuremberg, Munich, Stuttgart.

L'aviation militaire se divise en trois armes différentes, qui sont:

1. *Aviateurs.* (Unités de combat, de chasse et d'exploration). Désignation des grades dans les unités d'aviation: Echelon: capitaine (ou premier lieutenant, ou major), capitaine d'échelon; groupe: major (ou lieutenant-colonel), chef de groupe; escadrille: colonel (ou lieutenant-colonel), chef d'escadrille. Désignation des grades dans l'organisation de terre: station d'aviateurs: capitaine (ou major etc.), chef de la station. Désignation des grades aux écoles: Ecole d'aviation: major (ou lieutenant-colonel, etc.), commandant de l'école d'aviateurs.

2. *Artillerie* anti-aérienne (lourde, légère et projecteurs): Batterie: capitaine, chef de batterie; section: major (ou lieutenant-colonel), chef de section; régiment: colonel (ou lieutenant-colonel), commandant le régiment.

3. *Troupes de renseignements:* compagnie, capitaine, chef de compagnie; section: major (ou lieutenant-colonel), chef de section; régiment: colonel (ou lieutenant-colonel), commandant le régiment.

A citer en outre comme formations spéciales: le régiment général Göring et le bataillon de garde de l'aviation, à Berlin.

Il n'est naturellement pas possible de fournir des données sur les forces militaires allemandes, sauf en ce qui concerne la marine de guerre, dont les effectifs sont connus en raison des accords internationaux existants. Mais nous pouvons nous permettre ici la remarque générale que ces forces, d'après les experts en la matière, *sont incontestablement à hauteur de leur tâche, celle de garantir la sécurité nationale et de pouvoir faire face à n'importe quelle attaque par terre, par mer ou par l'air, tout en demeurant insuffisantes pour une guerre de conquête ou pour un entreprise aventureuse.*

En 1914, l'Allemagne possédait sans contredit l'armée la plus forte du monde, et une flotte capable de tenir tête à la plus puissante parmi les autres, ce qu'elle a d'ailleurs effectivement prouvé. Mais cet organisme imposant était le résultat de 43 années de paix intérieure et extérieure, paix florissante et prospère. Par contre, l'Allemagne de 1937 n'a eu que quatre années pour se créer une force militaire, quatre années pendant lesquelles on avait en outre à se consacrer à

l'œuvre difficile et complexe d'un relèvement national sur les ruines d'un passé riche en déboires moraux et matériels. Certes, la technique moderne facilite dans le domaine des instruments de guerre un rétablissement beaucoup plus rapide qu'autrefois, et la productivité quantitative de l'industrie allemande peut jouer ici un rôle important. Mais la formation du matériel humain, et surtout des cadres, exige du temps, si l'on ne possède pas de réserves instruites, comme c'est le cas en Allemagne. Les chiffres astronomiques publiés par une certaine presse étrangère sont dans tous les cas exagérés.

Une chose demeure certaine. Si l'on considère la grandeur, l'étendue et l'allure de l'œuvre de reconstitution défensive réalisée par le national-socialisme au cours de ces quatre années, on ne peut qu'en éprouver une véritable surprise. Le 30 janvier 1933, encore une armée de métier, forte de 100.000 hommes à peine, pourvus d'un armement insuffisant (artillerie lourde en bois et chars d'assaut en carton!...): aujourd'hui, une armée nationale, quadruple en nombre, équipée avec toutes les armes les plus modernes. Alors, 7 divisions d'infanterie et 3 divisions de cavalerie; aujourd'hui, 12 corps d'armée avec plus de 36 divisions, des fortifications et des forces complémentaires bien organisées. Alors, une marine de guerre avec peu de navires et pas de sous-marins; aujourd'hui, un armement naval disposant déjà ou prêt à disposer de tous les types de bateaux. Alors, une Allemagne sans défense contre les attaques aériennes; aujourd'hui, une aviation militaire puissante, et une bonne préparation de protection contre les attaques aériennes.

Le peuple allemand sait aujourd'hui ses frontières assurées, et son gouvernement est en état de poursuivre une politique extérieure en grande puissance jouissant d'une pleine égalité de droits.

VII.

Politique sociale et Travail

La conception de la *politique sociale*, qui a pour but la *paix sociale du peuple tout entier*, et pas seulement celle des prolétaires ouvriers et employés, a regagné dans l'Allemagne actuelle sa primitive, large et classique importance. Dans l'idée nationale-socialiste, cette paix embrasse également la population rurale, laissée jusque là à l'écart des considérations de politique sociale. De même, l'économie occupe de nouveau une grande place dans cette politique, la question des travailleurs demeurant inséparable des problèmes économiques, car on ne peut imaginer des conditions sociales favorables sans une bonne situation économique et réciproquement.

Un exemple typique de cette transformation réside en ce qu'il a été possible en Allemagne de réduire le chômage en imprimant à l'économie une impulsion nouvelle: le contraste entre la politique sociale et l'économie politique, dont le rôle était jusqu'à présent décisif, a fait place aujourd'hui à une fusion de ces deux sciences jumelles. L'accentuation permanente de cette union conduit justement à l'accord et par là à la paix sociale.

Sous le régime national-socialiste, toutes les formes de la politique sociale antérieure concernant le travail et les travailleurs ont été conservées; rien n'a été abandonné et l'on a seulement complété les diverses branches. Au règlement politique des salaires s'ajouta le traitement de toutes les questions du travail: la protection ouvrière fut rendue complète par des mesures générales d'hygiène, par un règlement des congés, par la fixation du temps libre, etc. Le soin d'assurer une occupation par entremise ou une assistance en cas de chômage fut étendu à l'embauchage, à la coordination des forces et des possibilités de travail. Finalement, afin de seconder la protection de la santé du travailleur, on a créé une facilité générale d'existence qui comprend la colonisation intérieure et les habitations ouvrières, et qui contribue ainsi au bien-être de tous ceux qui vivent de leur travail.

Il s'agit de tâches bien diverses à accomplir; mais cependant il n'en existe pas moins entre elles, dans la pratique, une étroite corrélation, un enlacement, toujours de plus en plus manifeste, parce qu'elles concourent toutes vers un but commun: le bien du peuple et le bien de l'Etat. L'Allemagne d'aujourd'hui — il ne faut pas l'oublier — est un «Etat-Peuple», dont la base repose sur les rapports mutuels de confiance et de fidélité des citoyens et du Führer. Ces rapports engendrent une harmonie complète entre les deux conceptions de peuple et

d'Etat, le premier étant la condition sine qua non de l'existence du second. L'Etat a donc le devoir d'ordonner, d'une manière uniforme, la politique sociale tout comme les autres branches de la vie nationale, en commençant par la création et l'organisation du travail jusqu'à la protection de l'ouvrier, jusqu'à son bien-être et à son délassement.

La première instance de l'organisation sociale à cet effet est le ministère du Travail du Reich, conjointement avec le ministère des Finances, le ministère de l'Economie, et les bureaux compétents de l'organisation nationale-socialiste des travailleurs, le Front allemand du travail.

La Bataille du Travail

Lorsqu'au mois de janvier 1933, Hitler prit la direction des affaires de l'Etat, le chiffre des travailleurs occupés en Allemagne était tombé — ainsi que nous l'avons déjà signalé — à 11,5 millions, et celui des chômeurs s'élevait à 7 millions, dont 6 millions inscrits dans les bureaux de travail. En y comprenant les proches, cela représentait donc alors presque un tiers de la population allemande. Les sommes nécessaires à l'assistance aux chômeurs atteignaient par suite 3,15 milliards, tandis que les recettes des impôts avaient baissé de 6,6 milliards.

Déjà avant la prise de pouvoir, par des mesures politiques de grande envergure en vue de procurer du travail (programme Papen, août 1932: 2 milliards; programme immédiat de janvier 1933: 2,7 milliards), on s'était efforcé de remédier à ce désastreux état de choses. Mais il manquait toutefois au programme financier une direction unique dans la lutte contre la sécheresse des sources de travail, de même qu'un large front, muni de puissants moyens, tel qu'il fut formé plus tard par le national-socialisme. Jamais pareille action ne fût parvenue au but sans le concours organique de toutes les forces, comme il a été possible au nouvel Etat, et sans la confiance du peuple dans son nouveau gouvernement.

Les mesures du gouvernement national-socialiste en vue de la mise à exécution de son plan de travail, peuvent se répartir ainsi:

1. Création *immédiate* de travail par la commande supplémentaire de travaux et d'entreprises publics.

2. Création *indirecte* de travail par une mise de fonds publics et par des dégrèvements d'impôts en vue de susciter l'initiative privée.

3. *Encouragement* à la reprise du travail par des contributions publiques et par des dégrèvements d'impôts.

4. Diminution de *l'offre de travail* en utilisant les forces des travailleurs en dehors de l'économie.

Le premier de ces buts fut secondé tout d'abord par le «*programme Reinhardt*» (ainsi nommé du jeune et génial secrétaire d'Etat au ministère des Finances du Reich, Fritz Reinhardt), en date du 1er juin 1933, par lequel des bons de travail du Trésor, pour un montant de 1.000 millions, étaient rendus disponi-

bles pour l'exécution de travaux d'utilité publique. Il s'agit en l'espèce de travaux de mise en état et de complément aux édifices des administrations, aux maisons d'habitation, aux ponts et autres constructions, de la régulation des cours d'eau, de la construction de canaux, de ports, de l'entretien de routes, etc. Ces travaux, presque exclusivement du ressort de l'industrie du bâtiment, n'en ont pas moins exercé leur effet vivifiant sur toute l'économie politique.

Le rappel ainsi obtenu de milliers de chômeurs au travail contribua en effet à accroître le pouvoir d'achat des masses, et par là le débit des produits alimentaires et des articles nécessaires aux besoins journaliers de la vie: de nombreux travaux nouveaux furent procurés de la sorte.

Sur le programme Papen, on avait déjà disposé de 302 millions de marks, et sur le programme immédiat, 600 millions: la partie de beaucoup la plus forte du fonds de travail prévu par ces deux programmes n'avait donc pas encore été entamée au moment de la prise de pouvoir d'Hitler et put être employée. En outre, 360 millions furent mis à la disposition pour des buts de travail, sous forme de bons de remboursement d'intérêts.

Survinrent ensuite le grand ouvrage des autostrades du Reich, avec une somme de 3.500 millions répartis sur six à sept années, puis un vaste programme additionnel de construction des chemins de fer (1 milliard, chiffre rond) et des postes, ainsi qu'une extension considérable des travaux de nécessité publique réclamés par l'Institut du Reich du travail et d'assurance d'entremise aux chômeurs, une loterie pour l'encouragement au travail national, etc. Tout compte fait, à la fin de l'année 1935, le montant des fonds publics mis à la disposition pour création directe de travail s'élevait à 5.518 millions.

Le projet de construction des autostrades prévoit un réseau de 7.000 kilomètres; il occupera plus de 100.000 hommes pendant plusieurs années, tandis que beaucoup d'autres, par milliers, trouveront indirectement du travail et du pain dans les entreprises d'industries attenantes. On sait que ce projet est dû à l'initiative personnelle d'Hitler, qui, en 1933, quelques jours après la prise de pouvoir, lança le mot d'ordre: «*Motorisation*». Il en résulta naturellement un gigantesque essor de l'industrie automobile, comme nous le verrons dans un des prochains chapitres.

De pareilles mises de fonds pour la création du travail ne pouvaient plus être envisagées ni par la voie d'impôts, ni par emprunts, à cause de la situation, voisine de la catastrophe, de l'économie allemande au commencement de l'année 1933. On recourut en conséquence à des avances sur la base de traites, en procédant de la manière suivante: l'entrepreneur chargé d'une commande publique, fait traite sur un des instituts financiers reconnus par l'Etat[1]). La Reichsbank

1) A la tête des instituts financiers se trouvait la Société par actions des travaux publics (Öffa), aujourd'hui dissoute, chez laquelle on avait mis à la disposition 1257 millions de marks sur les fonds du programme de travail. L'ouverture d'un crédit pour les travaux de l'agriculture fut confiée à la Deutsche Rentenbank — Credit-Anstalt, et les prêts pour l'office des logements et des colonies urbaines, principalement en vue de petites colonies et de l'assainissement des villes anciennes, furent dévolus à la Deutsche Bau- und Bodenbank AG. Les prêts pour la colonisation rurale échurent à la Deutsche Siedlungs-Bank, sur mandat du Reich.

se déclare prête à escompter ces traites, et de son côté le Reich s'engage à supporter les frais de l'avance financière et à retirer les traites peu à peu.

Cet ingénieux mécanisme, qui tenait compte des possibilités du marché de la finance et du capital, et qui adaptait l'extension nécessaire de crédit à la capacité d'effort de l'économie politique allemande, rendit possible de parer à tout ébranlement de la politique monétaire et de crédit, malgré l'énorme déplacement d'argent causé par le programme de création du travail. La circulation monétaire ne s'est en réalité accrue que de 250 millions, chiffre rond.

Le second procédé pour rehausser le besoin de travail consistait dans sa création *indirecte:* on peut ranger ici l'encouragement général à l'initiative privée, des secours directs, surtout pour la mise en état des logements et pour les reconstructions, des dégrèvements d'impôts pour de nouvelles constructions.

Tous les encouragements, secours et dégrèvements d'impôts, introduits dans la nouvelle Allemagne depuis le 30 janvier 1933 se distinguent en ce qu'ils visent un but bien déterminé, en liaison immédiate avec la création de travail, à savoir: animer et soutenir la collaboration. Dans son discours du 1er mai 1933, journée du travail national, Hitler proclama ce principe dans les termes suivants: «Crois-moi, peuple allemand, ce n'est pas dans les étoiles qu'il faut chercher la solution du problème du travail. *Tu dois concourir toi-même à cette solution.* Tu dois faire en pleine connaissance de cause et en pleine confiance tout ce qui peut procurer du travail. Chaque patron, chaque propriétaire d'immeuble, chaque homme d'affaires, chaque particulier, a le devoir de contribuer selon ses moyens à procurer du travail, et surtout *chacun a le devoir de penser au travail allemand.*»

Les mesures de cette catégorie ne furent donc assurées que si des forces supplémentaires de travail se trouvaient par là occupées.

De même que pour les procédés directs, des sommes considérables furent rendues disponibles pour les procédés indirects de création de travail. Déjà le second programme Reinhardt, du 21 septembre 1933, prévoyait à lui seul 500 millions de marks comme contribution de l'Etat, jusqu'à concurrence du cinquième des frais, pour la mise en état et la reconstruction de maisons d'habitation. Quiconque fit transformer en petits des grands logements, des magasins ou autres locaux, reçut du Reich la moitié des frais. A côté de cela, les renouvellements de matériel, les achats de machines, d'instruments du métier, etc. furent favorisés par des dégrèvements d'impôts.

L'encouragement à la vente d'automobiles par une décharge des impôts, encouragement propre à avantager les acheteurs de nouvelles voitures, rentre dans cet ordre d'idées, de même que l'abaissement des impôts sur la vente pour le commerce en gros, d'où une facilité pour celui-ci de tenir de plus grands dépôts et de répartir plus régulièrement ses commandes à l'industrie; en outre l'exemption d'impôts pour les petits logements et les logements propres nouvellement installés.

Les chemins de fer du Reich et la batellerie se sont de leur côté déclarés prêts à transporter à prix réduits le matériel nécessaire à la lutte engagée.

Des milieux critiques reprochent au gouvernement de favoriser la spéculation privée des industriels. Le Führer, toujours très exactement informé des effets, de sa politique, a pris position en face de ce reproche: «Nous étions résolus, — a-t-il déclaré — à ne faire en principe aucun présent à l'économie, mais à user de tous les moyens à notre disposition uniquement pour une création pratique et positive de travail... L'initiative prise par l'Etat n'a d'autre but et d'autre vue que *l'éveil de l'initiative privée, et par suite la remise lente et progressive sur pied de la vie économique.*»

L'Etat n'a accordé en aucun cas son appui à la politique nationale-socialiste. Si par exemple, l'Etat avança 500 millions, cette avance mit en mouvement deux milliards de capital pour des entreprises privées, somme dont la moitié passa sous forme de salaires à des chômeurs, de sorte que l'Etat économisa 300 millions en assistance aux sans-travail. Les travailleurs, occupés de nouveau, payèrent leurs impôts et leurs contributions sociales, et les patrons acquittèrent les charges fiscales leur incombant. De cette façon, les 500 millions rentrèrent dans les caisses de l'Etat, considérablement augmentès.

Il est de même étrange que l'on fasse à l'Allemagne, pays des machines par excellence, le reproche de «destructrice des machines», parce qu'une loi a imposé une certaine restriction à l'emploi de machines. Cette loi stipule expressément: «que des machines destinées à l'enroulement ou à l'enveloppement ne doivent plus être employées, et que celles hors de fonctionnement ne doivent plus être remises en service».

La loi, qui ne vise que la production pour le marché intérieur, a trouvé sa première application dans les fabriques de cigares, comme le montrent les inscriptions: «empaquetées à la main», ou «l'empaquetage à la main donne du pain aux travailleurs allemands», que l'on peut lire sur un grand nombre de boîtes de cigarettes. Des milliers de chômeurs ont ainsi trouvé du travail. Si l'on réfléchit qu'un C.V. correspond à 4,5 forces humaines, on peut se rendre compte de l'avantage que ce retour au passé apporte au chômage. Il était à prévoir que d'autres pays suivraient l'exemple de l'Allemagne, car depuis quelque temps déjà, les économistes s'occupent de ce problème comme d'une des causes de la crise mondiale.

Pour le troisième point, c'est à dire *l'encouragement à la reprise du travail,* l'agriculture a surtout profité de l'aide que lui ont fournie temporairement 100.000 jeunes chômeurs des villes et des centres industriels, grâce aux secours de l'Institut du Reich pour l'entremise de travail et l'assurance aux chômeurs. Ces jeunes gens furent employés au travail agricole afin de se familiariser avec la vie des champs, et de procurer en même temps des aides aux petits paysans et à ceux de condition moyenne.

En outre, beaucoup de femmes trouvent à s'occuper dans les soins du ménages, en raison des mesures de l'Etat, surtout des dégrèvements d'impôts assurés en cas de placement dans un ménage. Les domestiques sont exempts de la cotisation à l'assurance des sans-travail, et leur contribution à l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse a été réduite.

Finalement, pour la *diminution de l'offre de travail* par l'emploi de travailleurs

en dehors de l'économie, les motifs dirigeants n'envisageaient pas directement la création de travail, mais s'inspiraient surtout de principes de politique nationale, de politique démographique et d'éducation. Toutefois, ils contribuèrent en même temps d'une façon notoire à la suppression du chômage.

La première de ces mesures a déjà été mentionnée à propos de l'octroi de prêts de mariages, prêts dont la garantie dépend de ce que la femme, employée à des travaux avant le mariage, renonce à toute existence ouvrière après l'union accomplie. Des femmes par centaines de mille, occupées à des travaux professionnels, ont été ramenées ainsi à leur mission propre, celle de ménagère et de mère, et ont cédé la place à d'autres femmes ou à des hommes en chômage. L'industrie du meuble et des ustensiles de ménage en a enregistré par suite un important progrès.

Enfin, le service militaire obligatoire et le Service de travail du Reich retiennent pour un certain temps des jeunes Allemands par centaines de mille loin de la recherche d'un emploi.

Les critiques les plus sévères de la politique d'Hitler ne sauraient nier le succès du gouvernement national-socialiste dans la lutte contre le chômage. Les chiffres parlent à cet égard un langage clair et persuasif. Les 6.014.000 chômeurs inscrits aux bureaux du travail, que le Führer trouva lors de sa nomination de chancelier, sont réduits aujourd'hui à 563.000, dont presque la moitié dépend des changements normaux de place, tandis que l'autre moitié n'est plus susceptible de placement, ou l'est seulement dans une mesure limitée. *Le chômage a donc pratiquement disparu dans la nouvelle Allemagne.*

Il est intéressant d'observer que pendant le même espace de temps, le nombre des travailleurs occupés est passé de 11 millions et demi à 18 millions et demi, ce qui signifie qu'en dehors des 5 millions et demi de chômeurs à peu près, 1 million et demi de nouveaux travailleurs ont pu gagner leur pain. De plus, la durée moyenne des heures journalières de travail est montée de 7,26 à 7,59. Le revenu du peuple est passé de 45.3 milliards de marks en 1932 à 61.5 milliards en 1936, donc de plus de 16 milliards.

En ce qui concerne finalement les dépenses pour l'assistance aux sans-travail, elles se chiffraient par 3.2 milliards en 1932/33, et sont descendues jusqu'en 1935/36 de 1.5 milliard chiffre rond, soit à 1.7 milliard. D'autre part, le revenu des impôts du Reich en l'année d'exercice 1935/1936, malgré les diverses diminutions effectuées dans le cadre de la création de travail, atteste 9.65 milliards, soit 3 milliards de plus que le revenu de 1932/33.

Occupés et chômeurs dans les années précédentes
(chiffres annuels moyens)

ans	occupés	chômeurs
1932	125.80.000	5.602.000
1933	130.80.000	4.804.000
1934	150.90.000	2.718.000
1935	159.49.000	2.147.000
1936	171.90.000	1.550.000

On n'a pas lieu de s'étonner si cette victoire allemande de la bataille du travail a même été reconnue par les économistes étrangers les plus sceptiques. Le nouveau plan de création de travail des syndicats socialistes français, par exemple, se réclame expressément du modèle allemand, et en recommande l'imitation au gouvernement. Le directeur du Bureau international du travail, qui, dans son rapport pour 1934/35 avait mis en doute les mesures prises en Allemagne, a loyalement constaté dans son dernier compte-rendu l'issue favorable de la lutte engagée par le Reich.

Cette création de travail a perdu depuis quelque temps beaucoup de son importance, surtout depuis l'adoption du service militaire obligatoire, au printemps de 1935, car la mise à exécution du programme de défense a exercé son effet favorable dans une foule de branches de l'économie nationale. Le nouveau plan de quatre ans annoncé par Hitler à l'assemblée du parti en 1936, et dont l'exécution est actuellement en train, doit rendre le Reich indépendant de l'étranger quant à la question des matières premières. Ce plan ouvre un nouvel et vaste champ de travail, qui pourra remplacer plus tard les travaux d'armement, une fois ceux-ci achevés.

La quantité du travail en Allemagne est actuellement telle, qu'elle a déjà déterminé une pénurie sensible de spécialistes, surtout dans l'industrie du bâtiment et dans l'industrie métallurgique. Une répartition des édifices publics projetés selon le temps et selon les lieux, est même devenue nécessaire.

La politique des salaires

La question de création de travail et celle du niveau des salaires sont entre elles dans une étroite connexion. Déjà en 1933, le mot d'ordre pour la politique des salaires se formulait ainsi: *maintien du niveau.* Cela implique bien l'impossibilité d'un abaissement des salaires, mais comportait en même temps, pour tous les travailleurs, la nécessité de subordonner leurs désirs d'amélioration de l'existence aux grands devoirs que le nouveau gouvernement s'imposait à lui-même et imposait au peuple: suppression du chômage et rétablissement de la défense. Mais même aujourd'hui, alors que le premier de ces devoirs est rempli, et que le second touche à son accomplissement, le national-socialisme s'insurge contre une élévation du niveau des salaires, si elle n'est pas justifiée par une augmentation parallèle de la production.

Hitler s'est prononcé à plusieurs reprises sur ce sujet, et de la façon la plus explicite. Tout récemment encore, le 1er mai 1937, au Lustgarten de Berlin, il s'exprimait en ces termes, devant des milliers de travailleurs:

«Rien de plus simple que de s'adresser aujourd'hui au peuple en lui disant: 'Nous rehaussons les appointements, les revenus et les salaires' — et d'augmenter les prix demain. Rien de plus simple que de proclamer: 'Nous diminuons les heures de travail, c'est à dire la production, et nous augmentons pour cela les salaires.' C'est peut-être là se créer une popularité du moment. Mais l'écroulement est inévitable, car l'individu *ne vit pas d'un salaire en papier, mais de la somme totale de production de ses concitoyens.* Ce dont nous usons, ce sont des biens productifs assurant notre existence.

Et le principe primordial de l'économie politique du national-socialisme est celui-ci: créer ces biens productifs, dont l'augmentation entraîne seulement alors une élévation du niveau de la vie, une amélioration.

Cela est dur, je le sais, mais je ne puis rien et tous nous ne pouvons rien à ce que la nature a une fois établi, qu'un peuple ne possède quelque chose que s'il travaille, s'il déploie de l'activité, s'il s'efforce d'augmenter sa production, et si par là le pouvoir d'achat vient contrebalancer la masse de production. Tel est le point décisif. Croyez-moi, si nous portons aujourd'hui nos regards vers l'autre monde où est appliqué le principe inverse: augmentation des salaires, double hausse des prix, triple hausse des prix, puis nouvelle et double augmentation des salaires, nouvelle hausse des prix, d'où une dévaluation de la monnaie, laquelle amène une nouvelle augmentation des salaires, et alors seulement hausse des prix marquante. Nous pourrions en faire autant. *Croyez-moi, notre principe est plus difficile à mettre en pratique, mais il est plus sûr et aussi plus honnête.'*»

Cela signifie que dans l'éternel concurrence du salaire et du prix, concurrence qu'Hitler veut empêcher, l'expérience démontre que la victoire finale appartient à ce dernier. C'est pourquoi le chancelier préfère améliorer les conditions d'existence du travailleur par la création de travail, par d'importantes facilités de permission et de temps libre, et surtout par un foyer propre pour lui et pour sa famille, comme nous le verrons plus loin.

Le maintien du niveau des salaires a été strictement observé, en tant qu'il s'agit de taux effectifs de salaire. Ce niveau n'a été surélevé que si, par suite du manque de main d'œuvre spécialisée, et des demandes plus fortes de travailleurs, en raison des exigences du programme de défense, du second plan de quatre ans, etc. la force de travail atteignait un valeur telle, qu'une plus haute rénumération devînt une conséquence naturelle.

Cette différence des tarifs de salaires a provoqué certaines tensions sociales, dont la suppression constitue probablement un devoir du second plan de quatre ans.

Le Front allemand du Travail

Outre la tâche de création de travail, le gouvernement national-socialiste en avait en même temps une autre à remplir, celle de l'organisation des travailleurs. De même qu'en politique, le peuple allemand se divisait en une foule de partis et de groupes opposés les uns aux autres, de même, le 30 janvier 1933, régnait dans la vie ouvrière un chaos d'associations professionnelles, de corps de métier et de syndicats de toute nature, de toute forme légale, et de toute extension. Une pareille situation représentait justement l'antipode de l'idée nationale-socialiste d'unité et de communauté du peuple.

On n'hésita donc pas à procéder à l'unification et à la «synchronisation» ce qui partait non seulement de la volonté de réaliser une meilleure organisation des travailleurs, mais était aussi dicté par des motifs d'ordre politique, les corps de métier étant encore, trois mois après la prise du pouvoir, l'unique instrument aux mains des adversaires du national-socialisme. Au milieu du mois d'avril 1933, le chef d'organisation du parti, le Dr Robert Ley, reçut du Führer mission de tout préparer pour gagner les corps de métier. Les préparatifs se firent sans bruit et en secret — et le 30 avril, le Führer annonça au Dr Ley que l'incorporation aurait lieu le 2 mai, après la fête nationale du travail. Des courriers informèrent de cette date les différents services du parti.

Le 1er mai avait lieu à Berlin une des plus grandes démonstrations populaires que le monde ait jamais vues. A 9 heures du matin, au Lustgarten devant le palais impérial, 120.000 jeunes gens en divers uniformes, avec leurs drapeaux à la croix gammée, se trouvaient réunis pour entendre le ministre de la Propagande, Dr Goebbels. Celui-ci, d'une voix forte, déclara qu'en cette journée et pour la première fois, le peuple allemand célébrait le travail de toutes les classes et de toutes les professions. Il fut un temps où des bombes, des chants de haine et des bagarres entre les diverses classes remplissaient la rue. Par contre, le 1er mai de la première année du gouvernement d'Hitler réunissait le peuple allemand pour célébrer un seul Etat, un seul peuple, une seule nation. La lutte de classes avait pris fin, et sur les ruines de l'Etat libéral et capitaliste, désormais écroulé, dominait la pensée d'une véritable communauté du peuple.

Dans l'après-midi, les masses ouvrières, en dix colonnes de 100.000 hommes chacune, de tous les quartiers de Berlin, se portèrent au champ d'aviation de Tempelhof, où étaient dressées trois gigantesques tribunes avec six rangées de hauts parleurs et plus de cent appareils (voir fig. 68). Les dix colonnes prirent une formation en étoile, et Hitler leur parla pendant une heure, ce qui suscita l'indescriptible enthousiasme de plus d'un million et demi d'hommes accourus pour voir et entendre le Führer.

Il proclama comme premier devoir pour le retour du peuple à une saine condition sociale, pour les milliers d'Allemands divisés en classes artificiellement créées, hypnotisés par le préjugé de caste et la folie de l'inégalité de rang, celui de se comprendre à nouveau et de trouver une voie de rapprochement mutuel. Que le mot d'ordre soit aujourd'hui: «*Honneur au travail et respect aux travailleurs*». Le respect ne dépend pas de la nature du travail, mais du «comment», c'est à dire de la façon dont chacun accomplit le sien. Travailleurs, paysans et bourgeois doivent former une communauté. Le plus beau jour du printemps ne peut pas être pris comme symbole de lutte, de dissolution, et par suite de dépérissement, mais seulement comme symbole de travail créateur, de solidarité, et par suite de renaissance.

Comme buts les plus prochains du gouvernement, le chancelier spécifia:

1. La lutte pour que la nouvelle idée et la nouvelle foi politique du peuple allemand rangent sous leur bannière le peuple tout entier.
2. Le réveil et l'exaltation permanente chez le peuple du sentiment du devoir et de la conscience de soi-même. On a suscité dans le passé sous une forme factice l'autodépréciation. Aujourd'hui, il est peut-être encore possible de faire violence à la nation, mais on ne saurait plus l'humilier. L'Allemagne et les Allemands ne sont plus à considérer comme de deuxième classe.
3. Par le devoir du Service de travail, chacun doit être amené une fois au travail manuel, afin d'en faire l'apprentissage et d'apprendre à obéir. Le devoir de ce Service n'est point une offensive contre le travail, mais vise le préjugé qui attribuerait une honte à l'œuvre manuelle. Il ne suffit pas seulement d'éliminer extérieurement le marxisme, il est encore nécessaire de lui soustraire sa conception, à laquelle appartient entre autres un sentiment de présomption. L'idée sera réalisée

déjà cette année, et dans quarante ans, le travail et l'œuvre manuels auront accompli le même évolution dans le sens attaché à ces mots, que celle qui du «Landsknecht» a fait le soldat.

4. Un devoir beaucoup plus grand consiste à libérer l'initiative créatrice des funestes influences des décisions de majorités, non seulement au parlement, mais dans l'économie. L'économie ne peut prendre son essor sans une synthèse de l'esprit créateur et sans une obligation envers l'ensemble du peuple. C'est pourqoi l'on donnera aux contrats l'importance qu'ils méritent. L'homme ne vit pas pour des contrats, mais les contrats doivent rendre à l'homme la vie possible.
5. On s'efforcera cette année de parcourir la première étape d'une conduite organique de l'économie. C'est un fait fondamentalement reconnu, qu'il n'existe aucun mouvement ascensionnel qui n'ait son point de départ chez le paysan, animateur de la vie nationale, populaire et économique. De là, le chemin conduit au travailleur, et plus loin à la vie intellectuelle. On a fait tout le contraire pendant 14 ans, et par suite, il n'a été apporté aucun secours aux villes, aux travailleurs et à la classe moyenne. Ils n'ont tous connu que la ruine.
6. La suppression du chômage, en procurant du travail, comprend deux groupements: d'abord l'initiative privée, par la restauration du bâtiment, et surtout par un appel au peuple allemand tout entier. Il ne faut pas chercher dans les étoiles la solution de cette question du travail à fournir, mais chacun doit y concourir, et faire par raisonnement et par confiance tout ce qui peut procurer du travail. Chaque particulier a pour devoir de ne pas tergiverser, ni attendre, et de procéder à ses acquisitions. Le deuxième groupement comprend la fourniture publique de travail: elle concernera en premier ressort le gigantesque programme de construction de routes. On commencera en grand, en écartant toutes les résistances, et en inaugurant une série de travaux publics destinés à réduire le nombre des chômeurs.
7. Une offensive sera dirigée contre les taux d'intérêts devenus insupportables.
8. On poursuivra une politique commerciale qui assure la permanence de la production, sans ruiner pour cela l'agriculture allemande.

Le chancelier termina par une allusion aux difficultés de ces tâches, en montrant qu'il ne sera fait de cadeau à personne. Le chemin futur à parcourir sera aussi dur que celui parcouru pendant les 14 années. Si le monde se dresse contre l'Allemagne, elle doit d'autant plus réaliser son unité. Jamais le peuple allemand ne renoncera plus à réclamer l'égalité des droits. Le discours prit fin sur un appel à la bénédiction de Dieu.

Un feu d'artifice grandiose termina la journée. Des cortèges et des fêtes en l'honneur de cette solennité avaient eu lieu en même temps dans toute l'Allemagne.

Le terrain se trouvait donc psychologiquement préparé de la meilleure façon pour l'assimilation des corps de métier; le 2 mai, à 10 heures, les locaux de ces derniers furent occupés dans tout le Reich par les SA., et les corps de métier libres furent englobés par un «Comité d'action pour la protection du travail», formé par le NSDAP. A 11 heures, tout s'était effectué sans incident. «On eût dit — raconte le Dr Ley — que les chefs marxistes des corps de métier libres respirassent de se voir enfin déchargés par le NSDAP. d'un lourd fardeau, et lui abandonnassent désormais la direction des travailleurs.»

Le même jour, les corporations chrétiennes mirent spontanément leurs organisations à la disposition. Les chefs avaient déjà pris leur vol vers la Sarre. Le lendemain, toutes les autres corporations étaient également englobées, de sorte que le 4 Mai, le Dr Ley pût annoncer au Führer que toutes les associations de travailleurs et d'employés, au nombre de 169, étaient passées dans le camp du parti.

La situation de ces corps de métier, selon la description de témoins oculaires, était absolument désolente. Leurs membres n'avaient plus confiance en eux. Sur 15 millions de travailleurs environ, 5 millions à peine jouissaient d'une organisation corporative. La rentrée des cotisations était déplorable; mais comme le système de gestion ne répondait en aucune façon à cet état de choses, ampoulé qu'il était comme aux meilleurs temps des corporations en 1920, il en résultait nécessairement un énorme déficit financier. L'Union des exploitations publiques, une des meilleures et des plus importantes, comptait à elle seule trois millions de dettes en banque, à 10% d'intérêt annuel. Les obligations sociales n'étaient plus observées. Là aussi, la corruption s'exerçait sur une vaste échelle; si tous les cas avaient dû être poursuivis devant les tribunaux, les magistrats se seraient vus occupés pour des années. Malgré la difficulté d'une exacte vérification de la comptabilité, il fut constaté que des détournements jusqu'à 600.000 marks environ s'étaient produits chez les syndicats libres, au cours des derniers mois.

Banqueroute financière, effondrement moral, abandon de tout espoir et mauvaise conscience — tel était le bilan d'organisations allemandes des travailleurs, auparavant si fières!...

Le 10 mai 1933 se tint, dans la salle plénière du conseil d'Etat prussien, le premier congrès du travail allemand. La fondation du *Front allemand du travail* (DAF.) y fut solennellement proclamée, et le Dr Ley nommé chef de cette nouvelle organisation. Deux grandes colonnes furent tout d'abord bâties sur les ruines des nombreuses associations professionnelles précédentes: l'Union collective des travailleurs allemands et celle des employés. De son côté, le patronat se joignit plus tard à l'organisation du DAF. pour en former une troisième colonne, de sorte que finalement on put dire avec juste raison que «l'union de tous les Allemands vivant de leur travail, sans distinction de situation économique et sociale» était un fait accompli.

Cette union de grande envergure fut déclarée, en 1935, union ralliée au NSDAP. Comme dans l'intervalle, une organisation de l'économie industrielle s'était constituée en vue de s'occuper des revendications économiques formulées par les entreprises particulières, et afin de parer d'avance aux différends, un accord fut conclu à Leipzig entre le ministre du travail, Seldte, le ministre de l'économie Dr Schacht, et le Dr Ley. En vertu de cet accord, l'organisation de l'économie industrielle s'incorporait dans le DAF., sans renoncer pour cela à son indépendance. Comme organe commun de représentation, on forma un conseil central du travail et de l'économie, avec des conseils de district dans les divers arrondissements du pays, et environ 3.000 commissions locales comme organes secondaires de collaboration commune.

L'importance et les buts du DAF. furent déterminés dans le décret du Führer en date du 24 octobre 1934. «*Le Front allemand du travail* — est-il dit dans ce décret — *est l'organisation des Allemands créateurs*[1]) *par le cerveau et par le poing.* Cette organisation comprend surtout les membres des anciennes corporations, des anciennes unions d'employés et des anciennes associations de patrons, tous réunis sur le même pied d'égalité. . . . Le but du DAF. est la formation d'une communauté réelle du peuple et des efforts de tous les Allemands. Il doit veiller à ce que chaque individu puisse prendre moralement et physiquement sa place dans la vie économique de la nation, condition qui le rend capable des plus grands efforts et qui par suite réalise le plus sérieux avantage pour le bien de la communauté . . . Le DAF. a à assurer la paix du travail en développant chez les chefs l'exploitation la compréhension des justes revendications de leur personnel, et chez ce dernier, l'intelligence de la situation et des possibilités de l'exploitation . . . Le DAF. a le devoir de trouver entre les intérêts légitimes de tous les participants un accommodement qui réponde aux principes nationaux-socialistes et qui limite le nombre des cas dout la décision est du ressort unique des organes compétents de l'Etat, selon la loi du 20 janvier 1934 (sur le règlement du travail) . . . Le DAF. est le représentant de la communauté nationale-socialiste «Force par la Joie» et doit prendre soin de l'instruction professionnelle.

Grâce à l'institution du secours personnel, le DAF. doit garantir à chacun de ses membres le maintien de son existence en cas de détresse, afin d'aplanir le terrain d'ascension aux concitoyens capables de travail, ou de les seconder dans la création d'une existence indépendante, basée autant que possible sur leur propre fond et sur leur propre tempérament.»

Les tâches ainsi imposées au DAF. sont donc de nature sociale, pédagogique et politique. Le DAF. a pour mission d'élever tous les Allemands dans l'idée nationale-socialiste, de sauvegarder les droits de ses membres au point de vue du travail et de la justice sociale, et de garantir la paix économique. Il doit en outre créer des organisations de secours pour ses membres, activer leur instruction professionnelle, et surveiller les organisations quant au repos et à la joie au travail pendant le temps libre et les congés.

Un observateur étranger éprouve une surprise réelle en constatant comment un pareil organisme de catégories d'Allemands si différentes entre elles a pu être fusionné en un esprit de camaraderie et de communauté, et former un ensemble autonome dans lequel les hommes vivant du travail ordonnent et règlent eux-mêmes leurs revendications et leur position sociales. Mais le plus surprenant est d'avoir réussi à faire marcher sous un même drapeau — dans le sens figuré et réel du mot — non seulement les travailleurs du poing et du cerveau, mais aussi les ouvriers et les patrons, ce qui a mis fin à cette lutte de classes, sur laquelle reposait auparavant la doctrine dominante en Allemagne. Seuls font

1) Pour reproduire exactement autant que possible le sens littéral du mot allemand «schaffend» nous le traduirons toujours par «créateur», en faisant observer que par ce mot les Allemands entendent qualifier tous ceux qui par leur travail, soit intellectuel, soit manuel, contribuent à une réalisation quelconque.

exception la population rurale et les fonctionnaires, qui possèdent leurs propres organisations.

Nous avons interrogé le Dr Ley, le chef énergique et génial du DAF. sur ce succès obtenu avec une pareille rapidité. Sa prompte réponse, qu'accompagnait un sourire, a été: «*Vous voulez connaître la recette: elle est bien simple: elle s'appelle A d o l f H i t l e r ! . . .*»

L'organisation du DAF. s'inspire de points de vue régionaux et professionnels. L'organisation régionale correspond à celle du parti, c'est à dire en districts sous un chef de district, en cercles sous un chef de cercles et en groupes locaux sous un chef local. Mais ses auxiliaires les plus importants sont les chefs-ouvriers des exploitations, à la fois représentants du NSDAP. et du DAF. dans les fabriques. Finalement, des gardiens de cellules et de blocs sont les soutiens inférieurs de ce gigantesque édifice.

Dans l'organisation professionnelle, le bureau d'état-major tient la tête. Il a sous sa coupe tous les offices du DAF. c'est à dire ceux qui concernent le droit, le personnel, l'organisation, la presse, l'instruction, les affaires sociales, la propagande, l'hygiène publique, l'éducation professionnelle, la conduite des exploitations, le recours en droit, la jeunesse, les femmes, les foyers, l'économie, la reconnaissance du travail et la science technique. A côté de ces offices on trouve 18 communautés d'exploitation d'Empire en liaison étroite avec l'office d'organisation. Elles portent les désignations suivantes: 1. Alimentation et boissons. 2. Industrie textile. 3. Habillement. 4. Construction. 5. Bois. 6. Fer et métaux. 7. Chimie. 8. Imprimerie. 9. Papeterie. 10. Trafic et exploitations publiques. 11. Exploitation des mines. 12. Banque et assurances. 13. Professions libérales. 14. Agriculture. 15. Cuirs. 16. Pierre et terre. 17. Commerce. 18. Main d'œuvre allemande.

Les communautés d'Empire sont en outre réparties en groupes spécialisés, dont la formation secondaire se subdivise de nouveau jusqu'au groupe local.

Pénétrer plus avant dans le détail de la structure du DAF. dépasserait le cadre de cet ouvrage, mais nous croyons toutefois que ce qui précède suffira à donner au lecteur une image de cette organisation sans rivale au monde, avec ses multiples devoirs et son vaste champ d'activité.

Quelques chiffres et indications pour terminer:

Bien que le montant de la cotisation mensuelle ait été abaissé de 3,50 marks à 1,70, soit de plus de la moitié, le DAF. atteste un revenu annuel total de 360 millions environ pour presque 25 millions de membres, au lieu des 120 millions de revenu annuel de l'ancienne Union générale syndicale allemande (ADCB.).

Les obligations des syndicats envers leurs membres ont été endossées par le DAF. dans toute leur étendue. Il ne paye pas seulement la pension aux invalides et à la vieillesse, les secours aux chômeurs et le fonds en cas de décès, mais il a encore à subvenir aux pensions que les syndicats ne servaient plus dans les dernières années. Les soutiens du DAF. représentent aujourd'hui environ 80 millions par an.

Il importe de faire remarquer à cet égard que sous le terme «soutiens», l'ADGB. entendait non seulement les prestations en argent comptant, mais toutes les prestations faites, sans distinction, outre les frais d'administration qu'exigeait la gestion des soutiens et des autres prestations. En tenant compte de ce fait, l'ADGB. a payé en 1930 125.5 millions de marks, alors que le DAF. dépense 80 millions en simples soutiens.

Il paie de plus chaque année 40 millions pour les bureaux de consultation en droit, nouvelle institution à la disposition gratuite des membres du DAF. dans les contestations juridiques relatives au travail et à l'assurance sociale, pour le développement et l'entretien de l'idée des habitations propres, pour le soulagement de la détresse sociale, pour l'assistence sanitaire, et pour les commissions et chambres du travail. La Banque du travail allemand et ses compagnies d'assurances ont versé environ 100 millons de marks pour des buts de colonisation intérieure, et près de 215.000 projets de bâtiment sont déjà exécutés ou en voie d'exécution.

Le DAF. a employé 15 autres millions environ à la formation de ses collaborateurs, à l'instruction systématique des conseils de confiance dans les exploitations, à l'éducation professionnelle par des cours, à des établissements d'apprentissage, à des maisons d'exercice, à des écoles spéciales et au concours de métiers. En 1936, près de 13 millions de marks ont été dépensés pour la presse technique (environ 85 revues spéciales), grâce à laquelle chaque membre du DAF. dispose gratuitement et à son choix d'un organe d'instruction pour sa profession. En outre, 17 millions environ ont été mis l'année dernière à la disposition de la communauté nationale-socialiste «Force par la Joie» (KDF.).

Malgré les énormes dépenses du DAF. et malgré son vaste champ d'action, ses frais de gestion sont modérés. L'année dernière, ces frais ont absorbé environ 21,7% du revenu des membres. Or, en 1934, les frais de gestion comprenaient encore 36%, et 23,7% en 1935; cette tendance descendante saute aux yeux. Si l'on pense que les frais de gestion des anciennes associations pouvaient s'évaluer à près de 50% du montant des cotisations, on peut mesurer quel progrès a été réalisé par l'administration actuelle de l'argent des travailleurs.

La diminution des frais de gestion et les autres mesures d'économie du DAF. ont eu pour résultat qu'en dépit de la forte hausse des exigences sociales, les excédents mensuels du DAF., de 2 millions en 1935, ont pu atteindre 7,5 millions au mois de septembre 1936. Le patrimoine du DAF. marque donc un accroissement considérable, ce qui permet au DAF. de mettre la somme de 173 millions de marks à la disposition pour des dépenses extraordinaires, comme, par exemple, stations de bains, foyers de repos, foyers du marin, grands vapeurs, séminaires d'ordre et d'instruction, etc.

La Communauté nationale-socialiste «Force par la Joie»

L'idée d'assurer au travailleur, dans ses heures de liberté, une détente complète du corps et de l'esprit, n'est pas nouvelle; d'autres pays y ont déjà songé auparavant, mais, sauf en Italie avec son «Dopolavoro», l'idée n'avait trouvé nulle

part sa sérieuse réalisation: même au delà des Alpes, elle n'a pas atteint le développement grandiose et organique que lui a donné la nouvelle Allemagne. «Le processus du travail comporte une usure des forces et du système nerveux, un sentiment de froid et de vide se manifeste, sentiment dont l'homme ne se libère pas même en s'étendant sur son lit, où il grelotte sous la couverture; le seul soulagement consiste en une nouvelle nourriture du corps et de l'esprit. Or, le travail, exigeant de celui qui s'y livre un summum d'efforts et de tension, il convient de lui procurer dans ses moments libres cette nourriture dans les meilleures conditions possibles, afin qu'un délassement complet lui rende l'amour de la vie et du travail.» C'est sous l'inspiration de cette idée que le Dr. Ley a fondé la communauté nationale-socialiste *«Force par la Joie»* (*KDF.*).

Le secret de ce succès indéniable et vraiment unique réside en ce que la direction de l'œuvre y laisse participer la masse en toute son étendue, en éveillant dans le peuple les forces créatrices. Tous les moyens dont l'Allemagne dispose dans le domaine culturel, dans le trafic, et dans l'économie, sont employés et dirigés vers ce but. Une jouissance commune des beautés de la nature, des bienfaits de la culture allemande, et des exercices de sport, réunit toutes les professions et tous les classes sociales en une association de 20 millions d'êtres vivant de leur travail.

L'organisation de la KDF., dont fait partie chaque membre du DAF., est conçue sur un modèle analogue à celle du DAF. et du NSDAP.: à la tête se trouve le chef d'Empire, ayant sous sa direction 32 sections de district, 800 sections d'arrondissement, 17.300 sections locales, et 78.097 sections d'exploitation. Presque tous les collaborateurs tiennent à honneur de mettre leurs capacités au service de la cause. Le bureau central est réparti en divers offices; nous les énumérons maintenant d'après leur activité et selon les résultats atteints.

1. Office de repos du travail.

Avant l'avènement au pouvoir du national-socialisme, des millions d'hommes et de femmes allemands n'avaient jamais mis le pied dans un théâtre. Une enquête entreprise dans les ateliers Siemens, à Berlin, fournit le résultat que pour 87,6% des hommes, et 81,3% des femmes, l'opéra était chose inconnue, et que 63,8% des hommes, et 72,2% des femmes n'avaient jamais assisté à une représentation. Par contre, en 1936, le nombre des membres de la KDF. amenés dans les théâtres allemands se chiffrait par 6.403.140. Ce sont ensuite 1.893.531 personnes auxquelles le DAF. facilita l'audition de concerts populaires, avec le concours d'artistes, chanteurs et musiciens, d'acteurs et de danseurs. L'orchestre symphonique national-socialiste, composé de 90 exécutants, au cours d'une tournée à travers toute l'Allemagne, a donné dans les derniers mois plus de 200 concerts. Des soirées de conversation avec programme de variétés (40.756 soirées) réunirent 16.886.477 auditeurs. 100.000 artistes non professionnels prirent part en 1936 au concours radiophonique du Reich. 700 camps, dans lesquels peuvent être abrités plusieurs centaines de mille hommes occupés à la grande œuvre des autostrades, pourvoient à la projection de films, à la distribution de brochures, à l'installation de bibliothèques, etc. (voir fig. 73 et 80).

Pendant les deux dernières années, la KDF. a donné 142.670 représentations avec 52.766.029 spectateurs. Les artistes les plus renommés d'Allemagne se sont empressés de mettre leur talent au service de la cause.

2. Office allemand de l'œuvre d'éducation populaire.

Le but de cet office est de contribuer à l'éducation de la nation dans l'esprit de l'idée nationale-socialiste. L'office entretient à cet effet 300 places d'éducation populaire où l'activité pédagogique se déploie en faveur des masses par des lectures, des conférences sur différentes branches de la culture humaine, des cours de langue, par la sténographie et les mathématiques, etc. Des communautés de travail ont été formées pour l'étude de la musique, du jeu d'échecs, de la peinture, de la photographie, etc. Des visites et des excursions fournissent aux travailleurs l'occasion de s'instruire sur les trésors de la culture nationale. Une vaste organisation de bibliothèques fait pénétrer le livre jusque dans les coins les plus reculés des chantiers de travail. En 1936, il a été organisé 36.194 conférences pour les facilités d'éducation; 6.109.269 personnes y ont pris part.

3. Office de voyage, d'excursions et de congé.

Pendant ses vacances, le travailleur allemand doit voyager, car des vacances sans changement d'air ne sont point un repos véritable. En 1936, plus de 6 millions de travailleurs ont participé aux voyages de la KDF., dont 15.000 purent effectuer une traversé sur mer. Aux mois de mars et d'avril, 8 grands vapeurs ont conduit leurs passagers à Lisbonne et à Madère. Le 1er mai, de la même année, à Hambourg, les deux premiers vapeurs transatlantiques de la flotte KDF. ont été mis sur chantier[1]), et le même jour fut posée la première pierre d'une gigantesque station de bains de mer à l'île de Rügen, pouvant contenir 20.000 personnes. Des trains spéciaux sont formés en cas d'événements saillants (voir fig. 74 jusqu'à 79).

Le nombre des participants à des voyages de la KDF. au cours des trois dernières années surpasse le chiffre de la population totale de la Scandinavie. Les trains KDF. ont parcouru 2.160.000 kilomètres.

4. Office du sport.

L'introduction du sport dans la KDF. a ouvert une large brèche dans le bloc des «croupisseurs en chambre». En 1936, 5.880.000 amateurs ont reçu les leçons de 2.800 instructeurs. Chaque exploitation aura désormais sa propre place de jeu, sa place de sport, sa piscine, et son lieu de récréation. Le sport nautique dispose d'une flotte de yachts; ce sport est pratiqué très assidûment aux bains de mer. Le sport d'hiver est favorisé par un nouveau patin à bon marché, que suivra bientôt la raquette de tennis (voir fig. 81 jusqu'à 83 et 85).

1) L'un d'eux a déjà été lancé et baptisé «Gustav Gustloff»; il entrera en service l'année prochaine.

5. Office de beauté du travail.

Cet office veille non seulement à ce que les chantiers et les places de travail de la main d'œuvre et des employés répondent aux exigences de l'hygiène et de la propreté, mais aussi à ce qu'ils soient construits conformément aux préceptes de l'esthétique et installés de façon à encourager l'amour du travail. Pendant l'année courante, l'office a visité 385 exploitations, dont 182 reçurent des améliorations. En été, il visita 2.500 hôtels et restaurants. Grâce à une revue illustrée, à des représentations cinématographiques, et à des expositions, l'office donne aux chefs d'exploitation l'exemple de ce qu'ils doivent faire pour améliorer les conditions des places de travail. Une conséquence importante des visites de l'office se manifeste par une augmentation sensible de la production du travail. Les sommes dépensées pour ces améliorations se montent effectivement à un demi-milliard (voir fig. 71, 72 et 84).

6. Office des «troupes d'usine» (Werkscharen).

Les Werkscharen sont les troupes de choc de l'exploitation, instruites dans l'idée nationale-socialiste. Elles sont tirées du NSDAP. et de ses formations ainsi que des travailleurs d'élite entre 18 et 25 ans. Elles comprennent 90.000 hommes environ, mais en vertu d'un accord avec le NSDAP., elles atteindront bientôt le chiffre de 700.000. Leur devoir consiste à participer aux démonstrations comme représentants de la classe travailleuse, à protéger les usages traditionnels de la vie dans les exploitations, à se présenter aux appels d'usine et à veiller au cours régulier des manifestations (voir fig. 69 et 70).

7. Les «foyers de l'armée».

A la suite d'un accord entre le Dr Ley et le ministre de la guerre, il a été récemment décidé que les militaires peuvent jouir, à leurs heures libres, des avantages de la KDF. L'office en question n'a pas seulement à procurer aux soldats un foyer, mais doit en outre leur assurer un délassement réel et établir les meilleures relations entre l'armée et le peuple.

Le dernier Congrès universel pour le temps libre et la récréation s'est tenu, comme on sait, au mois de juillet de l'année dernière, à Hambourg, avec la participation de cinquante nations. A ce congrès, le Dr Ley fit retentir ce mot d'ordre: «La joie est le meilleur agent d'entente internationale», et, sous sa direction, fut décidée la fondation d'un «Bureau central international: Joie et Travail.»

L'organisation de la KDF. étant ainsi reconnue par l'étranger, on en éprouva en Allemagne une légitime satisfaction, car elle avait été unanimement considérée à Hambourg comme la fidèle image du «socialisme en action»; mais cette reconnaissance donnait aussi au Dr Ley une revanche personnelle pour l'accusation portée contre lui en 1933 à Genève, au sein de la Conférence internationale du travail, celle d'avoir mis le travailleur allemand en servitude par l'incorporation des syndicats et la création du DAF.

Le Droit allemand du Travail

Jusqu'à l'avènement national-socialisme, le droit au travail était basé sur le contrat tarifaire, c'est à dire sur le système collectif inauguré après la guerre. Ce système portait l'empreinte de la lutte de classes, caractéristique pour cette époque, de l'opposition entre patrons et travailleurs, qu'une entente par voie d'accord pouvait parfois atténuer, mais qui n'en demeurait pas moins la base des rapports entre les deux grands groupes du travail. De même que par la formation du DAF. de nouvelles idées se firent jour quant à l'organisation des travailleurs, une évolution de fond en comble s'opéra dans le domaine du droit du travail.

Dans l'attente de la promulgation d'une *Magna Charta* du nouvel ordre social allemand, on créa au mois de mai 1933, par la loi sur les *fidéicommissaires du travail*, dans de grandes régions économiques, 17 offices publics ayant à veiller au maintien de la paix du travail et à préparer le terrain à la constitution sociale allemande. Ce développement n'atteignit son apogée que 9 mois plus tard, en vertu de la loi fondamentale «*sur le règlement du travail national* (*AOG.*)» du 20 janvier 1934, conjointement avec la loi sur le règlement du travail dans le service public, en date du 23 mars 1934, et finalement par la loi du même jour sur le travail à domicile.

Ces lois, surtout la loi AOG., peuvent à bon droit être considérées comme le nouveau code du travail, par lequel toutes les formes de la lutte de classes sont supprimées, en créant, et par la reconnaissance du principe national-socialiste du chef d'une part, et par l'introduction du principe de l'honneur et de la fidélité d'autre part, des rapports très nets dans les entreprises.

D'après ce statut, le centre de gravité du travail a été reporté dans l'exploitation, où «le patron comme chef, les employés et les travailleurs comme personnel, collaborent au but de l'exploitation et en même temps à l'utilité du peuple et de l'Etat». Ce premier paragraphe de l'AOG. est une des colonnes du nouveau droit allemand du travail: il reflète déjà la puissante évolution qu'a subie le système social en Allemagne: plus de contraste entre les patrons et les travailleurs, mais une collaboration pour le bien du peuple et de la patrie. Les chefs d'exploitation et le personnel, d'après la définition d'Hitler, sont des «*délégués de la nation*» et l'exploitation est un «anneau de la grande communauté allemande».

Dans une exploitation, la décision dépend d'un seul: *le chef de l'exploitation*, qui en est en même temps le patron. Il lui appartient aussi de régler les conditions du travail, ce qui n'implique en rien un retour à des procédés arbitraires de la part du patron ou à la présomption qu'il est maître absolu chez soi. Il doit savoir que l'AOG. exige de lui que toute décision concernant ses travailleurs soit prise après une échange de vue dictée par la confiance mutuelle.

Pour ces pourparlers il dispose, dans les grandes exploitations, d'un organe particulier: le *conseil de confiance*. Un conseil de confiance bien entendu, et non un conseil d'exploitation, un conseil de confiance qui se distingue essentiellement des anciens conseils de fabrique, car il ne comprend pas seulement

les représentants du personnel, mais le chef d'exploitation, le patron lui-même. En d'autres termes, le conseil de confiance est l'organe dans lequel le chef d'exploitation et les hommes de confiance s'unissent pour un travail commun et se concertent sur l'encouragement à donner aux buts de l'exploitation et sur l'établissement de mesures sociales. L'organe de lutte de classes qu'incarnait la représentation d'exploitation s'est transformée en un organe de solidarité sociale.

Les membres du conseil de confiance sont nommés par le chef de l'exploitation. Toutefois, occasion est fournie au personnel de prendre position par un vote secret contre la liste des candidats. Dans chaque exploitation d'au moins 20 personnes, le chef d'exploitation doit rédiger un ordre de réglementation des conditions générales du travail. C'est seulement si la chose devient indispensable pour la protection des travailleurs d'un groupe d'exploitations, que les conditions minima pour le règlement du travail doivent être fixées par des dispositions de tarif. Ces dernières dispositions, ayant force de véritables ordonnances de droit, sont prises par les fidéicommissaires après délibération dans une commission d'experts.

Outre les exigences de tarif et les règlements d'exploitation, les directives données par les fidéicommissaires poursuivent le but de réaliser une réglementation uniforme des conditions du travail, en tant qu'il semble nécessaire. Une réglementation juridique, uniforme de ces conditions n'a pas encore abouti jusqu'à présent, et a fait dans ces derniers temps l'objet de vifs débats sans qu'on soit parvenu à une codification définitive.

Une autre innovation importante du nouvel ordre social en Allemagne est la *considération de l'honneur* comme principe général de la juste estimation du travail, et comme règle de la vie sociale. En vertu de ce principe, l'AOG. place l'honneur du travail sous la protection d'un instance juridique propre, toute spéciale, dite «Tribunal social d'honneur», qui doit se prononcer sur les cas que le Dr Ley désigne comme «ruptures de l'honneur social». C'est la première fois dans l'histoire du travail que patrons et travailleurs se rencontrent sur le chemin de l'honneur social. Aucun Etat du monde ne connaît de réglementation correspondante.

Le tribunal d'honneur national-socialiste peut frapper de ses sentences quiconque se rend coupable envers l'esprit de communauté du peuple, ou manque aux devoirs que lui impose celle de l'exploitation. Il constitue en même temps un moyen d'éducation pour le travailleur, en développant chez lui le sens véritable de l'honneur social. La maxime: «L'homme ne vit pas seulement de pain» s'applique dans toute sa validité dans ce cas.

Le tribunal d'honneur est composé d'un fonctionnaire de la justice, président, d'un chef d'exploitation et d'un homme de confiance comme assesseurs. Les délits contre l'honneur social sont reconnus:

1. Si des patrons, des chefs d'exploitation ou autres personnes chargées de la surveillance abusent avec malintention de leur autorité pour exploiter la force de travail du personnel ou pour porter atteinte à son honneur.

2. Si des membres du personnel de l'exploitation mettent en danger, par des excitations malveillantes parmi le personnel, la paix qui doit y régner, et surtout si, en qualité d'hommes de confiance, ils se permettent sciemment une intrusion arbitraire dans la direction de l'exploitation, ou s'ils troublent sans cesse l'esprit de communauté parmi le personnel.

3. Si des membres de la communauté de l'exploitation adressent à reprises répétées des plaintes non fondées ou des propositions sans consistance aux fidéicommissaires du travail, ou contreviennent obstinément à ses prescriptions écrites.

4. Si des membres du conseil de confiance dévoilent sans autorisation des renseignements confidentiels, des secrets de l'exploitation ou des secrets d'affaires dont ils ont eu connaissance dans l'accomplissement de leur devoir, mais qui doivent demeurer cachés.

Les peines que le tribunal peut prononcer sont: 1. L'avertissement. 2. La réprimande. 3. Les amendes en espèces jusqu'à 10.000 marks. 4. Le retrait de l'habilitation comme chef d'exploitation ou comme homme de confiance. 5. L'expulsion de la place de travail.

L'exécution de la sentence est confiée au fidéicommissaire, qui doit examiner les recours en grâce éventuels et les transmettre au ministre du Travail. Le tribunal d'honneur de Berlin décide en dernier ressort des appels contre les jugements des tribunaux d'honneur.

La sévérité des peines prononcées par ces tribunaux surpasse tout ce qui s'était fait jusqu'à présent pour la protection de l'ordre social. Pouvoir refuser à un chef d'exploitation l'habilitation à continuer à exercer sa charge, pouvoir expulser un membre du personnel, ce sont là des mesures sociales dans le vrai sens du mot.

Un chapitre particulièrement important de l'AOG. est la protection dite «*contre le renvoi*». Celui qui appartient depuis une année au moins à une exploitation doit être protégé autant que possible contre le renvoi, sauf si ce renvoi s'effectue pour des raisons de force majeure. L'homme a donc la possibilité, s'il juge son renvoi injustifié, de s'adresser au tribunal de travail en réclamant un rappel de cette mesure. Si le tribunal reconnaît la justesse de la plainte, le patron doit alors payer à l'homme congédié une indemnité qui dépend de la durée des rapports de travail, mais ne doit pas dépasser en tout cas les 4 douzièmes du salaire de la dernière année d'occupation. Si le renvoi est dû à des motifs manifestement arbitraires ou futiles, et par abus de la position occupée, le tribunal peut fixer l'indemnité jusqu'au montant du salaire de la dernière année.

La protection contre un renvoi injuste est rendue encore plus efficace par le pouvoir dévolu au fidéicommissaire d'en proroger de deux mois l'exécution, au cas de renvoi de plusieurs membres du personnel. Cette prescription empêche des troubles imprévus du marché du travail et donne aux hommes congédiés le temps de se procurer une autre place.

Assurance sociale, Secours de chômage et Protection du travail

L'assurance sociale est une des institutions les plus anciennes de l'Allemagne. Elle fut créée par Bismarck sur le principe de l'assistance pour soi-même dans la communauté, et trouva son expression dans les caisses fraternelles, dans celles de confréries du moyen-âge, et plus tard dans celles des corporations des mineurs. L'Etat organise cette assistance et lui vient même en aide par ses propres moyens, s'il n'est pas possible d'assurer autrement les citoyens menacés par les vicissitudes de la vie. On sait que le système allemand d'assurance sociale a servi de modèle à toutes les autres nations.

Malgré cela, pendant les années d'après-guerre, le développement de l'assurance sociale fut loin d'être heureux. Différentes branches de cette assurance, par suite du conflit, de l'inflation et du chômage, indiquaient une situation absolument désespérée. L'assurance aux invalides, par exemple, si l'on y fait entrer toutes les recettes et les dépenses futures et le paiement de leurs intérêts, accusait un déficit de 17 milliards de marks. Le fonds de l'assurance sociale allemande, de 3.6 milliards auparavant, était tombé à 1 milliard en 1924, à savoir après l'inflation. Si l'on ajoute à cela que le nombre des chômeurs, de 900.000 en 1924, était monté à plus de 6 millions en 1933, on peut se faire facilement idée de l'énorme tension survenue dans tous les domaines de l'assurance sociale.

C'est pourquoi le gouvernement du Reich, après le relèvement national, jugea de son impérieux devoir d'éliminer les dangers de la situation par l'utilisation des moyens financiers disponibles et par la création d'un nouvel ordre de choses.

Parmi les mesures prises, il convient de citer la loi «*d'assainissement des retraites*», du 7 décembre 1933, par laquelle le procédé dit de répartition parmi tous les assurés des montants à payer aux pensionnés était transformé en celui de la formation de réserves mathématiques pour chaque assuré. Les primes furent fixées de telle sorte que la valeur de toutes les primes futures, y compris la fortune de l'assurance sociale et la contribution de l'Etat avec les intérêts, couvrait la somme prévue nécessaire pour subvenir à tous les frais à venir. Cette action d'assainissement a déjà montré ses résultats favorables pendant les dernières années: les travailleurs et les employés allemands sont aujourd'hui à l'abri de tout souci pour leur existence dans la vieillesse ou en cas d'accident. Différents décrets visent en même temps un ordre nouveau de l'assurance aux malades. Des commissaires du ministère du Travail se sont mis à l'œuvre et ont fait table rase des abus et de la partialité existants, et ont donné aux caisses de malades une base plus solide.

Finalement, le 15 juillet 1934, fut promulguée la loi sur la «*nouvelle organisation de l'assurance sociale*», dont la pensée directive est de mettre un terme au morcellement et à l'état obscur de l'assurance du Reich, en rehaussant sa capacité productive par une unification complète. Cette loi stipule que l'assurance du Reich comprendra les 5 branches suivantes: assurance aux malades, assurance de la pension des travailleurs, assurance de celle des employés, assurance en cas d'accident et assurance des mineurs.

Il est intéressant de constater que tous les projets mis en avant pour un changement radical de l'assurance sociale en assurance générale, en assurance obligatoire ou de parti, en pension pour tous les citoyens du Reich, ont été rejetés par le gouvernement national-socialiste, qui s'est exprimé manifestement et et décidément en faveur d'un retour au principe de l'œuvre de Bismarck, tout en s'amalgamant avec les idées fondamentales du régime. Le processus de réorganisation de l'assurance sociale n'est pas en tout cas encore clos. Son couronnement doit être la fusion en un règlement unique d'assurance, déjà en préparation.

Pour donner une idée de l'importance de l'assurance du travail en Allemagne, rappelons qu'en 1935, l'assurance — maladies, avec 20.9 millions d'assurés, a payé 1295.3 millions de marks d'indemnités, l'assurance contre les accidents, avec 25 millions d'assurés, 281.1 millions de marks, l'assurance contre la vieillesse, avec 18.1 millions d'assurés, 1185 millions de marks, l'assurance aux employés, avec 8 millions d'assurés, 304.8 millions de marks, et l'assurance des pensions aux mineurs, avec 600.000 assurés, 209.8 millions de marks, soit au total la somme énorme de 3.277.2 millions de marks pour indemnités.

Le fait qu'en dépit de ces énormes prestations le fonds de l'assurance sociale, de 4.627.6 millions de marks en 1932, est monté à 5.721 millions de marks en 1935, fournit la preuve du succès remporté pendant les derniers quatre ans.

La suppression presque complète du chômage en Allemagne a attribué une nouvelle tâche à une institution dont l'activité au cours des années précédentes se révélait malsaine. Il s'agit ici de l'*Institut d'entremise de travail et d'assurance aux chômeurs*. Loin d'aider ces derniers par une augmentation du secours en espèce, le nouvel Etat leur procure du travail et le moyen de gagner leur pain. Ce institut, presque accablé auparavant sous le poids des secours à fournir aux chômeurs et condamné à une activité sans profit, a pu désormais se consacrer de toute sa force à l'œuvre constructive de la mise en travail. Sa mission a donc subi une transformation radicale.

Malgré l'augmentation marquée de la cotisation des travailleurs, l'Institut, avant le gouvernement d'Hitler, était grevée d'une dette énorme (environ 1 milliard et demi en 1931), qui obligea souvent l'Etat à intervenir: aujourd'hui non seulement il se maintient de lui-même, mais a déchargé l'Etat et les communes du fardeau de l'assistance en temps de crise, c'est à dire d'environ 3 milliards.

Dans un pays comptant plus de 20 millions de travailleurs, dans lequel de nouvelles occasions de travail ne se présentent pas toujours, et où d'autre part existe une main d'œuvre excellente et en quantité suffisante, la mise en travail constitue un facteur important. D'où la nécessité d'une égalisation. Une autre réglementation est également nécessaire entre les différentes catégories d'âge et de groupes déterminés de travailleurs spécialistes, réglementation dont la réorganisation de l'armée fait particulièrement ressentir le besoin. La loi du 15 mai 1935, sur le règlement du placement, loi autorisant l'Institut à interdire une accumulation dans les districts déjà chargés de chômage, et la loi du 5 novembre 1935, qui centralise dans ses mains la compétence en matière d'entremise du travail, de consultations professionelles, et l'intermédiaire d'apprentissage, concourrent à ce but.

L'introduction du livret de travail pour tous les travailleurs et employés est également d'une très grande importance pour le contrôle de la répartition professionnelle du peuple allemand et pour une distribution rationnelle des forces de travail.

D'autres mesures importantes concernent l'instruction et le perfectionnement; ces mesures ont non seulement pour but de remédier au défaut déjà ressenti de spécialistes, mais aussi de rendre à certaines forces de travail qu'un chômage prolongé a rendues moins vigoureuses, la capacité d'efforts qu'exige leur profession.

Nous avons mentionné précédemment la protection contre le renvoi: cette question n'est toutefois qu'une partie de toute la protection du travail, laquelle embrasse une foule d'autres mesures de politique sociale destinés à la protection du travailleur. D'autres mesures visent la protection du salaire, le règlement du temps de travail pour les femmes, surtout pour les accouchées, pour les jeunes gens et les enfants, la protection contre les accidents, la lutte contre les maladies professionnelles, etc. Tous ces problèmes sont fondus en une seule unité, et l'organisation publique pour l'exécution et la surveillance de la protection du travail est concentrée dans la surveillance industrielle, dont les fonctionnaires opèrent en étroite collaboration avec les fidéicommissaires du travail et avec les organes de l'assurance contre les accidents. Il a même été installé un musée de la protection du travail.

Les établissements de bienfaisance ressortissent également au domaine de la politique sociale. Nous nous réservons de traiter cette question dans un chapitre spécial. C'est là une autre branche de la vie nationale où le nouveau gouvernementa déployé avec succès la plus grande activité. Il en va de même pour le service des logements et de la colonisation urbaine, dont le but est de procurer au travailleur, dans son logement, un «chez-soi» digne de ce nom.

VIII.

Les Institutions de bienfaisance

Comme nous l'avons exposé au chapitre précédent, le principe de la communauté du peuple, de concert avec celui du Führer, est une des bases fondamentales de la nouvelle Allemagne. Il est donc tout naturel et logique que dans l'Etat national-socialiste, le soin de la bienfaisance ne soit plus un objet secondaire et occasionnel, mais un véritable service permanent au peuple.

Grâce à la diminution considérable du chômage, le nombre des indigents soutenus par les sociétés de bienfaisance a diminué d'environ la moitié depuis le relèvement national. L'œuvre d'assistance a dû suivre en conséquence des voies nouvelles, et protéger non seulement les nécessiteux, mais encore contribuer au bien de la communauté du peuple, au maintien et au progrès de sa force et à l'éducation d'une jeunesse pleine de santé.

Pour atteindre ce but, il était indispensable de stimuler et de concentrer toutes les énergies de la nation. De même que le mouvement national-socialiste est le support de l'Etat et se confond en un tout avec lui, de même l'assistance publique exercée dans le cadre de l'administration centrale (ministère de l'Intérieur et ministère du Travail) trouve toujours davantage son complément dans l'œuvre des institutions libres de bienfaisance fonctionnant sous la direction du parti en vue du but commun.

Les quatre Sociétés principales de bienfaisance libre sont les suivantes: la Bienfaisance populaire nationale-socialiste (NSV.), la Mission intérieure (évangélique), l'Union Caritas (catholique) et la Croix rouge allemande, dont la liaison avec le Bureau de bienfaisance de l'Etat a été établie depuis 1933 dans chaque Pays, dans chaque province et dans chaque commune. Cette liaison a trouvé son expression extérieure dans l'«Union d'Empire pour la bienfaisance publique et libre et pour l'assistance à la jeunesse». Finalement, l'«*Œuvre du secours d'hiver*» (WHW.) et l'«*Œuvre d'assistance à la mère et à l'enfant*» fournissent par leurs résultats la meilleure preuve que la bienfaisance est devenue une affaire du peuple allemand tout entier.

L'Assistance publique

La compétence de l'Etat dans ce domaine a été plus exactement limitée depuis le commencement de l'année 1936. D'après cela, la compétence du ministère du Travail a surtout pour objet les invalides de guerre, les familles des victimes du

grand conflit, les petits pensionnés et les pensionnés sociaux, ainsi que les affaires générales de l'assistance aux travailleurs et toutes les mesures particulières en faveur de la population indigente. La compétence du ministère de l'Intérieur embrasse les questions générales de l'œuvre de bienfaisance et l'assistance aux autres nécessiteux, de même que les affaires de l'œuvre libre de bienfaisance.

Les dirigeants du mouvement national-socialiste étant d'anciens combattants du front, l'esprit de ce front règne dans l'Etat national-socialiste. Le souci des mutilés et des familles des victimes de la guerre est donc considéré comme un devoir d'honneur du III[e] Reich; son but est d'assurer une existence indépendante à ces victimes du conflit. C'est dans ce sens que depuis 1933, le principe de leur droit incontestable à une place de travail a été largement appliqué. Toutes les exploitations ont l'obligation légale de réserver un nombre défini d'emplois à des hommes affectés de graves dommages sur leur personne. C'est ainsi que sur 47.000 invalides en chômage, existant encore à la fin du mois de mars 1933, 27.000, soit plus de la moitié, ont trouvé du travail en l'espace de deux années; d'autres progrès ont été encore réalisés plus tard. Des accords spéciaux entre les bureaux d'assistance et l'organisation médicale ont apporté dans les derniers temps d'importantes améliorations dans l'assistance aux aveugles de guerre et aux blessé du crâne. A cela s'ajoute l'indemnité du front, soit 60 marks par an, qui vient en aide à 420.000 anciens combattants ayant droit à un secours.

Une loi spéciale marque un pas décisif dans l'assistance aux familles des victimes de la guerre; la veuve reçoit une pension de 60% de celle du défunt, et il lui est attribué en même temps une secours supplémentaire de 34 marks par mois.

La reconnaissance du nouvel Etat envers les champions du mouvement national, blessés au cours de la lutte, trouve son expression dans leur mise sur le pied d'égalité avec les blessés de la guerre. En outre, le Führer a ordonné en faveur de ces deux catégories de victimes le prélèvement annuel d'une somme d'un demi-million sur les fonds du parti.

Les travailleurs et employés fortement éprouvés par un accident dans leur capacité productive, jouissent du même traitement que les blessés de guerre. L'esprit de communauté du peuple a engendré la «fondation pour les victimes du travail». L'assistance aux aveugles a réalisé un progrès considérable avec la création de l'Association du Reich pour l'œuvre des aveugles.

Une autre mesure importante de la législation nationale-socialiste de bienfaisance est la loi «*d'assistance aux petits rentiers*». Cette loi prévoit le soulagement de plusieurs milliers de petits rentiers que la dépréciation du mark a privés du fruit d'une vie de travail et du soutien de leur vieillesse. De plus, la jeunesse allemande est servie grâce aux larges mesures du ministère du Travail par l'assistance à l'enfance. Des sommes considérables sont mises à la disposition pour assurer la croissance d'une génération saine par des soins aux enfants dont la santé semble en péril.

La Bienfaisance populaire nationale-socialiste (NSV.)

L'organisation la plus importante de l'assistance libre a été mise en train par une disposition du Führer en date du 3 mai 1933, qui créa la «Bienfaisance populaire nationale-socialiste» (NSV.) sur la base de l'adage: « *L'intérêt général prime l'intérêt particulier* ».

A la différence des institutions de bienfaisance du temps de l'Empire et d'après-guerre, cette organisation est issue du peuple allemand tout entier. Elle se prononce devant l'individu en lui disant: «Le droit à la communauté ne peut jamais surpasser le devoir envers la communauté», et exige de lui l'emploi de toutes ses forces dans la lutte pour l'existence; mais elle exige du peuple entier le même sacrifice à l'égard de l'individu tombé dans le besoin.

Comme on peut voir, le mot d'ordre du socialisme d'Hitler: «*Un pour tous, tous pour un*» trouve ici sa plus haute expression morale. L'assistance à l'individu n'est plus une aumône, mais une manifestation de la volonté de la communauté de venir de toutes ses forces en aide à ses membres nécessiteux, et de les encourager à poursuivre leur chemin en hommes indépendants et libres, pour pouvoir plus tard servir la communauté chacun à son poste.

Le bien de la communauté forme la loi suprême de l'œuvre de bienfaisance nationale-socialiste; sa mission ne consiste pas à procurer sans discernement à chaque nécessiteux les moyens de subvenir à son existence; elle a à intervenir partout où des hommes méritants, qu'un sort cruel a frappés, sont hors d'état de se relever par leurs propres forces. Elle ne doit pas attendre, pour l'octroi de son secours, que l'intéressé soit devenu malade ou tombé dans la misère, mais son but est d'éviter ce malheur en le prévenant — donc «prévoyance plutôt qu'assistance».

Une différence essentielle entre la bienfaisance du temps précédent et celle de la nouvelle Allemagne réside en ce qu'auparavant, cette bienfaisance portait un cachet de compassion et s'exerçait dans des cas isolés, tandis qu'aujourd'hui elle se base sur l'esprit de sacrifice en faveur de la communauté. Sans esprit de sacrifice, pas de camaraderie, pas d'amitié, pas d'amour, pas de véritable esprit populaire; seul, cet esprit caractérise la plus haute valeur humaine et garantit la viabilité d'une communauté.

Ce caractère spécial de la NSV. rend compréhensible que ses prestations soient de nature additionnelle, c'est à dire qu'elles ne dispensent ni l'Etat, ni la commune des prestations légales aux nécessiteux. La NSV. se guide dans ses mesures d'assistance sur deux principes fondamentaux: 1. L'obligation pour la communauté de contribuer au maintien, au bien-être et à la santé du peuple; 2. Nécessité d'apporter par cette contribution un appoint à l'éducation de l'Allemand au sentiment de la communauté.

Avant de parler des deux grandes institutions de la NSV.: «L'Œuvre de la mère et l'enfant» et «L'Œuvre du secours d'hiver», il semble opportun de signaler d'autres activités qui, sans occuper le premier rang, n'en ont pas moins leur importance.

Parmi ces dernières, la «Dotation d'Hitler pour des places libres» en faveur

des vieux compagnons de lutte du Führer. Pas moins 442.536 membres des SA., des SS., des NSKK., attachés au parti ou concitoyens, ont pu jouir du repos grâce à cette dotation. En outre, il a été créé la «*Bettenaktion*», ayant pour but d'assurer à chacun son propre lit; la NSV. a distribué plus de 675.000 lits y compris le linge, d'où une dépense totale de 21.980.000 marks. Une autre action spéciale de la NSV. concerne l'installation de centaines de mille membres de la jeunesse hitlérienne dans des camps, sous la tente, en vue de développer leur aptitude et leur éducation.

Si l'on met ensuite en ligne de compte les mesures d'assistance telles que le travail des sœurs de charité nationales-socialistes, l'œuvre de secours aux tuberculeux, les secours spéciaux pour dégâts à la moisson dans certaines régions, la lutte contre les maladies contagieuses, le secours en cas de catastrophe, etc. on peut se faire une idée des puissants efforts de la bienfaisance publique dans le III[e] Reich.

L'Œuvre d'assistance «La Mère et l'Enfant»

La famille, foyer principal de la communauté, devait être un point de départ et de concentration pour tous les efforts de la NSV. C'est ainsi que l'année 1934 vit naître la grande œuvre d'assistance «*La Mère et l'Enfant*», manifestation la plus forte de nature politico-démographique, d'encouragement à l'hygiène, et d'éducation. Ses devoirs sont les suivants:

1. Collaborer à la suppression de détresses économiques exerçant leur influence sur l'amour de la vie et sur la santé chez les familles saines par hérédité. A cela concourent les secours en espèces, l'assistance au travail et les soins du logement.

2. Contribuer au progrès de l'hygiène maternelle et infantile, afin d'assurer par là l'existence du peuple. Ce devoir trouve son accomplissement dans les mesures en faveur des femmes enceintes et des accouchées, dans l'assistance au repos pour la mère et pour l'enfant.

3. Protéger les enfants en âge de fréquenter par devoir l'école primaire, afin de favoriser leur état sanitaire et de développer leur aptitude physique. A cet effet, on entretient des écoles enfantines à la ville et à la campagne, surtout au temps des moissons et dans les districts frontières.

La mise à exécution pratique de l'œuvre en question est assurée dans chaque groupe local de la NSV. par un bureau d'assistance «La Mère et l'Enfant», dirigé par une femme, et chargé de recevoir les requêtes des mères, de les étudier et de donner des conseils opportuns. Ces bureaux sont au nombre de 26.000 environ, et le travail commun y incombe à des sœurs, à des directrices d'asile, à des surveillantes d'enfants et à des infirmières. Le chiffre de ces assistants et assistantes dépasse 227.000, dont plus de 100.000 à titre volontaire.

En ce qui concerne l'aide financière de l'Œuvre, elle est assurée en premier lieu par les versements des membres de la NSV. En outre, depuis l'année 1934, six collectes publiques ont été faites, sans compter des dons importants privés en nature et en espèces.

Les rapports de la section de statistique de l'Œuvre indiquent que celle-ci dispose de 160 foyers de récréation pour l'enfance et de 308 asiles maternels. 413.159 enfants ont participé en 1936 à un séjour à la campagne et dans un foyer; leur nombre total est de 1.313.046 depuis l'avènement du national-socialisme. La même année, 69.676 mères ont été admises dans les asiles, 7.061 nourrissons et petits enfants recueillis, soit en tout 175.892 depuis la fondation de l'Œuvre d'assistance. A la fin de 1936, la NSV. possédait 1915 jardins òu sont entretenus en moyenne 57.196 enfants par mois. Pendant l'été de la même année, la NSV. disposa au temps de la moisson de 1.389 jardins, où 29.220 enfants par mois trouvaient le repos. En outre, le secours économique (nourriture, vêtements aux enfants et aux adultes, ustensiles de ménage), du 1[er] janvier au 30 septembre 1936, a absorbé la somme énorme de 22.574.370 marks. Pendant la même période de temps, 2.741.390 femmes avaient eu recours aux bureaux d'assistance et de conseil (voir fig. 90, 91).

L'Œuvre du Secours d'Hiver (WHW.)

Le chancelier et le ministre de la Propagande, D[r] Goebbels, adressèrent le 15 septembre 1933 un appel à la population pour «une œuvre de secours d'hiver grandiose et encore inconnue» avec le mot d'ordre «*Guerre à la faim et au froid*», comme preuve de la vivante solidarité du peuple allemand. Par opposition aux précédentes mesures, l'action devait être dirigée par le gouvernement lui-même et soutenue par le peuple tout entier. Le D[r] Goebbels fut chargé de la mise à exécution; sous la direction de la NSV., toutes les organisations du parti, les associations privées et les autorités, ainsi que les sociétés industrielles, commerciales et professionnelles, furent appelées à collaborer. On créa une communauté de travail du Reich avec succursales dans les provinces, dans les districts et dans les localités, et l'on forma un Conseil composé des ministres et des statthalters.

Il s'agissait de l'assistance supplémentaire à des millions d'êtres humains, mission pour laquelle les 36 personnes qui trois jours plus tard se réunirent dans le bâtiment du Reichstag, sous la direction du chef de la NSV., Mr. Erich Hilgenfeldt, n'avaient que quinze jours de temps à leur disposition, car l'Œuvre du secours d'hiver devait être déjà inaugurée le 1[er] octobre.

Au cours d'une conférence tenue il y a quelque temps par Mr. Hilgenfeldt, à l'occasion d'une réception du bureau de politique extérieure du NSDAP. en présence du corps diplomatique et des représentants de la presse étrangère, le conférencier exposa les difficultés qu'avait éprouvées l'exécution de la mission du Führer sous la formule: «Personne ne doit avoir faim, et personne ne doit avoir froid.» Pour pouvoir satisfaire à la première partie de la tâche, il fallait tout d'abord être en état de fournir les moyens d'alimentation essentiels dans une mesure telle, que personne effectivement dans la nouvelle Allemagne, au cours de la première année du régime, n'eût à ressentir les tourments de la faim. Il en était de même pour la seconde partie de la mission confiée par le Führer, car elle exigeait un énorme approvisionnement supplémentaire de charbon.

L'exécution de cette mission était d'autant plus difficile, qu'au début du premier secours d'hiver, les besogneux à pourvoir n'étaient pas moins de 17 millions. Dans la conception de la WHW., est besogneux quiconque n'est pas en état de subvenir en totalité ou en partie par ses propres forces à son entretien personnel et à celui de sa famille. Grâce à la diminution du chômage, on put constater ensuite une décroissance du nombre des nécessiteux, de sorte que pendant la seconde année de la WHW., 1934/35, ce nombre s'abaissa à 13.8 millions, à 12.9 millions pendant la troisième année 1935/36 et à 10.7 millions pendant la quatrième année 1936/37. Il faut considérer à ce propos que le nombre des gens secourus par la WHW. est beaucoup plus grand que celui des chômeurs, car la WHW. assiste toute la famille des nécessiteux, puis encore les petits pensionnés, ceux atteints par l'âge, et les concitoyens qui tout en ayant retrouvé enfin du travail entre-temps, étaient restés longtemps sans ouvrage.

Une autre difficulté pour le début de la WHW. consistait en ce que la NSV. ne disposait pas encore à ce moment-là d'une organisation aussi complète que ce fut le cas plus tard. Malgré tout, le premier secours d'hiver donna une somme de 350 millions de marks, tandis que pendant les deux années précédant le gouvernement d'Hitler, cette œuvre avait produit en moyenne 94 millions. La recette de la WHW. pour 1934/35 a donné 360.493.43 marks, celle de 1935/36, 371.943.908 marks, et celle de 1936/37, environ 400 millions de marks, d'où un total général de recette d'élevant à 1 milliard et demi depuis l'avènement du national-socialisme. Ces chiffres embrassent les dons en espèces aussi bien que les dons en nature. En 1935/36, par exemple, la WHW. récolta 250 millions de marks en argent comptant, ce qui permit de distribuer 6.982.096 quintaux de pommes de terre, 26.039.287 quintaux de charbon, 84.158 quintaux de viande, et 82.937 quintaux de poisson.

Une pareille largesse demeure sans exemple!...

Quelle organisation a pu rendre possible l'obtention de ces résultats?

L'Œuvre du secours d'hiver, dont la constitution est désormais un instrument permanent de la communauté du peuple allemand, se répartit, comme pour le NSDAP. sur tout le Reich, dans les districts, les arrondissements et les groupes locaux. Le délégué du Reich, Mr. Hilgenfeldt, est placé sous l'autorité directe du ministre de la Propagande. Les formations les plus diverses du parti, force armée, police, Front du travail, etc. concourent à l'œuvre, de même que toutes les sociétés de bienfaisance libres: Mission intérieure de l'Eglise évangélique, Caritas, Croix Rouge allemande, Armée du Salut, Assistance technique, et même aventistes[1]).

Tous ces préliminaires en matière d'organisation, de finance et d'activité fussent cependant demeurés œuvre fragmentaire, sans le puissant concours d'une foule d'auxiliaires volontaires des deux sexes. Pendant les mois d'hiver

1) Un cas caractéristique à ce propos est celui d'une Berlinoise, Madame Friedel Schumann, qui, l'hiver dernier, pendant 4 mois et demi a parcouru à cheval 3700 kilomètres en recueillant 130.000 marks au bénéfice de la WHW.

1936/37, 1,3 million de personnes se mirent à la disposition à titre purement honorifique. C'est ce qui donne la clef de l'énigme des frais minimes d'administration de la WHW. Le rapport de gestion des comptes pour 1935/36 montre que les dépenses n'ont atteint que 1,7% de la valeur de toutes les prestations.

Les fonds sont recueillis à l'aide des moyens les plus divers, comme par exemple celui du «dimanche au plat unique». Le premier dimanche de chaque mois, on ne doit consommer au repas de midi qu'un seul mets de 50 pfennigs au plus. La prescription s'applique à chacun, sans distinction de personne, et concerne aussi bien les ménages privés que les hôtes des restaurants. Ces derniers doivent verser les économies ainsi réalisées, les premiers devant verser leur obole en conséquence.

Une autre dimanche par mois des collectes sont faites dans les rues et à domicile, avec vente de plaques commémoratives et d'insignes divers. A la campagne, dans les maisons de gros et dans les magasins, ces quêtes portent sur des produits alimentaires. Les associations d'employés et de fonctionnaires ont institué des retenues échelonnées sur leurs appointements, et chez les travailleurs, il est retenu généralement chaque mois le salaire d'une heure de travail. Les possesseurs de comptes en banque et de chèques postaux sont invités à des déductions mensuelles, et des listes de souscription sont présentées aux maisons d'industrie et de commerce. Une loterie à 50 pfennigs le billet a été inaugurée dans les rues; même des personnalités marquantes de l'Etat et du parti se sont mises à la disposition pour ces collectes publiques de la WHW. Des représentations de différente nature ont été organisées avec le concours gratuit des artistes les plus en vogue. Le produit total revient à la WHW. (voir fig. 86, 87, 88).

L'Œuvre du secours d'hiver n'a pas une moindre importance au point de vue de *l'économie politique*. Il convient de citer ici en premier lieu les achats de vivres. La WHW. n'entretient pas seulement le plus grand commerce de pommes de terre et de farine du monde, elle est aussi la plus forte consommatrice de poisson et autres produits alimentaires. L'approvisionnement en poisson de la WHW. atteint le 20% de toutes les livraisons en Allemagne.

Le *Fremdenblatt*, de Hambourg, constate qu'au marché aux poissons d'Altona, il a été réservé environ 4,5 millions de kilogrammes de poisson en filet pour la WHW., et que des centaines d'ouvriers et d'ouvrières d'Altona y ont trouvé leur entière occupation pendant deux mois. Il y est dit en outre que l'action à grande envergure de la WHW. a pour une partie importante et pour la première fois dans les annales de la pêcherie en haute mer d'Altona, rendu possible le maintien en armement de toute la flotte pendant des mois, regardés auparavant comme une période inévitable de stagnation des bateaux de pêche.

Les achats de la WHW. ont exercé en même temps leur effet sur la réglementation et l'égalisation du marché. Beaucoup de suroffres subites sur le marché sont détournées par ces achats, ce qui empêche ainsi une baisse des prix et des pertes de valeurs d'une importance vitale. Lorsque pendant l'été de grande sécheresse 1935, la pénurie de fourrage nécessita des abatages nombreux, la

direction de la WHW. se déclara prête à prendre de grandes quantités de viande dans son jus; de même elle mit en conserve plusieurs centaines de milliers de quintaux de légumes frais. L'hiver dernier, il a été acheté 19 millions, chiffre rond, de kilogrammes de légumes, devenus impossibles à écouler sur le marché libre en raison de l'abondante récolte, et qui eussent été autrement exposés à se gâter.

La lutte contre le froid rend l'approvisionnement en charbon d'un importance capitale pour la WHW. Pendant l'hiver dernier, il a été distribué plus de 22 millions de quintaux de charbon, sans compter la tourbe et le bois. On peut se faire une idée de l'étendue du travail fourni et de son importance économique, si l'on songe que pour se procurer les quantités de charbon à distribuer, les mines de la Sarre auraient dû employer pendant 3 mois leurs équipes complètes à l'extraction de la houille. Le transport de ces charbons aurait nécessité à lui seul 170.000 wagons, si l'on n'avait pas découvert un système de répartition spécial.

Pour la confection des vêtements distribués pendant la deuxième année de l'Œuvre du secours d'hiver, il eût fallu une bande d'étoffe pouvant couvrir sur une largeur d'un mètre toutes les autostrades du Reich projetées, c'est à dire sur une longueur de 7.000 kilomètres. Pour la confection de près de 2 millions et demi de paires de souliers, on occupa surtout les territoires limitrophes du Reich.

On ne doit pas négliger finalement la création de travail due à la fabrication des insignes de la WHW. Pour citer un exemple, l'industrie de polissure des diamants et l'industrie métallurgique Idar put occuper déjà quatre fois 2.000 travailleurs, pendant douze semaines, à la polissure et au sertissage des diamants. Les heureux effets de la fabrication d'insignes dans l'Erzgebirge et dans les forêts de la Thuringe sont trop généralement connus pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Les favorables résultats de l'action du WHW. et leur importance pour l'économie allemande ont été reconnus même dans des régions en apparence fort éloignées. Les arbres de Noël distribués représentent plus de 10% de toute la consommation de ces arbres en Allemagne, et le nombre des livres distribués par les différents bureaux de la WHW. atteint trois fois celui des nouvelles publications annuellement mises sur le marché. L'Œuvre du secours d'hiver est donc bien un facteur indispensable à la vie économique allemande.

Avant de clore ce chapitre, il importe de mentionner expressément que la WHW. exerce son action sans tenir aucun compte de la tendance politique, de la race et de la nationalité des secourus. Hitler a déclaré au début de l'exercice 1935/36 de la WHW.: «*Nous n'excluons personne. Nous combattons chez nous le communiste, nous le frappons, jusqu'à l'abattre sur le sol, si c'est nécessaire. Mais s'il dit: J'ai faim, alors bon, il doit recevoir à manger*». Le nombre des étrangers secourus en 1935/36 s'est élevé par exemple à 88.950 personnes; de même la WHW. est venue en aide à environ 30.000 Juifs.

Le tableau que nous venons d'esquisser ici à grands traits suffira, nous l'espérons, à édifier d'une façon générale le lecteur sur le spectacle imposant qu'offrent cette gigantesque institution de l'Œuvre du secours d'hiver et cette solidarité nationale. Il est indéniable que la WHW. donne une nouvelle preuve, vivante et impressionante, de ce socialisme d'action que nous avons eu déjà occasion de constater dans d'autres domaines de la présente vie allemande.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'étonner qu'il en soit ainsi, si l'on réflechit qu'Hitler a appris à connaître, par son expérience personnelle, combien est dure la lutte prolétarienne pour l'existence. Travailleur lui-même, il a alors pris part aux peines et aux misères de ses compagnons de travail, mais aussi à leurs espérances en une justice sociale. Il est l'homme sorti du peuple, qui s'est élevé par ses qualités intellectuelles et par sa force de caractère jusqu'à devenir «conducteur d'hommes», et à consacrer au bien de son peuple ce que l'on peut appeler sa vie d'ascète.

Le jour où Hitler prit en main la solution de la question sociale et le soin du bien-être du peuple, il possédait donc déjà les conditions préalables à la solution de ces problèmes d'une importance capitale pour le peuple allemand.

IX.

Le Logement et la Colonisation intérieure

La solution du problème «*Logement et colonisation intérieure*» s'imposait à la nouvelle Allemagne plus qu'à tout autre pays comme une nécessité absolue, afin de pouvoir réaliser sa politique démographique, économique et sociale. L'Allemagne s'est consacrée à cette tâche dans toute la mesure de ses forces; elle a réuni tous les organes compétents de l'Etat et du parti, qui rivalisent maintenant dans la mise à exécution d'un gigantesque programme embrassant toutes les branches du bâtiment. On se préoccupe d'un grand nombre de transformations devenues nécessaires dans les villes, en vue de les rendre plus habitables, de l'assainissement de vieilles cités et du déplacement de l'industrie. La construction de logements doit fournir à la famille allemande la possibilité de se développer et la colonisation intérieure assurer la possession du sol et de la terre aux couches de la population les meilleures par la race et par le sang.

Toutes ces mesures sont en même temps une source nouvelle de travail et de vivification de l'économie.

La construction de Logements

La demande croissante de logements, due surtout à la forte augmentation du nombre des mariages, a fait naître la nécessité de pousser activement la construction de logements de location, et cela avec le concours de l'Etat. Ce concours consiste principalement en ce que ce dernier endosse des garanties et encourage l'initiative privée à fournir les moyens nécessaires. L'octroi immédiat d'assistance pour la construction de logements — abstraction faite des moyens limités disponibles par la rentrée des impôts sur les loyers — se borne à des obligations précises que l'économie privée est incapable de remplir par ses propres moyens.

Ce souci se porta tout d'abord sur l'encouragement aux logements dits «*de nécessité et de secours*». Le progrès de la crise économique avait placé les communes en face d'une tâche particulièrement difficile en ce qui concerne l'habitation. Le nombre des familles sans domicile grossissait de plus en plus, et d'un autre côté, à partir du mois d'avril 1933, l'expiration de la loi sur la pénurie de logements enlevait aux communes la possibilité de s'approprier de vieilles demeures pour y loger des familles sans abri. Mais en vertu des règlements généraux de police et d'administration, les communes ont l'obligation d'abriter

quelque part, fût-ce même par simple mesure d'assistance, les familles tombées dans une pareille situation. C'est pourquoi, lors de l'abrogation de la loi en question, le gouvernement du Reich, conscient de ces conditions, mit à la disposition 15 millions de marks et donna par là le branle à la construction de presque 14.000 logements pour les milieux dont il s'agit.

Ces bâtiments sont pour la plus grande partie établis en terrain plat, avec jardin ou bande de terrain, afin de familiariser autant que possible avec le sol les familles chargées d'enfants. (Voir fig. 92.)

Le développement du marché du logement démontra en outre que les mesures adoptées jusque-là étaient insuffisantes pour réaliser l'effort du gouvernement en vue de libérer de l'habitation en maisons de rapport (dites «casernes») et d'autres locaux inappropriés, les milieux de la population en crise d'habitation. Les cercles compétents avaient même déjà discuté le rétablissement du logement forcé. D'où la tentative de venir en aide par une autre voie aux larges couches de la population qui souffrent le plus de cette crise et sont dans l'impossibilité de mettre fin à leur propre détresse.

Le gouvernement du Reich décida de pousser également la construction de logements bon marché dans une maison pour une ou plusieurs familles (*logements populaires*), dont la charge peut être supportée par les milieux de la population ouvrière avec un faible revenu de salaire. Environ 47,5 millions ont été rendus disponibles dans ce but. Contrairement aux maisons de rapport du temps précédent, les logements populaires sont construits a un seul étage, pour une seule famille (soit par deux, soit par rangées), et c'est seulement en cas de manque de terrain à bâtir, ou si le terrain est trop cher, qu'ils peuvent être construits avec deux étages ou trois étages tout au plus.

Chaque logement doit posséder un jardin aussi grand que possible ou une pièce de terrain en conséquence. On attache une valeur toute particulière à la fixation d'un loyer supportable à la longue, qui ne doit pas généralement dépasser le cinquième du revenu du locataire. En cas d'amélioration des conditions économiques de ce dernier ou d'augmentation de la famille, on doit autant que possible élargir et restaurer le logement, ou, si faire se peut, réunir trois logements en deux, ou même deux en un seul.

De plus, *l'assainissement des villes* constitue une des tâches les plus pressantes, dont l'exécution a toujours été retardée au cours des années précédentes en dépit de l'urgente nécessité. On ne tolère plus en Allemagne des conditions d'hygiène, de politique démographique et de politique nationale, devenues intenables dans une foule de grandes et de petites villes. Le Reich a fourni à cet effet, en 1933/1935, une somme d'environ 20 millions de marks. C'est là un appoint relativement faible, si on le compare à l'importance du problème, dont la solution exige des dizaines d'années. Mais il s'agissait tout d'abord d'inciter les communes à s'occuper de cette question parfois difficile et d'un genre nouveau, et de réunir des expériences pour une solution en grand.

L'assainissement a commencé jusqu'à présent dans 10 grandes villes; 15 à 20 autres villes, grandes et moyennes, ont mené leurs préparatifs d'assainissement assez loin pour que l'assistance du Reich puisse être mise sous peu à leur

disposition. Il importe enfin de mentionner les puissants moyens que le gouvernement a concédés pour des travaux de mise en état et d'achèvement de bâtiments, pour le partage de logements et pour la transformation d'autres locaux en habitations. Nous en avons touché un mot à propos de la bataille du travail. Il a été créé par là 250.000 logements nouveaux, résultat que l'on peut considérer comme donnant toute satisfaction.

Outre l'encouragement dont furent l'objet les mesures énumérées ci-dessus, on réussit à obtenir à un degré de plus en plus élevé la participation du capital privé à la construction de logements et de colonies urbaines, sous forme de crédit hypothécaire avec la garantie du Reich. L'appui financier repose régulièrement dans ces cas sur un principe sain. Les constructeurs y ont engagé en général un capital propre considérable et le taux d'intérêt a pu être influencé dans le cadre des efforts constants du gouvernement en vue d'abaisser les intérêts. Le Reich a endossé jusqu'à présent environ 500 millions de marks de garanties.

Il a été possible ainsi de déterminer, dans la nouvelle Allemagne, un redoublement d'activité pour la construction du logement. Le nombre des habitations nouvellement construites, de 130.291 en 1932, est passé à 132.192 en 1933, à 189.489 en 1934, à 212.022 en 1935, et a atteint environ 320.000 en 1936.

Des dispositions en conséquence ont été prises afin de ranimer le goût du logement et du bâtiment, d'obtenir le mieux sous le rapport culturel et artistique, dans les limites permises par les conditions économiques, et surtout de combattre le bousillage, l'égoïsme et l'individualismus éhonté. Des mesures par voie légale sont en préparation à cet effet.

La Colonisation intérieure allemande

«*Nous voulons assurer de nouveau un foyer à l'Allemand créateur. Nous voulons bâtir des logements sains, bien éclairés, avec de l'air et du soleil pour une génération forte.*» Ainsi sont exprimées les exigences du programme du NSDAP. La nouvelle Allemagne tient à assurer derechef à la famille, au travailleur, un foyer et une sécurité constante sur son sol. La construction de logements et l'œuvre de la colonisation intérieure contribuent à la réalisation de cette promesse; la colonie de propriété familiale constitue en effet pour le travailleur allemand le genre d'habitation et de mise en œuvre qui lui assure dans le cadre des nouvelles colonies populaires un véritable foyer, une part à la terre natale, et la place qui lui convient dans la vie commune de tout le peuple.

La *colonisation intérieure* est surtout un devoir de la politique sociale du III[e] Reich. La mise en valeur d'une possession comme colon améliore considérablement le niveau de vie du travailleur, et lui offre une protection contre la détresse en temps de crise. Mais cette colonisation est aussi encouragée pour des motifs de politique démographique et devient par suite une nécessité de politique nationale. Dans l'idée national-socialiste, l'Allemagne doit jouir à l'intérieur d'un ordre si bien réglé, qu'elle assure une base solide d'existence à celui

qui crée par son travail, et lui attribue une part au sol national, en lui apprenant à aimer son pays et en faisant naître chez lui la volonté de le défendre. Telle est la signification majeure de la nouvelle politique allemande du bâtiment, dont l'œuvre de colonisation n'est qu'une partie.

L'expérience des temps passés a enseigné que les augmentations de salaires entraînent invariablement avec elles des augmentations de prix, et que l'argent des salaires perd toute valeur devant les prix que le travailleur doit payer pour les besoins de son existence. C'est pourquoi le maintien de prix fermes s'impose à l'heure présente. Mais, d'après la manière de voir nationale-socialiste, il est également possible d'obtenir un rehaussement du niveau de la vie dans la condition actuelle des salaires et des prix, et cela par la colonisation intérieure. La propriété du sol, une maison à soi et la mise en valeur d'une possession comme colon, sont autant de causes d'amélioration de la nourriture et du niveau de vie, car ce que la famille ouvrière retire du sol par son propre travail, elle peut l'épargner dans l'achat de comestibles. Chaque pfennig économisé de la sorte procure à son tour une facilité d'achat pour d'autres besoins, tels que l'habillement, le ménage etc.: le colon donne ainsi à d'autres du travail et leur fournit indirectement place pour une occupation.

La position de colon signifie donc pour celui qui l'occupe, logement meilleur, nourriture plus saine, champ de travail en dehors de son occupation habituelle, d'où personne ne peut l'expulser, et plus grand bien-être pour lui-même et sa famille. La colonisation apporte en outre une contribution à la lutte pour la production et pour la suppression de la dépendance de l'étranger quant à l'approvisionnement en vivres; d'où un redoublement de l'activité économique nationale.

Le décret d'Hitler en date du 29 mars 1934 fixa sa mission à l'œuvre de colonisation allemande. Le Führer proclamait cette œuvre comme un des devoirs les plus urgents, les plus importants, mais aussi les plus difficiles, imposés au gouvernement. Il exigea la mise en vigueur de mesures d'un effet immédiat, la garantie d'une direction unique et sûre de l'œuvre pour tout le Reich, en mettant à profit les expériences recueillies, afin d'empêcher surtout les fautes autrefois commises. On convoqua dans ce but tous les offices s'étant occupés jusqu'à présent de colonisation intérieure.

L'exécution de l'œuvre a son point de départ dans la conviction que, vu la structure économique actuelle de l'Allemagne, sa forme de colonisation et de population, un nouvel ordre complet de la sphère vitale allemande s'impose, et que ces vues générales de politique économique et d'habitation ne sauraient être mieux réalisées que par la «petite colonisation».

C'est pourquoi cette dernière figure comme point central de toutes les mesures dans le domaine de la colonisation et du logement. Elle est la meilleure forme pour la population ouvrière moins favorisée de la fortune, non seulement parce qu'elle contribue à rattacher le travailleur au sol de la patrie, mais aussi parce qu'elle lui permet de parfaire son revenu ordinaire, en tirant sur place une partie essentielle de ses besoins d'existence. La petite colonisation représente donc une mesure de la plus grande importance pour la politique nationale, pour la politique démographique, pour la politique économique et sociale. Par conséquent elle est fortement encouragée soit par l'octroi des prêts et par l'endossement de garanties du côté du Reich, soit par des privilèges et des facilités fiscales, administratives et autres (voir fig. 94).

Cette transformation radicale s'est accomplie en étroite collaboration avec l'office chargé de la colonisation à l'état-major du représentant du Führer à Munich, et avec celui de la colonie de propriété familiale du DAF., à Berlin.

En vertu de cette nouvelle réglementation, tous les Allemands jouissant de leurs droits civils, peu fortunés, sont actuellement admis en principe comme colons, ainsi que leurs épouses, pourvu que les uns et les autres soient sujets du Reich, d'origine arienne, absolument éprouvés au point de vue national et politique, de race pure, parfaitement sains par hérédité. Contrairement à la coutume précédente, la colonisation de travailleurs habituels dans les exploitations industrielles est encouragée en premier lieu, surtout si ces exploitations participent financièrement dans une mesure convenable à la construction de la colonie ou en soutiennent autrement la fondation.

Des considérations d'économie président à l'exécution de ces mesures. Afin de parer à des fautes de mise en possession, il ne peut être créé de nouvelles colonies que là où l'existence économique des colons semble assurée en permanence. Une sélection rigoureuse des postulants est garantie par la coopération des offices des foyers du DAF., et selon les circonstances, par un examen médical officiel. La bonne nature du terrain affecté à la colonie et la convenance du prix d'achat ou du taux d'intérêt sont également l'objet d'une étude approfondie. On veille soigneusement que la base fondamentale d'existence du colon soit absolument assurée. C'est pourquoi doivent être admis en principe seulement ceux jouissant d'un revenu fixe, que leur assure leur profession.

Les frais de la colonie et les charges totales qu'elle entraîne pour lui, doivent être réduits au minimum possible, dans son intérêt. Il est prescrit à cet effet que les frais de construction et d'installation — sans le terrain — ne doivent pas dépasser 3.500 marks, pouvant monter jusquà 4.500, si les circonstances comportent un enchérissement, et même jusqu'à 5.000 marks dans des cas tout à fait exceptionnels. Quant aux charges mensuelles, elles ne doivent pas dépasser de 20 à 25 marks, et peuvent atteindre exceptionnellement 30 marks. Elles ne doivent en aucun cas dépasser le quart du revenu du colon en espèces.

Afin de donner aux colons une base d'exploitation suffisante, l'emplacement attribué sur le terrain doit mesurer au moins 1.000 mètres carrés. Les maisons de la colonie sont solidement bâties, très simples et très convenables. Une installation économique pratique doit peser d'un plus grand poids dans l'installation qu'une disposition plus avantageuse de la partie habitée. Le succès de la colonisation doit être assuré par une assistance amicale du colon et par des conseils quant à son ménage.

La petite colonisation est établie de la sorte sur une base complètement nouvelle, économiquement réfléchie et parfaitement saine. Un nouveau mode d'assistance financière marche de pair. Alors que primitivement, les frais de

construction et d'installation des divers emplacements pour colons étaient presque entièrement couverts par les prêts du Reich, ces frais, de même que les dépenses pour la fondation et pour le sol, sont maintenant fournis aussi largement que possible par le marché du capital privé, en première et même en seconde hypothèque. En outre, les colons doivent contribuer eux-mêmes pour 15 à 20% à la valeur de la bâtisse et du sol. Le Reich n'a donc plus besoin d'engager ses fonds que pour l'assistance financière générale.

De même que la petite colonisation, l'encouragement à la construction d'un *foyer propre* (voir fig. 95) sert également au but de liaison de la population avec le sol. L'accord, inauguré par le Reich, de prêts pour la construction de petits foyers, a acquis une efficacité plus grande grâce au fonds de 20 millions de marks mis à la disposition au mois de septembre 1933, en vertu de la loi sur la diminution du chômage. L'action en faveur des foyers propres a encore été complétée par 7 millions de marks que l'Institut du Reich d'entremise de travail et d'assurance aux chômeurs a rendus disponibles pour l'encouragement à la construction de ces foyers, en les tirant de la caisse de secours aux chômeurs. Le nombre des foyers résultant de l'application de ces mesures s'élève en tout à 30.000.

Mais comme l'action a imprimé, bien au delà de son cercle immédiat, une forte impulsion à la construction de foyers propres sans recourir aux fonds publics, le succès pratique de la mesure est beaucoup plus élevé. On en trouve l'expression dans le fait que les foyers propres figurent pour un tiers parmi les logements construits avec l'assistance de garantie du Reich.

Les *habitations d'ouvriers ruraux* (voir fig. 93) construites au cours des années précédentes exigeaient des mesures radicales d'une urgente nécessité, grâce auxquelles les propriétaires d'emplacements devaient être confirmés dans leur possession, et rendus indépendants de la situation du marché du travail. 8 millions de marks furent répartis à cet effet, et servirent à agrandir beaucoup d'emplacements de foyers propres par des augmentations de terrain, à élargir des bâtiments d'exploitation, et à permettre l'achat de bétail. La situation économique des foyers propres put être également soulagée au moyen d'un amortissement par acomptes en cas de détresse dûment constatée du bénéficiaire du prêt.

12 millions et demi de marks sont prévus sur les fonds disponibles, en vertu de la loi du 30 mars 1935 sur l'encouragement à la construction de logements en vue de favoriser celle de foyers propres pour artisans et travailleurs ruraux On a élaboré en outre des plans de bâtisse pour 7.000 logements ou emplacements de colons destinés aux ouvriers des exploitations aéronautiques.

La construction future de logements et de colonies

Les formes que prendra dans la nouvelle Allemagne la structure du logement et de la colonisation ont été déjà fixées en grande partie par la politique y relative depuis 1933. Sauf les colonies purement rurales, on peut distinguer trois groupes de construction de logement et de colonisation: la *petite colonisation*, le *foyer propre* et le *logement de location*.

La petite colonisation est la forme de logement et de colonisation de la population ouvrière qui répond le plus largement aux efforts de la politique du nouveau gouvernement dans ce domaine. La maison de petite colonisation comporte au moins une surface de terrain utile, que feront valoir le colon et sa famille, et qui leur donnera la possibilité de suffire eux-mêmes à une partie de leurs besoins d'alimentation. La petite colonisation est donc considérée comme marchant de pair avec la profession exercée.

Le foyer propre est une maison d'habitation (maison isolée, maison double ou rangée de maisons), avec un jardin non destiné généralement à une utilité quelconque, mais servant surtout de jardin d'agrément. La maison est d'ordinaire habitée par le constructeur et propriétaire lui-même. Le foyer propre entre surtout en cause pour les couches plus fortunées de la population.

Le logement de location avec rez-de-chaussée ou de plein pied avec le sol, est érigé par un constructeur privé ou par une entreprise d'utilité publique, en vue de la location. Ce genre de logement est indispensable aux sphères de la population qui, d'une part, se prêtent mal à l'exploitation d'un emplacement de petite colonie, et d'autre part ne possèdent pas le pouvoir d'achat suffisant pour se créer un foyer propre. La construction de logements de location est encore nécessaire là où fait défaut un terrain de colonisation susceptible de rapport, et où n'existe aucune possibilité de transférer une colonisation de grande envergure. Aussi la construction de maisons de location est-elle surtout limitée aux grandes villes et aux communes industrielles. La construction de maisons à plusieurs étages a entre autres pour but de combler des vides encore existants dans le bâtiment.

En ce qui concerne la dimension et le décor des nouveaux logements à construire, en tant qu'il ne s'agit pas d'une construction propre de gens plus fortunés, on exige surtout le décor le plus simple des habitations et des colonies, qui doivent être bâties dans des conditions d'espace aussi limitées que possible, afin d'adapter le loyer et les charges des nouveaux bâtiments au faible revenu de la population à la recherche d'un logement. Il pourra être satisfait plus tard à des améliorations du pouvoir d'achat et au besoin d'espace, en ce que les foyers propres soient construits avec une mansarde, séparable au besoin, et aussi que les logements de location soient disposés de manière à permettre, sans trop grande dépense, de réunir plusieurs petits logements en un seul.

L'influence que la faible force d'achat, surtout celle des ménages ne vivant pas dans des habitations propres, exerce sur le besoin de logement, est démontrée par les constatations de l'assemblée des communes allemandes concernant le besoin le plus urgent d'abri. Le questionnaire posé à ce sujet au printemps de 1934 donna le résultat suivant: du besoin constaté dans presque tous les territoires du Reich, plus d'un tiers incombe aux logements de deux chambres, un quart seulement aux logements d'une seule chambre, et pas même un cinquième aux maisons de colonisation. Le besoin de logements de location est donc actuellement très grand. C'est pourquoi il faut parvenir à couvrir ce besoin au cours des années prochaines par un transfert méthodique de la colonisation hors des grandes villes dans les petites communes et en pleine campagne.

Plus de la moitié au moins des bâtiments des 10 prochaines années sont destinés à la population indigente. En raison des conditions actuelles de revenu, il ressort qu'en moyenne le prix de location le plus élevé pour le travailleur allemand est d'environ 26 marks par mois, et de 45 environ pour un employé.

Comme il appert de ces explications, les offices les plus divers concourent en vue de la création de colonies intérieures. Le Front allemand du travail met ici ses organisations (bureau de foyers du Reich, bureau de foyers de district, surveillants des foyers) à la disposition de tous les offices compétents, pour les soutenir et leur prêter fiduciairement son activité. Les fonctionnaires de ces bureaux se chargent de l'exécution des projets moyennant une très modeste rémunération, bien qu'ayant à remplir des devoirs beaucoup plus larges que pour tout autre entreprise de construction de logements. Les communes leur facilitent ce devoir en leur cédant un terrain bon marché et par des prévenances quant aux frais ordinaires. Les autorités ayant pouvoir d'accorder les secours du Reich (prêts, garanties, dégrevements d'impôts) exercent leur surveillance sur les bénéficiaires et leur prêtent tout appui utile.

L'effort de tous ces offices vise à ce que les projets de colonisation puissent être exécutés comme il convient au bien de la famille. Dans le travail commun en vue d'encourager la construction de logements ouvriers, les communes, les colons et les offices compétents de l'économie se sont unis avec le bureau de foyers du DAF., en vue de propager l'œuvre de colonisation sous toutes les formes imaginables. Les projets de colonisation sont travaillés à fond conjointement avec les différentes mesures de construction de logements, de sorte que tous les désirs légitimes des postulants peuvent être satisfaits, et que de véritables communautés coloniales surgissent avec une vie propre.

La communauté coloniale ne connaît ni séparation en castes, ni séparation en classes sociales. Le voisinage et le devoir commun font naître la communauté du peuple. Telle est la conviction nationale-socialiste.

DEUXIÈME PARTIE

«Les faits et les réalisations de création propre sont la meilleure mesure de notre capacité.» *Joseph Goebbels*

X.

L'Economie dans la nouvelle Allemagne

Selon l'opinion généralement admise, on entend par *politique économique* l'ensemble de toutes les mesures destinées à régler la production, la répartition et l'emploi des biens propres à satisfaire l'humanité dans ses besoins.

Ces tâches sont restées essentiellement les mêmes au cours des ans, et demeurent invariables, quels que soient le degré de civilisation, le caractère social et politique du pays où elles trouvent leur développement. Mais les voies choisies pour leur mise en pratique et les profiteurs de ce processus ont souvent changé du tout au tout pendant les différentes périodes historiques et dans les différents pays. C'est ainsi que dans l'économie capitaliste, régnait le principe du gain personnel, de l'exploitation de la force de travail humaine, afin de réaliser le bénéfice le plus fort au profit du patron. La réaction logique contre un pareil système, que nous espérons tous aboli pour toujours, trouva sa manifestation dans l'économie sociale marxiste, qui a pour principe la lutte de classes, le rêve d'une séparation absolue du travailleur et du patron, la victoire complète du prolétariat sur le capitalisme, fût-ce au risque de ruiner par là l'économie elle-même.

Caractère de l'économie nationale-socialiste

Tout différent est le principe de l'économie de la nouvelle Allemagne, qui a l'instar de toutes les autres manifestations de l'idée nationale-socialiste, se guide d'après celle de la communauté populaire.

Dans la conception nationale-socialiste[1]), les forces morales et physiques qu'un peuple peut déployer de lui-même, et les forces latentes du pays où ce peuple vit en les utilisant, représentent sa capacité créatrice; elles forment sa richesse effective. L'économie d'un peuple, fidèle image du développement et du déploiement de ces forces, est la gardienne et le support de cette richesse populaire;

---

1) Voir l'ouvrage de l'économiste H. Rolf Fritzsche (rapporteur de la presse au ministère de l'Economie du Reich et au ministère prussien de l'Economie): *Die Wirtschaft in Deutschland und ihre Beziehungen zur Welt* (Hanseatische Verlagsanstalt, Hamburg) et l'Annuaire de l'Economie allemande, publié par le même auteur (Breitkopf und Härtel, Leipzig, 1937).

c'est pourquoi chaque coopérateur à l'économie, quelles que soient sa position et la mesure de l'emploi de ses forces, doit se sentir responsable envers la communauté.

Etre créateur dans l'économie de l'Etat national-socialiste entraîne un devoir. Ce devoir est d'autant plus pressant que plus importante est pour l'individu sa participation à l'administration du bien commun. Car chaque concitoyen a effectivement une part à cette administration, même s'il n'a à administrer que le travail horaire de ses mains ou les forces physiques naturelles dont il dispose.

C'est ainsi que le travailleur remplit son devoir à l'égard de la communauté, si, dominé par le sentiment de camaraderie qui le lie à ses compagnons d'usine, et par une attitude digne de sa qualité de membre de la corporation, il s'acquitte consciencieusement de son travail et prend un soin scrupuleux des outils et du matériel qui lui ont été confiés. C'est ainsi que le paysan remplit son devoir comme membre de la communauté du peuple, s'il cultive le sol que ce peuple l'a chargé de travailler et de faire produire de façon qu'il puisse en retirer le plus grand profit possible, et s'il s'efforce, comme pourvoyeur de l'alimentation de son peuple, de fournir ce dernier des produits de son champ dans des conditions supportables pour tous ceux qui s'occupent de créer. C'est ainsi que le chef d'exploitation remplit son devoir, qu'il soit entrepreneur, industriel, artisan ou commerçant, s'il se considère comme chargé d'une fonction publique, et si cette conviction intime exerce une influence sur son activité, c'est à dire sur le rendement du travail consacré à son entreprise.

«Nous voguons tous sur le même bateau», disait il y a deux ans dans son discours bien connu de Kœnigsberg le Dr Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank et ministre chargé de l'Économie. «Il n'y a qu'une possibilité: confiance dans le capitaine chargé de la conduite du navire allemand.»

Cette circonstance de la subordination de l'économie à la communauté populaire trouve d'ailleurs dans la nouvelle Allemagne son expression la plus claire et la plus précise dans le programme de gouvernement que le Führer développa dans son premier discours au Reichstag, discours dont nous avons donné un extrait au chapitre I du présent ouvrage. Hitler s'exprima alors ainsi: «*Le peuple ne vit pas pour l'économie, et l'économie n'existe pas pour le capital, mais le capital sert à l'économie, et l'économie sert au peuple.*»

L'économie nationale-socialiste est en outre caractérisée par le principe du «droit au travail», de même que par le «devoir de produire». Autrement dit, la politique économique d'Hitler est la somme de toutes les mesures d'économie en vue de faciliter à la totalité du peuple et à chaque membre créateur de ce peuple, le maintien de leur existence, et l'accomplissement de leur devoir, consistant dans la conservation de la communauté et de la force de l'Etat.

La même pensée préside aux relations commerciales. Bien que «l'offre et la demande» demeurent les facteurs dirigeants sur ce terrain, la doctrine nationale-socialiste prévoit le développement d'un ordre économique englobant dans toutes les manifestations de la vie économique, dans la production comme sur le marché,

le devoir éthique de l'économie, fondé sur la solidarité en un seul peuple de tous les éléments créateurs. C'est pourquoi l'Etat national-socialiste prend à sa charge le règlement de la production comme celui du marché. L'intérêt naturel et compréhensible de l'entrepreneur isolé ne peut plus porter ainsi préjudice à la généralité, comme c'était le cas avant l'Allemagne d'Hitler, et l'intérêt de l'individu devient un profit pour l'ensemble.

Un autre principe caractéristique de la politique économique nationale-socialiste est finalement que l'économie est surtout une «question de capacité». Hitler l'a exprimé ouvertement une fois, lorsqu'il fit allusion à un de ses partisans fanatiques, lequel insistait pour une «synchronisation», en ce sens que des entrepreneurs capables dussent être jetés dehors, et remplacés par des camarades du parti, bons combattants, il est vrai, mais nullement doués des aptitudes techniques et commerciales nécessaires. Les expériences déjà recueillies pendant les premiers mois après la prise du pouvoir étaient réellement concluantes à cet égard, et montraient clairement les dangers dont un procédé tel que celui-là eût menacé la marche tranquille de l'économie. «*L'économie est un organisme extrêmement délicat* — ne cesse de répéter le Dr Schacht — *et tout désordre, de quelque côté qu'il se produise, a l'effet de sable dans la machine.*»

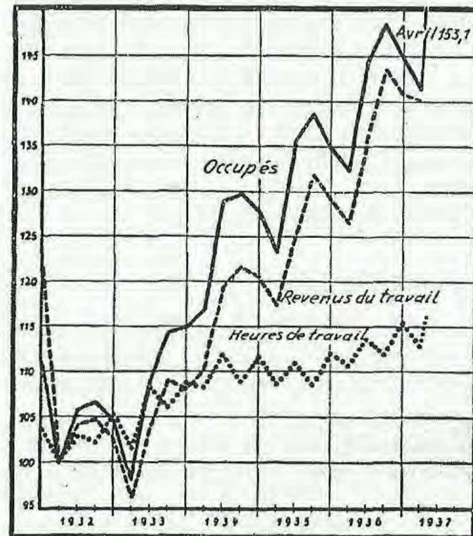
L'Economie industrielle

Un étranger non prévenu, qui reviendrait en Allemagne pour la première fois depuis quatre ans, dans le bassin rhénan-westphalien, dans la région industrielle de la Saxe, dans les faubourgs ouvriers de Berlin, et surtout dans les territoires auxquels l'économie industrielle imprime son empreinte, ne manquerait pas d'éprouver le sentiment de se trouver partout devant une vie nouvelle. Il pourrait constater que de nombreuses exploitations arrêtées ont réouvert leurs portes, que les hautes cheminées fument de nouveau, que des places de travail désertées par centaines de mille sont réoccupées, que des comptoirs d'expédition en grand nombre ont repris leur animation, et que les façades négligées des maisons et des fabriques revêtent un nouvel aspect de fraîcheur. En un mot, il percevrait que l'état de stagnation encore visible il y a quatre ans a fait place à une intensité frappante de développement, au réveil réjouissant d'une renaissante initiative. Et si cet étranger avait à cœur d'apprendre à connaître l'assise économique de ce développement, il pourrait constater des faits particulièrement concluants tels que ceux-ci:

Outre que le chômage a pratiquement disparu et qu'un million et demi de forces nouvelles sont mises au service de la production, que la journée de travail est passée de 7,26 à 7,59 heures, que l'assistance aux chômeurs est tombée de 3,2 milliards à 1,7 milliard, que le rendement des impôts a augmenté de 3 milliards — ainsi que nous avons eu occasion de le noter à propos de la «bataille du travail» —, la production industrielle, de 41 milliards en 1933 est montée à 89,9 milliards en 1936, en même temps que le revenu national s'élevait de 45,5 milliards de marks à 61,5 milliards. Le mouvement du commerce de détail est passé de 22,7 milliards à 28 milliards, les autorisations d'automobiles pour

le transport de personnes, de 41.000 à 213.200, celles des motocyclettes de 56.400 à 184.900; le nombre des abonnés à la radio est monté de 4,3 millions à 8,17 millions, et les dépôts aux caisses d'épargne, diminués de 328 millions en 1932, attestent au contraire une augmentation de 815 millions.

Mais le résultat matériel immédiat ressortant de ces chiffres est loin d'être décisif. Au cours des années précédentes, l'entrepreneur était habitué, et se trouvait même directement obligé par les circonstances, à noter uniquement ou presque exclusivement au crayon le développement économique, et à constater le résultat d'une année, en premier lieu d'après son propre bilan ou même d'après la statistique générale de l'économie. Il a reçu dans ces dernières années un enseignement propre à lui ouvrir les yeux, en ce que l'importance de la pure «estimation au crayon» — en toute nécessité pratique — est considérablement éclipsée par des considérations complètement en dehors du calcul numérique du progrès et du produit.



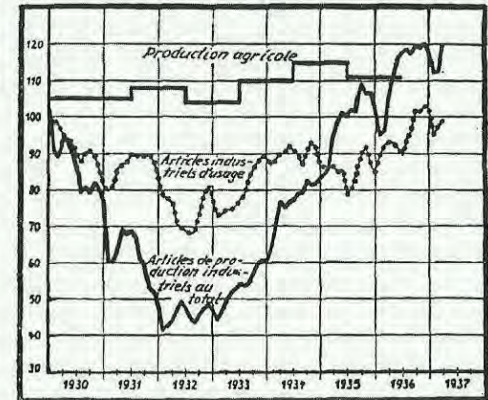
Occupation et revenus du travail en Allemagne (1[er] Trimestre 1932 = 100)

Les années de relèvement national ont incontestablement renforcé la conscience de tous les entrepreneurs et rendu leur regard plus pénétrant, pour se rendre compte de l'énorme influence de ces considérations de caractère politique et national, qui semblent au premier coup d'œil étrangers à la sphère économique.

Les impondérables psychologiques, auxquels a donné naissance le sentiment de la confiance dans le gouvernement et dans l'avenir, fécondent aujourd'hui dans la plus large mesure les faits et gestes de chaque entrepreneur, et lui fournissent aussi l'arme la plus puissante contre les embarras et les difficultés qu'il a peut-être à surmonter en particulier. La suppression du dualisme entre l'Etat et l'économie, l'élimination de la lutte de classes, les voies nouvelles suivies par le gouvernement et par le parti dans le rétablissement d'une véritable communauté du peuple et d'une collaboration de vraies camarades entre le patron et le personnel — tout cela a rehaussé l'amour pour le travail, le déploiement de forces créatrices. La notion du «travail productif» s'est étendue bien au-dessus de la substance matérielle, en donnant place à celle de l'accomplissement d'un devoir national et de la responsabilité commune pour la destinée du pays.

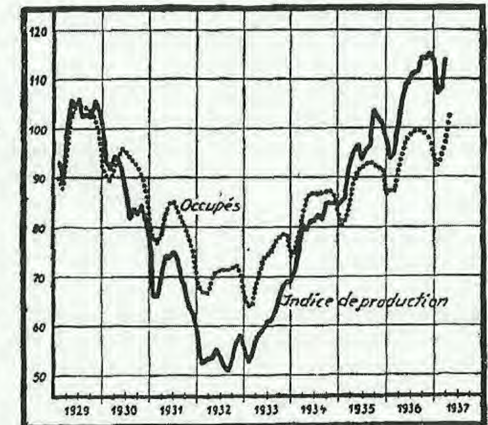
Par quelles directives et par quelles mesures organisatrices ces résultats ont-ils pu être atteints?

A l'occasion de l'exposé du programme déjà cité, Hitler annonça l'intention du nouveau gouvernement du Reich «*de ne pas sauvegarder les intérêts économiques du peuple allemand par le détour d'une bureaucratie d'Etat, mais par un encouragement des plus forts à l'initiative privée avec pleine reconnaissance de la propriété individuelle*». Il était difficile d'exprimer plus clairement l'adoption du principe selon lequel, contrairement à ce qui se passe dans la Russie soviétique, l'Etat a le devoir de diriger l'économie, mais pas celui de l'administrer, car ce soin d'administration appartient à l'économie elle-même. De même, le principe de la propriété privée est solennellement proclamé, principe qui stimule l'entrepreneur pour continuer le développement de son exploitation et en obtenir les meilleurs résultats possibles.



La production en Allemagne (1928 = 100)

Ces deux directives forment la base de la nouvelle organisation nationale-socialiste de l'économie industrielle dans le sens d'une administration économique autonome, ayant le devoir de conseiller et de seconder les sociétés adhérentes ou les différents membres, et de soumettre au gouvernement du Reich les vœux formulés par les entreprises prenant une part active à l'économie.



Occupation et production (1928 = 100)

Le premier essai de réunion des grandes sociétés en groupes assortis fut entrepris par les nationaux-socialistes très peu après la prise du pouvoir, en 1933. Le développement était déjà si avancé au printemps de 1934, que sous le ministre de l'Economie, alors le D[r] Schmitt, le 27 février 1934, on put promulguer la «loi préparatoire au règlement organique de l'économie». Cette loi répartissait l'économie industrielle allemande en treize groupes principaux, ayant à leur tête

le chef (Führer) de l'économie industrielle et son représentant. Mais la même année encore, le 27 novembre 1934, avec le premier décret pour l'exécution de ce règlement, le Dr Schacht, ministre délégué à l'Economie, transformait l'organisation en un système de chambres réparties selon leur spécialité sur les différents districts. La fonction de chef de l'économie industrielle fut de nouveau supprimée, et par contre on fonda la *Chambre d'économie du Reich*, sorte de Clearing-Union des groupes nouvellement créés. L'économie industrielle se trouva alors organisée comme il suit: Au sommet, la Chambre d'économie du Reich, formée du groupe *Industrie* (avec ses sept groupes principaux), du groupe *Métier*, du groupe *Commerce*, du groupe *Banques*, du groupe *Assurances*, et du groupe *Economie de l'énergie*. A la tête de toute l'organisation, marche le ministre de l'Economie du Reich, qui nomme le président de la Chambre d'économie et ses représentants, ainsi que les présidents des divers groupes, avec pouvoir de les déposer de leur fonction.

En même temps que cette formation selon les spécialités, le premier décret d'exécution instituait la formation régionale, qui subdivise de nouveau la Chambre d'économie du Reich en 18 Chambres d'économie de district, de même que les divers groupes du Reich en groupes de districts, et pour le commerc de détail, en groupes de cercles et en groupes locaux. Les Chambres d'industrie et de commerce ont été maintenues, et affermies dans le cadre de la Chambre d'économie du Reich en tête de toute l'organisation.

Le groupe «Métier» occupe une place toute spéciale dans la structure de l'économie industrielle. Il est formé selon les professions, en vertu d'un antique usage des corps de métier. Il a à sa tête le maître-ouvrier du Reich, en même temps président du groupe «Métier» et de la Chambre allemande des métiers. Le groupe du Reich comprend 50 sociétés corporatives, et 61 Chambres des métiers sont réunies dans la diète allemande des métiers. C'est d'un côté une formation purement spécialisée, et de l'autre, une formation ouvrière professionnelle.

La différence la plus marquante entre l'organisation professionnelle «Métier» et les autres groupes, est la rigoureuse constitution du premier, alors que dans le reste de l'économie industrielle, de fortes tendances de centralisation se manifestaient bien au début, mais furent bientôt étouffées sous d'autres considérations de caractère surtout régional. Le second décret d'exécution, en date du 25 septembre 1935, fait déjà abstraction du pouvoir central et accorde une plus grande latitude à l'organisation régionale. Le décret du ministre de l'Economie du Reich et de Prusse, du 7 juillet 1936, place résolûment au premier plan l'idée de décentralisation, et spécialement la prise en considération des intérêts régionaux.

Le nouvel ordre d'économie industrielle, — comme il a été déjà mentionné — s'inspire de la conviction qu'une administration autonome de l'économie est indispensable dans l'Etat national-socialiste. Il s'agissait de créer une organisation présentant d'une part toutes les possibilités à l'Etat autoritaire, mais offrant d'autre part la garantie que les entrepreneurs exerçant une activité économique sur les groupes spéciaux d'exploitation et sur les chambres d'industrie puissent

faire valoir efficacement en haut lieu leurs expériences et leurs désirs. Une conduite autoritaire et une administration autonome de l'économie, loin de s'exclure mutuellement, se complètent au contraire l'une l'autre.

Ainsi que nous l'avons mentionné au chapitre de la politique sociale, l'accord de Leipzig (mars 1935) a posé les principes selon lesquels doit s'effectuer, dans l'idée national-socialiste de la communauté populaire, la collaboration entre l'organisation industrielle et celle des travailleurs, le Front allemand du travail.

Par analogie avec les institutions du DAF., il a été créé pour la Chambre d'économie du Reich un *Tribunal d'honneur de l'économie allemande*, des tribunaux de même nature fonctionnent près les Chambres d'économie régionales. Grâce à ce nouvel ordre de choses, l'organisation de l'économie, délivrée des anciennes associations d'intérêts à participation libre, s'est transformée en une organisation unique, ferme, au service de la conduite publique de l'économie et de ses buts, et avec participation obligatoire. L'idée d'économie populaire a donc surmonté les intérêts économiques privés dans le domaine de l'organisation, et l'intérêt général compte désormais plus que l'avantage privé de l'entrepreneur isolé.

On pénètre ainsi le secret de la réunion de toutes les forces et de l'unité de conduite que l'on constate aujourd'hui dans l'économie industrielle allemande, et qui, jointes à une direction habile et prévoyante de l'Etat, forment la base essentielle de ses succès.

Le Métier

Pour se faire une idée de l'importance de cette branche de l'économie industrielle allemande, il suffit de se rappeler qu'à l'époque où fut élaboré le nouvel ordre de choses, il existait en Allemagne 1.542.000 entreprises de métier indépendantes avec 1.050.000 ouvriers et auxiliaires, 300.000 travailleurs non formés, 500.000 apprentis, 100.000 employés techniques et employés de commerce, et 250.000 membres de familles occupés à des travaux secondaires: soit au total environ 4 millions d'hommes appartenant à des professions. On peut estimer à 8 millions environ, c'est à dire à un huitième du peuple allemand, le nombre de ceux qui vivaient et vivent encore aujourd'hui du produit de leur métier.

Les métier formaient donc une partie importante des 6 millions de chômeurs que comptait alors le Reich. Aussi le mouvement du métier était-il tombé d'une conjoncture normale de 22 milliards de marks à 10 milliards environ, ce qui représente une baisse de 50%.

Quels progrès ont-été réalisés pendant les quatre dernières années?

Tout d'abord une loi du 29 novembre 1933 — comme nous l'avons déjà signalé dans le cadre de la nouvelle disposition de l'économie industrielle — réussit à subordonner l'organisation du métier (*Union d'Empire du métier allemand*) à la direction unique du maître-ouvrier du Reich, et à ramener les 19.000 corps de métier au chiffre de 16.000, embrassant environ 130 professions ouvrières pures.

De 3200 associations industrielles et ouvrières, unions ouvrières, comités de corporations et associations libres de toute nature, on créa 750 sociétés professionnelles de cercle, et de 390 unions professionnelles de Pays et de district, ainsi que de 90 organisations techniques du Reich, on forma 50 unions corporatives. Toute l'organisation fut donc considérablement simplifiée, et soumise à la surveillance et à la direction de 61 Chambres de métier; les frais se réduisirent de 60 millions de marks par an, à 40 millions.

Un second progrès a été réalisé par l'institution de *l'examen des maîtres* comme condition préalable et fondamentale de l'exercice d'un métier. La nécessité de cette mesure apparaît évidente, si l'on réfléchit qu'auparavant il n'existait que 40% de maîtres éprouvés. Le métier a revêtu par là une plus grande valeur qualitative. A cela s'ajoutent les écoles professionnelles publiques de toute nature, les écoles et les instituts d'instruction des associations corporatives et des chambres, de même que l'instruction complémentaire du Front du travail ou des écoles privées.

Il est important de notifier au point de vue moral que les chambres de métier ont reçu leurs *tribunaux d'honneur*. Concernant la culture du métier, elle a été notamment renforcée par la propagande, par la presse, par des expositions et par un façonnement artistique dans le sens d'un travail méritoire reconnu. A cette occasion, il convient de mentionner spécialement la *Maison allemande du métier*, nouvellement construite à Berlin, avec ses grilles artistement forgées et ses puissantes figures taillées dans la pierre. C'est le bâtiment d'administration central, où l'on trouve également une exposition d'excellents travaux de métier. L'installation et le décor fournissent la preuve de la valeur et de la beauté créatrices de l'artisanat allemand: on y parcourt encore les salles d'exposition permanente, où sont constamment produits de nouveaux spécimens du travail des diverses branches de métier, de même que des modèles d'articles d'exportation, qui montrent à l'exportateur et aux acheteurs étrangers un grande variété d'articles finis et fort recherchés.

Parmi les particularités intéressantes dues à l'activité du métier allemand, il convient de citer:

1. La fondation de *l'Institut de métier*, destiné à encourager scientifiquement l'augmentation de la production et une meilleure conduite de l'exploitation: 28 bureaux d'encouragement à l'industrie rivalisent pratiquement dans le même sens.

2. La collaboration de l'Union de métier du Reich avec la Chambre des arts plastiques et d'autres offices, ce qui garantit une meilleure valeur artistique de la production, surtout pour le développement de la mode, pour l'installation du foyer, pour la colonisation intérieure, etc.

3. Un grand nombre d'experts du bâtiment travaillent à une saine exécution de l'adjudication des bâtiments. La *Société fiduciaire du bâtiment*, fondée par le métier, finance les projets de construction, surtout les foyers en propre, et surveille la marche financière ainsi que l'exécution du bâtiment. Il a été fondé 15 sociétés d'entreprise du bâtiment, qui fournissent au métier le capital également nécessaire pour la prise en charge de grandes constructions.

Outre ces mesures spéciales, la renaissance du métier allemand s'est accomplie naturellement dans le cadre de celle de toute l'économie allemande et de la disparition du chômage. La diminution des ouvriers et des aides sans travail doit être estimée à 70% dans l'industrie métallurgique, et à 70% dans la confection. Le travail en cachette a marqué une diminution correspondante, et en 1935, la production totale atteignait déjà 15 milliards environ, soit plus de 50%, qu'en 1933.

L'Industrie

Les tâches principales que le nouvel ordre de choses impose au groupe *Industrie* en tant qu'organisation industrielle la plus importante du Reich, sont les suivantes: information technique et explicative des membres, information sur l'adoption de nouveaux procédés techniques, sur la mise en valeur de nouvelles matières et sur l'économie de matières premières; information des membres sur les questions économiques importantes de leur branche spéciale (situation du marché des produits primaires et analyse du marché de la vente); assistance des membres en vue de l'amélioration du travail et de la conduite de l'exploitation à l'effet de rehausser l'importance de l'économie (encouragement des membres quant à la valeur économique de l'exploitation); assistance dans les questions de cartel; observation et surveillance des cartels.

D'autres tâches, non moins importantes sont: le traitement des questions spéciales de politique fiscale; le traitement de la question des tarifs de trafic; le traitement des questions de politique commerciale et de devises; l'encouragement des instituts de recherches et d'instruction; le traitement des questions d'économie militaire et de protection aérienne; la rédaction d'attestations sur les conditions de chaque branche spéciale; l'assistance dans toutes les autres questions de droit économique et d'économie sociale; la coopération à l'éducation de la génération future; la coopération aux expositions et aux foires.

La qualité de membre du groupe Industrie est obligatoire pour chaque entrepreneur, parce qu'il serait injuste qu'un particulier pût récolter ce que ses camarades ont semé, et parce que, d'après l'idée nationale-socialiste, le travail de la communauté est un devoir en vue d'une économie aussi puissante que possible et d'un maximum d'effort productif pour le bien du peuple et de l'Etat.

Le groupe Industrie est réparti au point de vue technique en 29 groupes d'économie, réunis sous 7 chefs de groupe principaux en 225 groupes techniques et en nombreux groupes secondaires, plus 14 groupes de district. C'est assurément là une organisation imposante, qui demande sans doute des simplifications et des raccords, mais si l'on compare la formation actuelle, nette et précise, avec l'ancienne association libre, on voit que l'Union de l'industrie allemande comptait alors 1185 associations, et que la suivante Corporation de l'industrie du Reich n'en comprenait pas beaucoup moins. L'industrie allemande, après celle des Etats-Unis, est maintenant l'industrie de produits manufacturés la plus spécialisée du monde, et son organisation reflète une énorme variété.

Une pareille concentration des forces industrielles a une grande importance économique et devient une nécessité indispensable, si l'Etat veut atteindre les buts élevés que se propose, par exemple, le second plan de quatre ans. Il ne s'agit pas ici d'un réseau d'instances officielles, mais d'une répartition par spécialités et par district, permettant d'amener l'activité et l'initiative de chaque branche d'industrie, sur tout le territoire du Reich, à l'accomplissement des grands devoirs fixé par le gouvernement dans l'intérêt de la communauté du peuple.

Le second plan de quatre ans exige un rehaussement de la production économique allemande, car il veut réaliser sur une vaste échelle une fabrication nationale de matières premières, afin d'assurer au Reich son indépendance à cet égard. La nouvelle organisation de l'industrie allemande offre la garantie que les recherches des chimistes y trouveront la capacité d'efforts nécessaire.

La conjoncture du premier plan de quatre ans imposait à l'industrie des devoirs dont les exigences toutes particulières faisait appel à la capacité technique et commerciale des exploitations. Le caractère de cette conjoncture, dicté surtout par le besoin de l'Etat, eut pour effet un essor extraordinairement rapide de l'industrie des investitions, et la naissance d'une industrie presque nouvelle pour le III[e] Reich, celle de l'armement. Il s'ensuivit un élan considérable et soudain, une forte augmentation de la production dans beaucoup d'exploitations, des exigence toutes particulières concernant la qualité du matériel, ainsi qu'un redoublement du besoin d'ouvriers spécialistes. Tout cela mérite une mention précise.

Des exigences d'une autre nature résultaient en outre de la situation particulière de l'Allemagne au point de vue de l'économie mondiale. L'état de devises ne permettant pas une augmentation du commerce extérieur en rapport avec le besoin croissant de matières premières, l'industrie se trouvait dans la nécessité de pourvoir à une base uniforme de ces matières. Les résultats sont plus que satisfaisants à cet égard. L'Allemagne est déjà aujourd'hui en état de produire elle-même près de la moitié de la benzine nécessaire, et possède un industrie de laine de cellulose qui la met à même de fabriquer par voie chimique une partie très appréciable de tout son besoin en fibres textiles. Il en est de même pour d'autres matières ouvrables, telles que la résine artificielle et le *Buna.* Les expériences faites par l'armée allemande et aux récentes courses d'automobiles avec ce dernier produit indigène, c'est à dire avec le caoutchouc synthétique, ont montré que les articles fabriqués avec le Buna sont plus résistants que ceux de même sorte provenant du caoutchouc naturel. Le prix un peu élevé est en partie compensé par là pour les consommateurs (voir fig. 96 jusqu'à 101).

D'après les résultats statistiques de l'industrie au cours du premier plan de quatre ans, on peut dire que pendant cette période, le nombre des travailleurs employés dans l'industrie s'est accru de près de 2,9 millions en passant de 3,7 millions à 6,6 millions, auxquels s'ajoutent encore 861.000 employés. Le temps de travail journalier moyen est monté de 6,97 heures à 7,62 heures. Le volume du travail a augmenté de plus de 600 millions à 1,2 milliard par mois, et les salaires gagnés dans l'industrie marquent une augmentation de 400 millions à 865 millions, soit plus du double.

Le Commerce

La grande importance de cette très ancienne branche de l'activité humaine est demeurée la même au cours des siècles, et n'a subi aucun changement par l'alternative des formes politiques et sociales chez les peuples. Le bolchévisme lui-même a dû reconnaître l'erreur de sa répartition mécanique des marchandises. Staline s'est exprimé très clairement à ce sujet au Congrès du parti en 1934, en disant:

«On doit finalement comprendre que les articles sont fabriqués, non pour la production, mais pour la consommation. Il s'est rencontré chez nous des cas où des articles et des produits existaient en assez grand nombre, mais ne parvenaient pas au consommateur, relégués qu'ils étaient pendant des années dans les coins des bureaux du soi-disant réseau de répartition des articles, toujours loin du consommateur. Il est compréhensible que dans ces conditions, l'industrie et l'agriculture aient perdu toute intérêt à étendre leur production, et que le réseau de répartition des articles accumulât les marchandises, tandis que l'ouvrier et le paysan en étaient privés. Le résultat fut la ruine de la vie économique du pays, malgré l'existence de marchandises.»

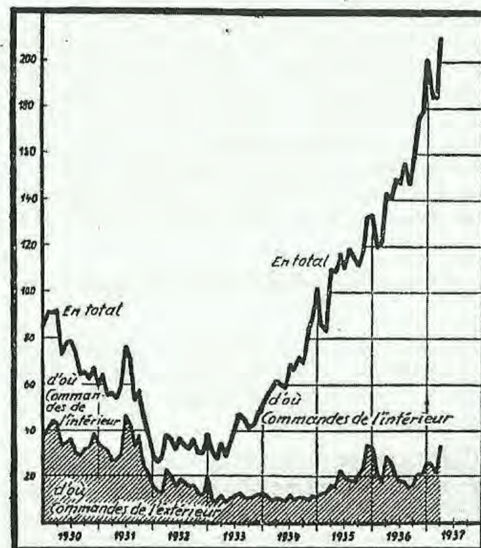
Et le dictateur rouge s'exprima encore comme il suit à l'occasion de l'essai manqué de «commerce d'Etat»:

«Il fallait vaincre les habitudes malsaines des fonctionnaires de l'appareil commercial dans la répartition mécanique des marchandises, et remédier en outre au mépris pour les réclamations du consommateur, à l'envoi sans discernement des articles et à l'absence de responsabilité personnelle dans le commerce.»

La nouvelle Allemagne a appliqué au trafic commercial le même principe de l'*utilité générale avant l'utilité privée,* déjà mis en pratique dans le domaine industriel. Le commerce a été reconnu partie indispensable de l'économie populaire, et pendant que l'Etat, par des mesures légales et pratiques, s'efforce d'encourager l'initiative privée et de renforcer l'intervention personnelle, il agit comme protecteur du marché, et comme dirigeant de l'économie dans l'intérêt général de la nation. En d'autres termes, il importe de développer l'initiative privée, mais l'Etat se réserve de lui dicter la voie dans laquelle elle doit s'engager. Au temps où le commerce n'avait pas d'obligations envers l'économie générale, l'offre et la demande régissaient seules le marché, le commerce demeurant régulateur du marché et des prix. L'économie privée, libre de toute liaison avec l'économie politique, servait uniquement à la satisfaction de l'intérêt personnel, c'est à dire à la réalisation du bénéfice le plus fort au profit du capital investi, en établissant en même temps les prix les plus élevés, au détriment du consommateur. Mais aujourd'hui, l'Etat dirige l'effort commercial vers une utilisation du bénéfice particulier au profit de l'utilité commune, et conduit par suite à un meilleur rendement de l'économie générale.

Pour atteindre ce but, le ministre de l'Economie a édicté une série de lois et d'ordonnances spéciales, de même le commissaire du Reich pour la surveillance des prix, dont les droits sont extraordinairement étendus, a publié divers décrets en la matière.

Par suite de ces mesures et du nouvel ordre de choses, un essor commercial considérable se manifeste depuis le milieu de l'année 1933, essor qui revêt des aspects très variés dans les diverses branches. En prenant comme point de départ cette année 1933 avec 100 pour base, l'ensemble du commerce de détail en 1935 atteste une hausse jusqu'à 118. Le commerce de construction des automobiles et des machines agricoles donne des résultats encore meilleurs, avec 180 et 165; viennent ensuite les machines de bureau et les articles photographiques, avec 140, la ferronnerie, avec 139, le meuble, avec 133, les articles de sport, les pianos et les montres, avec 130, etc.



Mouvement des commandes dans l'industrie allemande des machines (1928 = 100)

Dans le commerce en gros, le mouvement, pris dans son ensemble, a suivi la même progression. Les produits alimentaires marquent une augmentation d'environ 22%, les sucreries de 30% chiffre rond. Dans l'industrie hôtelière et dans celle du logement, le revenu est monté de 4,1 milliards de marks à 4,6 milliards.

En résumé, l'on peut dire qu'avec un cours de la vente de plus de 70 milliards de marks, le commerce allemand surpasse encore toutes les autres branches d'économie dans la campagne entreprise pour le relèvement de l'économie générale du Reich.

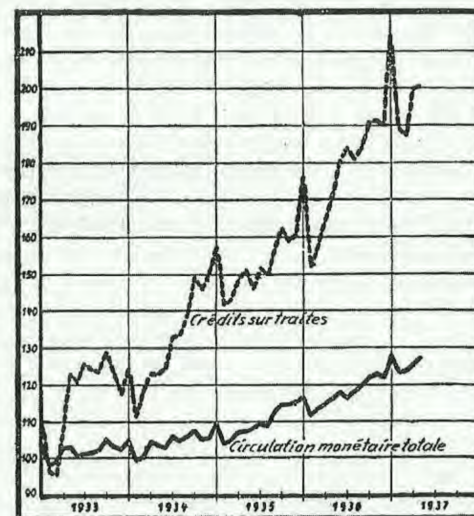
La Politique du Capital

Un autre point du programme d'Hitler, dont nous avons parlé déjà, est celui de la «*reconnaissance de la propriété privée*».

Cette déclaration du Führer a encouragé la formation du capital, car il est tout naturel que l'entrepreneur capitaliste ne place jamais son capital dans une entreprise de communauté populaire, sans que cette communauté ou l'Etat lui assurent une garantie en cas de perte. Une condition préalable absolument nécessaire se trouvait donc par là remplie par le nouvel Etat, celle de réaliser la formation d'un capital sans lequel il lui eût été impossible de mettre à exécution le vaste programme économique et social qu'il s'était tracé, et celui de l'armement. Et c'est assurément un succès de la politique financière du gouvernement actuel d'avoir réussi à unifier le mouvement des affaires et à diriger le flux monétaire comme l'exigeait l'accomplissement de la tâche.

Le capital épargné n'existait que dans une faible mesure en 1933. Les conditions étaient également très mauvaises quant au rendement des impôts. Le marché de l'argent et celui du capital éprouvaient vis-à-vis l'un de l'autre une tension comportant la nécessité de rendre plus actif le marché du capital, grâce à une réglementation correspondante de celui de l'argent, d'animer peu à peu ses moyens de fonctionnement, et de raffermir ainsi la confiance des possesseurs d'effets dans la capacité d'acquisition du marché du capital.

Une mise en question du marché privé du capital eût complètement écarté l'initiative particulière, qu'il s'agissait justement de ranimer. L'Etat devait donc se tracer des voies tout à fait nouvelles, sans troubler le développement normal, et sans compromettre la stabilité monétaire ou le budget.



Circulation monétaire et crédit sur traites de la Reichsbank (1er Trimestre 1933 = 100)

Comme nous l'avons exposé dans la bataille du travail, l'Etat préféra la création d'un crédit de grande envergure lui permettant de lutter avec succès contre le chômage, de provoquer une puissante conjoncture intérieure, et de combler les vides du capital dans l'économie. C'est pourquoi, grâce aux mesures économiques ayant force de loi, dès 1933, la politique du capital, c'est à dire toutes les affaires d'argent, de crédit, de bourse et d'épargne, envisagées comme un tout unique, occupa une place prédominante en Allemagne.

Dans cette législation, la loi du 5 décembre 1934 «*sur le crédit*» joue un rôle tout particulier; elle réalisait une véritable réforme de la banque et du crédit et ouvrait la voie à une politique systématique et uniforme en l'espèce, avec prescriptions spéciales pour le règlement de l'épargne à l'intérieur des banques et pour la protection de celle du peuple.

Le noyau de cette loi produit un assemblage de toutes les forces politiques de banque et de crédit, une économie dans les frais généraux avec l'argent existant ou à échoir (en évitant des affaires équivoques et en provoquant la diminution des frais, deux conditions importantes pour l'abaissement du taux d'intérêt), une répartition convenable du travail de l'appareil bancaire, la suppression d'une concurrence irrégulière et déloyale, une garantie du crédit petit et moyen, un partage conforme des crédits régionaux, une limitation sévère des opérations spéculatives, l'assurance d'une liquidité au comptant dans

l'intérêt des épargnants et des bailleurs de fonds, et enfin une plus grande publicité du bilan des banques.

Les instituts de crédit sont placés sous la surveillance d'un office ad hoc et d'un commissaire de banque adjoint. La liberté de propagande est supprimée. L'octroi de crédit, le rapport du capital propre avec l'ensemble des obligations, la liquidité, la comptabilité, les virements, et tout l'agio en général, sont soumis à la surveillance constante et au contrôle permanent de tous les organes compétents. Grâce à la séparation entre les fonds d'épargne et ceux de compte courant, et grâce aux prescriptions de liquidité, par lesquelles les valeurs à intérêt fixe escomptables à la Reichsbank sont encaissées dans la réserve de liquidité, le gouffre jusque là béant entre le marché de l'argent et celui du capital se trouve franchi, d'où une fertilité ultérieure du marché de la rente.

Comme complément de la loi sur le crédit, s'est jointe celle dite «*loi du stock d'emprunt*», en vertu de laquelle les sociétés capitalistes, qui, sous le signe de l'animation du marché intérieur provoquée par l'Etat, pourraient se livrer à des augmentations de dividende, ne peuvent plus disposer de leurs bénéfices selon leur libre détermination, mais sont tenues d'en verser une partie importante, celle dépassant 6% et 8%, au stock du capital de production à la Banque allemande d'escompte. Le stock d'emprunt est administré fiduciairement pour les sociétaires sans atteinte à la propriété, et réparti parmi eux au bout de quatre ans. Par ces mesures, le gouvernement veut rendre efficace une partie des excédents des sociétés capitalistes, excédents provenant surtout de l'animation du marché intérieur, afin de fortifier le marché du capital et d'arriver ainsi à un abaissement organique du taux de l'intérêt.

En outre, en 1934, a été appliqué un nouvel «*ordre d'organisation de la Bourse*», réduisant à 9 les 21 bourses de papiers-valeurs, ce qui rendait possible une réunion plus étroite des forces capitalistes sur un nombre réduit de places de bourses.

Une preuve du retour de la confiance chez les épargnants réside en ce que les caisses d'épargne ont reçu en dépôt plus de *13 milliards*, et que l'emprunt d'un milliard de marks lancé en 1935 a été couvert moitié par les banques sur le marché public, moitié par les versements provenant des caisses d'épargne.

Il importe de souligner ici que toutes les caisses d'épargne allemandes ensemble n'ont placé qu'un milliard ½ en emprunt national; par contre, dans un grand nombre d'autres pays, en France et en Italie, par exemple, des parties beaucoup plus considérables sont placées en créances sur l'Etat. Même les 5 grandes banques de Londres possèdent plus de 5 milliards de marks en papiers anglais d'Etat. Le capital de placement des 8 grandes banques allemandes s'élève à 7 milliards.

Afin de ne pas fatiguer le lecteur, nous faisons abstraction des mesures économiques nationales-socialistes concernant la modération des intérêts dans les établissements de crédit, dans les banques d'Etat, aux caisses d'épargne et de virement, ainsi que la dissolution des entreprises d'épargne avec un but particulier, etc. Ces mesures marquent un progrès important pour l'épuration du marché du capital et pour le rétablissement de saines conditions économiques.

Nous parlerons plus tard de la législation sur la *règlementation des devises*, mesure importante, devenue nécessaire en raison de la pénurie des réserves en or et en devises, causée par les conditions difficiles du commerce extérieur.

Les résultats obtenus jusqu'ici ne sont autre chose qu'une étape dans la voie de la marche en avant. On ne saurait contester que le système du crédit a fait en Allemagne de sensibles progrès au cours du premier plan de quatre ans. Les actifs des instituts de crédit ont été débarrassés des scories du temps précédent. On a réussi à remplacer les dettes étrangères par des placements allemands, et il s'est montré que l'industrie bancaire est indispensable après comme avant au fonctionnement du marché du capital. Il a été surtout créé une situation très claire dans les rapports entre l'Etat et le crédit. Finalement, les contrastes autrefois si rudes entre les diverses parties du crédit ont disparu grâce à l'activité conciliatrice du commissaire du Reich et du groupe des «banques».

Le Commerce extérieur

L'Allemagne a toujours été un des premiers pays d'exportation de la terre, surtout en ce qui concerne les articles fabriqués. Le commerce allemand d'exportation en articles de toute nature, depuis les machines et les bateaux jusqu'aux produits chimiques, des moteurs électriques et des appareils de radio jusqu'aux produits de la mécanique fine, des films aux jouets d'enfant, etc. a établi la réputation universelle du Reich comme fournisseur.

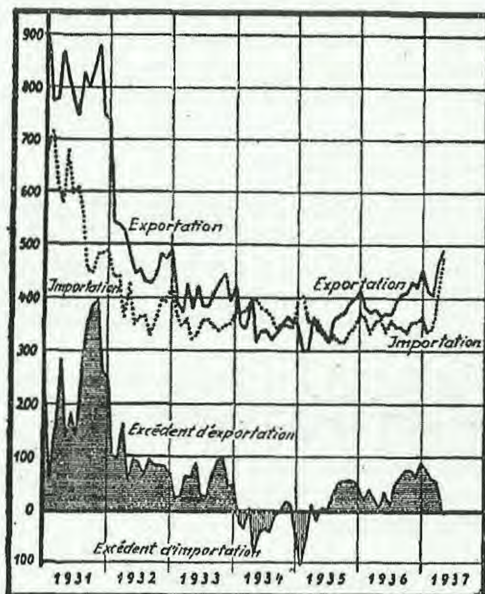
La crise mondiale, les monstrueuses prestations des réparations, et les obstacles les plus divers opposés par l'étranger à l'exportation allemande, ont réduit à presque un tiers le commerce d'exportation. Un coup d'œil sur le tableau ci-dessous et sur les courbes qui en ressortent montre avec une évidente clarté la dépression profonde qu'a subie le commerce d'exportation allemand depuis le commencement de la crise économique mondiale.

Le commerce extérieur allemand (sans l'or et l'argent)
(en millions de marks.)

Année	Importation				Exportation				Excédent d'importation — Excédent d'exportation +
	En total	Vivres	Matières premières	Articles finis	En total	Vivres	Matières premières	Articles finis	
1928	14.001	4.333	7.218	2.450	12.276	642	2.750	8.894	— 1.725
1929	13.447	3.973	7.205	2.269	13.483	724	2.926	9.833	+ 36
1930	10.393	3.087	5.508	1.798	12.036	548	2.450	9.038	+ 1.643
1931	6.727	2.024	3.478	1.225	9.599	406	1.813	7.380	+ 2.872
1932	4.667	1.528	2.412	727	5.739	218	1.032	4.489	+ 1.072
1933	4.204	1.113	2.421	670	4.871	181	903	3.787	+ 667
1934	4.451	1.100	2.600	751	4.167	121	790	3.256	— 284
1935	4.159	996	2.553	564	4.270	75	774	3.418	+ 111
1936	4.218	1.499	2.322	397	4.768	88	878	3.802	+ 550

Il appert entre autres de cet exposé que, tandis qu'avant la crise mondiale l'exportation allemande atteignait le chiffre énorme de 12.276 millions de marks en 1928 et 9.833 millions de marks en 1929, cette valeur s'était abaissée à 4.871 millions au moment de l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, pour tomber l'année suivante à un degré encore inférieur de 4.167 millions. L'excédent d'exportation de 1.643 millions en 1930, et même de 2.872 millions en 1931, n'attestait plus que 667 millions en 1933, et se transforma en 1934 en un bilan négatif de 284 millions.

Ce n'est pour le Reich qu'une triste consolation, de constater que le commerce extérieur d'autres pays industriels marque à peu près le même état de décroissance, car en raison de ses dettes à l'étranger, de son caractère nettement tranché de pays industriel, de la pénurie d'or et de devises de couverture, ainsi que du manque d'une grande partie de matières premières nécessaires au développement de son industrie, ce pays se trouve dans une situation exceptionnelle.



Le commerce extérieur allemand (en millions de marks)

On connaît l'origine de ces dettes: le traité de Versailles. Ce soi-disant accord de paix, a non seulement privé l'Allemagne de ses capitaux à l'étranger pour un montant d'environ 25 milliards de marks, dont les revenus lui servaient auparavant à règler son excédent d'importation, mais on obligea encore le Reich à payer des millions en monnaie étrangère pour les réparations.

L'impossibilité de transférer à l'étranger ces réparations sous forme d'articles ayant été démontrée, le plan Dawes d'abord, et plus tard le plan Young, mirent l'Allemagne en état d'acquitter les réparations. En même temps l'économie allemande adoptait la voie désastreuse d'emprunts et de crédits pour une somme totale de 27 milliards auprès de particuliers étrangers, et dont les devises libérées furent employées en grande partie au paiement des réparations.

Ainsi que le président de la Reichsbank, Dr Schacht, l'a déclaré dans son discours bien connu, le 30 août 1934, à la conférence internationale pour l'économie agraire, à Bad Eilsen, la contre-valeur en marks profita, il est vrai, aux entreprises économiques et les devises affluèrent bien passagèrement à la Reichsbank, mais d'un autre côté, le gouvernement allemand tira de nouveau de la communauté, en contributions et autres procédés semblables, le montant en marks des réparations, avec lequel il racheta de la Reichsbank les devises correspondantes pour les passer aux puissances bénéficiaires des réparations.

Le rapport dit *Layton*, à la conférence internationale de Bâle, en 1931, établit d'une façon très nette, chiffres en main, que pendant les années depuis le plan Dawes, l'Allemagne n'avait réalisé dans son bilan commercial aucun excédent qui lui eût permis de le consacrer aux réparations. Les gouvernements alliés ont donc perçu en réalité de leurs propres nationaux et de ceux des Etats neutres, les réparations courant jusqu'à la fin de l'année 1931, et se montant à 10,3 milliards de marks. A cette somme de 10,3 milliards, que mentionne le rapport Layton, il faut ajouter encore, du point de vue de la dette allemande à l'étranger, 5 autres milliards, chiffre rond, se composant des charges des réparations depuis le commencement de 1931 et surtout du poids des intérêts sur les prestations aux réparations faites avec l'argent emprunté. L'Allemagne s'est donc endettée de plus de 15 milliards aux capitalistes étrangers uniquement pour des paiements au compte des réparations.

Ce système, aussi dénué de sens que de responsabilité, devait s'effondrer dès que l'étranger suspendit l'octroi de nouveaux crédits. Le plan Dawes lui-même avait clairement exprimé que des dettes internationales peuvent être acquittées seulement avec des articles et des prestations, et que des opérations internationales de crédit peuvent bien temporairement donner l'impression d'un amortissement des dettes, mais ne sauraient les éteindre définitivement.

Le danger de la situation fut encore augmenté du fait que la part des crédits à court terme sur l'endettement total devint toujours plus grande, surtout lorsqu'après le crach américain de bourse, au mois d'octobre 1929, le placement de crédits à long terme devint plus difficile.

Pendant l'été de 1931, des dénonciations de crédits à court terme survinrent en masse, avec le résultat que le système international de crédit édifié pour les réparations s'effondra comme un château de cartes, en entraînant dans sa chute le système tout entier. Le monde n'a pas encore perdu le souvenir du coup terrible porté à l'édifice de crédit allemand dans le courant de l'année 1931, particulièrement au mois de juillet: jours fériés de banques, fermeture de bourses, garantie du Reich pour la banque Danat et assistance du Reich à la Dresdener Bank, taux d'escompte de 15% à la Reichsbank, contrôle rigoureusement obligé des devises, accord de suspension, insolvabilité de nombreux établissements financiers, fuite de capitaux hors d'Allemagne pour une valeur de 4.900 millions de marks!

Des hommes politiques de différents Etats entreprirent bien de sauver la situation, mais leurs efforts ne trouvèrent pas l'appui nécessaire pour liquider la crise par voie de collaboration internationale. Le sort en était jeté!

Le rapport de la Commission spéciale consultative à la banque de paiements internationaux, à Bâle, le 23 décembre 1931, constate ce qui suit: «*Chaque pays a subi un ébranlement en raison de la crise de crédit de cet été, mais ses effets ont été désastreux en Allemagne.*» Et plus loin: «*Le poids des contributions en Allemagne est si lourd, qu'il ne reste pas de place pour aller plus loin.*» C'est

ainsi que l'on se trouva dans l'obligation de tirer de la nouvelle situation les conséquences: conclure «l'accord de crédit allemand» au mois de janvier 1932 et supprimer quelques mois plus tard les réparations à Lausanne.

L'endettement à l'étranger, que nous avons signalé un peu plus haut comme une suite de la politique des réparations et du placement erroné de crédit, se chiffrait encore à la fin de l'année 1930 par plus de 25 milliards de marks, dont 15 milliards, chiffre rond, à court terme. Cet endettement comporte aujourd'hui 11 milliards, c'est à dire moins que les réparations payées depuis le plan Dawes, en y ajoutant les intérêts y relatifs. Malgré les énormes difficultés que l'étranger a suscitées à l'exportation allemande, le Reich a cependant réussi, en 6 années, non seulement à maintenir le service des intérêts de plusieurs centaines de millions de marks par an, mais il en outre repayé plus de 8 milliards de la dette qui, au jour de la prise de pouvoir par le national-socialisme, se montait à 20 milliards environ. Il est vrai cependant que sur ces 8 milliards, une diminution de 4 milliards a eu lieu en raison de la dévaluation du système monétaire étranger.

L'Allemagne n'a pas retiré sa signature de ces engagements; au contraire, le président de la Reichsbank, Dr Schacht, a toujours répété que l'Allemagne emploiera tous ses efforts (en tant qu'il lui est possible, c'est à dire aussi loin que la situation des devises de la Reichsbank le permet) à satisfaire à ses obligations. «*Nous n'oublierons pas* — a-t-il déclaré dans son discours à Kœnigsberg, le 18 août 1935 — *que nos créanciers étrangers ne sont pas les gouvernements, mais des milliers de particuliers, qui nous ont apporté leurs épargnes.*»

Il n'est donc pas surprenant que la réserve en or et en devises de la Reichsbank ait été réduite à une somme dérisoire.

A la fin de 1931, c'est à dire après la diminution de plus de 3 milliards de marks, causée par la crise baucaire, cette réserve comportait 1.156 millions, qui dans le courant de l'année suivante subirent une nouvelle diminution à 920 millions, et à la fin de 1933, malgré un encaissement de devises de 100 millions de marks en vertu de la loi contre la «trahison de l'économie politique» du mois de juin 1933, se réduisirent à 395 millions.

La politique de création de travail du gouvernement national-socialiste avait pour conséquence une importation plus grande de matières premières, ce qui, au point de vue des devises, pesait d'un poids d'autant plus lourd dans la balance, que pendant l'hiver 1933/34, les prix de ces matières premières accusaient une tendance à la hausse. Cette importation plus forte, combinée avec les difficultés sans cesse croissantes de l'exportation allemande, amena pour le bilan commercial, encore actif en 1933 avec 667 millions de marks, un passif de 284 millions en 1934. Ce passif d'une part, et les *Scribs* (bons de reconnaissance de dette de la caisse de conversion pour dettes allemandes à l'étranger) et d'autres obligations du capital, d'autre part, firent fondre davantage les réserves en or et en devises de la Reichsbank, de sorte qu'à la fin du mois de mars 1934, elles ne se chiffraient plus que par 245 millions, devenus 77 millions à la fin du mois de juin.

Lorsqu'au commencement du mois de mars 1934, ce développement inquiétant devint plus manifeste, la Reichsbank procéda à des mesures en conséquence. Les contingents de devises d'importation, demeurés invariables du mois de mai 1932 au mois de février 1934 à 50% de l'importation de 1930 et 1931, furent réduits à 45% au mois de mars 1934, à 35% au mois d'avril, à 25% au mois de mai, à 10% au mois de juin, et à 5% au mois de juillet. En outre, en vertu de la loi «*sur le trafic avec les matières premières étrangères et les produits demi-fabriqués*», du 21 mars 1934, des défenses temporairement limitées d'achat de matières premières importantes étaient édictées, et des bureaux de surveillance furent institués pour une série de matières premières en vue d'une économie dans la mise en valeur de ces matières.

Mais les mesures en question n'amenèrent aucun résultat satisfaisant, en partie à cause des contrats d'achat déjà conclus pendant les mois précédents, en vertu desquels des articles devaient encore être importés, et en partie parce que les comptes particuliers des banques d'émission tenus à la Reichsbank conformément à l'accord de paiement, dit de la clause suédoise, rendaient ces mesures largement illusoires. A la fin du mois de juin, la Reichsbank se vit contrainte de recourir à un expédient provisoire: la *répartition* des devises, c'est-à-dire la limitation de la remise quotidienne des devises à leur entrée. Les demandes de devises étaient satisfaites selon le degré d'urgence, en les partageant d'après celles entrées chaque jour.

Ce système mit bien un arrêt à un recul ultérieur de l'état de l'or et des devises, qui se monte encore aujourd'hui à 75 millions de marks, mais comme ce règlement limitait le seul paiement, et non l'importation effective, il en résulta un surcroît de dettes à l'étranger dans une mesure toujours plus large, d'où un grave danger pour le crédit des exportateurs allemands, et la conséquence que l'importation à trois mois d'échéance fit place de plus en plus à une importation au comptant, ce qui rendit plus difficile encore l'état des devises. Dans le courant du mois de juillet 1934, les difficultés issues de la répartition des devises avaient encore augmenté. Un règlement définitif de toute l'importation suivant des directives uniques s'imposait donc infailliblement.

Le président de la Reichsbank, Dr Schacht, chargé depuis la fin de juillet de la direction du ministère de l'économie du Reich, annonça dans son discours à la presse pendant la foire de Leipzig, le 26 août 1934, le système connu sous le nom de «nouveau plan», système de lois et d'ordonnances dont le dispositif régle le commerce extérieur allemand.

«*Le principe supérieur de toute conception commerciale* — déclara l'orateur — *sera et doit demeurer de n'assumer aucune obligation dont l'accomplissement ne soit pas sûr; depuis trop longtemps déjà, la politique a menacé les règles du commerce. Je suis résolu à mettre fin à un pareil état de choses, et j'espère en l'adhésion de tous les milieux commerçants du monde. Il ne nous reste plus qu'un chemin à suivre: mettre notre importation en accord avec nos possibilités de paiement.*»

Le nouveau plan élaboré au mois de septembre 1934 a donc pour but de remettre en vigueur le principe de l'honnête commerçant, celui de n'acheter que ce qu'il est en état de payer, mais d'exercer en même temps une influence

pour que l'Allemagne achète en premier lieu ce dont elle a un besoin absolu. Le paiement n'est pas forcément lié ici à l'argent; comme pour les affaires de compensation, il peut s'effectuer aussi sous la forme d'échange d'articles. Le nouveau plan Schacht doit en tout cas interdire l'achat ou l'importation en Allemagne d'articles pour lesquels n'existent aucune possibilité de paiement ou aucun équivalent assuré en échange.

Afin d'établir un contrôle permanent sur l'efficacité du plan et d'acquérir une vue d'ensemble bien claire sur le développement du trafic allemand avec l'étranger, et afin de pouvoir répartir systématiquement sur le marché intérieur les articles importés, il fut installé 27 *bureaux de surveillance* pour tous les produits d'exportation. Ainsi s'est constituée une surveillance totale de l'importation, grâce à laquelle l'Allemagne se trouve en situation de couvrir ses achats à l'étranger, et tout d'abord chez ses clients, c'est-à-dire chez les acheteurs de produits allemands fabriqués.

Dans une conférence à l'Académie d'administration à Berlin, le rapporteur général au ministère de l'Économie du Reich, Karl Blessing, a caractérisé le nouveau plan en ces termes:

«Il poursuit comme but proche de mettre notre importation en accord avec les possibilités de paiement existantes, et comme but lointain d'ordonner et de développer notre bilan commercial de façon à pouvoir satisfaire à nos besoins totaux et à remplir nos autres obligations. Plus les pays créanciers nous soutiendront à cet égard, plus grande sera la possibilité de payer nos dettes.»

Ce système représente assurément, au point de vue de la liberté d'action des différentes maisons de commerce, une mesure souvent bien dure et restrictive. Le Dr Schacht lui-même considère le plan comme quelque chose «d'affreux», car on retourne par là aux vieux clichés commerciaux les plus primitifs; on échange des perles en verre contre de l'ivoire, ainsi que c'était la mode il y a 80 ou 100 ans dans l'Afrique centrale. Mais l'Allemagne ne pouvait en user d'autre sorte.

Certes, le but de la politique commerciale allemande de ne tirer de l'étranger que les articles nécessaires à la vie, ne peut être atteint complètement d'après la nature du commerce extérieur, parce que les fournisseurs étrangers sont souvent dans l'obligation, outre les articles importants pour l'Allemagne, d'en vendre à l'importation desquels cette dernière renoncerait plus ou moins volontiers. C'est ainsi que le Brésil, par exemple, ne livre ses cotons qu'aux acheteurs de son café, le Chili son cuivre seulement aux acheteurs de ses engrais. Mais en dépit de ces difficultés, on a réussi à adapter la structure de l'importation allemande aux besoins vitaux de l'économie du Reich; de même la passivité du commerce extérieur de 1934 a maintenant disparu. Déjà en 1935, l'exportation dépassait l'importation de 110 millions de marks, et en 1936, l'excédent d'exportation atteignait 550 millions.

Le nouveau plan peut donc être considéré comme un succès de la politique économique du Dr Schacht, succès qui se résume dans les quatre points principaux ci-après:

1. Aide financière au vaste programme de création du travail et de réarmement au moyen de ses propres forces, sans que des troubles soient survenus sur le marché de l'argent ou dans l'état du change monétaire.

2. Huit milliards de dette étrangère payés. On est parvenu en effet à s'entendre avec l'étranger sur la question de la dette. Le maintien de la parité d'or du système monétaire allemand a contribué en même temps à permettre au Reich de comprendre la dévaluation des autres systèmes dans les paiements ci-dessus.

3. Le nouveau plan a mis d'une part l'Allemagne en état de rehausser de 22 millions à 42 millions de tonnes par an ses achats de matières premières (matières premières et produits demi-fabriqués), et d'autre part, a réduit à un minimum l'importation de produits tout fabriqués, d'où la possibilité de soutenir la concurrence avec l'étranger, là où celui-ci semble avoir une forte avance grâce au *dumping* monétaire.

4. Ferme parité du système monétaire.

Cette dernière mérite un éclaircissement tout particulier, car le Dr Schacht n'a pas eu la tâche facile pour maintenir le cours du mark à sa hauteur, en dépit des dévaluations chez des nations grandes et petites, et malgré un certain courant parmi les milieux économiques allemands en faveur d'une dévaluation jugée par eux avantageuse au commerce extérieur du Reich.

Le président de la Reichsbank et ministre chargé de l'économie n'a jamais donné prise à la moindre possibilité d'une réalisation de cet espoir. Déjà le 22 février 1934, à l'occasion d'un discours à l'Union centrale de l'industrie bancaire allemande, il s'exprimait ainsi:

«Vous savez, Messieurs, que j'aime à parler à cœur ouvert. C'est pourquoi je désire déclarer ici tout tranquillement que je suis parfaitement au courant des opinions de certains milieux exportateurs, selon lesquelles l'exportation allemande ne saurait se maintenir sans une dévaluation du mark. Je suis tellement persuadé de la nécessité non seulement de maintenir l'exportation allemande dans l'intérêt de la création de travail, mais encore de l'augmenter, que je ne laisse passer aucune occasion de démontrer combien le souci du marché intérieur ne doit pas faire négliger l'exportation . . . *Il m'est cependant impossible de me résoudre à une dévaluation du mark*, et cela pour les motifs suivants:

Tout d'abord, l'exportation allemande repose pour une très grande part sur la transformation de matières premières, qu'une dévaluation du mark rendrait immédiatement plus coûteuses. D'où une différence fondamentale avec la Grande-Bretagne, laquelle tire presque intégralement ses matières premières de son propre empire. (Il en va de même pour les Etats-Unis, presque monopolisateurs à cet égard. N. d. A.)

En second lieu, le large sacrifice imposé par une dévaluation du mark serait d'une utilité assez restreinte, car nous n'élèverions pas par là le raccornissement de tout le commerce mondial, dû à de tout autres causes, et nous ne pourrions augmenter au delà de la mesure normale notre participation à ce commerce déjà raccorni, parce que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'ont pas encore rétabli une stabilisation définitive, et répondraient de suite par une nouvelle dévaluation.

Troisièmement, il existe d'autres moyens de venir à l'encontre du *dumping* monétaire des autres pays, même sans dévaluation du mark. Notre système d'exportations supplémentaires, moyennant la prise en compte de marks barrés, de bons allemands pour l'étranger et de Scrips, nous permet toujours de regagner une certaine partie de ce que nous enlève la dévaluation anglaise et américaine du change. Ce système est encore susceptible d'un achèvement complet et nous ferons tout notre possible dans cette voie, les créanciers étrangers eux-mêmes en ayant récemment compris la juste nécessité.

Aussi désiré-je en terminant insister expressément sur le fait que la volonté du gouvernement du Reich de maintenir le pouvoir d'achat du travailleur et de l'épargnant n'est ébranlée en quoi que ce soit, et qu'*il ne peut être question d'une dévaluation du mark.*»

A ces motifs si franchement exposés, on peut encore ajouter qu'une dévaluation équivaudrait à une augmentation du fardeau de la dette allemande extérieure, car cette dette est basée sur des devises étrangères. L'avantage que la dévaluation des autres changes a procuré à l'Allemagne pour sa dette serait ainsi perdu. En outre, il y aurait danger que les exportations déjà possibles maintenant fussent offertes à meilleur marché que jusqu'à présent, ce qui, exprimé en monnaie étrangère, pourrait entraîner tout d'abord une diminution du bénéfice des exportateurs, que pourraient seules compenser de nouvelles exportations. Aussi longtemps qu'on pourrait atteindre une augmentation de l'exportation, modérée en quantité, mais sans valeur effective, non seulement on ne réaliserait aucun avantage, mais il en résulterait un désavantage par rapport au présent état de choses, le montant des matières premières comprises dans les quantités d'exportation ainsi augmentées devant être payé en monnaie étrangère.

Finalement, une dévaluation du système monétaire dans un pays habitué comme l'Allemagne à l'inflation, exercerait incontestablement de funestes effets sur la marche du crédit et sur la disposition du peuple à l'économie. Tous les progrès réalisés dans le domaine du marché du capital seraient annulés d'un seul coup.

Le point de vue du Dr Schacht n'a pas varié avec le temps. Le 27 septembre 1936, le gouvernement français communiqua au gouvernement allemand la déclaration publiée par Paris, Londres et Washington sur la dévaluation du franc, en attirant par là spécialement l'attention sur le paragraphe exprimant le désir et la demande d'une participation des autres nations à la mise en vigueur de la politique exposée dans cette déclaration.

Le président de la Reichsbank porta à la connaissance du public que les intentions des trois puissances selon la déclaration: «*maintien de la paix, encouragement à la création de conditions pouvant le mieux contribuer à rétablir l'ordre dans les relations économiques mondiales, et poursuite d'une politique visant au développement du bien-être dans le monde et à l'amélioration du standard de vie des peuples*» était en conformité absolue avec le désir et la volonté exprimés à maintes reprises par Adolf Hitler dans de solennelles explications. Mais le gouvernement du Reich et la Reichsbank en étaient venus à la conclusion que l'*Allemagne devait se refuser à une augmentation nouvelle de l'insécurité causée au trafic international par les mesures de dévaluation de l'étranger, en introduisant, elle aussi, un élément d'insécurité dans la situation du système monétaire.* «Je désire dire — poursuivait le Dr Schacht — que le système de réglementation des devises, dont nous avons reconnu de tout temps l'incommodité et les défauts, ne pourrait être rendu superflu par une simple dévaluation. Le lourd fardeau de la dette imposée par l'inique traité de Versailles et les difficultés d'obtention de matières premières nous obligent à ce système. Seule, leur amélioration rendra inutile le contrôle allemand des devises. La solution de cette question dépend non seulement de la prospérité économique de l'Allemagne, mais encore de celle de tous les pays intéressés à la vogue du marché de 70 millions d'hommes.»

Ces paroles ne sont qu'une confirmation du programme du gouvernement national-socialiste lors de sa prise du pouvoir: *Pas d'expérience monétaire!*

Plan du Reich et réglementation de l'espace

La révolution nationale-socialiste a remis en lumière une vérité fondamentale fort ancienne, celle que l'*espace joue un rôle primordial, que le temps lui est soumis, et que l'on ne peut finalement jamais garder que ce qui est spacieux.* Depuis que les hommes sont sur la terre, ils se sentent attachés aux lieux où leurs parents résidaient, vivaient, travaillaient et avaient leurs habitudes. Plus un peuple est vieux, plus il s'est accru longtemps sur son sol, et plus cet attachement devient pour lui sacré. Le sol natal est un fragment d'individualité du peuple. Et si l'histoire du peuple signifie le développement de sa nature propre, sa maturité idéale vers sa structure intime, le sol et l'espace natals ont à cette histoire une part égale à celle des hommes qui y vivent. Ce ne sont pas seulement pour ces derniers un théâtre passif, mais un facteur vivant de leur existence. Tel est le sens profond du nom «*patria terra*», la patrie.

Comme tous les autres peuples, depuis les temps les plus reculés de son existence et de son histoire, après une série de victoires et de défaites, le peuple allemand occupe l'espace où il veut pouvoir subsister. Mais à l'heure présente, cet espace, bien qu'objet de tous les soins les plus assidus, n'est ni moins aride ni plus riche en trésors que par le passé. Sauf en matière de charbon, les gisements exploités jusqu'à ce jour ne permettent en aucun domaine de satisfaire aux propres besoins. L'Allemagne n'est point «un pays de soleil», son climat ne suffit pas à procurer en quantités correspondantes à la densité de population des sources d'alimentation et de matières premières. On ne compte pas moins de 138 Allemands par kilomètre carré.

Mais le gouvernement veut assurer à chacun la nourriture et le vêtement, contenter et protéger la vie de l'individu comme celle de l'ensemble, et fournir aux plus capables l'espace nécessaire à leur développement, en dépit de l'aridité du sol. *Plan* et *réglementation* exigent donc la répartition et l'utilisation du sol, l'emploi économique et culturel de la force, en vue d'assurer une colonisation intérieure, une distribution opportune des bâtiments industriels et populaires, offrant à chaque citoyen un foyer véritable et une large possibilité d'existence.

Le problème de la communauté du peuple allemand dans l'espace commun n'a pas été reconnu auparavant dans son importance pour l'avenir. Les lois foncières, par exemple, déterminèrent un reflux constant de la campagne vers la ville, de la population rurale vers l'industrie, qui, au temps de sa prospérité apparente, se montrait avide d'y recruter des forces de travail. Il en résulta un accroissement malsain des villes, une agglomération dans les centres industriels, avec les pires conséquences de «prolétarisation» des masses. Jusqu'à la guerre mondiale, l'Etat, peu soucieux de l'alimentation nécessaire du peuple dans un conflit possible, et à fortiori dans un plus lointain avenir, ne s'occupa nullement d'approfondir les raisons de ces faits alors déjà notoires. Après la guerre et l'effondrement de l'ancien système d'économie, le peuple dut supporter les suites de cette négligence.

Les premières dispositions en vue d'une utilisation systématique de l'espace prirent naissance dans les régions industrialisées sous forme de nécessité communale. Il s'agissait en l'espèce d'un certain accomodement local, de l'établissement de plans de lignes fluviales et de constructions, du tracé de voies de transport, du maintien de surfaces verdoyantes souvent dicté par le programme d'exploitation minière. Mais ces projets ne dépassaient pas les limites du district. La région charbonnière de la Ruhr, les districts de l'Allemagne centrale, de la haute Silésie, de Hambourg, virent se former les premières unions régionales de tracé topographique du pays, au travail desquelles des offices de l'Etat participèrent de concert avec les autorités communales. Ces unions elles-mêmes fournirent un travail constructif de grande valeur, et il ne manqua pas ici de voix pour réclamer un plan du Reich, vu la nécessité de réunir en un ensemble les divers plans régionaux.

La loi du 29 mars 1935, et des décrets du Führer en date du 26 juin et du 18 novembre 1935, élevèrent le tracé topographique du Reich et des Pays, ainsi que la réglementation de l'espace à hauteur d'une institution d'Etat, et en conférènt l'exécution à un «*Office d'Empire pour la réglementation de l'espace*», office indépendant, placé sous la direction immédiate de l'Etat. Le ministre Hans Kerrl fut désigné comme chef de cet office.

La pensée fondamentale ressort clairement de cette loi: «*Le fond et le sol sont les appuis essentiels du peuple et du Reich*». L'office entreprend le tracé topographique et la réglementation de l'espace formant un ensemble bien ordonné pour tout le territoire national. Il est en outre connu que les autorités supérieures du Reich ont à fournir tous les renseignements qui permettent à l'office d'accomplir ses devoirs. L'office peut élever sa protestation contre l'exécution d'un projet, et recourir aux organisations régionales et aux unions existantes. Les autorités régionales sont: les Statthalters; en Prusse, les préfets; dans le territoire de la Sarre, le commissaire du Reich, et à Berlin, le président de la ville.

L'organisation systématique d'un territoire exige la collaboration agissante de toutes les forces exerçant leur activité dans cet espace. Les organisations régionales constituent ainsi la plate-forme sur laquelle doivent se trouver rassemblées toutes les forces du pays; parti, force armée, administration du travail, du trafic, administration territoriale et forestière, mines, DAF., classe ouvrière,

chambres d'industrie, de commerce et chambres de métiers, etc. ainsi que la science. Tous réunis en une étroite communauté de travail. Il s'est formé en tout 23 communautés, lesquelles ont installé de nouveau à l'intérieur de leur territoire des offices de district pour une décentralisation de leurs tâches, offices qui doivent se tenir en étroit contact avec les communautés voisines.

L'investigation dans le travail scientifique commun quant au tracé topographique et à la réglementation de l'espace est également placée sous une direction unique, grâce à la *Communauté de travail pour investigation de l'espace*, fondée dans toutes les universités et écoles supérieures. Ses devoirs principaux sont les suivants: premièrement, l'éducation des savants eux-mêmes pour la considération du peuple et de l'espace, et par là de la campagne, comme point d'application du savoir; secondement, une investigation systématique des buts de cette nouvelle institution, et troisièmement, la création et la formation d'une descendance appropriée.

Par son organisation, l'Office travaille selon de larges directives, et a déjà pu intervenir avec fruit dans une foule de cas particuliers. On travaille en même temps à la fondation méthodique du plan du Reich, afin de pouvoir ramener à un but commun toutes les forces des campagnes, et pour que l'effort accompli dans les divers espaces allemands soit employé le plus fortement possible au bien du peuple et de l'Etat[1]).

Le ministre Kerrl est également président de la «Société de préparation au plan du Reich et à la réglementation de l'espace» (*Gezuvor*). Cette Société s'était primitivement fondée dans le but de mettre à exécution l'avant-projet du réseau des autostrades («Société de préparation aux routes automobiles du Reich»). Pendant l'été de 1935, le ministre confia à la Société, sous son nouveau nom, des tâches de plus vaste envergure.

L'ancien Gezuvor était lui-même une transformation de l'*Hafraba*, société d'études fondée en 1926 pour la construction d'une route automobile de Hambourg à Bâle par Francfort, route dont les plans n'eurent aucun succès sous les régimes politiques précédents. C'est seulement après la loi du mois de juin 1933 sur les autostrades, que put être entreprise la construction du tronçon de route Francfort—Mannheim—Heidelberg, fraction de l'ancienne ligne Hafraba, à laquelle il fut travaillé tout d'abord. L'«Hafraba» devint «Gezuvor». La forme de la Société lui rendait possible non seulement la préparation des plans, mais

1) Il est intéressant de remarquer que la même idée a aussi surgi en Angleterre. Sir William Beveridge écrivait dans un éditorial du *Times* des réflexions caractéristiques à cet égard: «L'ordre des dépôts et fabriques de toute nature, la construction de ports, la réglementation du transport, l'aplanissement des villes et l'installation de maisons, la politique agraire, l'organisation de la police et des pompiers, des hôpitaux et du service des eaux, tout cela ne peut plus être administré d'après la vieille méthode de création du plus grand bien-être et de la plus grande commodité.» La feuille londonienne réclamait un tracé à grands traits: enrégimentement de l'industrie, limitation du trafic par voie ferrée et par route, reconstruction de l'économie, création de rapports de confiance entre ouvriers et patrons. Car «être libre, au sens du 20ème siècle, veut dire s'organiser de façon que les conquêtes de la liberté soient assurées et adaptées à la vie du peuple.»

encore une aide financière des entreprises. L'admission était accessible à chacun: Pays, communes, corporations, unions, entreprises, maisons de commerce, particuliers. Le nombre des membres put bientôt atteindre le chiffre de 3.000.

Tout l'espace allemand fut réparti en onze sections. D'accord avec l'inspecteur général du réseau routier allemand, les conditions du trafic firent l'objet d'une enquête, et les vœux, les opinions des milieux intéressés, celui d'un examen. Des prélèvements sur des projets et des possibilités de tracé topographique dans les domaines les plus différents, colonisations, enrégimentement de l'industrie, économie du transport, agriculture et mines, furent exécutés et les résultats mis en ordre.

Après la fixation générale des grandes lignes, on put passer à l'élaboration d'avant-projets des lignes isolées et à l'établissement de devis de frais. Le résultat des travaux fut considérable. On put mettre à la disposition de l'inspecteur général un matériel utile au tracé définitif des lignes et à l'établissement des autostrades du Reich, en facilitant ainsi sa décision si lourde de responsabilité. La Société des autostrades fut par là soulagée de longs travaux préparatoires et de tracés souvent de longue durée. Des projets mûris de construction purent être rapidement conçus, et la construction commencée de suite sur différents points du Reich.

Le nouveau «Gezuvor» a étendu depuis son action à un champ de travail beaucoup plus large, celui du tracé et de la réglementation d'espace dans le Reich. Il est à prévoir que dans ce domaine également, le succès couronne son œuvre.

XI.

Les Finances publiques

Aucune politique à large vue, qu'elle soit intérieure ou extérieure, n'est possible dans un Etat dont la situation financière n'est pas saine, ou quand le gouvernement ne dispose pas des moyens nécessaires pour satisfaire à ses obligations. L'équilibre budgétaire représente une des premières conditions d'une conduite de l'Etat sûre et durable: d'où la nécessité d'une politique financière, douanière et fiscale, qui, sans causer de grandes difficultés à l'importation et sans surcharger le contribuable, assure des rapports normaux entre les recettes et les dépenses de l'Etat.

La précédente politique financière

Sous la république de Weimar, le gouvernement chercha à améliorer sa situation budgétaire par des impôts nouveaux, pressé qu'il était par les énormes dépenses de l'assistance aux chômeurs, soit plus de 3 milliards de marks par an, alors que les recettes, de 9 milliards pendant la période de 1928 à 1931, tombaient à 7 milliards de 1931 à 1932, et même à 6,65 milliards de 1932 à 1933. De 1931 à 1932, sous le cabinet Brüning, pas moins de 23 décrets d'urgence augmentèrent les impôts déjà existants ou en exigèrent de nouveaux, bien que dès l'année 1931 on constatât déjà une surcharge du contribuable de 45% comparativement à 1925. Le rapport déjà mentionné de la Commission consultative spéciale de la Banque pour les paiements internationaux à Bâle, en date du 23 décembre 1931, ne laisse subsister aucun doute à cet égard: «*le poids des impôts est si lourd en Allemagne qu'il n'y a plus place pour une nouvelle augmentation.*»

Afin de ne pas surcharger le budget, le Reich dut de plus en plus s'en remettre, pour les dépenses, aux communes et aux associations communales, que le nombre croissant des chômeurs mettait sans cesse aux prises avec de nouvelles difficultés. De nombreuses communes durent se déclarer en faillite, et beaucoup d'autres se virent chaque mois dans l'obligation de traiter avec leurs banques créancières, en sollicitant la prolongation de leurs dettes à court terme, grevées de lourds intérêts, car des crédits à long terme et à faible taux d'intérêts étaient difficiles à obtenir. Le montant total de la dette des communes et des associations communales s'était élevé de 6.542 milliards de marks, dont 2.570 milliards à long terme, 0.551 à terme moyen et 0.974 à court terme (dettes intérieures) en 1928, à 11.295 milliards en 1932, dont 5.326 milliards seulement à long terme, 1.121 à terme moyen, 1.668 à court terme (dettes intérieures).

L'époque de la conjoncture apparente de 1927 à 1929, où l'Allemagne bénéficia de nombreux emprunts étrangers, représentait certes pour les recettes de l'Etat une période véritablement fructueuse: mais cet état de choses trompeur et passager demeura incompris, même de l'Etat lui-même, de sorte que toute la vie publique et privée se déroula à un niveau bien supérieur à ses conditions normales. On employa les fortes recettes de cette période à des dépenses exagérées, sans se ménager de réserves pour les années à venir, et lors de la crise mondiale, on se trouva dépourvu d'économies et avec un stock de dépenses obligées d'une importance considérable. Les rapports de l'agent général des réparations, Parker Gilbert, en ce moment là à Berlin, sont convaincants à ce sujet. C'est ainsi qu'en 1930, avec le retrait des crédits, qui enlevait à cette situation illusoire sa base fondamentale, et avec le débâcle économique, il s'ensuivit en même temps un effondrement complet des finances de l'Etat, tenaillé d'un côté par la baisse des recettes, et de l'autre par l'assistance croissante aux chômeurs.

De cette décadence surgit la nécessité d'une réduction des dépenses et d'une déflation, si l'Etat ne voulait pas tomber dans le chaos, soit par la banqueroute, soit par une nouvelle inflation: déflation forcée, qui suscita une aggravation toujours croissante de la crise, une baisse incessante des recettes et une augmentation du chômage, avec toutes les conséquences en résultant pour le budget.

Cette politique de déflation devait fatalement déterminer un court-circuit, dont la manifestation caractérise les années 1932—1933, et l'inauguration forcée d'une politique différente.

La nouvelle Politique financière

Ainsi que le ministre des Finances du Reich, le comte Schwerin von Krosigk, le proclamait dans un discours au club industriel de Dusseldorf, il ne fallait pas attendre alors une revivification de l'économie mondiale. Les tendances économiques, comme les tendances politiques ne permettaient pas en effet de conclure à une prochaine levée des obstacles à cet égard. On ne pouvait non plus espérer que, dans l'économie allemande, les forces de régéneration propres, ce qu'on appelle l'automatisme, se réveillassent bientôt pour amener un développement nouveau et une vie nouvelle. La chose était pratiquement impossible, car la crise avait alors mordu beaucoup trop profondément, et dans les conditions spécifiques allemandes, les possibilités de forces d'assainissement propres, sous forme de crédits ou de capital, telles qu'elles existaient dans d'autres pays, faisaient totalement défaut.

Il ne restait donc d'autre ressource que l'intervention directe de l'Etat. Il n'existait d'autre voie que celle où celui-ci *jetterait sur la brèche la seule chose qu'il possédât encore: son crédit.*

Les conditions préalables pour une pareille politique active de crédit s'offraient au printemps de 1933: la condition *économique*, parce que l'obstacle à toute revivification possible de l'économie, à savoir les réparations, était pratiquement supprimé depuis l'été de 1932, et parce que la crise, parvenue à son point le plus bas, s'y était arrêtée; la condition *politique*, parce qu'avec la prise du pouvoir

par Adolf Hitler, la confiance était assurée dans un gouvernement central fort, autoritaire, et disposant de vues à longue portée. C'est ainsi qu'à partir du printemps de 1933, l'attaque concentrique contre le chômage put être menée d'après un plan uniforme.

Les mesures les plus importantes à cet effet étaient les suivantes:

1. Avances sur le budget par une émission de bons du travail et par l'octroi d'avances en espèces, de bons de remboursement des intérêts, de prêts et de dégrèvements d'impôts.
2. Libérations générales, diminutions et adaptations d'impôts.
3. Transformation de la dette des communes, abaissement des intérêts et règlement de l'économie du crédit.
4. Concession de prêts de mariage et de secours à l'enfance.

Les Programmes Reinhardt

Dans le chapitre sur la politique sociale (voir «Bataille du Travail»), nous avons déjà parlé des grandes lois du 1[er] juin et du 21 septembre 1933 (Programme Reinhardt), pour la diminution du chômage. Bornons-nous ici à rappeler que les premiers paragraphes de ces deux lois mettent à la disposition *2 milliards* de marks, chiffre rond, pour encouragement à des travaux publics et privés sous forme de prêts, de soutien et de bons de remboursement d'intérêts. La fourniture de ces fonds s'effectua en partie au moyen de dons volontaires en faveur du travail national, et pour la plus grande partie, par des avances à court et à moyen terme sur le budget.

A ces 2 milliards s'ajoutèrent 900 millions de marks, rendus déjà disponibles auparavant par une loi dans le cadre du programme Papen et du programme d'exécution immédiate. De 1934 à 1936, un autre apport de 950 millions vint grossir le capital disponible, en ce qu'au cours de ces deux années le Reich accepta en paiement pour cette somme totale des bons de remboursement d'impôts au lieu d'argent liquide.

Si l'on met en ligne de compte les frais accessoires, il en ressort que ces mesures représentent pour le budget une charge préalable de *4 milliards* de marks, chiffre rond, charge qui s'est révélée d'ailleurs absolument sans danger. Elle fut compensée et le sera par une diminution en conséquence de l'assistance aux chômeurs, et par l'augmentation des recettes des impôts. (Cette somme énorme s'augmente encore des 900 millions de marks, que l'Institut du Reich pour l'assurance aux chômeurs a mis à la disposition depuis 1933, ainsi que des 1.500 millions de marks dépensés jusqu'ici pour la construction des autostrades et pour les programmes supplémentaires de création de travail des chemins de fer et de l'administration postale).

Le paragraphe II de la loi du 1[er] juin 1933 sur la diminution du chômage portait l'*exemption d'impôts pour les achats de remplacement*. Il invitait par là les chefs d'entreprise à remplacer le vieux matériel de leurs installations indus-

trielles ou agricoles jusqu'à la fin de 1934. Ils furent autorisés à comprendre les frais pour l'achat ou la fabrication d'objets de remplacement dans le calcul de leur gain pour les impôts sur le revenu personnel, sur les revenus des sociétés et sur les patentes. D'après cela, le prélèvement de la déduction pour l'usage était permis pendant toute la durée de l'emploi des objets. Le Reich pouvait risquer cette mesure en tout repos, car la somme qui, dans l'année de l'achat ou de la fabrication des objets de remplacement, augmentait la déduction pour l'usage, viendrait à manquer dans les années suivantes comme déduction possible. Il s'agit d'une sorte de prêt fiscal, concédé sous la forme d'une plus grande déduction pour l'usage dans les années 1934 et 1935, et que le Reich reçoit aujourd'hui en retour, vu l'impossibilité d'une pareille déduction.

Cette mesure, conçue d'avance avec terme, a été complétée par la nouvelle loi du 16 octobre 1934 touchant l'impôt sur le revenu. — Le complément consiste en ce que les dépenses pour tous les biens de l'installation industrielle, dont la durée d'usage ordinaire dans les exploitations ne dépasse pas cinq années, selon l'expérience, peuvent être totalement déduites du calcul du bénéfice dans l'année de leur achat ou de leur fabrication.

La concession de ces prêts sur les impôts a obtenu un succès décisif. Comme biens des installations industrielles et agraires, les machines entrent particulièrement en cause: c'est pourquoi les ventes dans l'industrie des machines ont quintuplé depuis l'année 1933 et dépassent de plus du double l'état de 1928, année de la conjoncture la plus élevée avant la crise mondiale. (Voir le graphique à la page 176.)

Un autre paragraphe de la première loi sur la diminution du chômage contient un encouragement à engager des *femmes de ménage*. Des lois précédentes libéraient déjà ces femmes de la contribution à l'assurance des sans-travail en même temps que celle à l'assurance pour la vieillesse leur était considérablement diminuée. Les femmes de ménage sont désormais exemptes de la contribution à l'assistance au chômage, et en outre, dans la réduction d'impôts sur le revenu des familles, la femme de ménage est assimilée à un enfant mineur. Cette mesure a été plus tard modifiée dans la nouvelle loi sur le revenu, en ce sens que le contribuable peut déduire par mois sur le montant total de son revenu 50 marks pour chaque femme de ménage.

Le résultat de ce soulagement a été une augmentation considérable de la demande de femmes de ménage, et par suite un sensible dégrèvement du marché du travail, ainsi qu'une diminution des frais d'assistance aux chômeurs. On constate déjà un manque de postulantes à cet égard.

Comme mesure durable de la loi du 1er juin 1933 pour la diminution du chômage, il convient de rappeler l'octroi de *prêts de mariage*, sujet que nous avons déjà traité aux chapitres de la politique démographique et de la politique sociale, et les divers compléments que cette loi a reçus par les décrets sur le secours à l'enfance.

D'après un calcul de l'Office de statistique du Reich, il a été conclu en tout, jusqu'au commencement de 1933, 300.000 mariages de moins qu'il y avait lieu

de s'y attendre d'après le nombre des personnes alors susceptibles d'union dans les conditions normales. La raison résidait essentiellement dans les mauvaises conjonctures économiques. Dans la plupart des cas, le désir d'union conjugale existait bien, mais les moyens nécessaires manquaient pour la création d'un foyer même modeste. Il fallait obvier à cette détresse, et en dehors des conditions regardées jusqu'à présent normales pour le mariage, stimuler les citoyennes à une union leur permettant d'abandonner leur place de travail ou de mettre fin à leur chômage.

Cette mesure, suggestion personnelle du secrétaire d'Etat Reinhardt, a eu pour conséquence une disposition considérablement plus favorable de la reproduction par le mariage. Comme il a été déjà remarqué, environ 700.000 prêts ont été accordés, et 500.000 enfants sont issus des mariages conclus en raison de ces prêts.

Les moyens nécessaires pour cela sont fournis par une augmentation de l'impôt sur le revenu des célibataires, et le surplus des prêts ainsi concédés aux ménages est employé à l'assistance aux enfants dans les familles riches en progéniture. En dehors des secours accordés une fois pour toutes, une *assistance courante aux enfants* est assurée aux familles nombreuses, à raison de 10 marks par mois pour le cinquième enfant et pour chaque autre enfant au-dessous de seize ans, au salarié dont le salaire net s'élève à 185 marks par mois. Le nombre des familles jouissant de cette assistance courante à l'enfance est actuellement de 237.000, et celui des enfants, de 300.000.

Un paragraphe de la seconde loi du 21 septembre pour la diminution du chômage réduit de moitié l'*impôt de vente de l'agriculture*, et un autre paragraphe diminue l'*impôt foncier*.

Cette mesure entraîne un redoublement de la capacité de production agricole. En 1935—36, les charges en impôts de l'agriculture, de 400 millions de marks, se trouvaient de 100 millions inférieures à celles de l'état de crise de 1932—33, et avaient atteint par là le niveau le plus bas du temps d'après-guerre. C'est là un développement contributif extraordinairement favorable à l'agriculture, si l'on réfléchit que les produits de vente agricoles ont augmenté de 2,4 milliards de marks de 1932 à 1935. Les diminutions d'impôts immédiatement accordées ont profité dans une large mesure au développement des prix des produits agricoles.

Une autre mesure efficace a été également la *diminution de la taxe pour l'assistance aux chômeurs*, qui comporte 400 millions, chiffre rond, et a déterminé un accroissement de la force d'achat des travailleurs. Il convient de citer en outre les exemptions d'impôt pour les petits logements et les foyers propres nouvellement installés, la suppression de l'impôt sur les vins mousseux et les eaux minérales, la diminution de l'impôt sur le débit pour le commerce en gros intérieur et de l'impôt sur les loyers.

Autres mesures fiscales

Le 15 juillet 1933 fut promulguée une loi sur des dégrèvements d'impôts. Sa prescription la plus importante réside dans l'autorisation sans terme, donnée

au ministre des Finances, de libérer totalement ou partiellement des impôts courants, et pour un temps à déterminer par lui-même, les entreprises pour le développement de nouveaux procédés de fabrication ou pour la fabrication d'objets d'un genre nouveau, si l'économie politique nationale en éprouve un besoin pressant. Il a été déjà fait largement usage de cette autorisation. Elle est d'une importance toute spéciale pour l'exécution du nouveau plan de quatre ans. L'emploi de cette autorisation sera un excellent moyen d'empêcher l'enchérissement des produits. D'autres mesures visant soit à l'augmentation immédiate de la demande d'articles et de produits, soit à l'élévation de la force d'achat des familles nombreuses, sont contenues dans la *grande réforme des impôts* du 16 octobre 1934. Il s'agit particulièrement de prendre en plus forte considération la situation de famille, pour les impôts sur le revenu, pour l'impôt civique, et pour ceux sur la fortune et sur les héritages.

C'est ainsi qu'un salarié marié est complètement libéré de l'impôt sur le revenu: avec quatre enfants, jusqu'à 260 marks de salaire par mois, avec cinq enfants, jusqu'à 351 marks, avec six enfants, jusqu'à 793 marks, avec sept enfants, jusqu'à 910 marks, avec huit enfants, jusqu'à 1.027 marks, etc. Il s'ensuit que pour les contribuables riches en progéniture, les tarifs d'impôt sont très bas. Un homme marié, avec six enfants et 800 marks de salaire par mois n'a à verser mensuellement que 1,04 mark aux contributions.

L'*impôt civique* ne tenait nullement compte auparavant de la situation de famille. C'était alors un impôt par tête. Il en va différemment depuis le 1er janvier 1935. Avant la réforme actuelle, un travailleur marié, avec quatre enfants et 50 marks de salaire par semaine, avait à acquitter annuellement 42 marks d'impôt civique: ce même travailleur est aujourd'hui complètement exempt. La limite libre pour l'impôt civique a été de même considérablement élevée, de sorte que le nombre des personnes astreintes à acquitter cet impôt a aussi considérablement diminué.

Dans l'*impôt sur la fortune*, jusqu'à 10.000 marks, le mari, la femme et chaque enfant mineur sont libérés. Exemple: le mari, la femme et trois enfants, avec 40.000 marks de fortune. D'après l'ancienne loi, ils avaient à payer par an 200 marks d'impôt; depuis 1936, ils sont libérés de cette contribution.

De même pour l'impôt sur les *héritages*, il existe à présent des libérations, soit 30.000 marks pour chaque enfant, et 10.000 marks pour chacun des petits-enfants. Avant 1935, un enfant dont l'héritage paternel atteignait 25.000 marks devait en verser au fisc une partie: aujourd'hui il est exempt de toute contribution.

La forte prise en considération de l'état de la famille et la concession d'une assistance courante à l'enfance marquent en Allemagne un début dans la voie de compensation des charges du foyer familial, jusqu'au moment où il sera possible, par la création d'une «caisse d'égalisation des familles du Reich», de réaliser une complète compensation de ces charges.

Dans un chapitre consacré au trafic, nous parlerons des mesures fiscales pour l'amélioration de l'économie automobiliste et des industries sœurs en concordance avec les routes d'Adolf Hitler et avec la «motorisation». Mais avant de terminer l'exposé sommaire des mesures financières du gouvernement national-socialiste, il semble opportun de toucher un mot de sa politique d'assainissement de la caisse des communes.

La loi du 21 septembre 1933 sur la *transformation des dettes communales* facilite le virement de celles à moyen et à court terme en dettes à long terme, et libère les communes d'un poids trop lourd d'intérêts. La loi autorise toutes les communes auxquelles leurs obligations à court terme suscitent des difficultés de paiement, à adhérer comme membre à une association pour le règlement des dettes. Les communes peuvent offrir à leurs créanciers, pour la transformation de la dette, des obligations de 4% de cette association, amortissables à partir du 1er octobre 1936 pour une période d'au moins 20 années par un vertement annuel de 3%. Au cas où le créancier n'accepterait pas cette offre, il lui est interdit pour 5 ans de faire valoir ses exigences, intérêts compris. Quant au service de la dette de l'association, le Reich se réserve d'intervenir en cas de pertes éventuelles, et ses avances seront déduites de la participation des Pays aux impôts. L'association a été érigée chez la Banque d'Etat prussienne. Le montant total des dettes à court terme pouvant être soumises à la transformation a été estimé à 2.000 millions de marks, chiffre rond.

Les chiffres ont leur éloquence quant au succès des mesures en question. Alors qu'en 1932, sur 11.295 milliards de dettes totales des communes, 5.326 milliards de dette intérieure étaient à long terme, et 2.789 milliards à terme moyen ou à court terme, ces dettes sont devenues aujourd'hui 10.964 milliards, dont 7.395 milliards à long terme, et 393 millions seulement à terme moyen ou à court terme.

En même temps, la dépense pour le secours en temps de crise n'est plus comme jusqu'ici de 80% supportés directement par le Reich, et de 20% à la charge des communes, mais est exclusivement supportée par l'Institut d'entremise de travail et d'assistance aux chômeurs. C'est là un soulagement essentiel pour les communes. Finalement, il a été prévu une limite fixe pour la charge communale relative aux paiements de bienfaisance. Ainsi se trouve facilité pour les communes un calcul bien défini: le montant est inférieur à celui des charges précédentes.

Un autre pas important dans l'assainissement du budget municipal a été la réforme des contributions directes, mesure préparatoire essentielle à la réforme du Reich.

L'impôt foncier et celui sur les patentes étaient jusqu'à présent un droit des Pays, sur lequel les diverses communes et les groupes de communes prélevaient des taxes. Il n'existait pour ces impôts aucun fondement légal uniforme dans le Reich. La réglementation s'effectuait plutôt par 16 lois différentes dans chaque pays. Quatre dispositions en date du 1er décembre 1936 ont unifié les impôts directs pour tout le territoire du Reich. L'impôt foncier et celui sur les patentes cessent d'être des impôts de Pays, mais sont devenus des impôts communaux purs et simples; ils représentent la principale source de revenu des communes. Ces dispositions tendent à la réalisation du grand but selon lequel il ne doit plus exister désormais d'autres impôts que ceux du Reich et des communes.

Cette transmission des contributions des Pays aux communes a nécessité une répartition nouvelle des charges et des devoirs entre les Pays, les groupes de communes et les communes. Des principes ont été établis à cet égard, imposant uniformément à ces dernières. pour tout le Reich, les seules obligations que leur permet l'augmentation de leurs recettes fiscales et qui appartiennent uniquement aux devoirs manicipaux.

Résultats et situation actuelle

La diminution du chômage était la nécessité la plus élémentaire, non seulement pour l'assainissement des conditions sociales et économiques du peuple allemand, mais aussi pour celui de ses conditions financières. Cet amoindrissement du chômage a rendu de plus en plus faible le besoin d'assistance aux sans-travail. Comme nous l'avons vu, on y est arrivé par des mesures visant à l'augmentation de la demande d'articles et de produits. L'augmentation en question eut pour conséquence celle des occasions de travail, de débit et de production. Et l'augmentation du débit et du revenu devait automatiquement amener une hausse de recette des impôts et des taxes.

La diminution du chômage produisit donc une diminution des dépenses publiques et une hausse des recettes, d'où une amélioration importante des finances de l'Etat:

Recette du Reich		Excédent en comparaison des années 1932—33 (en milliards de martes)
1933—34	6,85	0,20
1934—35	8,22	1,57
1935—36	9,65	3,00
1936—37	11,47	4,82
Total =	36,19	9,59

La recette du Reich a ainsi doublé environ pendant les quatre dernières années.

Les différentes mesures pour la création de travail ont produit des valeurs économiques de longue durée, et déterminé une augmentation considérable de la capacité de production de l'économie allemande: des valeurs déjà existantes ont été renouvelées, améliorées et raffermies. On a créé en même temps les conditions matérielles préalables pour l'organisation de l'armée.

«De plus en plus nombreux — disait tout récemment à Munich le secrétaire d'Etat Fritz Reinhardt — sont ceux qui demandent d'où nous tirons tant d'argent pour financer les grands édifices, la réorganisation de l'armée et tout le reste. La réponse est substantiellement la suivante:

Les moyens proviennent en grande partie du budget ordinaire en bon équilibre, et en partie d'impôts spéciaux, tels par exemple ceux relatifs à la construction de routes en Allemagne et ceux concernant la construction des autostrades du Reich. (Il s'agit ici du revenu des impôts sur les automobiles, et d'une partie des impôts de transport, droits et impôts sur l'essence minérale, droits sur les huiles grasses.) Des charges préalables du budget entrent en outre pour une partie en cause sous forme de dettes à court ou à moyen terme ou d'emprunts du Reich à long terme . . .

Les revenus des impôts du Reich atteignent environ 14 milliards de marks dans l'exercice courant. Toutefois, en dépit de ce développement satisfaisant à tous égards, ce revenu n'est pas encore assez fort pour couvrir entièrement le besoin financier du Reich, besoin d'une extraordinaire importance au cours des années présentes. Une partie de l'excédent réalisé dans le revenu des impôts du Reich passe au budget des Pays et des communes comme leur participation au revenu des impôts de l'Etat. Une partie est nécessaire pour combler les déficits d'années précédentes, une partie pour couvrir les charges préalables provenant des différentes mesures de création de travail, et une partie pour le service des intérêts et pour l'amortissement des emprunts contractés antérieurement par le Reich.

En tant que les excédents de revenu des impôts restant au budget ordinaire en équilibre ne suffisent pas encore à couvrir actuellement les énormes besoins financiers, des emprunts à long terme servent à acquitter les dettes du Reich à court et à moyen terme. Les fonds qui autrement auraient dû être employés à éteindre des dettes à court et à moyen terme, deviennent ainsi disponibles pour les importants devoirs de politique nationale. La somme totale des emprunts contractés jusqu'ici peut encore être considérée comme modeste, si on la compare à l'importance et à la force des impôts de l'économie. Le service des intérêts et l'amortissement des emprunts déjà contractés et à contracter encore sont complètement assurés par l'accroissement du revenu des impôts.

Le budget de l'Etat se trouve en parfait équilibre, équilibre qui sera maintenu quelles que soient les circonstances.»

Dans un article du mois de février dernier, une revue londonienne, nettement hostile à la nouvelle Allemagne, a reconnu elle-même que la situation financière du Reich ne court aucun danger, comme beaucoup le croient aujourd'hui à l'étranger: «Il est vrai — dit la revue anglaise — que dans des conditions normales, l'existence d'une dette flottante de 16.000 millions représenterait un très dangereux 'potentiel d'inflation'. Au premier symptôme de trouble financier ou politique, les effets en possession de capitalistes privés ou de banques, seraient escomptés à la Reichsbank et la circulation serait immédiatement doublée ou triplée. Mais l'Allemagne peut considérer aujourd'hui ce danger comme écarté. Les moyens de contrôle de l'Etat totalitaire sont si complets et si puissants, que le gouvernement du Reich a le pouvoir d'étouffer en germe un pareil danger. Il pourrait aisément refuser l'escompte, et par suite transformer les effets escomptables en une sorte d'emprunt permanent.

Justement pour la même raison — continue la revue en question — il est erroné de croire que des motifs financiers obligeront bientôt l'Allemagne à réduire ses dépenses en armements. De même que la Reichsbank, grâce à son pouvoir dictatorial sur le marché de l'argent et du capital, peut empêcher une inflation

subite, elle peut également assurer l'émission continuelle d'effets, afin de financer le déficit du budget de l'Etat.»

Cela est d'autant plus vrai que les dépenses militaires extraordinaires touchent présentement à leur fin, et que la politique financière allemande s'est efforcée et s'efforce encore de recouvrer largement, par des économies sur le budget courant, les dépenses faites à crédit au temps de la création de travail et du réarmement. Ainsi se trouve assurée pour l'avenir une répartition courante des commandes, impossible à réaliser autrement.

Dans le discours déjà cité, le ministre des Finances, Schwerin von Krosigk, s'exprima ainsi: «*Il faut arriver à ce qu'à l'avenir, nous puissions solder d'un budget bien équilibré, non seulement les dépenses ordinaires, de nécessité vitale, mais encore les dépenses courantes pour les armements. Aussi devons-nous être prêts à tout sacrifice à cet égard.*»

Economie — tel est le mot d'ordre que le Dr Schacht ne se lasse pas de répéter. Son organe personnel, *Der Deutsche Volkswirt*, n'a pas craint de tracer dans un de ses derniers numéros un tableau réaliste de cette nécessité:

«Les dures prestations que l'Allemagne a à regagner, se pressent en foule. Elle a à regagner l'avance que le monde a pris sur elle en armements, elle s'efforce de conquérir la liberté d'alimentation, elle cherche, par le second plan de quatre ans, faute de colonies, à pourvoir à son approvisionnement en matières premières. Tout cela exige une force de travail, des matières, des devises, un capital. La force de travail a paru pendant un certain temps inépuisable. Elle est aujourd'hui employée tout entière. Le système de crédit est engagé dans la voie des dettes à court terme. Fin juillet, le Reich, avec plus de 7 milliards, avait une circulation moyenne de titres de paiement comme jamais encore depuis la fin de l'inflation. Les matières premières et les devises, bien qu'en quantité limitée, existaient cependant, lorsque les buts furent posés; il ne faut plus compter aujourd'hui d'une façon valable avec de pareilles réserves. Le dieu des saisons n'a justement pas soutenu notre effort pour la liberté d'alimentation au cours des quatre dernières années. Des quantités considérables de devises ont dû être consacrées à l'entretien de la vie du peuple.

La série des devoirs est incontestable. Un peuple veut vivre tout d'abord. Il doit donc être nourri. Il veut vivre libre. Il doit pouvoir se défendre. Sa défense exige avant tout qu'il soit armé et qu'il s'assure des sources de réserve bien déterminées. Il a encore besoin de ces réserves pour compléter sa nourriture et sa défense. On ne peut pas concevoir en cela l'idée de complément dans le sens étroitement militaire du mot; à une époque de technique, le courant général économique le plus nécessaire doit être en outre assuré. Tel est le but du second plan de quatre ans. Tout le reste: dépenses d'administration, consommation d'articles non importants pour l'existence, représentation extérieure, etc. demeure subordonné à ces devoirs.

Si jusqu'à présent, la reconstruction nationale, économiquement exprimée, a obligé à engager les réserves en matières premières et en force de travail, c'est que la consommation courante dépasse actuellement le revenu. Les conditions préalables demeurant les mêmes, l'accomplissement de la série en question ne peut donc être assurée que par l'organisation: les mesures prises jusqu'ici tendent à ce but. Avec la friction croissante entre les tâches présentes et celles d'un prochain avenir, ces mesures tendront encore davantage à un recul et à une modération des prétentions dénouées de tout

caractère pressant. Les forces de travail doivent être dirigées dans ce sens, le revenu de matières premières doit être employé à cet effet. Et si un rapport malvenu se développe entre le cours des moyens de paiement et les articles de consommation, *les dépenses de la main publique et par là les moyens de paiement doivent être réduits pour tous les buts sans importance vitale.*»

Il était difficile d'exprimer plus clairement la nécessité d'une économie dans les dépenses publiques, nécessité qui s'impose d'autant plus au IIIe Reich, s'il veut réaliser les grands buts qu'il s'est tracés, c'est-à-dire l'organisation de l'armée et la mise à exécution de toutes les autres mesures que réclame le droit de la nation à l'existence.

«*Un véritable homme d'Etat* — disait Frédéric le Grand — *doit être à la fois économe et prodigue, économe pour pouvoir être prodigue.*»

XII.

Les Communications

Les deux branches principales des communications, le chemin de fer et l'automobile, ont pris un essor remarquable pendant les quatre premières années du gouvernement national-socialiste. Pour la première, le chemin de fer, il s'agissait de le mettre à hauteur du progrès technique, et de répondre aux exigences des voyageurs quant à la ponctualité, à la vitesse et au comfort. Pour l'automobile, ce mode tout moderne de circulation a reçu une impulsion nouvelle extraordinaire, avec le mot d'ordre d'Hitler: «*Motorisation*», de sorte que le Reich occupe aujourd'hui sous ce rapport la première place parmi les grandes nations.

Les Chemins de fer allemands

On sait déjà que dans son discours au Reichstag du 30 janvier 1937, le Führer annonça le *retour des chemins de fer allemands sous la souveraineté illimitée de l'Etat.* Le peuple allemand tout entier accueillit cette déclaration avec des transports de joie. Les employés des chemins de fer exprimèrent au Führer leur gratitude pour avoir réalisé leur vœu, en délivrant les voies ferrées du Reich d'une forme administrative imposée et de nature essentiellement étrangère. Ce sentiment de reconnaissance trouva son expression dans la démonstration que 20.000 d'entre eux, au nom de 670.000 camarades, organisèrent à Berlin le 4 février suivant devant le palais de la chancellerie, en hommage au Führer. Un enthousiasme indescriptible présida à cette imposante manifestation: des acclamations sans fin montèrent vers Hitler, lorsque celui-ci parla de son balcon à ses fidèles fonctionnaires, pour les remercier de leur infatigable travail et les engager à demeurer dans l'avenir un modèle de dévouement et de sentiment du devoir aux yeux de tous les travailleurs allemands.

Le retour de la plus grande entreprise économique du monde sous la suprématie exclusive de l'Etat revêt une importance internationale, en même temps que celle d'un grand évènement intérieur. Importance internationale, parce que les prescriptions du dictum de Versailles sont par là réduites à néant, prescriptions qui mettaient en coupe réglée toutes les possessions du Reich et des Pays, donc aussi les chemins de fer, comme gages des réparations exigées par les puissances alliées et associées. Importance au point de vue intérieur, parce que désormais le statut des chemins de fer imposé par ces puissances est supprimé, les voies ferrées recevant une administration foncièrement nouvelle sous la direction exclusive du Reich.

Une conférence du secrétaire d'Etat au ministère des Communications et sous-directeur général des chemins de fer allemands, M. Wilhelm Kleinmann, à Francfort-sur-le-Mein, conférence ayant pour thème «*Les chemins de fer du III[e] Reich*» nous a suggéré quelques réflexions sur les transformations des chemins de fer au point de vue du droit et sur leur situation vis-à-vis de l'Etat depuis leur fondation jusqu'à leur réintégration dans le Reich. Cette période est particulièrement caractérisée par la «voie douloureuse» qui fut une conséquence du traité de Versailles, et par la victoire remportée sur le particularisme dans l'organisation des chemins de fer allemands.

Si grands qu'aient été les services rendus par ces derniers pendant la guerre mondiale, de sérieux inconvénients se produisirent souvent pour la conduite des troupes et pour la formation de chemins de fer de campagne, en raison de l'administration, particulariste dans son ensemble, d'un réseau ferré sous la suprématie de *8 pays différents.* Ces expériences ont démontré l'urgence d'une unification sous ce rapport.

Le programme de 1918, dit programme d'Heidelberg, et la constitution de Weimar, décidèrent en effet l'incorporation dans le Reich des 8 chemins de fer des Pays, effectuée le 1[er] avril 1920. Les chemins de fer du Reich étaient placés sous la dépendance du ministère des Communications, nouvellement créé. Malgré cela, les Pays surent s'assurer des réserves et des droits particuliers, qui dans la suite causèrent de sérieux embarras à plus d'un titre.

Des influences politiques, intérieures et extérieures, décidèrent plus tard dans une puissante mesure de l'état des chemins de fer, et exigèrent leur cession à l'économie privée. Avec la stabilisation du change au mois de novembre 1923, le ministre des finances du Reich supprima leurs subventions, ce qui les obligea à recourir de nouveau au crédit. De là, la création de l'*Entreprise des chemins de fer du Reich,* entreprise indépendante, représentant économiquement une personne juridique, exploitant et administrant les voies ferrées demeurées propriété de l'Etat. Le ministre des Communications du Reich et le directeur général des chemins de fer furent réunis en une seule et même personne. L'administration fut séparée de celle du Reich; cette mesure marque ainsi le premier pas vers une indépendance économique et financière.

Comme, d'après le traité de Versailles, la propriété totale du Reich répondait pour les réparations, les Etats créanciers réclamèrent les chemins de fer «en garantie». Ceux-ci furent en effet chargés d'une inscription de dette, assurée par hypothèque pour une somme de 11 milliards de marks, dont l'intérêt de 5% avec 1% d'amortissement devait rapporter 660 millions de marks-or par an. En outre, les impôts de transports furent encore pris en gage pour le paiement des réparations pour un montant de 290 millions. Les chemins de fer furent transformés en une Compagnie de droit privé; ils devaient s'administrer suivant des méthodes d'économie privée, et conserver leur indépendance financière et personnelle. Un conseil d'administration comprenant des membres étrangers participait à la direction des affaires. Un commissaire étranger fut chargé de surveiller la rentrée des réparations.

Considérée au point de vue de la politique nationale, cette solution ne signifiait autre chose que la renonciation du Reich à son droit de souveraineté sur son moyen de communications le plus précieux et le plus important pour la défense du pays et pour l'économie. On comprend que cette solution pesât lourdement sur l'administration et sur le personnel.

Si même en vertu du plan Young, en 1930, la mise en gage des chemins de fer allemands prit fin, et fut remplacée par un impôt de réparations de 660 millions de marks, qu'ils avaient à payer pour le Reich aux Etats créanciers, si par suite également l'organe international de contrôle disparut, ainsi que les membres étrangers de l'administration, il n'en subsistait pas moins l'obligation que des changements à la loi sur les chemins de fer ne pouvaient être autorisés que par une Commission permanente de quatre membres, dont deux appartenant au gouvernement du Reich, et deux aux puissances étrangères. En 1932, la conférence de Lausanne sanctionna la libération complète des chemins de fer du Reich de toute liaison internationale et mit arrêt à tout paiement de réparations. Mais comme la ratification de la part des gouvernements intéressés ne suivit pas, les chemins de fer demeurèrent liés à leurs obligations.

Durant toutes ces années, l'administration des voies ferrées eut à soutenir à l'intérieur une petite guerre avec les gouvernements des Pays, ambitieux de conserver leur situation privilégiée. Les mesures dans l'intérêt du Reich et les projets de la direction centrale se heurtaient souvent à des difficultés, comme le prouve l'exemple classique de l'interdiction d'un juste règlement des conditions de transport dans le cercle de Leipzig. Il était alors également difficile de libérer les chemins de fer de l'influence de groupes parlementaires très différents, la plupart guidés par des intérêts particuliers. En se tenant à l'écart de cette politique, les chemins de fer se trouvèrent dans une sorte d'isolement qui faisait déjà d'eux un «Etat dans l'Etat».

L'avènement du national-socialisme ramena les chemins de fer à la nation et au peuple. Toutes les multiples prétentions des Pays s'éteignirent aussi, et l'anachronisme leipzigois prit fin; les chemins de fer furent incorporés dans le système administratif du Reich et le mot «Société» fut rayé du nom de l'entreprise. La déclaration du Führer, le 30 janvier 1937, et la loi promulguée à la suite le 10 février, libérèrent finalement les chemins de fer allemands de tous leurs engagements internationaux encore existants. Le Reich a reconquis par là sur eux sa souveraineté complète. Leurs fonctionnaires comptent de nouveau dans le rang des fonctionnaires immédiats de l'Etat.

La ligne pour le règlement légal de la situation des chemins de fer dans le gouvernement du Reich fut marquée lorsque le Führer nomma le directeur général en même temps ministre des Communications, et son représentant, secrétaire d'Etat au même ministère.

Dans sa récente conférence, Mr. Kleinmann a donné quelques détails intéressants sur la «loi de liberté» des chemins de fer, selon son propre mot pour qualifier cette loi, et sur les mesures qui en découlent. Il souligna expressément, au sujet des opinions erronées de quelques publications soumises à une influence étrangère, qu'aucun changement n'était survenu quant aux actions de préférence, ce que rend déjà reconnaissable le fait qu'en vertu de la loi, le représentant des actions de préférence fait partie du Conseil. Finalement, le conférencier expliqua comment l'étroite collaboration avec les sections du ministère des Communications pour la navigation, pour les voies fluviales et pour la traction automobile, réalise un accord complet et une solidarité absolue entre les chemins de fer et les autres moyens de communication, ce qui développe au plus haut degré de rendement tout le service des transports.

La transformation accomplie dans les rapports des chemins de fer avec l'Etat demande une mise au point juridique, déjà en préparation et qui, sur la base du devoir politique de diriger tous les services dans l'esprit du national-socialisme, est en voie d'exécution. Deux principes y président: l'idée de la hiérarchie

hitlérienne (*Führergedanke*) et celle de la propre responsabilité (*Eigenverantwortlichkeit*).

Les conditions préalables pour la réalisation du premier de ces principes sont une organisation et une ordonnance uniformes du service, ainsi qu'une unité économique et technique. De grands progrès ont été accomplis dans tous ces domaines après la révolution de 1933, et les travaux suivent maintenant une marche ininterrompue. Afin de développer en outre le principe de la propre responsabilité, celle-ci est laissée aux offices subalternes, en tant qu'il est possible dans l'intérêt d'une direction unique. Des efforts sont tentés en vue d'une simplification de la question administrative.

Une autre conséquence de toute la transformation réside dans la place que les chemins de fer occupent dans l'économie allemande, ayant reçu, comme nous l'avons mentionné en son temps, un statut entièrement nouveau. Ils sont déjà représentés au Conseil de la chambre économique du Reich par leur directeur général, afin de participer ainsi aux travaux de cet organe délibératif du ministre de l'Economie.

La collaboration des voies ferrées au programme de restauration économique, surtout à la lutte contre le chômage et pour l'emploi de matières premières tirées du pays, est d'une importance toute particulière. Les chemins de fer ont été jusqu'ici les plus forts commanditaires de l'Etat, car environ 60% de toutes les commandes de la main publique leur sont attribuables, pour un montant de 5,5 milliards depuis 1933. Concernant la recommandation de la plus grande économie dans la mise en valeur des matières premières étrangères, les chemins de fer du Reich travaillent depuis longtemps à trouver des possibilités de diminuer pour leur exploitation le besoin de pareilles matières. Ils se proposent naturellement de seconder le deuxième plan de quatre ans, non seulement par l'emploi de métaux, de textiles et de combustibles allemands, mais aussi par des mesures de tarif, de manière à compenser les prix élevés des matières premières du pays.

Au point de vue financier, les chemins de fer, comme «institution d'Etat au service du peuple», n'ont qu'un but, celui d'*équilibrer leurs recettes et leurs dépenses en renonçant à tout bénéfice*. Il a été possible, après 1933, de couvrir complètement la charge annuelle des chemins de fer en service de la dette, en réserves, etc., et même de récupérer certains arriérés dus aux années de détresse.

La concurrence des autres moyens de communication, surtout de l'automobile, a fait naître la question des rapports entre le *chemin de fer* et l'*automobile*. L'insertion de la nouvelle entreprise d'autostrades du Reich dans l'organisation des chemins de fer était déjà un présage symptomatique. Comme agents principaux du trafic public, les chemins de fer se sentent appelés, dans cette rivalité entre le rail et la route, à veiller au maintien de l'importance économique et politique des deux branches, en les gardant toujours capables des mêmes efforts de production. Mais ils visent en même temps à utiliser la force motrice dans une mesure croissante, pour l'amélioration et le perfectionnement de la circulation publique. Ils ont pris en effet à leur service 2.000 voitures automobiles et 700 remorques, de sorte que 6.000 nouvelles localités sont réunies au réseau du trafic général.

Grâce à un équilibre bien réglé des recettes et des dépenses, et à une solution amiable du problème de la concurrence mondiale, les chemins de fer maintiendront leurs tarifs dans le cadre de l'intérêt général. Ils considèrent comme trop élevé le tarif normal de 4 pfennigs par personne et par kilomètre en troisième classe et visent à une diminution. Mais la situation financière et les besoins du gouvernement du Reich ne le permettent pas, et les mesures doivent se borner à des abaissements de tarif spéciaux dans des cas particuliers. Des raisons sociales, des buts culturels et des considérations de politique nationale inhérents au relèvement politique général, ont indiqué en cela la marche à suivre.

En ce qui concerne le côté technique de l'exploitation, les chemins de fer s'emploient de leurs meilleures forces à mettre l'appareil à hauteur de tous les perfectionnements modernes. Ils se sont imposé le devoir de perfectionner la construction de leurs locomotives. Rappelons ici le rendement des nouvelles machines aérodynamiques, qui dans les parcours d'essai, ont couvert plus de 200 kilomètres à l'heure avec un poids de traction de 300 tonnes (voir fig. 103—104).

Les chemins de fer s'occupent en même temps de l'électrisation de certains parcours. Des moteurs à explosion et à huile lourde ont été introduits dans le service de la voie ferrée en plein accord avec leur développement technique. Les voitures à traction électrique Diesel sont employées pour les transports rapides et contribuent à rendre le trafic plus intense. Les dernières voitures à traction à trois compartiments ont atteint une vitesse de 205 kilomètres à l'heure.

Les lignes déjà desservies par les automotrices rapides, Berlin—Hambourg, Berlin—Cologne, Francfort-sur-le-Mein—Berlin, et Cologne—Altona, ont été complétées dans les dernières années par celles Munich—Nuremberg—Berlin, Stuttgart—Nuremberg—Berlin, et Beuthen—Breslau—Berlin. Sur cette dernière ligne, on a inauguré les premières voitures rapides à trois compartiments du type «Leipzig», lesquelles, par contraste avec les voitures à deux compartiments du type «Hambourg», comportent aussi la troisième classe (voir fig. 102—105).

L'inauguration, en octobre 1936, de la ligne Stralsund — Ile de Rügen, qui apporte une amélioration considérable du trafic entre la péninsule scandinave et l'Europe centrale, constitue pour les chemins de fer allemands un évènement digne de remarque.

Tous les autres domaines techniques, superstructure, signaux et protection de la voie, construction de voitures, etc. ont fait l'objet de perfectionnements dans l'intérêt de la sûreté, de la ponctualité et de la plus grande commodité possible des voyageurs, de sorte que les chemins de fer allemands demeurent parmi les meilleurs du monde au point de vue technique.

«Motorisation»

Ce mot d'ordre fut donné par Hitler, le 11 février 1933, quelques jours après la prise du pouvoir, à l'occasion de l'ouverture de la première exposition automobile dans la nouvelle Allemagne. L'idée avait déjà mûri auparavant dans l'esprit du futur Führer, et dans le cadre du programme total de gouvernement qu'il avait conçu en attendant son heure. C'est pourquoi il lui fut possible d'annoncer la mise en train de ce problème dès le 1er mai suivant, lors de l'imposante démonstration sur le champ de Tempelhof, dont nous avons parlé en son temps.

Par suite, le premier plan de quatre ans prévit dans ses tâches la restauration du service des voitures automobiles et des moteurs, la construction rapide de véhicules en conséquence, la création d'un réseau de routes automobiles destinées à ce genre de locomotion. Programme à large vue, inspiré par la claire vision de la nature et des possibilités de développement des communications par l'automobile, programme offrant en même temps le moyen de porter un coup décisif au chômage par la mise en train du service automobile et par l'occupation fournie à des milliers de sans travail employés à la construction des routes. Ainsi s'explique pourquoi la construction des autostrades fut si énergiquement poussée et l'exécution du programme entamée avec une hâte aussi grande.

L'entreprise «Autostrades du Reich»

La loi du 27 juin 1933 nommait le Dr Fritz Todt, ingénieur, inspecteur général des routes d'Allemagne avec pleins pouvoirs spéciaux et soumission aux ordres directs du Führer, qui endossa personnellement la responsabilité ministérielle dans ce domaine[1]).

En même temps était fondée la «société des Routes automobiles du Reich» au capital de 50 millions de marks, comme filiale de la Société des chemins de fer.

Dans les considérants de la loi, le gouvernement s'exprime ainsi:

«La conduite dans le domaine de la route automobile revient à la Société des chemins de fer allemands, car *la lutte entre le rail et l'automobile ne peut être éliminée en dernier ressort, que si tout le trafic industriel des marchandises est soumis à une direction unique.* La présente loi marque un important progrès en ce sens. En vue de garantir la clarté de la conduite financière, l'entreprise est fondée comme personnalité juridique indépendante de droit public, mais dont l'administration et la représentation passent aux mains de la Société des chemins de fer allemands, pour les motifs mentionnés ci-dessus.»

L'Allemagne possédait, chiffre rond, 300.000 kilomètres de voies de terre, dont 100.000 kilomètres de routes de transit d'une grande importance. Parmi ces dernières, 25.000 kilomètres étaient comptés comme «grandes lignes de communications». Ce réseau routier, originairement réservé à une autre destination que celle du service automobile, devait, autant que possible, être mis peu

1) L'inspecteur Todt est né en 1891 à Pforzheim, dans le Bade; il appartient aux membres les plus anciens du parti national-socialiste. Avant sa nomination, il était directeur d'une grande société constructrice de routes. Son expérience à cet égard et sa connaissance des particularités locales des voies allemandes faisaient de lui le personnage tout indiqué pour cette mission.

à peu en état de satisfaire au nouveau mode de trafic. Mais une adaptation complète des vieilles routes à ce genre de locomotion n'était pas réalisable; il fallait décharger les routes des Pays, et les compléter par un réseau nouveau de grandes artères de transport disposées pour les besoins du service automobile et complètement aptes à la circulation automobile sur de longs parcours. Des routes en conséquence devaient être établies peu à peu à cet effet.

En vertu de la loi mentionnée plus haut, les routes automobiles sont des voies publiques exclusivement destinées au trafic général par auto. L'entreprise «Routes automobiles du Reich» a le droit privilégié de construction et d'exploitation de ces routes, et est soumise à la surveillance du gouvernement. L'inspecteur général est chargé de la conduite des lignes et de l'établissement des routes. Il dispose les plans de construction après entente préalable avec les autorités du pays. L'entreprise a le droit de prélever des taxes d'exploitation.

En dehors du capital de fondation de 50 millions de marks déjà mentionné, le gouvernement du Reich finance directement les travaux de construction. Il importe de considérer ici que 35% environ du total des frais sont couverts par les fonds économisés sur l'assistance aux chômeurs, et 25 à 30% par un excédent d'impôts provenant de la reprise générale de l'économie. En outre, l'entreprise «Routes automobiles du Reich» est autorisé à lever des emprunts et autres fonds étrangers, d'accord avec le gouvernement et les chemins de fer.

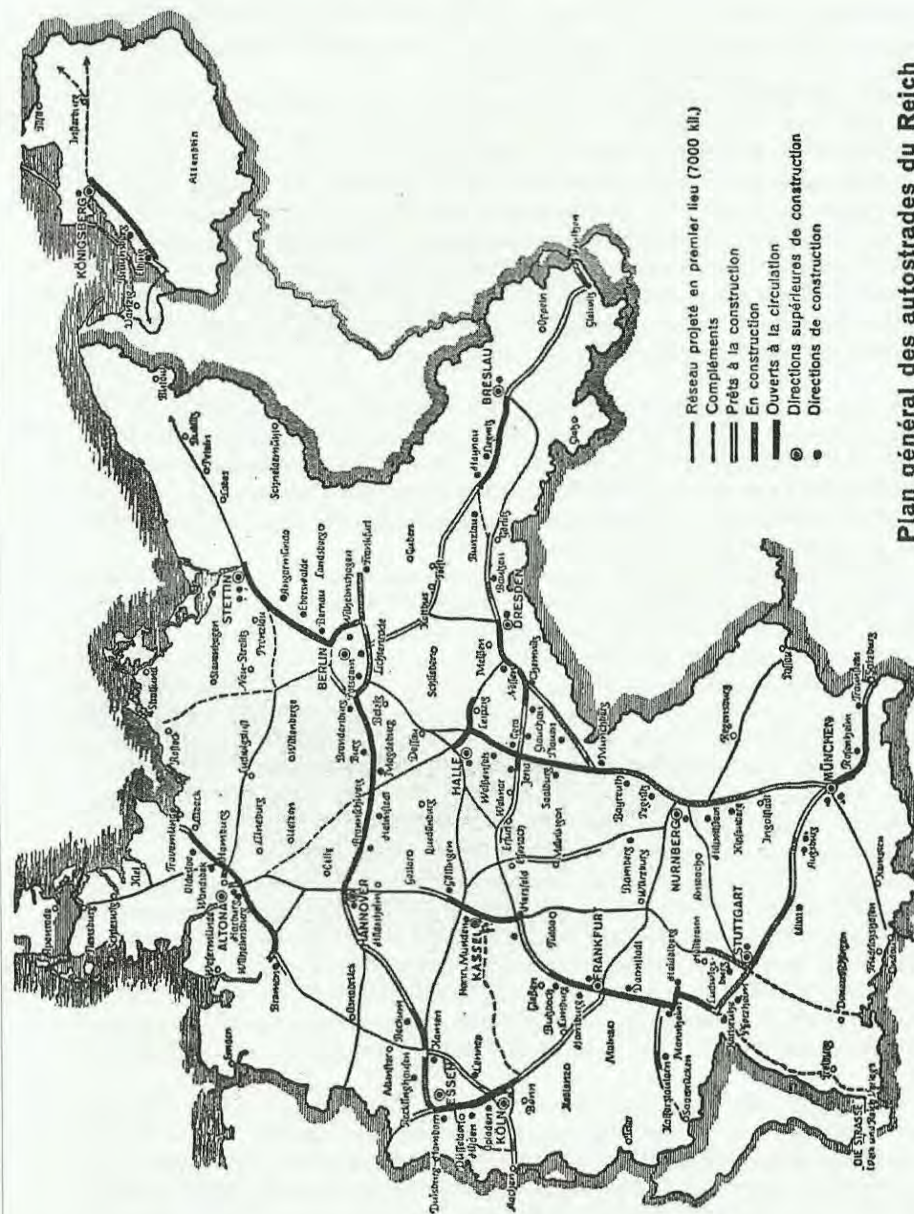
Les routes d'Adolf Hitler

Un réseau automobile d'environ 7.000 kilomètres, exigeant près de sept années de construction, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, formera la voie principale de parcours du futur trafic automobile allemand, à laquelle seront reliées les routes actuelles des Pays et les grandes villes.

L'exécution des routes automobiles n'est pas uniforme. Elle s'adapte aux conditions géographiques, et à celles de la circulation. Les lignes principales ont 24 mètres de largeur, et deux voies de parcours de 7,50 mètres, séparées l'une de l'autre par une bande de milieu pavée, de 5 mètres de largeur. Alors qu'en terrain plat, la déclivité dépasse à peine 3—4 pour 100, elle comporte 7 pour 100 et davantage en terrain montueux. De même, le rayon des courbes varie entre 2.000 mètres en plaine et 400 mètres et au-dessous en montagne. L'élaboration du projet attache la plus grande valeur à la bonne adaptation des lignes avec le paysage (voir fig. 106, 107).

L'énorme emploi de forces productives pour l'accomplissement de ces tâches se reflète dans les moyens consacrés à cet effet depuis 1933. Il a été dépensé pour les routes automobiles plus de 1½ milliards de marks dans les années d'exercice 1933/34 jusqu'à 1936/37. En même temps, les dépenses pour les autres routes d'Allemagne se sont fortement accrues. Près de 4 milliards ont été nécessaires dans ce but depuis l'avènement du national-socialisme.

Au mois de septembre de l'année dernière, 1.000 kilomètres de routes automobiles étaient déjà livrées à la circulation, et cela le même jour où trois années auparavant, le Führer avait donné le premier coup de pelle en signe d'ouverture.



Plan général des autostrades du Reich

Au commencement de 1936/37, 1.100 kilomètres de route se trouvaient en exploitation, et 1.462 en construction; 1.738 kilomètres étaient livrés à la construction, et 2.752 kilomètres en projet (voir la carte à la page 209). Plus de 2.000 kilomètres seront exploitables à la fin de 1937.

Près de 130.000 travailleurs sont employés à cette construction. Mais l'effet indirect pour l'occupation est encore plus grand, comme c'est le cas dans l'industrie du matériel de bâtiment, dans celle de la construction de machines, et dans celles des produits alimentaires et du vêtement, qui peuvent entretenir un personnel estimé à un demi-million de travailleurs. Le remuement de terre et de roc atteint maintenant la formidable quantité de 200 millions de mètres cubes, ce qui correspond à celui que nécessita la construction du canal de Panama. Il est mis en travail 3.000 locomobiles, 50.000 wagonnets, et des centaines des engins de construction de tous modèles. Il a été posé 3.000 kilomètres de rails de construction.

Outre l'animation imprimée à l'industrie automobile et la diminution du chômage, les routes d'Adolf Hitler favorisent le mouvement international des étrangers, si nécessaire à l'Allemagne. On a supprimé certains obstacles au trafic des étrangers par moteur, et on a facilité et rendu plus agréable aux touristes une visite à travers l'Allemagne. Les autostrades revêtent aussi une importance manifeste au point de vue de la défense nationale.

Certes, les dépenses pour la construction des routes et des autostrades entraînent des charges auxquelles le trafic automobile doit contribuer. La hausse des droits de douane pour les carburants, inaugurée en 1936, de même que les impôts sur le trafic à distance des marchandises et sur le transport de personnes pour motifs professionnels, sont des moyens propres à financer la construction et l'entretien des routes automobiles. La circulation par auto s'est tellement implantée aujourd'hui dans la vie publique, qu'elle a pu endosser le fardeau de ces impôts sans que le marché de l'automobile s'en soit ressenti.

L'existence actuelle de plus de 1.000 kilomètres de voies déjà prêtes exige aussi un règlement de la circulation et de l'exploitation pour les autostrades. Les travaux préparatoires sont déjà en train. Sans entrer ici dans des particularités, nous nous contentons de mentionner, par exemple, l'installation de nouvelles stations de relais. C'est ainsi qu'une pareille station est en construction dans la région de Magdebourg, d'après le projet du professeur March, créateur du champ de sport du Reich. De même, sur la rive du lac de Chiem, s'élève une hôtellerie moderne avec bain dans le lac, et solide installation pour les besoins du voyageur. En outre, près de 50 stations d'approvisionnement sont en construction, sans parler de toute une série d'installations pratiques pour l'exploitation.

L'étranger, lui aussi, commence à s'occuper fortement de suivre l'exemple de l'Allemagne, où l'on constate avec satisfaction qu'un certain nombre de pays européens se sont joints déjà à l'initiative que le Reich a prise avec la construction des routes automobiles. Des conversations ont été engagées entre Berlin et Rome, en vue d'une liaison directe du réseau des deux pays; cette liaison devra être

effectuée d'ici l'année 1941. Des pourparlers ont été entamés avec la Hollande, pour régler le passage des frontières et la jonction des convois routiers. Au Danemark, de vastes projets sont en suspens dans le but d'une liaison avec les routes automobiles allemandes. En France, on a déjà adopté le mot «autostrades» pour la construction de différentes artères modernes partant de Paris. La Belgique élabore des projets de construction sur le modèle allemand.

Le directeur général D[r] Todt a publié ces renseignements pour les lecteurs de la *Berliner Börsen-Zeitung*, en y joignant un récent article où l'on lit:

«Nous pouvons espérer que cette œuvre technique d'humaine culture, comme exemple de notre volonté et de notre capacité, contribuera pour sa part à servir la paix et à favoriser la loyale collaboration des peuples.»

L'essor de l'industrie automobile

Conjointement avec la construction des routes automobiles, des mesures fiscales ont été prises pour une animation, rapide et étendue, de l'industrie y relative.

Depuis le mois d'avril 1933, toutes les nouvelles voitures servant au transport de personnes et mises dans la circulation, ainsi que les autocycles, ont été exemptés de la taxe sur les véhicules à moteur. Il y a peu de temps encore, les possesseurs d'anciennes voitures ont reçu la possibilité d'acquitter ces taxes en une seule fois. Plus tard, les achats de pièces de rechange ont été également favorisés à ce propos. En vertu de la nouvelle loi de 1934 de l'impôt sur le revenu, toutes les automobiles, en tant que tenues par des agriculteurs et des forestiers, par des industriels ou par des personnes appartenant à une profession libérale, et entretenant une comptabilité, peuvent être comprises au passif dans le calcul des impôts sur le revenu, de celui des sociétés et de celui des industries. Par les taxes en moins à acquitter, on recouvre jusqu'à 70% du prix d'achat de la voiture.

Ces mesures fiscales furent accompagnées d'une active propagande; ainsi fut organisée, par exemple, l'exposition automobile, devenue une affaire du peuple tout entier. Il va de soi que toute la presse nationale-socialiste fut mise à contribution pour cette propagande. L'Etat s'attribua dans une mesure particulière la mise en train du sport automobile, qui donna lieu en effet à une foule de courses internationales. Mais l'impulsion la plus vive fut donnée, comme nous l'avons déjà dit, par le corps automobiliste national-socialiste, grâce à sa large et pratique organisation. Finalement, le progrès fut renforcé et accéléré dans les dernières années par l'essor général de l'économie allemande.

Le résultat pratique de toutes ces mesures apparaît dans le rendement actuel de l'industrie automobile après son état de profonde dépression en 1932. La production totale en 1936, estimée à 1,2 milliards de marks, représentait quatre fois celle de 1932. La valeur des commandes passées par cette industrie au reste de l'économie, réduite à 140 millions environ en 1932, s'élevait à 600 millions en 1936. En 1932, 41.000 nouvelles voitures pour le transport de personnes étaient mises en circulation; en 1933 ce chiffre s'était déjà doublé avec

82.000 voitures. On en comptait 131.000 en 1934, 180.000 l'année suivante, et finalement 213.000 en 1936. La vente intérieure avait donc plus que quintuplé en quatre ans.

La demande d'autocycles ne devint plus forte qu'en 1934. En 1932, on en délivra 56.000 environ, 90.000 déjà en 1934, 135.000 en 1935, et même 185.000 en 1936. La vente de voitures de transport automobiles a éprouvé un accroissement encore plus fort de 1932 à 1936. Dans cette dernière année, 50.000 voitures de transport furent mises en circulation, soit sept fois le nombre de celles délivrées en 1932.

En résumé, le nombre des voitures de tourisme en Allemagne est monté en quatre ans de près de 400.000, soit plus de 70%, pour atteindre 961.000 environ et celui des voitures de transport, de 61.000 soit 25%, pour atteindre 235.000.

Si la progression dans la construction poursuit la même allure, l'Allemagne possédera au bout des autres quatre années plus de 1,6 million de voitures pour personnes, ce qui la mettrait au niveau actuel de la France et de l'Angleterre.

La technique de la construction a réalisé des progrès remarquables: développement des petites voitures (en attendant la «voiture populaire», selon le vœu du Führer), formation de voitures Diesel à huile lourde, etc. Mais les voitures automobiles n'ont pas été seulement perfectionnées, elles sont devenues aussi meilleur marché. Les prix des automobiles ont subi une baisse de 10% de 1932 à 1936, et au printemps de l'année dernière, les prix des types de voiture les plus courants ont encore diminué de 6 à 14%.

La «motorisation» sera encore poussée plus loin dans le cadre du second plan de quatre ans. «*L'automobile est devenue et doit demeurer une partie de notre vie économique.*» Ces paroles du ministre des Communications du Reich et directeur général des chemins de fer allemands, l'ingénieur Dr Julius Dorpmüller, sont symptomatiques pour le point de vue du gouvernement à cet égard.

Le Tourisme

La direction de l'Etat national-socialiste a reconnu en même temps l'importance du tourisme, et sans perte de temps, après la prise du pouvoir, a donné à l'économie relative à ce trafic une organisation ferme, à laquelle concourent aujourd'hui, avec des buts bien clairs et une homogénéité parfaite les forces en affinité avec ce ressort.

La loi du 23 juin 1933 sur la «Commission du Reich pour le tourisme» a réuni sous la présidence du ministre de l'éclaircissement populaire et de la propagande, Dr Goebbels, toutes les autorités, associations et entreprises de cette nature. Elles visent toutes à une œuvre commune dans le cadre d'*un front unique.* L'Union du tourisme du Reich revêt une importance toute particulière parmi les organisations ainsi réunies. Elle tient la tête des 24 unions du tourisme des Pays, lesquelles, de leur côté, ont pour membres les communautés du tourisme. Celles-ci se chargent de la propagande locale en utilisant à cet effet associations et bureaux de voyages, administrations de villes d'eaux et autres offices semblables. Le

président de l'Union est le ci-devant ministre bavarois Hermann Esser, qui s'était déjà acquis de grands mérites pour l'encouragement du tourisme dans son champ d'activité précédent. Une loi en date du 26 mars 1936 a élevé l'Union au rang de corporation de droit public, avec compétence pour toutes les questions relatives au tourisme.

Les chemins de fer allemands, comme étant la plus grande entreprise économique, occupent une situation particulière dans la Commission du Reich, car en dehors de leur sphère d'action naturelle, ils se chargent de la propagande à l'étranger. L'exécution de cette tâche incombe à leur filiale, le «Bureau central allemand de voyages» (RDV.), qui s'efforce, par tous les moyens de propagande moderne, de susciter chez les touristes du monde entier l'envie de visiter l'Allemagne. Ce bureau entretient dans tous les principaux pays étrangers des offices de propagande, qui n'accomplissent pas seulement leur mission au pur point de vue économique et matériel, mais fournissent encore tous les éclaircissements, en particulier ceux qui touchent étroitement à la vie culturelle du peuple allemand. Ce bureau avait également reçu mission d'attirer des visiteurs aux jeux olympiques, et s'en est acquitté avec plein succès dans le monde entier. On peut se faire une image de la mesure de son travail en ce que dans les dernières années, des millions de brochures de propagande ont été répandues à l'étranger par le RDV.

Les effets de cette propagande bien précise dans son but ne se sont pas fait attendre. Le tourisme allemand a pris des proportions croissantes depuis 1932. Le nombre total des logements annuels pour la nuit s'est élevé à 72 millions en 1936, contre 49 millions en 1932, soit une augmentation de 47%. De même le chiffre des visiteurs atteste un accroissement considérable (19 millions contre 14 millions en 1932). Le tourisme étranger en Allemagne accuse lui aussi un développement très accentué. Les étrangers logés la nuit dans le même espace de temps sont passés de 2,7 à 6,6 millions, soit une augmentation de 144%. Le nombre des hôtes venus du dehors a presque doublé; de 1,1 million à 2,1 millions. Ces statistiques montrent que les étrangers prolongent maintenant leur séjour beaucoup plus qu'auparavant. La durée moyenne de ce séjour était de 3,3 jours en 1936, contre 2,4 jours en 1932, ce qui correspond à une augmentation de presque 38%.

Si l'on songe que, par exemple, 1,2 million de personnes ont pris part aux Jeux olympiques, et furent amenées, puis reconduites en quelques jours par 2.159 trains spéciaux, ou que le chemin de fer berlinois de ceinture transporta 28,4 millions de voyageurs pendant les deux semaines des jeux, la puissance d'efforts des moyens de circulation apparaît dans toute sa mesure. Les exigences auxquelles les chemins de fer allemands doivent satisfaire à l'occasion de l'assemblée annuelle du parti à Nuremberg ont également leur importance. En 1936, p. e., ils eurent à transporter sans retard plus d'un million de participants, ce qui exigea 1.200 trains spéciaux à organiser en quelques jours, en même temps que d'importantes transformations aux gares voisines de Nuremberg. Les chemins de fer ont à acquitter les mêmes tâches pour d'autres grandes manifestations, comme

c'est le cas lors de la fête de la moisson à Bückeberg. Pour cette fête, en 1936, 450 trains spéciaux durent pourvoir en quelques heures au transport des participants, aller et retour.

En résumé, les chemins de fer ont transporté 1,5 milliard de voyageurs en 1935 contre 1,2 milliard en 1933. Grâce à un abaissement considérable des prix — les étrangers, n'ayant à payer que 40% du prix normal — le trafic a pris d'énormes proportions; les recettes du transport des voyageurs, de 846 millions de marks en 1933, se sont élevées à 989 millions en 1935, ce qui représente presque 17% en plus. Il importe de tenir compte ici que par suite de l'abaissement des prix, les recettes par kilomètre et par personne sont tombées de 2,81 pfennigs à 2,5 pfennigs. Les tâches croissantes ont amené également une augmentation considérable du personnel: 656.000 employés des chemins de fer (595.000 en 1933) veillent actuellement à la marche sans à coup de l'exploitation.

Il est aussi méthodiquement prévu une amélioration des possibilités de parcours. Les vitesses des trains ont été de plus en plus augmentées dans les dernières années. Il est juste de mentionner en premier lieu les voitures rapides à traction — dont nous avons déjà parlé — introduites sur les parcours les plus importants. Voyager n'implique plus de longtemps la moindre fatigue.

La «Mitropa» y pourvoit. C'est une autre filiale des chemins de fer, qui possède le monopole des wagons-restaurants et des wagons-lits et assure le service des avions de la Lufthansa. Elle héberge chaque nuit 2.000 personnes dans ses hôtels roulants et en reçoit chaque jour 50.000 dans ses wagons-restaurants.

Une nouvelle commodité des voyageurs réside dans les «trains vitrés», avec voitures à traction d'une construction spéciale, circulant sur des parcours particulièrement pittoresques, afin de permettre aux voyageurs d'admirer sans obstacle le paysage de tous les côtés. Une autre innovation très appréciée est celle des trains à deux étages de la ligne Lübeck—Hambourg, qui offrent «l'observation en hauteur». Ce type de voiture s'est tellement accrédité, qu'il a fallu en peu de temps en augmenter le nombre.

Les améliorations se poursuivent de même toujours dans le domaine du trafic aérien. Comme nous le verrons sous peu, la Lufthansa a mis en service à cet effet des avions d'une puissance particulière, pouvant atteindre la vitesse de 350 kilomètres à l'heure.

La navigation aérienne allemande se glorifie à juste titre de son service de Zeppelin au-delà des mers. La perte du dirigeable «Hindenburg», causée par des circonstances accidentelles, n'a diminué en rien la confiance du public dans la navigation aérienne, et un nouveau dirigeable sera bientôt terminé en remplacement. La base d'itinéraire de ce service, en fonction depuis quelques années, est le nouvel hangar à Francfort-sur-le-Mein, livré à sa destination au mois de juillet 1936. Nous avons déjà signalé le soin particulier que le gouvernement apporte au trafic automobile.

L'Allemagne offre chaque année à ses hôtes une foule de manifestations et de curiosités, et cherche à satisfaire le mieux possible les désirs des visiteurs.

Des expositions de nature très diverse ont lieu sans interruption sur le vaste terrain de foire de Berlin, et souvent aussi dans d'autres grandes villes, telles que Hambourg, Cologne, Dresde, Munich, Düsseldorf, etc. sans parler de la foire de Leipzig, qui constitue deux fois par an un évènement de la plus haute importance pour le commerce mondial. Les musées allemands offrent une variété multiple de curiosités. C'est ainsi que les édifices de l'île des musées à Berlin présentent des collections de la statuaire antique, de l'art en petit et des œuvres artistiques de l'âge ancien, de l'art allemand, de l'art chrétien byzantin, ainsi que des peintures de maîtres italiens et hollandais. Le musée allemand de Munich met la technique sous les yeux du visiteur, l'arsenal de Berlin lui conte l'histoire de la puissance armée, le musée germain de Nuremberg celle du moyen âge.

Les courses de chevaux à Hambourg, à Berlin, à Munich et à Baden-Baden sont des évènements mondiaux. Les concours de tennis de Hambourg, de Pyrmont, de Baden-Baden, de Berlin et ceux de différentes stations balnéaires de la Baltique et autres, attirent un public spécial accouru du monde entier. Les semaines de concours à la voile de Kiel, de Travemünde et de Warnemünde ont suscité un puissant intérêt dans les pays voisins.

L'élite des *sportsmen* du moteur se rencontre chaque année dans des courses très disputées sur le Nürburgring dans l'Eifel, non loin du Rhin, sur l'autodrome berlinois de l'Avus et dans d'autres contrées. La région montueuse de la Bavière est par excellence propice pour les sports d'hiver. Celui qui voyage pour son plaisir trouve à s'entretenir à Berlin ou à Hambourg aussi bien qu'à Paris ou à Vienne, et pour passer des heures joyeuses, il suffit d'assister au carnaval de Cologne, de Düsseldorf, de Mayence ou de Munich.

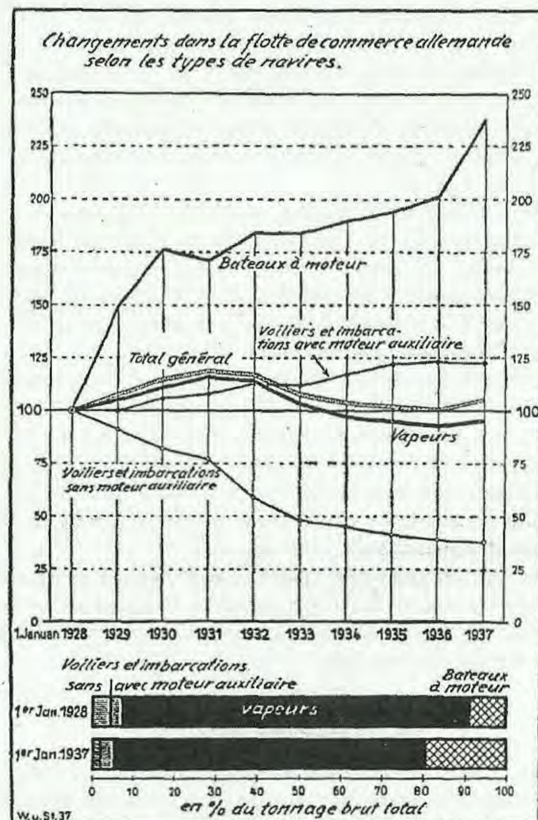
Le mouvement des étrangers en Allemagne a pris un puissant essor sous la direction nationale-socialiste. L'Allemagne peut supporter la concurrence avec n'importe quel pays du monde quant à l'abondance de ses curiosités et à la bonne organisation du service du tourisme. (Voir fig. 108 à 113.)

La navigation maritime

La situation de la navigation maritime allemande n'avait subi presque aucun changement au cours des dernières années. La profonde dépression du trafic international des marchandises et des voyageurs, et l'influence exercée par la politique monétaire des pays anglo-saxons sur les prix de transport et les droits de passage convertis en or, déterminèrent jusqu'en 1934 une baisse des recettes des armateurs. Un revirement survint seulement en 1935: leurs recettes brutes totales s'accrurent de 426 millions de marks en 1934 à 454 millions en 1935.

La flotte de commerce allemande comptait au 1er janvier 1937 3.579 bateaux représentant un tonnage brut de 3.887.000 tonnes. Le tableau ci-dessous montre que cette flotte a repris pour la première fois son importance depuis la crise. L'état des navires avec un tonnage brut de plus de 50 mètres cubes (17,65 R.E.) comportait (en 1.000 tonnes brutes):

au 1er janvier 1914	5.239	au 1er janvier 1933	3.957
1920[1])	320	1934	3.808
1924	3.008	1935	3.737
1931	4.364	1936	3.705
1932	4.318	1937	3.887



La crise économique mondiale mit fin à la reconstruction de la flotte marchande commencée après la guerre et poursuivie jusque vers la fin de 1930. Les années 1931 et 1932 accusèrent un fort recul de plus de 400.000 tonnes dans l'état de la flotte. Bien qu'en 1934 une vive activité se fût manifestée dans une construction nouvelle, l'agrandissement de la flotte de commerce ne devint effective qu'en 1936. Le nombre des navires a augmenté au commencement de 1937 de 62 unités avec 182.000 tonnes par rapport à l'année précédente. L'état de la flotte de com-

1) A cause de livraisons et de pertes de navires par suite de la guerre.

merce est donc déjà supérieur à celui du commencement de 1934 et a atteint près des trois quarts de celui d'avant-guerre.

Parmi les 107 bateaux de construction nouvelle mis en service en 1936, et dont deux navires de commerce avec un tonnage de 10.858 tonnes, provenaient de chantiers étrangers, on comptait 59 bateaux avec 168.000 tonnes et 43 bateaux de pêche avec 13.000 tonnes. Les plus grandes unités étaient les deux navires réservoirs à moteur «Friedrich Brehme» et «Paul Harneit» de la Compagnie pétrolière germano-américaine, chacun de 10.400 tonnes, et les navires à moteur «Ehrenfels» et «Reichenfels» de la *Hansa*, chacun de 7.750 tonnes. L'état des navires de commerce proprement dits (cargos et bateaux pour passagers) s'est accru en 1936, de 23 unités, de 143.000 tonnes à 3,68 millions de tonnes. Les bateaux de pêche ont augmenté de 33 unités avec 23.000 tonnes (parmi ceux-ci, le baleinier «Jean Wellem», transformé, de 12.000 tonnes) à 150.000.

Celui qui, en 1932, visita un des grands ports allemands, put constater le désarmement ou l'inactivité de la partie la plus importante et la plus appréciable de la flotte de commerce. Le tonnage des navires désarmés, qui en 1933, avec 303 navires, s'élevait à 917.818 tonnes, était déjà tombé une année plus tard à 149 navires avec 522.833 tonnes. Le 1er janvier 1935 attesta un nouveau recul et un abaissement de ce nombre à 62 unités avec 311.895 tonnes; le 1er janvier 1937, il n'y avait plus que 25 unités avec 57.637 tonnes en tout. Le nombre des marins sans engagement suivit une ligne constamment descendante; de 11.216 personnes, il tombait à 8.697 au commencement de 1934, à 6.318 au commencement de 1935, à 5.593 le 1er janvier 1936 et à 4.886 le 1er janvier 1937. Il importe de remarquer que pendant la semaine de Noël et celle du nouvel an quelques navires furent provisoirement désarmés. Au mois de juillet 1936, 13 unités seulement avec 42.235 tonnes demeurèrent immobilisées, et les marins en chômage n'étaient plus à ce moment là que 2.115. La somme annuelle des salaires, de 88 millions en 1933, monta à 98 millions en 1934 et à 104 millions en 1935.

Les constructions navales attestent un essor encore plus marquant. En 1933, 42 navires en tout (137.391 tonnes) se trouvaient en chantier, dont 34 pour le compte de l'Allemagne et 15 pour celui de l'étranger. En 1934, on comptait déjà 98 navires (257.696 tonnes), dont 84 pour la flotte allemande, et 14 pour l'étranger. En 1935, le chiffre atteignit 197 unités (616.384 tonnes), avec 123 pour l'Allemagne et 74 pour l'étranger. En 1936, c'étaient 349 navires (1.095.821 tonnes), soit 228 pour l'Allemagne et 121 pour l'étranger.

De même l'apport actif ordinaire de la navigation maritime au bilan allemand atteste une augmentation. De 213 et 219 millions de marks en 1933 et 1934, il se chiffrait par 232 millions de marks en 1935. La situation économique des armateurs s'est largement améliorée en 1936. De 213 millions en 1933, l'actif est monté à 303 millions. Les recettes du fret ont accusé une progression de 321 millions à 410 millions de marks.

Différentes personnalités dirigeantes de la navigation maritime allemande se sont prononcées dans ces derniers temps sur la politique de nouvelle construction

et d'organisation de la flotte de commerce. Le conseiller d'Etat Essberger, chef du groupe des communications par mer, a indiqué la reconstruction de la flotte comme le but le plus prochain de la navigation allemande, en exprimant que cette navigation doit recouvrer sont état d'avant-guerre (5,4 millions de tonnes, soit alors 11,3% de la flotte de commerce du monde).

Ce but est donc véritablement élevé, si l'on réfléchit que les conditions du commerce extérieur ont subi un changement considérable depuis le temps d'avant-guerre. Mais l'importance d'une puissante navigation propre est sans contredit plus grande actuellement que jamais pour la question des devises. Dans le cadre du nouveau plan de quatre ans, la navigation a pour important devoir non seulement d'épargner des devises par l'augmentation des moyens de transport propres et de leur substituer la monnaie nationale, mais encore celui d'en procurer un supplément.

Ce n'est pas très facile. Le chef de la navigation n'a pas caché les difficultés qui se présentent. Ce sont d'abord des questions financières, — les possibilités de rapport de la navigation étant toujours tellement restreintes, que des excédents pour un placement en de nouvelles constructions n'existent que dans une faible mesure — et en second lieu, l'essor actuel des constructions navales fait que beaucoup de chantiers ne peuvent plus accepter de commandes à court terme. Les constructions navales sont certainement aujourd'hui une des branches les plus marquantes de la conjoncture, accaparées qu'elles sont par la construction pour le compte de l'étranger, en dehors des besoins de la défense et des nécessités d'augmentation de la flotte de commerce. Etant donné la situation effective de l'économie allemande extérieure, il est incontestablement heureux que la construction de navires de qualité puisse participer dans une pareille mesure à l'exportation, même si l'entrée de devises ne devait pas être trop forte. D'un autre côté, une différence sensible se manifeste, par exemple, avec les constructions navales de la Grande-Bretagne. L'activité des chantiers — aussi bien pour la flotte de guerre que pour la flotte marchande — a considérablement augmenté en Angleterre. Mais là les armateurs nationaux tiennent presque exclusivement le rôle de commettants, car dans les commandes aux chantiers britanniques, 930.000 tonnes environ en ce moment, quelques-unes seulement, soit 30.000 tonnes, concernent des commandes étrangères.

Le D[r] Hoffmann, de la *Hapag*, a complété le programme de M. Essberger par des explications sur la politique des nouvelles constructions. Ces explications concordent entièrement avec les principes de la communauté d'efforts telle que l'Allemagne la conçoit dans le domaine économique. Le D[r] Hoffmann dit entre autres:

«La navigation allemande est après comme avant hostile à la subvention de l'Etat. En dépit des difficultés de la situation, elle cherche à résoudre par ses propres forces tous les problèmes, maintenant que le nouveau règlement des deux dernières années dans l'organisation et dans les finances lui laisse les mains libres pour son propre travail. Le premier problème dont elle s'est occupée est la question du renouvellement de la flotte, dont la solution est en marche grâce à une série de commandes déjà passées. Pour ces constructions, la navigation allemande se guide uniquement d'après des principes de saine économie et de nationalité. Elle ne se berce pas de motifs de prestige fantastiques en construisant des bateaux géants (*Crackschiffe*), mais, économiquement raisonnable, elle commande de nouvelles constructions de dimensions et d'une vitesse s'adaptant aux régions pour lesquelles ces constructions sont destinées. Le but final est une flotte de haut rendement, parcourant un réseau de lignes dont le plan d'ensemble et les particularités répondent aux nécessités du commerce extérieur allemand et à celle du trafic outre-mer.

Les principes d'une politique constructive systématique sont sains, et profiteront sûrement à l'utilité de la navigation allemande comme à celle de l'économie. C'est méconnaître les intentions allemandes que de rester depuis longtemps déjà dans l'attente que les armateurs allemands du nord de l'Atlantique répondront, par des constructions analogues, à celles de haut prestige de la France et de l'Angleterre («Normandie», «Queen Mary» et leurs émules futurs).

Certes, après la guerre, l'Allemagne marqua un nouveau et décisif progrès par la construction du «Bremen» et de l'«Europa» afin de regagner dans la plus large mesure possible sa position d'avant-guerre dans cette partie de l'Atlantique. Mais les deux navires furent construits par le *Norddeutscher Lloyd* sans la moindre subvention ni crédit de l'Etat ou assistance quelconque, et leurs dimensions et leur vitesse furent maintenus dans des limites rendant un bon rapport vraisemblable. Ces calculs se sont révélés parfaitement justes. L'Allemagne se trouvait alors privée de toute sa flotte d'outre-mer, et de nouvelles constructions s'imposaient en quelque sorte. Les armateurs allemands se résolurent donc à des efforts concluants. Les navires en question existent encore aujourd'hui et la faveur dont ils jouissent auprès du public voyageur témoigne qu'ils n'ont rien perdu de leur force attractive. Il n'est donc pas besoin de remplacer les bateaux actuellement en service par de nouveaux dont la construction ne pourrait être motivée que par des considérations de prestige telles que celles ayant inspiré à l'Angleterre de surpasser la «Normandie». L'Allemagne a des tâches nationales plus importantes à remplir, et pour cette raison, la politique constructive de ses armateurs est réglée par les besoins généraux et économiques du pays.»

L'aviation civile

Lorsqu'en 1932, à l'occasion d'une de ses tournées électorales par avion, Hitler, à l'aéroport de Tempelhof, demanda au directeur de la *Lufthansa Allemande*, pourquoi il n'existait encore que si peu des nouveaux appareils Junker Ju 52 à trois moteurs, il lui fut répondu que cela tenait au manque de fonds nécessaires. Le Führer se contenta alors de dire: «*Attendez un peu que nous soyons au pouvoir, il y aura alors assez d'argent pour de nouveaux avions.*»

Cette prophétie ne devait pas tarder à se réaliser. La fondation du Commissariat du Reich pour le service aérien, devenu plus tard le ministère de l'Air, ouvrit la voie, après que le Führer, le 30 janvier 1933, eût confié la direction de ce service à son fidèle compagnon de lutte, Hermann Goering. Celui-ci désigna alors la Lufthansa comme le «noyau» de l'aviation allemande, car au temps de la détresse économique et de l'éparpillement politique, en dépit de toutes les résistances et dans le cadre du possible, la Lufthansa avait entamé une œuvre pouvant servir de point de départ à un travail plus étendu, une fois l'aviation mise à la place qui lui convient.

L'effet des mesures méthodiques du Führer se manifesta déjà dès les premiers mois. Le réveil général de l'économie détermina un fort accroissement du chiffre des transports. Mais le plus important fut que désormais, le trafic aérien et sa politique devinrent l'objet de visées plus lointaines; par là naquit la possibilité d'un développement de vaste envergure. Le nombre des voyageurs transportés de 1932 à 1936 permet de se faire une image de ce mouvement ascendant. C'est ainsi qu'en 1932, les appareils de la Lufthansa transportèrent en tout 71.000 passagers. Ce chiffre atteignit 100.000 en 1933, 135.000 en 1934, 175.000 en 1935 et même 232.000 en 1936, année des Jeux olympiques. Le premier mois du service aérien d'été pour 1937 atteste sur l'année précédente une augmentation nouvelle de 30 à 40% du nombre des passagers.

Cet essor vraiment extraordinaire avait été précédé d'un plan mûri d'organisation du trafic aérien en Europe. Le plan s'inspirait de la condensation du trafic sur les routes existantes et de l'augmentation considérable des vitesses, à laquelle on pourvut par la mise en service de machines à hauteur du progrès moderne. Le parc d'aviation de la Lufthansa fut depuis 1933 l'objet d'une transformation complète. Les différents types d'avions démodés disparurent peu à peu, pour faire place aux Junkers Ju 52, rapides et spacieux, appareils tout en métal, à trois moteurs, qui, en dehors des trois hommes d'équipage, peuvent transporter 17 passagers avec une vitesse moyenne de 240 à 250 kilomètres à l'heure. La Lufthansa se ménageait ainsi l'avion de transport le plus sûr du monde. Ce type de machine ne tarda pas à dominer toute l'aviation allemande, mais les Junkers Ju 52 furent adoptés aussi par des Compagnies d'aviation étrangères et mis en circulation sur leurs parcours.

Un avion, le Heinkel He 70, qui, en 1933, avait battu pas moins de huit records internationaux de vitesse, put déjà, en 1934, contribuer à une nouvelle accélération sur les lignes du trafic aérien allemand. Cette «machine-éclair» Heinkel, avec place pour quatre passagers et deux hommes d'équipage, et qui grâce à sa forme aérodynamique peut atteindre une vitesse maxima de plus de 350 kilomètres à l'heure, donna naissance à de parcours tout spécialement rapides, dits «routes-éclairs». L'aviation allemande du trafic s'enrichit d'une autre machine à parcours rapide également à un seul moteur et avec châssis escamotable, le Junker Ju 160, pouvant transporter 6 passagers.

Mais bientôt les machines au vol rapide se dévoilèrent trop petites. Il s'agissait de créer de nouveaux types réunissant à la haute vitesse des «machines-éclairs» le nombre des places disponibles des avions dits de grandeur moyenne. Le résultat de ces essais furent le Junker Ju 86 et le Heinkel He 111, à deux moteurs, tous deux mis en circulation pour la première fois en 1936, et affectés au transport de passagers. Leur équipage comprend deux personnes et ils ont place pour 10 passagers: tous deux ont comme avions à ailes surbaissées cantilever un châssis escamotable. Le Junker Ju 86 est équipé avec deux moteurs à huile brute du type Junkers Jumo 205, tandis que le Heinkel He 111 est mû par deux moteurs BMW-VI. *(Bayerische Motoren-Werke.)* La mise en circulation de ces machines rapides, qui atteignent des vitesses moyennes de 300 kilomètres à l'heure, marqua une accélération nouvelle sur les voies aériennes de l'Europe. (Voir fig. 114, 115.)

Conjointement avec le renouvellement du parc d'aviation, la sûreté du vol devint une question primordiale de l'aviation allemande. Le service météorologique et la T. S. F. rendirent possible un degré très élevé d'exactitude et de régularité dans l'observation des horaires. C'est ainsi que la Lufthansa put inaugurer et développer dans une mesure particulière le service de la poste aérienne et le service express, qui fonctionnent principalement la nuit. Alors qu'en 1932, les routes de nuit éclairées représentaient 1930 kilomètres, l'avènement du national-socialisme permit à la Lufthansa de porter ce chiffre à plus de 3.000 kilomètres. Les transports de nuit purent être par là considérablement augmentés, comme il ressort indubitablement des statistiques générales des diverses années. En 1932, par exemple, les avions postaux de la Lufthansa transportèrent en tout 389 tonnes, qui, en 1933, atteignaient déjà 468, puis montèrent à 748 en 1934, à 1.408 en 1935, et culminèrent en 1936 avec 2.409 tonnes.

La sûreté et le développement continuel du trafic aérien en Allemagne et en Europe, déterminèrent la Lufthansa à envisager en pleine confiance la possibilité d'un trafic mondial. Des années furent consacrées aux travaux préparatoires. Après des essais et des épreuves entrepris en 1933 par la voie sudatlantique entre l'Allemagne et l'Amérique du Sud, la Lufthansa réussit à créer une voie aérienne servant de prélude à tout le trafic aérien du monde: c'est l'ouverture, au mois de février 1934, de la première route régulière de l'air à travers l'Océan, le service postal: Allemagne—Amérique du Sud.

Tous les quinze jours d'abord, puis plus tard chaque semaine, des avions et bateaux volants allemands franchirent les milliers de kilomètres qui séparent l'Allemagne des Etats sud-américains; ils volèrent au-dessus de l'Atlantique méridional, et grâce aux points d'appui flottants installés pour eux, ils triomphèrent d'un océan qui jusque là formait un obstacle insurmontable au trafic aérien. (Voir fig. 117.)

Au cours de 250 vols, 13 millions d'envois postaux ont été transportés par les avions allemands au delà de l'Atlantique du Sud. Aujourd'hui, chaque avion allemand, s'il est catapulté d'un des points d'appui flottants pour reprendre son vol au-dessus de l'Océan, a à son bord de 60 à 70.000 envois postaux. Ce chiffre montre clairement à quelle tâche économique et politique en même temps, satisfait ce service postal qui rapproche deux nations séparées par l'immensité des mers.

Quarante heures déjà après que l'avion postal allemand a quitté le port d'aviation Rhin—Mein, à Francfort, le courrier atteint l'Amérique du Sud. Les envois sont ensuite transportés plus loin par les avions du Syndicat brésilien *Condor* le long de la côte américaine, à Buenos-Aires, et de là en survolant le continent sud-américain et les 6 à 7.000 mètres d'altitude des Andes, à Santiago de Chili, sur le bord du Pacifique. Par le parcours en quatre jours d'une voie de 15.300 kilomètres, la Lufthansa entretient le trafic aérien le plus rapide du monde. En y comprenant tous les arrêts, la vitesse moyenne obtenue est de plus de 150 kilomètres à l'heure, vitesse dont seuls encore les Français se rapprochent en ce qui concerne les parcours éloignés de cette nature avec leur service de l'Atlantique du Sud.

Le fort appui que la Lufthansa et l'aviation allemande ont trouvé auprès du gouvernement national-socialiste a rendu possible l'accomplissement d'une nouvelle tâche, plus importante encore, celle de la traversée de l'Atlantique du Nord et de sa conquête pour un trafic régulier par avion. Grâce aux remarquables expériences recueillies par les équipages des avions allemands lors des vols avancés au-dessus de l'Atlantique du Nord, vols exécutés de la catapulte des vapeurs allemands «Bremen» et «Europa», grâce aux expériences acquises au-dessus de l'Atlantique du Sud, mais aussi grâce à des constructions techniques géniales, telles que le point d'appui pour avions «Schwabenland» et les nouveaux Dornier Do 18, à moteur à essence lourde Junkers, deux bateaux volants «Aeolus» et «Zephyr» purent exécuter chacun, à l'automne de 1936, quatre voyages réguliers, aller et retour, en survolant la route si difficile de l'Atlantique du Nord. Là encore, la Lufthansa a accompli un nouveau travail de pionnier[1]). (Voir fig. 118.)

En même temps que se déroulaient les vastes plans d'organisation du trafic aérien sur les voies lointaines, on vit aéronautique allemande se développer à l'intérieur du réseau européen. Sur un grand nombre de routes, précédemment parcourues une seule fois par jour, on put établir deux, trois liaisons et même davantage, comme par exemple avec Hambourg, but de six liaisons quotidiennes, aller et retour. Des parcours nouveaux ont été ouverts. C'est ainsi que les lignes de la Lufthansa conduisent aujourd'hui vers le nord à Copenhague, à Gotenburg, à Oslo, à Malmö, à Stockholm et à Helsinki; vers l'est, à Riga, à Kaunas, à Moscou et à Varsovie; vers le sud, à Prague, à Vienne, à Rome, à Genève, à Marseille, à Burgos et à Lisbonne; vers l'ouest, à Paris, à Bruxelles, à Amsterdam et à Londres. On s'envole le matin d'Athènes ou de Moscou, et l'on débarque le même soir déjà à Londres. Des routes de 600 à 700 kilomètres sans arrêt ne sont plus une rareté. Vers Stockholm, l'avion abat même régulièrement presque 1.000 kilomètres en quatre heures, mais la plupart du temps, le parcours s'effectue plus rapidement encore.

Le rendement du trafic aérien allemand pendant les années du gouvernement national-socialiste est monté de 7,7 millions en 1932 à 14,8 millions en 1936, c'est-à-dire qu'il a presque doublé. Si pendant ce temps, le nombre des passagers a plus que triplé, cela tient d'une part à la mise en circulation de machines plus grandes, et d'autre part à l'agencement toujours meilleur des places à la disposition des passagers. L'emploi sans cesse croissant de l'avion comme moyen le

1) Tout récemment, la Lufthansa a mis en service le navire à moteur «Friesenland» comme quatrième point d'appui flottant pour avions. Alors que les deux premiers navires, le vapeur «Westfalen» et le bateau à moteur «Schwabenland» sont des cargos transformés, le navire à moteur «Ostmark», achevé l'année dernière, représente le premier navire spécialement construit pour le service aérien civil de l'Océan. Le «Friesenland», adopté maintenant par la Lufthansa comme point d'appui d'aviation, a fait l'objet, par rapport à «l'Ostmark», beaucoup plus petit, d'une série de perfectionnements et d'innovations nécessaires en raison des conditions spéciales auxquelles le navire doit satisfaire. Le «Friesenland» sera envoyé dans l'Atlantique du Nord, tandis que «l'Ostmark» assure le service postal de l'Atlantique du Sud et se trouve stationné sur les côtes de la Gambie, en Afrique occidentale.

plus rapide de voyage et de transport n'est pas seulement un signe de l'assainissement progressif de l'économie allemande, il montre aussi combien l'idée de la navigation aérienne, grâce à une éducation et à un encouragement méthodiquement poursuivis, mais surtout grâce à l'exemple des hommes d'Etat employant ordinairement l'avion, a pénétré dans les sphères les plus étendues du peuple allemand.

Les mesures du gouvernement du Reich ont eu en outre pour effet que désormais le trafic aérien est devenu un réel auxiliaire de l'économie allemande, et par suite de l'économie individuelle. L'avion remplit hors des frontières du Reich et au delà des océans la mission de représentant de son pays et d'interprète de la volonté créatrice de la nouvelle Allemagne.

XIII.

La Politique agraire et de l'alimentation

Nous abordons maintenant une autre partie de l'économie allemande, celle de l'agriculture, qui marque la plus forte évolution dans le IIIe Reich. Pour apprécier comme il convient l'œuvre d'assainissement du national-socialisme dans ce domaine, il convient de jeter un regard en arrière sur les conditions existant avant la prise du pouvoir.

On peut affirmer sans exagération, que des années 1929 à 1932, la population rurale allemande se trouvait en complet désarroi. La détresse affligeait la campagne, le poids de 12 milliards de marks de dette accablait le paysan, l'invasion générale de l'importation étrangère rendait difficile l'écoulement des produits, et les prix subissaient une baisse telle que la culture couvrait à peine ses frais. Le fardeau des intérêts de cet endettement formidable annihilait en 1932 presque 20% de la valeur de toute la production agricole de l'Allemagne. Les ventes aux enchères étaient à l'ordre du jour, et en 1931—32, 17.157 biens-fonds pour une superficie de 462.485 hectares de terres arables subirent cette mise à prix forcée. La superficie des terres ainsi soumises à l'encan, de 1924 à 1933, correspond à celle cultivée dans le pays de Thuringe. Les créanciers arrachèrent à l'étable du paysan sa dernière vache en garantie. Dans sa détresse extrême, le paysan désespéré leva l'étendard de la révolte, et des troubles éclatèrent dans presque toutes les parties du Reich. Des gens de la campagne émigrèrent dans les villes et dans l'industrie, mais avec le résultat de s'y trouver sans travail au bout de peu de temps.

Personne ne voulait plus se réclamer de l'état de cultivateur, méprisé et économiquement condamné à périr. L'agriculture n'était pas, même avec la meilleure volonté, en état de nourrir le peuple entier avec les produits de son propre sol, fût-ce même parcimonieusement. Elle était divisée en groupes innombrables, qui représentaient uniquement les intérêts particuliers des milieux adhérents. Les uns ne se préoccupaient que de la hausse du prix des porcs, sans aucun souci de la baisse illimitée de celui de la pomme de terre, les autres n'envisageaient qu'un prix élevé des céréales, indifférents qu'ils étaient à la ruine des prix des porcs et des pommes de terre. Des organisations par centaines, issues après la guerre mondiale avec un but égoïste, représentaient les paysans allemands, souvent en guerre entre eux, loin de tirer tous sur la même corde et de former une communauté profitable à l'agriculture en détresse.

Les prix étaient dictés par la bourse, qui empochait les hauts bénéfices, sans souci du sort du paysan chassé de sa maison et de sa ferme, ni du tourment de

la faim chez le travailleur. On spéculait sur le bien le plus précieux du peuple, sa nourriture.

Sauver le cultivateur allemand était, comme nous l'avons exposé précédemment, un des plus urgents devoirs qu'Hitler posa comme base de son programme, conjointement avec l'autre grand devoir, la suppression du chômage. «*Le paysan est le fondement de l'Etat*» (Hitler).

Pour le national-socialisme, le paysan est bien en effet la base fondamentale de la vie publique, l'artère de l'alimentation du peuple; en effet les villes, et surtout les grandes cités, en raison du nombre décroissant des naissances, ne sont pas en état de se soutenir elles-mêmes. C'est de la campagne que leur vient un accroissement de population. Le maintien en bonne situation de l'agriculture est également la première condition pour la prospérité de l'industrie, pour le commerce intérieur et pour l'exportation. Il fallait donc remettre cette agriculture en état de produire autant que possible du propre sol, afin de libérer l'Allemagne de la dette étrangère, suite de la forte importation de produits alimentaires. Mr. R. Walther Darré, chef des paysans et ministre de l'Agriculture[1]), a dit une fois que l'assurance de l'alimentation est la condition préalable d'une saine politique extérieure, ce qui signifie tout simplement qu'une politique extérieure ne saurait exister sans la marche parallèle d'une politique agraire. Le paysan allemand avait le droit d'obtenir pour ses produits des prix lui permettant avant tout de continuer la culture. Il fallait mettre un terme à l'endettement perpétuel, les ventes aux enchères par suite de faillite devaient cesser, le taux des intérêts devait être fixé assez bas de sorte que la grande partie des recettes ne fût pas gaspillée pour le seul service de la dette.

L'agriculture étant une branche vitale de l'économie populaire, le paysan doit, dans la conception nationale-socialiste, servir au bien de tout le peuple allemand, et surtout lui assurer la base fondamentale de sa nourriture. «*Peut être considéré comme paysan*, pour parler avec le ministre Darré, *celui qui grâce à l'hérédité de sa race, fait fructifier le fond et le sol de sa terre natale, et considère son activité comme un devoir envers les siens et envers son peuple.*» L'agriculture endosse par là une lourde tâche, mais en même temps elle a le droit de revendiquer la protection de l'Etat pour son foyer et pour ses produits. Cette protection doit s'étendre en premier ressort à la propriété rurale, puis à la race, aux enfants et aux petits enfants. Mais l'Etat doit en outre protéger l'agriculture contre la spéculation sur les denrées alimentaires les plus importantes pour la nourriture du peuple, en fixant des prix fermes à des produits déterminés.

La Corporation alimentaire du Reich

Pour bien comprendre la politique agraire allemande, l'étranger ne doit pas oublier que l'Allemagne, placée au cœur de l'Europe, avec un climat relativement dur, avec un sol défavorable en maints endroits, et une population de 138 habi-

1) Sous le nom de paysans, on comprend en Allemagne toute la population rurale, cultivateurs et fermiers.

tants par kilomètre carré, se trouve dans des conditions toutes différentes de celles d'autres pays.

Les trois piliers fondamentaux de la politique agraire du IIIe Reich sont: *la loi sur la Corporation alimentaire du Reich, la loi sur les successions dans le domaine rural, et la règlementation du marché.*

De même que la formation du Front du travail allemand a rassemblé en une organisation unique tous les citoyens de l'économie industrielle «créateurs», de même la loi du 13 septembre 1933 sur la Corporation alimentaire du Reich *réunit* tous les paysans et les agriculteurs sous la direction unique de cette corporation. Un grand nombre d'organisations agricoles existantes se trouvèrent par là supprimées, et le paysan comme l'agriculteur furent arrachés à la ferme isolée, et incorporés dans un ensemble où ils peuvent être appelés à d'importants devoirs, comme par exemple la lutte pour la production, dont il sera parlé plus tard.

La loi sur la Corporation alimentaire du Reich n'institue pas une dictature bureaucratique, car les chefs campagnards exercent leur activité officielle à titre honorifique, tout en demeurant des paysans et des agriculteurs. Il ne peut donc exister aucun antagonisme entre les chefs et leur suite, et toutes les mesures à prendre sont toujours mises à exécution avec la participation des chefs eux-mêmes. La corporation, déclarée de droit public, est une organisation obligatoire pour ses membres, et est soumise au contrôle de l'Etat. Elle est loin de représenter les intérêts d'une seule classe ou de devoir les représenter plus tard. C'est pourquoi elle ne comprend pas seulement le groupe producteur, c'est-à-dire l'agriculture, mais elle comporte également tous les groupes de l'économie auxquels incombe le soin de l'alimentation du peuple. Il s'agit des groupes qui ont à travailler et à façonner la production, et de ceux qui ont à répartir les produits alimentaires parmi les consommateurs. La Corporation alimentaire du Reich est donc une corporation de producteurs, de travailleurs et de répartiteurs.

A la tête de cette corporation siège le chef des paysans. Il est assisté d'un conseil d'agriculture du Reich. Il a immédiatement sous ses ordres un état-major ayant mission de tracer les lignes générales et les devoirs de la direction, et un bureau d'administration pour l'exécution en détail sous la surveillance d'un inspecteur général.

La Corporation alimentaire du Reich comprend 20 cercles agricoles placés sous un chef de cercle et un commissaire local; ces cercles sont subdivisés en districts ruraux et en localités rurales. Les chefs de localité rurale se tiennent en contact immédiat avec chaque cultivateur. Finalement, la corporation a également sous sa coupe les écoles de paysans, les écoles d'agriculture et les services de l'élevage.

La Succession rurale héréditaire

La loi sur la «ferme héréditaire», entrée en vigueur le 1er octobre 1933 et dont la promulgation a soulevé un si grand intérêt en Allemagne et à l'étranger, n'est nullement une innovation, mais n'a fait que confirmer légalement une antique coutume allemande, expérimentée au cours des siècles. Ainsi que le proclame le texte de la loi, et comme nous avons eu déjà occasion de le signaler au chapitre consacré à la politique démographique, le gouvernement national-socialiste veut maintenir la classe agricole comme source vitale du peuple allemand, en assurant cette antique coutume. Les fermes doivent être protégées contre l'endettement et le morcellement en cas de succession, afin qu'elles demeurent en permanence héritage de la famille aux mains de paysans libres.

Il s'agit d'assurer une saine répartition des grandes propriétés rurales, qui égalise le plus équitablement possible sur toute la contrée les petites et moyennes propriétés en état de se soutenir, garantie la meilleure pour la conservation du peuple et de l'Etat. La loi de ferme héréditaire stipule en outre qu'une propriété rurale et forestière d'une superficie d'au moins 9 hectares (*Ackernahrung*) et de 125 hectares au plus, est propriété légale de succession si elle appartient à une personne capable de la cultiver. Le propriétaire d'un pareil bien est appelé cultivateur. Ne peut être cultivateur qu'un Allemand de nationalité, de sang, de race, et d'une honorabilité parfaite. *La propriété de succession passe sans partage aux héritiers directs.* Les droits des cohéritiers se bornent au reste de la fortune du cultivateur. Les descendants non appelés à la succession reçoivent une instruction professionnelle et une dotation en rapport avec la capacité productive de la propriété; s'ils sont tombés dans le besoin sans leur faute, il leur est assuré les moyens de regagner la terre natale. Le droit à la succession peut être éteint ou limité par décret en cas de décès. *La propriété est fondamentalement inaliénable et imprescriptible.*

La loi n'est pas d'une rigidité absolue, mais prévoit la possibilité de reconnaître dans des cas spéciaux comme propriété de succession, une propriété plus grande que celle prévue. Le sol, le climat et la durée de la propriété servent de règle à cet égard.

Une crainte a été formulée de différents côtés, celle que la loi de succession favorise l'héritier direct au détriment de ses frères et sœurs ou inversement, et que les autres enfants en éprouvent un préjudice. On répond à cela en Allemagne que le cultivateur assume, avec la propriété de succession, non seulement des droits, mais aussi des obligations, car on vient de voir que les cohéritiers, donc les frères et sœurs du propriétaire, forcés de céder la place, ont droit à un soutien, à une éducation et à une instruction professionnelle. De même en cas où les enfants se rendent autonomes, ils ont droit à une dotation et à un trousseau en rapport avec la propriété.

Les 700.000 propriétés reconnues jusqu'à présent comme fermes héréditaires constituent le début et le noyau d'une nouvelle disposition du sol, répondant à l'esprit du national-socialisme, à savoir la réunion effective en communautés dirigées en vue de la communauté du peuple.

La règlementation du Marché

La règlementation du marché ne pouvait trouver place qu'après l'organisation de la population rurale et de l'institution de la propriété de succession, car ce règlement rend possible de mettre un terme au système intenable de fixation des prix et de la vente, par l'établissement de prix fermes et raisonnables en même temps.

Si l'offre et la demande déterminaient précédemment les prix, on leur a substitué maintenant les mots «besoin» et «couverture du besoin». Le jeu variable de la bourse ne sert plus aujourd'hui de critérium à la fixation des prix, pour accabler le cultivateur, d'une part, et le consommateur, de l'autre. Le nouveau règlement allemand du marché peut être considéré comme une mesure économique obligatoire, par laquelle s'effectue une répartition systématique de la marchandise existante. Grâce à la certitude des prix il n'entrave pas non plus l'initiative privée, mais encourage la production, garantit l'alimentation, et protège le consommateur contre des prétentions exagérées. Il élimine la spéculation sur les denrées destinées à la nourriture du peuple, sans empêcher pour cela la saine concurrence, c'est-à-dire la concurrence dans la production.

Pour obtenir un règlement efficace du marché, il est nécessaire, d'après le point de vue national-socialiste, que le prix fixe soit au moins assez élevé pour couvrir les frais de production de l'agriculture, et pour assurer en outre la marche régulière de l'exploitation agricole. Mais ce prix doit être en même temps assez modéré pour que le consommateur ne soit pas exploité, et puisse compter sur des prix invariables, répondant à son propre revenu. La stabilité des prix est en effet décisive, et c'est pourquoi l'on s'efforce d'établir également des prix fermes qui doivent autant que possible demeurer valables pendant une longue période de temps. C'est ainsi, pour citer quelques exemples, que les prix du pain, du lait et du beurre sont demeurés les mêmes en Allemagne depuis des années.

On a également fixé les prix des vivres dans le commerce d'entrepôt, de même que pour le traitement et le façonnement. Cela n'implique aucunement une suppression du commerce intermédiaire lui-même, dont l'existence s'est révélée absolument légitime comme mode de répartition privée; mais les milieux intéressés se trouvent écartés par là de toute possibilité de spéculation.

Outre cette question des prix, la règlementation du marché satisfait à d'autres tâches importantes, telles que la régularisation du processus de répartition et du façonnement et aussi celle de la vente, ce moteur permanent de la production; la garantie d'écoulement, jointe à la fixité des prix, assure en effet la stabilité nécessaire de l'exploitation, stabilité sans laquelle un accroissement de la production serait impossible à la longue.

La «Bataille pour la production»

Une fois l'état des ruraux organisé, la propriété de succession établie et le marché mis en ordre, l'agriculture pouvait être appelée à la bataille pour la production, dont le résultat final est d'une importance décisive pour l'avenir de l'Allemagne.

Une année à peine depuis la prise du pouvoir, à l'occasion de l'assemblée des paysans à Goslar, au mois de novembre 1934, le chef des paysans du Reich put faire appel à leur patriotisme en imposant le devoir de tirer le plus possible du fonds et du sol. La propagande nationale-socialiste mit tout en œuvre, des réunions par centaines de mille furent organisées, la presse entière, la radio, le film, la littérature, et tout ce qui peut autrement servir à la propagande, concoururent à cette campagne en vue de poursuivre le but partout et sans répit. La population rurale a répondu pleinement à cet appel, et les résultats obtenus ont été plus que satisfaisants.

Dans le domaine des plantes oléagineuses et textiles, par exemple, la culture a décuplé et est même devenue vingt fois plus forte pour d'autres produits. L'Allemagne est complètement en état de couvrir ses propres besoins en lin sur son seul territoire. La récolte des céréales en 1935 a fourni 400.000 tonnes de plus que l'année précédente, en dépit de la diminution des surfaces arables, et un million de tonnes de plus en 1936. L'élevage du mouton s'est multiplié, la production de lait a augmenté, et les efforts en vue de créer un fourrage propre à l'agriculture, afin de se rendre indépendant du fourrage étranger, trop riche en albumine, sont avancés.

Pendant l'année agricole 1935-36, dans les campagnes bavaroises, les cuves de fermentation du fourrage, qui constituent la base la plus solide d'engrais pour l'agriculture, sont passées de 220.000 à 830.000 mètres cubes. Le contrôle du lait, en vue de faciliter une production plus forte, a été étendu. Dans les campagnes de la Saxe-Anhalt, le nombre des vaches soumises au contrôle, de 16,7% en 1932, s'est élevé à près de 50% jusqu'au mois d'octobre 1936.

Au mois de février 1933, on comptait 23.049 chômeurs dans l'agriculture et dans le service forestier; ce chiffre était déjà tombé à 39 au mois de septembre 1935, et pendant l'été de cette même année, on ne parvint plus à couvrir les besoins de forces de travail. Pour atteindre l'augmentation nécessaire, l'agriculture dut mettre à la disposition un grand nombre de travailleurs supplémentaires, qui fut cependant loin de suffire.

De fortes sommes furent dépensées pour se procurer les moyens d'exploitation indispensables, tels que les engrais chimiques, dont l'emploi s'accrut d'environ un tiers, les machines, dont l'achat, de 80 millions en 1932, s'éleva à 240 millions de marks jusqu'en 1935, et les cuves de fermentation du fourrage (capacité en 1934 = 2,3 millions de mètres cubes, en 1936 = 5 millions) etc.

C'est ainsi que l'agriculture a pu non seulement enregistrer de grands succès dans la bataille pour la production dans son propre domaine, mais a encore fortement enrichi la vie économique d'un grand nombre d'autres branches d'exploitation. Un des buts de la Corporation alimentaire du Reich est en effet de stimuler la production de machines agricoles, de s'adapter aux conditions des grandes exploitations et de la production agricole, et de faciliter ainsi l'emploi de machines aux petits cultivateurs et agriculteurs.

La récente quatrième exposition d'alimentation du Reich, à Munich, a offert l'occasion de constater les énormes progrès réalisés au cours de ces quatre années. Cette exhibition a fournit un témoignage vivant du degré d'intensité qu'a atteint l'agriculture allemande. Le rapport moyen des froments dans le Reich comporte par hectare 21,6 quintaux.

Ce serait une erreur de prétendre que l'Allemagne a déjà rempli complètement son programme agraire; on doit cependant reconnaître que le nouveau gouvernement a su, en un temps relativement court, non seulement pousser sa tâche d'assurer l'alimentation du peuple, mais encore l'accomplir jusqu'à 80%, ainsi

que l'a proclamé le ministre Darré dans son discours à l'occasion de l'exposition de Munich.

Le mérite de ce succès revient incontestablement à la nouvelle conception du rôle du peuple, et à la situation qui en résulte pour les agriculteurs dans ce cadre, mais ce mérite revient quand même en grande partie au chef des paysans du Reich, qui a réussi à pénétrer moralement et économiquement la population des campagnes, complètement démoralisée, d'un esprit propre à lui faire volontairement endosser les devoirs si pénibles de la lutte pour la production.

La ménagère allemande, elle aussi, a été gagnée à cette lutte, ou, pour mieux dire, à la bataille pour l'épargne. La «campagne contre la perte», *(Kampf dem Verderb)* a déterminé une propagande active et efficace en faveur de la mise en valeur des produits des champs dans le ménage, et pour leur protection contre le gaspillage et contre la destruction.

Etablissement de nouveaux domaines ruraux

Un autre effort de la politique agraire nationale-socialiste vise surtout à installer le plus grand nombre possible de nouveaux domaines ruraux, de l'étendue d'au moins 9 hectares, dans les territoires de population clairsemée, afin d'assurer par là à l'agriculteur l'existence par un bien à lui. Ces efforts ont été poursuivis méthodiquement et par trois voies différentes; tout d'abord par la mise à la disposition de la grande propriété foncière privée, après un achat régulier, et par celle des possessions domaniales. Une loi spéciale, la loi de colonisation intérieure du Reich, rend possible la libre disposition de 1,7 million d'hectares, chiffre rond, en faveur de l'installation de nouveaux cultivateurs. (Voir fig. 121, 122.)

La seconde voie adoptée est celle de la mise en valeur de régions incultes et de marais, surtout de ces derniers, car l'Allemagne compte peu de régions incultes. Des hommes du Service de travail du Reich sont employés au dessèchement de vastes surfaces marécageuses, et cela avec succès, ainsi que nous le verrons dans les pages qui suivent. La surface arable totale de l'Allemagne comprend 30 millions d'hectares, chiffre rond; on peut estimer à 2 millions d'hectares les terres marécageuses et les régions incultes se prêtant à la culture.

Une énergie et une tenacité indomptables ont rendu possible la troisième alternative, le gain d'un sol nouveau arraché à la mer par la construction de digues. Déjà en 1935, le Koog-Adolf Hitler, d'une superficie de 1.334 hectares, et le Koog-Hermann Goering, avec 550 hectares, purent être inaugurés, ce qui permit d'y établir près de cent fermes héréditaires. Un programme de 50 années laisse espérer sur la seule côte occidentale du Schleswig-Holstein un gain de plus de 100.000 hectares arrachés à la mer du Nord.

La Pêche en mer

Contrairement à beaucoup d'autres nations, l'Allemagne a reconnu trop tard les avantages précieux des produits de la mer et l'importance de la pêche maritime comme mode d'alimentation.

Cette pêche avait déjà sa tradition dans l'antiquité et au moyen âge. Caton raconte qu'une fois, à Rome, une barbue rapporta 250 thalers. Le poisson n'était alors qu'une friandise sur la table de quelques privilégiés. L'empereur Domitien convoqua un jour le sénat afin de discuter dans quel récipient on pourrait faire cuire, sans le partager, un gigantesque turbot, et comme on ne parvenait pas à en trouver un suffisant, l'empereur fit fabriquer un vase spécial par un potier. Les salles à manger des riches Romains étaient traversées par des ruisseaux d'une clarté cristalline, ce qui permettait de pêcher les poissons à la main.

Toutefois, jusqu'au 19ième siècle, la pêche en mer demeura un rêve irréalisable pour les pays sans côtes. On ne connaissait que le chétodon et la morue de Norvège, séchés sur le rocher et à l'air, et devenus populaires en Allemagne par l'institution des jours de jeûne. Il y a encore 50 ans à peine, le premier voyage d'un vapeur de pêche en Islande fut regardé comme une aventure presque vouée d'avance à l'insuccès. Par contre, aujourd'hui, la pêche en haute mer n'est plus une entreprise étrangère à l'idée de communauté du peuple, car elle prend soin, en produisant les quantités suffisantes, de faire du poisson un élément important de l'alimentation.

Avec la société allemande de pêche en haute mer, *Nordsee*, l'Allemagne possède de fait la plus grande entreprise du monde en ce genre, bien que la flotte de pêche allemande demeure de beaucoup inférieure numériquement à celle de l'Angleterre. Les vapeurs de pêche allemands sillonnent les mers les plus dangereuses, car à l'inverse des nations de l'Europe septentrionale pratiquant la pêche et possédant sur leurs côtes à l'intérieur de la zone permise de nombreuses et abondantes pêcheries, les Allemands sont obligés de se porter au delà de l'Islande jusqu'à l'Ile aux Ours.

La politique nationale-socialiste d'alimentation n'a pas négligé ce soin complémentaire et additionnel de l'approvisionnement en viande; il a fait davantage en encourageant la pêche et en établissant un règlement du marché. La consommation totale de poisson, avec 11 kilos par tête en 1934, comporte un tiers de la consommation de viande (? kilos par tête). Le progrès réalisé ressort des chiffres suivants: alors qu'en 1933 la production totale s'élevait à 2,67 millions de quintaux, elle atteignait en 1936 5,9 millions, pour une valeur de 105 millions de marks.

La pêche allemande en mer peut se répartir en quatre groupes: 1) La flotte de vapeurs de pêche avec 350 bateaux. 2) La pêche sur les bancs, avec 170 bateaux, où se pratique la pêche du hareng à l'aide de filets; 3) La pêche côtière avec 1.200 bateaux; 4) La pêche en haute mer, avec 145 barques, la plupart équipées avec des moteurs.

Pour cette branche d'économie alimentaire, il est prévu d'ailleurs un développement de vaste envergure, car, selon la parole du ministre Goering à Wesermünde à l'occasion du 50ième anniversaire de la pêche allemande en haute mer, son travail, son succès et son rendement sont d'une grande valeur pour le plan de quatre ans, dont l'exécution lui a été confiée par le Führer.

«La pêche à l'intérieur du pays, et aussi la pêche côtière, si importantes qu'elles soient, ne sauraient constituer un facteur décisif; le centre de gravité repose uniquement sur la pêche en haute mer. Les quatre dernières années lui ont imprimé un vigoureux essor. Nous devons viser dès maintenant à atteindre la limite du possible au cours des

quatre prochaines années. Je mettrai à cet effet à la disposition tous les moyens nécessaires.»

Mr. Goering ajouta qu'il sera donné un développement de plus en plus fort à la pêche en haute mer, que vient de compléter la pêche de la baleine; on ne négligera rien pour rehausser ses prestations et son rapport. Une propagande efficace a été inaugurée auprès des ménagères, avec le mot d'ordre: «*Le poisson est sain et aide à l'économie de devises; achetez du poisson au lieu de viande.*» Afin de seconder cette propagande, les étudiants ont organisé récemment une «journée du poisson» à laquelle a pris part le recteur de l'université de Berlin lui-même.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'Oeuvre du secours d'hiver a distribué une grande quantité de poissons.

Pour l'indépendance du Reich dans la question de l'alimentation

La nouvelle Allemagne a fait un grand progrès dans son effort pour se rendre indépendante de l'étranger en matière d'alimentation. Les récentes mesures en faveur de l'agriculture, prises par le délégué à l'exécution du second plan, donneront une puissante et nouvelle impulsion à ces efforts. On sait qu'un milliard de marks ont été mis jusqu'en 1940 par le Reich à la disposition en vue de réaliser une amélioration du sol sur une surface de deux millions d'hectares. En outre, des moyens en conséquence sont prévus pour le curage des champs et la transformation des prairies. D'autres mesures importantes sont encore prévues pour rehausser l'activité agricole. C'est ainsi, par exemple, que les prix des engrais azotés ont diminué de 30%, et ceux des engrais à la potasse, de 25%.

Les prix des pommes de terre pour l'industrie furent rehaussés de 17 à 20 Pfennigs et ceux des seigles de 16 à 18 marks par quintal. Le Reich mit à la disposition, pour toutes les petites exploitations, des crédits à moyen terme, et la surveillance économique des fermes héréditaires fut étendue à toutes les exploitations agricoles. Finalement, une allocation de 1.800 marks, avec six années de retour, fut faite pour la construction de logements destinés aux ouvriers de la campagne, et de plus fortes sommes encore furent allouées pour l'achat de machines.

Un gage de succès s'offre encore avec le changement qui s'est opéré pendant ces quatre années dans la mentalité des ruraux: la preuve en est l'enthousiasme avec lequel ils accourent chaque année par centaines de mille sur le Bückeberg, pour y fêter la moisson et rendre hommage au Führer. C'est là en réalité une des démonstrations les plus grandioses de l'Allemagne nationale-socialiste, démonstration à laquelle, comme à la journée du parti à Nuremberg et pour rehausser encore la solennité de cette fête, sont invités le corps diplomatique, la presse, et les plus hautes personnalités de l'Etat et du parti. Hitler prend à cette occasion contact immédiat avec la population agricole, rassemblée des régions les plus différentes du Reich. Des détachements de l'armée exécutent des manœuvres qui soulèvent un enthousiasme indescriptible, preuve du lien étroit qui unit l'Allemagne militaire à celle des campagnes.

C'est un spectacle vraiment grandiose que celui de ce million de campagnards aux costumes pittoresques, le bras droit levé vers la tribune d'honneur, d'où Hitler, avec un chaleureux accent de persuasion, leur parle de la beauté de la nouvelle Allemagne, de la paix reposant dans le travail, de la mission providentielle du paysan, et de son importance vitale pour tout le peuple allemand. Il trouve à leur dire des phrases à effet comme celles-ci: «*La première et la plus solide représentation du peuple est la partie qui nourrit l'humanité des produits de la terre et qui perpétue la nation par la fécondité de sa famille. La révolution nationale-socialiste se tourne en pleine connaissance de cause vers l'agriculteur comme vers le plus sûr soutien du présent et le gage le plus solide de l'avenir ... Je suis heureux de pouvoir, à la place que j'occupe, consacrer mon activité au peuple allemand. Mais je me réjouis surtout de chaque heure où je puis quitter mon travail pour me retrouver au milieu de lui ... Vos yeux et votre regard sont pour moi la plus belle récompense qui puisse sur cette terre rémunérer mon travail. Je vous quitte toujours avec une force double et triple de celle que j'avais en venant vers vous*». (Voir fig. 120.)

Et lorsqu'après avoir ainsi parlé, le Führer traverse la foule en s'arrêtant de temps en temps pour serrer les mains tendues vers lui en nombre infini, l'enthousiasme reconnaissant de cette gigantesque multitude se donne libre cours et ne connaît plus de freins. Lorsqu'on a eu occasion d'assister à l'une de ces fêtes de la moisson, on peut vraiment se convaincre de la solidarité d'Hitler avec la masse des ruraux, solidarité qui ne se borne pas à la solennité du Bückeberg, mais a encore trouvé son expression dans un travail pratique de longue durée, en ce que les paysans, de leur pleine volonté et sans rémunération aucune, ont mis en culture du lin 2.000 hectares de plus qu'il avait été disposé. Le produit de ce travail, d'une valeur de 800.000 marks environ, a été remis en présent au Führer comme contribution à l'amélioration de l'approvisionnement indépendant du Reich.

Certes, malgré le succès de la bataille pour la production, il y a eu et il y a encore en Allemagne des moments où s'est produit une pénurie passagère sur le marché de la viande, de la graisse et des œufs; mais l'accroissement du nombre des consommateurs en est la cause. Il ne faut pas oublier en effet que depuis le mois de janvier 1933, plus de 6 millions de chômeurs et plus d'un million et demi de nouvelles forces de travail, ont retrouvé de l'ouvrage et du pain, d'où l'agriculture s'est trouvée en présence de tâches plus rudes encore.

Finalement, il importe de faire ressortir que les mesures agraires allemandes sont d'un caractère tout à fait original, sans comparaison possible avec celles des autres peuples. Le plan économique russe, par exemple, n'a rien à faire avec le règlement allemand du marché, car les conditions préalables diffèrent foncièrement: l'idéologie politique et économique de la nouvelle Allemagne n'a pas le moindre rapport avec le collectivisme et l'internationalisme, elle est au contraire nationaliste, et repose sur le principe fondamental de la communauté du peuple.

XIV.

Le Service de travail du Reich

Au cours de nos observations sur la nouvelle Allemagne, nous venons d'aborder le domaine de l'agriculture; avant d'aller plus loin, il nous faut parler encore d'une autre institution, qui, bien qu'inspirée par de plus hautes considérations, n'en contribue pas moins à l'amélioration du sol et sert à se ménager de nouvelles surfaces cultivables: c'est le Service de travail du Reich.

Cette «*armée de la pelle*» est une création de son chef actuel, le colonel en retraite Konstantin Hierl, un des compagnons de lutte les plus anciens et les plus éprouvés d'Hitler, un des hommes d'Etat nationaux-socialistes unissant au suprême degré l'esprit organisateur à la ténacité et à la droiture. On lui doit l'institution du service général obligatoire de travail, en 1928, comme un des points du programme du parti. Son mérite réside d'abord dans les travaux préparatoires à la réalisation de cette idée pendant les années qui précédèrent la prise du pouvoir, et ensuite celui d'être créateur de cette organisation sous le gouvernement d'Hitler.

L'idée fondamentale du service de travail obligatoire résulte en toute clarté du projet que le colonel Hierl soumit au Führer en 1930, lorsque ce problème vint pour la première fois en discussion dans le plan du parti. Elle peut se résumer ainsi:

Le Service de travail revêt une importance bien différente et beaucoup plus considérable qu'une assistance passagère, née de la nécessité du temps, dans la lutte contre le chômage. L'idée du service de travail est une continuation logique et un complément nécessaire de celle qui a présidé à l'obligation du devoir scolaire et à celle du service militaire. *L'Allemand ne doit pas seulement servir son peuple en cas de guerre, les armes à la main, mais aussi en pleine paix, avec l'outil.* Chaque Allemand doit être un travailleur et un combattant.

Le service de travail obligatoire doit être un devoir d'honneur de la jeunesse allemande et un service rendu à la nation. Il doit bien se garder de fournir des forces de travail bon marché aux entreprises privées, et de se transformer en une entreprise d'Etat concurrente en vue d'exercer une pression sur les salaires. Le service de travail doit procurer à l'Etat des forces imposantes pour l'exécution de grands travaux publics, pour les buts élevés de l'économie, pour les buts culturels et autres de la politique d'Etat.

Mais plus hautement encore que les prestations matérielles, est appréciable l'influence éducatrice de cette institution sur la jeunesse appelée à y prendre part. Cette influence ne répond pas seulement à un pieux désir, mais constitue le point essentiel, le but

proprement dit du service de travail. Ce service est appelé à devenir surtout une grande école d'éducation populaire. En cela réside le noyau même de l'idée qui l'inspire. La suppression de cette pensée éducatrice du service de travail, ou son rejet à l'arrière-plan serait priver l'institution de son moteur principal.

Les expériences acquises pendant le service doivent pénétrer le jeune Allemand d'une juste conception de la valeur morale du travail et de la justesse du principe du labeur commun.

Le national-socialisme ayant pour objet de vaincre tout appel égoïste et matérialiste au travail, toute tendance à l'envisager comme un moyen de grossir la bourse, ou comme un article vénal, chaque jeune Allemand doit à cet effet consacrer un certain temps de sa vie au labeur en tant que service d'honneur pour son peuple. Comme on veut extirper ce dédain méprisant pour le travail manuel et pour celui des champs, cette arrogance et cette haine de classe, l'étudiant devra se faire le compagnon du jeune ouvrier de fabrique et du jeune valet de ferme, en travaillant pour la communauté. La nouvelle Allemagne voulant élever le nom de travailleur à un titre d'honneur pour tout Allemand, chaque jeune citoyen doit accomplir pendant un certain temps ce service d'honneur dans l'Etat.

C'est ainsi que le Service de travail deviendra l'école d'éducation populaire par excellence pour la nouvelle société ouvrière, pour le socialisme allemand pris comme modèle.

Sous la pression de l'augmentation continuelle du chômage, le gouvernement de Brüning se hâta de faire sienne cette initiative du national-socialisme. Un décret d'urgence du mois de juin 1931 créa un service de travail volontaire, mais sans autre but que celui d'une sollicitude intéressée pour les chômeurs.

Ce service fut effectivement soumis au ministre du Travail du Reich, qui transmit sa tâche à l'Institut d'entremise de travail et d'assurance aux chômeurs. L'adoption pratique des mesures, c'est-à-dire celle des camps de travail et par suite du service volontaire, passait ainsi des mains de la bureaucratie à celles des offices de travail.

Les objets du service pouvaient être des travaux d'utilité commune ou supplémentaires, c'est-à-dire des travaux dont l'exécution présentait un intérêt pour la communauté et qui n'auraient pu être financés autrement. Cette latitude a été poussée si loin, que dans la pratique, tous les travaux désirés par un entrepreneur, une commune, par exemple, furent autorisés, et que seule, une partie infiniment faible du Service de travail d'alors fut employé à des travaux propres à hausser la production, et vraiment appréciables au point de vue de l'économie générale.

L'emploi d'une pareille main-d'œuvre était uniquement toléré sous la garantie que la réunion de groupes de travail ne serait pas abusivement employée à des buts politiques ou hostiles à l'Etat (naturellement dans le sens du gouvernement alors au pouvoir). Le gouvernement possédait par là la faculté absolue d'exclure ou de limiter l'activité des partis et des associations qui lui déplaisaient. Cette prescription fut la raison pour laquelle, avant la prise du pouvoir, le parti national-socialiste avait couvert son service de travail des dénominations les plus différentes.

L'Institut favorisa le service de travail par les moyens de l'assurance aux chômeurs ou de l'assistance en cas de crise, c'est-à-dire que l'encouragement de-

meura limité aux bénéficiaires autorisés d'un de ces modes de soutien. Le taux de l'allocation à accorder se chiffrait à 2 marks par tête et par jour non férié, la durée d'activité ouvrière restant fixée à 20 semaines.

Le mouvement prit un développement énorme en raison de la vaste étendue du chômage, mais ce développement suivait une direction, une forme et un esprit très divers; il demeura uniquement, comme nous l'avons dit, un moyen d'arracher des sans-travail à la rue, sans le moindre fond social et éthique.

Le service embrassait plus de 200.000 hommes, dont 100.000 à peine logés dans des locaux fermés, et dont la plus grande partie était occupée à des ouvrages sans consistance. Le tout formait un assemblage disparate donnant l'image du chaos.

Depuis le 30 janvier 1933, le colonel Hierl a été nommé secrétaire d'Etat pour le Service et placé sous le ministre du Travail du Reich. Cette mesure marque le départ de la véritable, unique et complète organisation de cette institution si importante[1]).

Le colonel Hierl fit desuite fermer plusieurs de ces camps, et réunit après les associations les plus sûres en une grande organisation, le «Service de travail national-socialiste.» La dissolution de la bureaucratie existante et l'installation de services propres et de budgets propres réalisa l'indépendance de cette organisation.

Au printemps de l'année 1933, fut inauguré le port de la chemise brune avec l'ancien bonnet caractéristique des paysans allemands et le couteau-poignard, tenue que les jeunes gens du Service de travail revêtent avec orgueil, et dont l'uniformité contribue à mettre en vue leur complète égalité dans ce service d'honneur pour le peuple et pour la patrie. Dans son état actuel, la formation comprend 30 districts de travail, subdivisés eux-mêmes en groupes du service de travail. Chaque groupe comporte de six à neuf sections, selon les nécessités locales. On introduisit en même temps les grades dans le service.

La première inspection des camps par le Führer valut au service de travail sa pleine reconnaissance, et le 1er juillet 1934 il appela le secrétaire d'Etat Hierl aux fonctions de «Commissaire du Reich pour le service volontaire de travail», en le plaçant en même temps sous la dépendance du ministre de l'Intérieur. Ainsi la direction entière reposait exclusivement entre les mains du chef de ce service.

Un mois plus tard, les hommes du travail, en formation serrée, participèrent au congrès annuel du parti, à Nuremberg. C'était la première fois que la jeune organisation affrontait l'apparition en public, et fournissait par son attitude le témoignage de son esprit et de son œuvre. Ce fut un spectacle vraiment grandiose que le défilé sur la prairie Zeppelin de ces 52.000 adeptes, la pelle toute reluisante à l'épaule, et manœuvrant avec la précision de vieux soldats. (Voir fig. 123.)

1) *Voir l'Annuaire du Service de Travail* (Jahrbuch des Reichsarbeitsdienstes), édité par le chef supérieur du travail, Müller-Brandenburg, directeur de la section des Affaires étrangères et d'informations auprès du chef du Travail du Reich, avec la collaboration de nombreux chefs de ce service, Volks- und Reichsverlag, Berlin, 1936.

Répondant à un discours d'Hierl, le Führer fit une communication très importante pour l'avenir du Service de travail, en prononçant ces paroles: «*La nation tout entière passera par votre école. Le temps viendra où aucun Allemand ne pourra grandir dans la communauté du peuple sans être préalablement passé par votre propre communauté.*»

Cette prophétie fut accueillie par un tonnerre d'applaudissements de la multitude des auditeurs. Une année plus tard, Hitler promulguait la loi sur le service de travail du Reich, loi le rendant obligatoire, comme service d'honneur de tous les jeunes Allemands à l'école de la nation! ...

Constitution, éducation et formation

Ainsi, entre le devoir scolaire et celui du service militaire, chaque Allemand doit sa contribution à celui du travail. La force de cette organisation, en ce qui concerne les hommes, doit être réglée d'après l'effectif de l'armée, et la fixation en incombe au Führer-chancelier; elle est présentement de 230.000 hommes.

L'organisation totale est placée sous la direction du chef du travail, avec son siège à Berlin-Grunewald. L'état-major comprend 8 fonctions: 1) Bureau du service; 2) Bureau du personnel; 3) Bureau des projets; 4) Bureau d'administration et d'économie; 5) Bureau de l'hygiène; 6) Bureau d'instruction et de formation; 7) Cour judiciaire; 8) Bureau de la presse. La direction centrale a sous sa coupe 30 directions de district, 13 directions du service de travail de la jeunesse féminine, et les diverses écoles de formation des chefs, des instructeurs, des maîtres, etc. ...

Le choix et la formation des chefs est une question vitale. Le chef du travail ne doit pas seulement réunir les qualités d'un éducateur et d'un bon soldat, il lui faut posséder en outre des connaissances techniques et organisatrices. En d'autres termes, on exige de lui les éléments de la science du travail, de la vie agricole, et de la vie militaire. Il est encore obligé de veiller à son aptitude physique et de la maintenir toujours en état par des exercices sportifs de toute nature. Il va de soi qu'il doit satisfaire aux exigences les plus sévères d'une moralité irréprochable, d'une saine conception sociale, d'une sûreté de commerce absolue, et d'un sentiment de la responsabilité bien nette de l'importance de sa mission.

Le futur chef du service du travail reçoit l'instruction technique dans des écoles spéciales: écoles de conduite de la troupe, écoles des maîtres des champs, écoles de district et écoles du Reich, tout cela d'après le principe que les chefs doivent se soumettre à une instruction uniforme dans toutes les branches du service, sans distinction de la position occupée dans l'organisation. La structure de l'instruction se base en outre sur le fait reconnu, que la pratique seule conduit à une pleine possession du sujet; c'est pourquoi cette instruction est donnée pour la plus grande partie sur le terrain même, où les participants exécutent personnellement les différents genres de travaux que les hommes du service auront à fournir plus tard: creusement d'un fossé, établissement d'un drainage, construction d'un chemin, pose de voies ferrées, transports par baquets ou par

brouettes, etc. Toutefois, l'instruction théorique précède toujours l'exécution pratique.

Le Service de travail est désormais un chaînon nouveau dans l'éducation publique de la jeunesse allemande. D'après la loi de ce service, l'éducation doit se poursuivre dans l'esprit du national-socialisme en vue de la communauté du peuple et d'une juste conception du travail. Celui qui au bout de six mois quitte le rang, doit en partir convaincu de ses devoirs envers le peuple et envers la patrie, et de l'honneur qui s'attache au labeur.

La tâche des chefs n'est certes pas facile, si l'on considère surtout le peu de temps disponible. C'est pourquoi l'éducation se borne à quatre articles principaux: connaissance du peuple, connaissance du pays, service du travail et idée nationale-socialiste. On s'est donc efforcé de répondre aux principes formulés par Hitler dans son livre «Mein Kampf», à savoir: «1) ne pas surcharger le cerveau de connaissances inutiles, dans la proportion de 95%, et par suite vite oubliées; 2) réduire l'instruction à une forme brève, embrassant l'essentiel.»

Un facteur important en dehors des heures de leçon est l'effet, pour l'éducation, des soirs de fête passés de compagnie dans les camps, où les forces assoupies chez les jeunes gens, mais propres à l'action, sont appelées à se déployer. La communauté des camps en ces soirées de fête devient une communauté de culture, instigatrice d'une nouvelle disposition artistique. Les chants et les jeux en commun familiarisent les hommes avec les moyens à employer plus tard dans leur propre ménage en vue de se créer une situation nouvelle dans la société.

Nous avons eu nous-même l'occasion d'assister, avec quelques membres du corps diplomatique de Berlin et d'autres collègues de la presse, à un de ces soirs de fête dans un camp de travail de la Marche orientale. On y chanta en chœur de vieux lieds du temps de la guerre de sept ans, on joua des marches de Frédéric le Grand, on récita des poésies, et finalement, on représenta avec une parfaite intelligence dramatique une scène allégorique se rapportant au dessèchement du Koog Adolf Hitler, que le Führer avait consacré personnellement le même jour.

Comme il est naturel, on apporte un soin particulier aux exercices physiques, sous une forme qui répond entièrement au caractère spécial de l'institution, c'est-à-dire une préparation au travail manuel et à la vie militaire future. Une pareille tâche ne va pas sans de sérieuses difficultés, si l'on réfléchit que les hommes proviennent d'origines les plus différentes. On part ici du point de vue que le succès d'une éducation physique se manifeste dans la marche et la tenue de sport d'un détachement fermé. Ce détachement doit donner l'impression d'ensemble d'un bloc de force et de santé, qui reflète sa capacité physique.

Quiconque a pu assister aux déploiements et aux démonstrations du Service de travail lors de l'assemblée du parti à Nuremberg, doit en avoir certainement remporté cette impression.

Néanmoins, différents exercices sportifs sont pratiqués dans les camps de travail, exercices libres avec ou sans moyens auxiliaires, tels que le maniement de la massue, les exercices à la balle, les haltères, de même que le jeu de paume,

le football, la course à pied et autres sports semblables. En été, la natation, en tant que la chose est praticable.

L'installation des camps varie naturellement beaucoup, en raison de la nature très différente des places affectées. Si le travail à fournir doit, selon les prévisions, durer plusieurs années, on cherche à établir des abris fixes, c'est-à-dire des constructions en pierre. On peut utiliser avantageusement à cet effet des habitations, des fabriques, des greniers, des écoles et autres locaux inoccupés. S'il n'en existe pas, on recourt à la construction de baraques en bois, qui offrent l'avantage d'être déplacées, et transportées au lieu d'exécution du travail. (Voir fig. 124.)

Ces baraques comprennent plusieurs *unités*, (c'est le nom qu'on leur donne), soit quatre en général, pour le logement de 16 hommes. L'installation intérieure est très simple, tout en ménageant la commodité nécessaire. Chaque homme, outre son lit, possède son armoire et son escabeau. On pourvoit en outre à une baraque pour le ménage, avec un vaste espace de réunion, la cuisine et une chambre de provisions, un bureau d'affaires et une chambre pour le chef du camp.

Il est dépensé pour chaque homme 2 marks par jour. Cet argent permet de solder tous les frais tels que la nourriture, l'habillement, le blanchissage, etc. . . . Comme argent de poche au comptant, l'homme reçoit par journée de travail 25 pfennigs, avec lesquels il peut se procurer les petits objets nécessaires, cirage, aiguilles et fil, mais aussi quelques douceurs personnelles, cigarettes, et de temps en temps un verre de bière. Il s'en trouve même qui réalisent des économies sur ce gain pourtant si modeste!

Une visite récente à quelques-uns de ces camps nous a permis de constater *de visu* le bon ordre, la propreté et le comfortable qui règnent partout, de même que l'esprit joyeux de ces jeunes soldats du travail, sans parler de l'appétit très enviable dont ils font preuve lors d'un savoureux repas.

La lutte pour le sol

> Celui qui parvient à faire pousser deux tiges de paille là où il n'en poussait qu'une seule, celui-là fait plus pour son peuple qu'un général victorieux dans une grande bataille. *Frédéric le Grand*

Le devoir matériel capital du Service de travail peut se définir ainsi: *renforcer et augmenter la terre du paysan.*

C'est pourquoi tout ce service consiste dans la culture de la terre, et même la plus grande partie, soit 70% dans la mise en culture du pays, au sens le plus étroit du mot, en rendant productif un terrain marécageux ou non cultivé, devenu propre par là à l'établissement d'une nouvelle population rurale, ou, si le terrain est déjà exploité, en augmentant sa force de production par le drainage ou par la canalisation, par des digues protectrices contre les inondations et autres travaux de ce genre. Une autre partie, environ 50%, est employée à des travaux

forestiers, en élargissant l'étendue de la forêt, ou en poussant la croissance des arbres, ainsi que dans la mise en état de voies forestières bien souvent négligées à certains endroits. Les autres 15% s'occupent de travaux d'importance sociale, tels que la colonisation à la campagne et à la ville, et d'un caractère culturel, comme la mise à découvert de monuments préhistoriques. C'est ainsi que ce travail ne procure pas seulement au peuple du pain et un progrès dans sa culture, mais sert encore à redoubler la force et la nature de ceux qui s'y livrent. (Voir fig. 125 jusqu'à 128.)

Quant à la culture du pays, un régime des eaux a été créé pour de vastes régions par l'achèvement de 10.000 kilomètres de rivières et de ruisseaux; 200.000 hectares ont été rendus utiles ou d'un plus grand rapport pour l'agriculture par un desséchement à l'intérieur du pays, et 50.000 hectares par un travail du sol, essartage, aplanissement, mise en culture. En outre, 8.500 kilomètres de voies de communication facilitent la mise en valeur de terrains à la campagne. 135.000 hectares de forêts ont été rendus productifs par reboisement, ou d'un rendement plus fort, grâce à des travaux de nature très variée. 9.000 kilomètres de chemins pour le transport du bois ont assuré la percée de larges régions boisées, augmenté leur exploitation, et surtout rendu cette exploitation possible. Une concentration particulièrement forte de sections du Service de travail a été effectuée: à Grossen-Moosbruch et à Nogathaffkampen, en Prusse orientale, à la frontière de la Poméranie orientale, à Usedom-Wollin, à la côte de la mer du Nord entre les digues Marne et Hindenburg, dans le Spreewald, dans le marais du Havel et du Rhin, à Sprottebruck, dans le Riesen- et l'Isergebirge, en Basse-Silésie, à Drömling, région fluviale de l'Elster blanc, dans le marais d'Ostenholz près de Hanovre, dans le pays d'Ems, dans la région fluviale de l'Ems et de la Venn blanche en Westphalie, dans la région fluviale de la Nier dans le Bas-Rhin, à Hunsrück, dans l'Eifel, dans le Westerwald, dans la Nied hessoise, dans la région fluviale de la Nahe, dans les bas-fonds badois, dans la Rhön, dans le Jura franconien, dans le bassin de Straubing-Pleintinger, et dans le district de l'Ilm en Bavière. (Voir carte à la page 243.)

Les travaux sont rendus possibles pour bien des années encore. Le nouveau terrain à gagner est de près de 3 millions d'hectares. Des travaux de desséchement, des mesures protectrices contre les inondations, et autres semblables, faciliteront un surcroît de rendement total par un nouveau gain sur le sol, correspondant à l'étendue territoriale de la Bavière et du Württemberg ensemble.

Il est intéressant de constater que le Service de travail ne trouve généralement pas d'emploi à la construction de routes. Le grand programme des autostrades a surtout en vue la suppression du chômage et est exécuté en libre exploitation ou par des travaux de nécessité publique. Y employer le Service de travail serait empiéter sur le chômage. En d'autres termes, le service de travail ne doit pas devenir pour l'exploitation un concurrent quelconque, mais uniquement lui ouvrir des facilités nouvelles.

Quelques-uns des travaux déjà accomplis par le Service de travail ou encore en voie d'exécution, méritent une mention spéciale:

Pays de l'Ems. Cette région est située des deux côtés de l'Ems jusqu'à la frontière hollandaise, avec une superficie totale de 400.000 hectares; elle est caractérisée par les vastes marécages du haut pays, et par les terrains incultes. C'est une contrée presque déserte, dont un quart attend d'être ouvert.

En 1934/35, le ministère de l'Agriculture fit dans ce territoire l'achat d'un terrain de 7.500 hectares pour des buts de colonisation intérieure et confia les travaux préparatoires au Service de travail. Il s'agit du desséchement de toute la contrée par l'établissement d'un grand régime des eaux, par la construction d'un réseau de fossés à mailles étroites, par celle d'une grande route de passage pavée, longue de 25 kilomètres, ainsi que de tous chemins carrossables et d'exploitation par le drainage de 16.000 arpents et le desséchement de 6.000 arpents marécageux[1]).

Le plan total du travail prévu comportant plus de 1.500.000 journées de travail, huit années environ seront nécessaires pour tirer de ce pays défavorisé de la nature 400 installations nouvelles pour colons, d'une superficie de 15 hectares chacune.

Il a fallu un temps relativement court pour que le Service de travail achevât 50 kilomètres de routes et de chemins (dont 3 kilomètres pavés), 120 kilomètres de régime des eaux et de fossés, 60 hectares d'assainissement et 40 hectares d'aplanissement du sol. On se rend compte de l'importance de ces travaux, si l'on se représente que pour l'installation des camps nécessaires à 24 sections du Service de travail (chaque section de 150 hommes) il a fallu 140 wagons de chemin de fer pour le transport de parties de baraques, et que 90 wagons de matériel ont été employés au logement; en outre, de nombreux chemins d'accès nouveaux ont été tracés à travers les marécages, de grands piliers de fondation ont dû être enfoncés, de vastes conduites électriques installées pour la fourniture de courant, et de nouvelles fontaines construites afin d'assurer l'eau potable, travail particulièrement difficile en ces terrains marécageux.

Le Sprottebruch. Pour moitié dans les districts de Glogau et de Sprottau (Basse-Silésie), au nord de la lande où s'élève la petite ville tranquille de Primkenau, s'étend le «Sprottebruch», vaste terrain bas et marécageux de forme presque ovale, couvrant une superficie d'environ 60 kilomètres carrés (6.000 hectares, chiffre rond). Ce devait être primitivement, sans aucun doute, une grande forêt au terrain bourbeux. Des catastrophes naturelles ont dû produire l'écroulement de la forêt, d'où la formation du terrain bas et marécageux. Ce terrain est traversé par la Sprotte, qui se jette dans la Bober à Sprottau; son cours, très lent, avec quelques chutes très faibles et son riche contenu en dépôts sont probablement la cause de la paludification du Sprottebruch.

Frédéric le Grand avait déjà tenté un premier essai contre cette région paludéenne. Les travaux de défrichement commencés furent toutefois interrompus après sa mort. Des tentatives renouvelées plus tard échouèrent également dès

---

1) Grâce à ce desséchement, effectué sur le modèle hollandais, on a pu briser la pierre impénétrable reposant sous une mince couche de tourbe noire infertile, et recouvrir d'un sable, en partie solidifiant, le terrain marécageux situé sous la pierre.

le début. Au mois d'octobre 1933, un groupe du Service du travail y fut envoyé afin de travailler à la mise en pénétration et en culture de ce vaste terrain. Il s'agit en l'espèce d'une œuvre exigeant 1 million de journées de travail, dont l'achèvement exige de 6 à 7 années d'efforts, et qui comporte la construction de chemins, la régularisation des eaux, la conquête de nouvelles surfaces rendues propres à la culture. Sur la rivière du Sprottebruch s'est élevé entre temps le village de Hierlshagen (ainsi baptisé du nom du chef du travail du Reich), lequel doit tout d'abord consister en 50 fermes de paysan; il sera bientôt habitable, et d'autres fermes seront construites autour du Sprottebruch sur une surface de 80 arpents chacune.

Le défrichement du Sprottebruch marque un autre considérable progrès dans la voie de la conquête de terrain pour l'agriculture allemande.

La côte septentrionale du Schleswig-Holstein. L'ouvrage le plus imposant qui ait été confié au Service du travail est celui de terrain à gagner à nouveau sur la côte occidentale du nord de la Frise: c'est une lutte avec la mer, avec «Hans le blanc» selon l'expression populaire courante dans la région.

Cette côte a subi de forts changements et des pertes extraordinaires depuis des siècles. Devant la côte de terre ferme actuelle, aux temps préhistoriques, s'étendaient de vastes et fertiles terrains marécageux coupés par des surfaces sablonneuses, par des landes et des tourbières, et se prolongeant jusqu'aux îles de Sylt, d'Amrum, de Pellworm et de Trieschen. De nombreux ruisseaux et courants d'eau partageaient la région en îlots d'étendue variable. L'affaissement du pays ayant cessé seulement à la fin de l'âge de bronze (800 ans avant J.C.) le flux et le reflux, ainsi que les eaux soulevées par de fortes tempêtes, amenèrent de vastes changements, et c'est au 19ème siècle seulement qu'il fut possible, grâce aux mesures de protection dues au perfectionnement de la technique et à l'organisation, d'imposer une halte à la mer. Depuis 1933, les travaux du Service en vue de gagner du terrain ont été plus méthodiquement et plus énergiquement poussés.

Le programme pour les dix prochaines années a été élaboré par le premier président de la province du Schleswig-Holstein, le chef de district Lohse; d'après ce programme, sept digues de terrain ferme seront construites jusqu'aux îles; celle conduisant à la côte septentrionale est déjà achevée. De nombreuses jetées en progrès de comblement, mettront plus de 10.000 hectares en état d'être occupés par 855 colons. L'endiguement de la région de l'Eider arrachera à l'envahissement de la mer 35.000 hectares de terrain précieux. Le total des frais de ces travaux pour un ensemble de 13.500.000 journées de travail est estimé à 150 millions de marks. 64.000 surfaces de bas-fonds seront rendues accessibles par comblement, 20.000 arpents de ces surfaces sont déjà couvertes de verdure, c'est-à-dire prêtes pour l'endiguement, 45.000 arpents de ce pays sont endigués, et 20.000 arpents de terrain marécageux ont été drainés, d'où une aptitude appréciable de ce terrain à la culture. C'est, comme on voit, un travail gigantesque.



Jusqu'à présent, en vertu du plan, 13 kilomètres de digue, 25 kilomètres de chaussée ont été construits, et 2.500 hectares de terrain marécageux fertile conquis. Afin de gagner du terrain sur les bas-fonds, on a établi plusieurs centaines de kilomètres de digues en chaume et en terre (bousillages) et plusieurs milliers de kilomètres de fossés. Mais sur cette côte, deux grands travaux sur lesquels nous avons déjà insisté au chapitre précédent, sont achevés depuis deux ans: le Koog Adolf Hitler, à la baie de Dieksander (au sud du Dithmarschen), et le Koog Hermann Goering à la baie de Tümmlau (Eiderstädt). Le Service de travail, pour le grand Koog d'Adolf Hitler de 1.330 hectares, employa 20.000 journées de travail au déplacement de la digue d'été, au creusement de fossés, à des travaux de terrassements pour l'ouvrage de colonisation intérieure, etc., ce qui rendit possible la construction de 54 nouvelles fermes de paysan sur une superficie de 10 à 30 hectares comme fermes isolées, outre quelques petites demeures de cultivateurs. Le succès pratique se révéla en ce que la récolte totale de la première année d'exploitation, en 1935, a produit 35.000 quintaux d'avoine, ce qui correspond au besoin de blé annuel d'une ville de 20.000 habitants.

Au Koog Hermann Goering, 1.250.000 mètres cubes de terrain ont été construits. Les eaux propres et les eaux étrangères provenant des terrains marécageux adjacents, ont été dérivées par une écluse vers la mer du Nord. Un réseau de chemins de 10 kilomètres a été construit. Le résultat a été l'établissement, sur les 550 hectares du Koog, de 22 fermes héréditaires de 7 hectares et demi à 27 hectares, et de nombreuses petites habitations de petits cultivateurs, de travailleurs et d'artisans.

C'est ainsi qu'un pays infertile par excellence, où la mer pratiquait encore, il y a deux ans, ses périodiques incursions, a été assaini, et peut donner asile à des cultivateurs éprouvés et à des travailleurs comme fondement de nouvelles et fortes races de la campagne.

Le Service de travail chez la jeunesse féminine

L'origine et les principes du Service de travail de la jeunesse féminine sont presque les mêmes que pour celui du sexe masculin. «L'éducation dans l'esprit national-socialiste de communauté du peuple et de camaraderie, et de haute conception morale du travail, ne sont pas moins nécessaires pour la jeunesse féminine que pour l'autre sexe. Le Service de travail de l'un et de l'autre ne forme qu'un tout dans son esprit unitaire et dans son but» (Hierl).

Mais l'année 1933 n'apporta en ceci aucun ensemble et aucune unification. Le 1er janvier 1934 seulement, le commissaire du Reich pour le service de travail, service alors volontaire, chargea Madame Scholtz-Klink, dirigeante des femmes allemandes, de l'organisation à créer sous le nom de «Service de travail des femmes.» Le territoire du Reich fut réparti en 13 régions dont les directrices étaient placées sous le contrôle de celle du service féminin.

Pendant les deux premières années, deux manières de voir se manifestèrent quant à l'esprit et aux devoirs de cette institution. Tout d'abord l'idée d'une école d'éducation pour la jeune fille comme future ménagère et mère, et d'autre

part celle d'un enrôlement de la jeunesse féminine dans l'intérêt du peuple, et de son éducation particulière là où la notion de sa propre responsabilité et de son dévouement à la communauté est nécessaire. L'expérience a fourni une décision complètement favorable à la deuxième solution.

La tâche du service de six mois réside dans l'assistance à d'innombrables femmes et mères que le travail ou la maladie accablent, en compromettant leur santé, et auxquelles leurs conditions économiques interdisent l'emploi d'aides rémunérées. Un vaste champ de travail s'ouvre ici, surtout dans les régions nouvelles de colonisation intérieure, où le concours des jeunes filles devient un devoir d'une importance manifeste dans le sens de l'éducation. Mais ce n'est pas seulement ici, c'est encore dans les territoires ruraux en détresse et dans les quartiers ouvriers de l'industrie, que le secours aux femmes et aux mères fécondes est absolument indispensable. Des camps du Service de travail féminin y ont été installés partout, afin d'aider les femmes au foyer, à la ferme et dans les champs, ou de suppléer une mère malade en confiant ses enfants à l'asile infantile du camp. (Voir fig. 129, 130.)

Mais cette façon de placement au travail doit être complétée par une méthode réfléchie et consciencieuse de vie en commun des jeunes filles de toutes classes sociales réunies dans le camp. L'instruction, l'organisation de soirs de fête, les exercices physiques, etc. sont essentiellement établis sur les mêmes principes que pour la jeunesse masculine, tout en tenant compte comme il convient de la nature spéciale de la femme. Le Service de travail des femmes est demeuré jusqu'au milieu de 1935 financièrement dépendant de l'Institut pour l'entremise de travail et l'assurance aux chômeurs, qui s'en servait pour donner asile à des jeunes filles sans ouvrage. Mais, le 1er avril 1936, eut lieu l'incorporation dans le Service de travail du Reich, sous la conduite directe de la directrice, et comme «Service de travail de la jeunesse féminine.» Les 13 régions continuèrent à subsister, et leurs directrices sont désormais soumises au chef du Travail du Reich sous la direction duquel beaucoup d'améliorations sont en voie de développement dans les camps (pour 40 jeunes filles), dans l'instruction et dans l'éducation.

Nous avons eu il y a quelque temps occasion avec quelques collègues de la presse, de visiter un camp de travail, et nous en avons rapporté la meilleure impression: jeunes filles pleines de santé, rieuses, brunies par le soleil, et des classes sociales les plus différentes, se réunirent pour entonner des chants patriotiques et des lieds du pays; elles nous montrèrent leurs chambres ornées de fleurs, leurs locaux de réunion, exécutèrent des danses populaires dans le jardin, et nous rendirent pénible la séparation d'avec cette jeunesse pleine de sève et de gaieté.

XV.

Le mouvement de la Jeunesse

Le mouvement de la jeunesse, phénomène important dans l'histoire de l'Allemagne moderne, prit son essor vers la fin du siècle dernier, à une époque de matérialisme des plus profond, où l'éducation revêtait une forme sévère et où ne se manifestait aucune disposition à reconnaître à la jeunesse son caractère et ses droits. Cet âge n'était considéré alors que comme un stade préparatoire à la formation d'un bon citoyen, d'un bon patriote, d'un homme appelé un jour à bien remplir le devoir de sa profession. Les idées en cours rendaient impossible toute communion réelle des esprits entre le maître et l'élève. Pour les jeunes gens, le maître n'était ni un guide, ni un conseiller, et ne leur paraissait autre chose qu'un fonctionnaire, uniquement préoccupé de remplir la mission que lui prescrivaient les règlements. De même, la jeunesse trouvait aussi peu occasion de se développer, conformément à sa vraie nature, dans des associations confessionnelles, sociales et demi-militaires, ces associations ne se composant que de gens âgés, n'ayant pour but qu'une formation exclusive et un dressage mal compris.

Toutefois, l'esprit de combat d'une jeunesse consciente des obstacles menaçants pour son avenir, remplissait déjà l'atmosphère. Quelques jeunes innovateurs enthousiastes, donnèrent le signal de la lutte, parmi lesquels Hermann Lietz et le Dr Gustav Wynecken, premiers fondateurs d'instituts libres à la campagne, telles les maisons d'éducation d'Ilsenburg, de Haubinda et de Wickersdorf, où l'esprit de la jeunesse et de camaraderie entre les maîtres et les élèves trouva enfin à se manifester. Presque en même temps, et indépendamment des essais de réforme scolaire, un autre mouvement, celui des «Oiseaux migrateur» *(Wandervögel)*, prenait naissance à Steglitz, faubourg de Berlin, d'où il ne tarda pas à se répandre dans toute l'Allemagne. Simple écolier d'un gymnase, Karl Fischer réunit autour de lui, en 1896, quelques camarades d'étude, natures ardentes, combatives, ennemies de la routine journalière; chaque dimanche, Fischer les conduisait à Fohlenkoppel sur les prairies qui s'étendent au sud de Potsdam, quelquefois même plus loin, dans la Marche, et plus tard jusque dans les lointaines forêts de la Bohême. Fischer s'était familiarisé vivement et profondément avec l'étude des légendes, des coutumes des vieux Germains, de même qu'avec l'histoire de la civilisation et des races.

Ces marches dans les forêts des environs de Berlin et de la Bohême, les nuits passées au bivouac sur les bords de la Nuthe, les conseils solennels tenus sous le

ciel parsemé d'étoiles, les danses et les hymnes antiques, tout cela servit à donner le branle au mouvement des Oiseaux voyageurs, qui, 15 années plus tard, au début de la guerre mondiale, comptait 60.000 adhérents. Ceux-ci, répartis sur toute l'Allemagne, exercèrent la plus grande influence sur la vie de la jeunesse allemande et sur son attitude envers la nation.

D'autres groupes se constituèrent en même temps pour réclamer des réformes de la nature la plus diverse. Il s'ensuivait un éparpillement en présence duquel les apôtres d'une ère nouvelle, en train d'éclore pour la jeunesse allemande, résolurent de se réunir sur le haut Meissner, montagne située aux environs de Cassel, pour y célébrer une fête dans le goût et dans le style du nouveau mouvement. Cette manifestation donna naissance à la «Jeunesse allemande libre», grande union d'ensemble avec l'idée fondamentale «d'organiser sa vie selon sa propre volonté, sous sa propre responsabilité, et avec la ferme résolution de défendre son entière liberté dans toutes les circonstances.»

La guerre suscita dans les rangs de cette union une extrême confusion, qui se manifesta particulièrement aux années de la révolution 1918-19. Il arriva ainsi qu'un grand nombre d'adhérents de la jeunesse allemande libre, prolétariens par leur situation sociale, combattirent pour la révolution, tandis que d'autres se firent enrôler dans le corps franc pour lutter contre le mouvement spartakiste, parce qu'ils voyaient dans la victoire du bolchévisme un danger pour la patrie et pour la race allemande. Une tentative à Jéna au mois d'avril 1919 en vue d'une réconciliation et d'un accord, échoua, et la période qui suivit atteste un déclin de toutes les organisations de la jeunesse, y compris les Oiseaux voyageurs.

Nous nous sommes occupé de ce premier mouvement de la jeunesse allemande, parce que les chefs nationaux-socialistes actuels de la jeunesse ne nient pas les mérites incontestables des Oiseaux voyageurs de Fischer. Dans son ouvrage «La Jeunesse hitlérienne», le chef de la jeunesse du Reich, Baldur von Schirach, écrit que ce jeune mouvement était aussi juste à cette époque là que celui de la Jeunesse hitlérienne aujourd'hui. En effet, et cela sans aucun doute possible, mainte idée et mainte forme de ce mouvement d'alors ont inspiré les prémisses ayant servi de base à la Jeunesse hitlérienne (HJ.) comme par exemple l'idée de la conduite indépendante, le défi porté aux conceptions de la société bourgeoise, la volonté de nationalité, de patrie, de camaraderie, etc.

Et pourtant, le premier pas devant l'opinion publique, à savoir la rencontre en 1913 sur le Haut Meissner, demeura le branle initial. Ce que la jeunesse actuelle relève des anciens documents sur le mouvement juvénile, issu de cette rencontre, c'est surtout une sérieuse volonté de réaliser une forme et une organisation. On eut le courage d'affronter les moqueries, courage dont les combattants nationaux-socialistes durent également faire preuve dix ans plus tard.

De ce mouvement ancien, la HJ. adopta une forme ou l'autre, et reçut d'Hitler sa nouvelle substance.

«De ce qu'un peuple en armes se leva un jour — a dit Baldur von Schirach — catholiques et protestants, mendiants et millionnaires, paysans et gens de lettres, marchands et ouvriers, et de ce que tous, obéissant à une seule volonté commune, ne furent que

des Allemands, et rien que des Allemands, cela nous a poussés en avant. Là, plus de titre ni de privilège de naissance, plus de sac d'écus ni de particularité quelconque. C'est ce que nous voulons, nous aussi. L'Allemagne voit éclore une jeunesse qui ne cherche pas de profit, mais offre ses services et ses sacrifices à la communauté. Telle est l'idée de la Jeunesse hitlérienne. Une camaraderie des Allemands absolument désintéressés pour eux-mêmes. Ne prétendant à rien pour leur propre personne, ils peuvent tout pour leur grand peuple. Ce n'est point une jeunesse avec des droits nouveaux, c'est une génération de rigoureux accomplissement du devoir.»

Le développement du mouvement de la Jeunesse hitlérienne

Le fondateur de ce mouvement fut l'étudiant Kurt Gruber, qui, en 1926, à Plauen, d'un petit trou de cave, organisa un grand nombre de groupes saxons de HJ. Bientôt après en Franconie, d'autres groupes semblables se formèrent sur l'initiative de Rudolf Engel, chef actuel de la jeunesse de ce territoire.

Gruber, à un moment de lutte si ardue du national-socialisme, se consacra de toutes ses forces au développement de ce mouvement, et ses efforts furent couronnés de succès. Ses adhérents grossirent dans la même proportion que progressait le mouvement national-socialiste, et à l'assemblée du parti en 1929, Gruber put marcher à la tête de 2.000 jeunes hitlériens, manifestation qui constitua l'événement le plus intéressant de la réunion.

Entretemps, l'union des étudiants nationaux-socialistes se forma sous la direction de Baldur von Schirach, et celle des écoliers nationaux-socialistes sous le D[r] von Renteln. Des raisons de santé dues au surmenage déterminèrent la retraite de Gruber en 1931, et le Führer nomma Baldur von Schirach chef de la jeunesse du parti national-socialiste. L'activité fébrile de ce nouveau chef lui valut des poursuites de la part des autorités, même l'incarcération. Peu de temps après, sous l'administration de Groener comme ministre de l'Intérieur, la HJ. fut l'objet d'une interdiction, avec celle des SA. Il s'agissait donc de travailler sous cape et sans uniforme. La HJ. recruta alors son meilleur contingent. On vit accourir par milliers les échappés de l'école et des exploitations, venus se ranger sous la bannière noire de cette jeunesse. Von Schirach et ses disciples étaient alors exposés à de continuels dangers, car ils se savaient sous le coup de visites domiciliaires et d'arrestations.

Le D[r] v. Renteln ayant été appelé à la direction du parti comme rapporteur pour les questions financières, v. Schirach, d'accord avec lui, se chargea aussi de la direction de l'union scolaire. Au milieu de 1932, l'interdiction se trouvant levée, v. Schirach conçut le plan hardi de réunir toute la HJ. en uniforme à Potsdam. On construisit en toute hâte une ville gigantesque de tentes pour abriter les 100.000 jeunes gens; les frais furent couverts par la vente de plaquettes commémoratives. Dans la nuit du 1[er] octobre eut lieu la première assemblée de la jeunesse du Reich au stade de la ville, où Hitler prit la parole; le lendemain fut marqué par un défilé qui dura 7 heures et demie, spectacle grandiose, d'où l'on put clairement se rendre compte que si le gouvernement de Weimar disposait des baïonnettes, la jeunesse était acquise au parti national-socialiste!

Le formidable éclat de ce coup de force reposait avant tout sur un fait dont la HJ. est encore fière aujourd'hui: la jeunesse des travailleurs, objet d'infatigables efforts depuis des années, s'était déclarée pour elle, et en forme encore actuellement la partie dominante. La statistique établie d'après les professions, nous montre que les places de chefs du mouvement de la jeunesse nationale-socialiste sont occupées dans la proportion de 70% par des représentants des classes les plus pauvres. C'est en cela, que réside le vrai triomphe de la HJ. Déjà avant la prise de pouvoir, les jeunes travailleurs des grands centres industriels de l'ouest et du centre de l'Allemagne formaient la majorité. La puissance du marxisme attestait donc une brèche évidente.

La Jeunesse hitlérienne employa l'hiver 1932-33 à de nombreuses démonstrations, qui lui attirèrent en foule de nouveaux adhérents. Le 30 janvier 1933, le parti s'empara du pouvoir. Le nouveau gouvernement se trouvant surchargé de tâches à accomplir, la direction de la HJ. décida de prendre elle-même l'initiative et de mettre la main sur les autres organisations similaires, avant tout sur la Commission du Reich des associations de la jeunesse allemande, une communauté de travail dans laquelle figuraient toutes les associations, qu'elles fussent marxistes, confessionnelles ou autres, avec des droits égaux, dont elles profitaient pour se perdre dans des discussions sans fin. Le chef de cette Commission, le général Vogt, sut tenir compte de la situation et se déclara prêt à collaborer avec Baldur von Schirach.

L'incorporation de la Commission du Reich facilita l'assimilation des différentes unions et organisations, bien que pas tout à fait sans résistance, surtout de la part de l'Union de la jeunesse grande-allemande, que dirigeait le célèbre amiral von Trotha. La nomination de Schirach comme chef de la Jeunesse du Reich lui permit de dissoudre cette Union. L'amiral von Trotha se mit loyalement au service du mouvement de la HJ. en qualité de chef honoraire de la jeunesse de la marine. Survint ensuite l'incorporation de la «Scharnhorst», de la jeunesse du Casque d'acier, et de plus petites organisations, de sorte que du chiffre d'un million d'adhérents au 30 janvier 1933, la HJ. s'éleva très rapidement à celui de 3 millions. Il ne resta plus comme indépendants que les deux grands groupes confessionnels de la jeunesse évangélique et de la jeunesse catholique.

A la fin de 1933, eut lieu entre le nouvel évêque du Reich, Ludwig Müller, et v. Schirach un accord en vertu duquel l'organisation de la jeunesse évangélique n'existe plus dans le sens précédent, c'est-à-dire avec un programme dépassant celui de la HJ. En tant que communauté veillant uniquement au soin des âmes, les groupes évangéliques continuent leur action dans le domaine qui leur est propre, celui de la confession. La Jeunesse hitlérienne garantit à ses membres évangéliques un soir fixé par semaine pour leurs pratiques religieuses.

La jeunesse évangélique se confondit ainsi avec elle. Dans l'idée de Schirach, cet accord pouvait ouvrir la voie à une entente ultérieure avec les associations de la jeunesse catholique, mais les différences entre le Vatican et la Wilhelmstrasse ont rendu jusqu'à présent une pareille entente impossible.

Le 1[er] décembre 1936, le cabinet du Reich promulgua la loi «*sur la Jeunesse hitlérienne*», loi qui réunissait dans cette organisation toute la jeunesse allemande de l'intérieur. Hors de la maison paternelle et de l'école, elle doit être élevée physiquement, intellectuellement et moralement dans l'esprit du national-socialisme, au service du peuple et de la communauté. Le devoir de cette éducation incombe au chef de la jeunesse du parti national-socialiste avec le titre de «chef de la Jeunesse du Reich allemand» et le rang d'une autorité supérieure soumise directement au Führer-chancelier.

Bien que cette loi représentât quelque chose d'insolite et d'unique, elle n'était pratiquement que la confirmation par l'Etat d'un fait déjà accompli, car la jeunesse, obligé maintenant d'entrer dans cette organisation nouvelle, s'y était depuis longtemps rangée volontairement pour la plus grande partie. Dans une déclaration au sujet de la loi, v. Schirach rappela les circonstances dans lesquels la jeunesse s'était prononcée autrefois, et développa ses propres intentions, en vue de l'accomplissement de la tâche qui lui était confiée.

«*La jeunesse doit être conduite par la jeunesse:* ces paroles — déclara-t-il — m'ont été dites une fois par Adolf Hitler au temps le plus difficile de la lutte, lorsqu'il me chargea de la jeunesse du parti: elles resteront à l'avenir la ligne de conduite de notre œuvre. Je ne compte pas tergiverser moi-même longtemps en face de ma jeunesse. La conduite de chacune des unités de l'organisation doit répondre à l'esprit qui anime cet âge encore tendre; non des propres à rien sans maturité, mais de jeunes forces pleines d'activité, élevées selon la rude méthode de nos écoles de chefs et de nos académies, présideront désormais à la formation de la jeunesse. Mais là aussi nous nous garderons bien de tout procédé dogmatique et, après être devenus une autorité supérieure du Reich, nous éviterons soigneusement de chevaucher des paragraphes et d'étouffer le sain instinct sous la poussière des dossiers. Dans toutes les périodes de ma lutte, j'ai eu autour de moi une pléiade de collaborateurs, d'âge mûr, il est vrai, mais dont la jeunesse intérieure et l'élasticité, même malgré leurs cheveux gris, pouvaient servir d'exemple à chaque «Pimpf». (On appelle de ce nom les adhérents, âgés de 10 à 14 ans, du degré qui précède la jeunesse hitlérienne proprement dite). Je considère en outre comme de mon devoir de maintenir, sous une forme parfaitement claire selon moi, le principe de la libre volonté, malgré le changement survenu depuis la promulgation de la loi.»

Et de fait, après le 1[er] décembre 1936, aucune pression n'a été exercée sur la jeunesse appartenant aux organisations confessionnelles, pour les engager à adhérer à l'institution nationale-socialiste.

«Mon activité future — poursuivit v. Schirach — sera désormais consacrée à la conduite et à la direction de ceux qui me suivent par millions. La lutte pour l'unification de la jeunesse a pris fin, et de même qu'autrefois j'ai réconcilié les millions de jeunes des associations marxistes, et en ai fait de fidèles camarades et des collaborateurs, de même j'espère réconcilier et gagner à notre cause tous ceux que la volonté du Reich a appelés dans notre communauté.

Je ne songe nullement à rééditer les sacrifices païens dans les forêts de la Germanie, à ramener la jeunesse au culte de Wotan, ni à livrer la jeunesse allemande aux artifices d'une engeance d'apôtres barbus. Bien au contraire! Puisse chacun suivre sa conviction religieuse, dont il peut répondre devant sa conscience. *La Jeunesse hitlérienne n'est point l'Eglise, et l'Eglise n'est point une jeunesse hitlérienne.* La communauté que j'ai à conduire et dont je suis responsable sera exclusivement dirigée par moi et par mes collaborateurs subalternes dans le sens du Führer pour l'Etat national-socialiste.»

Il semble opportun de faire connaître ici la position de principe adoptée par la direction de la jeunesse dans la question des associations confessionnelles.

Ainsi que Baldur v. Schirach l'a exposé dans un discours devant le corps diplomatique et les représentants de la presse étrangère, l'éducation de la jeunesse constitue un droit de suprématie inaliénable de l'Etat. Le but de l'éducation politique de la jeunesse est la formation méthodique du jeune inexpérimenté au rôle conscient de citoyen et de soutien de l'idée nationale. Le mode d'éducation le plus important à cet effet est celui d'une jeunesse d'Etat, c'est-à-dire d'une communauté de jeunes Allemands de toutes situations sociales, de toutes classes et de toutes confessions, travaillant de leur libre consentement aux tâches imposées par l'Etat. Tel est le mouvement de la HJ. Il incarne l'idée d'une commune éducation de la jeunesse allemande.

Dans sa forme précédente, l'association confessionnelle était, selon le point de vue national-socialiste, un refuge de jeunes gens en dehors de l'Etat, dont ils reniaient l'idée. C'était un produit du temps de la division en classes. La conception socialiste du III[e] Reich exige par contre de chacun le renoncement absolu à sa propre individualité en faveur de celle de son peuple. Mais cette individualité socialiste n'a dans la jeunesse qu'une seule expression: la HJ. Toute association juvénile en dehors de celle-ci porte atteinte à l'esprit de la communauté, c'est-à-dire à celui de l'Etat.

Il existe cependant un terrain sur lequel l'association confessionnelle possède un droit intrinsèque à l'existence, droit reconnu et considéré par Hitler. Comme son nom l'indique déjà, l'association confessionnelle de la jeunesse est liée à une destination religieuse; mais cela ne doit pas servir de point de départ à des visées politiques, et doit demeurer le centre d'activité de l'association, car il en résulte autrement une violation de deux éléments inviolables: tout d'abord, l'Etat, dont le droit d'éducation reste intangible, et ensuite la religion, dont l'association confessionnelle se détourne dans la mesure qu'elle consacre à la vie politique.

Tandis que le national-socialisme exige par conséquent de l'association confessionnelle qu'elle se renferme exclusivement dans son domaine religieux, il reconnaît en même temps les droits de la religion. Il n'a rien à objecter, si la jeunesse confessionnelle, quelque soit le nombre de ses membres, s'organise en associations dont la direction et l'activité témoignent d'un effort purement religieux. Après cette limitation de la jeunesse confessionnelle au domaine de l'éducation purement religieuse, la direction de la HJ. serait même prête à lever l'interdiction de la double qualité de membre des deux associations, tout danger se trouvant ainsi écarté que des associations confessionnelles s'occupent de questions dont la nature et la solution sont du seul ressort et de la seule compétence de l'Etat.

Education religieuse à l'Eglise, idée politique à l'Etat, telle serait, selon Schirach, la formule pouvant servir de base à une collaboration féconde.

Quelques jours après la promulgation de la loi sur la Jeunesse hitlérienne, dans une circulaire adressée aux parents et aux jeunes Allemands, Baldur v. Schirach revint sur ce thème:

«De nombreux membres du clergé, tombés dans l'erreur — déclarait le chef de la Jeunesse du Reich — ont tenté de me représenter comme un ennemi de l'éducation religieuse. Si leurs paroles sont demeurées sans écho chez la jeunesse elle-même, c'est parce que celle-ci me connaît mieux. Je n'ai jamais souffert en effet un athée parmi la Jeunesse hitlérienne. Celui qui a prêté serment sur le drapeau de cette jeunesse, n'a pas seulement contracté un engagement avec ce drapeau, mais s'est lié en même temps à une puissance plus élevée. Longtemps avant le 1er décembre, la jeunesse accourue dans nos rangs, devait renforcer son serment de fidélité par cette autre profession de foi: «*Aussi vrai que Dieu me vienne en aide!*»

En ce qui touche aux confessions elles-mêmes, comme nous en possédons plusieurs, je ne puis, en ma qualité de chef de la jeunesse du Reich, en fixer aucune qui soit obligatoire. Tout ce que je dois éviter avant tout, c'est ce qui pourrait susciter la discorde et la désunion.

Je laisse donc aux églises le soin de l'éducation religieuse dans le sens de leurs confessions, et je n'interviendrai jamais en ce qui la concerne. Ma tâche m'a été confiée par le Reich. Je suis donc responsable envers lui de l'éducation physique, intellectuelle et morale de toute la jeunesse dans l'idée de l'Etat national-socialiste. L'accomplissement de ce devoir éducateur comporte un service bien défini. Je n'ai rien à dire si, en dehors de ce service, chaque jeune Allemand reçoit une éducation religieuse conforme à la volonté de ses parents ou de son propre choix. Aucun service ne sera commandé en principe aux heures des offices du culte, de sorte que chacun aura le loisir de fréquenter les églises de sa confession.

La loi du 1er décembre ayant mis fin à la lutte entre la Jeunesse hitlérienne et les associations juvéniles confessionnelles, la conséquence naturelle en est pour moi d'ordonner que dans le cadre de la vaste organisation actuelle du Reich, tous les directeurs et directrices s'abstiennent de toute manifestation dans l'esprit des dissentiments passés, et veillent que le service divin du dimanche et les autres prescriptions religieuses de chaque confession n'éprouvent aucun préjudice en raison du service de la jeunesse hitlérienne.»

En exécution de cette promesse, des ordres de v. Schirach en date du 26 juin 1937, ont limité et réglé les rapports de la HJ. avec les diverses confessions. Le programme de service de la HJ. ayant déjà stipulé que les heures des offices du culte doivent être laissées libres, il a été prescrit désormais qu'en reconnaissance des devoirs spirituels des églises et autres associations religieuses, des permissions seront accordées sur demande dans des cas extraordinaires et pour des manifestations spéciales des églises ou des communautés se rapportant à la foi (retraites de plusieurs jours, pèlerinages, cours de missions populaires, préparation à l'examen religieux, à la confirmation, etc.). Par contre, toute participation sans permission dans le cadre du règlement disciplinaire de la HJ. rend passible de punition. Il ne peut être accordé de permissions pour pratiques religieuses pendant la durée d'un camp de la HJ., de même que si la marche du service doit en souffrir ou si les demandes dépassent la mesure tolérée.

Un autre dispositif règle la question de la double qualité de membre de la HJ. et d'associations confessionnelles de la jeunesse, en établissant la possibilité d'exceptions aux interdictions fondamentales en vigueur jusqu'à présent, c'est-à-dire la possibilité de permissions de cette double qualité.

Organisation du mouvement de la Jeunesse nationale-socialiste

Le mouvement est formé en trois grandes colonnes: le *Jeune peuple* (*JV.*) la *Jeunesse hitlérienne* proprement dite (*HJ.*) et l'*Union des jeunes Allemandes* (*BDM.*). Le Jeune peuple comprend, ainsi qu'il a été mentionné déjà, les garçons de 10 à 14 ans, la Jeunesse hitlérienne (HJ.), ceux de 14 à 18 ans, tandis que l'Union des jeunes Allemandes (BDM.), basée sur le même échelonnement des âges, établit une distinction entre les petites filles et les jeunes filles (celles-ci jusqu'à 21 ans). Le mouvement se répartit en cinq grandes régions principales: Nord, Sud, Est, Centre et Ouest. Les grandes régions se subdivisent en 4 à 5 territoires; un territoire (100.000 jeunes gens en moyenne) se subdivise lui-même en 2 à 5 bans principaux. Chaque ban principal comprend environ 6 bans répartis en bans secondaires, et ceux-ci répartis en groupes. Finalement, les cortèges se divisent en troupes et en camaraderies. La camaraderie (section des jeunes chez le JV., section des filles ou des jeunes filles chez la BDM.), est l'unité la plus petite du mouvement.

Chaque unité a un chef à sa tête. La Jeunesse hitlérienne, avec environ 7 millions d'adhérents, étant la plus vaste organisation nationale-socialiste, il va de soi qu'elle demande un très grand nombre de chefs des deux sexes. Dans les unités inférieures, on compte environ 290.000 places de service à occuper, et 30.000 à peu près dans les unités moyennes. 1.250 places élevées de service sont à pourvoir de chefs. L'appel au Service de travail et celui sous les drapeaux sont année par année la cause de forts changements (20% environ).

La formation de ce corps de chefs s'effectue dans des écoles spéciales, c'est-à-dire dans les écoles régionales de chefs et aux trois écoles d'Empire destinées à ce but: pour les filles, dans les écoles de district ou dans les trois écoles d'Empire également créées à cet effet. La HJ. possède actuellement au total 79 établissements de ce genre, qui travaillent d'après un plan d'études unique sous la direction de maîtres immédiatement contrôlés par le chef de la jeunesse du Reich et par la section d'enseignement scolaire et d'instruction.

Les écoles de chefs sont situées presque sans exception dans des contrées d'une remarquable et pittoresque beauté. Leur installation est partout la même: attirail de sport, moyens d'enseignement, etc. Naturellement, chaque école dispose d'un terrain d'entraînement sportif, car les exercices physiques occupent une place principale dans le plan d'études et sont méthodiquement poussés dans les écoles régionales de chefs. Les écoles d'Empire insistent un peu plus sur les connaissances théoriques et sur les idées générales. Les cours durent en moyenne 3 semaines; mais à partir d'un certain degré, un chef ne peut être nommé que moyennant la preuve de trois années préalables de formation, dont deux dans le service pratique, et une à différentes écoles. Les chefs de la Jeunesse hitlérienne doivent avoir accompli leur service militaire. Toutes ces mesures de sélection assurent une garantie sérieuse de leurs aptitudes quant au caractère et à la connaissance pratique.

Quelque soit sa situation ou son rang dans le service, le chef est détenteur d'un pouvoir autoritaire absolu dans la sphère de sa responsabilité. Le principe

national-socialiste de la responsabilité pleine et entière d'un chef envers son supérieur et de son autorité sans bornes envers ses inférieurs est appliqué dans la HJ. Le chef partage le service de ses subordonnés, les conduit en excursions et au camp, organise les soirées au foyer, et les mille autres détails inhérents à la vie du jeune Allemand de nos jours.

Contrairement à beaucoup d'autres pays, l'Allemagne n'exerce pas sa jeunesse au maniment des armes. L'instruction du tir, donnée dans une mesure très différente aux écoles de chefs avec des fusils à vent, n'a qu'une importance sportive. La formation physique des jeunes hitlériens est une bonne école de sport, dont la direction repose entre les mains du chef du sport du Reich, von Tschammer und Osten.

Le *foyer*, le *camp*, les *excursions:* ces conceptions méritent une mention toute spéciale dans le mouvement de la jeunesse hitlérienne.

Le *foyer* constitue le point central des unités inférieures de l'organisation. Grâce à lui, la jeunesse se rend indépendante de l'auberge et des habitudes qui peuvent y être contractées: alcool, nicotine, etc. Un pareil foyer peut être aussi modeste que possible. Deux vieux wagons de chemin de fer accolés et aménagés intérieurement par les jeunes gens eux-mêmes, valent autant qu'une villa déserte, mise à la disposition des jeunes par des amis bienveillants, et où ils se créent un foyer de leurs propres mains. Toutefois, dans son appel ordinaire à l'occasion de la nouvelle année, le 1er janvier 1937, Baldur v. Schirach insista sur la nécessité de foyers convenables et bien aménagés. Les ministres de la Propagande, de l'Intérieur et de l'Instruction publique lancèrent de leur côté un appel où ils célébraient le bonheur et la joie de ces foyers pour la jeune génération allemande, en même temps que l'étroite camaraderie qui doit présider à l'union de cette jeunesse. Toutes les hiérarchies du parti, tous les services, tant du Reich que des Pays et des communes, unirent leurs efforts pour soutenir la création de ces séjours de repos pour la jeunesse hitlérienne. (Voir fig. 135).

Tous les jeunes gens peuvent se rencontrer au foyer, et si l'un d'eux s'ennuie, il est sûr de trouver un ami de son cortège ou de sa camaraderie. En outre, le foyer contribue d'une façon extraordinaire au développement des idées de la jeunesse. Chaque mercredi soir a lieu ce qu'on est convenu d'appeler la «soirée du foyer». Les jeunes gens et les jeunes filles se réunissent dans leur foyers respectifs, et le chef ou la directrice donnent lecture du programme de la soirée, identique pour tout le Reich et où sont indiqués les airs qui seront chantés en commun. Des portraits passent de main en main et servent à élucider le thème choisi comme sujet de la soirée. Puis, la radio est mise en circuit et sur tous les parleurs allemands, on entend à 20 heures 15 précises, «l'heure de la jeune nation», traiter un sujet choisi, audition, dialogue ou conférence. Des millions de jeunes Allemands reçoivent ainsi un enseignement unique. Conjointement avec cette disposition, de nombreuses émissions supplémentaires sont reçues à l'intérieur des différentes zones de T.S.F., surtout des chants, de joyeuses plaisanteries, des récits d'excursions, etc.

Le camp est naturellement une agglomération de tentes. Il représente le grand compensateur de santé pour la jeunesse des grandes villes, surtout pour les jeunes travailleurs employés dans l'industrie. Le séjour au camp varie en durée entre 4 et 6 semaines. La journée y est remplie par le jeu et le sport, et le soir, sur une place libre au milieu du camp, ont lieu de grandes fêtes avec chorals. Des occasions sont offertes de se livrer à la natation, de monter à cheval, etc. Bien de petits malingres, à la veille de quitter le camp, ont versé des larmes amères à la pensée que leur joli temps était passé pour une année. (Voir fig. 131, 132, 133, 137, 139)

Alors que dans le camp, les jeunes gens restent pendant plusieurs semaines cloués sur place, on peut les voir en *excursion*, aujourd'hui à tel endroit, demain à tel autre. En troupe plus ou moins nombreuse, la toile de tente et la marmite de campement sur le dos, ils marchent à travers le pays et s'arrêtent quelques jours là où ils se plaisent le mieux. De pareilles troupes ont même poussé jusqu'en lointains pays, et l'on trouve même de jeunes hitlériens qui, dans leurs excursions, ont foulé la terre étrangère.

Pendant les mauvaises saisons, une organisation spéciale offre au touriste, et surtout à la jeunesse hitlérienne vagabonde, des possibilités de séjour et d'abri pour la nuit. Nous voulons parler ici de «l'Union hospitalière de la jeunesse allemande», dont 19 Etats étrangers ont pris comme modèles les installations.

L'Union hospitalière allemande est, si l'on veut, le plus grand consortium d'hôtels du monde, avec cette seule différence qu'il ne s'administre pas en vue des intérêts d'un hôtelier ou d'une Société d'actionnaires, mais uniquement dans un but d'utilité commune, au profit de la jeunesse elle-même.

Un réseau d'environ 2.000 de ces auberges *(Jugendherbergen)* s'étend sur toute l'Allemagne, et pour quelques pfennigs, chaque jeune homme peut trouver là pour la nuit un asile proprement tenu avec une nourriture simple et bonne. La plupart de ces auberges sont installées dans de vieux et très beaux châteaux forts, dans de vieilles tours, etc. Mais il existe un nombre presque aussi grand de bâtiments nouveaux érigés dans ce but spécial avec les fonds de l'Union, et que l'on peut citer comme exemplaires sous le rapport architectural et pratique, mais surtout en ce qui concerne l'hygiène. Chaque auberge est dirigée par un couple, appelé «les parents aubergistes», responsable de l'ordre et de la tenue intérieurs. Les inspecteurs de l'Union contrôlent l'état des auberges et étudient leur situation quant aux conditions à satisfaire, afin de procéder à de nouvelles constructions là où un manque de places l'exige. (Voir fig. 134.)

Grâce à un accord avec les autres Etats disposant d'une institution semblable, il a été institué un livret international d'auberge de la jeunesse, donnant à son détenteur le droit de passer la nuit dans chaque auberge de l'Etat en question et dans les mêmes conditions qu'en Allemagne. Les associations d'auberges de la jeunesse se sont réunies en une association internationale, dont le siège est en Hollande, et dont le président est un Allemand.

L'œuvre de l'auberge de la jeunesse a assuré l'année dernière des gîtes de nuit à 7,5 millions de jeunes excursionnistes, contre 4,3 en 1932. L'Union est

donc bien la plus vaste entreprise d'hôtellerie du monde. En 1936, 200.000 étrangers ont été les hôtes de ses auberges.

La mise en train de la Jeunesse hitlérienne au point de vue social vise au relèvement de la capacité chez la future génération; elle trouve son expression la plus claire dans le *concours professionnel du Reich*, organisé chaque année par la direction de la jeunesse hitlérienne, de concert avec le DAF., et dont l'issue vaut aux jeunes vainqueurs d'être présentés au chancelier du Reich.

Cette idée d'un concours dans la vie professionnelle n'est pas neuve; depuis le moyen âge, avec ses concours dans les corps de métier, on a pu observer dans beaucoup de pays et à des époques très diverses, des manifestations de concurrence professionnelle. Mais une pareille extension n'avait jamais été organisée ni réalisée dans une aussi large mesure. Si l'on songe que sur 2 millions de jeunes travailleurs environ, admis à participer au concours de professions du Reich, les 20 meilleurs concurrents sont choisis grâce à un système complet d'épreuves techniques les plus rigoureuses, et que cette sélection occupe des milliers de commissions spéciales, on peut se faire une idée des énormes moyens d'action nécessaires pour ce grand triage.

L'importance de ce concours, le développement chez la jeunesse d'un maximum d'efforts professionnels et par suite l'obtention d'une qualité de travail supérieure, ne sauraient faire l'ombre d'un doute. Mais cet avantage n'est que secondaire par rapport à sa puissante impulsion morale, en vue d'amener toute une jeunesse à la connaissance de la valeur idéale de la classe des travailleurs et de là au socialisme, c'est-à-dire au système politique actuellement dominant en Allemagne. Le concours de professions du Reich n'a donc pas seulement son importance au point de vue technique, mais revêt en outre une importance politique, comme c'est le cas d'ailleurs pour toute l'éducation et l'instruction de la Jeunesse hitlérienne.

Pour les chefs de cette jeunesse, il importe avant tout de rendre bien claires aux yeux des jeunes gens et des jeunes filles la notion de l'idée nationale-socialiste, la reconnaissance du sang et du sol comme bases fondamentales de la vie du peuple. On y parvient en appropriant à chaque âge le mode qui lui convient le mieux: au Pimpf, on présente sous une forme historique, purement contemporaine, en s'appuyant sur des personnalités connues, les exigences que le mouvement impose à lui-même et à sa conduite personnelle. Par contre, le jeune homme hitlérien voit se dérouler devant lui les phases historiques de la vie passée du peuple allemand, et apprend à en tirer les conséquences pour le présent. L'Histoire ressort dans son ensemble de milliers de petits traits particuliers. (Voir fig. 136, 138.)

Un fait caractéristique à cet égard est la récente institution des *Ecoles Adolf Hitler du parti national-socialiste*, comme écoles préparatoires pour les hiérarchies du parti. On y admet les jeunes gens ayant accompli leur douzième année, qui se sont distingués parmi la HJ.

Une chose importante est qu'après avoir passé avec succès son examen de maturité (l'école comprend six classes jusqu'au jour de l'entrée au service militaire), le jeune élève de l'école Adolf Hitler voit s'ouvrir devant lui le chemin libre pour n'importe quelle carrière du parti et de l'Etat. Ces nouvelles écoles, tout entières dans les mains du parti, sont donc une pépinière de futurs chefs du Reich. On y forge la volonté politique du peuple de demain.

Nous ne saurions terminer cette étude sur la Jeunesse hitlérienne, sans mentionner un autre champ de son activité, l'*œuvre du service rural*, ayant pour but de mettre la jeunesse des villes en liaison avec la campagne et de l'occuper dans la lutte pour la production. En 1936, 6.608 jeunes travailleurs furent répartis au service des champs en 463 groupes de village, mais cette institution est en voie d'un plus grand développement. Une unité de service rural, en formation serrée, constitue un groupe de village. Ses membres travaillent chez divers paysans, mais ont leur logement dans un foyer commun.

Le service rural favorise la croissance d'une jeunesse saine de corps et d'esprit, car la camaraderie s'allie ici à un devoir de dur labeur. C'est donc là un des meilleurs régimes de communauté sociale de la jeunesse allemande, et en outre la seule forme, la plus appropriée pour ramener vers la campagne les jeunes éléments urbains.

L'éducation de la jeunesse est une des questions dont toute nation civilisée a le devoir de se préoccuper. La solution du problème varie naturellement avec chaque pays, car elle est surtout dictée par le caractère national. Mais malgré cela le domaine de l'éducation de la jeunesse se prête mieux qu'aucun autre à un échange amical de sentiments entre les peuples. Plus les éducateurs de la jeunesse des nations civilisées parviendront à se mettre d'accord sur les principes fondamentaux de cette éducation, plus deviendra vraisemblable la croissance d'une nouvelle génération élevée, non dans une mutuelle hostilité, mais dans une communauté fructueuse pour la cause de la paix.

Cette conviction chez Baldur v. Schirach l'a conduit à confirmer que la direction de la Jeunesse hitlérienne se tient à l'écart de toute politique extérieure, et qu'elle doit s'imposer, dans le travail à l'étranger, le grand devoir de réaliser la collaboration de la jeunesse allemande avec celle des autres peuples. C'est pourquoi chaque année, la HJ. entreprend de nombreuses excursions hors d'Allemagne, afin d'apprendre à connaître les pays étrangers, ainsi que les mœurs et coutumes de leurs peuples. En même temps, des invitations sont lancées en grand nombre à la jeunesse étrangère en vue de l'inciter à visiter l'Allemagne et à connaître la Jeunesse hitlérienne. L'année dernière, les étrangers ayant répondu à cette invitation n'étaient pas moins de 50.000. Un enseignement de la connaissance des pays étrangers et des langues étrangères est en outre pratiqué dans les formations de la HJ.

En résumé, on peut dire que la nouvelle Allemagne apporte ses soins les plus empressés et ne néglige rien, en vue de faire surgir des rangs de la jeunesse une génération plus vigoureuse de corps et d'esprit que celle née au temps immédiat d'après-guerre. Hitler prend un intérêt personnel à ce problème, comme le prouvent la mise en sous-ordres directes du chef de la Jeunesse du Reich, et le soin

qu'il a eu de libérer le mouvement de la jeunesse de tout enchaînement par la bureaucratie gouvernementale. Le Führer voit dans la jeune génération nouvelle l'avenir de la nation et du Reich, en même temps que la continuation de son œuvre.

«*Un temps viendra où le peuple allemand éprouvera une indicible joie en considérant sa jeunesse: alors nous entrerons tous avec tranquillité, avec confiance dans les vieux jours, profondément pénétrés d'une heureuse conviction, celle que notre lutte pour l'existence n'a pas été vaine. Cette jeunesse marche déjà derrière nous. C'est l'esprit de notre esprit, c'est notre ferme décision, notre ténacité, c'est la représentation vitale de notre race*». (Hitler à l'assemblée du parti en 1935.)

Les comparaisons sont toujours inopportunes et souvent même odieuses; mais malgré cela, pour ne citer que deux exemples, on peut dire: si le mouvement des boyscouts anglais et celui des Balilla italiens, avec leurs organisations subséquentes, représentent par l'idée et par la forme la solution la plus heureuse pour ces deux pays, la HJ., tout en s'écartant en des points décisifs de ces deux institutions, est pour l'Allemagne la forme la mieux adaptée à une union juvénile. De même que le boyscout et le Balilla, le jeune hitlérien donne la véritable expression du caractère national.

«*En avant, en avant!*
Notre vie est le temps nouveau!»

Tel résonne l'hymne de combat de la HJ.

XVI.

La Femme dans le III[e] Reich

Nos précédentes considérations sur la politique démographique et d'hygiène nationale-socialiste, sur le Service de travail et sur la Jeunesse hitlérienne, nous ont déjà fourni l'occasion de faire ressortir que les femmes ont aussi leur part à ces institutions de la nouvelle Allemagne. Mais pour donner au lecteur un aperçu complet de la situation que le national-socialisme ménage à la femme dans la vie nationale, il nous semble opportun de mettre en évidence le courant d'idées qui trace à ce sexe son devoir et forme le champ de son activité.

Déjà comme chef de parti, Hitler ne perdit jamais de vue quel rôle important incombe à la femme comme compagne de l'homme et comme propagatrice. «*Sans la constance et le dévouement vraiment tendre de la femme* — déclara-t-il lors de la dernière assemblée de Nuremberg — *jamais je n'aurais pu conduire le parti à la victoire.*» Dès son arrivée au pouvoir, il se rendit clairement compte de la grande importance de l'élément féminin dans ses différentes manifestations, et cela non seulement dans le sens politique général, mais aussi dans celui de la politique démographique, d'hygiène, et dans d'autres ressorts pour lesquels la collaboration patiente, affectueuse et délicate de la femme est tout particulièrement nécessaire.

Et maintenant, sous quel point de vue idéal les femmes allemandes ont-elles pris part dès le début au mouvement hitlérien? A cette question, que nous posâmes, ainsi que plusieurs collègues de la presse étrangère, à Madame Gertrud Scholtz-Klink, l'active et distinguée dirigeante des femmes du Reich, lors d'une conférence à l'hôtel Kaiserhof, nous reçûmes la réponse suivante:

«La conception qui embrasse notre peuple tout entier dans ses racines les plus profondes, n'est point dictée par des considérations matérielles, mais s'inspire de l'âme de ce peuple. Là où les phénomènes psychiques sont en jeu, ce n'est plus la majorité qui décide, mais la force intrinsèque de l'individu. Cette notion n'était pas vivante en Allemagne seulement chez les hommes, mais des femmes en grand nombre, durant les années de la lutte pour la conquête de l'âme allemande, furent leurs auxiliaires sans condition et sans réserve.

Certains milieux nous ont fait de cette assistance sans condition le reproche de trahir les intérêts particuliers de la femme, et je désire m'expliquer une bonne fois très nettement à ce sujet, en disant: Le principe fondamental supérieur de l'idée nationale-socialiste a été dès le commencement ce qu'il est encore aujourd'hui, à savoir: L'utilité générale avant l'utilité privée. Aussi longtemps donc qu'il ne nous était pas possible de venir en aide à notre peuple *tout entier*, nous n'avions pas à nous préoccuper en

quoique ce fût des désirs spéciaux ou des soucis particuliers de la femme. Aussi longtemps que les cœurs des hommes allemands étaient oppressés par le grave souci de la destinée de notre peuple, cette idée totalitaire prima chez nous autres femmes tous les désirs et les soucis personnels.»

L'étranger nourrit sur la femme allemande bien des préjugés et de fausses opinions, qui, comme toujours, ont leur source dans la connaissance insuffisante de l'Allemagne et de son peuple. Les uns la jugent d'après la Berlinoise mondaine, élégante, svelte, qui promène sur le Kurfürstendamm son bichon au poil long et soyeux, ou qui pilote sa «Mercedes» sur les routes verdoyantes des environs. D'autres voient dans la femme allemande le type bourgeois de la «Gretchen» au teint fleuri de vives couleurs naturelles, aux yeux bleus et aux tresses blondes retombant sur les épaules. Le premier jugement est aussi erroné que serait celui de vouloir juger la femme française d'après la «Parisienne» des grands boulevards.

La femme allemande offre généralement un extérieur d'élégante simplicité et garde dans son for intérieur une franche sincérité; si, sous le nouveau gouvernement, elle ne fréquente pas les écoles supérieures avec la même assiduité qu'autrefois, et ne vise nullement aux honneurs politiques, son instruction générale n'en demeure pas moins aussi remarquable que son intérêt pour la musique, pour la littérature et pour les arts de toute nature. Il est rare, par exemple, de ne pas voir dans un autobus une femme ou une jeune fille occupée à lire son auteur favori, et de même aux concerts, où l'élément féminin forme la majorité des auditeurs, les femmes apportent une attention vraiment religieuse.

Un autre détail digne de remarque est encore leur amour pour le sport, comme il appert de la participation si active des femmes, et pas seulement des plus jeunes, aux exercices de corps des nombreuses sociétés sportives existant dans chaque ville d'Allemagne. L'intérêt pour tout ce qui touche à cette pratique méthodique des exercices physiques s'étend de l'athlétisme léger à la natation, au jeu de barres, et jusqu'aux courses de skis.

Mais une pensée dirige et anime avant tout la jeune fille allemande: celle de la famille; elle rêve d'un futur foyer dont elle serait l'âme. Ce n'est point une «garçonne», mais une jeune personne consciente de son rôle de femme, au cœur tendre toujours accessible à l'appel éternel de l'amour. Certes elle s'enthousiasme aux discours patriotiques d'Hitler et aux grandes démonstrations publiques du national-socialisme; toutefois, l'impression qu'elle en retire la plupart du temps et qui revient sans cesse, est la consolante pensée de sa vocation comme femme et comme mère. Sous ce rapport, la femme allemande ne le cède en rien à n'importe quelle femme au monde. Comme épouse, chacune met son amour propre à passer pour bonne «ménagère» et à donner la preuve de ce qu'elle a appris à cet égard au foyer paternel, ou à la section d'économie ménagère des femmes du parti, ou bien encore dans une des nombreuses écoles privées d'enseignement des soins domestiques. Là, les jeunes fiancées ont le loisir de s'exercer pratiquement dans toutes les branches de la tenue du ménage, afin de pouvoir offrir plus tard à leur futur époux une compagne non seulement pleine de tendresse

et d'affection, mais encore capable de diriger joyeusement, confortablement et sagement, un intérieur. A tous ces dons innés s'ajoute en outre le principe national-socialiste de la communauté.

«*Nous servons à la vie de notre peuple* — nous disait un jour une collaboratrice de la direction nationale-socialiste des femmes — *nous considérons notre travail ménager comme un moyen d'atteindre et de maintenir chez notre peuple la santé de corps et d'âme par les forces vives de notre propre économie populaire.*»

Cette idée nouvelle a effectivement exercé un changement profond chez la femme allemande, changement dont elle fait preuve aussi bien dans la vie extérieure que dans les sentiments intimes. Si par exemple aujourd'hui, des milliers de jeunes hitlériennes arborent avec fierté leur costume à la fois simple et bienséant, le corsage brun et la robe noire, si elles ont renoncé aux cheveux courts pour garder à leur chevelure son port naturel, c'est là un retour de la jeunesse allemande aux mœurs et à la morale primitives, à une plus haute considération de sa propre personne, mais aussi à un plus grand respect de l'opinion d'autrui, sans pruderie exagérée toutefois. A cela contribue aussi une plus grande déférence de l'homme pour la femme, car la possibilité croissante d'occupation, l'incorporation des jeunes gens dans le Service de travail et dans l'armée, ont non seulement purgé la rue et les locaux mondains d'un grand nombre de chercheurs d'aventures, mais leur ont encore permis de mieux connaître les règles de la vie en commun et par suite de mieux observer le respect de la femme.

L'attitude inconvenante, et même parfois plus qu'inconvenante, des jeunes gens envers les femmes, fut une des premières impressions que nous ressentîmes il y a des années, lors de notre arrivée dans la capitale de la république de Weimar. Nous souhaitions alors vivement dans l'intérêt du sexe fort aux yeux du monde, le retour à une forme d'éducation, où les jeunes gens pussent puiser à coup sûr la conscience de leurs devoirs envers le sexe faible.

Il est intéressant de rappeler à propos du nouveau sens de la morale et des mœurs telles que le national-socialisme les inculque à la jeunesse féminine, un mot de v. Schirach aux jeunes filles de la BDM.: «Comme jeunes filles, vous avez un rôle à jouer dans le nation, celui de créer et d'éduquer, avec la volonté de devenir un jour les mères de notre peuple et les fidèles compagnes de nos hommes. Car les hommes qui doivent former l'avenir du peuple allemand veulent des femmes de votre valeur, des femmes prêtes, en toute foi et en toute vaillance, à soutenir, à côté des hommes, tous les sacrifices et toutes les rigueurs de la vie. C'est là un but élevé pour chaque jeune fille, qui mérite de se faire soi-même pour des longues années forte, prompte, capable, et de se maintenir pure afin de pouvoir réellement remplir cette mission.»

La jeune fille allemande se considère comme très heureuse si, avant le mariage, elle peut travailler dans un bureau, dans un commerce ou dans une exploitation, et soulager par là sa famille du poids de son entretien; une partie de son salaire contribue aux dépenses du ménage paternel, et l'autre lui permet de suffire seule aux petits besoins de son existence et de son plaisir personnels. Elle témoigne également un penchant marqué pour l'assistence aux malades, qui, en Alle-

magne, demande la participation à différents cours d'études, et une formation pratique d'assez longue durée. Mais, une fois mariée, la jeune Allemande renonce joyeusement à l'activité même la plus féconde en riantes perspectives, pour se consacrer à son foyer et à la vie de famille. Tout ce que nous avons énoncé plus haut à ce sujet est confirmé par le grand nombre des unions contractées avec le prêt de mariage, octroyé, comme nous l'avons mentionné en son temps, moyennant la garantie que la future épouse renonce à toute place de travail.

Le national-socialisme a exactement établi le rôle de la femme et ses devoirs envers la communauté. Selon Hitler, la vie d'un peuple comprend deux mondes: celui de la femme et celui de l'homme. La nature a opéré la juste répartition, en plaçant l'homme avant la famille et en lui imposant en outre le devoir de la protection du peuple, de la totalité. Le monde de la femme, son bonheur, résident dans la famille, dans son mari, dans ses enfants, dans son foyer. De là son regard s'ouvre sur l'ensemble. Les deux mondes réunis forment une communauté dans laquelle un peuple peut vivre et subsister.

Le national-socialisme ne pousse pas ce rôle de la femme jusqu'à un empiétement sur le domaine d'activité de l'homme. Mais il s'élève malgré cela contre certaines assertions étrangères d'après lesquelles les femmes allemandes seraient privées de toute liberté, de toute égalité de droits. Dans un de ses derniers discours, le Führer s'exprimait ainsi: «*Aussi longtemps que nous possédons une génération d'hommes parfaitement saine (et nous autres, nationaux-socialistes nous y veillerons), il ne se formera en Allemagne ni section féminine de lanceuses de bombes, ni corps féminin de tirailleurs. C'est là en effet, non une égalité, mais un rabaissement des droits de la femme.*»

La femme trouve dans la nouvelle Allemagne un champ de travail d'une incommensurable étendue, et il n'est nullement question de la détourner de sa vocation naturelle. On veut seulement lui ménager dans la plus large mesure la possibilité de se fonder une famille et de donner le jour à des enfants, en se rendant par là de la plus grande utilité au peuple. Dans l'idée nationale-socialiste, si une licenciée en droit se donne tout le mal possible, et qu'auprès d'elle se trouve une mère entourée de 5, 6 et 7 enfants, tous bien portants et bien élevés, cette mère a fait et s'est acquis un plus grand mérite que l'autre, au point de vue du bien permanent du peuple. Dans l'opinion d'Hitler, un bon gouvernement doit chercher à faciliter pour chaque femme et pour chaque homme le choix de son cœur. C'est ce dont le gouvernement du Reich s'efforce, en réalisant avant tout, par voie législative, un sain état des sexes.

Le renvoi de ces derniers à leur domaine propre et convenable d'activité évite tout passe-droit, et, loin de dégrader la femme au rang de créature inférieure, ne fait que confirmer les différences naturelles. La tâche que le nouvel Etat impose à la femme allemande est beaucoup plus grande que s'il s'agissait d'une concurrence professionnelle ou politique à l'homme. Il est également erroné de regarder comme «improductive» l'activité de la ménagère. C'est là un mot avec lequel il a été joué beaucoup trop en Allemagne, et qui ne pouvait venir à la pensée qu'en un temps où celui de «productivité» se confondait avec le propre gain matériel, dans la propre famille, et jamais avec le bien de la totalité du peuple, bien qui indirectement est aussi celui de l'individu.

L'association nationale-socialiste des femmes et l'Œuvre de la femme allemande

Cette association prit naissance au temps de la lutte pour la prise du pouvoir en tant qu'organisation des femmes nationales-socialistes. Sa formation est conforme à celle du parti: une direction des femmes du Reich (confiée à Mme Scholtz-Klink avec Mme Else Paul comme représentante), des directrices de districts, d'arrondissements et de localités, des cellules, et des blocs. L'organisation embrasse un total de 11 millions de femmes.

Le 30 janvier 1933, la voie fut ouverte vers l'accomplissement du programme établi, grâce à la fondation de l'*Œuvre de la femme allemande*, ayant pour but la réunion des nombreuses associations féminines grandes et petites, auxquelles manquaient une direction unique et une juste conception générale. L'Œuvre de la femme allemande est actuellement le grand foyer commun de tout le sexe féminin du pays. Elle comprend toutes les organisations, sociétés et membres individuels, ayant pris de tout temps une part active à la destinée du peuple. On y rencontre, unies dans un commun effort, la ménagère et l'étudiante, l'institutrice et la sœur infirmière, l'ouvrière et la zélatrice des arts.

La Derfflingerstrasse, à l'ouest de Berlin, abrite derrière ses vieux arbres le nouveau foyer de la direction des femmes du Reich. Il est divisé en quatre sections administratives, et en cinq grandes sections principales de travail. Les premières s'occupent de la gestion des affaires, de l'organisation, de la presse, et de la propagande. Quelques données concernant les cinq sections principales édifieront le lecteur sur l'activité largement étendue de cette organisation.

La section principale «Culture, éducation, enseignement» a pour domaine: l'enseignement de l'idée nationale-socialiste, enseignement donné dans les deux écoles de direction du travail à Cobourg et à Berlin, ainsi que dans 32 écoles de directrices de district (pour 100.000 femmes et jeunes filles formées jusqu'ici), la politique de races, les exercices physiques, l'éducation des filles, l'art plastique et l'art appliqué, la littérature, les jeux populaires et l'organisation du temps libre.

La section principale: «Service de la mère» a dans ses attributions l'instruction des mères, les soins hygiéniques, y compris ceux aux nourrissons, l'éducation, l'agencement du foyer, et le travail populaire.

La section principale: «Economie politique — économie ménagère» s'occupe ainsi: Economie politique, économie ménagère, alimentation, formation en vue de l'économie ménagère, habillement, bâtiment et logement. C'est un ensemble de toutes les questions économiques qui concernent la femme en tant que consommatrice et administratrice.

La section principale: «Pays frontières, et étranger» a pour rôle d'assister et d'éclairer les étrangers, ainsi que de s'occuper des territoires de travail des femmes aux frontières allemandes et aux colonies.

Finalement, la section principale: «Service de l'assistance», réunit le travail

des femmes de la Croix Rouge, l'assistance à la femme par la NSV., le WHW., par l'œuvre de secours «La mère et l'enfant», et la participation à la Ligue de protection contre les attaques aériennes.

En devenant membre de l'Œuvre de la femme allemande, toutes les femmes ont la possibilité de mettre leur travail et leur activité au service d'une de ces sections et par suite au service de la communauté.

Une mention spéciale, dans le cadre de cette œuvre, s'attache au «*Service des mères du Reich*» qui a pour mission d'amener la génération nouvelle des mères à des idées et à des vues pratiques sur la fondation d'une famille saine. L'Œuvre des femmes allemandes a mis ici complètement de côté tout schéma théorique, pour donner la préférence à la pratique. La femme acquiert par là la connaissance de sa force intrinsèque, et la nation entre en possession d'une élite de mères conscientes de leur rôle et des besoins de leur peuple.

L'enseignement doit réaliser la formation de mères physiquement et moralement à hauteur de leur tâche, bien pénétrées de la grandeur de leurs devoirs maternels, expérimentées dans le soin et dans l'éducation des enfants, et parfaitement au courant de leurs obligations comme ménagères. Cet enseignement comporte trois phases: la conduite du ménage, avec cours d'art culinaire et de travaux de couture à domicile; la tenue de l'hygiène, avec cours de soins aux nourrissons et d'hygiène générale, ainsi que de soins pour le cas de maladie à la maison; leçons d'éducation, avec cours sur les questions y relatives, et instruction sur des menus détails, sur les usages populaires et sur l'agencement du foyer.

Les cours durent 3 mois. Le nombre des participantes varie sans cesse. De 186.000, chiffre rond, en 1935, il était déjà monté à 1.140.000 en 1937. Le nombre des écoles de mères est actuellement de 220, auxquelles s'ajoutent encore quatre écoles de mères pour les femmes résidant sur des territoires en détresse, où le cours ne peut avoir lieu, mais qui néanmoins sont capables de transmettre à leur voisinage ce qu'elles ont appris. En outre, une école de mères d'Empire a été fondée à Berlin-Wedding comme école pour maîtresses de l'enseignement.

Les mêmes principes fondamentaux sont appliqués dans le domaine de l'économie politique. Ici, les femmes et les jeunes filles apprennent à toujours employer le bien acquis par leur travail de façon à pouvoir justifier cet emploi devant le peuple entier. Ainsi leur devient-il possible d'ériger en vie agréable une existence issue d'un dur labeur. Les jeunes filles y sont préparées déjà dans le service féminin du travail.

Outre l'Œuvre des femmes allemandes, les femmes du parti national-socialiste ont aussi créé le *Bureau des femmes du Front de travail allemand*, auquel incombent le soin de la politique sociale, la lutte pour l'honneur du travail et la protection de la mère en état de gagner sa vie. La directrice de ce bureau est Mme Scholtz-Klink elle-même. Le bureau a pris l'initiative de quatre larges mesures, à savoir: échange des places de travail, alternance du travail lourd, accord avec la NSV. en faveur des femmes enceintes dans les exploitations, et congé supplémentaire par remplacement des étudiantes.

Par l'échange de places, les femmes sont remplacées dans leur travail par des hommes, dans les cas où elles trouveraient autre part à assurer leur existence.

L'application de cette mesure à l'avantage de procurer ainsi du travail au mari ou au fils eux-mêmes en chômage. Une autre forme de l'échange consiste à ménager aux femmes des emplois à un travail plus léger et à passer le travail lourd aux hommes. Le retrait des femmes du travail lourd s'effectue dans une large étendue. Mais s'il arrive encore, dans des cas isolés, que le travail incombant en propre à des hommes soit cependant fourni par des femmes, une assimilation du salaire de ces dernières a lieu avec celui des hommes.

Jusqu'à la nouvelle promulgation de la loi pour la protection des mères, le bureau a conclu avec la NSV. un accord en vertu duquel 4 à 6 semaines avant les couches, les femmes suspendent leur travail, et peuvent recevoir un secours supplémentaire. Le remplacement des femmes du travail par des étudiantes répond au désir de procurer à la femme mariée travaillant en fabrique, et qui est mère, un temps libre dépassant celui du congé auquel elle a droit, tout en lui assurant en même temps son salaire complet. Pendant trois semestres de vacances 2.600 étudiantes ont endossé le travail de fabrique, ce qui a rendu disponibles 43.000 jours de congé supplémentaires, payés, au profit des ouvrières.

Madame Scholtz-Klink est en même temps directrice de la *Croix Rouge*, association de femmes du Reich. Le service préparatoire de cette institution internationale acquiert par là une très vive impulsion. En vertu d'un accord particulier, la Croix Rouge allemande se charge de l'instruction des membres féminins du parti national-socialiste en vue de la formation ultérieure des femmes auxiliatrices, de sorte que le service préparatoire s'enrichit d'un afflux de personnes de la plus haute volonté d'action politique, et conscientes de leur responsabilité envers la communauté. La femme allemande — comme nous l'avons déjà mentionné — manifeste en effet un penchant tout particulier pour l'assistance aux malades. Les Samaritaines de la Croix Rouge s'unissent aux auxiliatrices de la NSV. pour leurs visites aux malades, pour leurs écoles enfantines, et prêtent service lors des grandes démonstrations, si fréquentes en Allemagne, qui attirent un formidable concours de masses (telles les réunions sur le champ de Tempelhof, à Berlin, les congrès annuels du parti à Nuremberg, etc.). Le service de la Croix Rouge allemande compte actuellement 91.411 Samaritaines et 9.298 dames auxiliatrices.

Cette preuve de l'activité de la femme allemande dans l'institution génevoise, nous permet, croyons-nous, de clore ici nos considérations sur la femme dans le III[e] Reich, après l'avoir dépeinte comme jeune fille, comme épouse et comme mère, mais surtout comme membre de la communauté. Certes le programme établi est encore loin de sa complète exécution, car il reste beaucoup à faire, mais les résultats produits au cours de ces quatre années laissent prévoir que l'œuvre s'accomplira un jour, et que beaucoup des dures conditions de l'heure présente disparaîtront en même temps. Mme Scholtz-Klink nous disait une fois: «*Nous poursuivons notre chemin les yeux fermés, un chemin qui nous conduit à nous-mêmes; la considération de notre propre personne nous permet d'envisager toutes les conséquences. Si le destin entrave notre voie en y jetant des pierres, comme il arrive à chaque peuple, nous ne trébucherons pas, mais nous construirons des marches afin de grimper plus haut. Notre voie devra alors être entourée du respect de tous ceux qui aiment leur peuple comme nous aimons le nôtre!*»

XVII.

La Nouvelle Culture allemande

Notre randonnée à travers la nouvelle Allemagne nous amène maintenant dans le domaine du chef de la propagande du mouvement national-socialiste, en même temps ministre de la Propagande du Reich, le Dr Joseph Goebbels, l'orateur et le polémiste le plus fort parmi les collaborateurs d'Hitler.

Sa parole, son énergie, ont contribué pour une large part en son temps au développement du parti, et exercent actuellement encore une vive influence sur la politique allemande. Il semble opportun de tracer ici une courte notice biographique de ce jeune ministre, si populaire, avec sa taille élancée, petite, son regard vif et pénétrant, son oreille affinée pour chaque attaque et sa tête caractéristique de penseur.

Le Dr Goebbels, né il y a 39 ans à Rheydt, en pays rhénan, est issu d'une vieille race westphalienne de paysans et de petits bourgeois. Il fréquenta tout d'abord l'école primaire de Rheydt, puis le gymnase. Ses études, comme c'est fréquemment le cas en Allemagne, le conduisirent dans diverses universités: à Bonn, à Fribourg, à Würzburg, à Munich, à Heidelberg, à Cologne et à Berlin. Elles portèrent sur l'histoire, l'art, la littérature et la philologie. En 1920, à Heidelberg, il fut promu docteur en philosophie.

Deux années plus tard, à Munich, il apprend à connaître le parti national-socialiste. A la suite d'une réunion où Hitler a pris la parole, il devient membre du parti. Il commence la lutte en sa faveur dans le mouvement des étudiants, puis fonde en Rhénanie et dans la région de la Ruhr, malgré l'occupation, les premiers groupes locaux sous un nom d'emprunt. La petite ville d'Hattingen, dans la Ruhr, sert de quartier général. En 1924, le Dr Goebbels, expulsé par les autorités du corps d'occupation, se rend à Elberfeld, où il prend la direction du journal *Völkische Freiheit*. Il fonde plus tard les *Lettres nationales-socialistes*, organe destiné à donner toute clarté à son programme. La même année, il devient chef du district Rhin-et-Ruhr.

Mais bientôt l'attention se fixe sur lui et sur son talent naturel, et Hitler, qui a tant à cœur la tâche difficile de gagner la capitale du Reich au national-socialisme, appelle celui qu'il se plaît à nommer «notre docteur», à la tête du district de Berlin.

Goebbels entreprend à fond l'œuvre d'organisation et entame la lutte, une lutte morale pour la conquête du peuple et pour la défense contre l'influence marxiste dominante sur les rives de la Spree. Il inaugure une feuille nationale-

socialiste *Der Angriff*, d'abord hebdomadaire, puis devenue quotidienne en raison de son succès. Une fois l'organisation poussée assez loin dans le parti, il lui est possible d'envoyer à l'assemblée de Nüremberg 700 hommes des SA., appartenant au district de Berlin, malgré la dissolution dont ce dernier a été l'objet. Cinquante de ces hommes, se trouvant sans travail, se rendent à pied de Berlin à Nüremberg. A leur retour, les 700 hommes sont arrêtés dans le train, mais la lutte pour la conquête de la capitale du Reich est définitivement décidée. En 1929, «notre docteur» est nommé chef de la propagande du parti national-socialiste. En cette qualité, comme en celles de chef de district, de directeur de journal et d'orateur, il trouve toujours le temps de s'acquitter de ces multiples devoirs; son remarquable talent oratoire, sa brillante aptitude journalistique, et sa puissante faculté organisatrice, lui rendent la tâche facile. Nous avons eu assez souvent l'occasion d'entendre ses paroles tranchantes, vibrantes, chaleureuses, de le voir au travail, travail exigeant du courage; c'est pourquoi sans nous étonner du succès obtenu, nous y vîmes la conséquence naturelle et nécessaire d'une aussi judicieuse et intensive activité.

En 1928, Goebbels fit son entrée au Reichstag, où ses électeurs le renvoyèrent une seconde fois en 1930. Au printemps de 1931, après un de ses discours, l'opposition nationale-socialiste tout entière quitta ostensiblement la salle du parlement au chant de l'hymne de Horst Wessel. Immédiatement après, au Sportpalast, occupé par vingt mille auditeurs, Goebbels prit la parole. Il déclara entre autres: «Nous sommes arrivés aujourd'hui à la troisième étape du mouvement de l'opposition. Nous nous disposons à prendre en main le gouvernail.» Le 1er mai, Goebbels célèbre un «jubilé»; il note les 75 mois de prison prononcés contre lui en l'espace de trois mois. Dans un cinéma de l'ouest de Berlin, le film de Remarque «A l'Ouest rien de nouveau» est représenté couramment. Des démonstrations bruyantes dans lesquels des moyens drastiques jouent un certain rôle, amènent la chute du film. Peu de temps avant Noël, Goebbels est de nouveau accusé de haute trahison.

Les années de la décision le mettent justement à une épreuve des plus rude, mais la victoire du 30 janvier 1933 couronne ses efforts. Quelques semaines plus tard, Goebbels prend le ministère, nouvellement créé, d'Eclaircissement du peuple et de Propagande, situation qui lui revenait tout logiquement dans le IIIe Reich.

Outre ses articles quotidiens dans les journaux, de nombreuses publications sont dues à sa plume, à savoir: «L'homme des SA. inconnu», «Michael», «Le Livre Isidor», «Knorke», «La lutte pour Berlin», «La semence sanglante», «Le Vagabond», «La seconde révolution», «Les maudits de la croix gammée», «Le Nazi-Sozi», «Le petit ABC.», «Signal de départ», «Lénine ou Hitler», «Les chemins dans le troisième Reich», «Le réveil de Berlin», «Du Kaiserhof à la Chancellerie du Reich», «L'Angriff», etc.

Au milieu des luttes les plus rudes pour le pouvoir, en 1933, Hitler et le Dr Goebbels élaborèrent le plan d'un ministère de Propagande du Reich, dont tous les détails d'exécution furent établis. Et de fait, le 13 mars 1933, le ministère d'Eclaircissement du peuple et de Propagande fut le premier érigé après

la prise du pouvoir, par décret présidentiel, et son ressort confirmé par décret du 30 juin de la même année. Ce ressort embrasse principalement: Le service des renseignements, l'éclaircissement à l'intérieur et à l'étranger, les jours de fête nationaux et les fêtes, la presse, la radiotélégraphie, la réclame, les cinémas, la lutte contre les écrits dangereux, et, chose particulièrement importante, le domaine de l'art tout entier, sauf quelques exceptions (voir fig. 140. 141).

Pourquoi cette association de l'«éclaircissement» et de la «propagande»? La réponse est donnée par le premier paragraphe du décret cité plus haut, dans lequel il est dit: «Le ministre du Reich pour l'Eclaircissement du peuple et pour la Propagande est compétent pour tous les devoirs d'influence morale sur la nation.» L'éclaircissement du peuple est en soi quelque chose de passif; par contre la propagande réclame l'action. Les deux éléments doivent nécessairement se compléter pour rendre efficace l'influence envisagée.

Mais pourquoi un pareil ministère, qui révolutionne toutes les idées précédemment en cours? A cette seconde question, le ministre lui-même a répondu devant la presse quelques jours après sa nomination:

Je vois dans le ministère nouvellement institué la liaison entre le gouvernement et le peuple, le contact vivant entre le gouvernement national en tant qu'expression de la volonté du peuple et le peuple lui-même . . . Je ne crois pas que nous eussions atteint notre but avec la majorité parlementaire de 52%[1]). Un gouvernement qui doit prendre des mesures aussi graves, aussi décisives que le nôtre, ne pouvait trouver en permanence dans le peuple l'appui dont il a besoin pour ces mesures décisives, s'il se contentait de cela. Il doit justement employer tous les procédés préparatoires de propagande pour attirer le peuple de son côté . . . *Et un travail pratique seul ne suffit pas: il doit être rendu clair aux yeux du peuple.*»

Durant les 14 années de lutte, le national-socialisme avait acquis l'expérience de la valeur de cet éclaircissement du peuple et de cette propagande. Que serait-il advenu de ce mouvement, auquel le gouvernement d'alors et de si nombreux adversaires politiques suscitaient des obstacles de toute nature, sans une pareille et puissante influence psychologique sur l'âme du peuple? Il n'est donc que tout naturel que cette influence persistât après la prise du pouvoir, et que le soin en fût confié à l'homme qui s'était révélé un maître sur ce terrain politique si important. «Le nouveau ministère n'a d'autre but que celui de maintenir la nation serrée derrière l'idée de la révolution nationale. Ce but une fois atteint, on peut à loisir prononcer la sentence contre mes méthodes, peu importe, car le ministère a réalisé le but de ses travaux.» (Goebbels.)

Le succès est en effet démontré par les votes populaires presque 100 pour 100, dont nous avons déjà parlé plus haut. Le ministère aurait donc bien pu à ce moment fermer ses portes, sans la nécessité absolue de poursuivre, sinon la propagande, en tout cas l'éclaircissement de l'opinion publique. C'était la seule condition pour raffermir le résultat obtenu et cette liaison entre le gouvernement et le peuple que le D[r] Goebbels avait proclamée devant la presse comme le premier devoir de son ressort. Le ministère de la Propagande doit en outre servir d'intermédiaire auprès du peuple, afin de lui fournir les connaissances et les informations nécessaires à chaque citoyen pour l'intelligence des événements. Chaque Allemand doit savoir exactement pourquoi et dans quel but le gouvernement national-socialiste a pris telle ou telle décision. Le ministère a pour mission de cultiver chez le peuple la notion des nécessités politiques, et de créer chez le peuple par la simple connaissance des conditions existantes, une attitude active lui permettant de donner sa voix en pleine conscience, lors des votes auxquels il est appelé.

1) Résultat du vote du Reichstag, le 5 mars 1933.

Le décret du 30 juin 1933 impose encore au ministère les devoirs de propagande pour l'Etat, la culture et l'économie, l'information de l'opinion publique allemande et étrangère sur le III[e] Reich et l'administration de toutes les institutions pouvant servir à ses buts.

Les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie le ministère rendent compréhensible pourquoi la direction des âmes et des volontés, incarnée dans l'Etat national-socialiste par le sens attaché aux mots «Eclaircissement du peuple et propagande», s'est étendue dès le premier moment à la surveillance et à la conduite des grands moyens d'influence sur les masses: presse, radiotélégraphie, film, et pourquoi la conduite en a été confiée au nouveau ministère. Une question plus ardue est celle qui concerne l'art et la culture, c'est-à-dire la formation intellectuelle du peuple. Certes, il est évident que le théâtre, l'image et le livre, ainsi que la musique, servent à des influences politiques dans le sens antique et étroit du mot. Mais il paraît douteux que l'art et la littérature puissent être traités selon les règles adoptées pour les moyens d'influence politique. Force est donc d'éclaircir ici la notion du point de vue allemand.

Dans la conception nationale-socialiste, tout autre est le motif de l'absorption de l'art et de la littérature dans le cadre de la propagande. On peut l'exprimer le plus brièvement en rapportant le mot du ministre lui-même, mot selon lequel l'*art n'est autre chose que donner la forme à une aspiration non modelée.* Autrement dit, l'art est une affaire d'expression de la volonté. Mais la propagande, dans le sens national-socialiste, est une conduite de la volonté, et même de la volonté nationale vers soi-même. La volonté nationale est la loi suprême, la loi dirigeante. L'accord avec elle est la légitimation de la conduite de l'Etat. Cet accord suppose deux choses: non seulement que le peuple soit dirigé vers une volonté réelle, mais aussi qu'il y parvienne. Telle est la signification de la culture politique, ou tel est au moins un de ses principaux devoirs. L'art constitue un de ses objets essentiels, car il implique la représentation de ce qui plaît ou déplaît, de ce que l'on doit rechercher ou éviter.

Afin de pouvoir remplir ses tâches si variées, ce ministère, que l'on pourrait appeler «*ministère de l'esprit allemand*», a été divisé en 11 sections. Comme nous l'avons vu, différentes autres institutions rentrent dans son ressort. Le secrétaire d'Etat était jusqu'ici Walther Funk, autre compagnon de lutte d'Hitler, dont il était le conseiller pour les questions économiques. Ce personnage actif, d'humeur toujours gaie, et d'une prudence réfléchie, était pour le ministre un collaborateur précieux.

La section I, *administration*, a dans sa compétence toutes les questions d'organisation intérieure, celles du personnel, des finances (avec tous les problèmes qui s'y rattachent en raison de la juridiction du ministre sur le film, le théâtre, la littérature et la radiotélégraphie), de la législation et du droit, ainsi que l'organisation technique intérieure, l'imprimerie, etc.

La section II, *propagande*, a dans son ressort tous les devoirs de propagande active, comme par exemple les dispositions pour le jour de la fête nationale, l'organisation de l'Œuvre du secours d'hiver, la propagande pour «La Mère et l'Enfant» et beaucoup d'autres encore. Elle a à s'occuper des questions de Service de travail, en tant qu'elles revêtent un caractère de propagande, et à combattre le communisme ou la réaction. Cette section a également à traiter ce qui touche à la propagande des relations allemandes avec l'étranger; c'est par exemple chez elle que fut préparée l'Olympiade.

La section III, *radiotélégraphie*, a pour domaine toutes les questions de cette branche de communications. Elle est responsable de toutes les stations allemandes d'émission, des radiodiffusions de réunions et de discours politiques. Elle pourvoit à toutes les installations nécessaires aux assemblées du parti, de district et aux autres grandes démonstrations. Elle prend soin du perfectionnement technique de la radiotélégraphie avec la même activité que pour le maintien de la radiotélégraphie allemande à son niveau.

La section IV, *presse*, est en même temps la section de la presse du Reich. Son directeur est par suite également chef représentant de la presse allemande. Il a dans sa juridiction tout ce qui a un rapport quelconque avec le service des renseignements. La section IV se divise en trois groupes: presse allemande, presse étrangère, et service de la TSF.

Le bureau de la presse allemande traite toutes les questions concernant la politique intérieure et la presse du pays. Dans des conférences quotidiennes, la presse allemande reçoit communications des nouvelles officielles provenant des ministères du Reich. On y discute les questions politiques en suspens, et il est répondu aux questions adressées par les journalistes.

D'un autre côté, le bureau transmet aux différents ressorts du Reich les voix de la presse allemande. On veille à un contact particulièrement étroit et efficace entre la presse et les offices gouvernementaux. Qu'il s'agisse de questions purement politiques, ou économiques, culturelles ou techniques dans la presse, toutes trouvent ici leur solution. Chaque matin, les événements du jour sont rassemblés dans un rapport détaillé pour le chef de la presse du Reich, le secrétaire d'Etat Dr Dietrich, lequel, en se basant sur ces données, fait à son tour son rapport quotidien au Führer-chancelier.

Le bureau de la presse étrangère assure le contact avec toute la presse du dehors. Grâce à un fort état-major de lecteurs, il observe la presse du monde entier, et informe couramment, non seulement son propre ministère, mais tous les autres, en tant qu'il existe, même concernant les Pays, un intérêt à connaître l'opinion de l'étranger sur l'Allemagne et sur les mesures qui y sont prises. Il transmet aux différents offices du Reich les données extraites de la presse

étrangère, tout en informant également des événements politiques les représentants de la presse étrangere accrédités en Allemagne. Le bureau facilite aussi les voyages dans le Reich de représentants étrangers.

Finalement, le service de la télégraphie sans fil tire de la multitude des événements journaliers les nouvelles de presse actuelles pour toutes les stations d'émission allemandes. Grâce à un réseau d'informations remarquable, pourvu de tous les moyens les plus modernes de la technique, ce service entretient une liaison directe avec toutes les stations d'émission et avec tous les offices d'information en cause. Ses transmissions jouissent d'un grand intérêt, aussi à l'étranger, parce qu'elles offrent le meilleur moyen d'être mis rapidement au courant des événements politiques et de l'opinion en Allemagne.

La section V, *film*, est chargée de tout ce qui concerne la cinématographie. Elle veille à ce que la production de films soit bien un reflet fidèle de la manière allemande, à ce qu'elle travaille d'après les procédés les plus nouveaux et les meilleurs, à ce que les défauts soient évincés dès l'origine, et à ce que les films vraiment bons reçoivent l'encouragement mérité.

La section VI, *théâtre*, procède à un travail semblable dans le domaine de la scène. Elle a dans son attribution la surveillance des quatre théâtres du Reich: l'Opéra allemand, le Théâtre allemand, le Théâtre du peuple et la Scène populaire. Les deux sections, film et théâtre, possèdent chacune un dramaturge du Reich; elles ont à diriger et à surveiller le travail culturel du film et du théâtre, à empêcher tout manque de goût et à ouvrir la voie à de réelles capacités.

La section VII, *étranger*, doit repousser toutes les attaques contre l'Allemagne, rechercher les mensonges et les calomnies, et établir le véritable état de choses, afin de réunir les documents nécessaires pour combattre la propagande hostile dont le Reich est l'objet.

«Le livre, glaive de l'esprit» tel est le mot d'ordre qui sert d'enseigne à la section VIII, *littérature*, avec mission d'encourager et de répandre la lecture d'ouvrages allemands dans toutes les sphères populaires.

La section IX est chargée de l'encouragement aux beaux-arts et à la *main-d'œuvre artistique*. Elle dispose à cet effet de mesures de nature générale, tels que l'application de l'art et des métiers d'art aux édifices publics. Elle s'occupe en outre de l'organisation d'expositions artistiques, de foires, de concours et d'art populaire.

Parallèlement à cette tâche, la section exerce celle de prosélytisme à l'étranger en faveur de la culture allemande dans le domaine des beaux-arts, par l'organisation d'expositions de l'art allemand ou par la participation aux expositions artistiques internationales.

La section X, *musique*, se consacre à la musique allemande dans les salles de concert et au foyer domestique. Elle s'y emploie grâce à l'encouragerment aux orchestres, aux compositeurs, et à ceux appelés à leur succéder, en élevant la jeunesse allemande dans le culte de la bonne musique. La section a également dans son domaine l'organisation de fêtes musicales, de concours, d'occasions

de musique populaire et de chorals. Elle doit en outre chercher à gagner l'étranger à la musique allemande par l'envoi d'artistes renommés, en organisantt des concerts dans les autres pays et en attirant des artistes étrangers en Allemagne.

La section XI a pour rôle l'élaboration de projets dans le domaine du *travail culturel populaire* de la communauté «Force par la Joie» et du «Bureau central international pour la Joie et le Travail.» (Les deux grandes organisations culturelles du mouvement national-socialiste étaient: La communauté «Force par la Joie» et la communauté de culture nationale-socialiste. La seconde est incorporée aujourd'hui dans la première).

Le ministère est représenté dans les Pays par 31 offices, de sorte qu'il est instruit en tout temps et dans toutes les circonstances des questions en cours. Il a donc ainsi la possibilité de prendre une décision rapide selon les besoins des différents districts.

La Chambre de Culture du Reich

La loi du 22 septembre 1933 attribue au ministre de l'Eclaircissement du peuple et de la Propagande, le droit et la charge de réunir en corporations de droit public les membres des différentes sphères d'activité dans le domaine de sa compétence. Il a été créé sept chambres en conséquence: La Chambre de musique, la Chambre des arts plastiques, la Chambre de littérature, la Chambre de la presse, la Chambre de TSF. et la Chambre du film, déjà fondée le 22 juillet 1933 comme «Chambre provisoire du film». Ces sept chambres sont réunies en une *Chambre de culture du Reich*, sous la présidence personnelle du ministre.

Les considérants de la loi en question sont formulés ainsi:

«Il est du devoir de l'Etat de combattre à l'intérieur toutes les forces nuisibles à la culture, et d'encourager celles de réelle valeur dans la mesure du sentiment de responsabilité envers la communauté nationale. Dans ce sens, la création culturelle reste personnelle et libre. Mais afin de pratiquer une politique de culture allemande, il semble nécessaire de réunir en un faisceau unique de volontés, sous la direction du Reich, les — créateurs — dans tous les domaines qui s'y rapportent.»

Les décrets de mise en vigueur des 1er et 9 novembre 1933 règlent les détails de la compétence et des droits de la Chambre de culture, ainsi que les directives pour sa ligne de conduite.

Le 15 novembre 1933, en présence du Führer, à la Philharmonie de Berlin, le Dr Goebbels procéda solennellement à l'inauguration de la Chambre. Dans son discours d'ouverture, il établit le sens et le devoir de la nouvelle fondation, en disant entre autres:

«La culture est la plus haute expression des forces créatrices d'un peuple. L'artiste est son inspirateur attitré. Il serait erroné de croire à l'accomplissement de sa mission divine en dehors du peuple. Elle est destinée au peuple, et la force dont l'artiste se sert à cet effet, est issue du peuple. Nous avons rendu libres de nouveau les forces créatrices de la nation allemande; elles peuvent se déployer sans obstacle et fertiliser largement l'arbre d'une nouvelle nationalité.»

En même temps, le ministre appelait à la vice-présidence le secrétaire d'Etat Funk, et nommait les présidents et les conseils de présidence de chacune des sept chambres.

La première séance de la Chambre de culture eut déjà lieu à Berlin le 23 novembre 1933.

Avant de passer à l'activité et aux résultats obtenus par les diverses chambres au cours de leurs trois années d'existence, nous voulons résumer le déploiement de ces organisations permanentes et leurs principales institutions.

En raison d'une limitation ultérieure de la Chambre de culture, il fut interdit à tous ses membres d'appartenir à une chambre d'industrie ou de commerce, à une chambre de métiers, ainsi qu'à l'association principale du commerce allemand de détail. Cette interdiction assurait le caractère purement culturelle de l'organisation.

La mesure la plus importante de l'année 1934 à mentionner jusqu'à la première assemblée annuelle tenue par le Dr Goebbels est l'incorporation de la Chambre de culture du Reich dans le parti et dans l'Etat. Elle fut pratiquement mise à exécution par la nomination des directeurs des offices de Pays du ministère de la propagande — également chefs de la propagande de district pour le parti — au rang de gardiens de la culture de ce Pays, chargés de la surveillance des travaux de la Chambre de culture du Reich et de ceux des diverses Chambres sur leur territoire.

Lors de la seconde assemblée annuelle de la Chambre, le Dr Goebbels put constater un redoublement d'activité culturelle et sociale, ainsi que la clôture définitive de l'ère d'organisation. Il fit en même temps appel au *Sénat de la culture du Reich*, prévu dans les décrets mentionnés plus haut, à titre de conseil, dans lequel, outre les vice-présidents, les trois surveillants de culture du Reich, les présidents des sept chambres avec tous les membres de leurs conseils de présidence, des personnalités s'étant acquis des mérites pour le peuple et pour la culture, sont appelées à prendre part.

«Nous nous sommes donné deux années de temps — déclara le ministre — pour instituer et convoquer ce Sénat de culture du Reich, et cela non sans raison, car ce ne devait pas être une institution occasionnelle, mais une institution permanente. Il devait réunir en son sein les véritables flambeaux de la vie culturelle allemande, et devenir le forum où cette vie reçoive sa forme et son règlement. Il n'était pas possible de constituer ce sénat en un temps de continuels changements et transformations de choses et de personnes.»

Outre la semaine de culture de district organisée à Essen à la fin de novembre, il convient de citer encore, comme disposition importante de l'année 1935, l'assemblée des critiques de la presse allemande, assemblée convoquée à Berlin, au milieu du mois de décembre, à la maison de la presse, à l'instigation de la Chambre de culture. A l'occasion d'une réception qui s'ensuivit, le ministre Dr Goebbels exposa l'attitude fondamentale adoptée dès le premier moment par les dirigeants nationaux-socialistes à l'égard de la critique.

Lors de la seconde assemblée du Sénat de culture, le 4 avril 1936, à l'hôtel «Kaiserhof», et après des discours du ministre Goebbels, du secrétaire d'Etat Funk et du conseiller Krebs, une discussion publique fut ouverte sur les questions actuelles de politique de la culture. Puis on proclama l'admission de personnalités en vue de l'Etat et du parti comme membres du Sénat. La séance solennelle de la Chambre de culture, le jour de la fête nationale du travail, le 1er mai 1936, à l'Opéra allemand de Berlin, fut marquée par la proclamation des deux prix nationaux, en présence du Führer. Le prix du film fut dévolu à Karl Froehlich, celui du livre à Gerhard Schumann.

Un témoignage important de la volonté du national-socialisme quant à la culture, est fourni par la fondation de l'«Œuvre de reconnaissance aux artistes», fondation de 2 millions de marks à l'occasion du dixième jubilé du district de Berlin, le 29 octobre 1936, qui fut en même temps la célébration du 39ème anniversaire de naissance du Dr Goebbels. Le conseil d'administration de l'Œuvre se réunit pour la première fois le 6 novembre 1936, et fixa la ligne de conduite pour la répartition de la fondation. Le même jour, un décret du Dr Goebbels instituait un nouvel ordre d'assistance aux acteurs allemands et d'assurance de leur sort dans la vieillesse.

L'année 1936 se clôtura avec la troisième assemblée annuelle de la Chambre de culture, conjointement avec la communauté nationale-socialiste «Force par la Joie». Dans son discours, le Dr Goebbels fit ressortir comment l'organisation de la Chambre remplit son but politique, c'est-à-dire en «dirigeant la culture, sans en faire pour cela». Aujourd'hui, l'artiste a son siège au milieu du peuple, et travaille de pair avec lui à l'édification de la nation. Il reçoit dans les différentes chambres les notions de l'esprit de corporation, de discipline et d'honneur. Mais outre cela, l'organisation doit régler aussi les besoins matériels des artistes, et les protéger contre la vieillesse et contre la maladie. Après avoir résumé en quelques phrases les progrès réalisés par la Chambre de culture, l'orateur attira l'attention sur ce qu'elle avait disposé cette fois l'assemblée de concert avec le DAF., d'où *l'obligation pour l'artiste de considérer comme un devoir d'honneur de s'adresser au peuple en tant que peuple, et de mettre son art en rapport direct avec la nation.*

Mais, d'après la manière de voir du ministre, l'établissement d'une ligne uniforme de politique de culture se heurte encore pour le moment à des obstacles et à des entraves. Une question à ce propos est celle de ramener la «critique d'art» dans la seule voie juste de la «dissertation d'art», car cette critique porte toujours l'empreinte du temps passé! Il (le Dr Goebbels) s'est vu par suite poussé à interdire par décret la critique d'art, et à lui substituer la dissertation ou la description d'art. Cela n'implique nullement une interdiction de l'opinion libre; mais celle-ci ne peut être livrée à la publicité que si son auteur possède réellement une opinion propre et libre, et si sa science, ses connaissances et ses capacités lui donnent le droit de s'ériger en juge de ceux ayant soumis à l'opinion publique les créations de leur fantaisie. L'art ne subira aucun dommage par la disparition de la critique, car les grandeurs fictives meurent vite, et quant aux grandeurs réelles, leur libre création et l'intangibilité de leur honneur d'artiste doivent être protégés.

La seconde question concerne: «L'érotisme dans l'art». Les problèmes que les sexes ont à résoudre entre eux, ne sont représentables que si le goût nécessaire préside à cette exhibition. Une joie des sens forte et saine est digne d'hommages. Elle a toujours fait appel dans l'art au plaisir des yeux, et c'est d'elle que chaque art prend sa source en dernier ressort.

En ce qui touche au «mauvais goût», le Dr Goebbels déclara que tout ce qui est primitif ne mérite pas ce nom. Chacun n'a pas l'oreille assez musicale pour goûter un opéra de Wagner. C'est pourquoi il doit exister aussi une autre musique, et ceux qui l'écrivent se rendent utiles au peuple. L'art vit de commandes, et il est du devoir de l'Etat de lui prêter une main protectrice et un encouragement. L'Etat doit se faire le Mécène de l'art. Mais il doit aussi prendre soin de la vieillesse des artistes. La fondation de «reconnaissance aux artistes» marque le début d'une œuvre grandiose qui doit embrasser tous les fervents disciples de l'art.

Les résultats obtenus

Pour résumer les résultats obtenus par le travail commun du ministère de l'Eclaircissement du peuple et de la Propagande sur le terrain politique, et ceux de la Chambre de culture sur le terrain corporatif, on doit constater avec le Dr Goebbels qu'en Allemagne, les théâtres jadis vides, même fermés et déserts, sont redevenus des centres de culture intellectuelle, d'émulation, et de joyeux plaisir. Le film allemand a fait ses preuves par des productions vraiment magistrales. La presse allemande, il y a quatre ans encore au service d'idées antinationales destructives ou d'intérêts capitalistes à l'abri de tout contrôle, représente aujourd'hui les buts allemands avec la plume allemande, uni et étroitement serrée pour la défense de l'idée nationale. La littérature a été débarrassée à fond de tous les éléments qui, à l'époque de l'avilissement, déterminèrent la décadence de la vie intellectuelle du Reich; elle lutte pour une lumière nouvelle. Les artistes allemands ont de nouveaux devoirs, et peuvent fournir la preuve de leurs aptitudes créatrices. Des monuments de dimension encore inconnue, des milliers de kilomètres de nouvelles routes automobiles, indiquent la voie qu'a parcourue l'art architectural allemand. Les salles de concert se remplissent de nouveau de fervents de la musique, de jeunes talents s'évertuent à remettre en vigueur les principes de l'art musical dans la mélodie et dans l'harmonie, la radiotélégraphie transmet chaque jour à d'innombrables millions d'Allemands courbés sous un dur labeur et chargés de nombreux soucis, les trésors de la culture et de l'esprit allemands. *L'art a pénétré chez le peuple, et le peuple a retrouvé le chemin de l'art.* (Voir fig. 142, 143.)

Des pareilles affirmations dans la bouche du ministre responsable pourraient paraître à juste titre au moins optimistes, si les détails et les chiffres ne venaient pas fournir les preuves à l'appui.

Prenons par exemple une des branches les plus modernes de la culture, le film, pour lequel, déjà avant l'institution de la *Chambre du film du Reich*, une pareille chambre avait été érigée au mois de juillet 1933, et servit plus tard de

modèle aux autres créations. Cette chambre embrasse toutes les personnes prenant part à la production et à la propagation du film allemand et aux entreprises, à l'exception des auteurs de films et des compositeurs de musique, qui sont membres de la Chambre de littérature ou de la Chambre de musique. La Chambre du film comprend les groupes techniques suivants: production du film, propagation à l'intérieur, théâtre cinématografique, film de culture et de publicité, cinématographes, technique du film et du cinéma, industrie du film. Elle a fondé la Banque de crédit du film, qui a pour mission de financer les films jugés d'une importance politique, culturelle et artistique. Une série de mesures marque l'activité de la Chambre de film jusqu'à ce jour, en vue de replacer sur une nouvelle et solide base l'industrie du film menacée de déchéance. Rappelons ici les décrets sur le contingentement, la suppression de programmes trop chargés, la réglementation des prix d'entrée, l'encouragement au film de culture, le nouveau mode d'engagement pour le film et la répartition de la production du film sur toute l'année.

Après la création d'une base économique saine, la régie du film allemand atteste elle aussi de sensibles progrès. Elle en a reçu un témoignage tout particulier à l'exposition internationale du film, en 1936, à Venise, où lui furent dévolus la coupe Mussolini, le prix de l'Institut national Luce, le prix de l'Institut du Théâtre et cinq médailles. Le nombre des visiteurs du cinéma allemand s'est élevé de 235 millions en 1932 à 351 millions en 1936; et les recettes totales, dans la même période, de 176 millions atteignaient 220 millions. Depuis le mois de septembre 1934 jusqu'à ce jour, il a été érigé 369 cinémas nouveaux, et 92 ont réouvert leur porte. Alors que pendant la saison «dite morte», la production dans les ateliers avait baissé en 1932 à 238 jours en moyenne, elle est montée à 518 en 1936; la répartition de la production sur toute l'année atteste donc plus de 100% de meilleure utilisation des ateliers et d'occupation de personnel.

Les producteurs de films allemands, au nombre de 80, livrent annuellement environ de 140 à 160 grands films en langue allemande et en langue étrangère, environ 400 films de culture et d'instruction, environ 600 films d'industrie et de propagande. On peut admettre que 500 millions de marks au moins sont engagés aujourd'hui dans l'économie du film, et que 50.000 personnes trouvent leur emploi dans cette industrie. Les 5.271 cinémas occupent près de 25.000 personnes, avec un chiffre total de 450 millions engagés. Ces chiffres ont leur éloquence.

A la suite du congrès international du film à Berlin, sur la proposition allemande, a été fondée la Chambre internationale du film sur le modèle allemand; son président élu est un Allemand.

Concernant la *Chambre de la TSF.*, elle est parvenue en quatre ans à doubler le nombre des auditeurs, qui pendant les quelques dix années précédentes avait justement atteint la limite de quatre millions; au mois d'avril 1937, l'Allemagne comptait 8.511.959 auditeurs, ce qui la plaçait à la tête de l'Europe sous ce rapport. C'est là une preuve du succès obtenu dans la mobilisation de la masse du peuple en faveur de la radio. Une grande part de ce succès revient sans

contredit au «récepteur populaire», que son prix peu élevé et les grandes facilités de paiement rendent accessible à chacun. Le placement des appareils a atteint deux millions et demi. Mais la faveur dont la radio allemande jouit actuellement dans les sphères étendues de la population vient de ce que ses émissions ont réellement pris racine chez la masse. On voit aujourd'hui devant le microphone de la radio allemande des hommes du peuple, parlant le langage du peuple, et pouvant puiser leur programme aux sources toujours fraîches de l'âme populaire. Certains jours de l'année, à savoir pendant l'exposition de TSF. à Berlin, le programme de la radio est presque exclusivement mis à la disposition de collaborateurs occasionnels issus du peuple.

Une importante innovation est celle des transmissions dites de pause, qui procurent au travailleur à l'atelier, pendant la pause, un soulagement, une détente, et une joie, et lui inspirent d'installer à son foyer un appareil pour les soirs de fête. L'économie de la radio en tire naturellement avantage, d'autant plus qu'à côté du récepteur populaire, un autre produit de l'industrie radiotélégraphique, le récepteur DAF., est recommandé comme l'appareil par excellence pour l'usage de la communauté. En même temps, la Chambre a suggéré à l'industrie la création d'un récepteur transocéanique pour les Allemands résidant au-delà des mers. De même, le développement du récepteur transportable et fonctionnant en plein air reçoit l'encouragement convenable, afin de faciliter au marché de la radio le courant d'affaires devenu plus difficile pendant la saison d'été.

Comme signe de l'étroite collaboration entre la direction de la radio et son économie, il est organisé, outre «la grande exposition du TSF. allemande», tenue chaque année à Berlin, des expositions locales dans différentes villes du Reich. En outre, de nombreuses voitures de propagande circulent dans tous les districts, afin de faire connaître la radio à la population des campagnes. C'est ainsi que pendant les neuf derniers mois, ces voitures ont parcouru 60.000 kilomètres.

Le concours d'émission vocale au michrophon a de même cimenté la communauté entre celle-ci et l'auditeur. Aussi la TSF. jouit-elle en Allemagne d'une participation active du peuple tout entier.

Le travail de la *Chambre du théâtre* du Reich a réalisé un développement considérable de la scène. Alors qu'à Berlin, avant 1933, les théâtres nationaux eux-mêmes se voyaient à la veille de la ruine, il existe maintenant 159 théâtres du Reich, nationaux et municipaux, ainsi que des scènes entretenues par des organisations culturelles. A ce nombre s'ajoutent encore 45 grandes scènes volantes et pour acteurs de passage, et 46 théâtres privés. Ce chiffre de 250 grandes scènes se complète avec 81 petites entreprises de théâtres ambulants. Plus de 90 des grandes scènes représentent des opéras. Le Reich dispose aussi d'un nombre de scènes tel qu'il n'en existe pas de pareil à l'étranger, ni dans le sens absolu, ni dans le sens relatif. Le nombre des artistes occupés sur la scène allemande par rapport à celui des spectateurs, de même que celui des scènes, est de 70 à 80% plus élevé que le nombre des artistes dans les théâtres allemands hors des frontières du Reich.

Des ordonnances de la Chambre ont réglé des questions importantes. Afin d'empêcher, par exemple, que des aventuriers, des spéculateurs ou des gens sans compétence viennent porter le trouble dans la vie artistique par la fondation de théâtres d'existence précaire, il est stipulé que personne ne peut fonder ou diriger un théâtre sans l'autorisation de la Chambre. Mais cette autorisation n'est accordée que si le postulant a déjà fait preuve de qualités artistiques, morales et de solvabilité assurées. Il est exigé entre autres choses l'attestation d'un capital d'exploitation en conséquence, dont une caution doit être déposée à la Chambre, afin de pouvoir satisfaire les revendications des artistes en cas d'effondrement de l'entreprise. Des tribunaux d'arbitrage spéciaux décident les questions relatives à l'économie et à l'art.

Les engagements s'effectuent par l'entremise du bureau scénique, qui s'en charge gratuitement. La jeunesse friande du théâtre est soumise à des examens d'aptitude, et au cas où les candidats font preuve de dispositions au-dessus de la moyenne, les futurs artistes sont confiés à la garde de l'organisation permanente «Bühne» qui prend soin de leur carrière. Un projet est déjà élaboré pour la création d'une académie du théâtre destinée aux jeunes artistes ayant fait preuve d'aptitudes particulières.

La race des Mécènes étant fort douteuse, et en partie en voie de s'éteindre, le Reich, les Pays et les villes ont pris sa place; ils emploient chaque année des millions pour assurer l'existence du théâtre et pour l'ouvrir ainsi à la masse la plus large du peuple. Dans un de nos précédents chapitres, nous avons parlé de la communauté NS. «Force par la Joie», en faisant ressortir l'activité si vivante de cette organisation en vue de rendre de bonnes représentations théâtrales accessibles à toutes les couches de la population. Les places au théâtre ne s'obtiennent ni par protection ni par argent, et le hasard seul décide à cet égard.

Le point culminant de la vie scénique est marqué par de nombreuses organisations, des fêtes locales, semaines et journées de culture dans les provinces, outre des concerts, des émissions spéciales de la radio, des soirs de variétés et des festivals, où les représentations théâtrales occupent le premier rang. Les productions de culture les plus hautes du théâtre allemand sont les jeux scéniques tenus chaque année à Heidelberg dans la cour du château, ceux en l'honneur de Richard Wagner, à Bayreuth, auxquels l'année dernière se sont ajoutés ceux du théâtre Dietrich-Eckart, à l'occasion des Jeux olympiques.

Le couronnement du temps consacré à la scène est figuré par la semaine de fête du théâtre du Reich, qui se tient chaque année dans une autre grande ville. Outre des assemblées solennelles et des séances de la Chambre, des représentations de gala avec opéras et drames y sont données, et témoignent d'un summum de production, en fournissant à l'opinion publique la preuve de la prospérité d'un théâtre allemand libre d'éléments étrangers. (Nous avons dépeint en son temps la situation du théâtre allemand avant Hitler, et montré, avec chiffres à l'appui, que cette branche importante de la culture se trouvait presque entièrement entre les mains israélites, d'où une opposition absolue avec le caractère germain).

Une part capitale au relèvement du théâtre allemand revient à l'office de dramaturgie installé au ministère de la Propagande, qui surveille les programmes

examine les pièces à jouer, conseille les auteurs, les éditeurs et les directeurs, en favorisant les œuvres artistiques de haute valeur. Ce n'est point un cabinet de censure, son action est par contre une action d'assistance et doit servir de guide à l'éclosion de forces créatrices dans la vie scénique. Une statistique embrassant à peine la moitié des grandes scènes, donne pour une partie de la saison théâtrale 1935/36, le chiffre de 124 opérettes diverses représentées, dont 25 premières. Le nombre des opéras surpasse celui des opérettes. On peut y noter une douzaine de premières, ce qui suppose un effort considérable en raison des frais élevés de mise en scène. Les pièces dialoguées sont en nombre infiniment plus élevé, car plus de 400 différentes œuvres figurent sur les programmes. On compte plus de 130 premières, dont la moitié consiste en comédies, en farces et en scènes populaires.

Lourde et pénible était la tâche imposée aux théâtres allemands et aux 20.000 artistes y déployant leur talent; mais on doit reconnaître qu'elle a été pleinement et largement remplie; la semaine de culture allemande à l'Exposition de Paris a fourni à un public international l'occasion de s'en convaincre.

La *Chambre des arts plastiques* s'est imposé le devoir spécial d'encourager le travail artistique de valeur et la création d'œuvres nouvelles. Les architectes de la Chambre sont appelés surtout pour le projet de colonies rurales, pour la construction de logements militaires, d'aérodromes et de logements populaires. L'installation de terrains d'aviation et de routes automobiles du Reich a ouvert aux architectes-jardiniers un domaine de travail tout à fait nouveau. Tous les projets de bâtiment par la main publique disposent de moyens importants en vue de l'art plastique. De nombreux concours sont ouverts chaque année aux architectes et aux installateurs de jardins. Des commandes particulières en grand nombre sont faites en vue d'encourager la vente d'objets d'art et beaucoup de tableaux sont achetés par l'Etat. Les mesures sociales de la Chambre s'étendent à des voyages d'agrément absolument gratuits, d'une durée de deux à trois semaines, accordés à plus de 1.000 artistes, à des secours en cas de détresse économique, et à un asile en construction pour l'assistance à la vieillesse et aux survivants de la famille.

L'érection, à Munich, de la maison de l'Art allemand, ne représente pas seulement un édifice qui témoigne de l'effort grandiose de l'architecture allemande, mais a ouvert en outre un champ magnifique d'exposition, dont les recettes, se montant à plusieurs millions par an, donnent aux artistes allemands la possibilité de se vouer en toute tranquillité à leurs productions. La suggestion du Dr Goebbels à tous les constructeurs, de consacrer en cas de commande, une partie proportionnée de la somme prévue pour la construction à des œuvres de sculpture, de peinture et d'art, a déjà rapporté près de 7 millions de marks.

Est-il permis, après quatre années de gouvernement national-socialiste, de parler d'un nouveau style d'architecture allemande? Nous croyons pouvoir répondre affirmativement, car les exemples les plus frappants de ce style nouveau marquent déjà une empreinte nettement caractérisée.

Par contraste avec toutes les expériences, pour la plupart convulsives, entreprises pendant les années qui précédèrent la prise du pouvoir, le national-socialisme ne voulait pas innover dans le domaine de l'architecture pour le seul esprit de nouveauté, mais désirait continuer la bonne tradition dans l'art du bâtiment.

Toutefois la tradition ne saurait se comparer avec ce que l'on nomme une grande époque de l'Histoire; il n'existe aucune raison sérieuse de refuser a priori tout ce qui a été fait auparavant, sous prétexte que cela a été créé dans d'autres conditions et dans un autre temps. Mais on ne voit pas pourquoi un peuple devrait renoncer à cette marche vers le progrès après avoir créé tant de grandes et belles œuvres dans les temps passés, et montré de sérieuses tendances de développement, susceptibles d'être poussées plus haut et plus loin.

Où chercher ces élans de développement artistique, aujourd'hui en train et poursuivis ? Disons de suite qu'ils ne reposent pas sur des formes extérieures, sur des éléments d'ornementation ou de style.

La première grande ligne traditionelle, maintenant reprise, est le rapport avec l'antique. L'antique a toujours été pour l'Allemagne quelque chose comme un grand maître, une source éternelle de force, qui tantôt dans des formes extérieures, tantôt plus profondément, comme idée morale, comme idéal d'une grande et unique liaison de l'art et de la vie, a exercé à différentes époques son influence sur l'art allemand. Aucune époque n'a pu se soustraire complètement à cette force. L'attitude allemande vis-à-vis de l'antique est moins celle d'un copiste de l'original que celle d'un camarade plus jeune envers son ancien. C'est pourquoi les architectes allemands croient voir dans ces grandes créations du passé le déploiement des mêmes forces de consanguinité qu'ils sentent en eux-mêmes. Parallèlement à cette orientation intellectuelle, marche la liaison directe avec le monde environnant. Le pays allemand, dans son ensemble et dans ses différentes contrées, avec ses beautés naturelles et ses paysages semés d'édifices, où se lisent les vestiges du travail et de la culture, est un patrimoine qui oblige à considérer son caractère et sa nature comme quelque chose de souverain et de vivant.

L'emploi du matériel de construction rentre dans le même ordre d'idée. La pierre extraite du sol allemand est une partie organique du paysage, et est redevenue en honneur. L'Allemagne possède une grande richesse de jolies pierres de toute dureté et de toutes couleurs, et conserve également une belle tradition dans la façon de travailler et d'employer ces matériaux.

Comme matériels de construction, la pierre naturelle et la brique ont le grand avantage de l'uniformité sans nécessiter de morcellement, de remplissage et de revêtement extérieur; c'est donc un matériel d'utilisation immédiate dans les mains de l'architecte.

Ceci nous rappelle une autre grande valeur que l'on tient à conserver en Allemagne, c'est-à-dire la capacité des ouvriers du bâtiment, du maçon et du tailleur de pierre au charpentier, sans oublier le forgeron et le sculpteur. La multiple figure des parties isolées du bâtiment, de domaine commun aux temps précédents, a donné lieu à une foule de suggestions, aujourd'hui reprises. Le bâtiment redevient le travail de communauté qu'il était autrefois, un point central des forces issues de tous les domaines de la construction, forces de l'artisan et forces du modeleur.

Mais le maintien de la tradition voit se dresser devant lui le nouveau, surgi avec le relèvement national et hâteux de se manifester. Ce sont les devoirs actuels de l'architecture, nouveaux dans leur substance idéale et nouveaux dans leurs exigences constructives en tant qu'organisme et expression vivante de la vie.

On ne peut citer ici que quelques exemples de bâtiments édifiés pour donner place à des actes de la vie nationale allemande.

Les grandes démonstrations du peuple allemand, dans la fête du 1er mai sur le champ de Tempelhof, ou au Lustgarten, à Berlin, dans la fête des moissons à Bückeberg, et surtout dans l'assemblée du parti à Nuremberg, constituent un événement absolument nouveau et sans précédent historique.

Il s'est créé là une forme tout à fait nouvelle de conception architectonique, s'étendant de l'ensemble du paysage à la disposition des drapeaux. Mais l'expression la plus marquante du nouveau style se révèle dans les bâtiments actuellement édifiés sur le terrain où a lieu l'assemblée annuelle du parti, au sud-ouest de la ville de Nuremberg (voir fig. 146). Il est très intéressant de signaler ici le grand progrès réalisé depuis la première disposition du champ de Tempelhof. Un architecte presque inconnu auparavant, Albert Speer, a comme créateur du théâtre de ces grandes démonstrations, assumé une tâche qu'on peut vraiment qualifier d'originale. L'emplacement total des installations à Nuremberg embrasse un terrain de huit kilomètres de longueur et dont la plus grande largeur mesure quatre kilomètres. L'arène Luitpold, érigée en 1933/34 a été complétée l'année dernière par une nouvelle construction tout en pierre, le champ Zeppelin, pouvant contenir 380.000 hommes. Un autre champ, destiné aux revues militaires, est en construction et embrasse une surface cinq fois aussi vaste que le champ Zeppelin. A cela viendra s'ajouter une salle de congrès pouvant contenir 60.000 personnes et érigée selon les plans de feu l'architecte Ruff. Un stade de dimensions gigantesques sera également créé et englobé dans la construction.

A côté de ce nouvel établissement d'un grand champ de déploiement, situé aux portes de la ville, mais qui par le caractère de sa structure, complète celle de cette dernière, le maintien et l'amélioration de la vieille capitale allemande est un devoir que le Führer a tout spécialement à cœur. Par la transformation du Königsplatz, à Munich (voir fig. 144) feu le professeur Trost, architecte bien connu, a créé un bel exemple de la façon dont une place, tout en conservant le vieux caractère des bâtiments existants, peut cependant revêtir un nouvel aspect, qui semble la réalisation définitive de l'ancienne idée constructive. Ici s'étend un vaste espace, uniformément fermé par les nouveaux bâtiments du Führer et par les grandes plaques de pierre qui garnissent la place. L'emplacement reçoit une consécration spéciale, grâce aux deux temples d'honneur consacrés à la mémoire des victimes du mouvement.

Paul Ludwig Troost, auquel on doit également les plans de la maison de l'Art allemand (voir fig. 147), a été le premier architecte du III° Reich. Il a ouvert la voie à un nouveau style selon les idées du Führer lui-même. Sa domination magistrale des éléments constructifs, son ardent amour du métier, son pouvoir créateur et son talent de vivante reproduction, demeurent un modèle pour les futures créations du genre.

D'autres importants devoirs d'architecture urbaine naquirent encore. Le Führer a nommé le professeur Speer inspecteur général du bâtiment, afin qu'il mette à exécution son propre plan sur la reconstruction de Berlin. On ne connaît pas encore les lignes fondamentales de cette transformation de grande envergure, mais on peut prévoir que le Führer réalisera ici les idées constructives dont il a indiqué le sens dans son livre «Mein Kampf». De grands édifices de la communauté et de l'Etat s'élèveront comme marque du temps et comme manifestation nécessaire de la force du peuple. Au point de vue national-socialiste, une conformation sévère de l'aspect des villes est un devoir de l'Etat, car celui-ci incorpore la volonté du peuple.

Outre les grands bâtiments de l'Etat et de la communauté, dont beaucoup sont déjà en voie d'exécution, comme la maison du Droit allemand ou la transformation du palais de la chancellerie, il convient de mentionner le ministère de l'Air et le nouveau bâtiment de la Reichsbank.

On connaît également les constructions élevées sur le champ de sport du Reich par le professeur March (voir fig. 145), une création qui lors de la tenue des jeux olympiques, obtint l'approbation des visiteurs accourus du monde entier. Ces constructions, comme celles de l'assemblée du parti, à Nuremberg, et celles du champ de sport, portent justement le caractère bien marqué de l'affinité avec l'antique.

Les bâtiments du Front de travail allemand, actuellement en train, inaugurent un type absolument nouveau. Il en est de même des établissements d'instruction, dans lesquels est formée la nouvelle pousse du parti, ainsi que des constructions pour les fêtes du peuple ou celles du grand établissement de Rügen, le bain de mer des 20.000. Mentionnons également les édifices devenus nécessaires par la construction des autostrades du Reich.

Mais nous ne nous laissons pas entraîner ici à une énumération qui dépasserait le cadre d'un pareil exposé. Nous nous bornons à la création la plus récente de l'architecture allemande, le Pavillon allemand à l'Exposition internationale de Paris (voir fig. 148). L'ensemble grandiose et solennel de l'édifice, l'harmonie sévère des lignes, étonneront quiconque attend peut-être d'un pavillon d'exposition un caractère plus léger et plus approprié à la réclame. Mais il s'agissait ici avant tout de montrer le nouvel esprit de l'architecture du III° Reich. Ce qui frappe surtout, c'est le parfait accord de l'art du bâtiment et de l'art plastique, accord rarement réalisé à ce point entre deux arts créateurs. On peut l'affirmer aussi bien pour l'extérieur, où le symbole de la souveraineté et le groupe des figures s'allient parfaitemente à l'architecture, que pour l'intérieur, où l'espace et l'installation contribuent à l'unité organique.

Un charme printanier plane sur l'architecture allemande. L'effort renaissant

d'un peuple et d'un Etat marque ici son empreinte. Rien qui rappelle des formes engourdies, une conduite des lignes fatiguée; ici tout est devenir et croissance.

La musique, si l'on en croit un vieux proverbe, est «une renaissance de l'âme et une source de perfection». De là l'importance de la *Chambre de musique du Reich.* Le déclin de la culture allemande n'avait même pas respecté la vie musicale, car le matérialisme exercait en partie son ravage parmi les disciples d'Orphée. Des Allemands, créateurs et exécutants, tâtonnaient dans l'obscurité, au sens réel du mot. La détresse des musiciens de profession avait atteint un degré incommensurable, grâce à la dispersion, à la désunion, et la décadence de la culture musicale allemande.

Une union corporative des musiciens était la condition primordiale d'un travail fructueux de la Chambre de musique, c'est pourquoi on rassembla tous les groupes professionnels du domaine musical, compositeurs et musiciens. La Chambre musicale s'inspira tout d'abord de deux principes fondamentaux:

1. Elévation de la production moyenne des musiciens allemands de profession, et encouragement à un développement plus fort de la production individuelle.
2. Lutte contre le chômage particulièrement funeste aux musiciens de profession.

Des épreuves régulières éloignèrent les milliers de profanes qui jetaient le discrédit sur la profession. Aucune en effet ne renfermait autant que celle-là un si grand nombre de «sans vocation» et de bousilleurs. La profession avait servi de refuge à tout ce qui ne pouvait en trouver d'autre.

De même que pour les exécutants, une action épurative fut opérée dans la profession des compositeurs, ainsi que des éditeurs et des commerçants de musique. Par une augmentation des exigeances qualitatives, un contrôle s'exerca en vue de procurer de nouveau du travail et du pain aux 24.000 musiciens professionnels sans ouvrage, et permit d'assurer un minimum de moyens d'existence à environ 50.000 musiciens d'orchestre et d'ensemble, maîtres de musique, solistes et organistes, réduits jusque là à un revenu mensuel de moins de 100 marks! . . .

Mais la Chambre de musique du Reich n'est pas seulement l'organisation corporative de l'art musical professionnel, elle embrasse en même temps tout le domaine des amateurs dans cet art, en particulier les chœurs et la musique populaire. Son rôle d'intermédiaire entre les artistes professionnels et les plus vastes sphères du peuple se manifeste tout spécialement en ce qui concerne la chanson allemande.

Les résultats obtenus par la Chambre de musique depuis les quatre années de son existence peuvent se résumer brièvement ainsi:

Le nombre des musiciens sans ouvrage est passé de 24.000 environ à 14.000. Beaucoup de ceux encore déclarés en chômage ne sont plus en conditions d'accepter du travail, étant sans occupation depuis 8 à 10 ans déjà.

Une fondation de soutien a été créé pour les compositeurs, dont chacun reçoit la même rente viagère, sans tenir compte du versement effectué. La prolongation à 50 années de la protection du droit d'auteur, a assuré pour 20 autres années

encore à la descendance de compositeurs allemands illustres les revenus des œuvres célèbres des ancêtres.

Il a été créé un grand nombre de nouveaux *orchestres de culture*. On ne compte pas moins de 40 orchestres que des subventions ont mis en état de se consacrer à la culture de la bonne musique. Cent de ces orchestres de culture sont entretenus par le Reich, par les Pays, et par les villes. 1.200 de ces dernières ont installé des commissaires de musique municipaux, chargés de donner un essor systématique à la vie musicale, d'accord avec les organisateurs de concerts publics et privés. Des institutions spéciales fournissent aux jeunes débutants la possibilité de s'exhiber en public.

En même temps que la suppression des agents privés, fut fondée une *agence centrale de placement*, qui possède 13 succursales dans le Reich. Elle compte jusqu'à présent environ 3.000 entremises pour orchestres, représentant un total de 4.535.000 marks de salaires. Les musiciens reçoivent des dispositifs de tarifs qui leur assurent entre autres un jour libre par semaine. Le salaire quotidien a été remplacé par un paiement mensuel et le renvoi quotidien par un préavis mensuel de congé.

La Chambre dispose de sommes considérables pour bourses à de jeunes talents sans ressources, en vue d'aider à l'achat d'instruments, à la fréquentation d'écoles, à l'installation de places d'exercice, à l'impression première d'œuvres méritoires de compositeurs peu fortunés. Le bureau de conseil juridique a donné dans les derniers dix-huit mois environ 43.000 consultations et poursuivi près de 3.000 procès, et a rapporté à ses membres 1.800.000 marks.

Une série de nouveaux établissements, parmi lesquels la première école de musique à Bückeburg, a été créée en vue de l'éducation musicale.

Les trois Sociétés pour la mise en valeur des droits d'exécution musicale ont été réunies dans la «Société légalement autorisée pour la mise en valeur des droits d'auteur» (*Stagma*). La Stagma a pu élever de 30.000 (pour une valeur totale de 2.800.000 marks) à 80.000 (pour une valeur de 4.975.000 marks) le nombre des contrats annuels courants avec des instituts de musique, et augmenter de 5.700.000 marks à 9.700.000 les recettes totales provenant de la radio, des films et des exécutions musicales.

Les chœurs et les chants populaires ont été favorisés par des organisations publiques de musique vocale.

Parmi ces dernières, il convient de mentionner en premier lieu l'exécution de l'Oratorio «Héracles» de George Friedrich Händel, sur la scène de verdure Dietrich-Eckart, au Champ de sport du Reich. Elle a été la manifestation artistique la plus importante au cours de la XIème Olympiade, en suscitant l'admiration des auditeurs par les magnifiques effets des solistes, des chœurs et de la musique d'orchestre, ainsi que par la mise en scène grandiose et l'organisation géniale de la direction (voir fig. 153).

La *Chambre de littérature du Reich* a accompli dans le domaine de la production littéraire une action analogue, dont il a déjà était fait mention. Elle comprend toutes les personnes participant à la composition et à la vente d'écrits non

périodiques. C'est dire que les écrivains, les éditeurs, les libraires, les propriétaires de bibliothèques de prêt, sont tous dans l'obligation de faire partie de cette Chambre.

Elle avait pour tâches d'après son institution:

1. Débarrasser les librairies allemandes de tous les écrits nuisibles ou indésirables.
2. Délivrer les hommes de lettres et auteurs allemands de toute influence étrangère (juive) et déterminer leur adhésion à la politique de culture du national-socialisme.
3. Encourager les écrits méritoires et ouvrir au bon livre allemand la voie vers le peuple.

Les lois en vigueur en Allemagne donnent aux autorités policières le droit de prononcer l'interdiction d'ouvrages, mais avec l'obligation de recueillir d'abord l'avis de la Chambre de littérature. Tel est surtout le cas pour la lutte contre les écrits de rebut et ceux contraires aux bonnes mœurs. Ce devoir incombait auparavant à un office de contrôle attenant à la police, et dont la pensée fondamentale résidait dans la protection de la jeunesse: une personne d'âge mûr pouvait lire à loisir les écrits en question. D'après la conception nationale-socialiste, le peuple tout entier a droit à une protection contre des ouvrages de cette nature. Seules, des mesures sévères peuvent empêcher un pareil livre de tomber entre les mains de jeunes gens après sa publication. La Chambre de littérature, en tant qu'organisation corporative, peut jouer le rôle d'office de contrôle policier dans une mesure beaucoup plus large et plus efficace.

La Chambre tient deux listes d'écrits nuisibles. L'une comprend les ouvrages dont la propagation est nettement indésirable, et l'autre les écrits qui doivent autant que possible ne pas parvenir en possession de personnes encore jeunes. Alors que les livres de la première liste ne peuvent pas être répandus du tout, ceux de la seconde ne sont soumis qu'à la défense d'être exposés et vendus aux personnes au-dessous de 18 ans.

Mais cela n'est pas encore suffisant: il importe d'empêcher d'avance l'impression de ces sortes d'écrits. L'Allemagne ne possédant pas de censure préalable, la Chambre a créé un office consultatif de littérature populaire auquel chaque éditeur est libre de recourir, et dont la mission consiste à conseiller l'éditeur dans le choix et l'utilisation des manuscrits.

Les libraires, réunis dans l'*Union allemande de la librairie* avec les éditeurs, les représentants du livre, les employés et les propriétaires de bibliothèques de prêt, sont soumis à un choix selon des points de vue déterminés. La Chambre attache une valeur particulière à la formation d'une descendance propre en matière de librairie. Un examen, institué par le commerce du livre, termine la période d'apprentissage de tous les jeunes gens se destinant à ce commerce, pendant qu'un séjour de quatre semaines à une école de librairie à Leipzig est obligatoire. Le commerce des livres en location a été de même réglé sous forme d'un modèle unique par l'établissement d'un tarif minimum de prêt, de sorte qu'il est devenu possible de mettre à la disposition de ces bibliothèques des écrits de valeur, d'un prix plus élevé.

La Chambre de littérature s'occupe également d'arbitrage entre les différents groupes professionnels de son ressort. Elle exerce particulièrement une large

influence sur les rapports entre les écrivains et les éditeurs, par la création d'un contrat normal d'édition. Ce contrat empêche d'une part l'exploitation par les éditeurs des auteurs peu versés en affaires, mais tient compte aussi d'autre part des nécessités économiques des éditeurs. Les écrivains et les auteurs unis dans l'Association des hommes de lettres allemands trouvent de même à la Chambre un appui au point de vue social: deux institutions, la fondation Schiller, à Weimar, et la Société de secours à la littérature allemande, à Berlin, poursuivent ce but, pendant que la fondation Palm, à Leipzig, prend soin des libraires. Un établissement de retraite pour les écrivains et les éditeurs est en préparation. Une série de prix aux poètes a été nouvellement fondée. La semaine du Livre allemand, établie chaque année, a contribué dans une large mesure à la propagation de bonnes lectures et à la réclame en faveur du commerce du livre. La librairie allemande accuse une hausse de 32% sur la situation en 1933.

La fondation de *l'Office de littérature du Reich* au ministère de Propagande prône la diffusion d'écrits méritoires grâce à l'action propagandiste des «Six livres du mois», laquelle désigne chaque mois aux acheteurs les ouvrages particulièrement dignes d'être lus. Des primes furent fixés pour les nombreuses bibliothèques destinées aux travailleurs occupés à la construction des autostrades ainsi que pour celles du service du travail. L'Office aide les écrivains de ses conseils et entretient une section de lecture pour le choix des meilleures œuvres littéraires.

L'idée national-socialiste considère la presse comme un moyen d'influence spirituelle sur la nation, moyen de culture, d'éducation, et surtout d'éducation politique et nationale à l'instar de l'école, de la radio, du théâtre et du film. La presse représente donc par sa nature, une institution publique. L'idée libérale et le droit libre représentent au contraire la manière de voir opposée.

Cette façon d'envisager devait déterminer un changement dans le traitement légal après la prise du pouvoir. Les décrets d'urgence du 4 février 1933 pour la protection du peuple allemand et du 28 du même mois pour la protection du peuple et de l'Etat, lesquels attribuaient aux organes policiers des pouvoirs étendus, ne marquaient qu'un règlement transitoire. Le nouveau droit de la presse ne devait pas revêtir un caractère de police, mais devenir un droit d'organisation. De là, la création de la Chambre de la presse et la loi du 4 octobre 1933 sur les rédacteurs.

La *Chambre de la Presse* comprend toutes les personnes participant à la rédaction et à la vente de la presse périodique (journaux et revues). Elle réunit en sociétés spéciales indépendantes tous les groupes appartenant à la profession (rédacteurs, éditeurs, vendeurs, etc.). Les rédacteurs des journaux forment l'*Union de la presse allemande du Reich*, corporation de droit public, qui compte 13.000 membres. La notion de rédacteur de journal a subi un changement considérable par la nouvelle loi quant à l'attitude envers l'ancien «Rédacteur». Est rédacteur, quiconque coopère par profession ou comme directeur en chef à la rédaction du texte de journaux ou de revues politiques. Le troisième Reich considérant la presse comme un moyen d'éducation politique d'une importance

particulière, la profession de rédacteur est déclaré par la loi charge publique, et non seulement envisagée sous un point de vue différent de celui des autres professions culturelles, mais transformée de fond en comble. Selon la loi, le journal, en tant qu'il ne contient pas d'annonces, n'est plus en premier essor une entreprise économique, mais un instrument d'éducation politique.

L'inscription dans la liste des rédacteurs est soumise à une série de conditions préalables: 21 ans accomplis, possession des droits civils, de l'aptitude professionnelle, de la nationalité allemande, d'une origine arienne aussi par mariage, et d'une formation technique répondant à l'emploi occupé.

Les devoirs professionnels du rédacteur sont réglés par la loi d'une façon entièrement nouvelle. Contrairement à l'état de choses précédent, sous lequel une contrevention à la loi pénale n'était que *négativement* défendue, et le rédacteur responsable simplement soumis à une action de censure, le rédacteur a maintenant le devoir *positif* de traiter en toute vérité tous les sujets qu'il expose et de porter ses jugements en pleine conscience. Mais le devoir d'être véridique implique en même temps pour lui le droit de proclamer la vérité une fois reconnue et de rendre sa conviction indépendante de toutes influence étrangère. Il est obligé à supprimer du journal tout ce qui peut amener une confusion entre des buts d'utilité commune avec l'intérêt privé de manière à induire en erreur l'opinion publique, ce qui porte préjudice à la force du Reich à l'extérieur ou à l'intérieur, à la volonté commune du peuple allemand, à la défense nationale, à la culture ou à l'économie allemandes, ou peut froisser les convictions religieuses des autres; en outre, il doit éviter tout ce qui peut blesser l'honneur ou la dignité d'un Allemand, tout ce qui est contraire à l'honneur et au bien d'autrui, nuisible à sa réputation, tout ce qui le rendrait ridicule ou méprisable, ainsi que toutes les atteintes aux mœurs.

La loi rend toujours responsable d'une contravention à ces principes le véritable coupable, et non «l'homme de paille» endossant la responsabilité. L'institution du «rédacteur responsable», qui dans le droit précédent, faisait retomber la sanction légale sur cet homme de paille, est désormais supprimée. Est responsable dans tel ou tel cas particulier le rédacteur auteur d'un article ou l'ayant fait insérer dans son journal.

Le rédacteur conserve son indépendance même vis-à-vis de l'éditeur. Comme le premier dépend cependant économiquement du second, la loi prévoit une série de mesures protectrices qui limitent les droits mutuels. L'éditeur est autorisé à s'entendre avec le rédacteur sur les tendances fondamentales du journal. Mais ces tendances ne peuvent revêtir qu'un caractère général: des droits d'intervention de l'éditeur dans le détail sont interdits et même menacés de peines de prison. La contrainte de la presse est considérée comme délit. De même la corruption, aussi bien active que passive, est susceptible de peines encourues.

Les rédacteurs occupent également une position spéciale au point de vue du droit disciplinaire. En cas de manquement à leurs devoirs professionnels, ils sont soumis à une juridiction propre, juridiction exercée en première instance par les tribunaux d'arrondissement de la presse, et en deuxième instance par la cour de justice de la presse, à Berlin.

Telles sont les grandes lignes de la loi sur les rédacteurs, loi inspirée par la pensée de transformer la presse périodique allemande en une agence de devoirs publics. Elle s'appuie sur le modèle de la législation fasciste de la presse. Elle utilise entre autres le principe de l'inscription des journalistes italiens sur un registre comme condition préalable de l'exercice de la profession et de la surveillance de la corporation. Mais la loi tient compte des divergeances de conditions italiennes et allemandes en général et spécialement dans le domaine de la presse, et de la variété du journalisme allemand sous le rapport régional, intellectuel, économique et confessionnel.

Une série de décrets règle aussi le mode d'édition du journal. La prescription la plus importante tire l'éditeur de la sphère d'action purement commerciale, en lui attribuent la même responsabilité qu'au rédacteur, et en lui imposant les mêmes devoirs. Il est clairement exprimé par là que, dans la nouvelle Allemagne, le journal *n'est pas un article de commerce, mais un bien de culture, et qu'il a par conséquent à remplir un devoir culturel et politique de la plus haute importance.* En outre, l'interdiction de nouvelles fondations de journaux a servi à la préparation d'un principe économique plus sainement établi. Les personnalités juridiques, c'est-à-dire les corporations de droit public, les sociétés capitalistes, les associations et les fondations, puis toutes les sociétés constituées sous le régime professionnel, corporatif ou confessionnel, sont exclues de toute activité en tant qu'éditeurs de journaux. Le but de cette prescription est d'éliminer de l'édition journalistique l'anonymat précédemment en faveur. De plus, la concentration exagérée de journaux dans une seule main (syndicats) est interdite. Tous les éditeurs dont les journaux visent un cercle désigné de personnes, confessionnel, professionnel ou d'intérêt privé, sont supprimés. Un décret spécial confère au président de la Chambre le droit de fermer quelques maisons éditrices là où existe une majorité d'éditions journalistiques, si la chose est nécessaire pour établir des conditions normales de concurrence et des rapports économiques plus sains. La mise à exécution de ce décret a déjà produit de vastes modifications dans le genre d'édition des journaux. Un autre décret élimine de la Chambre les éditeurs de la presse à scandale.

Les droits de la Chambre sont donc ainsi plus étendus que ceux des autres branches dans le nouveau mode de culture allemand. Ils répondent entièrement aux directives d'un Etat autoritaire. Il en a toujours été plus ou moins ainsi depuis le temps de Napoléon, et il en sera encore toujours de même!

Le Conseil de propagande de l'économie allemande

La révolution nationale-socialiste, dans le nouveau courant d'ordre politique, a inauguré également une ère nouvelle concernant la propagande économique. Vu la grande importance d'une pareille propagande, à laquelle des milliardes de marks sont consacrés annuellement, on devait se garantir contre un gaspillage éventuel de cette richesse populaire. Pour ce motif, ainsi que pour des considérations d'ordre éthique, par une loi du 12 septembre 1933, le gouvernement créa le «Conseil de propagande de l'économie allemande», corporation de droit

public. Son but était de supprimer, en vue de la «protection du propagandiste honnête» les abus qui s'étaient glissés à l'époque du libéralisme en cette matière, et d'introduire sur toute la ligne une réforme dans l'esprit de «fair play».

Les abus en question, alors à l'ordre du jour, s'énumèrent ainsi: dégradation des beautés du pays par une réclame charlatanesque, tromperies sur le tirage des journaux, défaut de toute fermeté des prix (jusqu'à 80% de rabais!), dénigrement du concurrent, manigances malpropres à l'aide de fausses données, etc. Les cas d'incorrection étaient aussi variés que les modes de réclame.

Le conseil de propagande de l'économie allemande a mis de l'ordre en fixant des règles uniques pour la propagande économique tout entière. Ces directives reposent sur le principe de la bonne foi et de la fidélité en affaires. La loyauté et la droiture des sentiments, ainsi que la vérité, doivent marquer la principale expression d'une honnête réclame. C'est dans ce sens que se déploie essentiellement toute l'action de surveillance du conseil, action loin d'être aussi simple, bien entendu, qu'il semble au premier abord.

Le conseil de propagande n'exerce nullement un devoir de police et ne songe en rien à réglementer la réclame sous une forme bureaucratique et autoritaire, mais adopte uniquement pour l'éducation des propagandistes la devise: «*Avec l'économie pour l'économie*». C'est ainsi que l'édifice a pu être achevé en un temps très court. Dans la préface de son rapport publié au mois de janvier dernier sur la troisième année d'existence du conseil, le président, directeur ministériel Ernest Reichard, a pu écrire avec juste raison: «La période des grands bouleversements dans le domaine de la propagande économique est close. L'ordre nouveau est accompli. Il s'agit surtout maintenant d'en surveiller l'exécution et de veiller à ce que les précédents abus ne se renouvellent pas.»

Nombreux sont les domaines soumis au règlement. Ils comprennent surtout: la propagande des annonces, les agents de publicité, les foires et expositions (les premières ont subi ici une restriction précise), l'affichage, la propagande de secours sanitaires, etc.

Outre l'organisation générale administrative de la propagande, le conseil s'occupe également de son encouragement positif, en entretenant lui-même à l'intérieur et à l'étranger une réclame économique active souvent sous forme de propagande collective. Cela ne peut être, bien entendu, qu'une action en dehors, car aucune concurrence ne doit être opposée à la libre lutte économique des entreprises entre elles.

La formation du conseil de propagande est simple et répond au but. Il est soumis à l'autorité du ministre de la Propagande, d'accord avec les ministres compétents en matière d'économie. Les organes du conseil sont: le président, les directeurs, le conseil d'administration et les commissions techniques. Ces dernières comprennent des spécialistes de toutes les branches de l'économie allemande; ils aident de leurs conseils le président, de sorte que les décisions de ce dernier ne respirent nullement une atmosphère de «tapis vert», mais reflètent une entente préalable avec l'économie pratique.

L'idée de la nécessité d'un règlement de la réclame a pris pied également au-delà des frontières de l'Allemagne. Rappelons ici que le président Reichard, pionnier infatigable de la collaboration internationale en la matière, sur l'invitation d'associations étrangères importantes d'Amérique, d'Angleterre, de Suède, du Danemark, de la Hongrie, etc., a tenu une série de conférences en vue d'attirer l'attention sur un mouvement international d'entente dans la propagande. Grâce à ses efforts, poussés spécialement depuis l'année 1935, son œuvre a été couronnée de succès par la décision du congrès de la Chambre internationale de commerce à Berlin, le 2 juillet 1937, portant érection d'un «Conseil international de propagande» qui, dans l'intérêt de l'assainissement de l'économie mondiale, doit assurer le maintien d'une réclame honnête sur la base de la mutualité entre Etats.

XVIII.

La politique confessionnelle allemande

Existe-t-il une question religieuse en Allemagne ? A cette question, on ne peut répondre que par un examen objectif et documentaire de la situation d'un pays encore divisé au point de vue confessionnel, comme il l'était auparavant au point de vue politique, social et culturel.

Le peuple allemand est dans sa grande majorité un peuple chrétien; plus de 40 millions appartiennent à l'église évangélique allemande, plus de 20 millions professent la religion catholique-romaine. La religion chrétienne en tant que culte du peuple allemand est non seulement un fait, mais est garantie également par le programme du NSDAP., dont le 24ème article stipule que «le parti, comme tel, représente le point de vue d'un christianisme positif, sans se lier à une confession déterminée.»

La thèse soutenue par le gouvernement dans la question religieuse a été, comme nous l'avons déjà mentionné, exposée clairement et nettement par Adolf Hitler dans son discours du 22 mars 1933 au Reichstag, quand il a dit que «le gouvernement du Reich voit dans les deux confessions chrétiennes les facteurs les plus importants du maintien du peuple allemand. Il respectera les conventions passées entre ces confessions et les Pays. Leurs droits demeureront inviolés. Mais il attend et il espère qu'en revanche, l'œuvre de rénovation nationale et morale du peuple allemand, que le IIIe Reich s'est imposée comme devoir, trouvera la même considération de leur part. Il gardera envers les autres confessions une parfaite objectivité. Mais il ne saurait souffrir que l'appartenance à une confession ou à une race déterminées puisse délier des obligations générales imposées par la loi, ou serve de sauf conduit à une attitude coupable ou à une tolérance criminelle. Le gouvernement a le souci d'une loyale communauté de vie entre l'Eglise et l'Etat. La lutte contre le matérialisme en vue d'une communauté réelle du peuple sert aussi bien les intérêts de la nation allemande que celui de la foi chrétienne.»

Le Catholicisme

Sur la base de ces principes fut signé, le 20 juillet 1933, le *Concordat* entre le Saint-Siège et le Reich. Ce traité ne faisait que compléter en somme les concordats déjà existants avec les Pays (avec la Prusse, 14 juin 1929, avec la Bavière, 29 mars 1924, avec Bade, 12 octobre 1932) et supprimait leurs représentations diplomatiques auprès du Vatican, où le Reich a seulement son ambassadeur.

L'idée de la nécessité d'un règlement de la réclame a pris pied également au-delà des frontières de l'Allemagne. Rappelons ici que le président Reichard, pionnier infatigable de la collaboration internationale en la matière, sur l'invitation d'associations étrangères importantes d'Amérique, d'Angleterre, de Suède, du Danemark, de la Hongrie, etc., a tenu une série de conférences en vue d'attirer l'attention sur un mouvement international d'entente dans la propagande. Grâce à ses efforts, poussés spécialement depuis l'année 1935, son œuvre a été couronnée de succès par la décision du congrès de la Chambre internationale de commerce à Berlin, le 2 juillet 1937, portant érection d'un «Conseil international de propagande» qui, dans l'intérêt de l'assainissement de l'économie mondiale, doit assurer le maintien d'une réclame honnête sur la base de la mutualité entre Etats.

XVIII.

La politique confessionnelle allemande

Existe-t-il une question religieuse en Allemagne ? A cette question, on ne peut répondre que par un examen objectif et documentaire de la situation d'un pays encore divisé au point de vue confessionnel, comme il l'était auparavant au point de vue politique, social et culturel.

Le peuple allemand est dans sa grande majorité un peuple chrétien; plus de 40 millions appartiennent à l'église évangélique allemande, plus de 20 millions professent la religion catholique-romaine. La religion chrétienne en tant que culte du peuple allemand est non seulement un fait, mais est garantie également par le programme du NSDAP., dont le 24ème article stipule que «le parti, comme tel, représente le point de vue d'un christianisme positif, sans se lier à une confession déterminée.»

La thèse soutenue par le gouvernement dans la question religieuse a été, comme nous l'avons déjà mentionné, exposée clairement et nettement par Adolf Hitler dans son discours du 22 mars 1933 au Reichstag, quand il a dit que «le gouvernement du Reich voit dans les deux confessions chrétiennes les facteurs les plus importants du maintien du peuple allemand. Il respectera les conventions passées entre ces confessions et les Pays. Leurs droits demeureront inviolés. Mais il attend et il espère qu'en revanche, l'œuvre de rénovation nationale et morale du peuple allemand, que le IIIe Reich s'est imposée comme devoir, trouvera la même considération de leur part. Il gardera envers les autres confessions une parfaite objectivité. Mais il ne saurait souffrir que l'appartenance à une confession ou à une race déterminées puisse délier des obligations générales imposées par la loi, ou serve de sauf conduit à une attitude coupable ou à une tolérance criminelle. Le gouvernement a le souci d'une loyale communauté de vie entre l'Eglise et l'Etat. La lutte contre le matérialisme en vue d'une communauté réelle du peuple sert aussi bien les intérêts de la nation allemande que celui de la foi chrétienne.»

Le Catholicisme

Sur la base de ces principes fut signé, le 20 juillet 1933, le *Concordat* entre le Saint-Siège et le Reich. Ce traité ne faisait que compléter en somme les concordats déjà existants avec les Pays (avec la Prusse, 14 juin 1929, avec la Bavière, 29 mars 1924, avec Bade, 12 octobre 1932) et supprimait leurs représentations diplomatiques auprès du Vatican, où le Reich a seulement son ambassadeur.

Dans les 34 articles du Concordat, il est stipulé entre autres que le Reich garantit la liberté de la profession de foi et l'exercice public de la religion catholique. Il reconnaît le droit de l'Eglise catholique de régler elle-même ses propres affaires dans la limite des lois en vigueur pour tous, de s'administrer en toute indépendance et d'édicter dans le cadre de sa compétence des règles et des prescriptions obligatoires pour ses membres.

Des avis, des prescriptions, des lettres pastorales, des feuilles diocésaines officielles et autres, des dispositions concernant la direction spirituelle du culte, telles qu'il appartient à la compétence des autorités ecclésiastiques, peuvent être publiés sans obstacle et portés à la connaissance des fidèles dans les formes usitées jusqu'à présent. Les ministres du culte jouissent dans l'exercice de leur mission spirituelle de la même protection de l'Etat que les fonctionnaires de celui-ci. Les paroisses catholiques, les communautés religieuses, les unions diocésaines, les chaires épiscopales, les évêchés, les chapitres, les ordres et les congrégations religieuses, de même que les établissements placés sous l'administration d'organes religieux, les fondations et les biens de l'Eglise catholique reçoivent ou peuvent réclamer la capacité juridique en matière civile, d'après les prescriptions générales du droit d'Etat.

Les ordres et les communautés religieuses, en ce qui concerne leur fondation, leur résidence, le nombre et les attributs de leurs membres, leur activité dans le soin des âmes, l'enseignement, le soin des malades et les oeuvres pies, le règlement de leurs affaires et l'administration de leurs biens, ne sont soumis à aucune restriction spéciale de la part de l'Etat. Les supérieurs ecclésiastiques des ordres ayant leur siège à l'intérieur du Reich doivent posséder la nationalité allemande. Les supérieurs provinciaux et ceux des ordres ayant leur résidence hors du territoire allemand, s'ils ne possèdent pas cette nationalité, ont le droit de visite dans les établissements fixés en Allemagne. Le Saint-Siège veillera à ce que pour les ordres religieux résidant à l'intérieur du Reich, l'organisation provinciale soit disposée de telle sorte que les supérieurs provinciaux de ces ordres ne soient pas autant que possible des étrangers.

Avant de prendre possession de leurs diocèses, les évêques ont à prêter entre les mains du Statthalter du Pays en cause un serment de fidélité dont la formule est la suivante: «*Je jure devant Dieu et sur le Saint-Evangile et je promets fidélité au Reich allemand et au Pays . . . en tant qu'il convient à un évêque. Je jure et je promets de respecter le gouvernement légalement constitué et de le faire respecter par mon clergé. Dans le soin que le devoir m'impose pour le bien et dans l'intérêt de l'Etat allemand, je veillerai, dans l'exercice de ma charge, à éviter tout dommage qui pourrait le menacer.*»

L'enseignement religieux catholique dans les écoles primaires, dans les écoles professionnelles, dans les écoles moyennes et dans les établissements d'enseignement supérieur, est donné selon la méthode régulière et en concordance avec les principes fondamentaux de l'Eglise catholique. Dans l'instruction religieuse, l'éducation en vue de la conscience des devoirs patriotiques, civils et sociaux, s'inspire tout particulièrement de l'esprit de la foi chrétienne et de la loi morale, comme il convient pour tout le reste de l'enseignement.

Sous réserve d'un règlement ultérieur plus complet des questions matrimoniales, il est entendu que la bénédiction nuptiale peut être donnée à l'église avant la célébration civile, sauf le cas d'une maladie mettant en danger la vie d'un des conjoints et ne permettant pas de délai, ou le cas de grave détresse morale, dont l'existence doit être constatée par l'autorité épiscopale compétente.

Les organisations et associations catholiques uniquement vouées à des buts religieux, purement culturels et à des oeuvres de charité, et comme telles soumises à l'autorité ecclésiastique, jouissent de la protection de leurs institutions et de leur activité.

Les organisations catholiques qui en outre des buts religieux, culturels et charitables, vaquent à d'autres tâches, peuvent jouir de cette protection en tant qu'ils fournissent la garantie de déployer leur activité en dehors de tout parti politique.

En raison des conditions particulières existant en Allemagne, et eu égard aux sûretés créées par les stipulations du concordat, grâce à une loi garantissant les droits et les libertés de l'Eglise catholique dans le Reich et dans ses Pays, le Saint-Siège donne des instructions interdisant aux membres du clergé régulier et à ceux des ordres religieux toute participation aux partis politiques et toute activité en faveur de ces partis.

Il n'existe donc pas en Allemagne, à proprement parler, de question religieuse concernant la confession catholique. Les rapports entre Berlin et le Vatican sont exactement établis, et si ces rapports ne se sont pas poursuivis dans l'atmosphère d'entente et de collaboration qui présida à la signature du concordat, deux motifs fondamentaux en dehors des interprétations de celui-ci, en sont la cause. D'une part le *catholicisme* dit *politique*, contre lequel le national-socialisme s'élève résolûment, en le jugeant contraire à l'esprit du concordat, à l'unité du peuple et nuisible à l'autorité du gouvernement; d'autre part l'exigence de l'Etat que l'Eglise soit au point de vue politique *positivement nationale-socialiste*.

La situation ressort en toute clarté du décret du général Goering en sa qualité de ministre président et chef de la police secrète de Prusse, décret du 20 juillet 1935, par lequel il prend position contre l'attitude répulsive d'une partie du clergé catholique «qui cherche toujours à induire en erreur sur l'idée nationale-socialiste les citoyens confiés à sa gestion, par crainte de voir disparaître son influence politique»[1]).

Les autorités gouvernementales furent donc avisées de procéder avec toute la rigueur des moyens légaux contre de pareils membres du clergé. L'Etat national-socialiste garantissait l'intangibilité des églises chrétiennes, et par suite aussi des églises catholiques. L'Eglise n'avait donc aucun motif de maintenir ou de faire valoir de nouveau son influence, en la transportant du domaine religieux sur le terrain politique. On n'admettrait plus de manœuvres comme celles dont le Centre avait été autrefois le champion. Le décret mentionnait comme telles l'usage par le clergé de formules significatives ou de symboles imités du national-socialisme (par exemple H.J., abréviation de Jeunesse hitlérienne, pour «Jeunesse du Cœur de Jésus» et BDM. abréviation des Jeunes filles allemandes, pour «Congrégation des enfants de Marie»). En outre des institutions et des mesures du gouvernement étaient souvent dénigrées du haut de la chaire, à tel point que de fervents catholiques remportaient de la fréquentation du service divin l'unique

1) Pour bien comprendre cela, il faut se rappeler que pendant de longues années, non seulement sous la république de Weimar, mais aussi sous le régime impérial, le parti catholique — bien que n'étant pas le plus nombreux, puisque l'Allemagne ne dépend de Rome que pour un tiers au point de vue confessionnel — avait profité de sa situation dans le «Parti du centre» pour exercer une influence décisive sur la politique allemande. Chaque décision législative était constamment dépendante en dernier ressort du côté auquel adhérait le Centre. Par suite, aucune combinaison ministérielle n'avait de base parlementaire assurée sans la participation ou au moins sans l'adhésion des catholiques.

impression d'une condamnation par l'Eglise des institutions de l'Etat national-socialiste.

Le décret établit encore qu'on doit exiger des ecclésiastiques au service de l'Etat et chargés spécialement de l'instruction religieuse, non seulement l'abstention de toute attitude négative envers le national-socialisme pendant l'instruction, mais exige en outre qu'ils prennent positivement parti pour l'Etat national-socialiste et s'interposent de toute leur personnalité en sa faveur. Alors seulement le national-socialisme pourra confier au clergé l'éducation religieuse de la jeunesse. Il est remarqué en outre que les associations de la jeunesse catholique ne déployent pas leur activité uniquement sur le terrain religieux. Le port d'uniformes et toutes les manifestations sportives populaires sont exclusivement le privilège de la Jeunesse hitlérienne et des autres formations du parti. Si ces associations confessionnelles ne subissent aucune transformation, elles doivent être considérées comme associations politiques et être interdites.

Tous les avertissements n'ayant amené jusqu'à présent qu'un abus de l'indulgence exercée, on attend que les autorités chargées des poursuites procèdent avec toute la rigueur des prescriptions existantes. Elles doivent se pénétrer de toute la gravité de la responsabilité qui leur incombe. Le pouvoir de l'Etat national-socialiste permet l'emploi des moyens disponibles en toute connaissance de cause. L'Etat ne veut pas de «Kulturkampf», et a suffisamment prouvé par le Concordat sa volonté d'entretenir avec l'Eglise catholique des rapports foncièrement amicaux et réguliers.

Le ministre de la Propagande, Dr Goebbels, tint quelques jours plus tard un langage analogue à l'occasion de l'assemblée de district du parti national-socialiste, à Essen. Abordant la question religieuse, le ministre réitéra l'affirmation que le mouvement national-socialiste se maintient sur le terrain du christianisme positif. Mais de même que le parti professe ce christianisme, l'Eglise doit, elle aussi, demeurer politiquement sur le terrain national-socialiste positif. Une confession des lèvres ne suffit pas, la reconnaissance par les actes est nécessaire. *Si des églises subsistent encore en Allemagne, on le doit à ce que le national-socialisme a terrassé le bolchévisme.*

Le soin de l'éducation religieuse de la jeunesse peut bien être l'affaire des églises, celui de l'éducation politique est affaire du parti. Une presse confessionnelle est superflue, car il n'est nullement question de Kulturkampf. On ne saurait toutefois se garder de l'impression que d'anciens milieux du Centre seraient désireux de provoquer une lutte pareille. On sait où trouver ces promoteurs de la lutte et l'on apprendra dans quelques semaines ce qu'il est advenu d'eux. L'Eglise ne doit connaître qu'un mot d'ordre garantissant la paix: *Retour à la chaire*. Les églises sont faites pour le service de Dieu, le national-socialiste est créé pour le service du peuple. L'Etat ne reconnaît qu'un seul agent de volonté politique: le mouvement.

Le ministre de l'Intérieur, Dr Frick, prit la parole à la même occasion. Il déclara, lui aussi, que l'Allemagne répugne à tout Kulturkampf, mais qu'elle exige des églises de se ranger sans restriction sous la bannière de l'Etat national-socialiste. On ne tolérera pas leur immixtion dans la politique de l'Etat, laquelle repose exclusivement dans les mains du parti et de ses chefs.

Comme on le voit, il serait mal à propos de parler d'une question religieuse effective et précise entre le Saint-Siège et la Wilhelmstrasse. Il s'agit purement et simplement d'un conflit rappelant, bien que dans une mesure beaucoup plus large, celui qui éclata il y a quelques années en Italie entre l'Etat fasciste et le Vatican, surtout à cause de l'éducation de la jeunesse.

La solution de ce conflit ne va pas sans difficultés, car il n'est nullement affaire ici d'interprétations du concordat, mais bien de questions de principes et de fait. Rome[1]) croit voir dans l'idée nationale-socialiste une interprétation plus que profane de la manière de comprendre la race, le peuple, l'Etat ou la forme de gouvernement, et la création par cette idée de figures de divinités: d'où une falsification de l'ordre divin. Si les clauses du concordat ne sont pas observées, la faute n'en incombe pas à l'Eglise, mais aux autorités allemandes. Berlin[2]) répond à cela que le concordat est demeuré purement un cadre, les clauses préliminaires de mise à exécution n'ayant pu entrer en vigueur en raison de l'attidude répulsive du Vatican. Le défaut de réglementation précise a créé automatiquement des lacunes, qui s'élargissent toujours davantage.

Les nombreux procès intentés à des ecclésiastiques pour manœuvres frauduleuses concernant les devises et pour actes immoraux, ont encore aggravé la situation: à Berlin, on s'indigne naturellement de ces faits et du manque d'énergie de l'autorité ecclésiastique; à Rome, on y voit une sorte de persécution du clergé et une action dirigée contre l'Eglise.

En résumé, une tension a surgi, dont l'élimination n'est à prévoir qu'au moment où les deux partenaires se convaincront de la nécessité mutuelle de rétablir des rapports normaux. Cela n'a absolument rien à faire en tout cas avec la religion en elle-même.

Le Protestantisme

De même que pour la confession catholique, il n'existe en Allemagne, pour la confession évangélique, aucune question de croyance, mais une pure question de pratique du culte, une «question d'Eglise».

L'Eglise évangélique allemande, qui embrasse environ deux tiers de la population totale, et qui forme hors des frontières du Reich l'âme du germanisme dans l'univers entier, est en même temps la plus grande église protestante du monde. Mais cette vaste communauté religieuse comprend une certaine multiplicité de manières de voir, de points de vue et de tendances. On y rencontre des chrétiens de sentiments plus conservateurs, d'une part, et de sentiments plus progressistes, de l'autre. On y voit des piétistes, adonnés plus que d'autres à des exercices religieux, puis des chrétiens sachant allier leur foi profonde avec les nécessités de l'existence profane, soit qu'ils exercent socialement leur action au service du prochain, soit qu'ils mettent leur foi en accord avec la teneur et leur conception de la vie. Il s'en trouvent également parmi eux qui «rationnellement» attribuent à la raison humaine la connaissance de Dieu, et d'autres qui «dialectiquement» proclament la séparation du divin et de l'humain comme celle de l'infini du fini.

1) Voir Encyclique de Mars 1937.

2) Voir la «Deutsche diplomatisch-politische Korrespondenz» du 25 mars 1937.

La carte à la page 207 suffira à donner au lecteur une image persuasive de l'éparpillement fantastique régnant au sein de l'Allemagne évangélique avant l'arrivée du national-socialisme au pouvoir. Ce ne sont pas moins de 28 églises évangéliques et 15 églises provinciales, auxquelles sont venus se joindre plus tard le mouvement national-socialiste des *Chrétiens allemands* et les groupes d'opposition à ces derniers dont il sera parlé bientôt.

Une première démarche en vue d'un accord fut entreprise en 1922. Les églises évangéliques des Pays furent rassemblées dans l'Union allemande des églises évangéliques. Mais lorsque par sa révolution, le national-socialisme eût dominé les partis et amené les Pays sous la conduite du Reich, on constata la nécessité d'une démarche en vue de transformer l'Union en une église unique. La constitution y relative fut en effet acceptée par toutes les églises le 11 juillet 1933.

D'après cette constitution, l'Eglise évangélique allemande forme une unité qui règle toute la vie religieuse allemande, les rapports de l'Eglise avec l'Etat et fixe sa position à l'égard des sociétés religieuses étrangères. Elle se répartit en Eglises (églises des Pays), indépendantes quant à la confession et au culte. Elle voue un soin particulier au sentiment populaire allemand, et surtout à la jeunesse. Elle a à sa tête l'évêque luthérien du Reich, auquel est adjoint un ministère du culte. Un synode évangélique national concourt à la nomination des dirigeants du culte et à la législation. Des chambres consultatives assurent aux forces vives de la population évangélique allemande la libre collaboration au service de l'Eglise.

L'évêque est appelé à rendre visiblement expressive la communauté de la vie religieuse dans les églises des Pays, et à assurer une direction unique à l'œuvre de l'Eglise évangélique allemande. Le ministère du culte a pour mission de diriger l'Eglise sous la conduite de l'évêque et d'élaborer des lois. Le synode national comprend soixante membres: deux tiers sont des représentants des Pays, et un tiers est choisi par l'Eglise parmi les personnalités qui se sont particulièrement distinguées à son service.

La constitution fut légalement approuvée trois jours plus tard par le gouvernement du Reich, et l'Eglise évangélique allemande déclarée corporation de droit public. Il fut procédé à de nouvelles élections, qui donnèrent aux Chrétiens allemands une majorité des deux tiers. Le premier synode national élut comme évêque Ludwig Müller, luthérien, évêque prussien de l'Union de vieille Prusse et protecteur des Chrétiens allemands.

L'essai de réunir peu à peu sous sa protection les églises des Pays en une église unique échoua, cette voie s'étant révélée sans profit. La lutte des groupes religieux les uns contre les autres détermina un état de choses qui rompit l'unité des croyants, compromit la liberté individuelle de foi et de conscience, porta atteinte à la communauté du peuple, et exposa l'existence de l'Eglise évangélique aux plus graves dangers. Le gouvernement se vit contraint d'adopter une autre voie.

La loi du 24 septembre 1935 pour «*la sûreté de l'Eglise évangélique allemande*» autorisait le nouveau ministre des cultes, Hanns Kerrl, à rétablir dans l'Eglise des conditions réglées, en édictant des ordonnances. Le ministre Kerrl déploya dans son intervention l'activité énergique nécessaire pour faire face à la situation,

Comment l'Allemagne protestante se rend la vie difficile

Frontière religieuses des petits Etats ecclésiastiques (carte allemande de 1927)

et chargea de la direction de l'Eglise une commission des affaires ecclésiastiques, dont les membres appartenaient aux tendances religieuses les plus différentes.

La lutte pour le droit se manifesta tout d'abord sans objet, et la double prétention politico-religieuse totalitaire des Chrétiens allemands (nationaux-socialistes) d'une part, et celle de l'Union des pasteurs, dite «direction provisoire» de l'église évangélique, organe exécutif de l'église dite «confessionnelle» d'autre part, se trouvait neutralisée. Dans un grand nombre d'églises des Pays, des commissions spéciales prirent en main la direction spirituelle, et il sembla au début que les conversations chrétiennes et religieuses de tous les différents groupes eussent enfin abouti à l'acceptation du principe d'unité de l'Eglise évangélique. La Commission des affaires ecclésiastiques n'est cependant pas parvenue a surmonter à la longue la division au sein de l'Eglise. Le développement retomba même dans la première phase de la lutte, avant l'institution de la Commission, et atteignit son point culminant avec les résistances, les plaintes, les négociations, les nominations et les dépositions. Ce développement s'éloigna automatiquement du grand but d'une unité compacte du peuple et de l'Eglise, du maintien de l'existence de cette dernière, et fraya la voie aux éléments hostiles à une régie officielle de l'Eglise et à celle des Chrétiens allemands, stigmatisés comme hérétiques.

En conséquence de cet état de choses, la Commission des affaires ecclésiastiques présenta le 12 février 1937 sa démission au ministre des cultes. Dans cette situation, tendue à l'extrême, le Führer édicta trois jours plus tard le décret suivant: «*La Commission des Affaires ecclésiastiques n'ayant pas réussi à amener une union des groupes religieux de l'Eglise évangélique, celle-ci doit désormais se donner elle-même, en pleine liberté, avec l'adhésion propre des croyants, la nouvelle constitution et par suite un nouveau règlement. J'autorise donc le ministre des Cultes à préparer dans ce but l'élection d'un nouveau synode général et à prendre les mesures nécessaires à cet effet.*»

Concernant les tendances à constater aujourd'hui dans l'Eglise évangélique allemande, on peut dire d'une façon générale qu'il en existe en faveur d'une nouvelle organisation de l'Eglise selon les temps nouveaux, et d'autres qui la rejettent. Les partis se distinguent selon la règle en «Chrétiens allemands» *(Deutsche Christen)* et «Chrétiens confessionnels» *(Bekenntnis-Christen).*

Les Chrétiens Allemands ne doivent pas être confondus avec le «Mouvement allemand de croyance», dont nous parlerons bientôt, ou tout autre paganisme nouveau. Ils se maintiennent plutôt sur le terrain de l'Evangile. Ils comprennent des Chrétiens de tous les groupes et ne prétendent même nullement constituer un parti. Leur dessein est de former de l'Eglise évangélique allemande une Eglise populaire vivante, livrant accès à de nombreuses tendances. Mais ils sont en même temps partisans fidèles d'Adolf Hitler et veulent donner au national-socialisme sa valeur dans l'ordre ecclésiastique.

Un groupe important de cette tendance, qui se nomme également «Mouvement religieux national» (*Nationalkirchliche Bewegung*) est issu de la Thuringe, terre classique où la vie religieuse allemande revêt une empreinte toute particulière.

Ce groupe veut répondre aux questions que la révolution a suscitées quant aux rapports entre le christianisme et l'Etat. L'idée fondamentale consiste à les rapprocher tous les deux, sous le mot d'ordre: *Notre tâche est l'Allemagne! Notre force est le Christ!* «Le monde, notre peuple, le message du Christ, doivent être sauvés, délivrés, libérés, par le national-socialisme, des églises et de leurs doctrines, pour passer à une vie nouvelle et à une existence sensée»: telles ont été les paroles prononcées par le dirigeant de la communauté des Chrétiens allemands, Siegfried Leffler.

Un second groupe, le «Mouvement du Reich des Chrétiens allemands» (Wilhelm Rehm) (*Reichsbewegung Deutsche Christen*) a son siège à Berlin. Il a fait son apparition en 1932 et a dès le début envisagé une rénovation de l'Eglise évangélique allemande. N'ayant pas réussi en 1933 a faire pénétrer ses idées dans l'ancienne église, grâce à ses mesures politico-religieuses, le mouvement a dans le courant de l'année dernière renoncé à la lutte dans ce sens, de sorte qu'il se tient à une reconstruction totale d'une église venant d'en bas. Son mot d'ordre demeure comme autrefois: *Totalement chrétiens évangéliques et totalement nationaux-socialistes!* Le but est: contribuer avec fidélité et dévouement à la reconstruction de l'Eglise du Reich réformée.

Le nouveau développement a donné naissance en 1932 à un parti d'opposition, qui tout en constituant une minorité dans l'Eglise, n'en a pas moins acquis une influence importante. Grâce à l'active coopération du professeur Karl Barth et sous la direction d'un groupe de pasteurs, une organisation se fonda dans le plus grand secret, avec le but nettement exprimé de la lutte, du renversement de l'évêque national-socialiste Müller, et de la constitution d'un régime ecclésiastique visant à la séparation de la Chrétienté évangélique du mouvement hitlérien. La volonté résolue de cette organisation, tout d'abord désignée comme «Union des pasteurs» *(Pfarrernotbund)*, puis avec le titre de «Communauté confessionnelle» *(Bekenntnisgemeinschaft)*, ou «d'église confessionelle» (*Bekenntniskirche*) donne l'explication de la lutte.

Le groupe en question ne se compose pas seulement de chrétiens imbus de l'ancien esprit conservateur, mais se recrute, tout comme les Chrétiens allemands, dans des camps différents. Ils sont tous unis dans leur opposition à certains phénomènes de la vie religieuse actuelle. Cette opposition revêt un caractère particulièrement tranchant contre les «nouveaux païens», lesquels fournissent jusqu'à ce jour à l'opposition des arguments sans cesse renouvelés. Leur prétention d'être les véritables représentants du national-socialisme est d'un effet hautement déconcertant, à tel point que des Chrétiens confessionnels en arrivent à voir dans le national-socialisme un paganisme réel. L'opinion d'après laquelle la foi chrétienne est menacée en Allemagne, a gagné dans ces dernières années un grand nombres d'adeptes au front confessionnel. Leur opposition ne se dirige pas seulement contre les nouveaux païens hors de l'église, mais vise aussi, au sein de cette dernière, les Chrétiens allemands, qualifiés volontiers de «demi-païens» ou même de nouveaux païens, bien que ces chrétiens combattent aux-mêmes le nouveau paganisme.

L'opposition se dirige en outre contre la tentative d'adapter la constitution de l'église à la nouvelle structure sociale du peuple allemand, c'est-à-dire de lui conférer les nouvelles formes politiques. Contre cette prétention, un cri s'élève: «*L'Eglise doit rester l'Eglise*».

L'esprit des groupes d'opposition a revêtu un caractère singulier par la «théologie dialectique» d'origine suisse, dont Karl Barth est le représentant, et qui a trouvé en Allemagne une large expansion parmi les pasteurs. Cette théologie se réclame d'une philosophie d'un agnosticisme pessimiste. Elle proclame l'impénétrabilité de Dieu, la distance qui sépare l'homme de Dieu, l'imperfection de la possession du salut, la séparation de l'Eglise et du monde, l'opposition entre l'Eglise et l'Etat. De cette attitude ressort la négation de toute action énergique dans l'Eglise en tant qu'autorité humaine propre, et chaque action humaine énergique est censurée comme étant une provocation à l'égard de Dieu. D'où une attitude de critique vis-à-vis du national-socialisme et du nouvel Etat.

En outre, un petit groupe du front confessionnel, groupe dirigé, selon toute apparence, par des personnalités influentes, affiche un radicalisme fortement prononcé. On ne se contente pas là d'être un parti au sein de l'Eglise, on veut être soi-même l'Eglise. On se proclame «*Bekennende Kirche*», on convoque des synodes et l'on institue même une «Direction provisoire de l'église évangélique allemande». On est pénétré de la conviction que la propre opinion, dominée par l'esprit de la théologie dialectique, coïncide avec la parole de Dieu; on est persuadé d'être sous l'influence immédiate du Saint-Esprit, et l'on élabore de nouvelles formules de foi. Ce groupe radical conteste à toute autre tendance le droit à l'existence. Tout ce que l'Etat entreprend pour le rétablissement de l'ordre religieux est tenu pour digne de méfiance et combattu. Tout bien considéré, cette aile radicale du front confessionnel vise au pouvoir absolu dans l'Eglise, et met par là en question la possibilité d'un apaisement de la vie religieuse.

Les radicaux ont accru considérablement leur pouvoir en établissant des liaisons avec les églises étrangères. L'opinion s'est formée chez les chrétiens de l'extérieur que ces milieux sont les véritables représentants de l'Eglise évangélique allemande, et que l'image qu'ils se forment de la situation en Allemagne répond à l'état dans lequel le Reich et l'Eglise se trouvent effectivement. C'est pourquoi les chrétiens de l'extérieur se regardent comme obligés de prendre position en faveur de la direction de l'église confessionnelle et contre le régime national-socialiste.

Le décret d'Adolf Hitler pour la convocation d'un synode général constitutionnel de l'Eglise évangélique allemande peut être un jalon d'importance dans la voie d'une collaboration pacifique entre le Reich et l'Eglise. Selon l'opinion national-socialiste, une communauté de vie du peuple, de l'Eglise et du Reich doit être établie avec fruit. D'après les principes de l'Etat et du mouvement, tout ce qui concerne l'organisation, la législation et l'administration doit être distinct des croyances, du soin des âmes, du culte et des questions de doctrine.

Le domaine de la conduite politique du peuple et du Reich ne doit pas empiéter sur celui de la liberté religieuse, mais rendre possible par cette distinction une unité profitable pour le Reich, pour le peuple et pour l'Eglise. Le peuple allemand ne peut pas plus que n'importe quel autre livrer sa politique à l'arbitraire d'une confession ou d'un groupe confessionnel déterminé, et le Reich n'est pas davantage disposé à prêter la main à une combinaison de ce genre.

Les églises évangéliques des Pays, soit plus de deux douzaines, ne sont pas parvenues jusqu'à présent à s'unir, au grand détriment de leur mission. La faute n'en incombe pas à la volonté des croyants, mais à l'attitude obstructive de maints directeurs religieux et à la rechute dans un doctrinarisme théologique endurci, qui a imprimé à la lutte des formes particulièrement venimeuses. «*En pleine liberté d'après la propre détermination des fidèles*», tel est le mot d'ordre sous lequel un synode de l'Eglise évangélique allemande doit procéder à une nouvelle constitution et à un nouvel ordre de choses. Le gouvernement du Reich nourrit l'espoir que cette consultation des fidèles surmontera finalement la vieille résistance à l'édification d'une grande église évangélique du peuple, d'autant plus qu'il ne s'agit nullement d'une réforme de l'évangile. Il n'existe donc pas plus de question religieuse pour le protestantisme en Allemagne, que pour le catholicisme.

Les autres tendances

Bien que le national-socialisme maintienne le point de vue d'une chrétienté positive, la politique religieuse du III[e] Reich, même au sein du parti, repose sur le principe de la tolérance en matière de foi. Un décret du représentant du Führer, Rudolf Hess, en date du 13 octobre 1933 sur la liberté de conscience dans le NSDAP., stipule: «*Aucun national-socialiste ne peut être désavantagé en quoi que ce soit parce qu'il se rallie à une croyance ou à une confession déterminées, et si même il n'en reconnaît aucune. La croyance est une affaire propre à chacun et dont il n'a à répondre que devant sa conscience. La conscience ne doit pas être forcée.*»

Il existe en conséquence en Allemagne divers mouvements non-chrétiens et antichrétiens, dont l'un date de plus d'un siècle et dont les autres ont pris naissance au temps de la guerre et de l'après-guerre.

Le premier comprend les «libres penseurs», dont la doctrine ne vient pas d'Allemagne, et a jeté sa semence, comme on sait, au 18[e] siècle, surtout grâc à un certain nombre d'encyclopédistes français: elle atteignit son apogée avec la révolution de 1789. Elle compte de nombreux adhérents parmi les francs-maçons et les réformateurs juifs. Ses dogmes se formulent ainsi: «*L'homme est pour les hommes la créature par excellence. Il n'existe pas de Dieu au-dessus de l'humanité. L'homme est parfait par nature. Le péché n'existe pas. L'homme crée son salut par sa propre force. Il n'y a pas de rédemption.*»

Il y a cent ans environ, cette doctrine fut développée radicalement par le philosophe allemand, Ludwig Feuerbach, et reprise plus radicalement encore par Karl Marx, qui en fit la base fondamentale de sa doctrine. Friedrich Nietzsche

fut surtout en Allemagne le promoteur des mêmes thèses en matière de religion. Il y existe encore de nombreuses associations religieuses non-chrétiennes, qui ont donné à cette pensée des tournures différentes: elles déploient une grande activité, mettent publiquement en vente leurs ouvrages et leurs revues, et se livrent à une propagande ouverte. Ils baptisent leurs organisations de noms répondant même à l'esprit allemand du jour: ils se disent «Allemands», «Germains», «Nordiques», «Ariens», et «nationaux-socialistes». Ils ne se considèrent plus comme croyant à l'humanité, mais comme croyants allemands, renoncent à toute exaltation de l'homme, et prônent celle de la race et du peuple. Mais ils demeurent en substance non-chrétiens, malgré que le national-socialisme, dont ils se réclament, représente le point de vue d'un christianisme positif.

A la fin du mois de juillet 1933, fut fondée une «Communauté du mouvement allemand de croyance», organisation libre, embrassant les différentes tendances confessionnelles allemandes en dehors des églises chrétiennes. Une année plus tard, la réunion des différentes communautés fut rendue publique sous le nom unifié de «Mouvement allemand de croyance» (*Deutsche Glaubensbewegung*), dans le Harz méridional. Les précédentes communautés étaient entre autres: «Le Cercle amical des futures communautés», «le Mouvement nordique», «la Communauté de travail religieuse du nord», «l'Union des libres communautés religieuses» etc.

En 1936, le mouvement se trouvait sous la direction du professeur Wilhelm Hauer (Tübingen), et suit les règles ci-après:

1. La Communauté allemande de croyance veut la rénovation religieuse du peuple selon le principe héréditaire de la manière allemande.
2. La manière allemande est dans sa source divine une mission de l'Eternel, à laquelle le mouvement obéit.
3. Dans cette seule mission, la parole et l'usage ne font qu'un. S'y conformer c'est mener une vie allemande.

Les membres de la communauté doivent assurer par serment qu'ils sont libres de tout consanguinité juive ou de couleur, qu'ils n'appartiennent à aucune société secrète, à aucune loge maçonnique, ni à la Compagnie de Jésus, ni à quelque autre communion de fidèles. Le chef se choisit un cercle de collaborateurs. L'union entre la direction et les groupements locaux est assurée par un chargé d'affaires du mouvement. L'insigne de ce dernier est un soleil doré sur fond bleu. Son premier organe est le «Reichswart», et le second, la revue: «Deutscher Glaube».

Lors d'une manifestation, le Dr Gericke et le comte Reventlow (éditeur du «Reichswart») prirent la parole pour exposer les buts du mouvement. La manière de comprendre la religiosité n'est pas seulement limitée à l'au delà, mais donne l'impulsion à la vie entière. L'homme a le devoir de tendre de toutes ses forces à la perfection pendant la vie. Mais cela n'est possible pour lui qu'avec la conscience de son sang et de sa race. La pensée d'une rédemption de la chrétienté et celle du péché originel sont à repousser ainsi que l'idée d'un châtiment

et la conception biblique du péché. Les ancêtres allemands n'ont pas connu cette conception, tout en admettant celle de la faute. Dans le cours de cette vie, la voix secrète qui lui crie: «Plus haut!» doit être pour l'Allemand le principe vital qui le pousse en avant.

Dans une conférence, le professeur Hauer s'éleva contre l'accusation de paganisme, attribué au mouvement. Le paganisme n'a rien à faire ici et le prétendu retour au culte de Wotan et d'Edda répond à une altération de la vérité. La croyance à la communication directe chez l'homme, qui n'a pas besoin de médiateur pour parvenir à son Dieu, n'est pas une conception païenne. Le mouvement allemand de croyance représente l'idée selon laquelle la véritable religiosité n'a besoin ni de rigides formules de foi, ni de dogmes, elle doit conduire à une source toujours fraîche de force créatrice immédiate dans le présent et de par la volonté, ayant pour fondement la manière d'être, la race et la transmission héréditaire.

Lors d'une interview de la presse, le Dr Frick déclara que le mouvement allemand de croyance ne rencontre pas de difficultés de la part de l'Etat: il peut se développer librement, comme chaque autre tendance religieuse. L'Etat a adopté à cet égard le point de vue que chacun peut faire son salut à sa façon.

Le comte Reventlow s'est séparé du mouvement l'année dernière. Il paraît intéressant de mentionner les motifs de sa retraite tels qu'ils furent publiés dans son organe de presse: c'était bien un but de premier ordre que d'indiquer une voie nouvelle de religiosité à tous les Allemands s'étant détournés du christianisme, mais la lutte contre ce dernier, telle que la mène le Mouvement allemand de croyance, n'est pas le but principal ou même le but unique de l'Union, sans compter que l'Etat national-socialiste a pris le christianisme sous sa protection et l'a reconnu pour vérité morale.

Quelques jours plus tard, le Dr Hauer se retirait lui aussi pour les mêmes raisons.

Un mouvement nettement anti-chrétien est représenté comme «Connaissance allemande de Dieu» (*Deutsche Gotterkenntnis*) par Mme Mathilde Ludendorff, femme du général, tendance à laquelle s'est rangé le ci-devant chef d'armée pendant la guerre mondiale.

Le but du mouvement est de maintenir et de raffermir la force morale du peuple allemand et de le libérer de l'influence des «superpuissances»: catholicisme, judaïsme et leurs sociétés secrètes — ceci à l'adresse de la franc-maçonnerie — ainsi que leurs auxiliaires. Seul, un peuple chez lequel l'âme populaire n'est pas entachée par un mélange de races et par des doctrines étrangères, peut nourrir le sentiment d'une commune destinée de ses citoyens dans la prospérité comme dans le malheur.

Ce groupe mène une lutte sans pitié contre les Chrétiens et contre les Juifs.

Selon la doctrine du mouvement, le peuple juif, dans son effort pour dominer le monde a fait consciemment de son Dieu Jehovah le dogme central de la doctrine chrétienne, parce que de cette façon, les peuples ayant embrassé la leçon du Christ se trouvaient disponibles pour la république universelle de Judas beaucoup plus tôt

que les Juifs eux-mêmes ne pouvaient le faire par d'autres moyens. Autrement dit, la doctrine du Christ est une «doctrine de propagande pour amener la domination juive et celle des prêtres qui s'y soumettent».

Si Jésus a réellement vécu, il était Juif, et n'a par conséquent voulu autre chose que ce que veut un Juif, c'est-à-dire amener tous les peuples vers Jehovah et vers le peuple israélite, comme Jehovah l'a établi par la loi et les prophètes, et comme l'ancien Testament le mentionne incontestablement. La doctrine chrétienne, en reniant la race et la nationalité, en «arrachant l'Allemand à sa communauté et lui faisant entrevoir le royaume de Jehovah et de son peuple, ne signifie nullement un raffermissement de la force morale, condition sine qua non de la conservation d'un peuple.

Dans la religion de Mme Ludendorff, Dieu réside au delà du temps, de l'espace et de la causalité, inaccessible à la raison, à l'intelligence, il est nature et force de tous les phénomènes mondiaux, et sa volonté a laissé surgir chez l'homme la conscience de l'univers.

Le «moi» de l'âme humaine peut parvenir au divin d'après sa nature, la raison rend possible à l'homme conscient une recherche du monde visible d'après les connaissances des sciences naturelles et morales, et conjointement à cette recherche, la vitalité de l'âme donne la notion des dernières questions relatives à l'universel, à la vie humaine, à l'imperfection humaine, à la nécessité de la mort, aux races et aux peuples en tant qu'éléments de race.

Le sens de la vie humaine est d'arriver à la conscience de Dieu par une libre décision au cours de la vie terrestre. Il n'y a ni récompense ni châtiment de la part d'un Dieu. La vie de l'âme cesse avec la mort, par laquelle le corps retourne à la terre. Le sens des races et des peuples en tant qu'éléments de race consiste à parvenir à Dieu à leur façon et à entonner en conséquence l'hymne divin. Le maintien de la propriété de la race, mais aussi la reconnaissance de ses forces et de ses faiblesses, est la condition préalable pour parvenir à Dieu, aussi bien chez l'individu que chez tous les peuples, car autrement le but est compromis. Cette conviction se base sur un principe intangible, qui est: Liberté de l'individu et des peuples pour l'accomplissement de la volonté divine de création.

Le 31 mars dernier, eut lieu entre Ludendorff et Adolf Hitler une conversation qui termina une longue mésentente entre le Führer et son ancien et chaud partisan. Comme il ressort du communiqué publié à la suite, le général exprima comment il avait salué le geste sauveur d'Hitler, en déchirant le dictum de Versailles pièce par pièce, et surtout le fait que le peuple et l'Etat sont de nouveau armés et maîtres sur le Rhin. Il parla de son action en faveur de la cohésion morale du peuple, afin de le rendre apte aux plus sérieux devoirs. Adolf Hitler rappela l'expérience du général, et se félicita de ce que le III[e] Reich et son armée se retrouvassent en contact personnel et de toute confiance avec le capitaine de la guerre mondiale, comme l'avaient fait l'ancienne armée pendant la guerre et les combattants du 9 novembre 1923[1]).

Ludendorff publia ce communiqué dans l'organe de sa confession: «Am Heiligen Quell Deutscher Kraft» (A la source sacrée de la force allemande), en ajoutant:

1) Date de la démonstration nationale-socialiste à Munich, réprimée par l'intervention des forces gouvernementales non sans de nombreux victimes, et à laquelle le général Ludendorff avait pris part.

«Le Führer-chancelier du Reich a levé les restrictions que rencontraient jusqu'à présent mon action et celle de ma maison quant à la conception du monde. Les Allemands qui professent la «Connaissance allemande de Dieu» (Ludendorff) jouissent de la pleine égalité de droits avec leurs concitoyens appartenant aux communautés de croyance et de religion mentionnées au point 24 du programme du parti.

Je remercie le Führer-chancelier. Ma lutte pour le raffermissement total de l'Etat populaire n'en sera que plus joyeuse pour moi, et, je l'espère, d'autant plus efficace pour lui.

Mais j'attends aussi de ceux qui m'écoutent, surtout des adeptes de la «Connaissance de Dieu» hors du parti national-socialiste, et aussi membres de ce parti, qu'ils ne perdent jamais de vue que ma lutte vise l'affermissement de l'homme allemand et la cohésion du peuple allemand dans l'Etat populaire et totalitaire. Ils doivent mettre tout en œuvre pour atteindre ce grand but et réduire en même temps une fois pour toutes à néant les efforts, particulièrement violents en ces derniers temps, des «superpuissances» pour miner notre jeune Reich et rétablir leur domination sur notre peuple.

La Connaissance allemande de Dieu se trouvait ainsi officiellement reconnue.

La tolérance exercée en Allemagne envers les confessions non-chrétiennes et antichrétiennes s'étend également à la confession israélite. Nous croyons avoir exposé en détail dans les pages précédentes que le traitement dont les Juifs sont l'objet dans le III[e] Reich n'est nullement une question confessionnelle, mais une question de race, tant au point de vue de l'hygiène qu'au point de vue politique. Les Juifs jouissent d'une entière liberté dans l'exercice de leur culte. L'Etat s'efforce de conserver une attitude aussi neutre que possible, sans préférence pour telle ou telle confession, parmi les nombreuses tendances confessionnelles qui divisent l'âme allemande sous le rapport religieux. Mais la condition toute naturelle est que les communautés religieuses ne s'immiscent pas dans les affaires de l'Etat. «*Le protestant peut rester protestant, le catholique rester catholique, et celui qui n'est ni l'un ni l'autre et malgré cela se déclare chrétien, peut aussi rester ce qu'il est.*» Ainsi s'est exprimé le ministre D[r] Goebbels dans sa réponse ouverte au cardinal Mundelein, archevêque de Chicago.

Il n'est pas exact que Berlin projette de créer une religion d'Etat: les doctrines confessionnelles restent l'affaire des églises. Le ministre des cultes, Hanns Kerrl, a déclaré le 16 octobre 1935 devant le Conseil d'administration de l'Académie allemande: «*Le monde protestant est toujours resté sous la direction de l'Allemagne. La crainte exprimée à l'étranger de voir l'Allemagne se séparer de ce monde, est dénuée de tout fondement.*»

On raconte que lors de la période la plus florissante de l'Empire, un flatteur par trop zélé de Napoléon lui proposa de fonder une religion d'Etat. Le grand Corse le confondit d'un mot: «*Voulez-vous, mon cher*, lui dit-il, *que je me fasse crucifier aussi?*»

Cette anecdote n'a peut-être pas été oubliée dans la nouvelle Allemagne!...

XIX.

Le Droit allemand

La législation moderne d'un pays ne doit pas être en contradiction avec les idées, la culture et l'ordre social de son peuple; elle doit être au contraire la confirmation écrite, le plus fidèle reflet du sentiment populaire et des phénomènes typiques de la vie nationale. Non par conséquent un règlement formel basé sur le principe de l'autorité, mais la forme précise donnée aux conceptions du droit déjà en vigueur.

Ce principe trouve d'autant plus son application en Allemagne, qu'une transformation radicale de l'esprit s'y est accomplie, et qu'une nouvelle manière de voir, à savoir la communauté du peuple, base fondamentale du III[e] Reich, a remplacé celle de la république de Weimar. Les principes du national-socialisme devaient donc nécessairement trouver leur expression dans les nouveaux codes et créer au juge une situation correspondante en matière de droit.

Ainsi que le chef du droit du Reich, le ministre D[r] Frank, l'a déclaré l'année dernière devant le Conseil d'administration de l'Académie allemande à Berlin, la doctrine du droit selon l'idée nationale-socialiste repose en substance sur cinq grands devoirs législatifs: le sang du peuple (d'où la législation de race), le sol allemand (d'où la législation sur le sol et l'hérédité des biens ruraux), l'honneur du peuple allemand comme une des grandes valeurs et notions historiques (d'où l'institution allemande du droit des gens et de nombreux traits saillants du code militaire, de la réforme du code pénal, etc. . . .), la force défensive du peuple allemand (d'où l'établissement de la grandeur militaire), et le travail dans l'acception la plus large, travail culturel et intellectuel aussi bien que travail manuel, économie et commerce (établis sur les lois allemandes régissant la vie économique et réglant le travail).

On s'est vivement préoccupé en Allemagne de la solution de ces devoirs législatifs. C'est ainsi qu'avec l'Union nationale-socialiste de protection du droit, a été créée la plus grande organisation existante de cette nature, et que la fondation de l'Académie de droit allemand représente une institution qui s'est déjà acquis dans le monde une large et haute réputation. On a organisé les communautés corporatives en tenant convenablement compte de leurs intérêts vitaux. On a affermi de la façon la plus solide l'indépendance du juge, ce couronnement et cette garantie du droit et de son expression équitable. Finalement, après trois années de travail, on a établi le plan d'un nouveau code pénal, qui n'attend plus que sa promulgation. (Détail digne de remarque, la réforme générale du

code pénal était en train depuis plus de 30 ans, mais n'avait pu être menée à terme à cause des conditions parlementaires toujours confuses).

Depuis la prise du pouvoir, le national-socialisme a dû toujours subir de la part de l'étranger la critique la plus amère en ce qui concerne particulièrement la jurisprudence. Jusque dans ces derniers temps, on ne cessait d'entendre affirmer que le parti détruit le droit, et que la nouvelle Allemagne n'offre aucune garantie juridique. Nous croyons donc intéressant d'exposer ici les principes du nouveau code pénal, et de représenter l'institution et l'activité de l'Académie de droit allemand.

Le nouveau Droit pénal allemand

«*Dans la conviction que le droit pénal allemand doit être foncièrement pénétré de l'idée nationale-socialiste, le gouvernement du Reich a résolu cette loi et l'a transmise à son peuple. Un sentiment équitable du juste et de l'injuste décide la teneur et l'emploi du droit pénal. Expiation des torts, protection du peuple, affermissement de la volonté de la communauté, tel est le sens et tel est le but du droit pénal. Gardien de l'honneur et de la bonne foi, de la race et du bien héréditaire, de la véracité et de la force de travail, de la discipline et de l'ordre, tel est son devoir. La formule — L'utilité générale avant l'utilité privée-lui imprime son cachet. C'est de cet esprit que la loi s'est inspirée. C'est dans cet esprit que doivent se prononcer les juges, au service du peuple allemand en qualité de gardiens de la justice.*»

Cette profession de foi lapidaire forme le début du projet de nouveau code pénal allemand, et suffit déjà à indiquer sur quelle base repose le futur droit pénal en Allemagne.

Le projet a pour préliminaires trois grandes décisions législatives, qui ont servi d'ouverture aux importantes idées de la réforme et écarté du droit en vigueur des défauts impossibles à tolérer plus longtemps. La loi du 24 novembre 1933 contre les malfaiteurs coutumiers dangereux et sur les mesures de sûreté et d'amendement, créa de nouvelles armes dans la lutte contre les plus rudes violateurs du droit: la mise en sûreté des criminels de profession, la castration pour les auteurs dégénérés d'attentats aux mœurs, l'assistance et les soins pour le malfaiteur faible d'esprit, que sa maladie libère de toute poursuite ultérieure. Par ses mesures sévères et décisives contre les violateurs du droit, cette loi évoquait l'idée de la préséance des intérêts de la communauté sur celle de l'individu, de l'assurance absolue de cette communauté contre les malfaiteurs. La lutte sans merci contre la criminalité la plus grave, que proclame cette loi, soutenue par d'énergiques mesures policières, a eu depuis pour heureux effet une diminution sérieuse des faits criminels.

Le loi du 24 avril 1934 inaugura un règlement complètement nouveau des actes de haute trahison et de trahison envers la patrie. Elle mit fin à la dangereuse doctrine erronée selon laquelle ces actes peuvent être inspirés par un sentiment louable, et fit pénétrer la pensée nationale-socialiste que la fidélité à son propre peuple est le premier devoir de chaque Allemand, devoir dont la violation constitue le plus grave des crimes. C'est pourquoi la loi a supprimé

pour le coupable de haute trahison la peine de détention dans une forteresse, en y substituant les châtiments les plus sévères, allant jusqu'à la peine capitale pour le traître largement convaincu.

La troisième loi du 28 juin 1935 est celle qui apporta l'innovation la plus importante. Elle libère le juge de sa précédente et étroite liaison avec le texte littéral de la loi, et lui ouvre la possibilité de punir, même si ce texte n'implique pas le prononcé d'une peine, mais si le sentiment du peuple, d'accord avec l'idée fondamentale d'une loi pénale, exige un châtiment. C'est reconnaître par là que la source de tout droit réside dans la conscience du peuple, ce qui fonde une conception nouvelle du juste et de l'injuste. Alors que jusqu'à présent, n'était considérée comme injuste que la conduite tombant sous le coup de la loi et menacée de peine en conséquence, c'est maintenant la conscience du peuple qui décide de la culpabilité à cet égard, en usant des moyens du droit pénal, en tant que l'idée d'un code de justice s'accorde avec l'acte incriminé.

Ces trois lois, qui réalisaient déjà la pensée fondamentale du nouveau droit pénal, sont maintenant comprises dans ce droit. Mais outre cela, le projet suscite une foule de nouvelles notions du droit ayant leur source dans l'idée nationale-socialiste. Nous n'en mentionnerons que deux.

Si la loi du 28 juin 1935 voyait un «tort» dans tout outrage sérieux à la morale publique, le projet tire maintenant de cette idée les conclusions selon le droit criminel. N'agit avec préméditation, selon le projet, que celui qui reconnaît sa conduite en contradiction avec la morale publique, et qui, par conséquent, a pleinement conscience de mal faire ou en convient tout au moins. Agit par négligence, celui auquel une attention convenable aurait pu ou dû faire reconnaître cette contradiction dans sa conduite. Le projet en arrive ainsi à une nouvelle façon d'envisager la faute. Jusqu'à présent, la faute était moralement neutre, le jugement moral de l'acte demeurant sans considération de la part de son auteur. Si celui-ci déclarait n'avoir pas su sa conduite coupable, cette erreur était regardée comme insignifiante, du moment qu'elle tombait sous le coup du droit pénal. Cette manière de voir a provoqué de nombreuses sentences injustes; il est peu de paragraphes du droit précédent qui aient été plus vivement tournés que celui-là. Le projet ouvre ici une libre voie à la justice: seul, celui qui sait ou compte qu'il se rend coupable contre le droit, qui a conscience de son tort, peut désormais être puni pour acte prémédité.

Une innovation complète du projet réside dans la partie spéciale concernant les divers causes entraînant une peine. Les forces morales formant le soutien du peuple allemand y sont successivement protégées: la race et le bien héréditaire, la force armée, le pouvoir de travail, l'hygiène publique, le mariage et la famille, la moralité, la religion, l'économie, les biens communs. Parmi les nombreux titres nouveaux, citons ici celui qui traite de la protection du pouvoir de travail. Le droit précédent ne prévoyait aucune protection de ce pouvoir légalisant une peine quelconque. Un code pénal national-socialiste ne peuvait se soustraire à l'obligation de protéger le travail de l'homme créateur. Si, comme le comporte le programme du parti, le travail est un devoir et un honneur du citoyen allemand, le droit pénal doit l'assurer dans son labeur, mais garantir en outre

le pouvoir de travail du peuple entier contre les dangers et les troubles. Le projet prend ainsi sous sa protection la volonté, la paix, la liberté et la sûreté de travail.

On voit par ces courts développements que le nouveau droit pénal est issu des idées et des besoins présents de la vie allemande. On espère en Allemagne qu'il se révélera comme un instrument utile pour assurer le droit et le travail paisible, pour opposer à l'injustice une énergique et consciencieuse résistance, pour donner au peuple le sentiment de saséc urité, et pour servir la cause sacrée d'une justice véritable.

L'Académie de droit allemand

1. Son but

Voici quatre années déjà que le chef des juristes allemands, ministre du Reich Dr Hans Frank, d'accord avec quelques fidèles, posa la pierre fondamentale de l'*Académie de droit allemand.* C'était là un projet d'une grande hardiesse et d'une portée immense pour toute la jurisprudence allemande, car le nouvel Institut, s'appuyant sur la tradition et sur la plus riche expérience, prend dans le développement d'un bien culturel national de la plus haute valeur, une position qu'ont rarement occupée jusqu'à présent des offices du Reich.

L'idée de la création d'une pareille Académie de droit naquit de la nécessité reconnue de donner à la nouvelle structure du droit une ligne fondamentale solide et inébranlable sous l'impulsion d'un juste esprit national-socialiste. Mais cela n'était possible que là où une force de travail pouvait être dirigée vers ce grand but, sans souci de la législation journalière et de l'administration courante. Ainsi que le national-socialisme l'a fait toujours, il considère également l'Académie comme ayant le devoir de suivre une ligne de sage modération, tracée entre les deux pôles de l'idée du droit, la surestimation du paragraphe formel, d'une part, et l'exagération du romantisme du droit, d'autre part. Pour elle, la pensée dirigeante consiste uniquement à maintenir un dispositif bien clair et une forte discipline intérieure de la vie nationale; elle rejette tout préjudice du droit par recherche d'une popularité à bon compte ou par amour d'une idéologie en rapport avec le temps présent.

Au début de ses travaux, à l'automne de 1933, l'Académie se trouvait en face d'un champ d'opération resté en friche dans le brusque développement politique de l'époque précédente, et qu'il s'agissait d'adapter maintenant au changement général, ce qui rendait difficile un travail en plein repos pour un établissement administratif extérieur. Les tâches étaient d'une extraordinaire multiplicité. Les commissions parlementaires auxquelles incombait une grande partie du travail législatif, n'existaient plus; les ministères du Reich endossaient donc par là un énorme surcroît de besogne. La situation politique exigeait un travail rapide, une grande partie du droit existant se trouvant incompatible avec le nouvel état de choses. Et tel n'était pas seulement le cas concernant le droit public et administratif, mais aussi la plupart des sphères du droit civil.

Une pareille transformation radicale de toute la notion dirigeante du droit allemand ne pouvait être entreprise par les seules autorités du Reich, tellement

accablées sous le poids des travaux courants. Il ne leur était pas possible de se désister des détails du travail quotidien, comme il eût été indispensable pour s'occuper d'une législation approfondie. Il fallait créer un office capable de vaquer à ces devoirs dans une sorte de solitude «académique». L'Académie de droit réunit à merveille cette condition avec celle d'une orientation absolue vers le présent, car elle est née avec le national-socialisme et devient ainsi l'édificatrice attitrée de l'idée nationale-socialiste du droit. C'est ainsi que l'Académie a prit rang à côté des plus hautes autorités du Reich, en tant qu'office indépendant de la réforme du droit.

La question de compétence surgit ici comme premier problème à résoudre. Mais il résulte de l'arrêté très clair de la loi du 11 juillet 1934 sur la composition personnelle et sur la méthode de travail de l'Institut, de même que de la position constitutionnelle et administrative des ministères dans l'édification du Reich, une limitation incontestable, excluant tout danger de double emploi ou d'empiètement sur le ressort. Les ministères restent chargés de l'élaboration des lois elles-mêmes ainsi que de leur développement par des ordonnances, des directives, des dispositifs et des décrets. Le façonnement technique des lois demeure surtout l'affaire de ces ministères. Il en va autrement de la législation de caractère fondamental. Des questions d'importance idéale entrent ici en jeu et c'est alors affaire de l'Académie d'intervenir dans l'appareil législatif.

Elle ne se contente pas du stérile exposé des points généraux d'un programme, qui en vertu de la surabondance de suggestions de toute nature de la part de l'opinion publique, seraient voués d'avance au défaut d'importance pratique; elle s'efforce au contraire de découvrir des modes de pensée clairs et de valeur réelle, soit sous forme de projets élaborés et formulés, soit sous forme de thèses et de mémoires.

La façon de traiter chaque fois la matière juridique ressort de sa nature spéciale; la pensée fondamentale de la réforme du droit de divorce se prête plus facilement à la rédaction d'un mémoire que la proclamation d'un ordre exécutoire. En tant que des projets de loi provenant des ministères sont soumis à la délibération des commissions de l'Académie, celle-ci se borne généralement à une attitude plutôt consultative. La méthode de travail est ici élastique et ne saurait se plier à des règles fixes. C'est pourquoi aussi les rapports avec les ministères ne sont pas tant déterminés d'après des points de vue de compétence que selon les principes d'une obligation et d'une considération mutuelles loyalement entretenues.

D'importants devoirs incombent à l'Académie dans un domaine peu cultivé par elle jusqu'à présent, celui de la collaboration scientifique avec les écoles supérieures; si la production de principe a été ici moindre, cela tient à ce que l'Académie avait à concentrer toute sa force de travail sur les problèmes pressants de législation. Dans ce cadre, l'Académie considère surtout comme sa mission d'attirer énergiquement les écoles supérieures vers des devoirs législatifs; la nouvelle législation présente suffisamment de questions dogmatiques, et la pratique, de même que les offices légiférants, ne pourront certainement que savoir gré à la science d'appeler sur le plan les esprits productifs avec une critique encourageante.

2. Organisation de l'Académie

Il va de soi que l'Académie est organisée selon le principe d'une direction responsable. Elle est soumise au ministre Dr Frank, chef du Front allemand du droit, et par l'union personnelle de son chef avec les deux autres représentants du Front, l'Union de protection du droit et l'Office de justice du Reich, elle est elle-même membre de ce Front. Le président a près de lui, à titre de Comité consultatif et représentatif, le Conseil de présidence, composé des représentants des hautes autorités du Reich, de la science, de l'économie, et de l'organisation corporative des juristes.

Le noyau propre de l'Académie est formé par les membres, dont le nombre, tenu avec intention relativement peu élevé, est de 300 personnes environ. Il s'agit ici de représentants en vue de la vie intellectuelle et économique. Cette limitation garantit une affinité plus étroite et plus personnelle des membres entre eux et de leurs rapports avec l'Académie. Outre l'effectif fixe de ses membres, l'Académie a su se gagner en un temps relativement court un nombre assez considérable «d'amis», qui favorisent et représentent particulièrement à l'étranger ses intérêts.

A cette organisation représentative correspond l'organisation de travail. Conformément à la disposition prise par le président de l'Académie à la séance du Comité présidentiel, le 15 décembre 1936, pour l'organisation du travail scientifique, et pour une contribution harmonieuse de toutes les forces propres à la nouvelle jurisprudence allemande dans l'esprit nationale-socialiste, il a été constitué un état de tous les membres ordinaires de l'Académie, comprenant trois sections:

1. Un sénat d'honneur,
2. La section d'organisation du droit,
3. La section de recherche du droit.

Le président décide à quelle section et à quelle classe appartiendront les membres. Les commissions déjà existantes et celles à former nouvellement sont rangées dans *la section d'organisation du droit.* La section *de recherche du droit* se subdivise en trois classes, dont les travaux embrassent les objets suivants:

Classe 1: Recherche de l'histoire et des questions fondamentales du droit (histoire et philosophie du droit).

Classe 2: Recherche du droit politique et du droit des gens. Cette classe comprend le droit public et le droit administratif, le droit ecclésiastique et le droit international, le droit pénal et le droit de procédure criminelle, le droit de la jeunesse, le droit de circulation et le droit du travail.

Classe 3: Recherche de la vie légale du citoyen. Cette classe comprend le droit civil, le droit économique, le droit du travail intellectuel, l'administration du droit civil et les sciences économiques.

Chaque classe est sous la conduite d'un secrétaire de classe, qui dirige les travaux scientifiques et organisatoires courants. Les secrétaires de classe ont en outre le devoir de se tenir à la disposition des présidents des commissions

pour toutes les suggestions, pour tous les désirs et pour toutes les demandes. Ils doivent aussi entretenir un encouragement et une collaboration mutuels avec les membres de la section d'organisation du droit. Les diverses sections ont de plus auprès d'elles des rapporteurs et des assistants scientifiques, ayant pour mission principale, dans leur rayon de compétence, l'administration et l'appui scientifique des différentes sections et des différentes classes, ainsi que l'examen et le traitement de tous les documents parvenus à l'Académie, de même que le règlement des avis et des demandes d'importance fondamentale.

Le travail principal est fourni par les demandes, suggestions, plaintes et critiques sans nombre provenant de l'opinion publique; il s'agit d'en apprécier la valeur, d'y répondre, et le cas échéant, d'en faire l'objet d'un examen scientifique. A côté d'une foule de banalités sans intérêt pour la jurisprudence, il s'en trouve aussi beaucoup qui méritent considération, et font l'objet de délibérations de la part des commissions compétentes. Une tâche particulièrement difficile, mais fructueuse, réside dans la mise en valeur systématique, au point de vue du droit, des documents déjà soumis à ces délibérations des commissions de travail.

Ces commissions, au nombre de 50, sont à proprement parler les supports des devoirs de l'Académie. Leur travail est une œuvre éminemment pratique, tandis que les délibérations sur des questions abstraites sont demeurées jusqu'à présent fortement reléguées à l'arrière-plan. Les commissions se composent toujours de connaisseurs éprouvés de tout ce qui concerne la matière, et l'on prend soin que tous les groupes professionnels participants disent leur mot comme il convient. L'économie, un peu trop traitée jusqu'ici par la législation comme un objet de tolérance, est maintenant en état de faire valoir efficacement et suffisamment ses intérêts dans les commissions compétentes.

Résultats

Les travaux des commissions délibératives ont suscité une grande sensation, comme par exemple la participation à la réussite du règlement communal allemand, au nouveau droit de transaction, à quelques lois fiscales et à la législation de la Bourse, puis à la loi sur les patentes et sur les échantillons d'usage courant, ainsi que, dans une mesure toute particulière, à la loi nouvellement promulguée sur les actions et à la loi des fonctionnaires de janvier 1937.

En ce qui concerne le droit civil, la commission pour le droit personnel, le droit d'association, et le droit des rapports de culpabilité, a rédigé un volumineux mémoire scientifique sur la nouvelle institution du droit de location, en tenant compte de tous les problèmes actuels comme celui de la propriété des étages. Conjointement avec, paraissaient un autre mémoire, plus intéressant au point de vue dogmatique, sur le problème de la requête de prestations, et finalement un mémoire sur le thème économique de la réserve de la propriété etc.

Le mémoire de la commission du droit de famille pour la réforme du droit de divorce, mémoire qui, sous une forme prudente il est vrai, se déclare en faveur du principe de la séparation, a suscité un très grand intérêt dans l'opinion publique. Le droit des enfants illégitimes fait actuellement l'objet d'une consultation. La

Commission de droit militaire a remis un mémoire contenant des projets de nouvelle disposition du code de justice militaire. Le récent écrit de la commission du droit d'assurance sociale formule un avis de réforme du droit de survivance dans l'assurance sur les pensions.

La commission pour le droit d'héritage touche à la fin de ses délibérations fondamentales, et s'occupera alors du traitement de problèmes isolés; les questions de premier plan ici sont de savoir si la liberté testamentaire doit être limitée et jusqu'à quel point, si les revendications actuelles de l'Etat en matière de droit d'héritage seront étendues, et s'il convient de maintenir le testament olographe.

La collaboration de l'Académie a donné d'heureux résultats en ce qui concerne le droit de procédure, où celle-ci, outre la création récente du dispositif de transaction à propos du mandat exécutoire, a contribué surtout à la protection du débiteur et du créancier, et à une marche plus efficace et plus rapide de la procédure.

La commission de droit pénal, s'appuyant sur le projet officiel du ministre de la Justice pour un nouveau code pénal, traite les problèmes principaux et soumet en partie des contre-projets pour des prescriptions particulières. Les délibérations concernant la procédure criminelle sont près de leur terme; un mémoire a été publié sur les travaux de la commission d'exécution de la peine déjà accomplis.

La commission des questions du droit de politique démographique a terminé un projet de loi pour la lutte contre les maladies sexuelles. Des mémoires sont en outre en préparation pour une loi des eaux du Reich, pour une loi d'administration policière, pour un ordre administratif du Reich et pour une loi d'expropriation. Le projet d'une loi sur les unions de l'eau et du sol est achevé et a été présenté au ministère compétent.

Une position à part échoit à la commission du droit des gens, laquelle, en raison de l'objet de sa délibération, ne peut arrêter son travail sur des projets de codification quelconques, mais exerce plutôt une activité exploratrice et consultative relativement aux problèmes actuels du droit international. Des sous-commissions travaillent le droit international privé et le droit de nationalité.

Afin de se mettre à l'abri de tout soupçon de caractère unilatéral, l'Académie considère de son devoir non seulement de se consacrer à la législation intérieure, mais aussi de prendre un vif intérêt aux efforts de réforme du droit étranger. C'est pourquoi la section étrangère de l'Académie forme le complément nécessaire des sections de jurisprudence. Son rôle consiste dans l'entretien de relations avec toutes les écoles de hautes études et les instituts de jurisprudence du dehors. Grâce à son activité, elle est parvenue en très peu de temps à fournir un heureux travail de pionnier en faveur du droit allemand, et à gagner à l'étranger des amis et des intéressés à l'oeuvre reconstructive du national-socialisme. On a réussi en même temps à inaugurer un échange littéraire actif avec l'étranger dans tous les domaines du droit, et à intéresser des savants d'autres pays aux travaux de l'Académie. La section se charge en outre des devoirs de représentation lors de visites d'étrangers et des organisations internationales.

Il semble opportun de mentionner ici les autres manifestations représentatives de l'Institut. Trois assemblées annuelles et onze séances plénières attestent

déjà un succès. Ces démonstrations constituent dès maintenant dans les sphères compétentes et dans l'opinion publique, un événement culturel très important. Mais ces réunions sont également propres à rapprocher toutes les personnalités éminentes de la jurisprudence, et à les gagner à l'idée de l'Académie. Elles contribuent en outre à l'entente internationale, car les rapporteurs des séances plénières sont pour la plupart des étrangers.

Un rôle important pour l'accomplissement des devoirs représentatifs échoit au siège de l'Académie, à Berlin, siège digne de l'institution et devenu un point central de plus en plus achalandé de la vie juridique.

Le but et l'importance de l'Institut exigent une base littéraire en conséquence. L'Académie n'a nullement l'intention, avec sa revue, de causer le moindre préjudice aux publications techniques existantes. Elle traite surtout dans ses articles des problèmes se rapportant à la réforme du droit. Une autre contribution à la science jurisdique est la publication de la série d'écrits de l'Académie, contenant les dissertations de savants distingués sur des thèmes d'importance spéciale ou d'actualité. Les comptes-rendus trimestriels publiés par l'Académie fournissent un aperçu de la marche et des résultats des diverses délibérations des commissions.

A la fin de chaque année, l'Académie, dans son annuaire, relatant les rapports et les articles des présidents des commissions, donne une relation d'ensemble sur le travail accompli pendant l'année. L'Académie possède une bibliothèque de plus de 60.000 volumes.

La Maison du Droit allemand

On doit rappeler encore en terminant le plan à grands traits dont le Führer a fait présent aux protecteurs du droit allemand et à la capitale du mouvement. Il s'agit de l'érection de la *Maison du Droit allemand*, à Munich, destinée à devenir le point central de la culture juridique du IIIe Reich. Le 24 octobre 1936, à l'occasion de la troisième assemblée de l'Académie, eut lieu la pose solennelle de la première pierre de cette maison. Dans le cadre d'un extérieur plein de dignité, cet édifice sera un foyer de recherches et de formation, où les futurs chefs de la jurisprudence allemande achèveront leur dernier perfectionnement scientifique, et où les savants allemands et étrangers trouveront toute la documentation nécessaire à leurs études dans le domaine du droit, grâce à une bibliothèque embrassant tout ce qui se rapporte aux questions juridiques.

XX.

Le Sport allemand

L'organisation impeccable des Jeux olympiques 1936, et les heureux succès des équipes allemandes lors de cette imposante manifestation, ont attiré à bon droit l'attention universelle sur le sport allemand. Nous ne saurions donc nous soustraire à l'obligation de traiter ce domaine de la vie nationale du Reich.

Lorsqu'en 1933, Hitler confia au chef du sport allemand, von Tschammer und Osten, la direction des exercices physiques, celui-ci eut à faire face à une situation dont les conséquences s'étaient révélées désastreuses: d'un côté, un peuple joyeux de ses aptitudes gymnastiques, de l'autre, une organisation sportive aux idées étroites, organisation bureaucratique, incapable d'imprimer l'élan nécessaire à cette disposition naturelle du peuple allemand vers une activité du corps. D'une direction sans couleur au début, s'était développée peu à peu une forme de bureaucratie, s'attribuant à elle-même plus de valeur qu'à la vie sportive, que son primitif devoir eût été de diriger, de soutenir et d'encourager.

Depuis la fin du 19ème siècle, les exercices physiques avaient perdu chez les Allemands leur unité primitive, passée dans les coutumes populaires; c'était une multiplicité de formes bien définies, chacune d'elles visant à devenir indépendante. L'organisation présentait une foule de variétés, et non cette organisation unique maintenant soudée en un bloc central. Bien plus, chaque branche particulière s'était attribué une forme indépendante, même à ce dernier point de vue. Les exercices populaires de la course, du saut, du javelot, par exemple, étaient réunis dans des associations locales indépendantes, devenues ensuite, dans les divers pays allemands, des sociétés répondant à la conformation politique de l'Empire. Ces sociétés de pays, réunies, formaient à leur tour une association unique du Reich. Le *football*, le *hokey*, le *golf*, le jeu de paume, de boules, le billard, les nombreuses variétés du sport nautique, la natation, la course à l'aviron, la course à pied, les voyages par terre, l'ascension des montagnes, l'escrime, la boxe, la lutte, tous exercices que le national-socialisme, malgré leur diversité, comprend cependant comme une forme unique de la vie populaire, s'étaient développés en organisations indépendantes, selon les différents pays allemands.

C'est un calcul facile que celui de la somme de ces «dynasties» sportives indépendantes, en multipliant le nombre des divers modes d'exercices du corps par celui des pays allemands d'alors. Si malgré cela le mot, «exercices du corps» n'était pas uniquement un nom, mais une réalité vivante, le mérite n'en revenait

pas aux personnes à la tête de ces organisations, mais à la force impulsive de ces exercices eux-mêmes.

Déjà vers l'issue de la grande guerre, qui a si durement éprouvé le peuple allemand, des voix de plus en plus nombreuses s'élevèrent pour prophétiser une fin à l'organisation des exercices physiques en Allemagne. Il se trouva même déjà çà et là des forces, qui tendaient à faire coïncider l'unité de vie sportive avec l'unité d'organisation. Nous nous référons ici aux efforts de ceux qui réussirent à former de la diversité des associations une association-mère.

La Commission allemande du Reich pour les exercices corporels

L'action en vue de tirer du chaos des organisations un faisceau serré, n'amena aucun résultat complet, mais fut cependant une forme préliminaire préparatoire à l'unité d'association pour les exercices du corps dans la nouvelle Allemagne. La «Commission allemande du Reich pour les exercices du corps» *(Deutscher Reichsausschuß für Leibesübungen)* devint le lien commun de toutes les sociétés sportives allemandes. Grâce à son travail, elle réussit à se ménager peu à peu l'autorité d'un office central de ces exercices. L'armée, l'école et la commune, qui prenaient de plus en plus intérêt à la Commission, appuyèrent son travail et lui donnèrent un poids important dans la vie culturelle et publique.

S'il a été possible que le monde jugeât l'Allemagne digne de célébrer chez elle la fête des Jeux olympiques, le mérite n'en revient pas en dernier lieu au travail infatigable de cette organisation supérieure de la Commission pour les exercices physiques.

Pourtant, telle n'était pas encore la forme désirée par les Allemands dans leur œuvre de création du nouvel Etat. Les principes d'une éducation physique selon l'idée des nationaux-socialistes et à la réalisation de laquelle tendent leurs efforts, exigeaient une organisation rigoureusement uniforme, en vue de réaliser le but poursuivi, et de créer les conditions préalables à son déploiement.

La Commission n'a pas pu faire pénétrer dans les diverses associations une égale conception de la forme d'éducation. La gymnastique et le sport ne représentaient pas seulement des genres déterminés d'exercices physiques, mais, en Allemagne, ils signifiaient en même temps des manières de penser et des efforts d'éducation distincts. C'est ainsi que l'Union gymnastique allemande (*Deutsche Turnerschaft*), la plus vaste organisation avec 13.000 sociétés et plus de 1.6 million de membres, formait une unité éducatrice dont les principes, on pourrait même dire les idées générales, différaient essentiellement de ceux des associations sportives.

De même, la malheureuse séparation des confessions religieuses ne demeurait pas sans influence sur la pratique du sport. Après la guerre surtout, les sociétés sportives confessionnelles, dont les plus importantes: la «Société de force juvénile allemande», catholique, et la Société «Croix de chêne», évangélique, réunissaient près d'un million de jeunes Allemands avides de déployer leur joyeuse activité sur les places de gymnastique et de sport. Le nombre des sociétés

sportives indépendantes pouvait être estimé vers les 300. En évaluant à 6 millions le nombre des Allemands organisés dans toutes ces sociétés, on peut se faire une idée de la force de ces associations et de la dilapidation insensée d'énergies et d'argent qu'entraînait cet éparpillement. Combien plus fructueux eût été le résultat des exercices physiques pour le progrès de l'hygiène publique, pour la trempe du corps, et par suite pour le bien général de l'humanité, si ces colonnes dispersées avaient été réunies en un seul et unique édifice.

Ce n'est nullement, comme on l'a prétendu si fréquemment à l'étranger, la ridicule manie d'une centralisation à outrance, qui en 1933, inspira des bouleversements dans l'organisation des exercices physiques, mais ce fut le souci sérieux du national-socialisme pour l'état biologique du peuple allemand et pour l'apaisement de conflits politiques, confessionnels, et économiques.

L'Union allemande du Reich pour les exercices physiques

Les premières mesures en vue du nouveau mode d'association eurent pour objet la dissolution des sociétés existantes, et la fusion de leurs membres dans l'Allemagne national-socialiste. La réunion de toutes les sociétés pratiquant le même genre de sport, en un ensemble embrassant tous les *sportsmen* du Reich, n'étaient que des mesures préparatoires. Un travail de persuasion personnelle, poursuivi sans relâche, ameublit le terrain pour une fusion ultérieure sans préjudice pour la pratique du sport. Déjà une année après la révolution nationale-socialiste, tout en maintenant et même en rehaussant les utiles relations internationales, il fut possible de procéder aux premières mesures pour la fusion de toutes les sociétés allemandes de gymnastique et de sport en une association unique, l'«Union allemande du Reich pour les exercices corporels» (*Deutscher Reichsbund für Leibesübungen*).

L'intelligence et l'adhésion joyeuse, non seulement des membres des associations, mais aussi du peuple tout entier, ont permis au chef du sport dans le Reich, déjà à la Pentecôte de 1935, 75ème anniversaire de la Gymnastique allemande, à Cobourg, d'exprimer ce que les gymnastes et *sportsmen* dans leur esprit national-socialiste attendaient comme la conséquence nécessaire du nouvel ordre de choses en Allemagne dans tous les domaines de la vie publique. C'est le mérite incontestable des chefs de la plus grande société de sport allemande, l'Union gymnastique allemande, d'avoir effectué de leur libre décision la dissolution de la société, et d'avoir ainsi fait de près de 2 millions de gymnastes les colonnes sur lesquelles repose l'Union allemande du Reich pour les exercices physiques.

Cette Union a bien réduit à néant les sociétés, mais non détruit les cellules de la vie gymnastique et sportive, qui sont avant tout les piliers de ces exercices. Leur totalité, soit 49.000 associations, chiffre rond, d'après le premier relevé de situation, a été réunie intacte et sans changement dans l'Union du Reich pour les exercices du corps. Les Jeux olympiques de Berlin ont fourni une preuve de la force que l'Union peut déjà déployer aujourd'hui.

Les 49.000 associations ne devaient pas toutes être régies de Berlin comme centre. C'est là non seulement une impossibilité au point de vue technique, mais ce serait pratiquement et politiquement une folie. Les différences entre provinces, la division du peuple allemand en origines, exigent de prime abord un partage en ces unités vitales que sont les districts. 16 districts réunis forment l'Union. Chaque district se subdivise en un nombre déterminé de cercles fonctionnant comme intermédiaires entre la direction du district et les directions d'associations, en maintenant ainsi toujours vivante la liaison d'une association avec la direction sportive du Reich. Tous les détails de l'organisation — détails de sport, d'éducation et d'économie — se rattachent à cet enchaînement bien net: direction d'Empire, direction de district, direction de cercle et direction d'association.

La tâche incombant à la partie organisatrice d'une éducation physique allemande a été habilement remplie, en partant du point de vue qu'une pareille organisation est la meilleure dont le travail soit le moins apparent. On doit voir régner la joie de vivre sur les places de gymnastique et de sport, on doit se sentir entraîné, sans rien soupçonner des efforts et des peines qu'il a fallu se donner pour arriver à ce déploiement de vie.

Le travail d'organisation dans l'Union est gigantesque; il atteindra silencieusement et modestement son but sans provoquer le danger d'une nouvelle «hiérarchie de fonctionnarisme sportif». Mais les organisateurs demandent une chose: demeurer en liaison directe avec la vie elle-même. C'est en s'inspirant de ce motif qu'a été construite la *Maison du sport allemand* sur le champ de sport du Reich. Elle est le siège central de la direction et de l'organisation. Tout autour se dressent les *halls* et s'étendent les terrains où se donne libre cours la vie gymnastique et sportive de la capitale du Reich.

Chacun dont le devoir est d'exercer une action quelconque sur l'organisation et l'administration, peut, de sa fenêtre, contempler le jeu vivant des exercices physiques. Impossible pour lui, comme c'était précédemment le cas, de se soustraire à la réalité de l'éducation physique allemande; il la touche de près, non seulement intrinsèquement, mais dans sa forme extérieure. Cet abord ne doit pas être sous-estimé. On peut en attendre de bienfaisants effets. Le «fonctionnaire d'organisation» doit voir la vie, mais ne doit que peu apparaitre comme tel dans la vie sportive.

Ici, sur le champ de sport du Reich, à l'*Académie du Reich pour les exercices du corps*, se crée également un nouveau type de maître de gymnastique. Il est représentant de l'Etat dans sa sphère. L'Etat national-socialiste a justement concentré ici des efforts inouis, car il a clairement reconnu que seule, une jeunesse vigoureuse peut produire une génération d'hommes forts. Les maîtres de gymnastique des écoles primaires, des écoles professionnelles et des écoles supérieures seront désormais placés en Allemagne sur le même pied d'égalité, vu que l'Etat ne se contente pas de commencer avec la jeunesse ou avec l'âge mûr; il exige déjà dès l'enfance une éducation qui la prépare à son rôle de citoyen. Les maîtres de gymnastique sont les garants de la vigueur masculine, basée sur la formation du corps et soumise à de continuelles épreuves.

Depuis la prise du pouvoir, la graduation des écoles marche de pair avec l'éducation libre dans le parti national-socialiste et dans ses organisations, c'est-à-dire: Jeune Peuple, Jeunesse Hitlérienne, SA., SS., et organisations du parti. On peut ranger aussi dans ce cadre le Service de travail, qui n'a pas été institué en manière d'instrument militaire, mais comme une dure école, dans laquelle chaque Allemand, surtout le travailleur de l'esprit, doit durant une certaine période mériter son pain par un travail manuel.

Le Service de travail, de même que l'école, en tant qu'institution d'Etat, et que le parti en tant que création libre du national-socialisme, est une école du socialisme allemand. Dans la formation intérieure du NSDAP. comme dans le Service de travail, l'objet principal porte sur l'éducation, avec une rigoureuse insistance sur le côté politique. Mais cette éducation exige une instruction qui rende bien claire pour chaque Allemand l'idée nationale-socialiste, et mène de front l'éducation physique, comme dure école de discipline du corps.

On voit comment, dans la nouvelle Allemagne, l'éducation physique se poursuit à travers les institutions *ad hoc* comme un fil qui ne saurait se rompre sans compromettre toute la marche de ce processus. Le développement des facultés physiques à l'école, comme dans le parti et dans le Service de travail, est combiné de telle sorte que loin de se contrarier mutuellement, les deux éducations se complètent sous tous les rapports. Ce sont des moyens pour arriver au but, moyens préliminaires à la formation militaire de l'Allemand.

Ce système trouve son couronnement dans celui que pratique également l'armée. Si l'entraînement physique cède ici le pas aux nécessités de l'instruction militaire, les chefs de l'armée n'en sont pas moins pénétrés de l'importance pour le jeune soldat appelé sous les drapeaux d'être autant que possible un bon *sportsman*. Cette qualité assure déjà à elle seule une heureuse marche de l'instruction.

L'armée allemande ne néglige pas l'éducation physique au cours du service militaire. Son règlement sportif attribue aux exercices du corps la place qui leur convient, sans englober naturellement dans ce cadre les multiples variétés de ces exercices, mais tout en adoptant les formes indispensables pour faire un soldat mobile, tenace, adroit et prompt.

Le chef du sport allemand du Reich a ménagé entre l'Union allemande pour les exercices physiques, le parti national-socialiste, et ses organisations inférieures, surtout la Jeunesse hitlérienne, d'une part, et avec le Service de travail et l'armée, d'autre part, des accords qui assurent leur collaboration pour tous les temps. Une coopération des écoles et de leurs maîtres existe dans le même sens au sein de l'Union allemande pour les exercices du corps, et profite aux deux parties, en mettant des instructeurs et des collaborateurs réciproquement à la disposition.

C'est ainsi qu'en Allemagne, l'organisation populaire des exercices physiques est complète.

Les Jeux olympiques

La preuve la plus convaincante des succès de cette organisation est fournie par les résultats que les athlètes allemands se sont acquis à la 11ème Olympiade, en 1936.

Les jeux d'hiver et d'été offraient aux concurrents à gagner 147 médailles d'or, 145 médailles d'argent, et 147 médailles de bronze, dont 36, 29 et 30 échurent à l'Allemagne, et lui assurèrent la première place dans la liste des vainqueurs. Les Etat-Unis d'Amérique arrivèrent seconds avec 25, 20 et 15 médailles, et la Hongrie troisième avec 10,1 et 6 médailles. En outre, dans la concurrence artistique, l'Allemagne remporta 5 médailles d'or, 5 d'argent, et 2 de bronze, ce qui la plaça là encore à la tête des nations. Au cours des 129 manifestations de ces jeux gigantesques, les concurrents allemands sortirent vainqueurs 33 fois, seconds 26 fois et troisièmes 30 fois, soit 89 succès de l'équipe allemande.

Dans cette lutte grandiose entre cinquante-trois peuples, l'Allemagne s'est donc distinguée au premier rang. Son succès dans l'histoire des Jeux olympiques modernes n'a été surpassé que par ceux de l'Amérique à Los Angeles en 1932, avec 46 médailles d'or, 37 d'argent et 31 de bronze. On peut donc constater les grands progrès réalisés dans le domaine des exercices sportifs au cours des quatre dernières années.

Naturellement, les concurrents d'un pays où se tiennent les jeux jouissent des avantages que leur assurent la familiarité avec le climat, l'exacte connaissance du terrain et le soutien moral résultant de la présence de spectateurs appartenant en majorité à leur propre nation. Mais cette circonstance ne saurait à elle seule expliquer les énormes succès remportés par une génération de fidèles du sport développée sous l'influence de la période difficile d'après-guerre, et issue d'années peu favorisées quant au chiffre des naissances.

La victoire constitue bien le seul but du sport, mais non son unique signification: le succès n'a été ni moindre ni moins propre à réjouir au point de vue humain. Les visiteurs accourus de tous les pays de la terre à Berlin, à Kiel ou à Garmisch-Partenkirchen, se sont vraiment sentis comme chez eux. Ils ont admiré l'agencement parfait des jeux, l'adaptation des terrains de lutte, et l'organisation exemplaire; ils ont trouvé plaisir à la marche dramatique des événements, et ont su apprécier le magnifique esprit sportif, dont la responsibilité incombe toujours à celui qui reçoit. C'est un honneur que d'être le pays des Olympiades, et l'Allemagne s'en est montrée digne. Par sa présence aux différentes luttes, Adolf Hitler a donné un exemple de l'étroite solidarité du peuple allemand avec le sport.

La presse étrangère à l'unanimité s'est plue à reconnaître le mode exemplaire de préparation des jeux, l'organisation technique, la magnificence des édifices, le développement en grand style des communications, les mesures d'ordre public et toutes les autres. Les résultats de l'Olympiade auront assurément contribué à réduire à néant des préjugés courant sur la situation en Allemagne. La foule massée sur la Wilhelmplatz, attendant d'heure en heure l'apparition du Führer, ceux par centaines de mille, dans l'impossibilité de s'y joindre, mais infatigables à attendre dans les rues adjacentes, les cinquante mille hommes des SA., des SS., et des NSKK. formant spontanément la haie du matin au soir: ce sont là des traits bien propres à donner aux étrangers une image de la nouvelle Allemagne.

Les Jeux olympiques de 1936 constituent donc comme un pont jeté sur la voie des relations amicales avec les autres peuples (voir fig. 149—152).

Les Luttes nationales-socialistes

«Ce qui nous apparaissait comme un projet chimérique il y a des années est devenu maintenant une réalité: les Jeux olympiques internationaux, que nous venons de fêter d'une façon grandiose à Berlin il y a quelques semaines, revêtent pour notre peuple un caractère aussi marqué qu'il est imposant et durable. Qu'est-il advenu aujourd'hui des misérables assemblées des anciens partis et de nos adversaires? Une grande manifestation de la nation sur le terrain politique, militaire, intellectuel, culturel et économique. La lutte physique y concourt dans la même mesure où s'accroissent et touchent à leur achèvement les magnifiques installations du terrain de l'assemblée du parti, à Nuremberg. *Une nouvelle Olympie, quoique sous des formes modernes et sous un autre nom.*»

L'assemblée du parti en 1936 touchait à sa fin. Le Führer y tint au congrès le discours de clôture en commençant par les paroles ci-dessus.

Les luttes nationales des anciens Grecs, particulièrement les Jeux olympiques, étaient elles aussi les expressions de la pensée du peuple. Le sentiment populaire jouait un rôle précieux dans les fêtes olympiques de l'antiquité. Adolf Hitler a repris cette idée en fixant à l'éducation physique une place importante selon le principe fondamental de toute la vie nationale. Il a donné aux aptitudes physiques leur plus haut couronnement: l'assemblée du parti. Ce jour de fête a été ainsi la consécration de l'Olympie allemande.

Par un décret du 27 novembre 1936, le Führer passa à l'action et posa ainsi la première pierre d'une œuvre d'importance historique.

«*Comme suite à ma proclamation à l'assemblée du parti de l'honneur* (celui de 1936. N. d. A.) *j'institue par le présent décret les luttes nationales-socialistes pour les futures assemblées du parti. Les SA. sont les instruments de préparation et d'exécution de ces luttes. Je fixerai les prescriptions exécutoires d'après les propositions du chef d'état-major des SA.*»

A l'instar des autres grandes manifestations des assemblées du parti, ces luttes seront l'expression d'une volonté nouvelle de vie et d'organisation, ayant sa racine dans le national-socialisme. Tandis que l'élite intellectuelle de la nation célébrera à Nuremberg son Olympie dans les halls imposants du Congrès, et témoignera des efforts accomplis l'année précédente, les forces combattives de la nation livreront à l'avenir dans un gigantesque Stade des luttes de nature sportive et défensive, dont les performances toujours nouvelles contribueront à porter à leur plus haut degré les exercices d'aptitude physique. Ainsi la manifestation de la force physique, dont les luttes nationales-socialistes donneront chaque année l'expression la plus élevée, s'associera à la vie intellectuelle et culturelle des assemblées du parti. De même que l'Olympie fut le sanctuaire des luttes nationales antiques et est demeurée telle jusqu'à ce jour, de même la ville des assemblées du parti doit devenir le foyer d'un nouveau feu sacré: le feu d'une Olympie allemande.

Les luttes nationales de la Grèce antique étaient des fêtes religieuses. En exerçant son corps, en lui donnant la trempe par la lutte, le jeune Hellène

honorait par là les dieux. De même, selon la conception nationale-socialiste, le jeune Allemand doit honorer et confirmer l'œuvre du Créateur par l'exercice et le soin de son corps. Il n'en retirera pas seulement un profit personnel, mais il rendra en même temps service à sa race, à son peuple et à la patrie. La foi en la valeur éternelle de l'homme parfait deviendra ainsi pour les Allemands une sorte de religion. Les luttes nationales-socialistes devront s'élever au rang de véritable Olympie.

«La proclamation d'Adolf Hitler — nous disait un chef enthousiaste des SA. — a donné aux luttes nationales-socialistes leur capitale importance. Ces luttes doivent remplir la pensée nationale et culturelle d'une vie nouvelle, alerte et essentiellement allemande. Elles doivent, par-elles mêmes, faciliter une sélection des plus aptes. Elles doivent s'attacher à la manière et à la conscience populaire allemandes. Envisagées dans le sens de la communauté et de la cohésion, les luttes doivent sceller l'union de tous les hommes animés du sentiment et de l'esprit germaniques et gagner leur cœur au culte et au maintien de l'idée nationale.

Le Führer a désigné les SA. pour ces luttes. Les SA. ont toujours été de fanatiques adeptes de l'idée nationale-socialiste. Par l'impulsion donnée à l'entraînement du corps et par leur bon exemple, ils ont été des précurseurs dans le domaine des exercices physiques. Grâce à leur méthode et à leur sentiment, cette éducation corporelle et cette aptitude recevront leur véritable sens et atteindront leur véritable but. L'importance de la tâche des SA. se trouve ainsi clairement définie. Seuls, l'esprit et la volonté d'organisation des bataillons bruns imprimeront les formes définitives pour l'exécution des luttes, qui deviendront sans doute une fête toujours plus grande de la nation.»

D'après un récent rapport, le Stade allemand de Nuremberg peut donner place à 405.000 spectateurs. L'espace intérieur mesure 445×625 mètres, avec une surface gazonnée de 383×150 mètres. Par contraste avec le Stadion de Berlin, les contours de celui de Nuremberg revêtent la forme d'un fer à cheval. On réalise ainsi un plus grand effet esthétique, et la facilité d'embrasser du regard les constructions adjacentes. C'est donc bien l'arène la plus vaste qu'un peuple ait jamais bâtie pour le soin de sa force et de sa beauté physiques.

Conclusion

Nous voici parvenu au terme de notre œuvre. Le lecteur aura éprouvé, nous l'espérons du moins, l'impression d'avoir eu sous les yeux un tableau fidèle de la nouvelle Allemagne et de ses manifestations dans les différentes branches de la vie publique, un exposé très clair des principes de sa politique intérieure et des directives de sa politique extérieure. Toutes questions, nous l'avons déjà dit, qui forment à l'étranger l'objet de nombreux préjugés, dus en grande partie à une connaissance insuffisante des hommes et des choses du III[e] Reich.

Ce tableau eût facilement pu être complété par d'autres aspects d'une non moindre importance, mais nous nous en sommes abstenu, ne voulant pas par une surabondance de détails, détourner l'attention du lecteur des lignes principales de l'œuvre d'Hitler et de ses collaborateurs.

L'Allemagne sous la conduite d'Hitler

Les lecteurs qui s'attendaient peut-être à l'exhibition d'une nouvelle Allemagne imbue d'une politique impérialiste, où tout doit être subordonné à cette fin unique et au réarmement qui s'y rattache, auront éprouvé naturellement une désillusion. Certes, en raison de sa situation géographique et politique sur le vieux continent, et pour la défense de ses frontières, le III[e] Reich ne pouvait se soustraire à la nécessité de se créer une armée, une marine, une flotte aérienne dignes d'une grande puissance, et de mettre le terme à un désarmement unilatéral, constituant déjà par lui-même un danger pour la paix européenne. Mais à côté de cette politique militaire, tous les autres domaines d'activité du gouvernement ont été cultivés avec la plus grande intensité, et les résultats obtenus sont également importants. Tel est surtout le cas pour les sphères touchant directement la communauté du peuple, comme la politique sociale, celle d'éducation, l'assistance populaire, etc., expression la plus claire d'un véritable socialisme de fait.

Pour atteindre ces résultats, on s'est engagé dans des voies nouvelles, non pas seulement par désir d'innovations et de modernisation, mais aussi par nécessité, vu les conditions toutes particulières dans lesquelles se trouvait l'Allemagne vis-à-vis des autres pays, en raison du temps si difficile d'après guerre. Elle manque des réserves en or nécessaires, son sol n'est fertile que dans une mesure limitée, et par contre sa population s'accroît en densité; elle est privée de colonies, qui donnent aux autres la possibilité de s'étendre et leur

ouvrent en même temps une source féconde d'alimentation et de matières premières indispensables à l'industrie.

Les promesses qu'Hitler fit le 2 février 1933, en demandant au peuple allemand quatre années pour la réalisation de son premier plan de restauration, *étaient déjà complètement remplies à l'été de l'année dernière, donc six mois avant la date convenue.* Lors de l'assemblée générale du parti, en 1936, l'Allemagne était déjà devenue un Etat unifié, sa parité avec les autres grandes puissances et sa force militaire étaient rétablies, le chômage n'existait plus, l'économie se trouvait assainie et en voie d'un essor grandiose, la culture avait repris son caractère national, et la politique ainsi que l'administration étaient régies d'après de nouveaux principes. Le Führer pouvait donc publier le programme d'un *second plan de quatre ans*, destiné à assurer l'indépendance du peuple allemand quant à l'alimentation et à l'économie.

Mais le phénomène le plus manifeste dans l'œuvre de ces quatre premières années, c'est le complet revirement de l'esprit, le profond renouvellement de l'âme chez le peuple allemand; le sentiment de découragement, si caractéristique au cours des dernières années de la république de Weimar, a disparu pour faire place à un espoir nouveau, à une ferme confiance dans l'avenir. Le pouvoir suggestif d'Hitler en tant que personnalité et comme orateur, a opéré la conquête du peuple allemand, l'a charmé, a gagné son cœur, avant même que son intelligence ait pu s'en rendre entièrement compte. «*Nous te suivrons, Führer, partout où tu nous ordonneras d'aller*», ou encore: «*Volonté du Führer, loi du peuple*», telles sont les inscriptions qui, à chaque démonstration populaire, ornent les portes des maisons allemandes. «*Nous marchons à travers Berlin, nous mourrons pour Adolf Hitler*», ce chant résonne dans les rues de la capitale, lorsque les SA. y défilent.

Certes, il ne manque pas en Allemagne de sceptiques, de mal assurés, qui ne peuvent encore s'adapter aux nouveaux idéaux et aux nouvelles méthodes; on rencontre des mécontents chez le bourgeois, étranger à la nouvelle politique sociale, chez le Juif, qui voit son commerce ruiné, chez le marchand en gros, qui redoute l'autarcie économique, chez le «petit politicien» qui ne se croit plus libre d'exprimer ouvertement son opinion, chez le «vieux professeur», chez le hobereau, etc. Mais on doit réfléchir qu'une nation ne peut se transformer de fond en comble, qu'un peuple ne se réorganise pas totalement sans des frictions et des résistances. On ne renouvelle pas un monde sans que les lourds d'esprit n'en éprouvent du trouble. Or, le gouvernement n'est encore que depuis peu au pouvoir. Toutefois, un observateur impartial doit convenir de l'immuabilité du principe reposant sur la certitude unanime que le Führer a tenu sa promesse.

Hitler a su réveiller dans l'âme allemande l'amour de la patrie, l'amour «du sang et du sol», un patriotique amour répondant au droit naturel de vivre. On peut tranquillement affirmer que dans le cours de son histoire, l'Allemagne a vu s'opérer deux révolutions de l'esprit qui l'ont conduite à l'idée d'unité de la race germanique, telle qu'elle trouve aujourd'hui son expression dans la

formule: «*Un seul peuple, un seul Reich*»; ces deux révolutions s'incarnent dans deux hommes: Luther et Hitler. Remarque très importante au point de vue politique international, une pareille unité, loin d'exiger dans l'idée national-socialiste la conquête de tous les territoires européens habités par des Allemands, demande pour ces territoires uniquement la liberté de culture et le respect des droits sacrés des minorités.

Le nationalisme d'Hitler n'a rien d'aristocratique, il est populaire, on pourrait dire «totalitaire», d'où sa grande facilité à se marier avec l'idée socialiste. «*Comme nationalistes* — dit le Dr Goebbels — *nous sommes socialistes, et comme socialistes, nous sommes nationalistes.*

Ce serait une grossière erreur de voir dans le nationalisme de la nouvelle Allemagne une continuation de celui de 1914. Le Führer a reconnu les défauts de ce dernier, et en a écarté les visées impérialistes, le caractère réactionnaire et l'esprit de caste, pour l'animer d'une flamme populaire; toutes les classes fraternisent maintenant dans la conscience du devoir, mais aussi dans le respect des autres nations, dans la répulsion à germaniser les autres peuples.

Nos considérations sur l'œuvre d'Hitler nous amènent d'ailleurs en bonne compagnie d'étrangers de marque, appartenant, il importe de le mentionner, à des milieux qui professent, par principe ou pour des motifs particuliers, une faible sympathie pour la nouvelle Allemagne et pour son nouveau gouvernement.

L'ex-premier britannique, Lloyd George, un des créateurs du traité de Versailles, assurément à l'abri de tout soupçon de germanophilie, a fait l'été dernier en Allemagne une visite au cours de laquelle il s'est rencontré deux fois avec le Führer. Il a fait part de ses impressions au *Daily Express* dans les termes suivants:

«Je viens de voir le Führer allemand et quelque chose du grand changement qu'il a accompli. Quoi que l'on puisse penser de ses méthodes — qui ne sont assurément pas celles d'un pays parlementaire — il est hors de doute qu'il a opéré une merveilleuse transformation dans l'esprit des Allemands, dans leur attitude mutuelle, dans leur état social et économique. C'est à juste titre qu'il a élevé à Nuremberg la prétention d'avoir forgé en quatre années par son mouvement une Allemagne nouvelle. Ce n'est plus l'Allemagne des dix premières années d'après guerre — brisée, abattue, et courbée sous un sentiment de torpeur et d'incapacité. L'Allemagne est aujourd'hui pleine d'espoir et de confiance, résolue à mener sa propre existence sans immixtion d'une influence étrangère quelconque. Pour la première fois depuis la guerre, on constate un sentiment général de sécurité. Le peuple est joyeux. Une grande sensation de gaieté d'esprit règne dans tout le pays. *L'Allemagne est plus heureuse.*

J'ai vu cela partout. Des Anglais, rencontrés au cours de mon voyage et qui connaissaient bien l'Allemagne, éprouvaient une vive impression de ce changement. Un homme a accompli ce miracle: il est né conducteur d'hommes, magnétique et dynamique dans sa personnalité, avec un but unique, une volonté de fer et un cœur ignorant de la crainte.

Il n'est pas Führer seulement de nom, c'est vraiment le *guide national.* Il a protégé le peuple contre les ennemis puissants qui l'environnaient. Il l'assure également contre

la crainte permanente de la famine, un des souvenirs les plus persistants des dernières années de la guerre et des premières années de paix. Pendant ces sombres années, la faim fit plus de 700.000 victimes. Le fait d'avoir sauvé son pays du danger d'un retour d'une pareille période de désespoir, de détresse et de dépression, a assuré à Hitler une incontestable autorité dans la nouvelle Allemagne. Quant à sa popularité surtout parmi la jeunesse, le moindre doute ne saurait subsister à cet égard.

Les gens âgés ont confiance en lui, les jeunes le divinisent. Ce n'est pas là l'admiration payée à un chef populaire, c'est *la vénération pour un héros national*, qui a sorti son pays d'un désespoir et d'un abaissement poussés à l'extrême.

Hitler est le *George Washington* de l'Allemagne, l'homme ayant réalisé pour son pays l'indépendance de toutes ses oppressions. Cette comparaison peut paraître exagérée à ceux qui n'ont pas vu ni senti comment Hitler règne sur les cœurs et sur les esprits. C'est pourtant la vérité toute nue. Ce grand peuple travaillera mieux, sacrifiera davantage, et, s'il est nécessaire, combattra avec une plus ferme énergie, parce qu'Hitler le lui demande. Ceux qui ne comprennent pas la profondeur de ce fait, sont hors d'état de pouvoir juger les possibilités d'une nouvelle Allemagne.

D'autre part, ceux qui s'imaginent voir un retour du Reich à son ancien tempérament impérialiste, manquent de la compréhension du changement de caractère opéré. L'idée que l'Allemagne pourrait intimider l'Europe par une menace, qu'elle pourrait lancer sa formidable armée au delà de ses frontières, n'entre pour aucune part dans la nouvelle conception allemande.

Hitler a dit la vérité à Nuremberg: les Allemands sauront résister jusqu'à la mort contre tout envahisseur de leur pays. Mais ils ne nourrissent plus aucune envie d'en envahir eux-mêmes un autre. Les chefs de la nouvelle Allemagne savent fort bien que l'Europe est un organisme trop puissant pour être attaqué par surprise et abattu par une nation quelconque, si formidable que puisse être l'armement de celle-ci: ils l'ont appris de la guerre même. Hitler a combattu, comme soldat pendant toute la campagne, et sait par sa propre expérience ce que signifie la guerre. L'établissement d'une domination allemande en Europe, but et rêve de l'*ancien militarisme* d'avant-guerre, n'entre pas une seule fois dans l'horizon du national-socialisme.»

Dans le numéro d'octobre de la revue mensuelle *Nineteenth Century*, paru l'année dernièr, Sir Arnold Wilson, membre de la Chambre anglaise des Communes, venu sept fois en Allemagne depuis la prise du pouvoir, a relaté ses impressions sur l'assemblée du parti à Nuremberg, et en a pris occasion pour tracer un tableau détaillé des progrès de la vie publique allemande dans tous les domaines. Il dit entre autres:

«Les statistiques de la santé en Allemagne sont satisfaisantes. La mortalité infantile a fortement diminué. Elle est sensiblement inférieure à celle d'Angleterre. La tuberculose et autres maladies ont éprouvé un amoindrissement considérable. Les tribunaux n'ont encore jamais eu si peu à faire et les prisons n'ont jamais été aussi vides. C'est un plaisir d'observer l'aptitude physique de la jeunesse allemande. Les plus pauvres sont mieux vêtus qu'autrefois. Ils portent sur leur visage la marque d'un meilleur état psychologique. Le commerce intérieur allemand prospère, même si l'on fait abstraction du réarmement. Le chômage s'est abaissé à un degré qui défie tout danger.»

Au cours de son article, l'auteur s'étend en expressions du plus haut enthousiasme sur l'assemblée du parti à Nuremberg, où le défilé du Service de travail

a produit sur lui une impression extraordinaire. La fête mémorable à laquelle ce Service a pris part, a été si simple, si solennelle, si émouvante et si sincère, qu'elle rejette dans l'ombre maints rites religieux.

Sir Arnold Wilson traduit ensuite le texte littéral des chœurs, et écrit qu'il observa les visages sérieux des spectateurs, des choristes et des orateurs. Si c'est là de la propagande, c'est une propagande pour la paix. Un pareil cérémonial eût comblé de joie les saints des temps primitifs.

L'auteur exprime sa conviction que cette cérémonie, dont la radio a donné communication dans tous les coins de l'Allemagne, reflète le véritable état d'esprit de la majorité des Allemands. C'est une explosion de sentiment qui touche presque à l'extase.

Parmi beaucoup d'autres jugements favorables à la politique d'Hitler, que nous pourrions reproduire, nous choisissons encore celui d'un journaliste français, publié dans un organe d'ardent chauvinisme. Il écrit à propos du pacte germano-polonais:

«Hitler imagine-t-il tout seul sa politique? Est-il bien conseillé? Peu importe. Celui qui écoute les bons avis n'est pas moins intelligent que celui qui les donne.

Il est heureux: tout, jusqu'à présent, lui réussit parce que, dans la violence même, il calcule juste et qu'il est adroit . . ., et qu'il manœuvre . . ., et qu'il fait de la politique extérieure comme il a fait avec une imagination hardie la politique qui l'a porté à la tête de l'Allemagne.

Par là il se met en avance sur les autres gouvernements toujours en retard d'une journée et d'une idée, en attendant de l'être d'une armée. Interrogés sur le point de savoir s'ils consentiraient à causer avec le chef allemand, nos ministres avaient fait cette réponse qui n'était pas tout à fait négative: — En tout cas, d'accord jusqu'au bout avec nos alliés. — A ce moment même, Hitler avait déjà conclu avec la Pologne un pacte de non-agression . . .

Le principal des journaux du gouvernement polonais écrit: — Hitler est le premier des hommes politiques allemands qui ait su parler le langage qui convenait. — Et Hitler, de son côté, ne manque pas de faire valoir que tout pacte signé de lui a une valeur supérieure à celle de Locarno, pour la raison que Stresemann représentait des partis qui, du reste, n'existent plus, tandis que le Führer *engage toute l'Allemagne exprimée par quarante millions de voix.*»

Le bien-être matériel et moral actuel, l'augmentation du prestige devant le monde, l'assurance du pain et du travail quotidiens, signifient-ils, pour l'Allemand dans le IIIe Reich, le sacrifice de sa liberté de pensée et d'agir?

Il faut tout d'abord selon l'idée allemande distinguer ici entre «liberté» et «licence». Il s'agit surtout aujourd'hui en Allemagne de la première, limitée il est vrai par de nouvelles ordonnances et par la nouvelle conception du monde, tandis que la seconde, caractérisée par la république de Weimar, représente une liberté beaucoup trop grande, à laquelle le peuple allemand n'était d'ailleurs pas habitué, et qui ne répond en aucune façon à sa nature foncière. L'Allemand est avant tout soldat, et seulement après, commerçant, homme politique ou homme de science; il est soldat dans le sens de la discipline, de l'obéissance et de l'ordre, et reste tel, soit qu'il demeure au service militaire, soit qu'il vive

de la vie civile. Il préfère finalement, au malencontreux particularisme, cause principale du malheur national des derniers siècles de l'histoire d'Allemagne, une organisation et une posture en sous-ordre, s'il trouve une personnalité qui le conduise, qui sache le commander. Cette tendance naturelle de l'âme allemande s'est développée encore plus fortement avec les mauvaises expériences du parlementarisme de la période avant Hitler. On n'a donc pas lieu de s'étonner si l'Allemand d'aujourd'hui se plie volontiers à un gouvernement qui certes lui enlève quelque chose de sa commodité et de sa liberté personnelles, mais qui en revanche assure le bien général et rend à la nation sa liberté devant le monde.

Le national-socialisme n'a d'ailleurs jamais fait un secret de ce principe, qui est le sien, et l'a clairement et nettement exprimé dans la devise: «*L'intérêt général avant l'intérêt particulier*», devise devenue volontairement celle des millions d'Allemands accourus sous la bannière du mouvement hitlérien. Hitler ne s'est pas en effet emparé du pouvoir par un coup d'Etat, mais par la voie légale, celle du suffrage de ses électeurs, et sur la base d'un programme bien clair, précis, élaboré jusque dans ses moindres détails pendant quatorze années, programme d'où chaque nouveau partisan du mouvement pouvait se rendre compte d'avance et sans malentendu possible du caractère que revêtirait un Reich national-socialiste.

Comme nous l'avons fait ressortir à plusieurs reprises, Hitler n'a pas craint de consulter chaque fois les masses populaires, de toujours solliciter leur adhésion à sa politique et à ses méthodes de gouvernement.

Pour les peuples habitués à des conceptions politiques différentes, sans nulle accointance de race, de culture et de tempérament avec le peuple allemand, une pareille psychologie demeure une énigme, comme d'ailleurs le mouvement entier mis en marche par ce soldat inconnu issu de la guerre mondiale. Mais il ne faut pas perdre ici de vue la maxime souvent citée de Frédéric le Grand, maxime selon laquelle «*chacun peut être bienheureux à sa façon*»; on doit réfléchir en outre que si un peuple de 67 millions d'âmes, possesseur d'une ancienne et profonde culture, doué de vigueur au physique comme au moral, s'est prononcé en faveur d'un pareil gouvernement, c'est que ce gouvernement répond à sa nature, qu'il est le souffle vivant de sa race.

La doctrine nationale-socialiste marque-t-elle l'apogée d'un temps nouveau? Notre ouvrage ne poursuit nullement un but de propagande pour cette doctrine, que nous ne cesserons d'envisager avec le coup d'œil clair d'un observateur impartial, et qui d'ailleurs, comme on le proclame en Allemagne même, n'est pas un «article d'exportation». Notre but est plutôt de faire connaître les résultats réellement obtenus par le gouvernement d'Hitler. Mais si l'on oppose ces résultats aux mécomptes d'autres gouvernements, si l'on établit une comparaison de la situation de l'Allemagne d'aujourd'hui au point de vue politique, économique, social et culturel, avec celle d'autres pays, on est en droit de se demander si cette doctrine ne marque pas vraiment un grand pas vers l'avenir, et si d'autres systèmes de gouvernement n'impliquent pas des idées et des méthodes déjà destinées à s'écrouler sous la loi impitoyable du temps.

La réponse à cette question demeure le secret des prochaines années.

Les Problèmes nouveaux

Si puissantes qu'aient été les actions accomplies par le gouvernement national-socialiste au cours de ces quatre années, il se trouve encore en présence de problèmes qui réclament toutes ses forces et toute sa capacité. Ces problèmes concernent en partie l'étranger, mais ont surtout rapport aux affaires intérieures allemandes.

Dans le domaine international, à part les questions du nouvel ordre de choses en Europe, la guerre civile espagnole occupe le premier rang, car l'Allemagne y est fortement intéressée, non seulement comme grande puissance européenne, mais aussi parce qu'elle voit, dans les évenements dont la péninsule ibérique est le théâtre, une manifestation de la révolution mondiale qui forme le but final des efforts de Moscou. Dans le chapitre consacré à la politique extérieure, nous avons développé tout au long les motifs qui déterminent le national-socialisme dans son attitude inébranlable à l'égard du bolchévisme russe. On se rend donc facilement compte du soin avec lequel le Reich suit la crise espagnole, et de l'intérêt qu'il a à empêcher en Espagne l'établissement d'un foyer dangereux, de même qu'il ne saurait voir la guerre civile dégénérer en conflit européen, si ce n'est même en conflit mondial.

Le problème colonial est toujours brûlant. Le point de vue de la nouvelle Allemagne à cet égard ressort très explicitement de la déclaration d'Hitler à l'assemblée du parti, à Nuremberg, au mois de septembre 1936, et de son discours au Reichstag du 30 janvier 1937. Nous rappelons qu'à l'occasion de la première de ces démonstrations, le Führer proclama: «*L'Allemagne ne peut pas renoncer à la solution de ses revendications coloniales. Le droit de vie du peuple allemand est exactement aussi légitime que les droits des autres nations.*»

Au Reichstag, le chancelier s'exprima ainsi: «Le peuple allemand s'est créé en son temps un empire colonial, sans ravir à d'autres quoi que ce soit et sans violer un traité quelconque, et sans recourir à une guerre. Cet empire colonial nous a été enlevé. Le motif invoqué par ceux qui cherchent à justifier ce rapt, ne tient pas debout.» En terminant sa polémique avec les adversaires de la colonisation allemande, le Führer a conclu, en accentuant le ton de sa voix: «*La revendication de colonies s'élèvera toujours de nouveau comme naturelle dans notre pays de si dense population.*»

En d'autres termes: L'Allemagne réclame la restitution des colonies que le traité de Versailles lui a enlevées pour les répartir entre la Grande-Bretagne, les Dominions, la France et le Japon. La clause de la partie IV du traité, qui prive l'Allemagne de ses possessions outre-mer, est considérée par le gouvernement national-socialiste comme un déni de justice, car elle s'appuie sur la fausse prétention de l'incapacité et de l'indignité de l'Allemagne à administrer des colonies. On sait que cette accusation trouve son expression dans la note de couverture du 16 juillet 1919, sous la signature de Clémenceau, note ajoutée à la réponse des gouvernements alliés et associés au président de la délégation allemande. Il est dit dans cette note que les puissances s'étaient convaincues de l'énergique résistance des indigènes à un retour sous le régime allemand.

D'autre part, l'histoire de la domination allemande, les traditions du gouvernement allemand et l'emploi de ses colonies comme base de mise à sac du commerce mondial, mettaient les puissances en question dans l'impossibilité de rendre à l'Allemagne ses anciennes possessions et de lui confier la responsabilité de la civilisation de ces peuples.

Divers ouvrages publiés entre-temps en Allemagne, et surtout celui du ci-devant gouverneur de l'Afrique orientale allemande, le Dr Schnee, «Le mensonge de la culpabilité coloniale» *(Die koloniale Schuldlüge)* avec l'appui de témoins étrangers, ont combattu et réfuté de la plus énergique façon cette thèse de l'incapacité et de l'indignité de l'Allemagne. C'est pourquoi celle-ci redemande ce qui, à son avis, lui appartient légalement, et dont elle a besoin, en partie pour y déverser le trop plein de sa population et lui assurer l'existence, en partie pour se procurer les matières premières indispensables à son industrie et les produits nécessaires à son alimentation.

En Allemagne, on dénie toute visée impérialiste à la politique coloniale nationale-socialiste. L'accord naval germano-britannique empêche toute nouvelle rivalité sur mer avec la flotte anglaise. En outre, l'idée raciste du programme d'Hitler exclut toute possibilité d'une politique de population dans les colonies. Finalement, la résistance contre les revendications coloniales du Reich apparaît comme un vestige de l'esprit de Versailles et comme une discrimination au détriment de l'Allemagne.

Le second Plan de quatre ans

Dans le domaine intérieur, la question capitale est celle du second plan de quatre ans, problème intérieur, il est vrai, mais qui, ainsi que nous le verrons bientôt, se présente en étroite connexion avec la question extérieure concernant les colonies. Le second plan de quatre ans a été annoncé par le Führer à l'assemblée du parti, à Nuremberg, en 1936, dans les termes suivantes:

«Dans quatre ans, l'Allemagne devra être complètement indépendante de toutes les matières que notre capacité, notre chimie, notre industrie mécanique ainsi que notre exploitation minière, peuvent fournir elles-mêmes!

La nouvelle mise sur pied de cette grande industrie allemande de matières premières procurera également aux masses devenues libres après la clôture de l'armement, une occupation profitable à l'économie. Nous espérons ainsi pouvoir augmenter de nouveau la production nationale dans beaucoup de ressorts, et même dans la sphère interne de notre économie, afin de réserver par là les recettes provenant de notre exportation surtout à l'approvisionnement en produits alimentaires, et à celui en matières premières nous faisant encore défaut. Je viens de donner les ordres nécessaires pour l'exécution de ce vaste plan allemand d'économie. Il se poursuivra avec toute l'énergie nationale-socialiste.»

«Je sais — ajouta le Führer, en se tournant vers les auditeurs du parti — que ce nouveau programme représente une tâche bien dure; mais elle a été déjà scientifiquement remplie dans bien des domaines, les méthodes de production sont en voie d'expérimentation, et en partie déjà résolues et fixées. L'accomplissement

de ce programme n'est donc plus qu'une question d'énergie et de décision. Pour nous autres, nationaux-socialistes, le mot «impossible» est inconnu, et nous ne voulons pas en enrichir notre vocabulaire dans l'avenir. *Dans quatre ans, nous rendrons compte de nouveau à la nation de l'œuvre gigantesque d'avoir assuré sa nourriture, et par suite sa vie et son indépendance.»*

Un décret du 18 octobre 1936 confia au ministre président colonel-général Goering la mise à exécution du second plan de quatre ans. Le Führer était guidé dans sa décision par l'idée qu'une œuvre de cette envergure exige une direction unique de toutes les forces du peuple allemand et la concentration rigoureuse de toutes les capacités du parti et de l'Etat. Le ministre président Goering est par suite autorisé à écouter et à pourvoir de ses instructions toutes les autorités, y compris les plus hautes du Reich, ainsi que tous les services du parti, leurs formations et les associations qui s'y rattachent.

Dix jours plus tard, dans un discours au palais du Sport, à Berlin, le délégué exposa les principes, la marche et l'objet de cette mobilisation totale de la nation vers un but unique et fondamental, qu'il résuma dans cette phrase non exempte d'idéalisme: «*Assurer l'honneur allemand et la vie allemande*», autrement dit, *renforcer et couronner la puissance économique de l'Allemagne.*

Hermann Goering rappela d'abord les résultats du premier plan de quatre ans, caractérisés surtout par le recouvrement de la liberté de défense, par l'assurance de l'alimentation, par la bataille de production, et par la lutte victorieuse contre le chômage, grâce à la bataille du travail. En outre, l'Allemagne est devenue pendant ce temps une grande puissance dans l'ordre politique extérieur, et une communauté du peuple, dans l'ordre intérieur. Au cours de ces années, le Reich a certainement accompli une grande œuvre, mais loin de s'adonner politiquement et économiquement au repos, elle doit comprendre que personne ne l'aidera dans sa marche en avant, si elle ne veut pas s'aider elle-même.

Après la guerre, l'Allemagne a été frustrée de ses colonies, et se trouve par suite coupée de sa base de matières premières. Personne ne peut lui faire un reproche de réclamer sa part des trésors de la terre, mais le monde doit lui savoir gré de vouloir combler cette lacune par voie pacifique. Si l'étranger prétend que l'Allemagne n'a qu'à acheter ses matières premières, on doit objecter à cela que les réparations lui ont enlevé tout son or.

Le ministre président Goering passa ensuite au problème de l'alimentation, et constata l'impuissance de l'Allemagne à couvrir entièrement son besoin de produits alimentaires, d'où la possibilité ça et là d'une pénurie dans tel ou tel article. A cela concourt aussi le fait que 5,5 millions d'hommes ont de nouveau reçu du travail et des salaires, d'où une augmentation de la consommation. Mais toutes les mesures ont été prises pour exploiter le sol jusqu'à la dernière limite et pour assurer en tout temps la moisson. Le Service de travail peut être appelé du jour au lendemain à cet effet. Et s'il se produit quelque pénurie de viande, on possède un succédané qui a sa valeur: le poisson. Le plus grand prélèvement sur l'étranger est nécessaire pour la graisse. S'il survient une tension de ce côté-là, tous devront forcément se restreindre.

Le plus important et le plus décisif est que l'alimentation des indigents et de la population vouée à un dur labeur soit assurée dans toutes les circonstances. Si chacun, en Allemagne, veut entendre suffisamment raison, il sera possible de trouver une issue avec une organisation de fourniture sans carte. Le principal est

que chacun ne consomme avant tout que des aliments provenant de la production nationale.

Les conditions sont les mêmes en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières. Le manque de ces matières en Allemagne trouve sa cause dans la privation de colonies. Il importe donc de se demander quelles matières premières peuvent être obtenues en les tirant d'autres sources nationales. C'est là une des tâches principales qui incombent à lui, général Goering, et à ses collaborateurs. Il s'agit de sortir de la phase des essais pour passer à l'action. De nouvelles fabriques s'élèveront dans un temps prochain, et produiront un caoutchouc propre et des matières propres tirées des fibres de cellulose. En outre, de la benzine et des huiles minérales seront extraites du charbon. Le charbon, le bois et le minerai allemands deviendront la base fondamentale d'où les fabriques tireront à l'avenir les matières premières et ouvrables dont l'Allemagne a besoin. Elle *prouvera au monde qu'elle ne capitule pas.*

Pour atteindre ce grand but, une intervention passionnée des travailleurs allemands est nécessaire, ainsi qu'une confiance absolue dans les chefs d'exploitation et dans leur personnel. Si le gouvernement n'a pas encore réussi aujourd'hui à relever le niveau général des salaires, le travailleur allemand pouvait exiger de lui d'assurer du moins la fixité et la stabilité des prix, ce qui a été fait. Le Führer a désigné un commissaire lequel doit dans tous les cas s'opposer à la poussée et à la hausse des prix, et abaisser, s'il est nécessaire, ceux jugés trop élevés. Ce commissaire saura également empêcher l'accumulation spéculative, ce fléau qu'il s'agit d'exterminer de fond en comble. Des mesures draconiennes seront prises contre tous ceux qui, par un intérêt égoïste, exigent des prix hors de raison, détiennent des marchandises, etc. . . .

Le ministre fit alors appel à tous les inventeurs, en sollicitant leur concours sans restriction, aux travailleurs allemands, aux ruraux, dont la réussite du plan dépend dans une importante mesure.

Après avoir souligné le travail infatigable, opiniâtre, du Führer pour son peuple, ses graves soucis, sa formidable responsabilité à venir devant la nation, l'orateur termina son discours en ces termes:

«Le temps où nous vivons marque une grande époque. Soyez infiniment fiers d'y être appelés. Foin des petitesses, plus d'égoïste «Moi». Une grande époque demande un grand peuple: montrez que vous êtes ce grand peuple; montrez-vous dignes de notre noble Führer, Adolf Hitler! Que chacun s'éprouve soi-même chaque jour en se demandant ce qu'il peut faire et en quoi il peut contribuer à la réussite de l'œuvre. Montrez que telles doivent être notre pensée, notre confiance, notre foi en lui. Il nous a tirés, il a tiré le peuple allemand de l'incrédulité et du désespoir, il nous a appris à croire et nous a rendus par là infiniment forts.

Nous croyons à la puissante mission du peuple allemand, nous croyons avec une ardeur passionnée que sous la conduite du Führer s'élèveront un Empire de la force, une nation de l'honneur et un peuple de la liberté. Que tel soit le mot d'ordre à l'heure présente, et à cette heure où nous nous mettons à l'ouvrage, adressons du plus profond du cœur notre profession de foi au Tout-Puissant: «Dieu Tout-Puissant, bénis le Führer, bénis son peuple et bénis son œuvre!»

Le 17 décembre 1936, à l'occasion d'un autre discours d'Hermann Goering devant les personnalités dirigeantes de l'économie allemande, Hitler prit lui-même la parole. Le chancelier traça un aperçu complet du rôle tout particulier attribué à l'économie dans le plan, et des devoirs qui lui incombe. Il rappela la

volonté sans égale et l'énergie résolue avec lesquelles le mouvement national-socialiste a conquis un grand Empire, et le gouvernement allemand a rendu cet Empire libre et indépendant en quatre années à peine. La même volonté et la même énergie résolue présideront maintenant à l'œuvre entreprise pour fournir tout ce qui dépend de la force humaine, en vue de mettre à profit toutes nos sources de secours. C'est pourquoi il a confié l'exécution du plan de quatre ans à un homme doué d'une indomptable volonté, pour lequel il sait que le mot «impossible» n'existe pas. Cet homme, son vieux compagnon de lutte et de parti, Goering, saura donner une réalité à sa décision et à sa mission.

Le Führer adressa finalement un pressant appel à ses auditeurs:

«*Ayez pleine confiance dans celui que j'ai désigné. C'est le meilleur que je connaisse pour cette tâche, homme de la plus ferme volonté et de la plus grande force de décision. Marchez en rangs serrés derrière lui.* Alors nous poserons les fondements solides d'une économie allemande, puisant ses racines dans la force, dans la stabilité et dans la sûreté du Reich. Si nous nous sentons fanatiquement obligés à ce devoir, deux choses subsisteront devant la postérité: la direction politique, parce qu'elle-même et ses gens ont voulu et atteint un but, et l'économie allemande avec tous ses coopérateurs, parce qu'elle a consacré toute sa force à l'exécution de cette œuvre.»

Adolf Hitler ne pouvait exprimer plus clairement sa confiance dans celui qu'il a chargé de l'exécution du second plan de quatre ans, et, de l'avis de tous ceux qui connaissent la situation en Allemagne, ce choix ne pouvait mieux tomber. Outre ses qualités personnelles d'énergie et d'activité, Hermann Goering, personnalité dirigeante dans le parti, ministre du Reich et ministre président de Prusse, commandant supérieur des forces aériennes, incarne à la fois l'armée, le parti et l'Etat. Il est donc le plus propre de tous à concentrer toutes les forces de la nation en vue de la réalisation du but proposé, et à écarter toutes les résistances possibles de certains milieux intéressés. Ce sont, par exemple, les milieux économiques qui redoutent une autarcie capable de troubler l'échange commercial international et de nuire à leurs intérêts; à ces éléments d'opposition, l'armée, en la personne du général Goering, mettra sous les yeux les besoins de la défense nationale. D'autres milieux critiquent le maintien du cours du mark vis-à-vis des pays à change monétaire dévalué; tel est surtout le cas pour les industriels, forcés de verser des sommes considérables afin de compenser la différence entre le mark et les changes importants du monde. Ainsi que nous l'avons fait remarquer à propos de la politique monétaire du Dr Schacht, celui-ci est un adversaire résolu de la dépréciation du mark, qui ne ferait qu'alourdir le poids de la dette étrangère. Goering apportera sur ce terrain au Dr Schacht l'appui de son autorité comme vieux champion du parti. Une pareille opportunité s'est d'ailleurs déjà offerte dans une autre occasion: Goering n'est-il pas «dictateur» dans le domaine de la mise en valeur des devises, depuis le 27 avril de l'année dernière? Finalement, le deuxième plan de quatre ans prévoit une consommation des matières premières nationales, bien qu'elles soient en général un peu plus chères que les produits naturels; cela ne peut être réalisé que par l'intervention énergique d'un représentant en vue du gouvernement.

La tâche de Goering est d'une importante étendue. L'organisation en train montre déjà qu'on n'entend pas se borner à un nouvel ordre de production allemande de matières premières et de valorisation de ces matières; la mise en travail reçoit aussi dans le nouveau plan économique une direction d'Etat, de même que le capital fera l'objet d'une conduite centrale dans une plus large mesure. Une attention toute particulière est consacrée au parallélisme du développement des salaires et des prix, car des différences peuvent justement ici devenir un foyer de troubles capables de mettre en danger la grande œuvre. On peut s'attendre à ce que les exploitations ayant retiré un avantage particulier de la faveur de l'Etat, apportent leur contribution au bien général. Les associations de l'économie industrielle et spécialement les cartels ont, d'après la conception nationale-socialiste, le devoir de réprimer tous les efforts d'intérêt égoïste susceptibles de nuire aux nécessités de la politique économique actuelle.

Comme on sait, le second plan de quatre ans a provoqué une grande alarme à l'étranger, où l'on affirme que l'Allemagne veut se retirer du commerce mondial. Toutes les personnalités à la tête du gouvernement allemand et du parti se sont élevées contre ce reproche. Hitler lui-même l'a démenti à plusieurs reprises: dans un de ses récents discours à Würzbourg, devant 200.000 auditeurs, il a déclaré: «*Il ne saurait être question de cela! Bien au contraire, nous voulons entretenir plus qu'auparavant le commerce et faire des affaires avec l'étranger. Nos bilans commerciaux en fournissent déjà la preuve. L'exportation et l'importation allemandes marquent de continuels progrès et ces progrès se poursuivront, si Dieu veut!*»

Les opinions exprimées dans toutes les sphères de la population permettent de conclure que l'Allemagne ne veut déployer les forces nécessaires que sur son propre territoire, afin de libérer son économie nationale des ébranlements pouvant provenir de l'étranger, et de la protéger contre l'influence de manœuvres spéculatives extérieures. L'Allemagne compte utiliser plus fortement et plus systématiquement que par le passé les trésors de son sol, et produire des matières premières par voie synthétique dans une mesure beaucoup plus large qu'autrefois. Le commerce extérieur n'en subira qu'un transformation, mais nullement une diminution, peut-être même en éprouvera-t-il une sensible augmentation.

On ne fait nul secret en Allemagne du côté militaire du plan. Le combustible est un produit important pour une armée motorisée, pour une puissante flotte aérienne. D'autre part, la dernière guerre a montré à l'Allemagne ce que vaut un blocus, non seulement au point de vue des besoins militaires, mais aussi par rapport à l'alimentation de la population. Si l'on tient compte de la situation internationale actuelle, une pareille mesure de précaution se comprend d'elle-même.

Finalement, la dernière raison du plan est de procurer du travail à la masse ouvrière. La lutte contre le chômage a été un succès, mais les fruits ne doivent pas en être perdus. Une fois l'armée établie dans ses casernements, équipée, pourvue d'armes et de munitions, les fabriques auront moins d'ouvrage; dans quelques années, les autostrades, les installations pour l'assemblée générale du

parti et les autres grands édifices seront en grande partie achevés. Qu'adviendra-t-il alors des nombreux travailleurs aujourd'hui occupés? Les nouvelles exploitations de l'industrie des matières premières nationales leur procureront du travail et du pain.

Le deuxième plan de quatre ans n'est pas sans présenter un côté très intéressant pour l'étranger préoccupé de la politique extérieure allemande: la condition fondamentale de l'exécution sans friction de ce plan est le maintien de la paix. Le plan offre donc la meilleure garantie qu'en dehors des déclarations pacifiques d'Hitler, relatées à diverses reprises au cours de notre ouvrage, la Wilhelmstrasse jettera dans la balance tout le poids de ses efforts en vue d'éviter des conflits internationaux, et gardera autant que possible son sang-froid au cas où surviendraient des événements susceptibles de troubler la paix européenne.

Cet esprit de modération s'est d'ailleurs révélé déjà récemment par l'attitude de Berlin en face de l'attaque sanglante et des provocations dont ses navires, envoyés dans les eaux espagnoles pour une mission pacifique internationale, ont été l'objet de la part d'un des partis belligérants.

C'est une grande satisfaction pour chaque loyal champion d'une entente internationale, comme nous sommes nous-même, de constater ce point de vue du gouvernement d'Hitler: mais il dépend, bien entendu, de la *parité de droits* octroyée à l'Allemagne dans le concert des peuples, parité devenue un principe sacré de la politique nationale-socialiste. Cette formule est propre à séduire les esprits les plus libéraux. Elle répond d'ailleurs à la saine raison humaine. On est seulement en droit de s'étonner que les autres puissances ne l'aient pas reconnue depuis longtemps déjà pour aplanir par là les voies à une collaboration effective avec le Reich. La SDN. a manqué aussi à cette occasion.

Le gouvernement nourrissant des intentions pacifiques, on s'explique aisément le vif froissement que provoque dans l'opinion publique allemande et dont la presse se fait l'écho, tout traitement injuste des minorités à certaines frontières du Reich.

On connaît le point de vue d'Hitler quant à cette question: le sort des nationaux hors des frontières et formant au milieu de peuples étrangers des groupes toujours en lutte pour leur langue, pour leur culture, pour leurs mœurs et pour leur religion, déterminera le Reich à intervensir à tout moment par tous les moyens à sa disposition en faveur des droits internationaux garantis à ces groupes.

La discussion au congrès des minorités, à Londres, a montré une fois de plus que le problème de la protection de ces minorités n'a absolument rien perdu de son urgence, et que sa solution positive constitue après comme avant un problème actuel, et même un problème ardu. On commet fréquemment la faute de considérer l'existence des minorités comme un mal inévitable au lieu d'y voir un lien. Mais une erreur beaucoup plus grande et beaucoup plus dangereuse est en tout cas celle d'envisager comme un «exploit national» des succès obtenus dans l'évincement et la dénaturalisation des minorités. On ferme ainsi manifestement les yeux sur les troubles qui menacent par là la concorde et l'amitié entre les peuples.

Le règlement satisfaisant du problème des minorités est, dans l'opinion allemande, un moyen indispensable pour éviter des frictions entre les Etats. Une solution heureuse de la question constituerait la preuve d'une véritable amitié et d'une loyale confiance des nations entre elles.

Il est donc bien naturel que la récente déclaration du ministre hongrois de l'Intérieur, von Szell, sur la protection des minorités en Hongrie, ait été saluée avec joie en Allemagne comme un exemple à imiter. Cela par opposition aux nombreuses épreuves que continue à subir dans divers pays le sort des groupes populaires nationaux, en dépit des droits des minorités reconnus par le code international. Le ministre s'est inspiré d'une juste considération, en déclarant que *l'Etat hongrois est prêt à octroyer aux nationaux de langue étrangère résidant sur son propre territoire les mêmes droits qu'il réclame pour les nombreux sujets magyars qui vivent dans les territoires détachés de la Hongrie*. La mise à exécution sans condition de ce principe n'est pas seulement le point de départ moral des mêmes exigences envers d'autres Etats, mais elle constitue une juste appréciation de la culture étrangère, protégée et respectée dans le pays.

Si nous clôturons notre exposé sur le III[e] Reich, par ce rappel du point de vue allemand quant au problème des minorités, c'est que notre connaissance des hommes et des choses d'Allemagne nous met, croyons-nous, en état de mesurer toute l'importance que la direction politique et l'opinion publique allemandes attachent à cette question. Nous estimons également pouvoir juger de tout avantage que l'entente pacifique internationale pourrait retirer d'un règlement équitable de ce problème.

La paix représente un bien trop précieux pour pouvoir être mise en danger par des actes irréfléchis et par un nationalisme déplacé.

ANNEXE

LA NOUVELLE ALLEMAGNE EN IMAGES



1) L'ACTE SOLENNEL D'ÉTAT DANS L'ÉGLISE DE GARNISON A POTSDAM

à l'occasion de la fondation du IIIe Reich. Le chancelier Adolf Hitler lit son discours de fondation, en présence du président von Hindenburg


2) Le général Hermann Göring, ministre président de Prusse ministre de l'Air


3) M. Rudolf Hess, représentant du Führer et ministre du Reich


4) Le baron Konstantin v. Neurath, ministre du Reich pour les Affaires étrangères


5) Le feldmaréchal W. E. Fritz v. Blomberg, ministre du Reich pour la Guerre


6) Le Dr Joseph Goebbels, ministre du Reich pour la Propagande


7) Le Dr Wilhelm Frick, ministre du Reich pour l'Intérieur

PERSONNALITÉS DIRIGEANTES DU PARTI ET DE L'ÉTAT


8) Le Dr Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank et ministre délégué du Reich pour l'Économie


9) Le Dr - Ing. h. c. Julius Dorpmüller, ministre du Reich pour les Communications


10) Le Dr Robert Ley, chef de l'organisation du Reich


11) M. Franz Seldte, ministre du Reich pour le Travail


12) Le général baron v. Fritsch, commandant en chef de l'Armée


13) Le général amiral Dr h. c. Räder, commandant en chef de la Marine

PERSONNALITÉS DIRIGEANTES DU PARTI ET DE L'ÉTAT


14) M. Walther Darré, ministre du Reich pour l'Agriculture et chef des paysans


15) Le comte Lutz Schwerin v. Krosigk, ministre du Reich pour les Finances


16) Le Dr Franz Gürtner, ministre du Reich pour la Justice


17) M. Bernhard Rust, ministre du Reich pour les Sciences, l'éducation et l'instruction populaire


18) M. Alfred Rosenberg, personnalité dirigeante du parti


19) M. Joachim v. Ribbentrop, ambassadeur du Reich

PERSONNALITÉS DIRIGEANTES DU PARTI ET DE L'ÉTAT


20) Le Dr Hans Frank, ministre du Reich sans portefeuille


21) M. Hans Kerrl, ministre du Reich pour les Affaires ecclésiastiques


22) M. Wilhelm Ohnesorge, ministre du Reich pour les Postes


23) M. Victor Lutze, chef d'état-major des SA.


24) M. Heinrich Himmler, chef des SS. et de la police allemande


25) M. Adolf Hühnlein, chef du corps automobiliste

PERSONNALITÉS DIRIGEANTES DU PARTI ET DE L'ÉTAT



26) Le Dr Otto L. E. Meissner, secrétaire d'état, chef de la chancellerie présidentielle



27) Le Dr Heinrich Lammers, secrétaire d'état, chef de la chancellerie du Reich



28) M. Walther Funk, secrétaire d'état, chef de la presse du Reich



29) M. Wilhelm Kleinmann, secrétaire d'état aux Communications



30) M. Konstantin Hierl, secrétaire d'état, chef du Service de travail



31) M. Fritz Reinhardt, secrétaire d'état aux Finances

PERSONNALITÉS DIRIGEANTES DU PARTI ET DE L'ÉTAT



32) M. Wilhelm Bohle, chef de district et de l'Organisation du parti à l'étranger



33) Mme Gertrud Scholtz-Klink, chef des organisations féminines



34) M. Baldur v. Schirach, chef de la Jeunesse du Reich



35) Le Dr - Ing. Fritz Todt, inspecteur général pour les routes allemandes



36) M. Josef Bürckel, chef de district et commissaire pour la Sarre



37) M. Hans v. Tschammer und Osten, chef du sport du Reich

PERSONNALITÉS DIRIGEANTES DU PARTI ET DE L'ÉTAT



38) Le jour anniversaire de la naissance du Führer, 20 avril 1937

ADOLF HITLER ET LA JEUNESSE ALLEMANDE



39) Le cabinet du Reich après la séance du 16 mars 1935, dans laquelle fut décidée la réintroduction du service militaire obligatoire

LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS



40) La séance du Reichstag du 7 mars 1936, dans laquelle Adolf Hitler proclama le rétablissement de la suprématie militaire dans la zône démilitarisée du pays rhénan

LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS



41) Des régiments d'infanterie allemande traversent un pont dans la zône précédemment démilitarisée du pays rhénan

LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

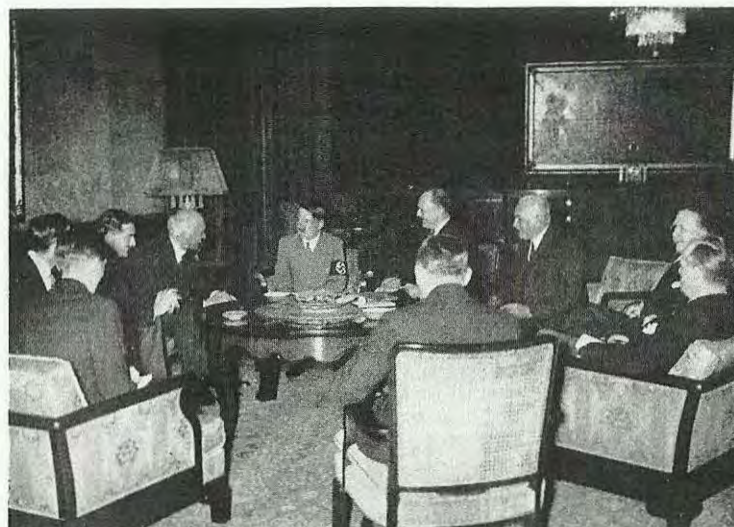


42) Hitler et Mussolini à Venise. Mi-juin 1934



43) Göring et le prince héritier d'Italie à Capri. Janvier 1937

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

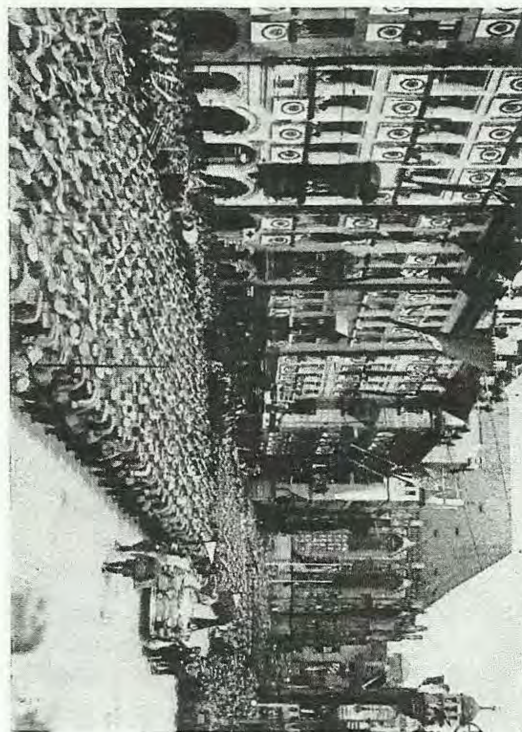


44) Visite des hommes d'État britanniques. Sir John Simon et Anthony Eden chez le Führer, en présence du ministre des affaires étrangères v. Neurath, de l'ambassadeur v. Ribbentrop et d'autres diplomates

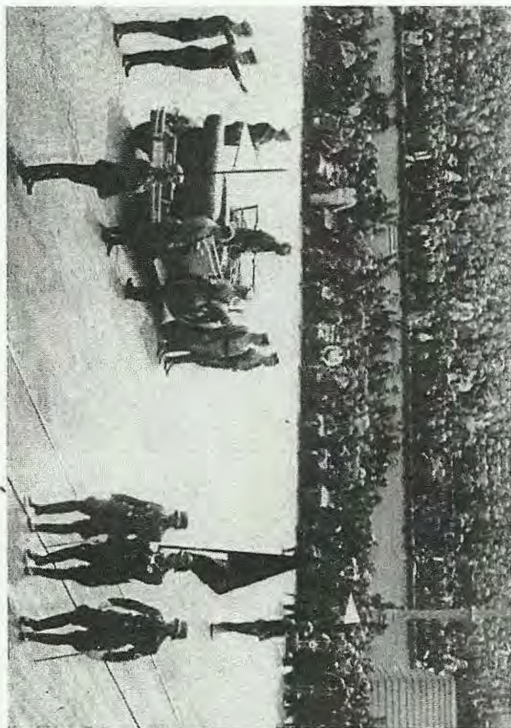


45) Le ministre polonais des Affaires étrangères, colonel Beck, accompagné de l'ambassadeur de Pologne à Berlin, Lipski, rend visite au ministre de la Guerre

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE



46) Défilé des formations des SA. devant le Führer



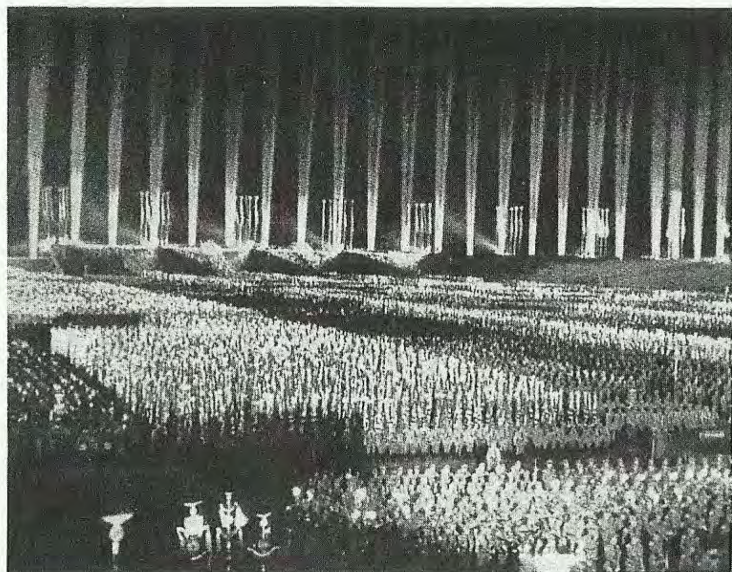
47) Suivent les formations des SS.



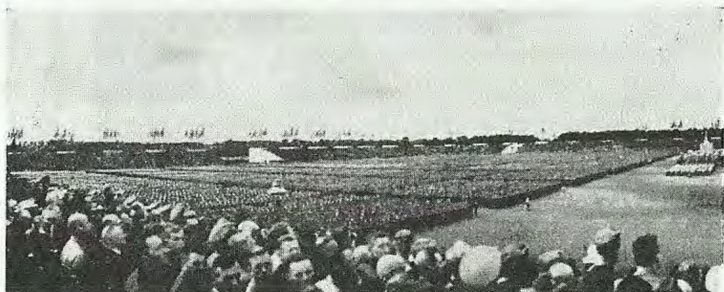
48) Les formations des NSKK. terminent le cortège



49) Les formations du parti devant le parterre à la memoire des héros: le salut du Führer aux morts

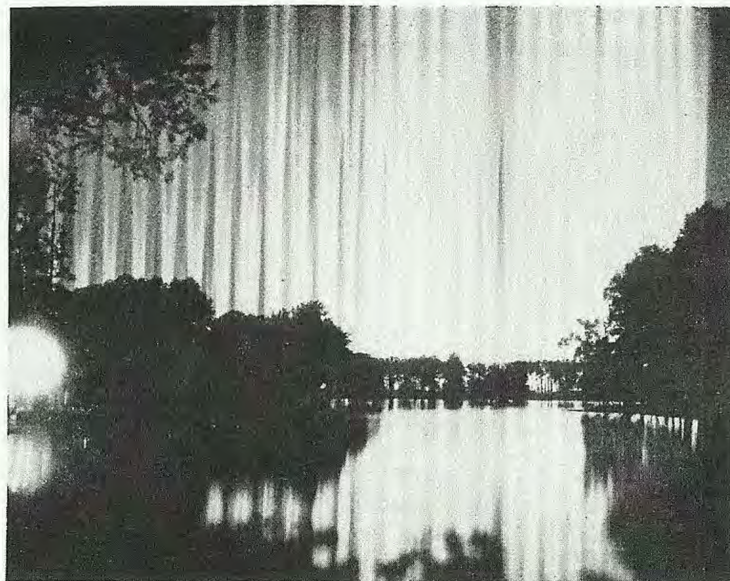


50) La démonstration de nuit des 100.000 dirigeants politiques du NSDAP. sur la Zeppelinwiese, éclairée par la voûte lumineuse de 150 projecteurs



52) La démonstration solennelle du

L'ASSEMBLÉE DU PARTI

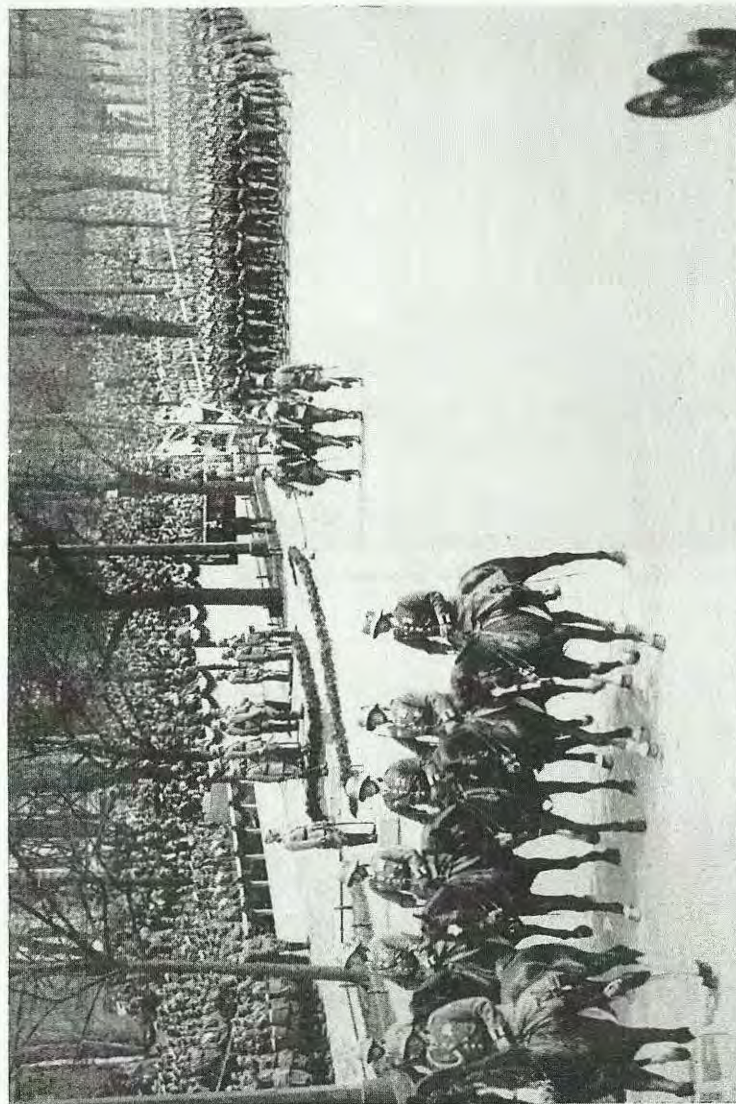


51) Vue extérieure de la voûte



Service de travail devant le Führer

A NUREMBERG EN 1936



53) Défilé devant le Führer, le ministre de la Guerre, v. Blomberg, et les commandants en chef de l'Armée, de la Marine et de l'Arme aérienne



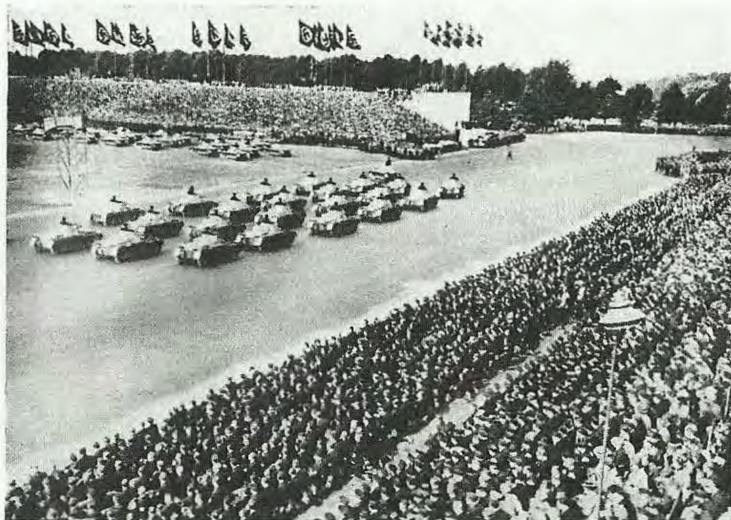
54) Artillerie lourde motorisée



55) Pièce de défense contre les chars d'assaut

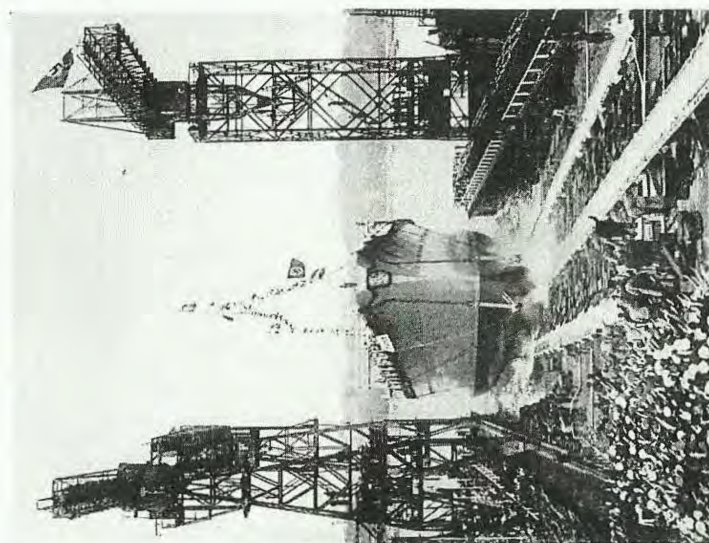


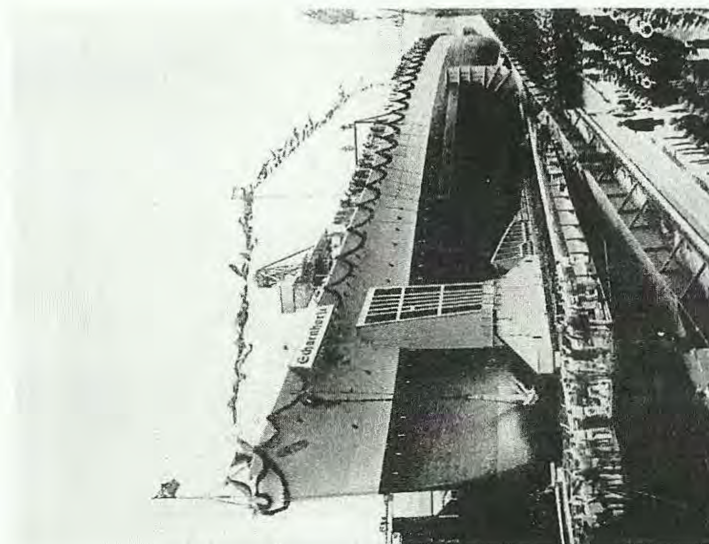
56) Le traité de Versailles n'autorisait à l'armée d'autre emploi aux manœuvres que celui de chars d'assaut-joujoux



57) A leur place aujourd'hui paraissent des régiments de rapides et puissantes chars blindés

L'ARMÉE NOUVELLE





58)/59) Lancement du vaisseau de ligne « Scharnhorst » de 26.000 tonnes (à gauche) et du cuirassé « Blücher » de 10.000 tonnes (à droite)

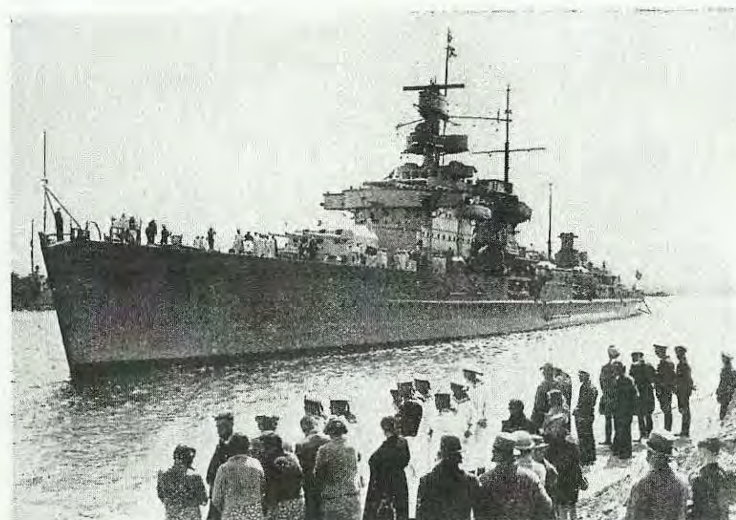
LA RECONSTITUTION DE LA FLOTTE ALLEMANDE



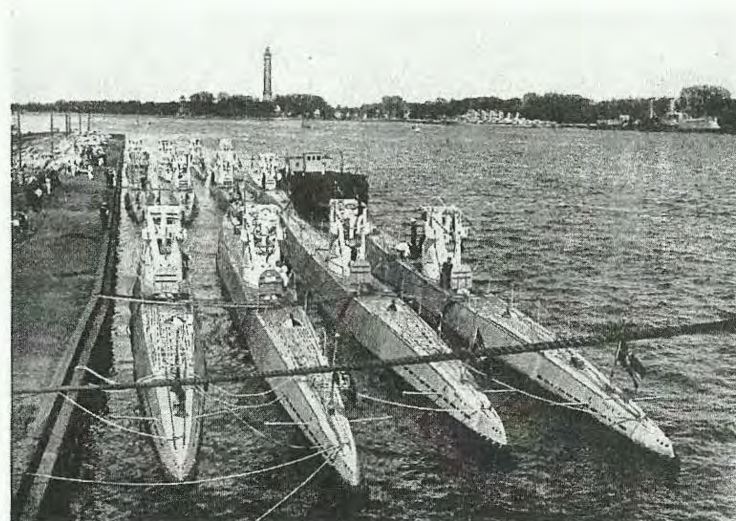
60) Le croiseur-cuirassé « Deutschland »



61) Un contre-torpilleur dans la mer du Nord



62) Le croiseur « Nürnberg » à son entrée à Swinemünde



63) Torpilleurs au quai à Swinemünde



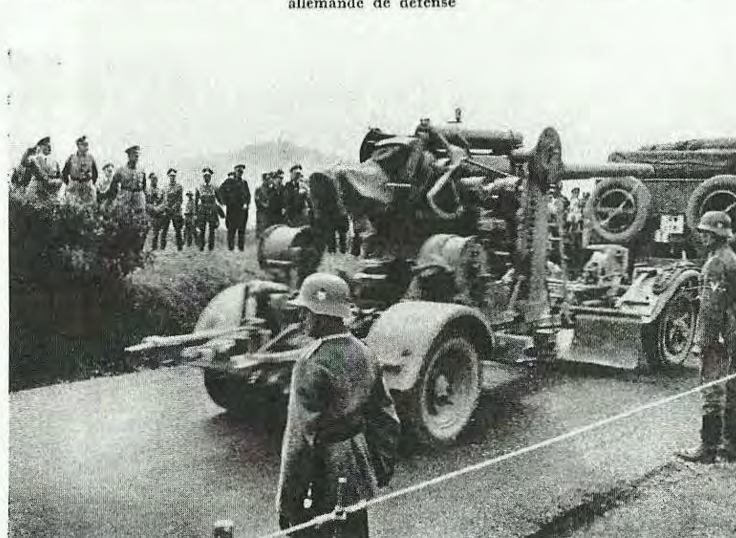
64) Le ministère de l'Aviation



65) L'escadrille Richthofen à l'aérodrome de Staaken, près Berlin



66) Le colonel-général Hermann Göring parcourt le front de la compagnie d'honneur au ministère de l'Aviation, le 16 mars 1935, jour anniversaire du rétablissement de la liberté allemande de défense



67) Artillerie lourde anti-aérienne



68) Un million de travailleurs rassemblés le 1er mai 1933 sur le terrain de Tempelhof pour entendre le discours du Führer

LA POLITIQUE SOCIALE

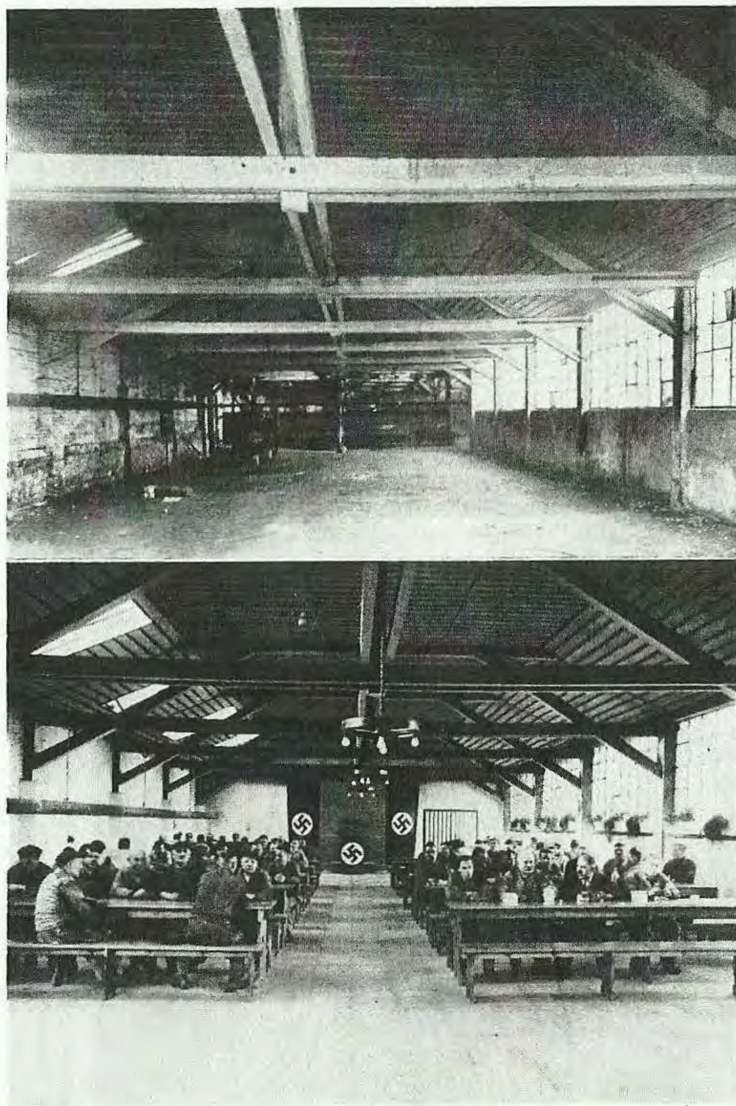


69) Le Führer, accompagné de son représentant Rudolf Hess et du chef d'organisation du Reich Dr Ley, parcourt le front d'une section de « troupes d'usine »



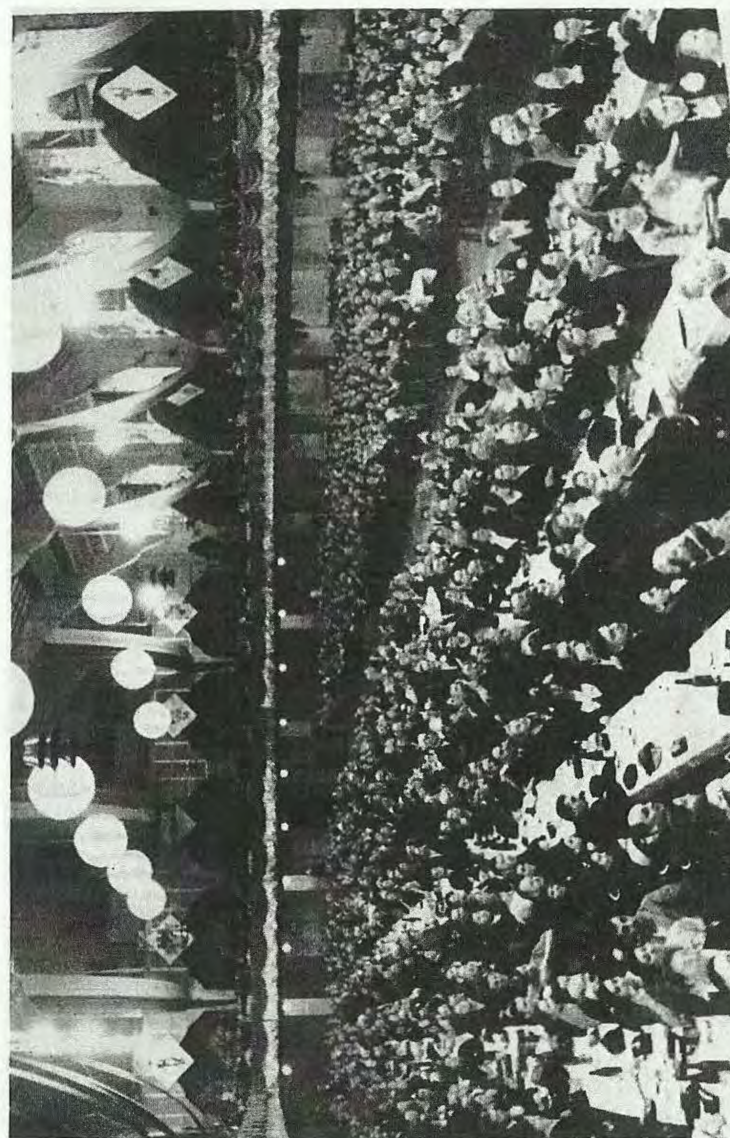
70) Le Führer et un petit tambour de ces troupes

LA POLITIQUE SOCIALE



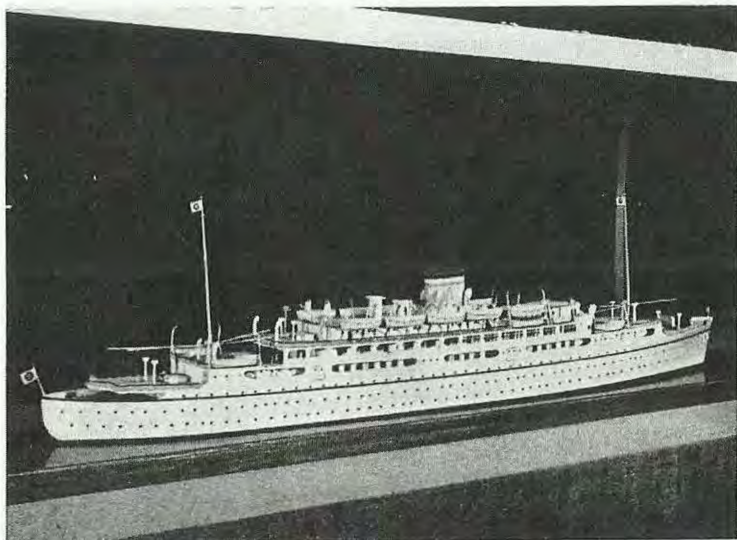
71)/72) Le réfectoire d'une exploitation, tel qu'il était autrefois (en haut) . . . et tel qu'il est aujourd'hui (en bas)

LA POLITIQUE SOCIALE

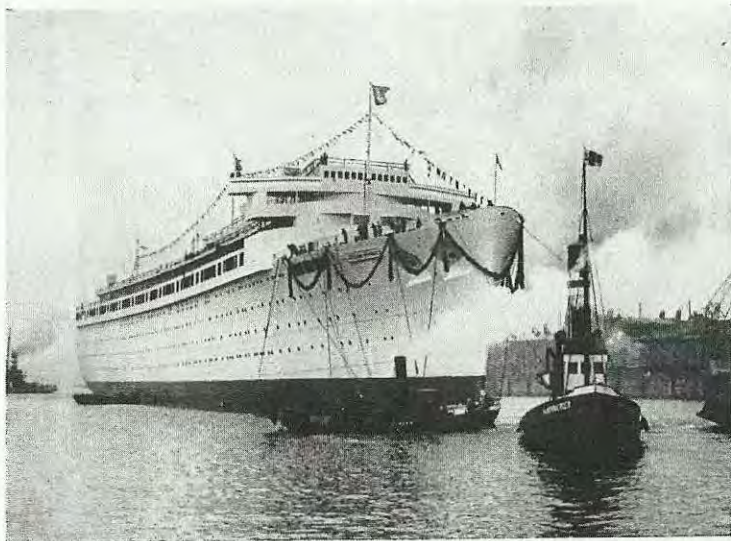


73) Un festival des travailleurs allemands

LA POLITIQUE SOCIALE



74) Modèle de deux grands transatlantiques destinés aux voyages de vacances de la communauté « Force par la joie » (KdF.)



75) Le « Wilhelm Gustloff », un des transatlantiques de la KdF. déjà lancé



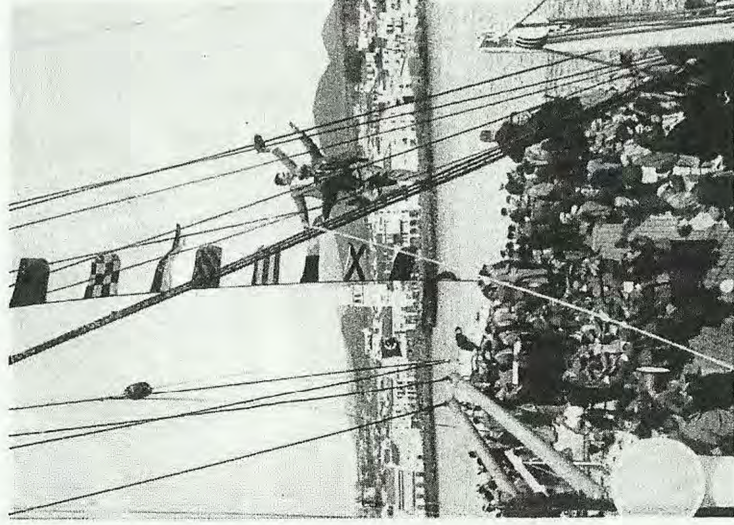
76) Travailleurs à bord d'un bateau pour la KdF. en partance pour Madère



77) Comment ils sont soignés et servis



79) Bavarois au couvent Jeronimo à Lisbonne. Au lieu de gentiane et de fleurs des Alpes, des giroflées . . !



78) Passagers enthousiastes de la KdF. à l'arrivée dans le port de Ponta Delgada (Ile St-Michel, Açores)

LA POLITIQUE SOCIALE



80) Scène ambulante pour les travailleurs aux autostrades du Reich



81) Sport à la voile avec un des nombreux yachts de la KdF.

LA POLITIQUE SOCIALE

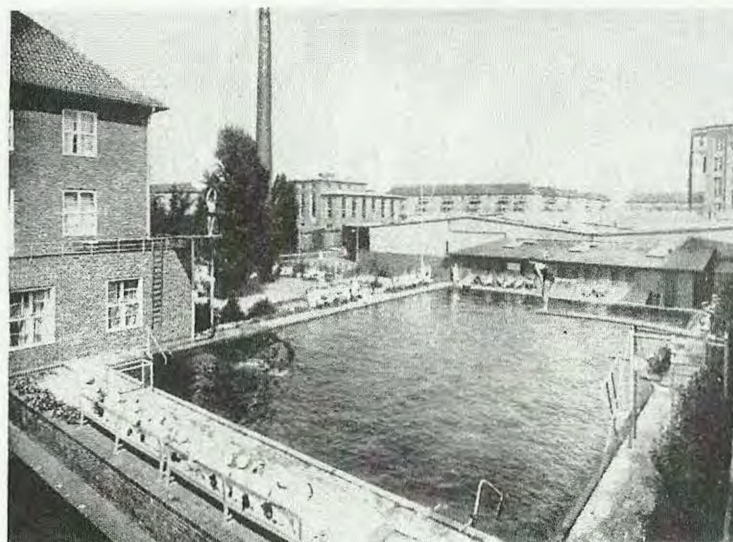


82) La communauté KdF. prend même soin d'un enseignement équestre



83) . . . et de celui de l'escrime

LA POLITIQUE SOCIALE



84) Une piscine pour travailleurs dans une exploitation allemande



85) Joyeuse réunion de paysans et de travailleurs à l'occasion d'une course de skis organisée par la KdF.

LA POLITIQUE SOCIALE



86) Le ministre président Göring fait une collecte pour la WHW.



87) Le président de la Reichsbank, Dr Schacht. . . . dévalise les gens de finance

AU SERVICE DE L'ŒUVRE DU SECOURS D'HIVER (WHW.)



88) Entrée de Friedel Schumann à Berlin après sa chevauchée de 3.700 kilomètres à travers toute l'Allemagne en vue de récolter des dons gratuits. Elle a rapporté 130.000 marks

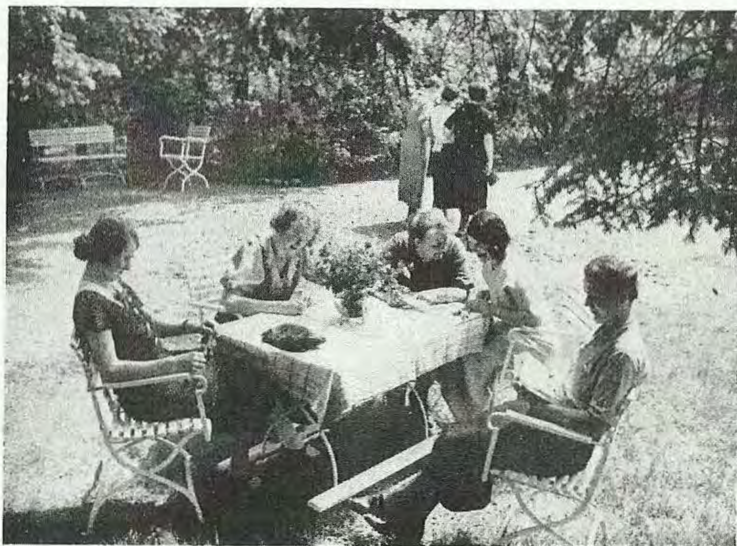


89) Distribution du « plat unique » le premier dimanche de chaque mois

AU SERVICE DE L'ŒUVRE DU SECOURS D'HIVER



90) A l'instigation de l'œuvre de bienfaisance NSV., des milliers d'enfants partent à la campagne



91) . . . et les mères se délassent dans les asiles de la maternité

LA BIENFAISANCE POPULAIRE (NSV.)



92) Nouvelles habitations populaires à un étage en rase campagne



93) Habitations de travailleurs des champs

LES HABITATIONS

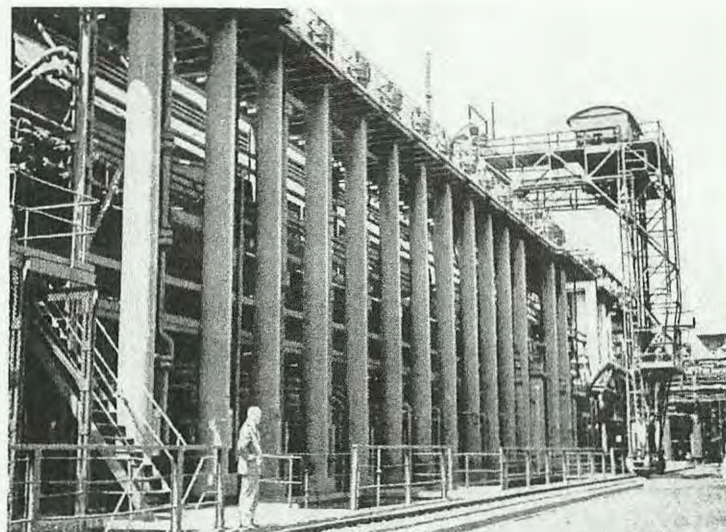


94) La petite colonie

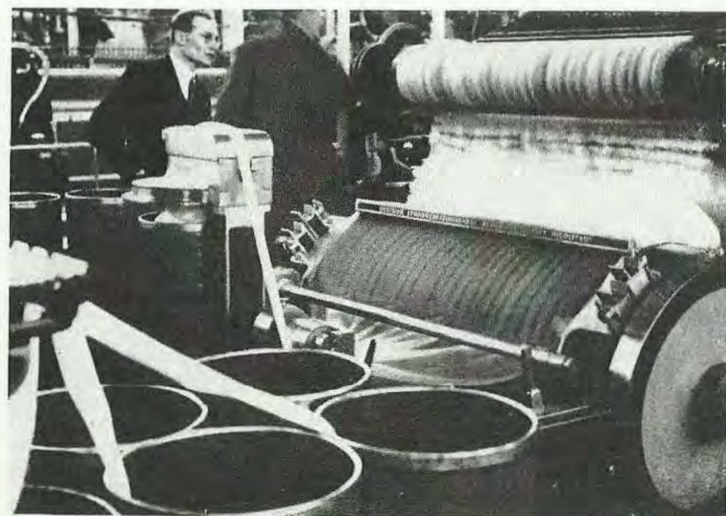


95) . . . et le foyer propre

LA COLONISATION INTÉRIEURE



96) Une usine de la Société I. G. Farbenindustrie, où se fabrique la benzine synthétique

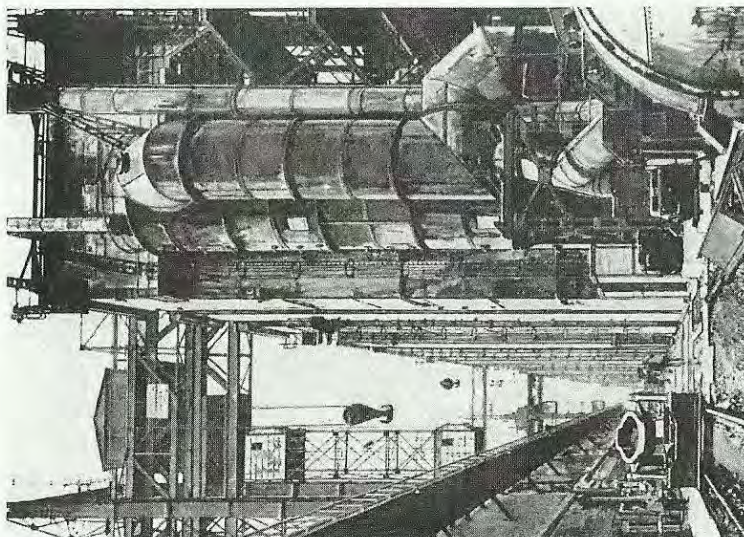


97) Dépôt et emballage de « Puna » (caoutchouc synthétique)

POUR L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE



99) Finissage de « Buna »



98) Une rue de l'installation d'hydratation des ateliers Leuna de la Société I. G. Farbenindustrie A.G.

POUR L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

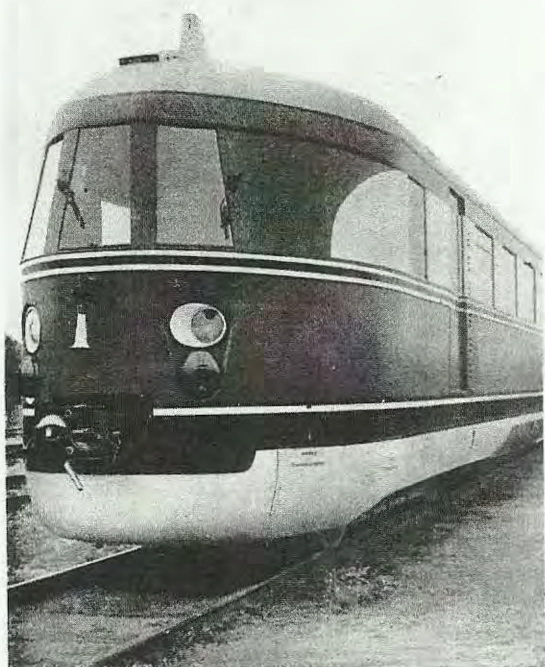


100) Une machine à travailler la cellulose

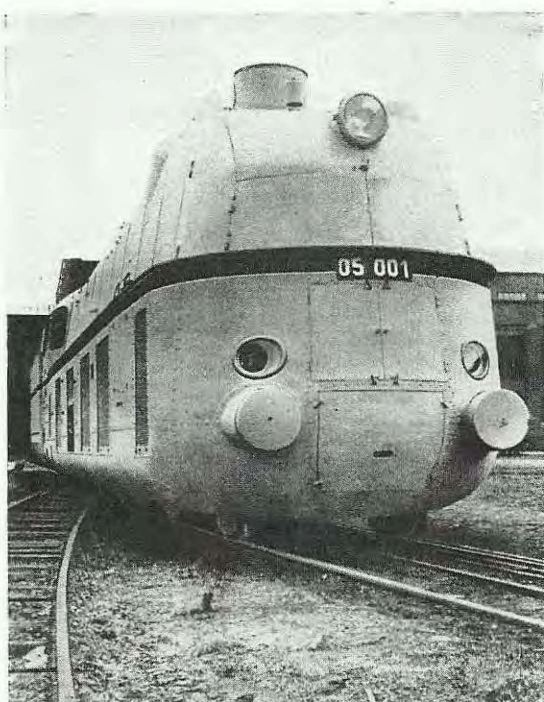


101) Une vue de l'exposition textile à Berlin

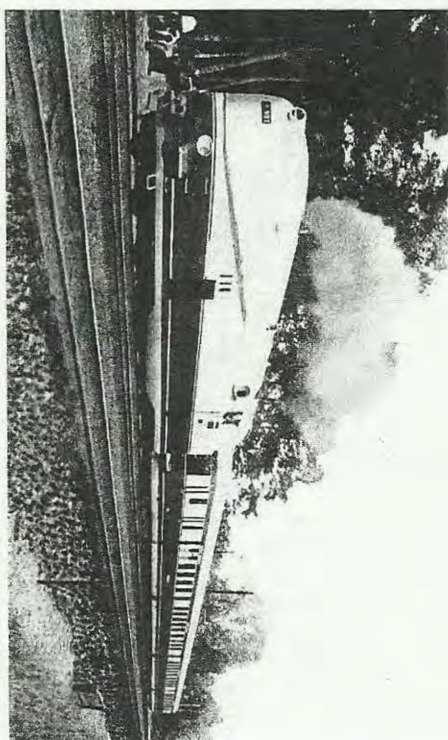
POUR L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE



102) Vue de l'avant d'une voiture rapide à traction (dite « volante »)



103) Locomotive lourde à trois cylindres et à vapeur surchauffée avec revêtement à lignes courantes (Rendement 2.700 H. P. pour 150 kilomètres à l'heure. vitesse maxima 175 kilomètres à l'heure)



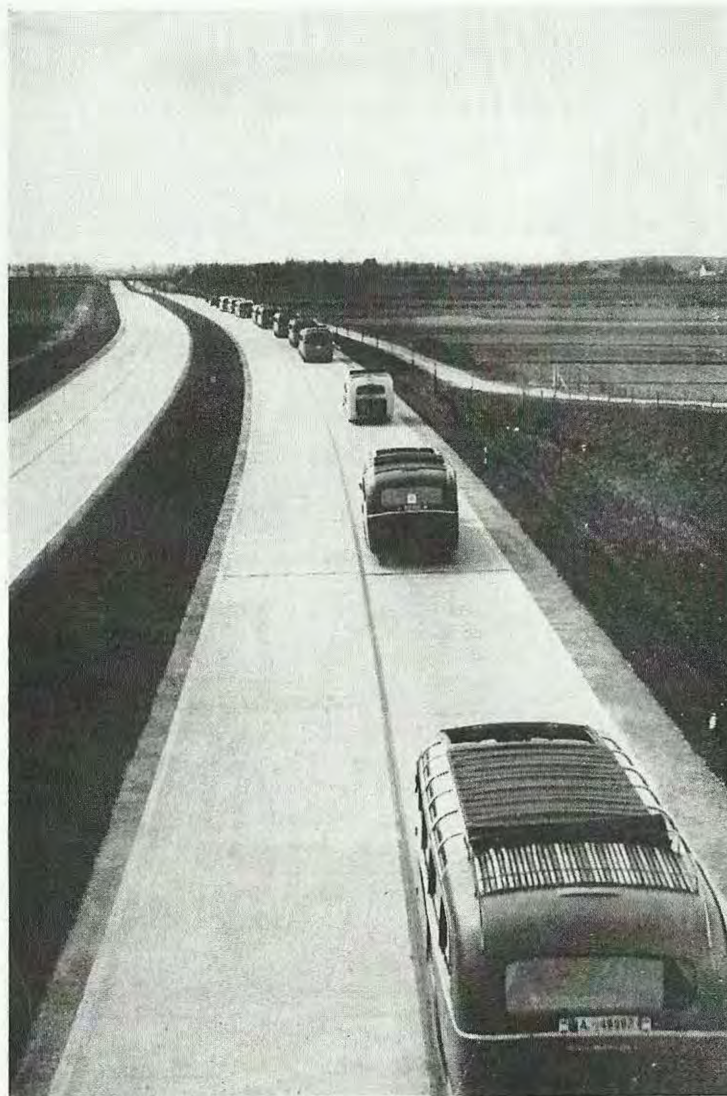
104) Le train Henschel-Wegmann à lignes courantes et en pleine marche



105) Un accouplement du train « volant » de Munich avec celui de Stuttgart



106) En donnant le premier coup de pelle sur la rive du Main près de Francfort, le 23 septembre 1933, le Führer inaugura l'œuvre des autostrades du Reich par ces paroles: « Au travail! »



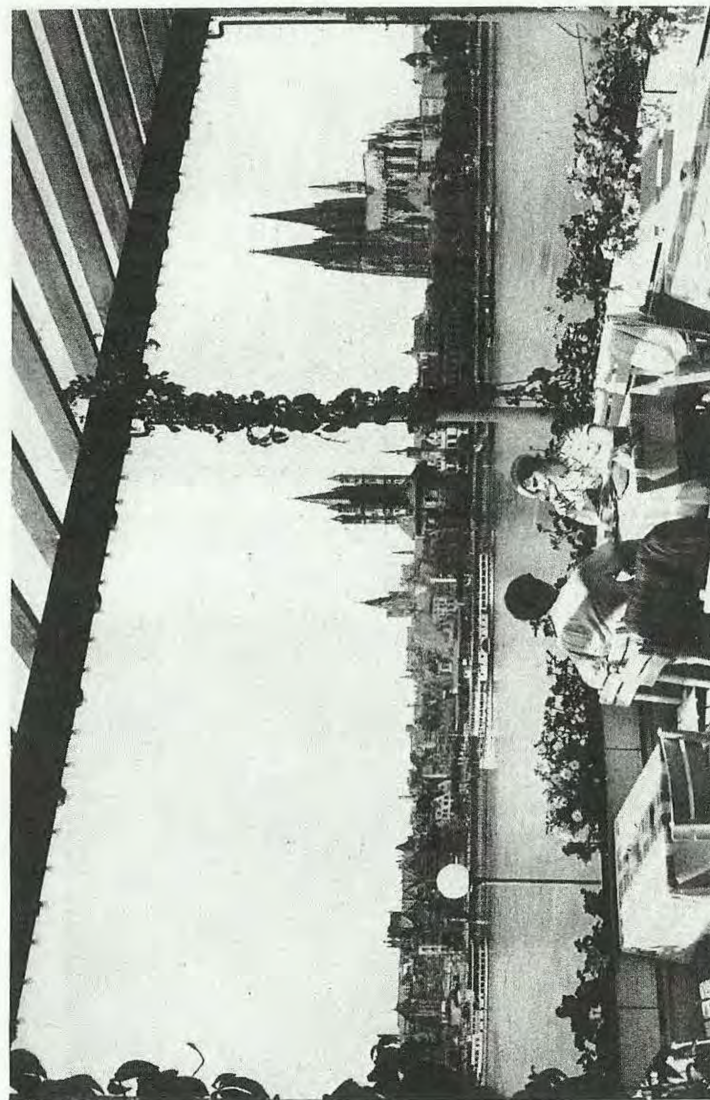
107) Une autostrade du Reich



108) Le « Berghof » foyer du Führer à Berchtesgaden (Alpes bavaroises)



109) Le château de « Sans-Souci », séjour préféré de Frédéric le Grand



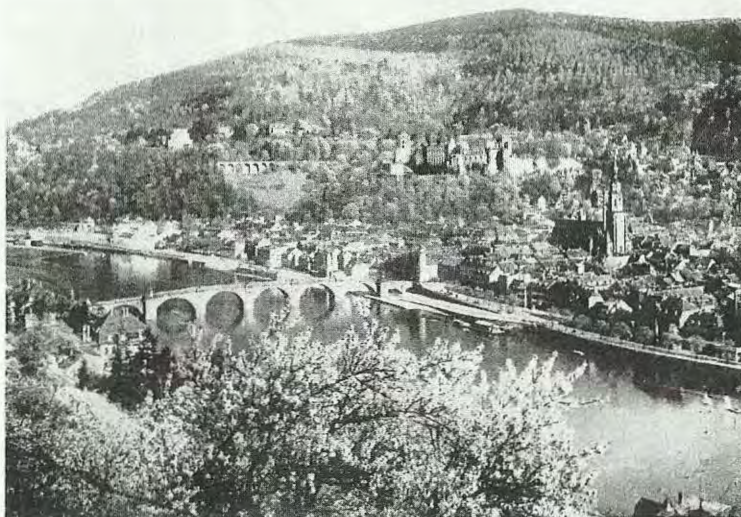
110) Cologne sur le Rhin. Vue d'une terrasse sur le fleuve



111) Berchtesgaden et le Königssee



112) Le château de Neuschwanstein près Füssen (Bavière méridionale)



113) Le printemps à Heidelberg. Vue du château par delà le Neckar

LES BEAUTÉS DE L'ALLEMAGNE



114) Un avion Junker, Type Ju 86, de la Lufthansa allemande



115) L'hydravion Ha 139 à quatre moteurs, pour longs parcours, construit par la Société Hamburger Flugzeugbau d'Hambourg, sur commande de la Lufthansa

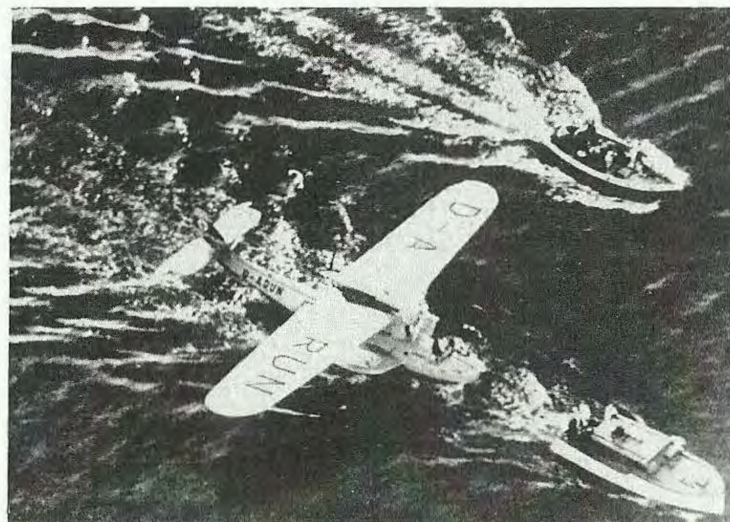
L'AVIATION CIVILE



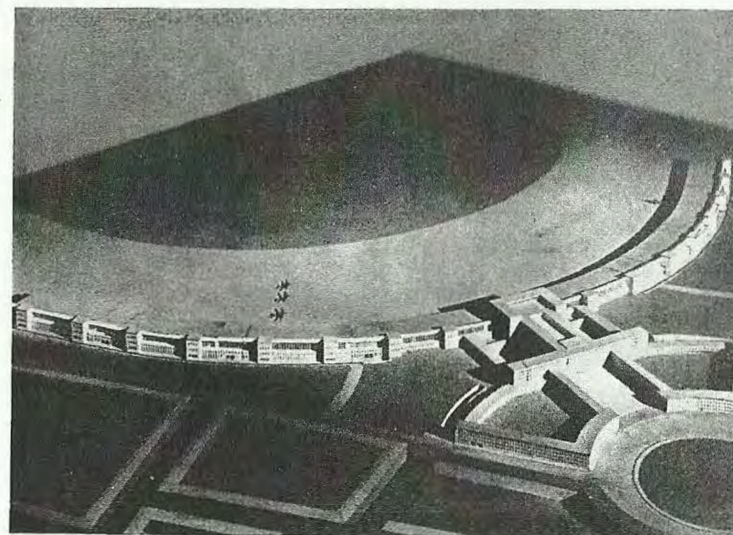
116) Le navire à moteur « Friesenland », quatrième point d'appui de la Lufthansa pour le service postal aérien de l'Atlantique



117) Le bateau volant Dornier Do 18, sur la catapulte de « l'Ostmark », avant son départ



118) Arrivée du « Zéphir » dans le port de New-York après sa traversée de l'Atlantique septentrional



119) Modèle du nouvel aérodrome central de Berlin, à Tempelhof



120) La Fête de la moisson sur le Bückeberg

L'AGRICULTURE



121) Une maison de paysan dans la Haute-Bavière



122) Une maison de paysan de la Forêt Noire

L'AGRICULTURE



123) Défilé du Service de travail devant la tribune d'honneur sur la Zeppelinwiese, au congrès du parti, à Nuremberg



124) Vue de baraquements dans les montagnes de la Bavière. Un groupe d'hommes du Service de travail rentre après sa journée terminée.



125) Des hommes du Service se rendent en chantant à leur ouvrage



126) Leur travail est dur dans les marais du pays d'Ems





127. 128) Des hommes du Service de travail creusent des canaux d'écoulement . . . et débarassent le terrain de blocs de pierre

LE SERVICE DE TRAVAIL

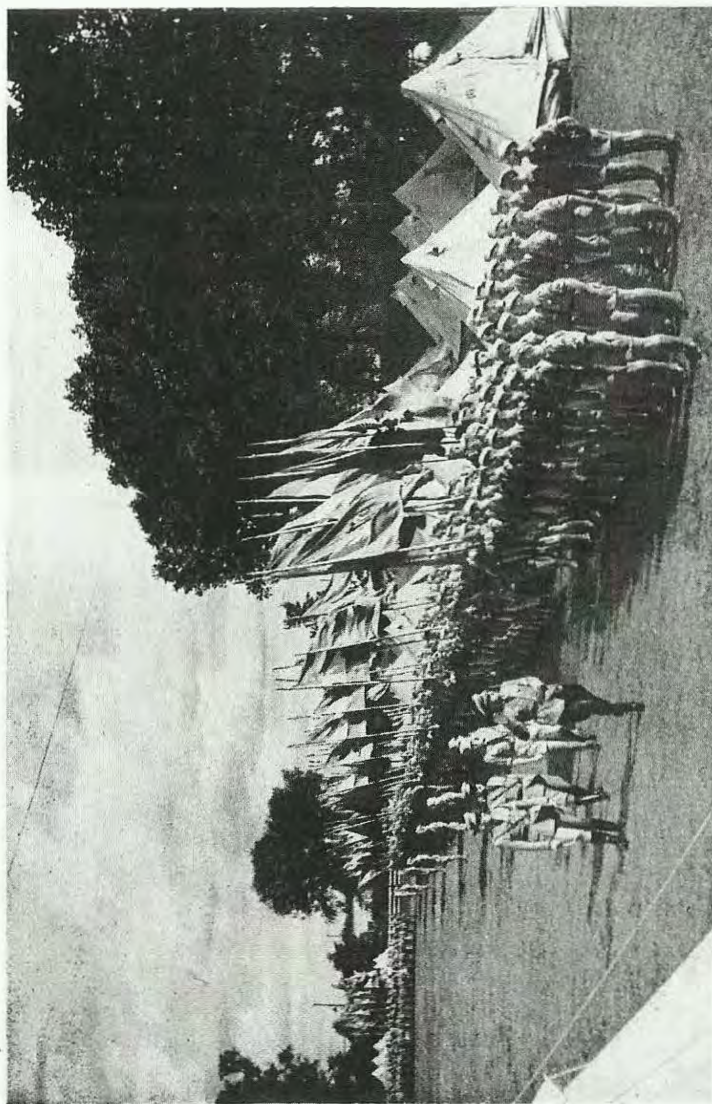


129) Jeunes filles du Service de travail lors d'un court repos dans le champ . . .



130) . . . et lors de la danse en plein air

SERVICE DE TRAVAIL POUR LES FEMMES



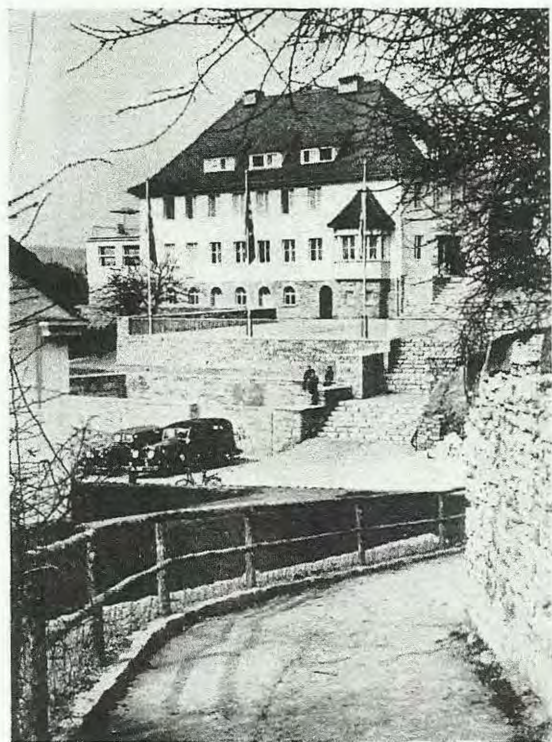
131) Le chef de la jeunesse allemande, Baldur v. Schirach, parcourt le front d'une formation de drapeaux à l'occasion de sa visite à un campement de la HJ.



132) Exercices sportifs de la jeunesse hitlérienne



133) Exercices libres de jeunes filles de l'union allemande BDM.

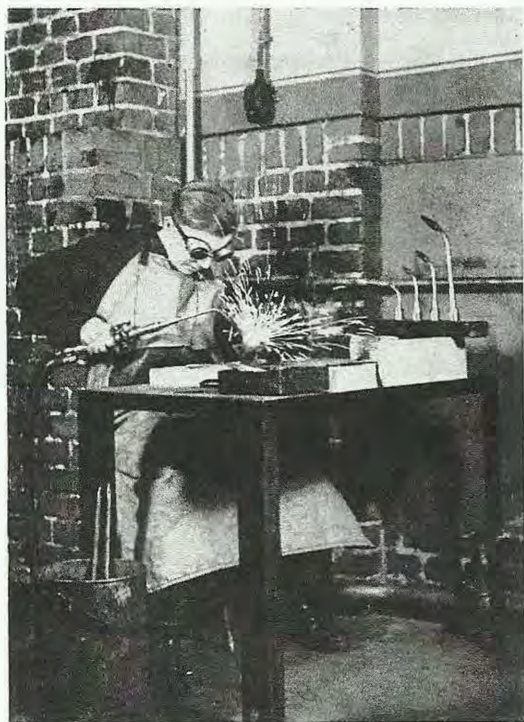


134) Un nouveau lieu de refuge de la jeunesse à Fribourg en Brisgau



135) Foyer pour jeunes filles à Binow en Poméranie

LA JEUNESSE ALLEMANDE



136) Le concours professionnel de la HJ.: Un jeune hitlérien occupé à souder



137) La jeunesse hitlérienne de marine à un exercice à voiles

LA JEUNESSE ALLEMANDE



138) Von Schirach assiste à un concours pour la profession de maçon



139) Des jeunes filles dans un campement écoutent une conférence de leur directrice

LA JEUNESSE ALLEMANDE



140) La Wilhelmsplatz à Berlin avec la chancellerie du Reich et le ministère de la Propagande



141) Le ministre de la Propagande, Dr Goebbels, en présence du secrétaire d'État Funk, remet au compositeur Josef Reiter, à l'occasion de son 75ème anniversaire de naissance, une lettre autographe du Führer

LA NOUVELLE CULTURE



142) LA CULTURE ALLEMANDE SOUS LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR. Cette monstruosité veut soi-disant représenter une femme assise



143) LA CULTURE ALLEMANDE DE NOS JOURS. Une œuvre d'art due au professeur Seeger, laquelle mérite à bon droit son titre « La Joie de vivre »

LA NOUVELLE CULTURE



144) La place royale à Munich. Le temple de l'honneur, la maison du Führer et le bâtiment de l'administration

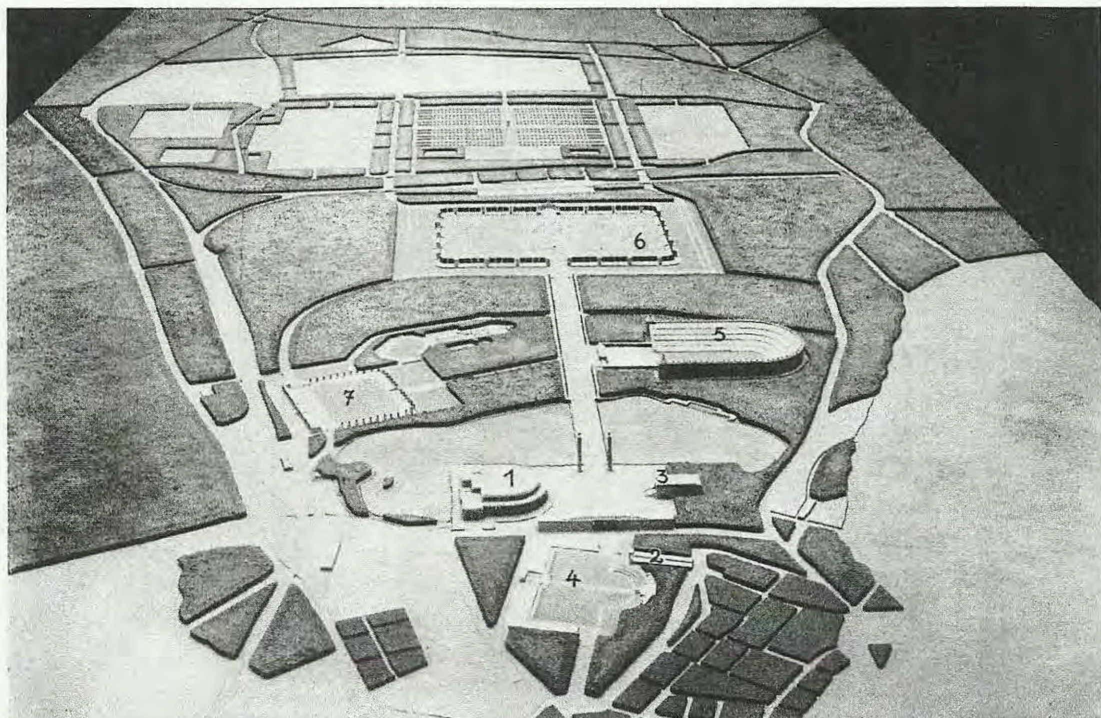
LES NOUVEAUX BATIMENTS DANS LE III[e] REICH



(Reproduction autorisée par le ministère de l'aviation, Klinke & Co., Berlin W 8. No. 44237)

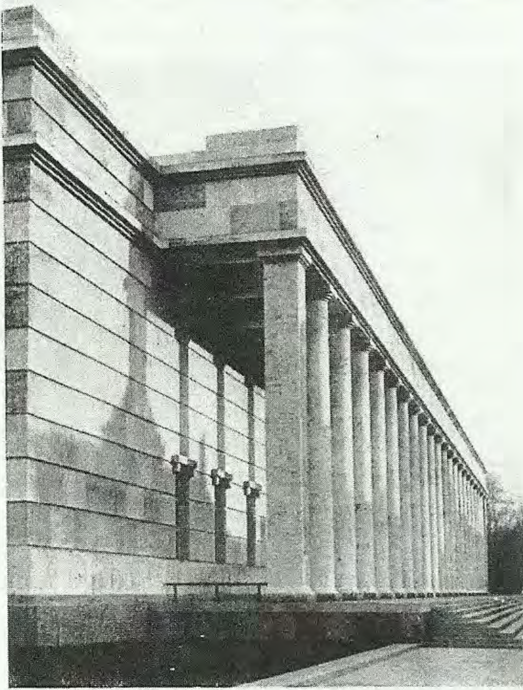
145) Vue à vol d'oiseau du champ de sport du Reich, à Berlin

LES NOUVEAUX BATIMENTS DANS LE IIIe REICH



MODÈLE DES CONSTRUCTIONS PROJETÉES POUR L'ASSEMBLÉE DU PARTI A NUREMBERG

146) 1) Nouveau hall du congrès (en construction). 2) Hall actuel du congrès (pour 20.000 personnes). 3) Maison de la culture. 4) Arène Luitpold (achevée). 5) Arène de sport. 6) Champ de Mai (5 fois plus vaste que la Zeppelinwiese, pour 2 millions de personnes). 7) La Zeppelinwiese (pouvant contenir 380.000 personnes). Longueur totale 8 km. Largeur de la route médiale de marche 100 mètres



147) Maison de l'Art allemand, à Munich



148) Le Pavillon allemand de l'Exposition universelle de Paris 1937

LES NOUVEAUX BATIMENTS DANS LE IIIe REICH

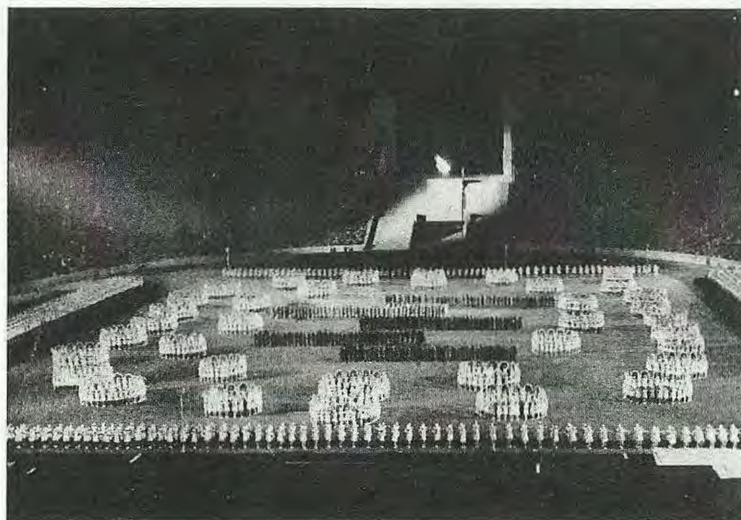


149) Des formations de la HJ. reçoivent le porteur du feu olympique, dans le Lustgarten, à Berlin

LES JEUX OLYMPIQUES, BERLIN 1936



150) Le jour de l'ouverture
Marche de l'équipe norvégienne (au premier plan la tribune du Führer)



151) Le Stadion la nuit pendant la présentation de la ronde olympique



152) Les jeux d'hiver à Garmisch-Partenkirchen



153) La scène en plein air de Dietrich-Eckart pendant la représentation d'« Héraclès »



154) L'arbre de mai et la décoration du Lustgarten

LE JOUR DE FÊTE NATIONALE DU PEUPLE ALLEMAND